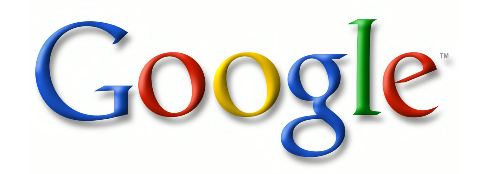
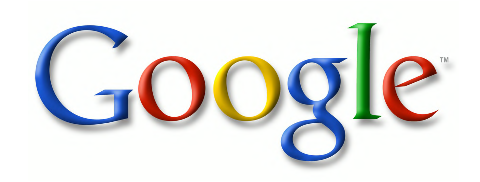
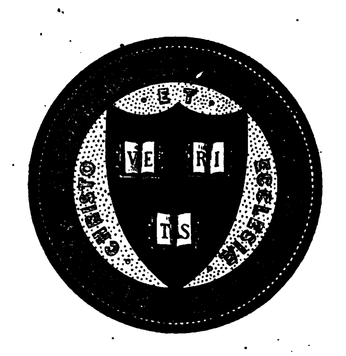



Google


VE
RI
TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE





HISTOIRE

D'ESPAGNE


A. Quantin imprimeur
S Benoit 7 à Paris

HISTOIRE

D'ESPAGNE

DEPUIS

Les premiers temps historiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII

PAR

M. ROSSEEUW St-HILAIRE

Membre de l'Institut,

Membre correspondant de l'Académie de Madrid

NOUVELLE ÉDITION

REVUE ET CORRIGÉE

TOME TREIZIÈME

PARIS

FURNE, JOUVET ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

M DCCC LXXVIII

HISTOIRE

D'ESPAGNE

LIVRE XLIV

CHAPITRE SECOND

RÈGNE DE CHARLES III.—LES COLONIES ESPAGNOLES

1764

Dans toute autre histoire, quand les événements font défaut, on étudie des caractères; mais en Espagne, à compter du XVIIe siècle, les caractères manquent aussi bien que les événements, et alors que reste-t-il à l'histoire? Le vide, il est vrai, se fait moins sentir sous Charles III que sous les rois qui l'ont précédé; une pensée politique préside à son règne : c'est celle de constituer, dans le midi de l'Europe, grâce à l'alliance des trois races des Bourbons, une ligue catholique et latine qui puisse tenir le nord en échec, et opposer une digue aux ambitions anglo-saxonnes, toujours prêtes à déborder sur le midi. Déjà nous avons vu

Charles, égaré par ses affections de famille, entraîner l'Espagne, à la suite de la France, dans une lutte que ne lui commandaient aucun devoir, aucun intérêt national; cette lutte, mal entamée, mal soutenue, s'est terminée par une paix honteuse qui a coûté à la Péninsule, après son sang, son or et une partie de ses colonies.

Maintenant, que va faire Charles III, abandonné à lui-même et à ses instincts, toujours honnêtes et droits quand ils ne s'égarent pas? Une carrière nouvelle, entrevue par Ferdinand VI, à qui le talent et l'énergie ont manqué pour la suivre, s'ouvre devant son successeur. Il ne s'agit plus de refaire une Espagne conquérante et guerrière, toujours prête à déborder sur l'Europe; il s'agit de la relever de sa déchéance, de la rendre à sa destinée vraie, en lui apprenant à tirer parti des ressources sans nombre que la Providence lui a départies. Elle est rentrée dans ses limites naturelles, pour ne plus en sortir; elle a perdu, heureuse perte! ces possessions lointaines qui l'associaient malgré elle à tous les débats du continent, et lui enlevaient tous les avantages de sa position quasi-insulaire. Mais, à défaut de la Flandre, à défaut de l'Italie, tout un monde colonial lui reste, à condition qu'elle apprenne enfin à en tirer parti. Certes, c'est là pour un roi, qui veut aussi sincèrement que Charles III le bien de ses sujets, une gloire qui vaut toutes les autres : faire l'éducation d'un grand peuple, et lui apprendre à tirer de son sol comme de sa propre nature tout ce que son créateur y a mis! Les conquérants du nouveau monde, Pizarre et Cortès, n'ont accompli que la moitié de l'œuvre; le plus difficile reste encore à faire : c'est de civiliser l'Amérique après l'avoir conquise, et d'enrichir par un système fécond d'échanges la métropole et ses colonies, au lieu

d'épuiser ce sol vierge en lui empruntant toujours sans lui rendre jamais.

Charles III est-il homme à bien comprendre toute la grandeur de cette tâche, dédaignée jusque-là par tous ses devanciers? C'est ce que la suite nous apprendra. Certes, ni l'esprit ni le cœur ne font défaut chez lui; que lui manque-t-il donc? le juste, le vrai sentiment de ses devoirs qui peuvent tous, pour un roi, se résumer en un seul : s'oublier pour ses sujets! Or peut-on dire qu'il en soit ainsi d'un prince dont le représentant de l'Angleterre à sa cour a pu dire : « Si le roi voulait prendre sur lui de vaincre sa passion désordonnée pour la chasse, et s'occuper un peu plus des affaires du gouvernement, il les dirigerait mieux que ses ministres. Mais cette passion, à laquelle il ne sait pas résister, lui prend tout son temps. Toujours pressé de se débarrasser de ses ministres pour courir à la chasse, il n'étudie pas à fond les questions; et cependant ses jugements sur les intérêts politiques de l'Espagne sont en général justes et sages; et sa ténacité étonne et contient ses ministres quand il a une fois adopté la ligne qu'il veut suivre. » Le blâme, on le voit, est ici à côté de l'éloge, et l'un garantit la vérité de l'autre.

Les seuls événements de cette cour où tout était prévu et ordonné par une inflexible étiquette, c'étaient les changements de ministres, rares sous un monarque esclave de l'habitude, et routinier par principe autant que par nature. La position du ministre des affaires étrangères, Wall, étranger lui-même, et comme tel peu populaire, était devenue intenable : attaqué à la fois par les partisans de l'alliance française, qui lui reprochaient son faible pour l'Angleterre, et par les Napolitains dont le roi aimait à s'entourer, il ne cherchait qu'un prétexte

pour se retirer. Mais ses torts aux yeux du pays étaient des mérites aux yeux de Charles qui, appréciant sa droiture et sa capacité, était encore confirmé par son affection pour lui dans son horreur de tout changement. Mais la décision de Wall était trop bien prise pour céder, même aux instances de son roi. Réduit à opposer la ruse à l'obstination du monarque, il dut faire, pour sortir du pouvoir, les efforts que d'autres font pour y entrer; il feignit un mal d'yeux qui l'empêchait de remplir les devoirs de sa charge. Devant une décision aussi énergique, le monarque dut céder : il accepta à regret la démission d'un ministre qu'il aimait, et lui assigna pour retraite un château royal près de Grenade.

Son successeur fut Grimaldi, le *gentil abbé* génois. Ambassadeur d'Espagne à Paris, il fut désigné au choix de son souverain par Choiseul, dont l'influence, toute-puissante à Versailles, ne l'était guère moins à Madrid. Son dévouement à la France était un titre à la faveur de son roi. Et pourtant Charles, avec la finesse qui chez lui s'alliait à la bonté, s'était bien vite aperçu que Choiseul, en révélant à l'Europe le secret du *pacte de famille*, avait entraîné l'Espagne dans une guerre aussi contraire à ses penchants qu'à ses intérêts. Tout en prenant Grimaldi pour premier ministre, le roi n'était donc pas sans se méfier de ses tendances ultra-françaises, et après avoir acheté la paix aussi cher, il était, pour le moment, du moins, bien décidé à la garder.

Les morts et les mariages se mêlent cette année d'une étrange manière dans les trois races royales d'Espagne, de France et d'Autriche. En février, l'infante Marie-Louise épouse l'archiduc Léopold, second fils de Marie-Thérèse. Son frère, le prince des Asturies,

depuis Charles IV, est fiancé à une autre Marie-Louise, fille du duc de Parme, destinée plus tard à une si triste célébrité. Mais la mort du duc retarde le mariage jusqu'à l'année suivante. Dans l'intervalle, l'empereur François Ier, époux de Marie-Thérèse, étant venu à mourir, son fils aîné, Joseph II, est associé au gouvernement de sa mère, et la Toscane échoit en partage au gendre de Charles III. D'autres mariages viennent encore resserrer les liens entre les familles régnantes d'Autriche et de Naples. Enfin les deux filles du roi de Sardaigne épousent deux princes français, *Monsieur* et le comte d'Artois, tous deux destinés à monter sur le trône de France. Ainsi se resserre et s'étend l'espèce de ligue tacite qui existait déjà entre toutes les races catholiques du sud de l'Europe. L'ennemi commun, c'est l'Angleterre, deux fois maudite, comme hérétique et comme reine de l'Océan. Quant à la cour de Madrid, toutes ses ambitions sont maintenant tournées vers l'Italie, qu'elle partage à regret avec l'Autriche, faute d'oser la lui disputer. Aussi, Marie-Thérèse ayant exprimé le désir de fortifier, en y accédant, le *pacte de famille*, ne rencontra qu'un refus auprès des deux cabinets de Versailles et de Madrid; tous deux, en effet, craignaient, en l'acceptant pour alliée, d'avoir en elle une rivale, toujours prête à redevenir une ennemie. L'impératrice eut beau insister, Grimaldi répondit que le *pacte de famille* était une affaire de cœur et non de politique; et, en dépit des alliances de famille, les deux cabinets et les deux pays restèrent séparés.

COLONIES ESPAGNOLES.

Avant de poursuivre le récits des événements du règne de Charles III, arrêtons-nous un instant pour jeter un coup d'œil sur la situation de l'Amérique espagnole, pendant ce règne trop souvent mêlé, pour le bonheur de la Péninsule, à la politique de l'Europe et à ses sanglants débats. L'Amérique, c'est comme une seconde Espagne, inféodée à la première, qui fait peser sur elle tout le poids de ses fautes et de ses revers. Son histoire, si elle en a une, n'est qu'une longue série de fausses mesures, d'abus de pouvoir de la part des maîtres, et de souffrances pour les pauvres Indiens, condamnés, comme leur pays, à une minorité éternelle dont, même émancipés, ils ne sont pas encore sortis.

C'est un grave et difficile problème que celui des colonies, et la solution, depuis tantôt six mille ans que l'humanité la cherche, n'a pas encore été trouvée. Deux questions sont renfermées dans ce mot si complexe de *colonies :* ce qu'elles ont été, et ce qu'elles devraient être ! Dans le plan de la Providence, qui a créé l'homme pour essaimer, comme les abeilles, qu'est-ce que la colonisation ? La contre-partie de la guerre, la seule compensation possible à ses ravages, tant que ce fléau abhorré n'aura pas disparu de la terre. L'une, en effet, tend à détruire, l'autre à cultiver (*colere, colonus*), c'est-à-dire à développer les germes de fertilité que renferme le sol même le plus désert, et les germes de civilisation qui dorment au fond des cœurs dans la tribu même la plus sauvage. De tout temps, l'effort de l'humanité a été double : le bien y a lutté avec le mal, et c'est le bien,

nous osons le prédire, qui finira par l'emporter, si la colonisation rétablit peu à peu sur le globe l'équilibre dérangé par la guerre.

L'ancien monde n'a connu que deux classes de colonies : les unes, peuplées par l'émigration volontaire, servaient aux cités-mères à déverser au dehors le trop-plein de leur population; telles sont les colonies de Tyr et de la Grèce qui ont semé la civilisation sur toutes les rives de la Méditerranée. Les autres, celles de Rome, étaient avant tout des garnisons, destinées à tenir en bride les peuples conquis. Dans le système grec, celui qui se rapproche le plus de l'idéal de toute colonisation, la patrie primitive est une mère (μητρόπολις). Quand elle a trop d'enfants, elle les répand au dehors, mais ils restent ses enfants; ils emportent avec eux, comme un fragment de la terre natale, sa religion, sa langue, ses mœurs, ses lois. Ils sont deux fois citoyens, de l'ancienne et de la nouvelle patrie. Toutes deux se doivent aide et assistance; mais la fille doit déférence à sa mère. Elle se gouverne et s'administre elle-même, elle n'est ni vassale ni sujette, elle vit de sa propre vie, et parfois même elle colonise à son tour. Quant aux indigènes, les colons grecs semblent en général les avoir traités avec douceur. En les initiant peu à peu à leurs arts et à leurs lois, ils finissent par se fondre avec eux, et réalisent ainsi le plan du Créateur qui a fait la terre avant les hommes, afin que ceux-ci la peuplassent par essaims progressifs, renaissant l'un de l'autre, et qu'il y eût ainsi parenté et filiation entre toutes les races.

Quant à Rome, elle a conquis plutôt qu'elle n'a colonisé; tout chez elle, même ses colonies, a été fait pour et par la guerre. Si ses camps sont peu à peu devenus des cités, si les vaincus ont fini par s'assimiler aux vain-

queurs, en leur empruntant, comme une faveur, leur religion, leur langue et leurs lois, c'est qu'ils espéraient ainsi alléger le joug qui pesait sur eux; mais toujours l'orgueilleux conquérant s'est tenu à distance, et dans ces prétendus citoyens, il n'a vu que des sujets. Tout ce que Rome leur demande, ce sont des tributs et des esclaves, et les avides proconsuls viennent consommer l'œuvre de spoliation en pressurant sans pitié les provinces, pour aller ensuite consumer dans les débauches de Rome les fruits de leurs rapines. Ainsi le monde tout entier finit par se rattacher à ce centre impérieux qui attire tout à lui, et reçoit toujours sans donner jamais. Les colonies de Rome se relient toutes à ce vaste système de domination qu'elle fait peser sur ce que l'on connaît alors de notre globe; aussi lui demeurent-elles soumises, non pas de gré, mais de force, jusqu'à ce que le monde lui échappe, et que la barbarie triomphe de cette civilisation tyrannique qui n'a jamais conquis que pour opprimer.

Qu'est-ce que les invasions barbares? La réaction de l'univers vaincu contre Rome à qui il vient rendre enfin ce qu'il en a souffert. Pas plus que la conquête romaine, la conquête barbare n'est une colonisation; c'est un monde qui se déplace, et qui, suivant dans ses migrations le cours apparent du soleil, va, de l'est à l'ouest, se déverser sur cet empire romain, objet pour lui de haine et d'envie depuis tant de siècles. C'est la barbarie qui vient camper en face de la civilisation, chacune avec ses codes, avec ses mœurs, jusqu'à ce que le farouche vainqueur, gagné malgré lui par une culture supérieure, s'absorbe et se fonde peu à peu avec es vaincus qu'il dédaigne.

Quant à la conquête musulmane, ce n'est qu'une

forme, plus brutale encore, de l'invasion barbare, avec le fanatisme de plus, et l'impossibilité absolue, même à l'aide des siècles, d'arriver à une fusion avec les peuples conquis. Comme Rome, elle les méprise trop pour se mêler avec eux; loin de songer à se les assimiler, elle ne songe pas même à les convertir. Du haut de son unité divine, empruntée à ce christianisme, à qui il reproche d'avoir trois dieux, l'islamisme, dans sa barbarie immuable, regarde couler les siècles, sans vouloir rien changer, ni autour de lui, ni en lui. Le monde a beau marcher, l'Orient, ce berceau de la société humaine, reste immobile, et comme frappé de stérilité, jusqu'à ce que l'Évangile lui ait ouvert la voie de la vraie civilisation et de ce progrès moral qui amène à sa suite tous les autres.

Qu'est-ce que les croisades, sinon la réaction passionnée du monde chrétien, qui sent en lui la sève de l'avenir, contre cette religion du sabre et ce peuple sensuel et farouche qui lui a ravi le tombeau de son Dieu? Ici, il ne s'agit plus de colonisation, l'Europe n'a jamais songé à prendre pied en Asie; non! il s'agit seulement de refouler vers l'Orient l'invasion musulmane qui, du VIIIe au XVe siècle, s'est promenée tour à tour sur toutes les rives de la Méditerranée, dont elle occupe encore les régions les plus riches, pour en faire des déserts! C'est là la pensée qui était au fond des croisades, et le but, s'il eût été atteint, valait tout ce qu'il a coûté! Mais l'Europe, pour réaliser ses glorieuses destinées, n'a pas à retourner en arrière vers l'Asie, elle n'a qu'à s'engager de plus en plus, dans le sens des grandes migrations humaines, vers ce monde inconnu qui s'ouvre pour elle du côté de l'ouest, et qui va recommencer l'histoire.

Nous arrivons ainsi à cette découverte de l'Amérique qui a ouvert un champ illimité à la colonisation moderne. Mais, hélas! celle-ci, quoique appuyée sur le christianisme, n'a guère mieux compris que l'ancienne la grandeur de sa tâche. Les premiers venus dans la carrière, les Espagnols, sont peut-être ceux qui y ont le moins réussi. Jamais peuple, sans en excepter Rome même, n'a fait peser un joug aussi dur sur ces races opprimées que Dieu lui donnait, non à exploiter, mais à rendre heureuses et à civiliser. Il y a, en effet, dans la domination de l'Espagne sur ses sujets indiens, une dureté, un mépris de la vie humaine qu'on ne retrouve pas, au même degré du moins, chez les autres peuples colonisateurs, Portugais, Anglais, Hollandais et Français. La race indigène se fond et disparaît peu à peu sous cette domination oppressive. Les causes de cette disparition sont diverses : c'est d'abord la petite vérole, funeste présent fait par le peuple conquis au peuple conquérant, comme pour lui rendre tout ce qu'il en a souffert! Mais ce sont avant tout les travaux des mines, espèce de torture lente où s'use et dépérit cette population vassale. Une sorte d'ivresse furieuse semble s'être emparée des conquérants espagnols depuis la découverte de ce Pactole moderne que le vieux monde n'avait pas vu couler en veine aussi riche. Il y a là pour l'exploiter une race inférieure qu'on peut user impunément; quand elle aura disparu, les nègres ne sont-ils pas tout prêts à la remplacer? Aussi le double despotisme, politique et clérical, que l'Espagnol subit chez lui, il le fait peser à son tour sur cette race mineure, en la maintenant systématiquement dans une éternelle enfance.

Examinons maintenant de plus près le système de gouvernement que l'Espagne a appliqué à ses colonies :

à dater de la conquête, les deux grandes divisions de ce monde colonial, le Mexique et le Pérou, constituent chacune un État à part qui a son chef, son administration à lui, comme s'il était indépendant de la mère-patrie; mais, en même temps, la couronne se réserve le droit de lui imposer ses lois, ses taxes, sa justice, et d'y conférer tous les emplois civils et militaires. Grâce à la célèbre bulle d'Alexandre VI, charte de la conquête, ce n'est pas au peuple conquérant, mais aux *Rois Catholiques*, et à leurs descendants, qu'appartient ce monde nouveau, comme naguère l'Égypte aux Pharaons, ou comme la Turquie au Sultan. Le point de départ de toute propriété, de toute autorité sur ce sol conquis, c'est toujours la couronne; tout vient d'elle et tout y retourne. Là, point de droits autres que ceux du monarque, point de franchises populaires, point de *fueros* pour gêner l'exercice de ce pouvoir absolu, sans contrôle comme sans limites.

Mais ce qui frappe avant tout dans l'histoire de ces riches et malheureuses contrées, c'est l'impuissance de l'Espagne à organiser, après avoir conquis; c'est la diminution constante de la population indigène qui s'y éteint même sur quelques points. Chose étrange! cette dépopulation est plus rapide encore sous le régime de la paix que sous celui de la conquête. Faut-il en conclure, avec quelques historiens, qu'il y a eu, de la part de l'Espagne, un parti pris, pour s'assurer la possession de ces riches contrées, d'en exterminer tous les habitants? Rien ne serait plus injuste et plus faux qu'une pareille supposition. Nous voyons, au contraire, tous les monarques castillans, d'Ysabel à Charles III, sans cesse occupés d'assurer le bien-être et la conservation de leurs sujets indiens; mais leurs bonnes intentions,

leurs lois tutélaires viennent se briser contre l'avidité des autorités espagnoles que surexcite encore la conscience de leur impunité et de leur supériorité de race et de religion. C'est Rome, avec ses proconsuls altérés d'or et de sang; la seule différence, c'est que le pouvoir central, trop distant, il est vrai, s'efforce de protéger ceux qu'on opprime, et n'autorise jamais ce qu'il ne peut pas empêcher.

Faute de pouvoir s'en prendre aux rois, d'autres ont accusé le clergé. Nous ferons plus loin la part de ses torts et de ses abus de pouvoir; mais il faut être juste avant tout : de tout temps, mais surtout à l'origine de la conquête, les missionnaires espagnols ont cherché à protéger le troupeau sans défense confié à leurs soins. Aussi les Indiens reconnaissants les ont-ils constamment regardés comme leurs appuis naturels et leurs défenseurs, et la religion y a gagné tout ce que la politique y perdait.

Il ne faut pas croire pourtant que la population primitive, sous toutes ces causes de destruction, ait complétement disparu du sol américain. Non, elle subsiste, protestation vivante de droits foulés aux pieds par un vainqueur sans pitié. On la retrouve surtout dans les provinces annexées plus tard, qui n'ont pas essuyé la première furie de la conquête, comme toute la côte ouest de l'Amérique du Nord, sur l'océan Pacifique. Au siècle dernier, la Nouvelle-Espagne, ou Mexique, comptait encore deux millions d'Indiens. A l'inverse des autres puissances maritimes qui ne voyaient dans leurs colonies qu'une proie pour l'esprit d'aventures, et qu'une espèce d'égout pour le rebut de leur population, la royauté espagnole avait pris les siennes sous sa tutelle; c'était sa chose et son bien, et comme une

seconde couronne greffée sur la première. Dès le début, elle a pris au sérieux ce monde nouveau, dont la découverte flatte son orgueil; si elle n'en a pas tiré meilleur parti, c'est à son inexpérience seule qu'il faut s'en prendre, car ses intentions ont toujours été droites, et ses lois ont mieux valu que ceux qu'elle chargeait de les appliquer.

Après ce coup d'œil général, étudions de plus près la constitution des deux grandes divisions de l'empire colonial. Le Mexique, la première conquise, n'avait pour limite au nord qu'une espèce de *marche,* habitée par des tribus encore insoumises qui la séparaient de l'Amérique anglaise. Sur l'océan Pacifique, elle s'étendait du 42° de latitude nord au 8°, sur l'isthme de Panama, et sur l'Atlantique, du golfe du Mexique à celui de Honduras. La vice-royauté du Pérou, plus vaste encore dans tous les sens, se prolongeait, sur la mer Pacifique, de l'isthme de Panama à la pointe du Chili, sur une longueur de 40 degrés de latitude. Puis, à travers l'Amérique du Sud, en passant par le Paraguay, elle allait atteindre Buénos-Ayres et le Rio de la Plata. Au nord enfin, elle s'étendait, sur la mer des Antilles et sur l'Atlantique, depuis Veragua sur l'isthme jusqu'aux bouches de l'Orénoque. Le gouvernement espagnol, effrayé de l'immense étendue de cette vice-royauté, et des pouvoirs presque surhumains qu'elle conférait à un seul homme, la divisa en deux, pour en créer une troisième dont le siége fut fixé à Santa-Fè de Bogota, dans la Nouvelle-Grenade. Celle-ci s'étendait sur toute la *Tierra Firme,* dans la province de Quito. Ainsi la moitié de l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud tout entière (car Espagnols et Portugais appartiennent à la même race, et sont les enfants de la même mère) relevaient de la

couronne de Castille, à qui le Portugal même fut un instant soumis; et en voyant sa domination s'étendre avec Charles-Quint sur la moitié de l'Europe, on comprend l'espèce de vertige qui a saisi ses rois, à la vue de cet empire qui s'étendait sur deux mondes, et sur qui le soleil ne se couchait pas!

Ainsi l'empire colonial embrassait, sur une longueur de plus de deux mille lieues, les deux continents de l'Amérique, sans compter ses innombrables îles. Voyons maintenant ce que l'Espagne avait fait de ce monde nouveau que Dieu lui avait confié, et dont elle est responsable devant lui et devant l'histoire. On cherche, sans les trouver, les limites de l'autorité des deux vice-rois placés à la tête de cet effroyable entassement de peuples et de territoires. Chacun d'eux, dans sa vice-royauté, représentait le monarque, et en réunissait tous les pouvoirs. Leur cour était établie sur le modèle de celle de Madrid; une garde à pied veillait sur cette vie si précieuse. Reçus sous un dais à leur débarquement, aux acclamations d'un peuple toujours heureux de changer de maître, ils avaient d'un roi la puissance et presque l'irresponsabilité. Les magistrats et les employés supérieurs étaient seuls nommés par le roi, et tous les autres l'étaient par eux mais tous, sans exception, devaient obéissance au vice-roi, sauf recours au monarque.

Leur traitement fixe n'était que de trente mille ducats (plus de 200,000 fr.) pour le vice-roi du Pérou, et de vingt mille (140,000 fr.) pour celui du Mexique; « mais, à peine arrivés, disent les *Noticias secretas* [1],

1. Vers le milieu du siècle dernier, deux économistes distingués, tous deux chefs d'escadre, don Jorge Juan et don Antonio de Ulloa, chargés de visiter les colonies espagnoles, se joignirent à une expédition scientifique qui visitait ces pays reculés. C'est le résultat de leurs observations que nous citerons souvent, sous le titre de *Noticias secretas*.

commençait l'assaut livré à leur intégrité. L'aristocratie coloniale s'empressait d'acheter leurs bonnes grâces à force de présents, en vaisselle d'or et d'argent, bijoux et pierres précieuses. Le jour de leur fête, c'était à qui apporterait l'offrande la plus coûteuse. Leur casuel de chaque année, sans parler du traitement fixe, pouvait s'élever de 80 à 90,000 piastres (416 à 468,000 fr.). Le terme légal de leur vice-royauté accompli, ils étaient *residenciados*, c'est-à-dire appelés à rendre compte de leur gestion. Du reste, pour apprécier toute l'étendue de leur pouvoir, il suffit de lire les paroles suivantes d'un des vice-rois les plus estimés pour son désintéressement, le duc de Linarès : « Si celui qui est appelé à régner ici ne se répète pas constamment qu'il a un compte sévère à rendre à la justice divine, il peut être plus absolu que le grand Turc, car il ne trouvera pas d'infamie à commettre qu'on ne la lui facilite, ni de tyrannie à exercer que chacun n'y consente. » (Alaman, *Hist. de Mexico.*)

Sans parler des tribunaux ordinaires, chargés de rendre la justice, et qui, en cas de conflit avec le vice-roi, finissaient toujours par lui céder, sauf recours au monarque, deux tribunaux ou *Conseils* avaient été créés dans le but de limiter cet immense pouvoir. Le premier, le *Conseil des Indes*, d'où émanaient toutes les lois coloniales, siégeait à Madrid, et était chargé de veiller au bien-être et à la conservation des sujets indiens. A ce Conseil, établi en 1511 par Fernando *le Catholique*, était attribué le contrôle de l'administration coloniale. Toutes les affaires civiles, militaires, ecclésiastiques, étaient de son ressort. Tous les offices dont la nomination appartenait à la couronne étaient conférés par lui, et tous les employés, depuis le vice-roi jusqu'au dernier de ses

officiers, étaient soumis à son contrôle. En somme, l'influence de ce Conseil, contre-poids insuffisant contre l'écrasante autorité des vice-rois, a pourtant été bienfaisante, et si l'édifice colonial n'a pas croulé sous le poids des abus, c'est à lui seul qu'il faut en faire honneur.

Le second Conseil, la *casa de contratation* (chambre des contrats), établi en 1501 à Séville, était appelé à connaître de toutes les transactions commerciales; il avait pour but avoué d'assurer aux Espagnols seuls tous les profits de cet immense commerce. Un seul port en Espagne, Séville, et plus tard, Cadix, était désigné pour le départ des navires, et deux en Amérique, la Vera-Cruz au Mexique, Puerto-Bello dans la nouvelle Grenade. On ne pouvait appeler de ses décisions qu'au *Conseil des Indes*, et son effort constant était d'interdire aux colonies tout trafic avec les étrangers. Cette double pensée, enrichir les Espagnols et protéger les Indiens, était l'âme du code colonial; mais de ces deux buts, hélas! aucun, pas même le premier, n'a été atteint,

On voit rarement, dans l'histoire des choses humaines, un ensemble de fausses mesures pareil à celles qui ont perdu l'Amérique espagnole; on s'en convaincra en passant rapidement en revue toutes les classes de la société coloniale, et les efforts constants de l'autorité pour les diviser quand il eût fallu les unir. Cinq classes d'hommes, ayant chacune une nationalité, une position et un intérêt différents, habitaient côte à côte, sur la double surface de cet immense continent. La première se composait des blancs venus d'Europe, appelés *chapetones*. C'est à eux qu'était réservé le privilége des emplois; mais ils devaient, pour les occuper, prouver qu'ils étaient issus d'une famille de *vieux chrétiens*, sans mélange de sang juif ou maure, et n'avaient jamais encouru

les censures de l'inquisition. Aussi, du haut de leur pureté immaculée, regardaient-ils avec un profond dédain toutes les autres classes de citoyens. Ajoutons que tout le trafic intérieur des colonies et leur commerce avec l'Espagne était aux mains des seuls *chapetones*.

La seconde classe se composait des créoles, fils ou descendants des Européens établis en Amérique, et qui, comme tels, auraient dû participer à ce double monopole des emplois et du commerce. Plusieurs de ces créoles étaient issus des premières familles de l'Espagne; quelques-uns même étaient les descendants directs des conquérants du nouveau monde; mais séparés par des haines héréditaires de la classe d'où ils étaient sortis, là où le père n'avait songé qu'à travailler pour s'enrichir, le fils, en héritant des fruits de son travail, ne songeait qu'à les dissiper dans l'oisiveté et dans la débauche; d'où le proverbe américain : « Le père marchand, le fils gentilhomme et le petit-fils mendiant (*pordiosero*). »

Quant à la troisième classe, les Indiens, la distance était trop grande entre les sujets et les maîtres pour qu'on pût rêver même une fusion. Dans la pensée des premiers conquérants de l'Amérique, les indigènes aussi bien que les nègres étaient considérés comme une caste servile, destinée à entretenir l'orgueilleuse oisiveté de leurs maîtres; mais le célèbre décret de Charles-Quint, en 1541, inspiré par une politique plus sage, était venu proclamer la liberté des indigènes, en les autorisant à revendiquer les droits de sujets de la couronne. Le plus clair de ces droits, ce fut un impôt, d'une piastre (5 fr. 20) par an et par tête, qu'acquittait tout Indien, de dix-huit à cinquante-cinq ans, lorsqu'il n'était atteint d'aucune infirmité. Tout travail étant un châtiment pour un peuple à qui la terre donnait ses fruits presque sans culture, on

fixa, par le même décret, les services qu'ils devaient rendre, comme vassaux de la couronne ou des grands propriétaires, à qui, lors de la conquête, ils étaient échus en partage avec le sol qu'ils occupaient. Pendant les heures qu'on leur laissait, ils gagnaient leur vie à cultiver la terre, à garder les troupeaux, et surtout à travailler dans les mines. Leurs travaux étaient réglés avec une modération à laquelle il faut rendre justice. On les appelait à l'ouvrage par divisions, et nul ne pouvait être contraint de travailler qu'à son tour. Au Pérou, le nombre des travailleurs ne dépassait jamais le septième des habitants d'un district; dans la Nouvelle-Espagne, où les Indiens sont plus nombreux encore, la proportion ne dépassait pas quatre sur cent. Au Pérou, chaque division passait six mois dans les mines, et chaque travailleur gagnait de 2 fr. 50 à 5 francs par jour.

Les Indiens habitant les villes étaient soumis aux lois et aux magistrats espagnols; mais au sein de leurs villages, ils avaient pour chefs leurs caciques, tantôt héréditaires, tantôt nommés par le vice-roi. Par une institution qui honore le gouvernement espagnol, on trouvait dans chaque district un magistrat, appelé le *protecteur des Indiens*, chargé de les défendre devant les tribunaux contre les violences et les exactions de ses compatriotes. Enfin, dans des hôpitaux fondés pour eux, les pauvres étaient secourus, et les malades soignés avec une charité vraiment chrétienne. Est-ce à dire pour cela que le sort des Indiens, sous le joug de l'Espagne, fût bien digne d'envie? Hélas! les auteurs que nous interrogeons sont tous d'accord pour attester le contraire. La mesure légale de leurs corvées était sans cesse dépassée; les magistrats mêmes, chargés

de les protéger, prenaient trop souvent contre eux le parti de leurs oppresseurs.

La quatrième classe se composait des *métis*, race mêlée qui, sous des noms divers, se retrouve dans toutes les colonies. Au début de la conquête, la cour de Madrid, animée d'un sincère désir de ne faire qu'un peuple de la race conquérante et de la race conquise, encourageait les mariages des Espagnols avec les indigènes; mais bientôt la licence des mœurs, dans ces climats brûlants, avait enfanté toute une population bâtarde, incertaine de son origine, et qui, à mesure que se succédaient les générations, devenait de plus en plus étrangère à son point de départ. Peu à peu aussi, la couleur et les traits distinctifs de l'Indien avaient disparu, et le *métis*, ne pouvant plus être distingué de l'Européen, avait fini par partager ses priviléges. (*Voyage de Ulloa*, p. 27.)

Quant à la cinquième classe, les nègres, leur couleur, leur origine, et cette malédiction native qui semble peser sur la race de Cham, les condamnaient à l'esclavage; leurs travaux n'étaient pas soldés comme ceux des Indiens. Mais notons ici un trait de mœurs bien curieux : partout, dans l'Amérique espagnole, les nègres étaient employés au service domestique, tandis que les Indiens étaient réservés aux travaux des mines et à la culture de la terre. Associés au luxe et au bien-être de leurs maîtres, et faisant presque partie de la famille, les nègres esclaves en étaient venus à mépriser les Indiens libres, comme une race inférieure. De là une antipathie profonde entre ces deux classes d'hommes, assises inférieures de cette société factice qui les enveloppait à son tour dans un même mépris. Ajoutons que le gouvernement entretenait avec soin ces divisions

de caste et de couleur, par une politique qu'il croyait bien profonde, et semait lui-même la discorde parmi ses administrés, pour les empêcher de se réunir contre lui.

Mais à côté de la société politique n'oublions pas la société religieuse. La papauté, à l'origine, s'était flattée d'être de moitié dans la conquête de l'Amérique. En attribuant à la couronne d'Espagne la propriété matérielle de ce monde nouveau, elle comptait s'en réserver la propriété spirituelle. Mais *le Roi Catholique* n'avait nulle envie de partager avec le Saint-Siége cet hémisphère qu'on venait de découvrir pour lui. En constituant sur ce sol vierge l'Église à côté du gouvernement, il voulait opposer un double rempart aux tentatives d'usurpation de la. Hollande et de l'Angleterre, rivales aussi dangereuses au point de vue du commerce qu'à celui de l'hérésie. Mais en même temps, exploitant avec art l'ignorance du Saint-Siége sur la valeur réelle de ce domaine spirituel, il obtint d'Alexandre VI, en 1501, la concession de la dîme dans tous les pays découverts par Colomb; Rome n'y mit qu'une condition, c'est que l'Espagne ne négligerait rien pour répandre le christianisme dans son nouvel empire. Plus tard, en 1508, Ferdinand fut encore assez habile pour se faire conférer par Jules II le droit de disposer de tous les bénéfices ecclésiastiques dans ses colonies. Dès lors, le *Roi Catholique,* tenant le clergé en main par ces deux brides, la dîme et la feuille des bénéfices, devint de fait le souverain spirituel de l'Amérique, comme il en était déjà le souverain politique.

Rome ne fut pas longtemps à sentir sa faute, mais il était trop tard pour reprendre ce qu'elle avait cédé. La couronne resta, dans le nouveau monde comme dans

l'ancien, le centre de toute autorité, qui n'émanait d elle que pour y revenir. Les bulles papales n'eurent cours en Amérique qu'après avoir été approuvées à Madrid par le *Conseil des Indes ;* et, en dépit de leur scrupuleuse orthodoxie, les successeurs de Ferdinand restèrent fidèles aux traditions de leur devancier, et firent valoir dans toute sa rigueur la charte ecclésiastique qu'il leur avait léguée. En somme cependant, les progrès du christianisme dans l'Amérique espagnole ont été bien plus lents qu'on ne devait l'attendre de l'éclat des débuts et du premier élan de la conquête spirituelle. Et puis, la facilité même des conversions, dictées par la peur ou par l'intérêt, était loin d'être une garantie de leur sincérité ou de leur durée. Ainsi, quelques années après la conquête du Mexique, quatre millions d'Indiens avaient déjà été baptisés, de gré ou de force, et presque sans instruction préalable. Un seul missionnaire en avait baptisé cinq mille en un jour. Aussi, grâce au défaut d'éducation religieuse, beaucoup d'Indiens, même de nos jours, sont-ils restés attachés, au fond du cœur, au culte de leurs ancêtres, qu'ils pratiquent en secret, comme les Maures et les Juifs soi-disant convertis, avant leur expulsion de la Péninsule.

Au faîte de la hiérarchie cléricale trônaient les prélats, archevêques et évêques, qui, de l'aveu même des historiens du dernier siècle, donnaient en général l'exemple des vertus chrétiennes. La royauté, sûre de leur obéissance, leur confiait, pour l'exercer dans toute son étendue, ce pouvoir spirituel, dérobé par elle au Saint-Siége, et dont elle ne pouvait faire directement usage. Puis, venait le clergé régulier, divisé en trois classes, les curés, les instructeurs (*doctrineros*) et les missionnaires. Les premiers desservaient les paroisses

habitées par des Espagnols; les seconds faisaient le même service auprès des Indiens soumis; les troisièmes enfin campaient parmi les tribus encore indépendantes, et leur portaient, au péril de leur vie, quelques notions du christianisme. Nombreux et richement doté, dans un pays où nul ne croirait à l'Évangile s'il n'était que la religion des simples et des pauvres, le clergé américain vivait dans le luxe et dans l'opulence. Son empire était sans bornes comme sans contrôle. Rome même était dépassée par la splendeur de ses cérémonies, la richesse de ses couvents et de ses églises. « Aux jours de fête, nous dit Ulloa, l'or, l'argent, les pierres précieuses étaient prodigués à un degré qui passe toute croyance, et qu'un Européen ne saurait concevoir. »

Le nombre des monastères y était hors de toute proportion avec celui des habitants. Les nègres et les Indiens n'y étaient jamais admis ; on les réservait pour les colons d'origine espagnole, et le progrès de la population européenne se trouvait ainsi arrêté dans son essor. Croirait-on que, soixante ans après la conquête, le nombre total des Espagnols établis aux colonies ne dépassait pas quinze mille, malgré l'émigration constante qui avait lieu, surtout dans les provinces du nord de l'Espagne. Quant aux couvents, Torquemada évalue leur nombre à quatre cents, pour le Mexique seulement. La ville de Mexico, à elle seule, en renfermait cinquante-cinq, Lima quarante, et le terrain qu'ils y occupaient dépassait en étendue tout le reste de la cité. En 1644, Mexico, effrayée de leur nombre et de leur richesse toujours croissante, supplia le roi Philippe IV de défendre qu'on en fondât de nouveaux, et de fixer un maximum aux revenus de ceux qui existaient déjà ; car,

sans cela, toute la fortune du pays serait bientôt en leur pouvoir. Avec le progrès de la richesse et du bien-être, le zèle désintéressé de leurs fondateurs s'était changé en ardeur de lucre et de domination, et le frein manquait pour les réprimer.

Le clergé colonial, composé d'Espagnols, de naissance ou d'origine, ne se recrutait guère que dans les classes inférieures de la société. Cette terre d'aventures appelait à elle les aventuriers; les prêtres instruits y étaient rares, si l'on en juge par l'instruction qu'ils donnaient à leurs élèves. Quant aux mœurs du clergé, régulier et séculier, tous les auteurs, espagnols ou étrangers, catholiques ou protestants, sont d'accord pour reconnaître leur extrême relâchement. Au début de la conquête, les prêtres faisant défaut, la cour de Rome avait autorisé les moines des quatre ordres mendiants à prendre la direction des paroisses, en les affranchissant de la juridiction de leurs évêques et de la contrainte du cloître. Les missionnaires aussi se recrutaient dans les couvents; et, à côté d'exemples d'un admirable dévouement, on rencontrait trop souvent, chez ce clergé de contrebande, le double scandale de désordres qui ne prenaient pas la peine de se cacher, et de l'ardente poursuite des biens de ce monde; bon nombre de ses membres menaient même de front le commerce avec leur vocation religieuse.

La classe sur laquelle pesait ce double joug, temporel et spirituel à la fois, la gent taillable et corvéable à merci, c'étaient les Indiens! Les saintes extorsions du clergé, plus acceptées que celles des autres pouvoirs, n'en étaient pas moins lourdes à supporter, et le berger tondait jusqu'au vif ses ouailles, peu habituées à lui résister. Les inspecteurs, cléricaux ou laïques, envoyés

pour réformer ces abus, ne pouvaient que constater le mal et leur impuissance à le guérir. La corruption ou la peur, l'or ou les menaces, avaient bientôt raison de leur zèle de réformes; et, après quelques vains efforts pour lutter contre le courant, ils finissaient par s'y laisser aller, et prendre part à la curée commune.

A cette règle, il est pourtant une exception : tous les historiens des colonies, catholiques ou protestants, sont d'accord pour mettre les jésuites en dehors de ces accusations, trop méritées par le reste du clergé colonial. Se recrutant presque toujours en Europe, et usant avec fermeté du droit d'expulser de leur Ordre tous ceux qui auraient pu le déshonorer, leur influence, déjà si puissante, grandissait encore par le contraste de la pureté de leurs mœurs avec la corruption du reste du clergé. En revanche, ils excellaient dans l'art de maintenir leurs subordonnés dans une enfance perpétuelle, et de s'enrichir par leur travail sans les ruiner tout à fait : « La Compagnie de Jésus, disent les *Noticias*, ne perd pas de vue ses fins particulières, mais elle n'oublie pas non plus la conversion des infidèles. Aussi est-elle devenue toute-puissante dans ce pays, où elle possède, avec d'immenses richesses, les domaines les plus vastes et les plus fertiles. »

L'idéal achevé d'une colonie jésuitique, mission chrétienne, organisme politique, exploitation agricole et commerciale tout ensemble, n'a existé qu'au Paraguay. Là, le jésuitisme a dit son dernier mot. Nous regrettons que le temps et l'espace nous manquent pour étudier à fond ce curieux spécimen d'une société purement théocratique, dont le moule semblait perdu depuis l'ancien Israël; et encore Israël avait-il des rois, tandis que le Paraguay n'en a jamais eu! Là, sous ce joug paterne,

plus énervant que lourd, les Indiens semblent avoir été aussi heureux que peuvent l'être des bêtes de somme bien nourries, à qui l'on ne demande pas plus de travail qu'elles n'en peuvent faire sans se tuer.

En somme, toutefois, au sein de ce monde nouveau, en proie à toutes les convoitises de l'ancien, sauf quelques rares exceptions, la race indienne était partout opprimée, et allait sans cesse en diminuant. Les sincères efforts des monarques espagnols étaient impuissants pour déraciner tous ces abus, inhérents à la constitution même de la société coloniale. Partout, dans tous les domaines, régnait le plus pur arbitraire : la justice était rendue par des juges qui disposaient à leur gré des biens et de la liberté de leurs admnistrés. Les *corregidores*, chargés de percevoir les impôts, se dédommageaient de la modicité de leurs traitements en pressurant sans pitié leurs contribuables. Ils achetaient à crédit les produits du luxe européen, et forçaient les Indiens à faire emplette d'étoffes de velours et de soie, dont ils ne savaient que faire, et de rasoirs quand ils n'avaient pas un poil au menton.

Le corps social, comme le corps humain, se compose de membres divers; chacun a son œuvre distincte, mais tous ont un même intérêt, celui de croître et de rospérer ensemble. La ruine de l'un ne peut jamais profiter à l'autre, car ils sont tous solidaires, et si un seul prospère aux dépens de tous, l'équilibre est dérangé. Ainsi, l'Espagnol pur sang pouvait bien tenir les *métis* à distance, opprimer les Indiens, et faire des nègres ses esclaves domestiques; mais sur ce sol vassal, où l'unité de race avait disparu avec la conquête, il avait apporté avec lui ses deux vices héréditaires, l'orgueil et la paresse; tôt ou tard, l'industrie nationale faisant

défaut, il devait tomber dans la dépendance des étrangers, de l'Angleterre surtout, toujours prête à substituer la conquête commerciale à l'autre. Puis, à la haine du travail, trait distinctif de la race ibérique, une autre cause de ruine était venue s'ajouter : c'étaient les flots d'or et d'argent que les mines du Mexique et du Pérou déversaient sans relâche sur la Péninsule, devenue ainsi tributaire de ce monde nouveau qui, à force de l'enrichir, devait finir par la ruiner.

Si du moins, en retour de ces métaux précieux, dont le seul effet était de détourner le peuple de tout travail manuel, et de faire doubler le prix de tous les objets nécessaires à la vie, elle avait envoyé en Amérique les produits de son industrie nationale, un commerce d'échanges se serait établi, au grand profit des deux pays. Mais, infidèle au précepte de l'Évangile : « donner vaut mieux que recevoir », l'Espagne n'a su que recevoir, et n'a jamais voulu donner. Chacun n'a songé qu'à courir à la fortune par la voie la plus courte et la plus facile, c'est-à-dire les mines, où un jour suffit pour enrichir les heureux chercheurs d'or, à jamais dégoûtés de l'industrie et de ses profits, plus certains, mais plus lents. Maîtresse du Milanais et des Pays-Bas, mines plus fécondes que toutes celles du Mexique et du Pérou, si elle avait su les exploiter, l'Espagne a cru que ces deux industries vassales la dispensaient d'en avoir une à elle; c'est avec l'or de ses sujets d'Amérique qu'elle a rémunéré le travail de ses sujets lombards ou belges, enrichis à la fois par la paresse espagnole et par les sueurs des Indiens.

Avant de quitter ce sujet des mines, dont le prestige, dans cette même Amérique, s'est encore réveillé de nos jours, essayons d'apprécier les résultats maté-

riels que leur possession a procurés à l'Espagne. Robertson, en 1775, évaluait pour la Péninsule leur produit total à 25 milliards de francs, pendant les deux cent quatre-vingt-trois ans qui s'étaient écoulés depuis la découverte de l'Amérique. On trouvera le calcul modéré, car les Espagnols évaluent les mêmes produits, pendant le même laps de temps, à plus du double de cette somme. Le gouvernement, au lieu de réprimer cette ardeur fiévreuse de s'enrichir qui avait saisi toutes les classes de la société, l'avait encore excitée en proclamant le principe que « toute mine appartient à celui qui l'a découverte, sauf le tribut à payer à la couronne ». L'effet de cette prime d'encouragement, donnée à toutes les passions mauvaises que la soif de l'or développe dans le cœur de l'homme, dépassa tout ce qu'on pouvait en attendre. L'agriculture, l'industrie, furent frappées de mort dans la métropole. La loterie des mines, avec ses chances aléatoires, avec ses fortunes imprévues et soudaines, répondait bien mieux que le commerce à ce besoin d'émotions fortes qui, depuis les maisons de jeu jusqu'aux combats de taureaux, depuis les *autos-da-fè* jusqu'à la guerre civile, fait un accès de fièvre continue de la vie du peuple espagnol.

On a quelque peine à croire, même sur la foi de Campomanès, que l'Espagne, au début du XVIe siècle, ait possédé plus de mille vaisseaux marchands, chiffre qui eût dépassé celui de toutes les marines de l'Europe réunies. Mais ce qui est hors de doute, c'est que, à cette date, on y tissait déjà le lin, la laine et la soie, sur une échelle assez vaste pour suffire à la consommation du pays, et exporter le surplus de ses produits. Rien ne lui manquait donc, si elle eût marché dans cette voie, pour devenir la reine du monde colonial et le plus riche pays

de la terre, puisque, aux dons que lui prodiguait la nature, elle pouvait ajouter ceux de son industrie. Mais les mines vinrent arrêter tout court cet élan industriel qui ne demandait qu'à se développer, et l'Espagne tomba bientôt au dernier rang des nations commerçantes, après avoir un instant occupé le premier.

Résumons, en quelques lignes, l'oppressive législation qu'elle faisait peser sur ses colonies : toutes les denrées qu'elles produisaient étaient réservées pour la métropole, et ne pouvaient y être transportées que sur des navires espagnols. Le commerce même d'une colonie avec l'autre était interdit, ou renfermé du moins dans les limites les plus étroites. Nul étranger ne pouvait y mettre le pied sans autorisation; nul autre vaisseau que ceux de l'Espagne n'avait le droit d'y aborder. Tout colon qui osait commercer avec des étrangers était puni par la confiscation, ou même par la mort. La culture de la vigne et de l'olivier, les fabriques de toute espèce, étaient interdites sous les peines les plus sévères. Les colonies devaient tout recevoir de la métropole, et lui envoyer en échange tout ce qu'elles produisaient.

Certes, une pareille législation suppose, chez le peuple qui a osé l'imposer à ses colonies, un vaste développement industriel et commercial; mais en dépit de tous les décrets royaux, les manufactures n'ont jamais pu prendre racine sur le sol rebelle de la Péninsule. La *Casa de contratacion* s'est changée peu à peu en une sorte de factorerie de marchandises étrangères. Les galions et les flottes marchandes partaient aux époques fixées, chargés des produits des fabriques italiennes et flamandes que l'Espagne se chargeait de placer, avec un zèle si désintéressé.

Et pourtant ce pays, qui semble si peu doué de

l'instinct du commerce, a donné de tout temps au monde commercial un exemple qu'il ne semble guère disposé à suivre, celui de l'incorruptible probité des négociants espagnols. Nous sommes heureux de confirmer, d'après notre propre expérience, ce témoignage rendu il y a un siècle par Robertson à la loyauté castillane. Contradiction étrange! au milieu de cette corruption profonde qui minait tous les rouages de l'administration coloniale, tandis que la justice s'y vendait publiquement, et que le droit s'y achetait comme une faveur, des hommes, dont la vie entière est consacrée au lucre, ont su se tenir à l'abri de cette gangrène morale, et donner des leçons de probité aux employés de l'État, aux magistrats et au clergé! « Jamais, dit Ulloa, on n'ouvre une balle de marchandises, et on n'examine aucune caisse d'argent, expédiée des colonies. On reçoit le tout sur la déclaration verbale des contractants, et l'on ne trouve qu'un seul exemple de fraude pendant la longue période où ce commerce s'est effectué avec cette noble confiance : en 1654, tout l'argent monnayé, expédié du Pérou, se trouva mêlé d'un cinquième d'alliage. On découvrit la fraude, et le coupable, trésorier des finances du Pérou, *fut brûlé* publiquement. » (*Restablecimiente de las manifacturas*, t. II, p. 102.)

Ce qui a ruiné le commerce de l'Espagne, malgré l'héroïque bonne foi de ceux qui le pratiquaient, c'est que les produits de ses fabriques étaient toujours inférieurs en qualité et supérieurs en prix à ceux des étrangers. Aussi ses colonies, malgré leur incomparable richesse, n'ont-elles jamais été pour la mère patrie une source de fortune. Ses émigrants, partis sans espoir de retour, ont toujours été pour elle des citoyens perdus.

Le commerce colonial était devenu un monopole, acheté à grand prix par quelques maisons puissantes de Séville, et plus tard de Cadix, qui parvenaient à en exclure toutes les autres. A l'aide de ce monopole, quand on réussissait à bannir la concurrence, les profits étaient énormes, et s'élevaient, pour les privilégiés, jusqu'à deux et trois cents pour cent. La marchandise toujours rare rendait les acheteurs plus ardents. Les galions et la flotte réunis ne portaient pas plus de 27,500 tonnes de chargement. Mais la production, faible de tout temps, diminua encore au lieu de s'accroître, et bientôt le commerce passa tout entier dans des mains étrangères. En 1748, les galions furent supprimés comme inutiles, la flotte, réduite à 2,000 tonnes de chargement, ne servait qu'à voiturer en Europe les produits du monde colonial à qui l'Espagne n'avait plus rien à donner en échange.

Mais la rivale opiniâtre du commerce espagnol, c'était la contrebande anglaise, hollandaise et française, qui inondait de ses produits tous les marchés, et enlevait à la couronne une bonne moitié de ses revenus. Grâce à sa paresse native et à la ruine de son industrie nationale, l'Espagne elle-même, pour tous ses besoins, était devenue tributaire de ses sujets du continent : l'Amérique avait beau lui verser ses trésors, de tous ses ports, de toutes ses côtes, transsudait, comme à travers des pores, cet or si ardemment convoité, qui n'y apparaissait que pour paralyser son activité. A quoi lui avait servi la possession de ces fertiles contrées qui, outre les produits de leurs mines, versaient encore sur ses marchés la cochenille, l'indigo, le quinquina, le cacao, les bois de teinture, et tous les dons si variés de la nature tropicale? A une suzeraineté presque nominale,

qu'il fallait encore partager avec l'Église. Mais le plus clair des profits était pour le commerce étranger qui savait s'enrichir là où l'Espagne se contentait de régner.

Chose remarquable! pendant tout le XVIIe siècle, date du déclin du commerce et de l'industrie de l'Espagne, ses colonies n'ont jamais été attaquées. En effet, les nations industrieuses qui exploitaient cette mine féconde trouvaient plus commode de rendre, par la contrebande, ce monde nouveau leur tributaire que de le posséder, à charge pour elles de le civiliser. Dans ce partage inégal, l'orgueil castillan se contentait de l'honneur, et laissait aux autres le profit. Mais avec le XVIIIe siècle, et l'avénement d'un Bourbon au trône de Charles-Quint, l'Espagne, au lieu de déborder sur le monde, se voit envahie à son tour par deux peuples rivaux, qui viennent vider sur son territoire leur vieille querelle, et se disputent l'honneur de lui donner un roi. La paix d'Utrecht vient lui ravir ses possessions du continent, la Flandre, le Milanais et les Deux-Siciles, et lui apprendre enfin à apprécier à leur juste valeur ces riches colonies dont elle avait jusque-là tiré si peu de parti. « Personne alors n'aurait voulu croire, dit Campomanès (*Educacion Popular*), que ces invasions étrangères dans la péninsule deviendraient un jour pour elle un véritable bienfait. » C'est, en effet, à dater de cette époque que l'Espagne, privée des ressources que lui fournissait l'industrie de ses sujets belges et lombards, sort enfin de sa torpeur, et que les manufactures commencent à germer sur ce sol qui jusque-là leur était fermé.

La contrebande a toujours été endémique comme la fièvre jaune dans les Indes de l'ouest, grâce aux droits énormes (20 p. 100) qui pesaient sur les marchandises espagnoles, avant qu'elles pussent circuler dans le pays.

Ces droits insensés, qui tuaient la poule aux œufs d'or, pour la laisser plumer à d'autres, furent enfin abaissés en 1720, sous Philippe V, et une impulsion nouvelle fut donnée à l'industrie nationale. Les produits naturels de ce sol vierge, le cacao surtout, avaient conquis droit de cité dans la Péninsule. Une mine plus riche que toutes celles du Potose venait de se révéler : l'agriculture coloniale, avec ses produits si variés, si différents de ceux de l'Europe, ouvrait une carrière nouvelle au commerce de la métropole ; mais la paresse mêlée de fierté de la race ibérique laissa se tarir encore une fois cette source de prospérité dont elle n'a compris l'importance qu'en la voyant exploitée par d'autres.

Pendant les longues guerres qui remplissent les deux premiers tiers du XVIIIe siècle, les colonies de l'Espagne furent plus d'une fois envahies par les Anglais ; mais toutes leurs attaques furent victorieusement repoussées, et ce vaste empire d'outre-mer ne fut jamais sérieusement menacé. La première atteinte lui fut portée par la perte de la Havane, dans la désastreuse guerre provoquée par le *Pacte de famille ;* mais la paix de Paris rendit à Charles III, au prix de la Floride, il est vrai, ce riche fleuron détaché de sa couronne coloniale. C'es alors, pour la première fois, en 1764, que Charles et ses ministres crurent devoir s'occuper sérieusement de ces possessions d'outre-mer, si négligées jusque-là, et porter la hache dans cette forêt d'abus, vieille de plus de deux siècles. Veut-on juger de la puissance d'un mauvais gouvernement pour rendre stériles les plus riches conquêtes ? Sous Patiño, en 1750, l'Amérique, tous frais déduits, ne rendait à l'Espagne que 500,000 piastres (2,600,000 francs). Enfin en 1751, au dire d'Ensenada, le Pérou absorbait tout l'or qu'on tirait de

ses mines, et coûtait à la couronne autant qu'il lui rapportait.

Il faut rendre justice à Charles III : il ne négligea rien pour porter remède à une situation aussi désespérée, et exploiter ce champ fertile, resté si longtemps en jachère. En 1764, une correspondance régulière fut établie pour la première fois entre la métropole et ses possessions d'outre-mer, car l'Espagne aimait à se taire sur ses colonies, et à les séparer d'elle par une barrière de silence et d'oubli. Un paquebot partit chaque mois pour la Havane, chargé de voyageurs et de produits des fabriques espagnoles. D'autres vaisseaux attendaient celui-là pour répandre dans les deux Amériques les envois de l'Europe; et le même courrier, au bout d'un mois, repartait pour la Corogne, chargé des lettres et des produits coloniaux.

Mais c'est surtout sur Cuba et sur les Grandes-Antilles que se porta l'effort du gouvernement : la population de cette île privilégiée s'augmenta encore par l'émigration des habitants de la Floride qui répugnaient à passer sous le joug anglais. Les impôts, réduits de moitié, se levèrent plus facilement. Toutes les entraves qui gênaient le trafic direct avec la métropole furent abolies en 1774. Le traitement du vice-roi, porté à soixante mille piastres, n'eut plus besoin d'être grossi par des voies détournées; et bientôt Cuba, dont le commerce avait triplé en dix ans, en vint à rendre plus à la couronne que ses possessions perdues d'Italie, de Flandre et de Bourgogne.

Nous ne terminerons pas ce tableau de la situation des colonies espagnoles sous Charles III sans dire un mot du célèbre décret de 1778 qui fonda, en principe plus qu'en fait, la liberté du commerce de la péninsule avec ses colonies. Tout sujet de la monarchie fut autorisé

à commercer avec l'Amérique du Sud, et ce trafic, au lieu d'être réservé comme un monopole au seul port de Cadix, fut étendu à Alicante, Carthagène, Barcelone, la Corogne, Santander et même Séville, située sur le Guadalquivir, à 15 lieues de la mer. Un système direct d'échanges s'établit entre l'Amérique et les provinces de la Péninsule, appelées au banquet de la liberté, après en avoir été exclues si longtemps. On n'en excepta que les provinces basques qui, isolées par leurs *fueros*, n'avaient jamais fait partie de la famille nationale, et préféraient la contrebande, avec ses profits hasardeux, à un commerce plus régulier.

Cette liberté commerciale si restreinte, où le pouvoir royal reprenait d'une main ce qu'il donnait de l'autre, ne fut accordée au Mexique que huit ans plus tard, et encore fixa-t-on à huit mille tonneaux (huit millions de kilos) la quantité de marchandises que l'importation ne devait pas dépasser. Et cependant, telle est la salutaire influence de la liberté du commerce que, même incomplète, et sous la tutelle d'un pouvoir jaloux qui entravait ses premiers pas, sous prétexte de les diriger, les résultats dépassèrent toutes les espérances. En moins de dix ans, tous les ports privilégiés (car la liberté même était restée un privilége) virent tripler leurs importations, et quintupler l'exportation des produits nationaux. Les denrées coloniales importées augmentèrent dans la même proportion. Canga Arguellès (*Diccionario de hacienda*) affirme que la somme totale des importations de l'Espagne au Mexique monta, en quelques années, de 76 à 300 millions de réaux (de 19 à 75 millions de fr.); et celle des produits coloniaux, versés dans la péninsule, de 72 à 800 millions de réaux (de 18 à 200 millions de francs). Ajoutons enfin, pour en finir avec les chiffres,

que, d'après Humboldt, un des auteurs les plus dignes de foi, le produit des mines coloniales en vint presque à doubler sous le règne de Charles III, et n'a pas cessé de s'accroître jusqu'à la séparation des colonies et de la mère patrie. Voilà les fruits de la liberté du commerce, même dans son enfance ! Mais l'Angleterre et la Hollande sont là pour nous montrer, sur une échelle bien autrement large, le plein épanouissement de cette liberté qui a besoin, il est vrai, de s'appuyer sur une autre, la liberté politique.

Nous avions besoin de jeter ce coup d'œil d'ensemble sur la situation des colonies espagnoles avant d'aborder l'histoire de l'éternelle rivalité coloniale de l'Espagne et de l'Angleterre. Longtemps celle-ci avait trouvé plus commode d'exploiter les possessions de sa rivale, en lui laissant les difficultés de la conquête et les frais de premier établissement. Mais ses ambitions avaient grandi avec le succès, et elle aspirait maintenant à s'emparer par la force de cette riche proie. Le traité de Paris n'avait rétabli entre les deux États que la paix matérielle, mais les longs ressentiments laissés dans le cœur des vaincus ne présageaient à cette paix boiteuse qu'une courte durée. L'Espagne, comme la France, avait besoin de la paix; mais pour Charles III, les affections de famille passaient bien avant l'intérêt du pays. En signant le *Pacte de famille*, il s'était livré, corps et biens, à la France, et pour cette nature passionnée et tenace, les torts mêmes de son allié ne l'autorisaient pas à rompre avec lui.

Choiseul régnait à Madrid presque autant qu'à Versailles. L'Espagne était prête, au premier signal, à rompre une paix détestée en attaquant à son tour les colonies anglaises. En attendant les hostilités ouvertes,

les deux alliés troublaient par mille vexations le commerce des Anglais en Amérique. On poussait même les Indiens à inquiéter leurs établissements, et à entraver leur immense trafic de bois de teinture dans la baie de Honduras. Enfin le cabinet de Madrid cherchait querelle au Portugal, bouc émissaire sur qui il faisait retomber ses rancunes contre l'Angleterre.

Tout marchait à grands pas vers une rupture. Pombal, voyant toutes ses réclamations inutiles, invoqua l'assistance du cabinet de Londres contre la mauvaise volonté de celui de Madrid, et les agressions continuelles de ses agents. Le ministre anglais, tout en contenant de son mieux les justes ressentiments du Portugal, déclara à l'Espagne que le premier coup de canon tiré contre son allié serait tenu pour une déclaration de guerre. Une source interminable de querelles entre Londres et Madrid, c'était la rançon de Manille, fixée par les Anglais à vingt millions de francs. La ville, en versant la moitié de cette somme, s'était rachetée du pillage, et l'Espagne refusait d'acquitter l'autre moitié. Grimaldi répétait partout qu'il aimerait mieux être coupé en morceaux que de subir une honte pareille, et Squillace offrait de rendre Manille aux Anglais, si on lui restituait les dix millions déjà versés.

Choiseul, en attendant la reprise des hostilités, devenue inévitable, pressait Grimaldi d'ouvrir à la libre exportation des produits nationaux tous les ports de la Péninsule, au lieu de les forcer tous à passer par Cadix, avec un notable surcroît de dépense et de temps perdu. Il l'invitait à abolir ces droits absurdes qui frappaient de mort tout le trafic colonial, et à établir la liberté absolue du commerce, idées justes et hardies qui commençaient à se répandre en France, et même à franchir les Pyré-

nées. Ajoutons que la France, grâce à l'incontestable supériorité de ses fabriques sur celles de la Péninsule, leur ouvrait ainsi un vaste débouché, et travaillait pour elle tout en ayant l'air de ne songer qu'aux intérêts de son alliée.

On s'étonne de voir un ministre étranger prendre ainsi à cœur le relèvement de l'Espagne, noble pensée qui préoccupait déjà si vivement Charles III. Un des nombreux mémoires que Choiseul lui fit parvenir sur ce sujet affirme que le revenu total des colonies de l'Espagne en 1764 n'excédait pas quatre millions de piastres (plus de vingt millions de francs), et que, par suite des abus de la perception, le trésor n'en touchait que 820,000 (4,346,000). On a peine à croire à un aussi mince résultat, sous un règne réformateur comme celui de Charles III, quand il s'agit d'un ensemble de territoires aussi vastes que l'Europe, et peuplés de dix millions d'habitants, avec seize villes dont la population égalait celle de Madrid. Quoi qu'il en soit, l'insistance de Choiseul finit par réveiller l'Espagne de sa longue léthargie. Ressusciter les colonies, arracher cette mine féconde aux mains avides de l'étranger, pour en faire la source-mère de la richesse nationale, il y avait là une pensée généreuse que l'âme de Charles III était faite pour comprendre! L'impulsion une fois partie du trône, le pays s'y associa bientôt avec une fiévreuse activité. Don José Galvez fut nommé *visiteur général des colonies*, avec pleins pouvoirs de corriger tous les abus. Il était chargé en outre d'interdire au commerce privé la vente des tabacs, et d'affermer à une compagnie ce monopole dont on évaluait d'avance les produits à 400 millions de réaux (plus de 100 millions de francs).

Chose inouïe, et qui peint l'Espagne au vif : ce *visi-*

teur général, armé des pouvoirs de la royauté, et chargé d'inspecter la conduite du vice-roi du Mexique, accusé de honteuses concussions, n'avait pas le droit de publier le moindre décret sans l'agrément de ce même vice-roi, ni de procéder à aucun acte de rigueur contre les auteurs des malversations qu'il était chargé de découvrir. Et cependant, pour prêter force à cette enquête, dont le seul bruit avait mis en émoi tout le monde colonial, on avait d'avance prêté main-forte à la visite de Galvez par l'envoi d'un corps de deux mille Wallons. Mais en Espagne, rien ne se fait jamais qu'à moitié : Galvez temporisa quand il fallait agir, et pactisa quand il fallait frapper. Tout ce qu'il put obtenir de Madrid, ce fut la destitution du vice-roi, qu'on remplaça par le marquis de Croix, choix aussi heureux que l'autre avait été regrettable.

Mais dans l'intervalle, l'opinion s'était soulevée, dans toutes les colonies espagnoles, à ce mot de *réforme*, aussi redouté en Amérique qu'il était populaire à Madrid. Trop de complices étaient intéressés au maintien des abus pour que tout le monde ne se trouvât pas d'accord contre celui qui venait leur déclarer la guerre. Cependant, grâce à l'heureux concert qui s'établit entre Galvez et le nouveau vice-roi, des résultats utiles furent obtenus au Mexique. Mais au Pérou, où les auteurs des *Noticias secretas* avaient déjà rempli le rôle de visiteurs officiels, Espagnols et indigènes se prononcèrent contre le nouveau système d'impôts qu'on voulait établir. Une insurrection éclata même à Quito : le peuple soulevé chassa les employés du roi, et disposa un instant de la souveraineté, qu'il offrit à un des chefs de la révolte, sans que celui-ci osât l'accepter. « Plus de gouverneurs espagnols! » tel était le cri de guerre des révoltés;

mais, grâce à quelques concessions de la part des autorités, l'émeute s'apaisa, et tout rentra dans le devoir. Il en fut de même à Cuba, où l'établissement projeté d'une ferme des tabacs avait provoqué de graves désordres. Quelques-unes des plus riches plantations appartenant à la couronne furent dévastées, et quoique le calme se rétablît bientôt, le contre-coup de ces troubles lointains ne fut peut-être pas sans action sur ceux qui allaient bientôt éclater dans la capitale de l'Espagne.

CHAPITRE III.

RÉVOLTE DES *CAPAS* ET DES *SOMBREROS*

1766

Nous voici en face d'un des faits les plus étranges et les moins expliqués de l'histoire de la Péninsule. Certes, s'il est un trait dominant dans le caractère du peuple espagnol, le plus monarchique de l'Europe, c'est son dévouement à ses rois. Point d'histoire au monde où les révoltes soient aussi rares, sauf dans ces provinces privilégiées qui, dotées de *fueros* nationaux, forment comme autant de petites royautés à part, au sein de cette monarchie à qui elles n'appartiennent que de nom, et sont toujours prêtes à se soulever, du moment où l'on touche à l'arche sainte.

Mais ici, rien de pareil n'a eu lieu : jamais hérédité royale n'a été mieux acceptée que celle de Charles III, succédant à un frère incapable, et quittant, après un long et consciencieux apprentissage de la royauté, le trône de Naples pour celui d'Espagne où l'appelait le vœu du pays. C'est après sept ans de règne, au milieu d'une tranquillité profonde, quand le Roi n'est occupé, après la chasse, il est vrai, que du bonheur de ses sujets, que vient à éclater, sous ses yeux, au sein même de sa capitale, une insurrection, sans précédents dans cette

ville si dévouée à ses rois, où Philippe V, étranger et Bourbon, s'était si vite conquis droit de cité dans l'affection de ses sujets.

Les historiens modernes de l'Espagne n'ont voulu voir dans cette étrange insurrection qu'une intrigue de cour, descendue dans la rue. A les entendre, ce sont des rivalités de portefeuille qui ont porté quelques ministres disgraciés à soulever contre un rival heureux les passions de la populace, au risque d'entraîner la royauté dans sa chute. Nous ne prétendons pas nier ces influences secrètes, si puissantes dans une cour où il y a toujours un ministère de rechange, prêt à succéder à celui qu'il s'efforce de jeter à bas. Ferrer del Rio, dans cette émeute improvisée, ne voit que la main d'Ensenada, comme Charles III a voulu y voir celle des jésuites. Peut-être, dans une certaine mesure, tous deux ont-ils raison; mais pour nous, ce que nous y voyons avant tout, c'est un trait saillant du caractère espagnol: le soulèvement spontané d'un peuple qui, depuis plus de deux siècles, a fait à son dévouement passionné pour ses rois le sacrifice de ses Cortès, dont il n'a plus que l'ombre; d'un peuple qui veut bien qu'on lui prenne toutes ses libertés, mais qui ne veut pas qu'on touche à ses habitudes et à son costume national.

Nul monarque n'a jamais apporté sur un trône de meilleures intentions que Charles III; mais ce qui lui manque pour régner sur l'Espagne, c'est d'être Espagnol, non pas de naissance, mais de cœur, ce qui importe plus. Philippe V était né Français, et cependant, jamais prince étranger n'a su se faire Espagnol comme lui, car il l'était déjà, par sa nature et par ses instincts, avant d'avoir mis le pied dans la Péninsule. Mais bien que né à Madrid, Charles III est Français de cœur et de pen-

chant, et s'il n'était pas Français, il serait Napolitain, car ses affections se partagent entre ces deux pays. Sans doute il est né, il a grandi en Espagne, mais sa jeunesse, l'âge où le cœur s'ouvre aux impressions du dehors, s'est passée tout entière en Italie où, à l'âge de quinze ans, il régnait déjà, à Parme d'abord, puis à Naples. Monté enfin sur le trône de Castille à quarante-trois ans, après en avoir régné vingt-huit en Italie, il a passé l'âge où l'on se plie aux habitudes du peuple qu'on gouverne, et où l'on sent le besoin de lui ressembler pour mieux le conduire. Charles ne fut jamais Espagnol, ce fut là son tort et son malheur! Et cependant jamais peuple n'a salué avec plus d'amour l'avénement d'un de ses rois, et jamais roi n'a plus sincèrement aimé le peuple que Dieu lui a donné à régir.

Charles devait donc rester, jusqu'à la fin de sa vie, un étranger dans ce pays, empreint d'une individualité si profonde. Non content de déléguer son pouvoir à deux ministres italiens, Grimaldi et Esquilache, il aimait encore, dans sa vie privée, à s'entourer de Napolitains, exilés comme lui de cette terre de prédilection, sa véritable patrie. L'Italie et la France se partageaient le cœur de Charles III, et voilà pourquoi il n'a jamais compris l'Espagne, qu'il a sacrifiée deux fois, à ses affections d'abord, puis à ses goûts d'artiste, lors du *Pacte de famille* et de la révolte des *Capas* et des *Sombreros*. Ce sont là les deux grandes fautes du règne, et nous devons féliciter le monarque de ne les avoir pas plus chèrement expiées.

Esquilache, né dans une humble condition, aimait d'autant moins le peuple qu'il se sentait plus rapproché de lui. Son malheur, ce fut d'être chargé de l'exécution de mesures impopulaires dans un pays où, du moment

qu'il s'agit de réformes, on est sûr d'avoir tout le monde contre soi. Avec un trésor épuisé par une guerre imprudente et par une paix plus désastreuse encore, il fallait absolument de nouveaux impôts; ceux-ci firent hausser nécessairement le prix des denrées, et tout retomba sur le ministre, chargé de l'administration intérieure de l'État. Le bien même qu'il faisait, les embellissements de la capitale, l'impulsion donnée aux manufactures, tout finit par tourner contre lui. Dans un pays où la société est constituée sur le pied de guerre, où la notion même de police et de répression des délits n'existe pas, où les rues comme les grands chemins appartiennent aux voleurs, Esquilache voulut doter Madrid de cette chose inconnue qu'on appelle la sûreté publique. Il défendit les armes cachées, et froissa ainsi le fond le plus susceptible et le plus vivace du caractère espagnol.

Maintenant, est-ce au ministre, est-ce au Roi qu'il faut s'en prendre d'avoir osé toucher un point plus vulnérable encore, le costume national? Tous deux affichant en toute occasion le même mépris pour l'opinion publique, il est difficile de trancher la question. Mais l'intelligence et la volonté étaient du côté de Charles, tandis qu'Esquilache, même en commandant, ne faisait qu'obéir. Nous n'hésitons pas à croire que l'impulsion dut venir d'en haut, et que le ministre, sur ce point comme sur tous les autres, ne fit qu'exécuter sa consigne. Sans doute le monarque, avec ses habitudes élégantes, et ce goût raffiné pour les arts qu'on respire avec l'air de l'Italie, était las de rencontrer dans les rues de Madrid ces vastes et sombres chapeaux (*sombreros*), rabattus sur la figure, de manière à cacher tous les traits; puis ces immenses *capas*, sous lesquelles dispa-

rait toute forme, toute élégance masculine, tandis qu'un des côtés, rejeté sur l'épaule, voile encore tout ce que le chapeau laissait voir du visage. Il n'a pas touché au costume féminin, bien plus gracieux, et il faut lui en savoir gré; mais ce costume viril, disgracieux et menaçant tout ensemble, qui tient à la fois du mendiant et du bandit, et confond tous les rangs dans une vulgarité calculée, devait blesser l'œil de Charles, accoutumé à l'élégance de formes et de costumes de sa chère Italie. Habitué à traduire sa volonté en actes, et à ne rencontrer autour de lui aucune résistance, il ordonna, et le ministre obéit, sans qu'aucun des deux ait un instant songé que la chose à laquelle un peuple tient le plus, ce sont ses habitudes, parce qu'elles font partie de sa nature, et touchent au fond même de son être.

Jamais deux hommes n'ont été aussi dissemblables que Charles III et le czar Pierre le Grand. Si le génie, qui légitime tout aux yeux d'une certaine école historique, est du côté de Pierre, pour excuser ses emportements de sauvage et son brutal despotisme, du côté de Charles, au contraire, sont tous les dons du cœur et de l'esprit. Sur un seul point, ces deux natures si diverses se rencontrent : tous deux ont déclaré la guerre au costume national. Mais le czar, habitué à civiliser ses sujets à coups de nerfs de bœuf, avec l'aide du bourreau, a fini par vaincre l'obstination moscovite, dans sa guerre aux longues barbes et aux robes flottantes, qu'il voulait laisser à l'Asie. Il aspirait à faire de son peuple un peuple européen, en lui imposant le costume et les formes extérieures de la civilisation, greffées sur sa barbarie native, et jusqu'à un certain point, il y a réussi; mais Charles III, si supérieur à Pierre le Grand par le côté moral, a échoué dans sa

croisade en faveur du progrès, parce qu'il n'a pas su comprendre ce qu'on a le droit d'exiger d'un peuple, et ce qu'il faut respecter en lui. Il a voulu dicter la loi, et il a fini par la subir.

Pendant les six premières années du règne, les finances de l'Espagne avaient marché avec un ordre et une régularité sans exemple sous les rois précédents, autrichiens ou français. Aucune augmentation d'impôts n'avait eu lieu, et jusqu'en 1765, les créanciers de l'État avaient touché six pour cent de leurs créances. Ces heureux résultats, il faut le dire, étaient dus surtout à la sage administration d'Esquilache qui, peu capable de créer par lui-même, excellait à réaliser les créations d'autrui. Mais, bien loin de le rendre populaire, ses réformes, même les plus heureuses, n'avaient servi qu'à soulever l'opinion contre lui. Il était étranger; c'en était assez pour que le bien même qu'il faisait devînt odieux au pays. L'avidité bien connue de sa femme, dont on le supposait complice, le commerce éhonté qu'elle faisait des plus hautes dignités de l'État avaient soulevé à bon droit la conscience publique.

Après trois années de mauvaises récoltes, l'hiver de 1765 à 1766 avait été si rigoureux que la mer avait gelé sur les côtes de Biscaye. Un monopole, accordé par le ministre, avait fait hausser brusquement le prix du pain et de tous les objets de première nécessité, et cela, au moment même où l'on célébrait les noces du prince des Asturies. Quoique le ministre eût fait venir des blés de Sicile, et en fît distribuer aux indigents, l'irritation était à son comble. Les souvenirs de la dernière guerre, et de la paix déshonorante qui l'avait suivie, ajoutaient au mécontentement général... Et ce fut là le moment que Charles, avec un manque de tact bien

étrange, choisit pour rendre, le 11 mars, sa célèbre ordonnance qui obligeait tous les habitants de Madrid, sans distinction de classes, et sous peine de prison ou d'amende, à rétrécir leurs manteaux, et à convertir en chapeaux à trois cornes leurs chapeaux rabattus (*gachos*).

A cet ordre inattendu, sans précédents dans les souvenirs du pays, l'irritation fut extrême dans Madrid, surtout dans les bas quartiers qui, de tout temps, ont constitué une population à part, dont les classes élevées aiment à étudier les types, et à imiter les costumes et les danses. Aussi personne ne s'empressa-t-il d'obéir. L'autorité usa d'abord d'indulgence, et essaya de persuader aux récalcitrants de se soumettre; mais la douceur ayant échoué, on recourut bientôt à la force. Les alguazils, escortés de tailleurs, s'emparaient des récalcitrants, et, dans l'embrasure des portes, se chargeaient, sans plus de façon, de raccourcir les manteaux, et de relever avec trois points les chapeaux rabattus. Bientôt aux alguazils succédèrent les soldats, obéis à grand'peine quand ils étaient les plus forts, et tués sans pitié quand ils n'étaient pas en nombre. Le décret royal, affiché sur tous les murs, fut bientôt arraché, et remplacé par des placards menaçants qui invitaient tous les Espagnols à prendre les armes pour défendre leurs vieilles mœurs et leurs costumes nationaux.

Enfin, le 23 mars, dimanche des Rameaux, la populace se soulève, partout, à la même heure et d'un commun accord : des groupes armés parcourent les rues en criant « Vive l'Espagne! Vive le Roi! Mort à Esquilache! » Les soldats qui essayent d'arrêter le mouvement sont bientôt désarmés, et le torrent, grossissant à chaque pas, se dirige vers l'hôtel du ministre. Le mar-

quis, par bonheur était absent; sa femme n'eut que le temps de se réfugier dans un couvent en emportant ses bijoux. Les insurgés alors se répandent dans le palais désert, pillant, détruisant les tableaux, les meubles précieux, et les jetant par la fenêtre pour les brûler sur la place. Puis, se dispersant dans la ville, ils forcent tous ceux qu'ils rencontrent, à pied ou en voiture, à abaisser les bords de leurs chapeaux, que la police leur avait fait relever. Ils brisent les vitres de Grimaldi, sans maltraiter autrement son hôtel, et celles des réverbères, heureuse innovation que Madrid devait à Esquilache. Partout ils désarment les soldats, et massacrent sans pitié les Wallons, objet spécial de leur haine. Sur un bûcher improvisé à la *Plaza Mayor*, on brûle en grande pompe le portrait d'Esquilache, ne pouvant brûler sa personne. Enfin, vers minuit, l'émeute fatiguée s'apaise, comme un feu qui s'éteint, et Madrid rentre, pour la nuit, dans son repos accoutumé.

Mais dès le lendemain matin, l'émeute était de nouveau maîtresse de la ville, et se dirigeait vers le palais du Roi, où s'était réfugié le ministre. Quelques détachements de soldats ayant essayé d'arrêter leur furie, furent désarmés et massacrés, non sans avoir fait quelques victimes, et le sang qui coula des deux parts irrita encore la rage populaire, prête à se porter aux plus grands excès. Le gouvernement, sentant son impuissance, essaya de négocier avant de se résoudre à céder. Les ducs de Medina et d'Arcos, tous deux bien vus du peuple, le souverain du moment, essayèrent de l'apaiser, en lui promettant, au nom du Roi, que toutes ses demandes lui seraient accordées, pourvu qu'il déposât les armes, et rentrât dans ses foyers. Mais tout fut inutile : des cris furieux persistèrent à demander la

tête du ministre, seule concession qui pût désarmer les mutins.

Le soir approchait; un moine se montre tout d'un coup à un balcon, au moment où le peuple exaspéré se préparait à marcher sur le palais royal. Sa tête est ceinte d'une couronne d'épines, et le sang coule sous leurs pointes aiguës; à son cou pend une corde de jonc tressé; ses cheveux sont souillés de cendres, et dans sa main, il tient un crucifix. Cette apparition étrange, qui semble venir d'un autre monde, suspend un instant la fureur du peuple. Le moine, missionnaire de paix, exhorte les rebelles à renoncer au désordre, et à s'en remettre à la justice du monarque et à son amour pour ses sujets. Mais les passions de la foule étaient trop excitées pour qu'un sermon suffît à les calmer. Tout ce que put faire le digne moine, ce fut de s'offrir pour porter au Roi les vœux de ses fidèles sujets. L'offre fut acceptée avec enthousiasme; un clerc rédigea, sous la dictée des chefs de l'émeute, les conditions qu'ils imposaient au monarque. Voici ce qu'ils lui demandaient, sous l'invocation de la Sainte Trinité et de la Vierge Marie : En première ligne, l'exil d'Esquilache et de sa famille, et c'était déjà beaucoup de ne pas demander sa tête! le remplacement des ministres étrangers par des Espagnols; la suppression de la junte des approvisionnements; le renvoi des gardes wallones; enfin la liberté pour le peuple de s'habiller et de se coiffer à sa guise, et la baisse de prix des denrées les plus nécessaires à la vie. Ce n'est pas tout : l'émeute victorieuse exigeait que le roi vînt en personne à la *Plaza Mayor* proclamer son adhésion aux exigences populaires, sous peine, s'il s'y refusait, de voir Madrid au pillage cette nuit même.

Le moine s'achemina aussitôt vers le palais, et pré

senta au roi son message. Charles rassembla à la hâte ses conseillers les plus fidèles pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire dans cette heure solennelle, où il fallait choisir entre le danger de refuser et la honte de céder. Plus d'une voix s'éleva pour conseiller au roi de résister à tout prix, de faire occuper par des troupes les places et les principales rues, et d'écraser par la force toute résistance, si le peuple persistait dans sa rébellion. D'autres voix, mieux inspirées, insistèrent sur la justice des réclamations populaires et sur la nécessité d'y céder, faute de forces suffisantes pour résister.

On connaît la faiblesse de cœur de Charles III, faiblesse qui, chez lui, n'excluait ni le courage, ni l'opiniâtreté; et cependant on a peine à réprimer un sentiment pénible en voyant cette nature généreuse et fière fléchir devant l'émeute, et le Roi s'abaisser jusqu'à comparaître sur son balcon devant le peuple soulevé, comme un accusé devant ses juges. Là, le monarque, entre son confesseur et son grand chambellan, et entouré de toute sa maison, « consentit, nous dit Ferrer (t. II, p. 26), pour éviter l'effusion du sang, à déshonorer la majesté royale. Il eut l'angélique patience d'écouter les propositions que vint lui faire, de la part de la plèbe, un échappé du bagne, un cocher de fiacre, en veste rouge et en chapeau blanc, l'un des chefs de l'insurrection. Aucune humiliation ne lui fut épargnée, sauf celle de signer de sa main ce pacte d'asservissement au caprice de la plèbe ».

Mais à peine le Roi s'était-il retiré que le tumulte recommença de plus belle, sous prétexte qu'on ne pouvait pas se fier à une concession purement verbale, arrachée par la force. Condamné à boire le calice jusqu'à la lie, l'infortuné monarque dut reparaître sur le balcon,

il dût entendre lire de nouveau ce pacte déshonorant par le moine, médiateur improvisé entre la royauté et le peuple qui usurpait sa place, et à chacun des articles le Roi faisait un signe d'approbation. Une amnistie générale fut proclamée, et les émeutiers, ravis de leur victoire et de la loyauté du monarque, se retirèrent en faisant retentir l'air de leurs acclamations.

En Espagne, il faut que la religion se mêle à tout, sous sa forme la plus matérielle et la plus sensible : le peuple, ivre de son triomphe, sentit le besoin de le promener dans toute la ville. Une immense procession se forma; on dépouilla les balcons et les fenêtres des palmes pascales qui les décoraient; on s'empara, dans un couvent voisin, d'une image de la Vierge, de bannières, de cierges et de lanternes allumées, et le cortége triomphal, entonnant un chant sacré, défila pendant une heure entière devant le palais royal, dont les fenêtres restèrent fermées. Puis tout rentra dans l'ordre, et la ville, demeurée calme toute la nuit, put croire qu'un mauvais rêve avait passé sur elle.

Nous avons raconté en détail cette scène étrange, où la royauté fait si triste figure, et où il semble que le peuple ait changé de rôle avec elle. En pactisant ainsi avec l'émeute, Charles avait du moins une excuse, c'était sa bonté d'âme et son amour pour son peuple; mais de quel nom qualifier sa conduite quand on le voit, cette même nuit, en face de l'émeute victorieuse, maîtresse de la capitale, s'enfuir lâchement, comme un voleur, devant le guet; se dérober, avec Losada, Esquilache, par les souterrains du château, où personne ne soupçonna son départ; puis se rendre à pied, à peine escorté par quelques gardes, jusqu'à la porte de la ville la plus voisine, où des voitures l'attendaient pour le conduire

à Aranjuez? En France où, avec Louis XV, la royauté est habituée à se traîner dans la fange, on ne s'étonnera pas, sous le règne suivant, de voir le peuple porter sur elle une main hardie, et punir sur le petit-fils innocent les turpitudes de l'aïeul; mais en Espagne, où le culte de la monarchie est une seconde religion, placée sous la garde de l'autre; en Espagne où les rois sont respectés, parce qu'ils se respectent eux-mêmes, on s'étonne de la hardiesse des sujets autant que de l'abaissement du monarque. On se demande comment un roi d'une piété étroite, mais sincère, attaché à son peuple par un lien d'affection si vraie, a pu trahir ainsi, dans une heure de défaillance, ses devoirs les plus sacrés, et livrer Madrid à une populace déchaînée. Triste destinée que celle de l'Espagne! Voici le meilleur et le plus capable de ses rois qui, égaré par ses affections de famille, jette son pays dans une guerre qui n'a que le déshonneur et la ruine pour issue; puis, amené, par une imprudence sans excuse, à faire la guerre à ses propres sujets, dès la première rencontre, avant même d'avoir lutté, il se tient pour vaincu, capitule et s'enfuit, en laissant aux mains de l'émeute sa capitale, son palais et l'honneur de la couronne!

A peine le départ du monarque fut-il connu dans Madrid que l'insurrection éclata avec une nouvelle furie. A coup sûr, si le roi s'enfuyait ainsi de son palais, c'était pour échapper à ses engagements, et se venger du peuple qui lui avait dicté la loi. La capitulation était violée, le souverain avait manqué à sa parole, ses sujets étaient dégagés de tout devoir envers lui. Aussitôt une populace furieuse désarme partout les postes militaires, qui ont reçu l'ordre de n'opposer aucune résistance. Les portes sont fermées, et la ville

appartient, non plus à son roi, mais à l'émeute! Toute communication est interdite entre Madrid et Aranjuez, et pendant deux jours, la capitale se trouve à la merci d'un peuple armé, qui ne recule devant aucun excès... Et cependant, disons-le à l'honneur du peuple de Madrid, embarrassé de sa victoire et novice dans son métier de peuple souverain : tout se borna à des promenades triomphales, à des décharges inoffensives de mousqueterie, à des démonstrations menaçantes contre Esquilache, enfin à des cruautés posthumes contre les cadavres des Wallons égorgés. Les édifices publics, les cafés, les tavernes, furent envahis et pillés; mais les maisons privées furent respectées; heureux de sentir tous les freins brisés, le peuple, abandonné à lui-même, semblait n'avoir pas la conscience de tout ce qu'il pouvoit oser.

Cependant, il fallait savoir à quoi s'en tenir sur les intentions du monarque : ses fidèles sujets qui, tout en bravant son autorité, ne prononçaient jamais son nom qu'avec respect, allaient-ils avoir en lui un ami ou un ennemi? Voilà ce qu'un envoyé du peuple fut chargé d'aller lui demander. Il emporta avec lui la liste des griefs populaires, rédigée par l'évêque Diego de Rosas, président du conseil municipal, le seul personnage de marque qui paraisse avoir pris ouvertement le parti des rebelles. Le député, après avoir été reçu par le roi, revint porteur d'un pli cacheté, adressé au conseil. Le message royal fut lu au peuple par l'évêque. Le Roi y informait ses fidèles sujets « qu'il avait été saigné deux fois, et se sentait encore trop faible pour retourner à Madrid. Aux griefs du peuple, il répondait par la destitution d'Esquilache que remplaçait aux finances don Diego de Muzquiz. Il s'engageait, sur sa royale parole,

à accomplir fidèlement, par amour pour son peuple, tout ce qu'il lui avait promis; mais, en retour, il espérait que le calme et la paix allaient de nouveau régner dans sa capitale, et à cette seule condition, il pourrait songer à y rentrer ».

Ce message, colporté dans tous les quartiers de la ville, y produisit un effet magique. Partout le peuple y répondit par des acclamations enthousiastes, et à la voix de ses chefs, il reporta dans les casernes les armes qu'il y avait enlevées. Le Roi, de son côté, tint fidèlement sa parole : Esquilache, avec une escorte de cavalerie, fut dirigé sur Carthagène, plutôt comme un prisonnier que comme un ministre disgracié. Là, il s'embarqua pour Naples, et alla fixer sa résidence en Sicile. Mais du fond de sa retraite, il ne cessa de rappeler au Roi ses longs et fidèles services, et de solliciter sa réhabilition, qui lui fut enfin accordée, six ans plus tard, avec l'ambassade de Venise.

Comprimé sur un point, le volcan populaire ne tarda pas à éclater sur d'autres : après la capitale, ce fut le tour des provinces. L'impulsion était donnée, le mot d'ordre lancé, et l'exemple de cette révolte heureuse ne pouvait manquer d'en enfanter d'autres. Le premier contre-coup des troubles de Madrid se fit sentir à Cuenca, le 2 avril. L'évêque parvint à apaiser le tumulte. Mais à Saragosse, avec la nature énergique et tenace du peuple aragonais, l'insurrection prit un caractère plus grave. Des placards incendiaires signifièrent à l'intendant de la province que l'on brûlerait sa maison et celles « de tous les usuriers de la ville », s'il ne baissait pas le prix du pain. Le capitaine général, marquis de Castelar, au lieu de se laisser intimider comme son roi, tint résolûment tête à l'émeute, tout en faisant

quelques concessions sur le prix des comestibles. Mais malgré sa ferme attitude, malgré les efforts de l'archevêque, qui vint promener le Saint-Sacrement au milieu des rebelles, la maison de l'intendant fut pillée, d'autres incendiées, et la ville tout entière allait être livrée au pillage quand un auxiliaire bien inattendu vint faire pencher la balance du côté de l'ordre.

Quelques paysans des villages voisins, peu nombreux, mais résolus et bien armés, tombèrent à l'improviste sur les pillards, en tuèrent ou blessèrent un bon nombre, et mirent le reste en fuite. Le capitaine général, encouragé par ce succès, fit occuper par ses troupes les rues de la ville, et arrêter les incendiaires et les rebelles. Le peuple, en s'éveillant le lendemain, vit une dizaine des plus mutins pendus aux grilles de la prison, et se tint pour averti. Puis la clémence acheva l'œuvre de la force : le digne archevêque, après avoir tout fait pour réprimer l'insurrection, avait plaidé la cause de ses compatriotes auprès du Roi par une lettre touchante. La cause, auprès de Charles, ne fut pas difficile à gagner : Saragosse obtint son pardon comme Madrid, et aucun autre arrêt de mort ne fut prononcé.

De Saragosse, l'insurrection passa en Biscaye. Bien vite étouffée sur ce point, elle émigra à Barcelone. Le gouverneur et les autorités furent menacés de mort si le prix des vivres n'était pas abaissé; mais le marquis de la Mina, capitaine général, fit armer tous les forts qui entourent la cité; partout le peuple put voir les canonniers à leurs pièces, et les remparts garnis de soldats. Des proclamations, empreintes à la fois de fermeté et de douceur, éveillèrent le remords ou la peur dans l'âme des rebelles, et le vétéran termina ainsi sa glorieuse carrière en apaisant la rebellion avant qu'elle

eût éclaté, et sans une goutte de sang versé. En somme, pendant ce mois d'avril, il y eut bien peu de villes sur qui le souffle de la révolte n'eût pas passé; mais des concessions, faites à propos, désarmèrent partout les rebelles, depuis Valence et Séville jusqu'à la Corogne, aux deux bouts de la Péninsule.

Partout, comme on a pu le remarquer, la cherté des vivres fut le prétexte, la devise inscrite sur le drapeau de la réforme. Mais en face de cette émeute chronique, qui se promène ainsi de ville en ville avec une régularité de sinistre augure, l'historien se demande s'il n'y aurait pas une cause plus profonde, et si le peuple, qui seul paraît ici sur la scène, n'a pas reçu sa consigne de plus haut. L'insurrection de la capitale était annoncée dans les provinces avant l'événement : « A Madrid, nous dit Ferrer, on voyait dans les rangs de l'émeute bon nombre de *caballeros*, travestis en charbonniers, et leurs mains et leurs visages teints de suie contrastaient avec le linge blanc, les bas de soie et autres indices d'un rang plus élevé. Comme Ferrer, Coxe insiste sur l'étrange régularité avec laquelle l'émeute fut conduite, sur la tranquillité des classes supérieures, comme si, dans ce déchaînement des passions populaires, elles ne se sentaient pas menacées; sur le mépris du peuple pour l'argent, et son peu d'empressement à s'approprier les dépouilles des palais envahis, comme s'il était sûr d'être indemnisé des profits qu'il perdait. Tous deux en somme ne voyent dans cette émeute qu'un coup monté par Ensenada, impatient de revenir au pouvoir. Ferrer fait aussi remarquer le caractère religieux qu'essaye de prendre la révolte, le titre de *soldats de la foi* que se donnent les insurgés, et le fait que plusieurs blessés, dans les hôpitaux, refusaient les derniers sacrements, en disant

qu'ils mouraient martyrs, et que leur salut était assuré.

A un siècle de distance, il est difficile de trancher la question. Tout ce qu'il est permis d'affirmer, sur l'émeute de Madrid du moins, c'est que Charles, en touchant au costume populaire, avait froissé la fibre nationale, et commis une imprudence dont il aurait pu être plus sévèrement puni. Sans doute il le sentit; car cette révolte des *capas* paraît lui avoir porté un coup bien sensible. Ses illusions sur l'amour qu'il croyait avoir inspiré à ses sujets se trouvaient ainsi brusquement dissipées. Le sentiment de sa faiblesse, la honte d'avoir cédé à la première menace, rongeaient cette âme tendre et fière, peu faite pour de pareils conflits. Son caractère même en fut altéré, et devint sombre et chagrin. Sans cesse il se reprochait d'avoir pactisé avec la révolte, et courbé, devant un caprice de la populace, cette volonté impérieuse qui faisait trembler ses ministres. Jamais Esquilache ne lui avait été plus cher que depuis qu'il avait dû le renvoyer. Aussi cherchait-il partout à qui s'en prendre de cette insurrection qui dérangeait tous ses plans. Tantôt il en accusait la France, tantôt les jésuites, tantôt Ensenada qu'il exila de Madrid, et qui, s'il en était le secret moteur, se trouva plus loin que jamais du pouvoir, après avoir soulevé l'Espagne pour y rentrer.

L'insurrection était apaisée; mais une sourde agitation régnait encore dans le pays : le peuple se repentait de sa soumission, et se reprochait de n'avoir pas assez exploité sa victoire. Grimaldi, épargné par l'orage, craignait de le déchaîner de nouveau, et embarrassé de son titre d'étranger, fuyait toute responsabilité. Il fallait, pour faire face aux exigences populaires, un homme de tête et d'énergie, et Charles le trouva heureusement

dans le comte d'Aranda qui, du gouvernement de Valence, fut appelé aux fonctions de capitaine général et de président du Conseil de Castille. Avec lui un esprit nouveau entra dans l'administration : la tranquillité se rétablit comme par enchantement, dans la ville et dans les provinces. Tous les gens sans aveu furent chassés de la capitale, et Charles, enfin délivré de ses tristes préoccupations, put reporter son attention sur un sujet non moins grave qui, depuis quelque temps occupait sa pensée, et s'imposait à celle de tous les souverains de l'Europe; nous voulons parler de l'expulsion des jésuites, sujet à l'ordre du jour dans tous les pays et pour tous les hommes d'État, dans la seconde moitié de ce siècle.

CHAPITRE IV.

EXPULSION DES JÉSUITES. — SUPPRESSION DE L'ORDRE.

1767 A 1773.

Tout peuple a deux histoires, l'une à la surface, et que tout le monde connaît, c'est l'histoire politique; l'autre intérieure, et plus cachée au regard, c'est l'histoire religieuse et morale, qui seule peut nous expliquer l'autre; mais en Espagne, ces deux éléments de la vie sociale, la religion et la politique, sont tellement entrelacés qu'il est difficile de les séparer. L'histoire de ce pays peut se résumer en un mot : c'est une croisade perpétuelle, contre l'islamisme d'abord, et plus tard contre l'hérésie. La première a duré huit siècles, et n'a fini qu'avec la chute du dernier État musulman dans la Péninsule; la seconde commence en 1522, presque à la date de la diète de Worms, avec Ignace de Loyola se consacrant à la Vierge, dans une *veillée des armes*, comme un preux chevalier, et faisant vœu d'aller en Palestine convertir les infidèles. Cette pensée, qui n'est pas du siècle, naît d'elle-même dans ce cerveau enthousiaste, échauffé par les jeûnes et les macérations, où couve en germe l'ordre tout entier qui va naître de lui; Loyola, bizarre assemblage des qualités et des défauts

les plus opposés, étroit, supertitieux, fanatique, mais puissant par son ardente charité et la ferveur de sa foi, Espagnol par ses défauts comme par ses qualités, et à qui l'on ne peut contester l'oubli de soi-même et l'esprit de sacrifice, bases de toute vraie grandeur!

La mission de l'ordre fondé par lui sera double comme la sienne : guerre au paganisme d'abord, et ensuite à l'hérésie! De ces deux grands buts, le premier seul préoccupe le fondateur, au début de son œuvre, et celui-là a droit à toutes les sympathies. Son point de départ, qu'on ne l'oublie pas, c'est la mission, la conquête de la Terre-Sainte, non par l'épée, mais par la parole et par la foi! Tirer le monde des ténèbres de l'idolâtrie ou de l'incrédulité, faire luire sur lui la lumière de l'Évangile, l'humanité, depuis l'ère chrétienne, n'a pas connu de tâche plus haute et plus belle! Mais plus tard, Loyola semble s'être déchargé sur saint François Xavier, son émule, de cette moitié de son œuvre. Pour celui-ci, l'Europe n'est pas assez large : c'est toute une armée de martyrs que l'*apôtre des Indes* entraîne sur ses pas à la Chine et au Japon, pour laisser leur vie et la sienne sur ce glorieux champ de bataille. L'Amérique aussi, conquise à l'Espagne sans l'être à l'Évangile, ouvre un champ non moins vaste à leur ardeur de conquête. Nous avons vu les jésuites à l'œuvre sur ce terrain, et rendu justice à leur dévouement, qui serait plus beau encore s'il était plus désintéressé.

Mais un autre élément s'est mêlé dès le début à cette ferveur missionnaire : la pensée de Loyola était double, nous l'avons dit, et, comme l'esprit humain n'est pas assez large pour poursuivre deux grands buts à la fois, il a fallu choisir : Xavier a pris pour lui la guerre au paganisme, Loyola la guerre à l'hérésie, et l'ordre,

entraîné par son fondateur, a versé du même côté que lui.

Pour faire la guerre à la Réforme, qui est déjà partout en Europe, et a entamé jusqu'à ces races latines pour qui le catholicisme semble avoir été inventé, il faut à tout prix des alliés. Xavier, pour conquérir le Japon, n'en a pas besoin; mais il en faut à Loyola pour lutter contre ce moine désarmé qui seul, mais appuyé sur la toute-puissance de sa foi, a entrepris de détrôner la papauté, et qui, sans les jésuites, y eût peut-être réussi.

Parmi ces alliés, il en est un assuré d'avance, et à qui le fondateur de l'ordre a dédié son œuvre naissante: c'est le chef visible de l'Église, le Pape, roi temporel en même temps que spirituel, mais dont le règne n'a pas de fin, immortel comme l'Église qui se personnifie en lui! A la suite de cette alliance, un esprit nouveau est entré dans l'ordre, pour n'en plus sortir : c'est l'esprit politique, né dans la Rome des Césars, et dont la tradition se continue, bien qu'en changeant de forme, dans la Rome des pontifes, qui aspire aussi à régner sur le monde, en mettant l'habileté à la place de la force. Lors de la fondation de la Société de Jésus, l'esprit enthousiaste et missionnaire y vivait déjà avec Loyola et Xavier; l'esprit politique y est entré avec Salmeron et Lainez, qu'on verra plus tard, d'accord avec le Saint-Siége, constituer l'ordre nouveau sur le pied de guerre, et organiser contre l'hérésie cette savante campagne qui, pendant près de deux siècles, a couvert l'Europe de bûchers, de sang et de larmes.

La papauté accueille avec enthousiasme cet allié inattendu que le ciel lui envoie. Dans l'ardeur de la lutte, elle oublie sa méfiance accoutumée, et se livre sans réserve à son nouvel allié. Dès lors, le jésuitisme

militant, incarné dans ce redoutable triumvirat, Loyola, Salmeron et Lainez, grandit à l'ombre de cette papauté trop confiante, avec une rapidité faite pour effrayer ses amis autant que ses ennemis. Aussi voyez, en moins d'un siècle, quelle position agressive il a prise, en face de la Réforme, son unique et redoutable ennemi.

Les progrès de l'hérésie avaient été rapides; mais, il faut bien en convenir, ceux du jésuitisme le sont encore plus. La papauté, grâce à lui, regagne peu à peu le terrain qu'elle avait perdu; là où la Réforme a poussé trop de racines pour qu'on puisse l'arracher, les jésuites prennent pied à côté d'elle. Le protestantisme est arrêté dans sa marche conquérante, contenu en France, étouffé en Italie, et refoulé en Allemagne jusqu'à la Baltique. La persécution contre les Vaudois, en 1561, est organisée par le jésuite Possevin : 2,000 hommes sont égorgés en onze jours, sans compter les massacres isolés, et 1,600 sont jetés dans les fers.

En 1551, les jésuites s'établissent à Naples; un siècle et demi plus tard, ils y comptaient 293 maisons et colléges. Dans l'Allemagne du Nord, la patrie de Luther, le terrain n'était guère préparé pour eux; mais dans l'Allemagne du Sud, race plus sensuelle, ils trouvent un plus facile accès. Établis en Bavière dès 1540, l'année même de la fondation de l'ordre, en 1551, Ferdinand I[er] les appelle en Autriche pour lutter contre la Réforme qui y avait fait de rapides progrès. De Vienne, comme d'un centre, ils rayonnent en tous sens, vers le Tyrol, la Hongrie et sur les deux rives du Rhin. Quant au nord de l'Allemagne, ce n'est guère que par sa population slave qu'il leur sera donné de l'entamer.

Aux jésuites appartient le triste honneur d'avoir allumé la guerre de Trente ans. Ce sont eux qui ont

déchaîné sur la Bohême, conquise d'abord par la Réforme, cette guerre sans pitié, qui couvrit de ruines le pays tout entier, et finit par faire disparaître plus des deux tiers de ses habitants. Ferdinand II, leur élève, persécute sans relâche les protestants dans ses États. En Silésie, les jésuites font campagne avec les soldats; les uns sabrent, les autres convertissent, « sanglant prélude des *dragonnades* du *Grand Roi!* » Si vous rencontrez résistance, écrit le jésuite Forer, allumez un feu tel que les anges sentent leurs pieds brûler, et voient fondre les étoiles! » Une tentative d'assassinat a lieu sur la vie de Gustave-Adolphe, et, à tort ou à raison, on l'impute à la société. « Vous rendrez compte à Dieu, leur dit à Erfurt ce martyr couronné, de tout le sang que vous avez fait répandre. Tous les malheurs de l'Allemagne sont votre ouvrage. »

Ferdinand III succède à son père en 1637, et les jésuites, qui règnent sous son nom, ne négligent rien pour empêcher la conclusion de la paix de Munster. Après lui, Léopold Ier, à leur instigation, déclare aux réformés hongrois une guerre qui dure, comme celle de Trente ans, une génération tout entière. Enfin la Réforme victorieuse finit par conquérir droit de cité en Hongrie; mais la Bohême et la Hongrie ruinées, l'Autriche, la Bavière et le midi de l'Allemagne arrêtés tout court dans la voie du progrès, tels sont, au delà du Rhin, les résultats de la domination des fils de Loyola!

Voyons-les maintenant au midi de l'Europe, en Portugal, en Espagne et en France. En Portugal, l'ordre, représenté par François Xavier et Rodriguez, est, dès son début, accueilli avec enthousiasme par le roi Jean III. En 1541, Xavier, entraîné par son zèle missionnaire, part pour Goa, et Rodriguez, sous le patronage du monarque

qui lui a confié l'éducation de son fils, fonde le puissant collége de Coïmbre. Dès lors les jésuites règnent sur le Portugal de moitié avec les rois. Le clergé, les grands et le peuple rivalisent pour eux d'empressement. « Il n'est en Europe et dans les deux mondes, nous dit le jésuite Georgel (*Memoire sur la fin du* XVIII*e siècle*, Paris 1817, tome I, p. 16) aucun pays où la Société de Jésus ait été plus fortement assise. » Maintenant sait-on comment l'ordre s'acquitte envers la royauté portugaise, à laquelle il doit tout ce qu'il est dans ce pays? En appuyant de tous ses efforts la réunion du Portugal à la couronne d'Espagne, sous Philippe II, en 1580.

En Espagne, les débuts de l'ordre sont loin d'être aussi brillants. Auprès de Charles-Quint, la place est déjà prise par les dominicains. Fondateurs de l'inquisition, depuis longtemps ils sont en possession de fournir à la royauté des confesseurs. Mais en dépit des froideurs de Charles et du mauvais vouloir de son fils Philippe II, les jésuites ont avec ce dernier trop de points de contact pour ne pas se sentir ses alliés. Son rêve de monarchie universelle, avec la papauté pour clé de voûte, devait sourire à la Société de Jésus; aussi n'épargne-t-elle rien pour servir les projets ambitieux du fils de Charles-Quint, soit en Portugal, où elle négocie son mariage avec une infante, soit en France où elle l'appuye dans sa double lutte contre l'Angleterre et contre la Réforme.

En 1548, le vice-roi de Catalogne, François Borgia, affilié à la Société de Jésus, lui cède l'université fondée par lui dans son duché de Gandia, et se fait en Espagne son plus ferme soutien. En 1556, l'année même de son avénement au trône, Philippe II, malgré ses préventions contre les jésuites, les a autorisés à s'établir en Flandre,

où ils se font les plus ardents soutiens de ce catholicisme exalté qui a coûté à l'Espagne la moitié des Pays-Bas. Chassés à plusieurs reprises de ce pays où la Réforme avait jeté de si profondes racines, ce n'est que sous le patronage d'Alexandre Farnèse qu'ils parviennent à y former enfin un établissement durable. Là, nous les voyons armer d'un poignard béni la main des assassins qui attentent à la vie de Guillaume d'Orange. Quand Balthazar Gérard se prépare au meurtre du libérateur de la Hollande, c'est sous les auspices du recteur des jésuites de Trèves; car dans cette guerre sainte, toutes les armes sont permises. Enfin si la Hollande leur échappe, les trois cent cinquante mille catholiques qu'on y compte encore après la séparation restent pour eux un point d'appui, même en terre protestante.

Nous avons vu, sous la veuve de Philippe IV, la domination du jésuite Nithard subie à contre-cœur par l'Espagne, lasse de ce double absolutisme, temporel et spirituel, qui résume toute son histoire. Le changement de dynastie consolide, au lieu de l'affaiblir, le pouvoir de la Société de Jésus; pour elle comme pour Louis XIV, « il n'y a plus de Pyrénées! » Inféodé à un confesseur jésuite, Philippe V, quand il congédie le père Daubenton, est condamné par son aïeul à en choisir un autre dans l'ordre de Loyola. Ferdinand VI, façonné au joug comme son père, le subit sans mot dire; mais Charles III se révolte contre lui, et nous le verrons bientôt suivre l'exemple du roi de Portugal, et délivrer le trône et le pays de cette redoutable tutelle.

En France, leur existence est plus contestée, leur fortune plus diverse. Là, s'ils ont pour eux la royauté, ils ont contre eux l'archevêque de Paris, la Sorbonne et

le parlement, sous les coups duquel ils finiront par tomber. Voici la sentence portée contre eux par la Sorbonne dès 1554 : « Société dangereuse pour la foi, menaçante pour la paix de l'Église, et plus faite pour détruire que pour édifier. »

Vers 1560, date solennelle où la France, profondément entamée par la Réforme, semble osciller un instant entre les deux croyances, les jésuites, en dépit de l'Université, fondent à Paris le florissant collége de Clermont. Au colloque de Poissy, Laynez, le second général de l'ordre, en pressant la reine-mère et les grands du royaume de réprimer énergiquement l'hérésie, prépare l'explosion de la guerre civile et de la persécution contre les protestants. Grâce au jésuitisme, et à son influence sur les masses, l'opinion, un instant indécise, se retourne en faveur du catholicisme. La main des disciples de Loyola n'apparaît pas dans les massacres de Vassy et de la Saint-Barthélemy; mais l'impulsion a été donnée par eux. Les Guise, exécuteurs des hautes œuvres de la réaction catholique, n'ont fait que traduire en actes la pensée de l'ordre, et quand on veut aussi résolûment la fin, comment reculerait-on devant les moyens? Les maisons des jésuites, leurs colléges sont le quartier général de la *Sainte Ligue*. L'assassinat de Henri III par le dominicain Clément, dont on a voulu faire un saint et un martyr, est hautement approuvé par Mariana, dans son livre *de Rege*, pendant que Sixte-Quint l'autorise, à la face du monde catholique, du haut de la chaire de Saint-Pierre.

Henri IV, même après son abjuration, est l'objet tout spécial de la haine de la Compagnie de Jésus. Des deux assassins qui, avant Ravaillac, ont attenté à la vie de Henri, le premier, Barrière, a été encouragé et béni

par le jésuite Barade ; le deuxième, Chastel, est un élève des jésuites, nourri de leurs doctrines sur la légitimité du meurtre des tyrans. Leur complicité, au moins indirecte, est établie par des preuves, et le 29 décembre 1594, un arrêt du parlement les bannit de Paris et de la France. En 1603, Henri, espérant les gagner, leur permet de rentrer, et prend même un confesseur dans leur ordre, ce qui ne l'empêche pas, sept ans après, de tomber sous le couteau de Ravaillac. Quelques heures avant l'attentat, le meurtrier s'est confessé au jésuite d'Aubigny. La complicité de la Société n'est pas prouvée pour cela, Voltaire même l'a niée ; mais son innocence absolue nous paraît difficile à établir.

Après la mort de Henri IV, qu'à tort ou à raison l'opinion persiste à imputer aux jésuites, on devait croire leur règne fini en France. Mais il y a dans cet ordre étrange une puissance de vitalité qui le rend impérissable, et une élasticité qui le relève de toutes les chutes. Soutenus par la reine-mère, Marie de Médicis, ménagés et contenus par Richelieu qui a besoin d'eux dans son duel avec la féodalité, ils reprennent pied peu à peu sur ce terrain glissant des cours, où personne n'a jamais plus habilement manœuvré. Le confesseur de Henri IV est encore celui de Louis XIII, hérédité dangereuse qui, après les secrets du père, leur livre encore ceux du fils !

De tous les rois qui ont régné sur la France, s'il en est un qui ait bien mérité de l'ordre des jésuites, c'est à coup sûr Louis XIV. La guerre aux jansénistes, les dragonnades, la révocation, toutes ses fautes, en un mot, sont leur ouvrage. Le père La Chaise a su lui persuader « que tous ses péchés lui seront pardonnés s'il chasse et torture les protestants, et que c'est là le

chemin du ciel ! » La Société, du reste, n'a pas été ingrate envers lui ; mais, en France comme ailleurs, elle a abusé de son empire ; en se croyant tout permis, et en permettant tout aux rois, elle a amené la réaction qui se prépare, contre elle d'abord, et plus tard contre la royauté, devenue sa complice.

Nous avons suivi la marche conquérante de la Société de Jésus dans les États catholiques du continent : nous ne la suivrons pas dans les États protestants, où ses efforts, non moins persévérants, n'ont pas été couronnés du même succès. Mais là où les masses échappent à son action, elle s'en console avec les minorités qu'elle façonne à sa guise, en les pénétrant de son esprit. En Pologne, au contraire, où les jésuites sont établis depuis 1565, on les voit combattre, avec ce mélange d'ardeur et d'habileté qui les caractérise, les progrès menaçants de la Réforme. Là, ils ont affaire à un double adversaire, l'Église grecque et l'Église réformée ; et cependant, grâce à la faveur persistante de Sigismond III qui, pendant ses cinquante ans de règne, assied sur des bases solides la puissance de l'ordre, en 1627, on compte en Pologne 2,000 jésuites et 50 colléges. Mais, en revanche, de l'empire des jésuites datent la décadence et la chute de ce malheureux pays, où tout progrès s'est brusquement arrêté, en attendant l'heure fatale qui va bientôt l'effacer de la carte de l'Europe.

Après le progrès, le déclin ! C'est la loi de toute existence ici-bas. Toutefois, avant d'entamer l'histoire de l'expulsion des jésuites, en Espagne surtout, leur première patrie, un mot encore sur la constitution de la Société, et sur le principe caché qui préside à toute son histoire. Déjà, depuis le IVe siècle, l'obéissance aveugle était le devoir de tout membre d'un ordre mo-

nacal : « Le moine aux mains de son supérieur, suivant Basile le Grand, c'est la hache aux mains du bûcheron »; suivant saint François d'Assise, « c'est le cadavre, qui se laisse manier sans résistance (*perinde ac cadaver*). » Mais çe qui nous frappe surtout dans cette étrange institution de la Société de Jésus, sans modèle comme sans imitateurs, c'est la complète suppression de la volonté humaine. Ici l'individu n'existe que pour s'immoler; il est absorbé dans l'ordre, et confisqué tout entier à son profit. L'idée fondamentale qui constitue le jésuite, c'est l'obéissance; obéir, c'est sa force; s'effacer, c'est son seul mérite! Comme les membres de notre corps, il n'agit pas sous sa propre impulsion, mais sous celle de la volonté qui le dirige. Supprimez cette volonté, il est inerte. L'intérêt de l'ordre est le mobile de toutes ses actions; pour lui pas de jugement personnel, pas de volonté, pas de conscience, il a tout déposé dans les mains de ses supérieurs. Ne lui demandez pas ce qu'il pense de telle ou telle action, il irait s'en informer à son directeur!

Obéir n'est pas assez encore; il faut faire sienne la volonté du général, et jusqu'à sa pensée; ne pas se demander si ce qu'il commande est utile ou juste, mais obéir, comme Abraham prêt à immoler son fils sur l'autel! « Sacrifie à Dieu, dit le père Rodriguez, non-seulement ta volonté, mais ta raison. L'obéissance parfaite est aveugle, et c'est ce qui fait sa perfection. » L'ordre est une armée; or le propre du soldat, ce n'est pas de penser, de raisonner, mais d'obéir. « Dans la personne du général, disent les *Constitutions* de l'ordre, il faut voir la personne même du Christ, le pasteur infaillible! » Il résume en lui les volontés et les consciences de la Société tout entière. Aussi chaque individu est-il dans

ses mains un instrument, souple et résistant à la fois, comme un bâton dans la main d'un vieillard (*tanquam baculus in manu senis*). Or, sait-on le résultat nécessaire de cette obéissance, aveugle et muette à la fois? C'est la suppression de la conscience, pour celui qui commande comme pour celui qui obéit; car on ne sait, en vérité, lequel est le plus malsain pour l'âme de pouvoir tout ordonner, ou de devoir toujours obéir. Entre Dieu et la conscience, la Société de Jésus place un homme, faillible et pêcheur comme nous; et, s'ils se contredisent, c'est à l'homme qu'il faut obéir.

Le gouvernement de la Société est monarchique et militant; c'est avant tout une arme de combat. Mais, par sa racine même et par le fond de son esprit, il est démocratique, puisque, de la condition la plus obscure, et du degré le plus infime de l'ordre, on peut s'élever à ses dignités les plus hautes. Dans cette étrange institution, monarchie élective et absolue, et république égalitaire tout ensemble, le talent, c'est-à-dire l'habileté politique, est la seule condition requise pour arriver au généralat. Une fois élu, le général est un souverain viager : il nomme et révoque tous les employés de l'ordre; s'il ne fait pas des lois, il les interprète à sa guise, et ses interprétations ont force de loi. Il administre les biens de la Société, sans pouvoir les aliéner. Il est tenu de résider à Rome, auprès du Saint-Père; car ces deux pouvoirs, l'un occulte et l'autre apparent, qui gouvernent l'Église, ont besoin de se surveiller l'un l'autre, et le plus haut placé des deux n'est pas toujours le plus puissant. Malgré les bornes qu'on a essayé d'y mettre, l'autorité du général est si immense, que nous voyons les jésuites espagnols dénoncer au pape Clément VIII le despotisme de l'italien Aquaviva, en l'accusant de les gouverner au

gré de son caprice, *comme s'il était Dieu*, sans reconnaître aucune loi.

Tout le monde connaît l'axiome célèbre qui résume la politique de l'ordre : « Le but justifie les moyens. » Les jésuites ont toujours répudié cette devise, qui est celle du *tyran* dans Aristote, et de Machiavel dans le *Prince;* mais c'est là, quoi qu'ils en disent, le mot qui résume leur institution. Leur but suprême depuis qu'ils existent, c'est d'anéantir la Réforme; et, pour atteindre un but aussi sacré, tous les moyens ne sont-ils pas légitimes? Busenbaum, un de leurs docteurs, n'admet-il pas « qu'il est permis de faire le mal, pourvu qu'il en résulte du bien » ? Et puis, leur vocation spéciale, c'est la politique; or en politique comme en guerre, la grande affaire c'est de réussir, n'importe par quelle voie!

Au dire d'Escobar, « le but seul donne qualité à nos actions, qu'il ne faut juger que par leurs résultats ». Y a-t-il bien loin de cet axiome à celui-ci : « Le but justifie les moyens » ? Suivant le même auteur, « il est permis de conseiller un moindre mal pour en éviter un plus grand ». Enfin, la devise avouée par la Société, ce sont ces mots : *Ad majorem Dei gloriam!* Or, *la plus grande gloire de Dieu*, évidemment, c'est son règne dans ce monde! Dieu dans ce monde, c'est l'Église catholique; l'Église, c'est la papauté, et la papauté, ce sont les jésuites!

EXPULSION DES JÉSUITES.

Chose étrange! Le milieu du XVIII[e] siècle est à la fois le point culminant de la fortune de l'ordre et l'époque de sa chute. Par la confession il règne sur les rois; par l'éducation, sur les familles; par les missions,

sur le monde païen, sur le monde chrétien par la papauté, et sur la papauté par le besoin qu'elle a de lui. Par le confessional, il pénètre dans tous les secrets de la politique, et influe sur les destinées des États. Nul ordre religieux, nulle association d'hommes, à quelque titre que ce soit, n'a ainsi envahi tous les domaines à la fois, et exercé sur les âmes comme sur les esprits un pareil empire. En attirant à eux le monopole du commerce des colonies, les disciples de Loyola ont amassé des richesses immenses. Avec une modération et une douceur relatives, si on les compare aux premiers conquérants de l'Amérique, ils ont fondé au Paraguay un État modèle, basé, comme le fut un instant le christianisme naissant, sur la communauté des biens; mais ils ont en même temps montré au monde ce que serait une société tenue en tutelle, et condamnée à une minorité perpétuelle! Enfin tout ce qui s'est rencontré sur leur chemin, ordre ou secte rivale, dans le monde comme dans l'Église, jansénistes, gallicans, puissance épiscopale, tout a dû disparaître ou s'incliner devant eux.

Mais le moment de leur apogée devait être aussi celui de leur chute. La facilité avec laquelle ils vont disparaître de cette vieille Europe, qui semblait ne pas pouvoir se passer d'eux, prouve que leur heure était venue, et que leur joug, pour être partout accepté, n'en était pas moins pesant. Et puis, après trois siècles de succès, presque sans un revers, on peut mesurer, à leur fortune même, le nombre d'ennemis qu'ils ont dû se faire. En empiétant sur le domaine de chacun, ils ont semé, comme à plaisir, les haines tout autour d'eux. S'ils ont pour eux les rois, ils ont contre eux les ministres qu'ils annulent, l'épiscopat dont ils ont secoué le joug, les ordres rivaux qu'ils rejettent dans l'ombre, les

universités qui se voient enlever par eux le sceptre de l'éducation, les négociants auxquels ils font une concurrence privilégiée, et la magistrature enfin, leur antique rivale. Par une bizarre contradiction, c'est chez les races latines que leur empire semble le mieux établi, mais c'est là aussi qu'il pèse le plus, et qu'il sera le plus tôt renversé. Après avoir absorbé en eux tout le catholicisme, ils le compromettent en l'exagérant, et en le poussant juqu'au bout de son principe. Enfin, après s'être imposés à Rome, ils imposent Rome au monde catholique et héritent ainsi de tous les ennemis qu'elle s'est faits.

Comme l'Espagne sous Philippe II, ou la France sous Louis XIV, l'ordre des jésuites est fondé sur un idéal tout différent de celui des sociétés modernes. L'état de guerre est leur état permanent; comme la papauté leur alliée, ils sont en lutte ouverte avec toute notion de liberté ou de progrès. Ils se plaignent de rencontrer partout les rois, les ministres et l'opinion publique conjurés contre eux; mais la cause réelle de leur chute, c'est leur incompatibilité avec les tendances et les aspirations des peuples civilisés. La société marche, et eux veulent l'immobiliser; comment ne les laisserait-elle pas en arrière?

Dans l'éducation telle qu'ils la comprennent, rien d'original, rien qui sorte des chemins battus; point d'audace ni d'aventures dans le champ de la pensée. Tous les esprits y sont jetés dans le même moule; on dirait un peuple d'oiseaux nés en cage qui n'aspirent même pas à être libres. Or la personnalité humaine repose sur la pensée et sur le libre arbitre; elle vit par eux, elle périt avec eux!

Déjà en 1741, le pape Benoît XIV, sans être décidé-

ment hostile à l'ordre, avait voulu le réformer, et le courber sous l'autorité du Saint-Siége. Effrayé de ce pouvoir, rival du sien, qui s'étendait sur toute la face du monde, il avait, dans une bulle adressée au roi et à l'épiscopat portugais, blâmé hautement la dureté du joug des jésuites au Brésil et jusqu'au Paraguay, où ils arrachaient à leurs familles, et vendaient comme esclaves les Indiens, même baptisés. La mort du pape, arrivée fort à propos pour l'ordre, fit avorter tous les projets de réforme; mais déjà, dans les dernières années de son pontificat, le clairvoyant pontife avait démêlé les signes des temps qui annonçaient la chute des jésuites : « Il est certain, dit-il un jour à leur général Contarini, que j'aurai un successeur; il n'est pas aussi sûr que vous en ayez un. »

Mais la tâche, abandonnée par Benoît XIV, allait être reprise par une main bien plus énergique. Sébastien Carvalho, marquis de Pombal, premier ministre de Portugal depuis 1752, était une créature des jésuites; le confesseur du roi, Moreira, croyant trouver en lui un allié, l'avait désigné au choix du monarque. Pombal n'avait contre les jésuites aucun motif de haine; mais décidé à relever le Portugal de sa déchéance, il en voulait à l'ordre de retenir son pays dans les voies qui l'avaient perdu. En effet, depuis 1540, date de leur admission dans le royaume, tout progrès s'était arrêté, tout développement intellectuel et social avait été frappé de mort. L'inquisition, d'abord jalouse d'eux, avait dû les accepter pour alliés. L'université, après une lutte impuissante, avait fini par s'effacer devant eux. La royauté elle-même avait commencé par subir leur tutelle avant de l'imposer au pays. Prêts à faire bon ménage avec tout gouvernement, à condition de l'exploiter, après

avoir reçu Philippe II à bras ouverts, plus tard lorsque la révolution de 1640 avait rendu au Portugal son indépendance, ils s'étaient hâtés d'accepter la royauté nouvelle, et de la servir pour mieux la dominer. Quant au nouveau monde, malgré les abus de pouvoir qu'on peut leur reprocher, on n'a qu'à comparer leur domination au Paraguay avec l'arbitraire pur qui régnait dans les colonies espagnoles, et l'on verra que, des deux jougs, le moins lourd à porter était encore celui des jésuites.

C'est une étrange et rude physionomie que celle de Pombal, espèce de Pierre le Grand portugais, qui veut civiliser son pays par le despotisme! Malgré tous ses défauts, son rôle est grand dans ce petit pays qui, après avoir fait un instant figure dans le monde, est passé de la tutelle des jésuites sous celle de l'Angleterre. A l'inverse du roi et des ministres qui l'avaient précédé, Pombal était trop jaloux de son autorité pour la partager avec ce pouvoir souple et multiple qu'il rencontrait partout dans son chemin. De leur côté, les disciples de Loyola avaient bien vite flairé en lui un ennemi, et n'en étaient pas à se repentir d'avoir contribué à son élévation. Insatiables de domination comme lui, ils lui ressemblaient trop pour ne pas le haïr. Dans l'affreux tremblement de terre de Lisbonne en 1755, où le ministre se montra si grand et le roi si petit, les jésuites ne manquèrent pas d'attribuer ce châtiment du ciel à l'impiété de Pombal, et exhortèrent le roi à faire pénitence pour ses péchés et ceux de son ministre.

Enfin, poussé à bout par la résistance opiniâtre que, depuis six ans déjà, les jésuites opposaient au contrat d'échange qui donnait à l'Espagne le Sacramento, et au Portugal le Paraguay; irrité de voir la Société de Jésus

trancher du souverain, et déclarer la guerre au Roi à qui elle devait obéir; las de cette pieuse insurrection, où les Pères se cachaient derrière les Indiens, et qui avait déjà coûté au Portugal 75 millions de francs, Pombal résolut de frapper le grand coup. Déjà, en septembre 1757, le confesseur du Roi et les précepteurs des infants, tous membres de l'ordre, avaient été bannis de la cour; mais pour oser davantage, et s'attaquer à l'ordre lui-même, il fallait un prétexte, et l'aristocratie portugaise se chargea de le lui fournir.

Le faible et voluptueux Joseph Ier, sans cesse préoccupé de la crainte de mourir, voyait partout des complots contre sa vie, et Pombal exploitait habilement ses terreurs. Richelieu de ce nouveau Louis XIII, le hautain ministre avait contre lui deux ennemis bien redoutables, les jésuites et la noblesse. Né dans une condition modeste, il n'avait pu se faire accepter de cette caste orgueilleuse qui l'accablait de ses mépris. Il lui tardait de se venger de ses deux adversaires, et l'un lui fournit le prétexte qui lui manquait pour sévir contre l'autre.

Le 3 septembre 1758, le Roi revenait de passer la nuit chez la jeune marquise de Tavora, la favorite du jour. Deux coups de fusil furent tirés sur lui, et le blessèrent légèrement. Dès lors toutes ses terreurs étaient justifiées; il appartenait corps et âme au ministre, qui pouvait tout oser en son nom. Ce matin même, le vieux marquis de Tavora, qui avait refusé la main de sa fille au fils de Pombal, fut arrêté avec toute sa famille, ainsi que le duc d'Aveiro, le plus grand nom du Portugal, sous la prévention de complot contre la vie de Joseph Ier. Les prévenus furent jugés dans l'ombre par un tribunal d'exception, décidé à les trouver coupables. Le 23 janvier, le marquis et se femme, avec leur fils,

leur gendre et leurs domestiques, ainsi que le duc d'Aveiro, périrent sur l'échafaud dans d'affreux tourments. Leurs cadavres furent brûlés, leurs cendres jetées dans le Tage, et leurs palais rasés jusqu'aux fondements.

La noblesse une fois domptée, Pombal se retourna contre les jésuites, complices présumés de l'attentat. Dès longtemps le ministre, en homme prévoyant, avait miné le terrain à Rome sous leurs pas en dénonçant à Benoît XIV leurs abus d'autorité dans le nouveau monde, leur révolte à main armée contre l'Espagne et le Portugal, et leur exploitation sans pudeur du monopole commercial qu'il leur avait laissé usurper. Benoît chargea un des membres du sacré collége d'inspecter tous les établissements de la Société dans le Portugal et dans ses possessions d'outre-mer. La mort du pape, survenue le 2 mai 1758, n'empêcha pas le cardinal de rendre son verdict, et de déclarer que « les jésuites faisaient en Amérique des affaires de commerce et de banque et une contrebande contraires à toutes les lois divines et humaines, et que tout trafic devait leur être défendu ». Le patriarche de Lisbonne alla plus loin encore, et leur interdit l'usage de la chaire et du confessionnal. Quelques jours plus tard, le patriarche avait suivi le pape dans le tombeau : mais le coup était porté, et le crédit de l'ordre profondément ébranlé.

Pombal n'était pas homme à faire les choses à demi : le jour même où l'on livrait au bourreau l'élite de la noblesse portugaise, l'implacable ministre faisait jeter en prison trois membres de l'ordre, et consigner les autres dans leur maison, gardée à vue par des soldats. Malagrida, le plus compromis des trois et le confesseur de la famille de Tavora, resta quatre ans dans les cachots

de l'inquisition; il n'en sortit que pour être étranglé, et ensuite brûlé comme suspect d'hérésie.

Mais quelques victimes isolées ne suffisaient pas à la haine du ministre. Tous les membres de l'ordre furent mis sous la surveillance de la police, leurs colléges fermés, et l'instruction de la jeunesse leur fut retirée. Pombal, par un dernier reste d'égards pour la cour de Rome, lui fit demander la permission de les poursuivre devant les tribunaux. Le nouveau pape, Clément XIII, tout dévoué aux jésuites, auxquels il devait son élévation, se garda bien de répondre; Pombal alors n'hésita pas : en face de Lisbonne, stupéfiée de tant d'audace, il prononça lui-même l'expulsion de la Compagnie, et sa suppression complète en Portugal. Les Pères, entassés pêle-mêle sur des navires, furent jetés sur les côtes d'Italie. Les mêmes mesures de rigueur furent exécutées dans toutes les colonies portugaises. Ainsi la première atteinte à la fortune de cet ordre qui, depuis trois siècles, tenait en échec la moitié des trônes de l'Europe, et jusqu'au Saint-Siége lui-même, lui fut portée par l'un des plus faibles États du continent, celui de tous, sans en excepter l'Espagne, où l'ordre avait jeté les plus profondes racines.

Malgré son mépris hautain pour toutes les formes de la justice, Pombal avait à compter avec l'opinion, et surtout avec les philosophes dont le règne, reconnu par la France, commençait à s'étendre sur tout le continent. Aussi inonda-t-il l'Europe de ses manifestes contre la Société de Jésus. Le pape y répondit en les faisant brûler par la main du bourreau. L'Europe et les philosophes, sans nier la réalité de l'attentat, se récrièrent sur la cruauté du châtiment, et se moquèrent de ce mélange inouï d'arbitraire et de superstition : car le ministre, en

proscrivant les Pères, affectait de parler leur langage : il faisait valoir « son zèle infatigable pour l'Église, sa piété fervente, et se vantait d'appartenir au tiers-ordre de Notre-Dame de Jésus ». Voltaire, qui donnait le ton à l'opinion, déclara que, « dans ce manifeste, l'odieux se mêlait au ridicule », et traita durement ce ministre qui, tout en expulsant les jésuites, voulait faire reculer le Portugal vers le moyen âge, au lieu de le lancer dans la voie du progrès.

Mais Pombal, irrité contre le Saint-Siége, et n'ayant plus rien à ménager, réunit à la couronne tous les biens de la Compagnie dans la métropole et dans les colonies; le nonce fut expulsé de Lisbonne, l'ambassadeur portugais rappelé de Rome. Tout commerce avec le Saint-Siége fut interdit, *sous peine de mort,* même aux ecclésiastiques; et la rupture entre les deux cours ne dura pas moins de six ans. Ajoutons que le Portugal vit de très-mauvais œil l'expulsion de la Compagnie. Des deux jougs qui pesaient sur lui, celui des jésuites et celui des nobles, il n'avait accepté que le premier, car les Pères ménageaient avec soin le peuple dont ils caressaient les superstitions. Aussi bien des haines s'amassèrent-elles dès lors contre le puissant ministre qui, en foulant aux pieds tous les droits, n'avait qu'une excuse, celle de chercher à relever son pays.

Pour se rendre compte de l'expulsion des jésuites en Espagne, il fallait d'abord l'étudier en Portugal. Un lien étroit unit ces deux événements chez deux peuples restés frères, en dépit de tout ce qui les sépare, et vivant dans un milieu presque identique d'institutions et de mœurs. Quant à la France, nous nous y arrêterons moins longtemps; ici, les deux milieux sont si différents que les mêmes événements changent de nature selon qu'ils se

passent au nord ou au sud des Pyrénées. A Lisbonne, la suppression de la Société de Jésus est un drame; en France, c'est un procès, et le juge en dernier ressort, c'est l'opinion, dans cette lutte séculaire entre le parlement et la *célèbre* Compagnie, comme l'appelle Bossuet[1]. En France, la magistrature, qui vit de grand jour et de légalité, a toujours haï d'instinct cet ordre, voué aux menées souterraines, et l'a combattu sans relâche depuis qu'il existe. Or, en Espagne, il y avait des magistrats, fort estimables, sans doute, mais la magistrature n'y faisait pas corps comme en France, et n'y jouait pas un rôle dans l'histoire.

Déjà, toutefois, bien avant l'arrêt du parlement, la longue querelle des jésuites avec Port-Royal, et surtout les *Provinciales* de Pascal, avaient porté à la Société un coup dont elle ne devait pas se relever. Les jésuites, populaires en Espagne et en Portugal, le furent toujours beaucoup moins en France, où leur influence, réelle d'ailleurs, fut toujours contestée. Le brillant et léger Choiseul, qui ne les prit jamais assez au sérieux pour les haïr, n'eut pas besoin d'entamer avec eux, comme Pombal, une lutte corps à corps; avant la bataille, ils étaient déjà vaincus, et quand l'heure vint de les renverser, leur vieil ennemi, le parlement, suffit à la tâche. Tout se tourna contre eux, jusqu'à la Pompadour, depuis que le confesseur du roi, le jésuite Pérusseau, avait eu le rare courage de refuser à Louis l'absolution,

1. Dans la vaste étendue de ses œuvres, Bossuet, en homme prudent, parle le moins possible des jésuites, dont le nom n'est cité qu'une fois dans sa table des matières. Son troisième sermon sur la circoncision de Notre-Seigneur se termine par un tribut d'éloges payé à la Compagnie de Jésus, que l'orateur avait d'abord qualifiée de *sainte et savante,* mots qu'il a effacés pour leur substituer celui de *célèbre.* Ce sermon a été prêché à Paris, en 1687, dans l'église de Saint-Louis des Jésuites.

tant qu'il n'aurait pas renvoyé sa maîtresse. Quant au monarque, voluptueux dévot, qui croyait, en se confessant, racheter tous ses péchés, et disait naïvement à Choiseul : « Dieu n'oserait pas condamner son oint! » il laissa tomber, non sans regret, les jésuites, mais ce ne fut pas lui qui décida leur chute.

La banqueroute du trop célèbre père Lavalette, désavoué par l'ordre, qui voulait bien être solidaire des profits, mais non des pertes, et l'arrêt de la grand'chambre qui condamna la Société à payer trois millions aux créanciers, furent le prétexte, plutôt que la cause réelle, de l'expulsion des jésuites en France. On le voit, ils y ont péri sur le champ de bataille de la légalité, et non sur celui de l'arbitraire. Autre différence, non moins grave : en Portugal, ils ont laissé des regrets, et en se drapant dans le beau rôle de victimes, ils ont eu pour eux le prestige du malheur, qui leur a manqué en France. Ajoutons enfin que, dans ce fatal procès, la règle de l'ordre, jusque-là dérobée aux regards, fut livrée aux commentaires avides du public, et dès lors c'en fut fait de la considération et de l'empire moral de la Société. Les *Provinciales*, qu'elle a toujours accusées de mensonge, se trouvèrent justifiées dans leurs accusations les plus graves.

L'arrêt était rendu par l'opinion avant de l'être par la grand'chambre; il ne s'agissait plus que de le faire ratifier par le monarque. Mis en demeure par Choiseul de se décider entre le renvoi du parlement et celui des jésuites, Louis XV, qui préférait à tout sa tranquillité et son plaisir, se décida, non sans peine, à sacrifier ces derniers. En novembre 1764, un décret royal supprima *pour toujours* la Société de Jésus, ferma ses colléges et confisqua tous ses biens, en permettant toutefois aux membres expatriés de rentrer individuellement en France,

et d'y exercer les fonctions du clergé séculier. Remarquons en finissant que, dans ce pays, où la Société ne fut jamais populaire, elle fut pourtant, lors de son expulsion, traitée avec bien plus de douceur que dans la péninsule où elle était née, en parfaite harmonie avec le milieu qui lui donna naissance.

Le pape Clément XIII, docile instrument des jésuites, protesta contre le décret qui les bannissait de la France. Une bulle dictée par le général Ricci, auquel on prête cette altière réponse : « Qu'ils soient ce qu'ils sont, ou qu'ils ne soient pas ! » (*Sint ut sunt, aut non sint !*) vint confirmer l'existence de la Compagnie, et proclamer son innocence et sa sainteté à la face de l'Europe, qui suivait avec une attention passionnée toutes les phases du conflit. Mais cette condamnation solennelle de l'Ordre, par un corps aussi auguste que le parlement, lui avait porté une atteinte trop profonde pour que toutes les bulles pontificales pussent le relever. Les protestations du Saint-Père furent impuissantes, et ses plaintes ne trouvèrent que de rares échos. Dans la chrétienté tout entière, trente-trois évêques seulement, dont treize espagnols, deux français, sept italiens et un allemand, le remercièrent d'avoir pris la défense de la Compagnie de Jésus.

Clément comprit alors la faute qu'il avait commise en associant la fortune de la papauté à celle d'un Ordre plus jeune qu'elle de bien des siècles. En sautant dans le navire en détresse, il ne le sauvait pas, et s'exposait à sombrer avec lui. Ainsi à Milan, à Naples, à Venise comme à Paris, la publication de la bulle fut interdite ; à Venise, sous peine de mort. Les parlements d'Aix et de Normandie la firent brûler par la main du bourreau. L'épiscopat portugais déclara qu'elle avait été surprise

au Pape, qu'elle empiétait sur les droits de la couronne, et mettait en danger la paix de l'Église. L'Allemagne n'y répondit que par un silence de mépris. Tous les souverains avaient compris d'instinct que, en leur contestant le droit de bannir de leurs États un Ordre qui en troublait le repos, Rome s'attaquait à la base même de leur pouvoir. Une sourde conspiration des rois répondait enfin au complot permanent de la Compagnie pour enlacer tout le monde catholique dans ses filets.

EXPULSION DES JÉSUITES DE L'ESPAGNE.

De la France revenons à l'Espagne, et, dans ces deux pays si voisins, le même événement ne nous offrira guère que des contrastes. La lutte, ici comme en Portugal, est entre un homme et une institution; mais cet homme est plus qu'un ministre, c'est un roi, le premier qui, dans cette grande lutte, ait pris une part personnelle au conflit. A Versailles comme à Lisbonne, les souverains sont restés passifs, les ministres seuls ont agi; à Madrid, c'est tout le contraire : l'impulsion première vient du monarque, encouragé par l'exemple des deux pays voisins, et donnant l'impulsion à ses ministres au lieu de la recevoir. C'est un étrange composé de contradictions que Charles III : supérieur par l'esprit et surtout par le cœur aux deux rois de France et de Portugal, aussi chaste qu'ils sont dissolus, aussi dévoué qu'ils sont égoïstes, poussant la piété jusqu'à la superstition la plus puérile, il semble, à première vue, qu'un pareil prince doit être favorable aux jésuites. Mais en revanche, jamais roi n'a été plus entiché des droits de

la royauté, et n'a supporté plus impatiemment tout ce qui pourrait les restreindre. La Société de Jésus n'a jamais osé engager une lutte avec lui; mais, après le succès des deux campagnes de Pombal et du parlement de France, on peut être assuré que si Charles la rencontre sur son chemin, il n'hésitera pas à la briser.

Deux fois déjà Charles s'était heurté contre les jésuites : la première, c'était à Naples, et cependant ses débuts sur le trône des Deux-Siciles n'avaient pas été ceux d'un roi philosophe; sans doute il se souvenait que Naples avait été longtemps un fief du Saint-Siége, car sa grande affaire, ce fut de rechercher les faveurs de la cour de Rome : on l'avait vu, en vrai fils de l'Église, chanter au lutrin en costume de chanoine, et chasser les Juifs de son royaume, comme Philippe III d'Espagne avait chassé les Maures. On se demande comment un prince, gouverné par les jésuites à Naples, put devenir à Madrid leur plus violent adversaire. Mais son confesseur, le père Eleta, moine étroit et ignare, était un dominicain, Ordre ennemi de celui de Loyola; son influence, très-puissante sur l'esprit de Charles, y mina peu à peu l'ancien faible du Roi pour la Société de Jésus. Désespérant de régner à la fois à Naples et à Madrid sur les deux branches de la même famille, la Société avait choisi l'Espagne, mieux façonnée à son joug, sans prévoir que le trône dût y être sitôt vacant. A Madrid, le Roi, la Reine, le premier ministre, tout portait la livrée de l'Ordre, tout marchait sous son étendard, et avec la mésintelligence qui séparait les deux cours, c'en fut assez pour pousser Charles dans le camp opposé.

La mort imprévue de la reine Barbe, suivie de près par celle de Ferdinand Ier, fut un coup de foudre pour la Compagnie. Le roitelet de Naples allait devenir le puis-

sant souverain de l'Espagne, et, en changeant de couronne, ses relations avec l'Ordre devaient aussi changer. L'exemple du Portugal et celui de la France l'avaient pénétré de l'idée que le seul moyen de se délivrer des intrigues des jésuites, c'était de les expulser de la Péninsule, où ils s'appuyaient sur le peuple et sur un monde colonial qui leur appartenait au moins autant qu'au Roi. Enfin la révolte des *Capas* et des *Sombreros* acheva d'aigrir contre eux cet esprit, naturellement porté à la défiance. Convaincu qu'eux seuls étaient les vrais promoteurs de cette insurrection, plus sociale que politique, sachant ou croyant savoir que des membres de l'Ordre avaient été surpris distribuant de l'argent au peuple, obsédé, comme Joseph Ier en Portugal, par une crainte vague de complots contre sa vie; enfin entouré de ministres, de conseillers philosophes tels qu'Aranda, Roda et Campomanès, doit-on s'étonner que Charles ait glissé sur la pente où l'entraînaient Pombal et Choiseul? « Si j'ai un reproche à me faire, disait-il un jour à l'ambassadeur de France, c'est d'avoir trop épargné cet Ordre dangereux. » (*Dépêches d'Ossun à Choiseul.*)

Mais, sauf l'émeute de Madrid, si vite apaisée, aucun attentat à la vie du Roi n'était venu lui fournir un prétexte pour sévir contre la Compagnie: il fallait attendre, et préparer le coup avant de le porter. L'instruction judiciaire se poursuivit pendant un an avec un tel secret que Choiseul lui-même, dont on redoutait la légèreté et l'indiscrétion, n'en fut pas informé. Le premier ministre, Aranda, conduisit toute l'affaire avec une puissance de dissimulation qu'on n'eût certes pas eue en France; les jésuites eux-mêmes furent vaincus en discrétion et en habileté. Moins passionné, mais aussi tenace que son maître, Aranda le surpassait en esprit

politique, et marchait à son but avec cette persévérance qui est un gage assuré du succès.

L'ennemi commun, c'était les jésuites; mais le pape Clément XIII leur appartenait corps et âme; si l'on ne pouvait l'avoir pour soi, il fallait au moins ne pas l'avoir contre soi, et surtout lui laisser tout ignorer, sous peine de faire manquer l'affaire. Quant à l'épiscopat espagnol, il était en général peu favorable à l'Ordre, depuis que Loyola avait passé par-dessus sa tête pour traiter de puissance à puissance avec le Saint-Père. Déjà Charles avait préludé à la guerre contre la Société en lui interdisant les fonctions des prêtres séculiers, et en éloignant ses partisans de toutes les dignités de l'Église et de l'État. Campomanès, mettant ses rancunes de magistrat et de libre penseur au service de celles de son maître, préparait un plan de réforme pour l'éducation publique, qu'il voulait retirer des mains des jésuites. Ainsi le terrain était miné sous leurs pas : les étroitesses même de la piété du monarque, loin de le rapprocher de l'Ordre, l'en avaient éloigné. Appuyé par son confesseur, il sollicitait à Rome, avec une ardeur puérile, le brevet de sainteté pour l'évêque d'Osma, Palafox, l'un des adversaires les plus décidés de la Société de Jésus qui opposait à cette canonisation une résistance désespérée.

Entourés par tant d'ennemis, les jésuites avaient pourtant un allié, c'était l'inquisition. Si secrète que fût la procédure ouverte contre eux, elle n'avait pas échappé à cet œil toujours ouvert que le Saint-Office plongeait dans la vie privée des familles comme dans le palais des rois. L'inquisition, sachant d'où partait le coup, organisa à son tour une instruction secrète contre Aranda, Campomanès et Roda. Le grief qu'on leur imputait

n'était pas l'hérésie, mais les doctrines empestées qu'ils empruntaient à la France et à ses libres penseurs. Le Saint-Office, attaqué dans ses plus fidèles alliés, s'efforçait de les défendre; mais la conspiration, qui était dans l'air, pouvait à chaque instant l'atteindre. Le Roi n'était pas sûr; le joug de l'Ordre, comme celui de l'inquisition, pesait à ce monarque, jaloux de son pouvoir, et rebelle à tout autre empire qu'à celui de son confesseur. L'instruction, ouverte contre les ministres, n'eut donc aucune suite; l'inquisition se sentit vaincue d'avance, et recula au moment où il fallait agir.

Enfin, le 2 avril 1767, éclata la foudre si longtemps suspendue sur la tête de l'Ordre : l'Espagne, à sa grande surprise, vit paraître un décret royal qui supprimait la Société de Jésus. Le même jour, à la même heure, d'un bout à l'autre du globe, les gouverneurs de provinces, les magistrats, les alcades ouvrirent les lettres, scellées d'un triple sceau, qui décidaient du sort de cette Société dont le joug avait pesé si longtemps sur les deux mondes. L'ordre était partout le même : envahir à main armée les maisons des jésuites, en arrêter tous les membres, et les conduire sous bonne escorte vers un port indiqué d'avance, sans leur laisser rien emporter qu'un bréviaire, un peu d'argent et quelques habits. Tous devaient être dirigés vers l'Espagne d'abord, puis vers les États de l'Église. Là une pension de 300 francs leur serait payée aux frais du trésor; mais si l'un d'eux mettait le pied hors de cette terre de refuge, ou correspondait avec l'Espagne, il perdait à l'instant tout droit à sa pension. Nul ne pouvait rentrer dans la Péninsule sans l'autorisation royale; tous devaient s'engager sous serment à n'entretenir aucun rapport avec les membres de la Société. Enfin toute controverse, tout écrit relatifs à cette

grande mesure seraient poursuivis comme un crime de lèse-majesté.

En Amérique, où l'Ordre était plus populaire encore qu'en Espagne, l'exécution de ce décret rencontra quelques résistances; mais les mesures étaient trop bien prises, et les ordres du Roi furent partout obéis. Au Paraguay surtout, où le règne des jésuites était mieux établi que celui du monarque, ils se distinguèrent par leur prompte obéissance et leur résignation vraiment chrétienne au coup qui venait les frapper. Au lieu de se révolter contre la main des hommes, ils se courbèrent devant celle de Dieu : ils apaisèrent les velléités de résistance de la population indigène, qu'un mot d'eux aurait pu pousser à prendre les armes, et se laissèrent emmener, dociles et résignés, loin de ce pays où ils avaient régné si longtemps.

En Espagne, le peuple assista, en spectateur indifférent, à cette révolution qui l'émut beaucoup moins qu'un changement de costume. A Madrid cependant, un an après l'expulsion, le jour de la Saint-Charles, le Roi, suivant l'usage, vint se montrer à ses sujets sur le balcon de son palais. Or, à la grande surprise du monarque, le vœu émis tout d'une voix par la foule fut le rappel des jésuites. L'affaire en resta là; Charles était trop tenace pour céder, même aux prières de son peuple; il tint bon, et se vengea de cette manifestation en exilant le cardinal archevêque de Tolède, qu'il soupçonnait de l'avoir provoquée.

La Grandesse, vouée par ses traditions de famille aux intérêts de l'Ordre, assista avec une muette douleur à cette hécatombe politique, où la victime, à l'en croire, c'était la religion elle-même. L'inquisition, atteinte au cœur, se tut, pour ne pas attirer sur elle la foudre qui

venait de frapper son allié. Tous les regards des mécontents se tournèrent vers Rome, attendant du Saint-Siége le signal de la résistance; mais ce signal ne vint pas! Charles avait eu soin d'écrire au Saint-Père pour le prévenir de cette grande mesure, dictée par des nécessités politiques. Clément XIII, épuisé par l'âge et la maladie, ne sut que pleurer et supplier l'opiniâtre monarque qui resta sourd à ses plaintes. Le cardinal Torrigiani, le bras droit du Pontife, voulait protester; mais Ricci, plus puissant à Rome que le Saint-Père lui-même, s'opposa à toute résistance, jaloux de se parer aux yeux du monde de ce titre de martyr qui rappelait les glorieux débuts de la Société au Japon. Il fit prévenir le roi d'Espagne que le Pape ne recevrait pas dans ses États les jésuites expulsés, et qu'il eût à chercher pour eux un autre asile. Mais Charles III ne prit pas au sérieux cette réponse : il se dit que le Pape n'aurait pas le courage de repousser ces fidèles alliés du Saint-Siége, persécutés par tous les rois, et le premier convoi partit pour l'Italie, et arriva le 1er mai en face de Cività-Vecchia.

C'est une tragique histoire que celle de ces pauvres proscrits auxquels il est impossible de refuser sa pitié. Qu'on se figure des centaines de prêtres, de tout âge, de tout rang, depuis le Provincial jusqu'au frère-servant, entassés sur d'étroits navires, à peine nourris, à peine vêtus, mais soutenus par la pensée qu'ils souffraient tous ces maux pour le bien de la religion et pour la cause de l'Ordre, qui leur était plus chère que leur vie! Qu'on se les figure arrivant, après une longue et pénible traversée, au terme de leur voyage, et là trouvant le port fermé, la côte hérissée de canons prêts à faire feu, si l'on tentait un débarquement. Le comman-

dant, n'ayant pas d'ordres, n'essaya pas de forcer l'entrée, quoique rien ne fût plus facile.

Le triste convoi, repoussé de cette terre d'Église où il avait cru trouver une patrie, se dirigea sur Livourne, puis sur Gênes, où l'attendait le même accueil. Partout renvoyés par les autorités qui n'osaient les accueillir, en proie à toutes les privations, à toutes les misères, dans ce voyage où les hommes et les éléments semblaient conjurés contre eux, on peut juger de ce qu'eurent à souffrir ces infortunés, victimes des torts de la Société, dont les chefs étaient seuls responsables. Les maladies, la faim, la mort, firent bien des vides dans leurs rangs pendant ce dur pèlerinage. Le commandant, à bout de vivres, se dirigea vers la Corse qui passait en ce moment du joug de Gênes sous celui de la France. Pendant que les proscrits souffraient et mouraient résignés, les diplomates échangeaient des notes, et la question s'agitait brûlante entre les trois cours de Versailles, de Madrid et de Rome. Le gouverneur de la Corse commença par refuser un asile aux bannis, en alléguant que les vivres manquaient dans l'île, et que la garnison était obligée de tirer de France sa nourriture. La Corse, si peu peuplée, même de nos jours, était alors un désert, habité par une population à demi sauvage, ennemie de tout travail, et laissant en jachère le sol le plus fertile. Le refus du gouverneur n'était pas de la dureté, c'était de l'impuissance. Les navires étaient là en face du port; les captifs, pâles, exténués, regardaient la terre promise sans pouvoir y mettre le pied. Les jours, les semaines s'écoulaient. Enfin, au bout de six mois d'épreuves, Choiseul se laissa fléchir par les prières de *son ami* Charles III, et permit aux proscrits de débarquer. Il était temps, et plus que temps: tous auraient péri, si

le ministre français, plus compatissant que le Saint-Père, n'avait pas pris en pitié leur détresse. A défaut de maisons, on les entassa dans des casemates, où ils attendirent des jours meilleurs, qui devaient bien tarder à venir.

Dans cette grande querelle qui a passionné l'Europe, quelque part qu'on fasse aux torts de l'Ordre, le cœur se soulève à la vue de ce mélange d'arbitraire et de cruauté avec lequel les jésuites ont été traités en Espagne et en Portugal. Si l'expulsion de cet Ordre dangereux était indispensable, il fallait l'adoucir par tous les égards dus à des hommes dont les torts furent plutôt collectifs qu'individuels. Mais comment qualifier la faiblesse, tranchons le mot, la lâcheté du Pontife qui, porté de cœur pour ces alliés si dévoués, refuse de recevoir en terre d'Église ces martyrs de la cause qu'il soutient? Quel nom donner à la conduite de Ricci qui, oubliant qu'il est leur Général, sacrifie, de sang-froid, à un odieux calcul de popularité ces victimes d'une politique sans entrailles, immolées aux prétendus intérêts de l'Ordre?

L'effet produit en Europe par l'expulsion des jésuites de l'Espagne fut profond, et retentit au loin. Le parlement de Paris, jaloux de l'audace heureuse de Charles III et de son ministre, voulut compléter sa victoire: le 27 avril il rendit un arrêt qui donnait quinze jours aux jésuites pour sortir du royaume. Tous les parlements de France imitèrent l'exemple de leur aîné; celui d'Aix émit le vœu que, si le Saint-Père s'opposait à l'expulsion des jésuites d'Avignon et du Comtat-Venaissin, ces deux avant-postes de la papauté sur le sol français fussent réunis à la Couronne.

Le Portugal, de son côté, décréta contre les bannis de nouvelles mesures de rigueur. Pombal, fier de voir

son exemple suivi, forma le plan d'une ligne politico-religieuse entre l'Espagne, la France et le Portugal; le but, c'était d'obtenir du Pape la suppression définitive de l'Ordre. Pour l'y décider, on devait le menacer d'un concile œcuménique, mot hérétique et malsonnant, presque aussi redouté à Rome que celui de la Réforme de Luther.

Vers la fin de cette année, si fatale à l'institut de Loyola, le roi de Naples, par un coup de théâtre pareil à ceux de Pombal et de Charles III, chassa à son tour les jésuites de ses États. Le 3 novembre, à minuit, toutes leurs maisons furent cernées, les Pères embarqués, et les vaisseaux mirent à la voile, ne laissant derrière eux que ceux que la maladie ou l'âge rendaient incapables de supporter le voyage. Enfin le dernier coup porté à la Société le fut par un ennemi, en apparence peu dangereux. L'infant, duc de Parme, voulut à son tour trancher du souverain : il fit déporter dans les États de l'Église 150 membres de l'Ordre qui campaient dans son diminutif de royaume. Jusqu'ici le Pape, avec le sentiment de sa faiblesse, avait subi tous ces affronts sans oser se révolter contre les rois qui les lui infligeaient; car s'attaquer aux jésuites, c'était s'attaquer à lui-même. Mais qu'un principicule comme le duc de Parme, détenteur d'un ancien fief du Saint-Siége, osât persécuter les plus fermes soutiens de la papauté, c'en était plus que l'orgueil du Pontife n'en pouvait supporter, tout brisé qu'il fût par l'âge et par l'adversité. Un bref impérieux, parti de Rome, vint casser tous les décrets du duc contre la Société, en le menaçant de l'excommunication si ces décrets impies n'étaient pas retirés.

Mais le Pape n'avait pas mesuré la portée du coup

qu'il venait de frapper : prince du sang royal d'Espagne, le duc tenait par des liens étroits à la race des Bourbons, assise sur trois des trônes de l'Europe catholique. Le défendre, c'était défendre la cause des rois, atteints dans leurs droits essentiels. Charles III, oncle du duc, et Louis XV, son cousin, prirent en main ses intérêts avec une chaleur que Rome n'avait pas attendue. Louis, élevé par les jésuites, hésitait pourtant à sévir contre eux; mais Choiseul, dont la légèreté s'ennuyait de toutes ces querelles, et qui voulait en finir avec eux pour n'en plus entendre parler, pesa sur le Roi : il lui fit poser devant son Conseil d'État la question de savoir s'il était permis de faire la guerre au Saint-Siége, et le droit fut hautement reconnu. Charles consulta les théologiens, qui furent du même avis, et les trois monarques se trouvèrent d'accord pour sommer le Pape de retirer son bref, en le menaçant, s'il s'y refusait, de rompre ouvertement avec le Saint-Siége.

L'infortuné Clément XIII, en s'attaquant au plus faible de ses ennemis, n'avait pas prévu qu'il les aurait bientôt tous sur les bras. Les cardinaux, effrayés, l'engageaient à céder; les plus dévoués à la Compagnie n'étaient pas loin de croire qu'elle avait fait son temps, et qu'il fallait sacrifier le corps pour sauver les membres, en les faisant rentrer dans les rangs du clergé séculier. Mais Ricci, loin de fléchir devant le danger, protesta de toutes ses forces contre la sécularisation, en rendant le Pontife responsable de cette mesure sur le salut de son âme. Clément puisa dans les conseils du Général le courage qu'il n'avait pas, et refusa de révoquer son bref. Poussés à bout par ces refus obstinés, les ambassadeurs ne parlaient de rien moins que de bloquer Rome et de l'affamer, en amenant de Corse une

dizaine de bataillons français, renforcés par cinq ou six mille Napolitains, et de dicter ainsi la loi au Saint-Père.

Enfin l'ambassadeur de France, au nom des trois souverains, présenta au Pape un mémoire menaçant qui le sommait de retirer son bref, sous peine, s'il s'y refusait, des représailles les plus sévères. Clément, à qui Ricci avait fait la leçon, daigna à peine regarder le mémoire, et déclara qu'il mourrait plutôt que de rétracter une mesure dont il ne devait compte qu'à Dieu seul : « Mais, nous dit Saint-Priest, lorsque, poursuivant sa lecture, il arriva au mot de représailles, il se mit à trembler de tout son corps ; une sueur froide coula sur ses joues, et il s'écria d'une voix entrecoupée : « Le Vicaire « de Jésus-Christ est traité comme le dernier des « hommes ! Il n'a ni armées, ni canons, il est facile de « lui prendre tout, mais il est hors du pouvoir des « hommes de le faire agir contre sa conscience ! » Et la protestation s'acheva au milieu d'un torrent de larmes. »

La ligue bourbonnienne, irritée de cet opiniâtre refus, sous lequel elle sentait l'action secrète de l'Ordre, n'hésita plus à réaliser ses menaces : Avignon et le Comtat, Bénévent et Ponte-Corvo furent enlevés au Saint-Siége par les deux rois de France et de Naples. Le Pontife, soutenu par Ricci, persista dans son refus. Alors, en janvier 1769, un nouveau mémoire, plus impérieux encore que le premier, lui fut présenté par les trois ambassadeurs, réclamant, non plus la révocation du bref, mais la suppression radicale de la Société de Jésus.

C'en était trop pour le pauvre Pape, usé par tant de luttes et d'émotions, trop violentes pour son âge. En

recevant ce dernier coup, il resta anéanti, sans parole et sans regard. Il mourut peu de jours après, heureux d'échapper ainsi à la nécessité de prendre un parti, et la grande question de la suppression de l'Ordre vint encore se compliquer de la prochaine convocation d'un conclave.

SUPPRESSION DÉFINITIVE DE L'ORDRE.

Après avoir raconté l'expulsion successive des jésuites, de Portugal en 1759, de France en 1762, et d'Espagne enfin en 1767, il nous reste à exposer le dernier acte de ce grand drame, la suppresion définitive de l'Ordre par Clément XIV. Nous aurons ainsi le récit complet d'un des plus graves événements de ce siècle, inauguré en Espagne par l'avénement d'une dynastie nouvelle, et qui devait finir en France par tant de ruines dont celle de l'Ordre n'était que le prélude.

Après la mort de Clément XIII, la question était nettement posée : il fallait aux trois cours un Pape nommé sous leur influence et décidé à supprimer la Société de Jésus, toute prête à se relever de sa chute, et à reprendre, pour peu que le Saint-Siége l'y voulût aider, les positions dont on l'avait chassée. L'élection d'un Pontife, affaire toujours grave pour les souverains catholiques, devenait donc plus grave que jamais. L'Autriche seule restait en dehors de cette lutte, à laquelle l'Europe, même protestante, assistait en spectatrice passionnée, attendant avec anxiété l'issue du conflit. La veille de la mort du Pontife, les jésuites étaient encore, à Rome, plus puissants que jamais ; le lendemain, la conscience de leur faiblesse leur revint tout d'un coup, et ils se sentirent vaincus même avant le combat.

En face de la proverbiale habileté des cardinaux italiens, une seule attitude restait à prendre pour les trois ambassadeurs, c'était celle de la force, afin de dicter la loi au conclave, et d'obtenir de la crainte ce qu'on eût refusé à la prière. Aussi insistèrent-ils, avec beaucoup de force et de hauteur, sur l'absolue nécessité d'élire un Pape agréable aux trois couronnes, sans admettre même l'idée qu'on pût résister à leurs exigences. Ricci, le Général de l'Ordre, avec la conscience du danger et l'énergie qu'elle lui prêtait, allait visitant, suppliant l'un après l'autre tous les cardinaux, leur rappelant les longs services, le dévouement héréditaire de la Société à la cour de Rome, et les pressant d'ouvrir le conclave avant l'arrivée des cardinaux, espagnols et français, afin que l'Italie fût seule maîtresse d'un choix qui la touchait de si près.

Nous n'entrerons pas dans le détail des longues intrigues qui signalèrent ce conclave, dont la durée dépassa trois mois. Le cardinal de Bernis, représentant de la France, étrange composé d'amour-propre, de légèreté, de piété réelle et de mondanité, s'était flatté de dicter le choix du futur Pontife, qui se fit sans lui et malgré lui; car, au fond du cœur, Bernis ne souhaitait pas la suppression de la Société. Ganganelli, de l'Ordre des Franciscains, fut élu à l'unanimité sous le nom de Clément XIV, après s'être engagé secrètement à supprimer la Compagnie de Jésus. Rome et la catholicité tout entière gagnaient à ce choix : le nouveau Pape, bien supérieur à son devancier, unissait à une piété sincère les connaissances les plus variées. Il comprenait, chose rare dans sa position ! le progrès des esprits et les exigences des temps. On l'avait entendu même, avant son élection, insister sur le besoin de réformes dans l'Église,

sur les abus du culte des saints et la nécessité d'unir dans les Ordres monastiques la vie active à la vie contemplative, si féconde en écarts dangereux. Son rêve, en montant sur le trône de saint Pierre, c'était d'y faire régner avec lui l'esprit du Christ, rêve généreux qu'il est beau d'avoir conçu, même sans pouvoir le réaliser! Bien loin d'être un ennemi des jésuites, il passait au contraire pour leur être favorable, et, en leur portant le dernier coup, on peut dire qu'il céda moins à sa propre pente qu'à une nécessité politique.

Effrayé de la charge qui allait peser sur lui, Clément XIV n'accepta qu'en tremblant ce double pouvoir, temporel et spirituel à la fois, qui dépasse les forces d'un simple mortel; pouvoir surnaturel qui, d'un homme pécheur, fait un Dieu en le déclarant infaillible, et le place entre le ciel et la terre, à une telle distance des autres hommes qu'il n'a plus rien de commun avec eux.

De tous les rêves du nouveau Pontife, le plus ardent, c'était de rétablir la paix dans l'Église; aussi ses premières mesures furent-elles empreintes d'un esprit de conciliation et de douceur. Ainsi, malgré la rupture du Saint-Siége avec le Portugal, le roi Joseph Ier ayant échappé à une maladie mortelle, le Pape fit chanter un *Te Deum*, et éleva au cardinalat un parent de Pombal. Au roi d'Espagne, il s'empressa d'accorder l'objet de ses longs désirs, la béatification de l'évêque d'Osma, Palafox, l'ancien adversaire des jésuites en Amérique; au duc de Parme enfin, presque excommunié par son devancier, il s'offrit à bénir lui-même son mariage dans la basilique de Saint-Pierre. Restait l'Impératrice d'Autriche, indifférente, ou feignant de l'être, à cette grande querelle. Son fils, l'empereur Joseph II, sous le nom

duquel elle continuait à régner, était venu assister au conclave, en enveloppant dans un mépris affecté les jésuites, leur Général et les cardinaux eux-mêmes, comme si de pareilles misères n'étaient pas dignes d'occuper les pensées d'un homme d'État. Mais le roi d'Espagne ayant fait passer à Marie-Thérèse une lettre où son confesseur, jésuite, révélait à ses supérieurs les secrets de son auguste pénitente, l'Impératrice, justement indignée, déserta la cause de l'Ordre, et devint aussi ardente qu'elle avait été tiède jusque-là pour sa suppression.

Certes, jamais Pontife, en s'asseyant dans la chaire de saint Pierre, n'avait eu à prendre une plus grave décision. Lui, le chef du monde catholique, il lui fallait supprimer l'Ordre des jésuites, l'allié séculaire de la papauté, et la priver de cet appui sans lequel, depuis plus de deux siècles, elle ne savait plus vivre. Engagé, comme l'était Clément, avec les trois cours qui ne l'avaient laissé élire qu'à ce prix, son rôle était tracé d'avance, c'était la politique héréditaire du Saint-Siége : gagner du temps, en berçant les puissances de promesses qui n'étaient pas tout à fait vaines, puisque, au fond du cœur, il se réservait de les tenir, mais à son jour, à son heure, en choisissant le moment propice. La dissimulation, à Rome, est dans l'air qu'on respire et dans les nécessités mêmes du pouvoir papal, condamné à régner par l'habileté, à défaut de la force. Enfin, la portion la plus délicate de la tâche de Clément, c'étaient ses rapports avec les jésuites, dont il fallait calmer les trop justes inquiétudes, sans s'enchaîner par des promesses qu'on ne pourrait pas tenir!

Mais à mesure que le roi d'Espagne, Charles III, devenait plus pressant, le monarque français, Louis XV,

sentait se réveiller son faible d'autrefois pour les jésuites. Choiseul lui-même, bien que plus décidé, était fatigué de cette querelle sans fin où la théologie se mêlait à la politique. Resté sur la brèche, en face du Pontife hésitant, le roi d'Espagne, las de prier, en vint enfin à menacer. Choiseul, pour ne pas s'aliéner ce prince, que le *pacte de famille* enchaînait à la politique de la France, était condamné à servir, sans les partager, ses haines ecclésiastiques, et à combattre les jésuites pour lui faire plaisir. La Société de Jésus, qui avait cru que l'avénement de Clément XIV serait le signal de sa mort, se remettait tout doucement à vivre. Elle essayait de faire peur au Pontife des complots que les cardinaux et la noblesse romaine pourraient tramer contre sa vie. Le Pape eut la faiblesse de prendre au sérieux ces perfides suggestions, et, à dater de ce jour, la paix fut pour jamais bannie de son âme. Le rêve favori du Pontife, c'était un rapprochement avec le Portugal; ce rapprochement, ardemment désiré par la noblesse et par le peuple, finit par s'opérer, en dépit de Pombal, dont le crédit reçut ainsi sa première atteinte. La popularité du Saint-Père s'en accrut, et, avec un peu plus de fermeté, il n'eût tenu qu'à lui de frapper le grand coup devant lequel il reculait depuis si longtemps. L'amitié des trois couronnes n'était qu'à ce prix, et les froideurs de Pombal avec le nonce rappelaient sans cesse au Saint-Père qu'on attendait, pour revenir à lui, l'exécution de sa promesse.

La disgrâce de Choiseul, le 25 décembre 1770, vint un instant ranimer les espérances défaillantes de l'Ordre. D'Aiguillon, le nouveau ministre, passait pour être favorable à sa cause; mais il avait à ménager le roi d'Espagne, attaché à Choiseul, et qu'il ne fallait pas

aliéner de la France. Les jésuites triomphaient de la retraite de leur plus redoutable ennemi, et rêvaient déjà la restauration de leur Société, en France du moins, où la nouvelle favorite, la Du Barry, était leur protectrice avouée. Mais si Louis XV faiblissait, si Choiseul avait disparu de la lutte, restaient Pombal et Charles III, décidés à la pousser jusqu'au bout. Clément était déjà pape depuis un an, et n'avait pas encore trouvé la force de tenir sa promesse. Les semaines, les mois s'écoulaient, il fallait arriver à une solution. Ce qui l'amena, ce fut le choix que fit Charles III pour l'ambassade de Rome de Moñiño, plus tard comte de Florida Blanca, l'un des adversaires les plus décidés des jésuites. Bernis, leur ennemi douteux, se vit condamné à se prononcer contre eux, sous peine de rester en dehors du triumvirat. Le Pape, qui n'avait qu'une pensée, celle d'échapper à la nécessité d'agir, se voyait avec effroi acculé à une décision qui coûtait à sa piété, mais que sa loyauté lui dictait. Tremblant devant l'implacable résolution de l'ambassadeur, serré comme dans un étau par son inflexible logique, il essayait en vain d'éviter des entrevues de plus en plus pénibles, où il jouait le rôle d'un accusé, implorant de son juge un nouveau sursis.

Les dépêches de Moñiño, citées par Saint-Priest, nous font assister à ces luttes douloureuses. Certes, Clément XIV n'aimait pas les jésuites; mais derrière leur chute il voyait celle de la religion, dont la Société sait si bien confondre la cause avec la sienne! « Craignez, très-Saint-Père, disait l'ambassadeur, que le Roi mon maître ne se range au projet, adopté déjà par plus d'une cour, de supprimer d'un seul coup tous les Ordres religieux. Si vous voulez les sauver, ne confondez pas leur cause avec celle des jésuites. — Oh! je vois où

l'on en veut venir, répliquait le Pontife; ce qu'on réclame de moi, c'est la ruine de la religion; c'est le schisme, l'hérésie peut-être; voilà la secrète pensée des princes! » Puis, cherchant à réveiller la pitié dans l'âme de son bourreau, il lui parla de sa santé détruite, de ses souffrances... L'Espagnol laissant percer une incrédulité mêlée de dédain, le malheureux Pape, se dépouillant d'une partie de ses vêtements, lui montra ses bras et sa poitrine couverts d'une éruption dartreuse... Un autre jour, l'ambassadeur, appuyant ses instances d'un argument qu'il croyait invincible, offrit au Pape la restitution d'Avignon et de Bénévent, aussitôt qu'il aurait supprimé les jésuites; mais le vicaire de Celui qui chassa les vendeurs du Temple lui fit cette courageuse réponse : « Apprenez qu'un Pape gouverne les âmes, mais qu'il n'en trafique pas! » Puis il rompit l'entretien, et se retira indigné. Rentré chez lui, sa douleur s'échappa en sanglots, et il s'écria : « Dieu, pardonnez au *Roi Catholique!* »

Tout marchait vers une solution; les jésuites le sentaient, et employaient en vain tous les moyens pour la détourner. Le Général lui-même ne rougit pas de solliciter l'appui d'une sorcière très-accréditée auprès du peuple, et de descendre jusqu'à un pareil allié pour rendre sa cause populaire. Mais l'heure des délais était passée, il fallait vouloir, il fallait agir. L'infortuné Pontife prit en gémissant son parti, et laissa enfin tomber le glaive, si longtemps suspendu sur la tête de l'Ordre. Toutefois, avant de frapper, il voulut essayer ses forces, et ébrancher l'arbre avant de l'abattre. A Rome, depuis longtemps, il n'y avait plus de lois pour la Société, qui n'y perdait jamais de procès, parce que personne n'osait la poursuivre devant les tribunaux. Le Pape

leva la consigne; le jour se fit sur les malversations secrètes des chefs, sur la mauvaise administration des colléges de l'Ordre. Plusieurs de ses propriétés furent saisies pour payer ses dettes, ses colléges fermés, et les novices renvoyés à leurs parents. Enfin quelques-uns des membres sur qui pesaient les charges les plus graves furent jetés en prison.

Mais ce n'étaient là que les signes précurseurs de l'orage; il éclata enfin le 21 juillet 1773. Le Saint-Père se fit apporter le bref, le relut, leva les yeux au ciel, signa, et dit en soupirant : « Le voilà donc signé! Je ne me repens pas de ce que j'ai fait. Je ne m'y suis déterminé qu'après de longues réflexions. Je le ferais encore, mais cette suppression me coûtera la vie! »

Aussitôt la maison du *Gesù* et toutes celles de l'Ordre furent entourées de soldats, le Général enfermé et gardé à vue dans le château Saint-Ange. Charles III, Pombal lui-même, n'auraient pas fait mieux! Le peuple resta muet; les Transtevérins, qu'on craignait de voir se soulever, acclamèrent même le Pontife quand il se présenta chez eux. Avignon et le Comtat furent aussitôt restitués au Saint-Siége par la France, et Bénévent et Ponte-Corvo par le roi de Naples. Clément redevint plus populaire que jamais, car l'orgueil romain a toujours attaché un grand prix à ces possessions lointaines, plus compromettantes qu'utiles. Le Pape triomphait, et trouvait sa victoire plus facile qu'il ne l'avait pensé. Sa santé même semblait meilleure que jamais, en dépit des sourdes prophéties qui couraient sur sa mort prochaine.

Tout à coup, au milieu des cérémonies de la *Settimana Santa* (la Semaine sainte), un mal mystérieux attaqua le Pontife; enfermé dans son palais, Clément se

dérobait à tous les regards. Enfin, le 17 août, il fut forcé de donner audience aux ambassadeurs, et chacun fut saisi du changement qui s'était opéré en lui. Son corps était celui d'un squelette plutôt que d'un être vivant. Ses jambes pouvaient à peine le porter. Des vomissements continuels épuisaient ses forces; à peine osait-il prendre assez d'aliments pour entretenir un reste de vie. Sa raison même finit par s'égarer; des songes effrayants le poursuivaient la nuit, des fantômes le hantaient, même de jour. « Grâce! grâce! l'entendait-on s'écrier en sanglotant; on m'a fait violence, *compulsus feci!* »

Cette agonie morale et physique dura plus de six mois, et la mort pour Clément fut une délivrance; à ses derniers moments il recouvra sa raison, et mourut en paix, heureux d'échapper au fardeau de la vie. Quelques heures après sa fin, son cadavre était déjà livide, le ventre gonflé, les lèvres noires, les membres semés de taches violettes. D'horribles exhalaisons viciaient l'air tout autour de lui.

Bernis, plutôt favorable aux jésuites, n'hésite pas à affirmer que « la mort du Pape n'a pas été naturelle », et presque tous les historiens sont de cet avis : « Comme le Rédempteur, écrit Bernis à Louis XV, le vicaire de Jésus-Christ a prié pour ses bourreaux; il a poussé la délicatesse de conscience au point de ne laisser échapper qu'à peine les cruels soupçons dont il était dévoré... »

Résumons maintenant notre opinion sur la Société de Jésus. En réalité, ce n'est pas un Ordre religieux,

mais un corps politique ; c'est une armée, régie par une discipline de fer, et toujours prête pour le combat. Obéir pour commander, telle est sa devise ! Son arme la plus redoutable, c'est cette obéissance passionnée que la foi seule peut donner, et dont le monde n'offre pas un second exemple. L'antiquité n'a jamais connu une machine de guerre et de gouvernement aussi redoutable ; il fallait le christianisme pour la créer ! Oui, même corrompu, même détourné de sa voie, c'est lui qui prête aux disciples de Loyola cette action puissante sur les âmes que des intérêts et des buts purement humains ne sauraient expliquer ; c'est lui qui leur inspire des dévouements qui ne sont pas de la terre, et où l'âme ne peut s'élever qu'en regardant plus haut ! C'est de l'héroïsme, égaré et faussé, mais qui reste grand, même dans ses écarts, au moins chez ceux qui se dévouent, sinon chez ceux qui les exploitent.

Le jésuitisme n'a pas encore fait son temps, ni consommé son œuvre. L'impartialité manque à ses contemporains pour le juger, car, dans cette grande cause qui se débat depuis près d'un siècle, on ne peut pas rester neutre ; il faut être avec lui ou contre lui. Création sans modèle comme sans imitateurs, il n'a eu ni enfance ni vieillesse ; il est né adulte, éclos tout armé de la pensée de Loyola, et mourra tout entier tel qu'il a vécu. Chevaleresque et militant, à l'instar de son fondateur, il devait naître en Espagne, sur le terrain de la croisade, mais il a été infidèle à son origine et à sa vocation première : né de l'enthousiasme, il a fini par l'astuce, et la conquête des âmes n'a plus été qu'un prétexte à celle du monde politique.

Saint François-Xavier une fois mort, sur le champ de bataille de la charité, le zèle missionnaire est relégué

au second plan. Les disciples de Loyola n'ont plus que deux grands buts : l'éducation de la jeunesse et la domination politique, et l'une n'est qu'un chemin pour arriver à l'autre ! Leur haine de l'hérésie, très-sincère d'ailleurs, n'est plus qu'un drapeau ; la grande affaire, c'est de régner ! Pour y parvenir, leur levier le plus puissant, c'est l'éducation. Par elle, ils agissent sur tous les âges : prenant l'enfant au berceau, ils le suivent, sans lâcher prise, jusqu'à la tombe, pour exploiter encore son lit de mort. Si on les laissait faire, la société tout entière se remettrait à l'école de Loyola, et c'en serait fait pour jamais de la civilisation et du progrès.

Une dernière question avant de finir : le catholicisme, qui s'est passé des jésuites pendant tant de siècles, ne peut-il plus exister sans eux ? Eux au moins le pensent et le disent, et, en vérité, on serait tenté de le croire en les voyant ressusciter moins d'un demi-siècle après leur mort ! Qui les redemande alors ? Les mêmes États qui les avaient chassés ! Qui les rétablit ? Le Saint-Siége, qui avait, à regret, il est vrai, signé leur arrêt de mort ! Qu'en conclure ? sinon que le catholicisme et la papauté avaient besoin d'être privés quelque temps de leur appui pour sentir qu'ils ne peuvent s'en passer ; pour comprendre que leur existence est unie par un lien indissoluble à celle de cet Ordre, ennemi dangereux, ami plus dangereux encore ; car on ne peut comparer les services qu'il leur a rendus qu'au mal qu'il leur a fait.

Qu'on étudie les rapports intimes de la papauté avec le jésuitisme ; de suzeraine qu'elle fut, n'était-elle pas devenue sa vassale ? N'a-t-elle pas proclamé, aux yeux du monde, son étroite solidarité, disons mieux, sa dé-

pendance de cet Ordre, créé par elle, et où elle s'est comme absorbée et fondue? Le pouvoir temporel des papes, rival de celui des rois, a disparu pour jamais dans la tempête; mais le plus bel apanage du pontificat, le gouvernement des âmes, est resté au chef visible de l'Église, ramené ainsi à son vrai domaine, le domaine spirituel. Puisse la papauté comprendre enfin la grandeur de sa mission, ainsi restreinte à ses justes limites, et y renfermer son action, qui n'en sera que plus puissante!

Ce que nous disons de la papauté, nous le dirons des disciples de Loyola, ses dévoués compagnons dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Eux aussi, ils ont un instant disparu dans la tourmente, mais pour reparaître bientôt, avec cette indestructible vitalité qui est un des traits caractéristiques de l'Ordre. Puissent-ils, eux aussi, renoncer à ce gouvernement temporel du monde qui a pour eux tant d'attraits! L'essai, en somme, ne leur a pas réussi. Le moyen âge, leur patrie idéale, a passé pour ne plus revenir; le monde leur échappe, quoi qu'ils fassent, et les rois, naguère confessés et dirigés par eux, ont secoué leur tutelle. Malgré tous leurs efforts, l'hérésie de Luther et le schisme d'Orient ont envahi les deux tiers de l'Europe... Que leur reste-t-il à faire, sinon de reprendre le sentier de Xavier au lieu de celui de Loyola, et de se vouer de nouveau à la conquête des âmes? Il y a là un but plus élevé, plus facile à atteindre que celui qu'ils poursuivent. Depuis que la papauté a osé déclarer la guerre à la société moderne, elle et le jésuitisme, son allié et son maître, poursuivent une lutte trop inégale, où ils finiront par être vaincus, quelles que soient les chances et la durée du combat. Le triomphe final, nous le savons,

est réservé au christianisme, mais non à celui du *Syllabus* et de Loyola! Si l'on veut succédcr aux apôtres, ce n'est qu'en méprisant le monde comme eux, et en le mettant sous ses pieds, qu'on parvient à le conquérir.

LIVRE XLV

CHAPITRE I.

DISGRACE D'ARANDA. — EXPÉDITION D'ALGER.

1764-76

L'émeute des *capas* et des *sombreros* une fois apaisée, Charles ne songea plus qu'à marcher à grands pas dans la carrière de réformes où il était résolu à entrer. Mais cette fois ce n'était plus le costume national qu'il s'agissait de changer, c'était l'administration tout entière, forêt d'abus où il fallait porter la hache, en abattant sans pitié tout ce qui faisait obstacle à l'avenir du pays. Le siècle, d'ailleurs, était aux réformes : un vent d'innovation soufflait dans l'air, présage de tempêtes, et ce vent, qui venait de France, avait passé par-dessus les Pyrénées pour atteindre l'Espagne, si longtemps attardée dans les voies du moyen âge. Là tout était à réformer, l'armée et la marine avant tout, car les désastres de la dernière guerre avaient révélé à la Péninsule tout ce qui manquait à son organisation

militaire. Aussi d'Aranda, le nouveau chef du cabinet, portait-il de ce côté tous ses efforts, non sans éveiller la sollicitude jalouse de l'ambassadeur anglais; celui-ci en effet, dans ses dépêches, appelle sans relâche l'attention de sa cour sur les efforts de l'Espagne pour ressusciter son armée et sa marine, et sur ses préparatifs de guerre, sourde menace à laquelle l'Angleterre ne pouvait pas se méprendre.

Quant aux relations des deux cours de Madrid et de Versailles, elles étaient plus intimes que jamais; et cependant, tout était contraste entre les deux peuples comme entre les deux rois. Louis, indifférent à tout, aux défaites de ses armées comme à la ruine de ses finances, à l'éloignement de la noblesse comme à l'hostilité des parlements, n'avait qu'une seule pensée, celle de se livrer tout entier à ses immondes voluptés. Choiseul, entouré d'ennemis, n'avait trouvé qu'un moyen de leur échapper, c'était de lancer son pays dans une guerre nouvelle; car déjà, à cette époque, il fallait occuper la France au dehors pour l'empêcher de s'agiter au dedans. Comme Aranda son allié, il cherchait à relever la marine et l'armée nationales de leur profonde décadence, et l'amirauté française comptait déjà soixante-quatre navires et cinquante frégates à flot. Sans l'état désespéré du trésor public, le présomptueux ministre, oubliant les rudes leçons de la Paix de Paris, n'aurait pas hésité à attaquer l'Angleterre, mais le nerf de la guerre, l'argent, faisait complétement défaut. Aussi était-ce par les expédients les plus arbitraires et les plus honteux, par la réduction des intérêts de la dette publique, par la vente des emplois et des lettres de noblesse, par la suspension du payement des pensions de l'État qu'on s'efforçait de remédier à l'incurable ruine

des finances, et par la banqueroute on se préparait à la guerre !

L'Angleterre avait vu le danger, et se disposait à y faire face avec son énergie accoutumée. Pliant encore sous le poids des dépenses de sa dernière guerre, elle s'était vue forcée d'en faire partager le fardeau à ses colonies de l'Amérique du Nord; mais celles-ci, désintéressées dans la querelle, et lasses d'ailleurs de leur dépendance, n'étaient pas loin de regimber sous le faix. Ainsi, des deux côtés de l'Atlantique, la révolte était partout dans l'air que l'on respirait. La main ferme de Pitt manquait en Angleterre au timon des affaires ; le favori du nouveau roi George III, lord Bute, arrivé au pouvoir avec son maître, n'était pas homme à tenir tête à une situation aussi compliquée. Mais sans en venir encore aux hostilités, des deux côtés on s'aigrissait peu à peu, et tout marchait vers une rupture. Or la guerre avec la France, c'était aussi la guerre avec l'Espagne ; car, depuis le *pacte de famille*, les deux nations n'en faisaient plus qu'une, comme les deux dynasties, au moins quand il s'agissait de combattre l'Angleterre. Quant aux prétextes, pouvaient-ils manquer jamais entre des nations rivales sur terre comme sur mer, et qui se rencontraient à tous les coins de l'univers?

La pomme de discorde, à cette heure, c'était les îles Malouines ou Falkland, près du détroit de Magellan, groupe d'îles importantes par leur position, que se disputaient, depuis leur découverte, l'Espagne, l'Angleterre, la France et la Hollande. Choiseul, gagnant les Anglais de vitesse, avait envoyé en 1764 Bougainville fonder dans ces parages lointains un embryon de colonie auquel on donna le nom de Port-Louis. La cour de Madrid, jalouse même de son alliée, fit valoir, sur ces

îles nues et stériles que l'Europe se disputait, des droits antérieurs que la France se hâta de reconnaître, fort peu soucieuse de se trouver en lutte avec l'Espagne sa sœur pour une possession sans valeur. Bougainville remit sa conquête aux mains d'un gouverneur espagnol, et le nom de Port-Louis fut remplacé par celui de *Puerto-Soledad* (Port-Solitude), nom qui ne donne pas une haute idée de la population de la colonie. Enfin le cabinet de Londres, irrité de cette atteinte portée à ses prétendus droits, fit explorer l'archipel des Malouines, et y fonda en 1766, dans une autre île, il est vrai, une colonie rivale, sous le nom de Port-Egmont. La cour de Madrid, irritée à son tour de ce qu'elle appelait une usurpation, ne daigna pas même s'en plaindre au cabinet de Londres, et fit sommer les résidents anglais d'évacuer leur colonie en germe; ceux-ci ayant refusé, une flotte espagnole, après un semblant de combat, força à capituler les quelques soldats dont se composait la garnison; et l'Angleterre se vit forcée de renoncer à une possession qui lui avait valu jusque-là plus d'embarras que de profit.

Dans l'intervalle, la France, voyant les Anglais trop occupés de leurs propres affaires pour prendre une part active à celles du continent, en profita pour enlever la Corse aux Génois, en pleine paix et au mépris de tous les traités. Gênes se soumit, et par un acte de cession, plus ou moins volontaire, le 15 mai 1768, vendit la Corse à la France, au prix de deux millions. Insulaire elle-même, l'Angleterre a toujours aimé les îles, positions indépendantes que l'Océan se charge de garder pour elle. Cette île merveilleuse, toujours négligée par ses maîtres, touchant à l'Italie, et à portée de la France, de l'Espagne et de l'Afrique, excitait depuis longtemps

les convoitises de l'Angleterre. Elle s'était, non sans peine, résignée à la laisser à Gênes, dont la marine déchue ne pouvait lui porter ombrage; mais la voir passer aux mains d'une ennemie, c'en était plus que l'orgueil anglais n'en pouvait supporter. Paoli, l'éminent patriote, qui avait défendu, contre Gênes d'abord, puis contre la France, l'indépendance de son pays, fut accueilli à Londres avec des transports d'enthousiasme. L'opinion soulevée essaya d'imposer aux tristes successeurs de Pitt l'énergie qui leur manquait, et l'ambassadeur anglais à Madrid fut chargé d'aller réclamer à Versailles l'évacuation de la Corse.

A cette hautaine sommation Choiseul répondit, avec une indifférence mêlée de dédain : « qu'il tenait scrupuleusement tous les engagements pris par la France dans les derniers traités, mais qu'aucune menace ne l'empêcherait de faire tout ce que ces traités ne lui défendaient pas. » Puis, avec un ton de provoquante légèreté qui touchait à l'insulte, il ajouta : « Je ne ferais pas un pas dans ma chambre pour calmer les alarmes de la cour de Londres. » Du temps de Pitt, de telles paroles ne seraient pas restées impunies ; mais ses pâles successeurs acceptèrent l'outrage, faute de courage pour le repousser. Ils en furent quittes pour soutenir dans le parlement que la Corse était pour la France une possession plus onéreuse qu'utile, ce qui prouve plus contre le peuple conquérant que contre le peuple conquis. Ils laissèrent à l'irritation publique le temps de se calmer, et finirent par prêter les mains à une usurpation contre laquelle ils avaient d'abord protesté.

Mais à mesure que le ministère anglais faisait un pas de plus dans la voie des concessions, le cabinet de Madrid se montrait plus exigeant, poussé sous main

par Choiseul qui, en cas de rupture, lui promettait l'appui de la France. D'un bout de la Péninsule à l'autre, tout se préparait pour une lutte, devenue inévitable. Le ministre anglais reçut même l'ordre de quitter Madrid, et tout marchait vers la guerre quand un événement imprévu vint changer la face des affaires : ce fut la disgrâce de Choiseul. L'ignoble monarque qui régnait sur la France avait besoin de la paix, pour se plonger plus avant dans l'abîme de sales voluptés où il allait bientôt disparaître. La Du Barry avait remplacé la Pompadour sur ce trône tombé en quenouille, et cette reine de bas étage, sortie des repaires de la débauche, avait fait descendre la royauté d'un cran plus bas encore. Choiseul, trop hautain pour chercher si bas un appui, aima mieux tomber du pouvoir que de l'acheter à ce prix. Une lettre de Louis résume toute la situation : « Mon ministre veut la guerre, écrivait-il à Charles III, et moi je veux la paix. » Cette lettre fut une révélation pour le roi d'Espagne et pour Grimaldi : en perdant leur fidèle allié, tous deux sentirent leur impuissance à soutenir la lutte, du moment où la France leur manquait. Choiseul tombé, il fallait renoncer à ce rêve de guerre à outrance qui croulait avec lui. Les négociations pour la paix, entamées sérieusement pour la première fois, aboutirent aussitôt que l'Espagne cessa de vouloir la guerre devant laquelle l'Angleterre avait toujours reculé. Le ministre anglais Harris, en route pour quitter la Péninsule, fut rappelé à Madrid, et reçu par le Roi comme un ami avec qui on se réconcilie après une brouille passagère. Les troupes furent licenciées, les navires désarmés, et le *pacte de famille* rejeté sur l'arrière-plan. L'Espagne, atteinte par la dernière guerre dans son orgueil à la fois et dans son intérêt, accepta,

comme une grâce du ciel, cette paix qu'elle n'osait plus espérer; mais Charles III, arrêté tout court dans sa carrière de conquêtes, laissa percer plus d'une fois ses rancunes contre l'Angleterre, tandis qu'Aranda, voué aux réformes intérieures, se réjouit de voir la carrière du progrès s'ouvrir plus librement devant lui.

C'est une étrange époque que celle dont nous écrivons l'histoire, de 1764 à 1770. L'Europe vacille comme un homme ivre : elle se sent glisser vers la guerre dont elle ne veut pas, et qu'elle est condamnée à subir. Nous venons de voir les relations troublées des trois puissances de l'ouest, et la fausse paix qui ne leur servira qu'à se préparer à une lutte nouvelle. Au nord et à l'est du continent, la Russie, la Prusse et l'Autriche ne sont pas ensemble sur un meilleur pied : la conquête de la Crimée sur les Turcs par Catherine II, en 1764, a ouvert de nouveaux horizons à l'ambition de la Russie, toujours dirigée vers le midi, où elle vient de s'établir sur la mer Noire, en attendant le Bosphore. Une flotte russe, commandée par des officiers anglais, franchit le seuil de la Méditerranée, sous prétexte d'aller délivrer la Grèce; les philosophes applaudissent, et Voltaire en a pleuré de joie. Le 5 juillet 1770, la flotte moscovite anéantit celle des Turcs, à Tchesmé, près de Smyrne, et l'Europe bat des mains. L'Anglais Elphinstone, à qui l'on devait la victoire, insiste pour forcer l'entrée des Dardanelles et cingler vers Constantinople; mais le commandant russe s'y oppose, et la Turquie échappe au plus grand danger qu'elle ait jamais couru, depuis le jour où elle s'établit à Byzance, sur la limite des deux continents qu'elle menace à la fois. Enfin, le 30 du même mois, les Russes écrasent à Caghoul l'armée ottomane, et font trembler jusque dans ses fondements cet empire qui, dans sa bar-

barie incurable, pèse depuis quatre siècles sur l'Europe où sa place n'est pas faite, et ne le sera jamais.

La France, habituée depuis des siècles à voir dans la Turquie une alliée, s'inquiéta de cet affaissement de l'empire ottoman, avant l'heure marquée pour sa chute. Sans prétendre pour sa part à l'héritage, elle s'alarma de voir ainsi la Russie y porter la main même avant qu'il ne fût ouvert. L'Espagne, dont les flottes dominaient dans la Méditerranée depuis l'abaissement de la marine française, s'effraya de voir la Russie lui disputer cette mer dont Dieu l'a faite la geôlière, et tendre à s'ouvrir par le Bosphore une route vers ses possessions en Asie. Un instant les deux alliés, s'inspirant du *pacte de famille* ressuscité, songèrent à envoyer de concert une flotte dans la Baltique, sous prétexte de protéger le roi de Suède Gustave contre sa redoutable voisine. Mais derrière la Russie se trouvait l'Angleterre, alors occupée de relever sa marine. Alarmée de voir l'effort des deux États du Midi se tourner vers le Nord, elle se préparait à réprimer leurs entreprises, partout où ils tenteraient la fortune, dans la Baltique comme dans la Méditerranée. Ainsi l'inquiétude, la méfiance étaient partout, en attendant les hostilités. L'orage grondait sans qu'on sût encore sur quel point du monde il allait éclater.

Mais, en dépit de toutes les apparences, les trois États avaient au fond plus de peur que d'envie de faire la guerre, et tout avorta encore une fois, au moment même où le nuage semblait prêt à crever. Chacun rabattit quelque chose de ses prétentions : la Russie laissa respirer la Suède pour tourner toutes ses ambitions du côté du Midi. La France et l'Espagne ne songèrent plus à envoyer leurs flottes dans la Baltique, ni l'Angleterre à s'y opposer. La querelle était ajournée

sans être vidée; l'orage, qui menaçait depuis si longtemps, allait éclater sur un autre point, et la victime désignée, c'était la malheureuse Pologne!

C'est l'histoire de l'Europe que nous racontons ici, ce n'est pas celle de l'Espagne, car il n'y en a pas dans cette triste période. Et cependant, la Péninsule n'est pas effacée de la carte du continent comme sous les trois derniers règnes. Grâce à la résurrection de sa marine et de ses armées, grâce à son étroite alliance avec la France, l'Espagne de Charles III pèse encore par moments dans la balance des pouvoirs. Mais les peuples du Midi ont fait leur temps; la vie n'est plus là, c'est au Nord maintenant que se tranchent les grandes questions. Les trois puissants monarques qui règnent sur ces froides régions, Frédéric, Catherine et Marie-Thérèse, las de leurs éternels démêlés, finissent par s'entendre pour se partager la Pologne à l'amiable, au lieu de s'en disputer les lambeaux. De ces deux proies livrées à leurs convoitises, la Turquie et la Pologne, ils se saisissent de la dernière, en réservant l'autre comme une menace de guerre toujours suspendue sur l'Europe, tant que le litige ne sera pas vidé.

Quant au rôle de l'Espagne dans cette triste affaire, où éclate l'impuissance de l'Europe à protéger cet équilibre nécessaire à son salut, il est aussi nul que celui de la France, qui est ici la seule à blâmer. S'il est une puissance responsable du partage de la Pologne, cette tache éternelle sur l'histoire du continent, certes, ce n'est pas l'Espagne, trop éloignée pour intervenir dans la querelle; c'est la France, car elle touche à tout en Europe, et rien ne doit s'y décider sans elle. Soyons juste envers Choiseul : s'il fût resté au pouvoir, cette malheureuse Pologne, moitié république, moitié monar-

chie, ayant les vices des deux régimes sans en avoir les bienfaits, avait encore quelque chance d'échapper au partage ; mais Choiseul, enveloppé dans le tissu serré d'intrigues qui paralysait tous ses mouvements, tomba enfin le 24 décembre 1770, et avec lui finit, pour la France, la dernière chance de se relever de son abaissement; pour la Pologne, de rester une et libre. Après la chute de ce dernier représentant des sympathies généreuses qui sont au fond du caractère français, et demandent grâce pour tous ses défauts, la France, avec une courtisane pour reine et des ministres tels que d'Aiguillon, Maupeou et l'abbé Terray, avait fini par s'enfoncer, de gaieté de cœur, dans la même fange que son Roi. Quelle action pouvait-elle exercer au dehors quand elle ne savait plus se gouverner elle-même? Sa voix eût-elle été écoutée si elle avait protesté contre l'odieux partage de la patrie des Jagellons, quand ni ses flottes ni ses armées n'étaient prêtes à agir? Tout s'écroulait chez elle, même le Parlement, cet antique rival de la royauté, prêt à aller rejoindre dans l'exil la Société de Jésus qu'il y avait poussée.

L'Espagne, cependant, était loin de se désintéresser des affaires du continent. Grimaldi, laissant son collègue Aranda se vouer tout entier à ses réformes, excitait encore les vieilles rancunes de son maître contre l'Angleterre, et préparait en silence sa revanche de la Paix de Paris. Puis enfin, lorsque éclata devant l'Europe consternée cette sinistre nouvelle : « Il n'y a plus de Pologne! (11 février 1772), quand les deux Rois du Nord eurent fait taire les pieux scrupules de Marie-Thérèse en lui assignant sa part dans la curée, tout ce qu'il y avait de droiture dans le cœur de Charles III se souleva à l'idée de ce pacte d'iniquité, où la force ne

daignait pas même se déguiser sous un semblant de droit : « Tant d'ambition et de violence, dit-il tout haut, ne m'étonnent pas de la part du roi de Prusse et de la Czarine; mais, franchement, je ne m'attendais pas à tant de perfidie de la part de l'Impératrice-Reine. »

Grimaldi, outré comme son maître, versa ses chagrins dans le sein de d'Aiguillon qui feignit de les partager. Mais qu'importait à l'indigne successeur de Choiseul l'honneur de la France ou l'indépendance de la Pologne? Cependant, pour sauver les apparences, et ne pas avoir l'air de prêter les mains à une spoliation aussi odieuse, il offrit à l'Angleterre d'envoyer, de concert avec elle, une escadre dans la Baltique, comme une protestation armée contre les deux puissances du Nord qu'on ne pouvait atteindre que par mer. Grimaldi prit feu à cette offre, qu'il crut sérieuse, et proposa de compléter la mesure en bannissant de la Méditerranée les flottes de la Russie, et en lui fermant ainsi le chemin du Bosphore et de la Crimée.

Mais l'Angleterre n'avait nulle envie de se mêler d'une querelle qui ne la touchait pas, et où elle n'avait rien à gagner. A choisir entre deux maux, elle eût mieux aimé voir les puissances du Nord reculer leurs frontières aux dépens de la Pologne que les deux puissances du Midi augmenter leurs forces maritimes, et lui disputer le sceptre des mers. Charles, emporté par sa généreuse nature, n'eût pas mieux demandé que de se liguer avec tous les États désintéressés dans la question pour arracher la malheureuse Pologne aux griffes des trois aigles qui s'en disputaient les lambeaux. Mais la France, depuis la retraite de Choiseul, n'était plus en état de suivre un grand dessein jusqu'au bout; elle n'avait plus d'épée à jeter dans la balance, et force fut à l'Es-

pagne d'imiter son exemple. Placée plus loin du théâtre des événements, celle-ci avait, bien moins que son alliée, le devoir et le droit de se mêler d'une question qui la touchait de moins près. Charles III, pour se faire une contenance, se réfugia dans une indifférence affectée. Marie-Thérèse, embarrassée du blâme que son cousin d'Espagne ne se gênait pas pour exprimer sur elle, lui fit faire des excuses qu'il accepta de bonne grâce; mais il resta dans son âme un fond d'amertume trop motivée contre la France, où il n'y avait plus d'écho pour les sympathies généreuses ou les hardis desseins. Les relations entre les deux pays, si longtemps rapprochés par le *pacte de famille*, devinrent froides et distantes, et les deux cours passèrent leur temps à récriminer l'une contre l'autre pendant que se consommaient les sanglantes funérailles de la Pologne.

Le patriarche de Ferney se chargea de son oraison funèbre, en encensant ses meurtriers. A Frédéric II, il écrivit: « On dit que c'est Votre Majesté qui a imaginé le partage de la Pologne, et je le crois, parce que l'entreprise est marquée au sceau du génie, et que le traité a été conclu à Potsdam »; et à Catherine II, il adressa ces mots: « Nos Don Quichotte *Welches* (c'est-à-dire Français) ont été bien mal informés, bien imprudents et bien injustes; et pendant ce temps, *mon héroïne* prenait un parti plus noble et plus utile, celui de détruire l'anarchie de la Pologne, en donnant à chacun ce qu'elle jugeait lui appartenir, et en commençant par elle-même. Pour moi, je tiens le dernier acte de la tragédie pour le plus beau, et je me sens heureux d'avoir assez vécu pour assister à ce grand événement. »

« En copiant de pareilles turpitudes, ajoute l'historien de Charles III, Ferrer del Rio, la rougeur de la

honte nous monte au front, et la plume nous échappe des mains. Le cœur et la raison, le sens historique et la saine morale protestent à la fois contre le culte enthousiaste voué à l'illustre bouffon du XVIIIe siècle qui, après avoir traîné dans la fange la chaste vierge qui a affranchi sa patrie, n'a pas rougi de casser l'encensoir sur le nez des bandits couronnés qui ont égorgé la Pologne. »

Depuis la mort de Philippe II, c'est-à-dire depuis près de deux siècles, l'Espagne, sauf en quelques rares occasions, comme l'avénement de Philippe V, reste en dehors du mouvement européen. On y sent à peine le contre-coup affaibli et lointain des événements qui troublent le continent, et viennent mourir au pied des Pyrénées. Est-ce à la situation isolée de la Péninsule qu'il faut s'en prendre ou à la nullité de ses Rois? Les deux causes ont agi dans le même sens, mais c'est la dernière qui est la plus puissante. Même sous Charles III, on voit quelle peine a la Péninsule à mettre la main aux grandes affaires de l'Europe, qui se débattent loin d'elle et sans elle. La vraie cause de son abstention, ce n'est pas son éloignement, c'est l'attitude de la France qui, depuis la disgrâce de Choiseul, a donné sa démission de grande puissance, et pris le parti de laisser faire ce qu'à tout prix elle devrait empêcher. La tâche de l'historien devient bien pénible à ces époques d'affaissement, où les peuples s'effacent comme ceux qui les gouvernent; où des atteintes à l'équilibre européen comme le partage de la Pologne se commettent impunément, sans que, à défaut de protestations armées, la conscience publique se soulève contre de pareils attentats.

Ajoutons toutefois, pour atténuer les torts de l'Espagne, que, sous Charles III, ce temps de léthargie politique a été pour elle une ère de réformes. La vie, en se retirant du dehors, s'est reportée au dedans, sous un Roi réformateur par nature et par instinct, autant du moins que le lui permet son confesseur. Nous réservons pour la fin du règne le tableau d'ensemble des réformes accomplies, et des efforts de la Péninsule pour se mettre au niveau de la civilisation qui, quand elle veut marcher trop vite, comme en France, recule souvent plus qu'elle n'est avancée, et démolit plus qu'elle n'édifie. Au sud des Pyrénées le progrès est plus lent, mais il est aussi plus durable, et avec des ministres tels qu'Aranda et Florida Blanca, il aboutirait à des résultats plus sérieux si l'inquisition n'était pas là pour frapper de mort toute tentative de progrès, et faire rentrer l'Espagne dans l'ornière où elle se traîne depuis tant de siècles.

La disgrâce d'Aranda va prouver la vérité de ce que nous avançons. Certes, sous un Roi qui venait de bannir les jésuites, un ministre philosophe semblait à sa place ; mais Charles III, on l'a vu déjà, était un caractère complexe, un tissu de contradictions et de contrastes : le passé, dans son âme, luttait avec l'avenir, la routine avec le progrès ; le confesseur et l'inquisition ligués ensemble faisaient échec à la philosophie, qui avait bien pu arriver au pied du trône, mais qui n'y était pas encore montée, comme en Autriche avec Joseph II, et en Prusse avec Frédéric. Aranda est un type curieux de ce qu'il y a de noble, de puissant et d'incomplet à la fois dans le génie espagnol. Issu d'une des plus nobles familles de l'Aragon, Aragonais de cœur et de traditions, et regrettant encore les priviléges enlevés à sa province, le plus énergique peut-être des dix ou douze peuples

distincts que renferme la Péninsule, Aranda, même au pouvoir, était resté Aragonais bien plus qu'Espagnol. Cosmopolite par ses voyages, il avait étudié en Prusse la actique militaire, et consacré à la carrière des armes les premières années de sa vie. De là il était venu en France pour s'y former aux belles manières et à la libre pensée. Passionné pour ces rêves de réforme qui étaient alors dans l'air que l'on respirait, imbu des leçons de ses maîtres de l'*Encyclopédie*, il était rentré en Espagne pour y implanter ses chères théories, sans se demander si le sol natal de l'inquisition et du pouvoir absolu était propre à les faire croître et à les développer.

Placé un moment à la tête de l'armée lors de la rupture avec le Portugal, l'insurrection de Madrid fit sentir le besoin d'une main ferme et sûre pour réprimer le désordre, et Aranda fut rappelé dans la capitale. Là, par un heureux mélange de douceur et de fermeté, il parvint à y ramener l'ordre, et à empêcher le peuple d'abuser de la faiblesse de son Roi. Une série de réformes heureuses dans l'armée lui avait valu la confiance du monarque et la présidence du Conseil de Castille. Dès lors son esprit novateur et hardi avait pu s'étendre sur un cercle plus large ; il avait osé, malgré les sévères avertissements du passé, porter la main sur l'arche sainte, en essayant de restreindre le pouvoir de l'Église. Il s'était efforcé d'enlever à l'inquisition le droit de juger les procès de presse, et de censurer les ouvrages nouveaux, droit abusif que le Saint-Siége lui avait conféré, et que la faiblesse des Rois lui avait laissé prendre. Dans cette lutte inégale entre les deux pouvoirs, temporel et spirituel, où la princesse des Ursins, Orry et Macanaz avaient succombé avant lui, Aranda était soutenu par le Roi, jaloux de toute entrave mise à son pouvoir par

l'inquisition comme par les jésuites. Sur les instances de son ministre, Charles rendit un arrêt qui s'opposait à l'exécution de tout bref papal qui n'aurait pas reçu la sanction royale, après examen du Conseil de Castille. Mais Rome tourna la difficulté qu'elle ne pouvait pas vaincre : du ministre elle en appela au confesseur qui, maître en dernière analyse de la volonté de son royal pénitent, alarma sa conscience, scrupuleuse à l'excès, sur le crime d'une résistance aux ordres du Saint-Père, et le décret fut révoqué.

Aranda, endurci aux luttes de ce genre, ne perdit point courage; appuyé sur l'opinion publique, qui commençait à s'éveiller, au moins dans les classes éclairées, il soumit la question à une junte composée de magistrats et d'évêques, comptant sur les secrètes rancunes de l'épiscopat contre le saint-office, qui empiétait constamment snr ses droits. La junte approuva hautement le décret, en insistant pour qu'il fût remis en vigueur, ce qui eut lieu en effet, et une première digue fut ainsi opposée aux usurpations du pieux tribunal.

Encouragé par ce premier succès, Aranda n'hésita pas à recommencer la lutte. L'inquisition, ayant tenté de soustraire un accusé à ses juges naturels pour le traduire devant elle, excita la colère du monarque, toujours jaloux à l'excès de ses prérogatives. Un second décret renvoya l'accusé devant ses juges, interdit au saint-office d'évoquer devant lui des causes appartenant aux tribunaux civils, et borna l'étendue de son ressort aux crimes d'hérésie et d'apostasie, son domaine naturel.

L'opinion applaudit à ce nouveau triomphe, mais ce fut le dernier. Le ministre, piqué au jeu, ouvrit une autre campagne contre son redoutable adversaire. Une des prétentions les plus iniques du pieux tribunal,

c'était de confisquer les biens des accusés au profit des juges qui les avaient condamnés, ce qui ne rendait pas, comme on peut le penser, les sentences d'absolution très-fréquentes. Mais le saint-office, se sentant attaqué dans une de ses ressources les plus vitales, fit au redresseur d'abus une résistance désespérée. Par le moyen du confesseur, il pesa de nouveau sur la conscience timorée du monarque. Enfin les Encyclopédistes s'étant oubliés jusqu'à imprimer que « l'inquisition, grâce à d'Aranda, allait bientôt disparaître en Espagne », Charles III, mordu au cœur par un pieux scrupule, refusa de signer le décret, et une première atteinte fut portée au crédit du ministre qui recommençait la faute de la princesse des Ursins, pour en être puni comme elle.

Le défaut d'Aranda était celui de tous les réformateurs : trop absolu dans ses idées, il voulait à tout prix les faire prévaloir sur celles du monarque, enivré de ses propres conceptions, et qu'il blessait en voulant l'éclairer. Ce qui manquait surtout au ministre philosophe c'était la mesure ; avec un point de départ toujours juste, il arrivait souvent à dépasser toutes les bornes, sans égard pour les habitudes invétérées du pays comme pour les préventions de son Roi. Imposant et hautain avec ses collègues, il était en guerre ouverte avec Grimaldi ; sans cesse il le raillait, même en présence du Roi, sur son affection pour la France dont l'Espagne, suivant lui, n'avait nul besoin pour faire la guerre à l'Angleterre sur mer comme sur terre. Souvent même il s'oubliait jusqu'à tenir tête au monarque, et lutter d'obstination avec lui. Un jour, le Roi ayant laissé échapper ces mots : « Comte d'Aranda, vous êtes plus entêté qu'une mule aragonaise. — Pardon, sire, répliqua le ministre, mais je connais quelqu'un de plus entêté que moi. — Et qui

donc? — Sa Majesté sacrée don Carlos III, roi d'Espagne et des Indes. » Le Roi eut le bon esprit de sourire à cette saillie, et de n'en témoigner aucun déplaisir; mais, malgré toute sa bonté, le trait lui resta planté dans le cœur, et ce mot dut contribuer plus tard à la disgrâce de l'imprudent ministre.

De toutes les créations de cet homme d'État, incomplet, mais puissant, nous n'en rapporterons ici qu'une, parce qu'elle se rattache à sa campagne contre le saint-office, campagne qui ne finit qu'avec son ministère. Il s'agit d'une grande conception, restée imparfaite, comme toute œuvre de ce genre en Espagne : c'est la colonisation de la Sierra-Morena. A Aranda appartient, dans cette belle entreprise, la gloire de l'exécution et la volonté qui a dompté tous les obstacles; mais l'honneur de la pensée première revient à un homme que ses malheurs n'ont pas moins illustré que son génie, don Pablo Olavide. Son talent et ses services l'avaient signalé à la faveur du ministre, qui l'employa successivement dans toutes ses grandes entreprises, et surtout dans l'expulsion des jésuites. Dans ses fréquents voyages à la capitale, il fut frappé de l'abandon où on laissait, depuis des siècles, les vastes plateaux qui s'étendent au revers sud de la Sierra-Morena, où la route de Madrid à Malaga est la seule artère qui donne un peu de vie à ce fertile désert. Le plan, une fois agréé par le monarque, toujours accessible aux idées neuves et fécondes, fut aussitôt mis à exécution : six mille colons furent amenés à grands frais de Suisse et d'Allemagne; car ce qui manque surtout à cette péninsule, pour qui Dieu a été si prodigue de ses dons, ce sont les habitants; des quarante millions qui la peuplaient du temps des Romains aux treize ou quatorze millions d'aujourd'hui, on peut mesurer le déclin.

La colonie naissante fut établie en 1767, et la principale bourgade fut appelée la Caroline, ingénieuse flatterie pour le monarque qui la baptisait de son nom. La nouvelle entreprise souleva en Espagne de vives controverses; elle eut des admirateurs passionnés comme d'opiniâtres détracteurs, dans ce pays où il est toujours difficile de sortir de la routine et des sentiers battus. En somme, cependant, elle réussit, aussi longtemps du moins qu'Aranda resta au pouvoir pour lui prêter son énergique appui.

Mais, par ses qualités comme par ses défauts, Aranda n'était pas fait pour conserver longtemps ce poste élevé, où il avait semé comme à plaisir les haines autour de lui. Les amours-propres que blessaient ses hauteurs, les intérêts que froissaient ses réformes, ses collègues, objets tour à tour de ses railleries et de ses dédains, enfin le confesseur qu'alarmait sa langue, aussi libre que sa pensée, finirent par se liguer tous contre lui. Le Roi lui-même, lassé de cette ardente initiative qui ne lui laissait presque rien à faire, se détacha peu à peu de son ancien favori. Aranda, sentant le terrain lui manquer sous les pieds, offrit sa démission, que Charles refusa d'accepter. Puis il sollicita l'ambassade de France pour aller y retrouver ses anciens amis les philosophes, et son Église de la libre pensée. Grimaldi, craignant que de Versailles il ne régnât encore à Madrid, s'y opposa obstinément; mais le poste d'ambassadeur en France étant venu à vaquer, le roi l'accorda à Aranda, au moment même où il avait cessé de l'espérer. Du reste, Charles mêla tous les égards possibles à cette disgrâce qui n'en était pas une : la présidence du Conseil de Castille, haute position qui donnait le rang et l'autorité d'un ministre, resta vacante après son départ, comme

pour honorer celui qui la quittait. Elle ne fut occupée que sous le règne suivant, par Campomanès, dont Aranda avait encouragé le talent en le nommant *fiscal* de ce Conseil. Enfin O'Reilly, créature de Grimaldi, remplaça le ministre sortant dans le poste de gouverneur de Madrid, où, grâce à ses anciens services dans l'armée, il unissait les fonctions militaires aux civiles.

Mais le confesseur et l'inquisition, qui étaient au fond de cette disgrâce si peu méritée, ne se trouvaient pas encore assez vengés. Aranda une fois banni, il fallait encore le poursuivre dans ses créatures, au nom de ces haines pieuses qui ne pardonnent pas ! Leur première victime, ce fut Olavide, l'élève du ministre déchu et des philosophes français. Dévoué tout entier à sa grande œuvre de colonisation, peut-être Olavide n'avait-il pas assez ménagé les vieux préjugés, les vieilles routines, avec qui il faut toujours compter en Espagne. La liberté de ses propos avait souvent blessé de pieuses susceptibilités. Enfin, un moine fribourgeois, qui faisait chez les colons suisses fonction d'évêque, le dénonça à l'inquisition comme suspect d'hérésie, et, qui pis est, de libre pensée, et médisant sans cesse de la vie monacale et du célibat des prêtres. Tout d'un coup, sans qu'aucun signe précurseur eût annoncé l'orage, Olavide fut arrêté et jeté dans les cachots du saint-office. Il y resta deux ans, séparé du monde entier, sans que sa famille, sans qu'un avocat même pût arriver jusqu'à lui. L'instruction enfin terminée, voici comment on lui notifia son arrêt :

« Une soixantaine de personnages éminents, en relation avec Olavide, furent convoqués, le 29 novembre 1778, à l'hôtel de l'inquisition, sans savoir même dans quel but on les convoquait. La salle était longue,

étroite, obscure ; un crucifix sous un dais noir, une table, quelques siéges pour les juges, un tabouret pour l'accusé, et des bancs pour les spectateurs, composaient l'ameublement. Les plus beaux noms de la Grandesse se trouvaient là, comme familiers de l'inquisition, titre dont ils se faisaient gloire, sans chapeau, sans épée, faisant l'office de frères servants. Bientôt comparut Olavide, en costume de pénitent, portant un cierge à la main, et escorté par des inquisiteurs vêtus de noir. Il s'agenouilla pour entendre lire sa sentence : la lecture dura trois heures, et le malheureux, succombant sous la violence de ses émotions, finit par s'évanouir. On suspendit la lecture jusqu'à ce qu'il eût repris ses sens ; puis on lui prononça sa sentence. Atteint et convaincu du crime d'hérésie au premier chef, il était déclaré déchu de tous ses emplois, et incapable d'en jamais exercer d'autres. Tous ses biens étaient confisqués, et lui-même, à jamais banni de Madrid, des résidences royales, et de sa nouvelle colonie comme du Pérou sa patrie, devait être enfermé pour huit ans dans un monastère. La lecture terminée, on lui fit abjurer à genoux toutes ses erreurs, et pendant qu'on chantait sur lui le *Miserere*, quatre prêtres en surplis, tenant des baguettes à la main, le frappaient sur les épaules. Puis il se retira, « et alors, dit la « relation écrite par un témoin oculaire, les inquisiteurs « firent la révérence aux spectateurs, et ceux-ci sor- « tirent en silence, la terreur dans l'âme et le sceau du « silence sur les lèvres ! »

Nous avons raconté en détail cette scène étrange, que Ferrer del Rio appelle un *autillo-da-fé* (un petit acte de foi) par opposition aux anciens *autos-da-fé* où, sans le progrès des lumières et l'adoucissement des mœurs, le malheureux eût certainement péri dans les flammes. Au

bout de quelque temps, il parvint à échapper à ses bourreaux, et chercha un asile en France, où il retrouva Aranda son protecteur et tous ses anciens amis. En 1798, sous Charles IV, il obtint la permission de rentrer en Espagne, et acheta cette faveur de l'inquisition par une amende honorable, en publiant un livre intitulé : *Le Triomphe de l'Évangile,* ou *le Philosophe converti,* livre qui obtint un grand succès, et eut jusqu'à huit éditions. Et c'est ainsi que l'inquisition, toujours en lutte avec l'esprit du siècle, finit par gagner cette bataille si contestée, l'un de ses plus éclatants, mais aussi de ses derniers triomples.

PREMIÈRE EXPÉDITION D'ALGER.

Au milieu de toutes ces réformes avortées, et des efforts impuissants de l'Espagne pour quitter les voies du moyen âge, il fallait une diversion à l'opinion publique, irritée de la disgrâce d'Aranda, seul représentant au pouvoir de l'esprit de progrès et d'avenir, et ce fut Grimaldi qui se chargea de la lui donner. Jaloux de son collègue, même disgracié, et voulant appeler sur lui les regards trop longtemps fixés sur d'Aranda et sur ses réformes, c'est à la guerre qu'il eut recours pour guérir la plaie profonde que la *Paix de Paris* avait faite à l'orgueil national. De toutes les prétentions de l'Espagne, une des plus enracinées, c'est celle de régner à la fois sur les deux rives de la Méditerranée, et de faire de la rive africaine jusqu'à Alger un complément obligé de la Péninsule. Depuis Charles-Quint et sa fatale expédition, bien des sanglantes leçons auraient dû lui apprendre que, sauf à Ceuta, pendant nécessaire de

Gibraltar pour qui veut rester maître du détroit, elle n'avait aucun intérêt à s'établir d'une manière permanente sur la rive africaine. Si les hommes et les trésors, enfouis sans résultat dans les *presidios*, avaient été consacrés à protéger ses navires marchands contre les pirates barbaresques, l'Espagne y aurait gagné en puissance maritime bien plus qu'elle n'y eût perdu en territoire; elle n'aurait pas vu constamment, au XVII[e] siècle, trente mille de ses enfants prisonniers des Maures, et n'aurait pas été condamnée, pour les racheter, à dépenser chaque année la moitié de ce que ses colonies d'Amérique versaient au trésor de la mère patrie.

Chose étrange! en dépit des vieux penchants de l'Espagne pour ces conquêtes toujours précaires, la raison avait fait entendre sa voix, si rarement écoutée: dans les Conseils du monarque, il avait été question un instant d'abandonner toutes les possessions espagnoles sur la côte d'Afrique, sauf Ceuta et Oran, à cause des dépenses qu'elles entraînaient. Mais les plus sages résolutions dans ce pays ne tiennent pas devant une susceptibilité de l'amour-propre national. L'empereur de Maroc ayant fait mine d'attaquer le Peñon de Velez et Melitta, Grimaldi s'empressa de saisir l'occasion de panser la blessure faite à l'orgueil espagnol en lui assurant une revanche. Vainement le prince africain implora la paix, en promettant que « tant que le roi don Carlos III vivrait, il n'y aurait plus un seul captif espagnol à Maroc »; l'injure était restée profonde dans l'âme susceptible et fière du monarque, et sans rompre la paix signée avec le Maroc en mars 1775, il résolut de frapper sur l'Afrique un coup assez puissant pour affranchir à jamais la marine espagnole des injures des pirates barbaresques. Le point d'attaque que choisirent

le Roi et ses ministres fut Alger, vieux nid de corsaires, où, de temps immémorial, ils venaient déposer leurs prises. Un religieux, qui y avait séjourné plusieurs années, représenta l'entreprise comme facile. Le général O'Reilly, Irlandais au service de Charles III, fut mis à la tête de l'expédition, composée de quarante-six navires et de vingt mille soldats, l'élite de l'armée. Les préparatifs se firent avec la lenteur et la solennité habituelles à l'Espagne. Rien n'y manqua en munitions, vivres, artillerie; mais le chiffre des troupes et des navires était trop faible pour la grandeur de l'entreprise. Le secret, qu'il eût fallu garder, se répandit dans toutes les cours de l'Europe. Bientôt, grâce aux indiscrétions calculées des États qui redoutaient la concurrence commerciale de l'Espagne sur la côte d'Afrique, les Maures furent informés d'avance de l'invasion qui les menaçait, et purent faire à leur aise leurs préparatifs pour la repousser.

Enfin le 1er juillet 1775, l'escadre vint jeter l'ancre dans la rade d'Alger. Avec la lenteur espagnole, il ne fallut pas moins de sept jours pour débarquer la première division de l'armée. Les Maures, prévenus depuis deux mois, avaient réuni jusqu'à 120,000 hommes, et plus de 500 bouches à feu garnissaient les hauteurs qui dominent la rade. Les Espagnols, se flattant de surprendre la ville, se mirent en marche, à peine débarqués, sans attendre les ordres du général en chef. Une retraite simulée de l'ennemi accrut encore leur imprudente confiance. On les laissa s'engager dans un chemin montueux; puis tout d'un coup, les Maures, faisant volte face, chargèrent avec furie les assaillants, qu'attaquaient en même temps sur leurs flancs des ennemis embusqués dans tous les replis du terrain. Le désordre se mit dans leurs rangs, et bientôt ils furent

ramenés, l'épée dans les reins, jusqu'à leur point de départ.

Dans l'intervalle, une seconde division était débarquée avec l'artillerie; elle n'était pas encore rangée en ligne quand elle vit l'avant-garde se replier vers elle avec une précipitation qui ressemblait fort à une fuite. Bientôt, de toutes les hauteurs voisines, les batteries vomirent sur cette masse confuse un feu plongeant qui fit dans leurs rangs d'affreux ravages. Le général en chef, qui semble avoir joué dans toute cette affaire un assez triste rôle, essaya en vain, sur cette rive sablonneuse, d'improviser des retranchements pour arrêter les chevaux, mais non les boulets de l'ennemi. Sans la nuit qui vint mettre un terme aux désastres de la journée, l'armée tout entière aurait péri sur cette plage fatale. Les troupes enfin respirèrent, et purent se rembarquer, emmenant avec elles plus de 3,000 blessés. A trois heures du matin, il ne restait plus sur le rivage que 1,500 cadavres, 16 canons et les munitions débarquées avec eux. Le jour venu, les fugitifs purent encore voir, du pont de leurs navires, les Maures couper les têtes des cadavres, et porter en triomphe ces hideux trophées, tandis que les corps gisaient sur le champ de bataille, en attendant la dent des bêtes féroces.

Le général, voyant l'expédition manquée, donna l'ordre de lever l'ancre; mais quand l'escadre, rentrant en Espagne, y apporta la nouvelle de ce désastre, hélas! trop mérité, l'opinion se souleva d'un bout de la Péninsule à l'autre. O'Reilly, insulté par ses propres officiers, fut sur le point d'être mis en pièces par le peuple de Madrid. Grimaldi, coupable de ce choix malheureux et de la pensée même de l'expédition, fut maintenu au pouvoir par Charles III, qui n'aimait pas à se déjuger

lui-même, et O'Reilly, au lieu du châtiment qu'il méritait, fut nommé gouverneur de l'Andalousie. Mais, à dater de ce jour, Grimaldi, toujours impopulaire en Espagne, en sa qualité d'étranger, fut perdu dans l'opinion publique. Il le sentit, et voulut se retirer du pouvoir; mais Charles, qui, en le condamnant, se serait condamné lui-même, ne voulut jamais accepter sa démission, et Grimaldi, en dépit de son âge et de ses infirmités, resta ministre malgré lui.

Sa position, du reste, n'était pas moins faussée à l'étranger qu'en Espagne. La retraite de Choiseul et la présence à Versailles d'Aranda, son ennemi mortel, lui avaient porté un double coup dont il ne devait pas se relever. Dans les rapports des deux cours tout était également changé : les deux dynasties comme les deux nations étaient devenues, depuis la retraite de Choiseul, presque étrangères l'une à l'autre. Enfin, l'année précédente, un grand événement avait eu lieu en France : le 10 mai 1774, Louis XV était mort, après avoir communié, en déclarant que, « bien qu'il ne dût compte de sa conduite qu'à Dieu seul, il se repentait d'avoir causé du scandale à ses sujets. » L'immonde vieillard avait puisé dans le vice même le châtiment que lui réservait la justice divine. Son oraison funèbre, ce fut le long cri de joie que poussa la France en se sentant délivrée de lui; son cortége, ce furent les insultes et les mépris du peuple qui accompagnaient ses restes empoisonnés, emportés au grand trot vers les caveaux de Saint-Denis.

Le petit-fils du Roi défunt, Louis XVI, venait de succéder à son aïeul, à l'âge de vingt ans, le 10 mai 1774. Jamais monarque n'était monté sur un trône avec des instincts plus droits et de plus pures intentions, mais

sans talent, sans capacité, sans expérience des hommes ni des choses, ayant toutes les vertus de l'homme privé, et pas une des qualités d'un Roi. Marié depuis quatre ans à la fille de Marie-Thérèse, la brillante Marie-Antoinette, celle-ci avait pris dès le début un ascendant marqué sur son timide époux ; Grimaldi en conclut que le nouveau souverain serait soumis aux influences autrichiennes, et que, par ce canal, il ne serait pas difficile d'obtenir de lui le rappel de Choiseul. Mais cet espoir fut trompé : comme tous les caractères faibles, Louis avait d'autant plus peur d'être mené qu'il se sentait plus fait pour l'être. Craignant, entre sa femme et Charles III son allié, de ne jamais sortir de tutelle, il rappela de l'exil le vieux et frivole Maurepas, qu'il mit à la tête du nouveau cabinet, et confia les affaires étrangères à Vergennes, l'ennemi personnel de Choiseul. Dès lors, Grimaldi, voyant tout appui lui manquer au dedans comme au dehors, maintenu au pouvoir par l'obstination, mais non par la confiance du monarque, se sentit perdu, et n'eut plus qu'une pensée, se retirer des affaires ; mais ses offres de démission furent constamment repoussées. Enfin, l'infortuné ministre, ne sachant plus où chercher un appui, s'avisa de courtiser l'alliance du Prince des Asturies que son père, jaloux de toute influence rivale de la sienne, avait systématiquement éloigné des affaires. A force d'importunités, il parvint à obtenir du Roi que l'héritier présomptif assistât aux Conseils de cabinet. Mais, influencé par les amis d'Aranda, le premier usage que fit le Prince de son crédit naissant, ce fut de combattre dans le Conseil toutes les propositions de celui qui l'y avait fait entrer.

En rendant le pouvoir intenable pour Grimaldi, Aranda se flattait de s'ouvrir ainsi un chemin pour y

rentrer. Mais le Roi avait encore plus peur de l'inflexible volonté d'Aranda que de l'indécision et de la faiblesse de Grimaldi, et quand ce dernier eut enfin arraché au Roi la permission de se retirer, c'est encore à lui que Charles, par un reste d'égards, confia le soin de désigner son successeur.

Le meilleur acte de l'administration de Grimaldi, ce fut le dernier : car il rendit un service réel au pays et au monarque, en désignant pour le remplacer l'ambassadeur d'Espagne à Rome, Moniño, comte de Florida-Blanca. Ce choix fut agréé par le Roi qui, jusqu'au dernier moment, combla le ministre sortant des marques de sa faveur, et voulut qu'il allât remplacer son successeur à l'ambassade de Rome. Moniño, arrivé à Madrid, fut présenté au Roi, et installé dans ses nouvelles fonctions par son devancier. Enfin, après dix-sept ans d'une administration à qui le talent et la fortune avaient également fait défaut, Grimaldi quitta, non sans regret, la cour où il ne devait plus rentrer. Le Roi lui promit de le consulter dans toutes les affaires d'importance, lui conféra la Grandesse, avec le titre de duc, et Grimaldi s'éloigna de Madrid en y laissant derrière lui peu de regrets. Ajoutons toutefois, car il faut être juste, que, voué à l'impopularité par sa qualité d'étranger, il aima sa patrie d'adoption mieux qu'il ne la servit. Esquilache et lui furent chassés du pouvoir, l'un par l'émeute, l'autre par la seule pression de l'opinion publique; tous deux avaient le monarque pour eux, et le pays contre eux, et le pays, à la fin, fut plus fort que son Roi.

Le nouveau ministre, plus effrayé que ravi de cette haute fortune à laquelle il ne s'attendait guère, écrivit à Charles III pour lui exposer son insuffisance en face

de pareils devoirs, et Charles, en le voyant si modeste et si défiant de lui-même, s'applaudit du choix de Grimaldi, qui devint aussi le sien. Moniño, grâce à ses talents et à sa bonne conduite, était arrivé, sous le patronage de la puissante famille des ducs d'Ossuna, à la position de *fiscal* du Conseil de Castille, et c'est là que d'Aranda le prit pour le nommer à l'ambassade de Rome. Formé à cette haute école de diplomatie, il y conquit bientôt une influence qu'il mit tout entière au service de son pays, en réconciliant la cour de Rome avec celle de Madrid. Nous l'avons vu prendre une part active à l'expulsion des jésuites; plus tard, c'est à lui et à sa fermeté mêlée d'adresse qu'on dut la suppression définitive de l'Ordre et l'élection du pape Pie VI, élection vivement combattue par la Société de Jésus. Enfin, arrivé à Madrid, malgré la secrète défiance qu'il avait de lui-même, malgré les préventions du monarque, ennemi-né de tout changement et de tout nouveau venu, il ne tarda pas à faire preuve d'autant de tact que de capacité, et à gagner les bonnes grâces de Charles, esclave de l'habitude, et qui ne demandait qu'à s'accoutumer au visage d'un nouveau ministre pour ne plus pouvoir se passer de lui.

CHAPITRE SECOND.

MINISTÈRE DE FLORIDA-BLANCA.
GUERRE AVEC L'ANGLETERRE.
SIÉGE DE GIBRALTAR. — PAIX DE VERSAILLES.

1776-83.

Un nouveau ministre des affaires étrangères vient d'être appelé au pouvoir : c'est le moment de jeter un coup d'œil sur la situation des trois États de l'Europe qui ont avec l'Espagne le plus de rapports, c'est-à-dire le Portugal, la France et l'Angleterre ; car depuis le fatal partage de la Pologne, les trois puissances du Nord, préoccupées d'intérêts plus pressants, ont cessé de peser sur le Midi.

Depuis le jour où le Portugal a reconquis sur l'Espagne son indépendance, ce sont d'étranges relations que celles de ces deux pays qui se partagent si inégalement la Péninsule. L'Espagne, sans en être encore aux hostilités, fait chaque jour un pas pour s'éloigner de la paix. L'animosité des deux peuples est entretenue par d'incessantes querelles sur les limites de leurs colonies. Pombal, qui voit dans Grimaldi un ennemi personnel, et dans l'Espagne un éternel obstacle à la grandeur de son pays, semble vouloir se dédommager dans le nouveau monde de l'espace refusé au Portugal dans l'an-

cien. Appuyé sur l'Angleterre, dont il subit le joug tout en le maudissant, il est devenu pour le cabinet de Madrid un voisin de plus en plus incommode. Aussi, en Amérique comme dans la Péninsule, les relations des deux peuples sont-elles chaque jour plus tendues ; la guerre, devenue inévitable, n'attend plus qu'un prétexte pour éclater.

En France, le successeur de Louis XV, embarrassé de ce rôle de Roi pour lequel il se sent si peu fait, n'a ni l'énergie de régner par lui-même, ni le discernement voulu pour choisir un ministre capable de régner à sa place. Le frivole Maurepas, tout en détestant Choiseul, reste fidèle à ses traditions, et semble avoir hérité de son penchant pour l'Espagne et de son mauvais vouloir pour l'Angleterre. La grave question de la révolte des colonies anglaises commence à surgir ; la France a d'avance pris parti pour les colonies rebelles, et est prête à attaquer l'Angleterre dans le Portugal son allié, pour ne pas dire son vassal. La paix règne de nom entre ces quatre puissances ; mais d'un jour à l'autre on peut s'attendre à voir éclater la guerre entre l'Espagne et le Portugal, présage assuré d'un conflit avec la Grande-Bretagne, toujours prête à défendre son allié.

Or ces deux peuples jumeaux, trop voisins pour ne pas se haïr, et destinés à se heurter d'un bout du monde à l'autre, avaient encore à vider ensemble l'éternelle querelle du Sacramento et des limites de leurs colonies. Le cabinet de Madrid, sans engager les hostilités, cherchait à chasser les Portugais des terrains usurpés par eux sur la rive gauche de la Plata, en face de Buenos-Ayres. Pombal n'hésita pas à défendre le territoire contesté. Une petite escadre portugaise partit du Rio Grande, s'empara de Montevideo et de quelques

places fortes, et mit en déroute une division espagnole sortie de Buenos-Ayres.

Mais l'Espagne se préparait depuis trop longtemps à la guerre pour être prise au dépourvu. Une flotte de douze vaisseaux partit en novembre de Cadix, avec douze mille hommes de débarquement, et s'empara de l'île Sainte-Marguerite, que l'escadre portugaise n'essaya pas même de défendre. La flotte espagnole se dirigea ensuite vers le Rio de la Plata, et là, ne rencontrant aucune résistance, elle s'empara sans coup férir de cette colonie du Sacramento, dont la possession était loin de valoir tout ce qu'elle avait coûté.

Cette apathie du Portugal qui, bien loin d'attaquer, n'était plus même en état de se défendre, s'explique par les graves événements qui se passaient dans ce pays. Joseph Ier, frappé d'apoplexie, languit encore quelque temps, et mourut enfin le 24 février 1777, après un règne dont l'histoire daignerait à peine se souvenir si le ministre ne demandait grâce pour la nullité du monarque. Après lui, faute d'héritiers mâles, la couronne passa à sa fille aînée Maria, que le Roi mourant venait de faire épouser à son petit-fils don Pedro, duc de Beira. Mais la nouvelle Reine n'étant pas encore en âge de régner, la régence fut confiée à la Reine mère, sœur de Charles III d'Espagne, et que Pombal, sous ce prétexte, avait constamment écartée du pouvoir.

S'il fallait en croire Coxe, un peu aventureux parfois dans ses sous-entendus historiques, la jeune Reine et la Régente sa mère auraient eu contre Pombal un grief plus grave encore. Redoutant l'avénement au pouvoir d'une Reine qui avait du sang espagnol dans ses veines, Pombal, dans les derniers temps de la vie de Joseph Ier, aurait conçu le projet hardi de faire annuler le décret

des Cortès qui assurait aux femmes, à défaut de mâles, la succession à la couronne, et de la faire passer sur la tête d'un autre petit-fils du Roi, Joseph, Prince de Brésil. La Reine, ayant eu vent de ce projet, en informa son frère Charles III, qui se déclara prêt à s'opposer, même par la force, à cette atteinte portée aux droits de sa sœur. Le Roi et son ministre, voyant le secret éventé, furent forcés d'ajourner leur dessein; le Roi mourut peu de temps après, et Pombal se fit ainsi gratuitement des deux reines deux de ces ennemis qui ne pardonnent pas.

De profondes rancunes couvaient dans l'âme de la mère comme dans celle de la fille, et le hautain ministre, après la mort de son maître, put bientôt pressentir le sort qui lui était réservé. Abreuvé de dégoûts et d'amertumes, il aurait voulu prévenir sa disgrâce en renonçant au pouvoir, mais il lui fallut boire le calice jusqu'à la lie : il vit recommencer le procès des Tavora, source première de toutes les haines amassées contre lui; il vit déclarer innocents, par les mêmes juges qui les avaient condamnés, tous ceux qu'il avait fait périr dans les tortures ou languir dans les cachots. Le médaillon de marbre qui devait faire passer ses traits à la postérité fut arraché de la statue de son maître, et lui-même enfin exilé à vingt lieues de la capitale. Mais la conscience publique, plus équitable que ceux qui croient lui dicter ses arrêts, le vengea de ces injustes rigueurs. Il resta grand dans la mémoire du peuple, qui avait déjà oublié le Roi pour ne se souvenir que du ministre; les paysans qui vivaient près de son lieu d'exil ne l'appelaient que le « Grand Marquis ». Il mourut enfin, en 1782, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, laissant après lui une des mémoires les plus controversées qui aient jamais embarrassé le jugement de l'historien.

Il faut bien en convenir, c'est un grand homme très-incomplet que le marquis de Pombal. Sans doute, il a donné à son pays, qu'il voulait relever, une impulsion puissante, mais cette impulsion, un peu factice, a cessé après lui. Le bien qu'il a fait, comme le dit un de ses biographes, « il l'a fait à coups de hache », et ce n'est pas ainsi que se fonde une œuvre qui doit durer. On l'a souvent appelé le Richelieu, et Joseph Ier le Louis XIII portugais; mais Richelieu, en écrasant une noblesse factieuse, songeait à l'intérêt de la France, et Pombal n'a songé qu'au sien. Ce sont ses propres ennemis qu'il a fait périr dans les supplices, ce ne sont pas ceux de la grandeur et de l'unité nationales. Toutefois la haine a été pour lui une mauvaise conseillère, et, malgré la sombre énergie de son caractère, tournée tout entière contre les ennemis du dedans, sa politique étrangère est restée toujours équivoque et sans grandeur.

Tout en détestant l'Angleterre, il n'a su ni affranchir le Portugal de sa tutelle, ni l'accepter, et s'appuyer sur elle pour faire face à ses deux ennemis, l'Espagne et la France. En extirpant, avec l'Ordre des Jésuites, une semence de haine et de discordes, il a plutôt eu l'air d'obéir à une rancune personnelle que de chercher à assurer le repos de son pays. Tel est ce caractère étrange, composé de contrastes, où, comme dans un buste à peine ébauché, les traits se contrarient et se heurtent. Ce qui domine en lui, c'est une personnalité puissante qui ne souffre rien à ses côtés, et écarte violemment tout obstacle de son chemin. Richelieu a fondé la monarchie en France, et rendu possible Louis XIV, qui n'eût pas existé sans lui; Pombal n'a jamais travaillé que pour lui-même; la monarchie n'est pas sortie de ses mains plus forte qu'il ne l'avait reçue. Or, le vrai

homme d'État est celui qui aime à s'effacer devant la grandeur de son œuvre; un peuple ne se souvient que des ministres qui se sont oubliés pour lui.

Une fois Pombal écarté, et une Reine espagnole gouvernant le Portugal, il n'y avait pas de raison pour que les deux peuples demeurassent en guerre. La Régente, reconnaissante envers son frère qui avait pris si chaudement son parti, n'eut pas de repos que des relations de bon voisinage ne fussent rétablies entre les deux pays. Le début de la guerre, d'ailleurs, n'avait pas été heureux pour le Portugal, et il ne pouvait plus compter sur l'appui de l'Angleterre, à qui la révolte de ses colonies donnait bien d'autres soucis. Le 1er octobre vit donc signer un traité où toutes les concessions étaient du côté du Portugal. Les longues discordes des deux peuples étaient enfin apaisées par la cession à l'Espagne de la colonie du Sacramento et du Paraguay, avec droit de navigation sur le Rio de la Plata et sur toutes les rivières qui arrosent ces territoires contestés. Toutes les querelles sur les limites des deux États étaient enfin réglées; l'Espagne, en retour de toutes ces concessions, cédait quelques territoires incultes au sud-est du Pérou, et le Portugal, en revanche, renonçait à toute prétention sur les îles Philippines. Enfin, dans une visite de la Régente à son frère, une union politique et commerciale, plus ou moins sérieuse, fut conclue entre ces deux peuples jumeaux, qui s'étaient si souvent disputés sur le sein de leur mère. Cette espèce de *pacte de famille*, plus naturel que l'autre, fut signé à Paris, le 8 mai 1778. Ainsi, au moment où la France échappait à l'Espagne, celle-ci retrouvait un allié dans le Portugal. Cette union, voulue par la Providence, de deux peuples qui ne devraient en faire qu'un, fut un des actes les plus

heureux du ministère de Florida-Blanca, qui s'en honore avec raison dans le compte rendu de son administration, présenté à Charles III. Ainsi l'Espagne, chose rare dans son histoire, se trouva dotée de deux alliés, et sans un seul ennemi, puisque l'Angleterre, les yeux tournés vers l'Amérique, semblait se désintéresser des affaires du continent.

GUERRE DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS.

1763 A 1783.

C'est une grande leçon donnée à l'Europe que cette rébellion heureuse d'une des plus puissantes colonies du globe contre la mère patrie, dont le rôle envers elle s'est borné à toujours recevoir, et à ne jamais donner. La leçon n'a pas été perdue pour l'Angleterre, qui a appris, dans l'Inde et dans ses autres possessions d'outre-mer, à se préoccuper du bien-être et de la civilisation de ses sujets; mais l'Espagne! A-t-elle jamais rien compris à la colonisation? Découvrir un monde nouveau et le civiliser, que de devoirs renfermés dans ces deux mots! Et ces devoirs, a-t-elle jamais songé à les remplir? Qu'a-t-elle vu dans ses colonies? Une mine à exploiter, et dans les indigènes des bêtes de somme qu'il fallait écraser sous le fardeau pour les empêcher de se révolter. Mais si le châtiment de ses fautes s'est fait longtemps attendre, il ne pouvait être ni plus complet ni mieux mérité. L'Espagne, on peut le dire, a été, après Rome, de tous les peuples conquérants, celui qui a traité le plus durement les peuples conquis. Aussi la rupture a-t-elle été complète entre elle et ses colonies émancipées. 1820 à 1830, telle est la date vengeresse qui a pour jamais

affranchi l'Amérique du Sud, si longtemps vassale de l'Espagne ou du Portugal! Ainsi il a fallu un demi-siècle pour que le grand exemple donné par l'Amérique du Nord fût suivi par celle du Midi; mais quelle différence dans les résultats des deux révolutions! La grande République du Nord, fondée, avec la Bible à sa base, par les vieux puritains bannis de l'Angleterre, était mûre pour l'indépendance, et les libertés, pour durer, s'y sont assises sur des croyances. Dans l'Amérique du Sud, au contraire, on sait quelle incurable anarchie règne, depuis le jour de leur fondation, dans ces tristes parodies de républiques où, sous le nom de liberté, le despotisme est à tous les étages de l'édifice social, depuis le sommet jusqu'à la base! Mais si ces peuples, trop longtemps asservis, ont gardé, même en devenant libres, tous les vices des esclaves, la faute n'en est pas à eux, elle est à leurs maîtres, et au clergé qui, au lieu d'élever ces peuples enfants au niveau de la religion qu'il leur apportait, l'a fait descendre jusqu'à eux en caressant leurs superstitions les plus grossières.

Nous n'avons à raconter ici ni l'origine ni les événements de la guerre de l'indépendance des États-Unis. L'Espagne, depuis la mort de Philippe II, ne se mêle plus que de loin en loin aux débats du continent. Elle porte ainsi la peine de ce hautain isolement où elle aime à s'enfermer, en se repliant sur elle-même pour vivre du souvenir de ses gloires passées. La grande querelle de l'émancipation des États-Unis se vide d'abord entre les deux parties intéressées, la Grande-Bretagne et ses colonies. Plus tard, la France, par haine de l'Angleterre, se mêle à ce débat qui ne la touche point, et fait de vains efforts pour y entraîner l'Espagne. Plus tard enfin, et non sans avoir hésité longtemps, le monarque espa-

gnol, après des offres de médiation plus ou moins sincères, se décide à prendre part au conflit. Ce n'est pas en vertu du *pacte de famille*, relégué maintenant sur l'arrière-plan. Non! s'il intervient, c'est en sa qualité de puissance coloniale, lasse de se rencontrer à tous les bouts du monde avec l'Angleterre et sa contrebande, qui n'est pour elle qu'un moyen de préparer la conquête.

La guerre de l'indépendance ne commence pour nous que du moment où l'Espagne s'y associe. Nous résumerons seulement, dans quelques pages rapides, les principaux événements qui précèdent cette période. Remarquons d'abord avec l'historien de la France, M. Henri Martin, que « la révolution d'Amérique naquit, et c'est là sa grandeur, d'une question de droit bien plus que d'intérêt matériel ». L'Angleterre pliait sous le poids des charges que lui avait léguées sa dernière guerre avec la France et l'Espagne. La victoire lui avait coûté presque aussi cher qu'aux vaincus leur défaite. Elle voulut faire participer ses États d'Amérique aux frais de cette victoire à laquelle ils n'avaient rien gagné. Elle avait pour elle le succès, elle avait la force, et aurait pu y ajouter le droit en consultant la représentation coloniale, seul arbitre possible dans un pareil débat; mais le misérable gouvernement de George III crut au-dessous de lui de demander à la libre volonté de ses sujets ce qu'il aimait mieux exiger de leur obéissance (1763).

C'est alors que les représentants coloniaux, avec le sentiment de leur droit, facile à réveiller chez cette race, républicaine en pleine monarchie, refusent à l'arbitraire ce qu'ils eussent probablement accordé à la légalité. La création d'un impôt sur le timbre est le signal d'un soulèvement national, et un congrès populaire se rassemble à New-York (1765). Le gouvernement anglais,

s'apercevant trop tard de la voie dangereuse où il est entré, recule faute d'oser sévir. L'acte du timbre est révoqué; mais cet impôt arbitraire est aussitôt remplacé par d'autres que l'Amérique refuse également de subir (1767). La résistance jusqu'ici avait été passive et morale plus que matérielle; mais bientôt les législateurs coloniaux en viennent à demander l'éloignement des garnisons anglaises. Une ligue se forme pour bannir de la consommation nationale tous les produits de l'Angleterre. Le sang, qui n'avait pas encore coulé, coule enfin à Boston, le 5 mars 1770, dans une rencontre entre le peuple et les soldats, et désormais un abîme sépare pour jamais l'Angleterre de ses sujets révoltés.

Les esprits s'aigrissaient de part et d'autre, la brèche devenait chaque jour plus profonde, et cependant ce n'est qu'en 1775 que la guerre vient à éclater. Les milices américaines viennent bloquer les soldats anglais dans Boston. Un corps d'armée envoyé d'Angleterre ne peut réussir à faire lever le blocus. Mais dans l'intervalle, un grand événement s'est préparé : c'est l'intervention de la France dans la querelle. Beaumarchais, avec les subsides que lui font passer sous main les deux cabinets de Versailles et de Madrid, organise une flotte de corsaires contre le commerce anglais, et fournit aux rebelles l'argent, les canons et les officiers que la France leur refuse officiellement. L'Amérique, encouragée par cet appui indirect, franchit le dernier pas, et, le 4 juillet 1776, paraît la « Déclaration d'indépendance des États-Unis. » Plus heureuse que ne le sera la France de 89, la jeune République a trouvé un homme digne de la représenter dans les Conseils comme sur les champs de bataille : c'est Washington, la plus grande figure des temps modernes, car la simplicité chez

lui ne doit pas faire oublier la grandeur; Washington dont le nom est destiné à briller d'un éclat toujours plus pur, à mesure que les peuples, désabusés de la gloire des armes, entreront dans la voie du progrès pacifique et de la liberté légale, et que la grandeur se mesurera, non plus à l'éclat des victoires et du génie, mais à l'oubli de soi-même et aux services rendus à la patrie.

Nous n'avons pas à raconter ici les événements de cette guerre, la plus belle page de l'histoire de ce triste siècle, où toutes les entreprises politiques de l'Europe sont marquées au coin de la petitesse, de l'égoïsme et de la stérilité. L'ère des Rois a fini, l'ère des Peuples vient de commencer! La révolution française, si inévitable qu'elle fût, eût tardé longtemps peut-être si celle d'Amérique ne lui eût frayé le chemin. Dès le début de cette guerre, la France, avec un secret pressentiment de son avenir, semble avoir compris que c'est sa cause qui se débat de l'autre côté de l'Atlantique. Lafayette, qui se charge de l'y représenter, est un digne pendant de Washington, un vrai champion du droit, toujours prêt à s'effacer devant la cause qu'il est appelé à servir. Le 6 février 1778, le gouvernement français s'allie par un traité à la république naissante, rappelle de Londres son ambassadeur, et en envoie un aux Etats-Unis. Une escadre part de Toulon, et le 17 juin, le premier coup de canon est tiré; le sang a coulé, la brèche est creusée entre les deux nations, rivales quand elles ne sont pas ennemies, et qui ne peuvent se rencontrer sans se heurter que dans le chemin de la liberté.

Jusqu'ici, nous n'avons pas dit un mot de l'Espagne, absente de cette querelle qui la touche pourtant de si près. Certes, la France avait bien quelque droit d'espérer l'appui de sa vieille alliée, unie à elle par un double

lien, la politique et les affections de famille. Mais au lieu de son alliance, l'Espagne offrit sa médiation, rôle moins coûteux sans être plus facile. Charles III, par sa nature, n'inclinait pas vers les desseins timides; mais il avait aussi des colonies à perdre, et soutenir la rébellion de celles de l'Angleterre, c'était inviter les siennes à la révolte. Le chef du cabinet de Madrid, Florida Blanca, avait même écrit à celui de Londres « qu'il considérait l'indépendance des colonies de l'Amérique du Nord comme non moins préjudiciable à l'Espagne qu'à l'Angleterre elle-même. » En revanche, l'ambassadeur espagnol à Paris, Aranda, était un partisan fougueux de la guerre, et le répétait à qui voulait l'entendre.

Le gouvernement anglais rejeta l'offre de médiation de l'Espagne, tant que la France ne retirerait pas son appui aux colons révoltés; mais Charles III revint à la charge avec trois propositions nouvelles : 1° une trêve de vingt-cinq ans entre l'Angleterre et ses colonies, pour laisser aux négociations le temps d'aboutir; 2° une trêve de même durée entre la France, l'Angleterre et ses colonies; 3° un congrès tenu à Madrid où se réuniraient les représentants des quatre puissances; mais en attendant sa décision, l'Angleterre devrait réduire ou retirer d'Amérique ses forces de terre et de mer, et l'indépendance de fait serait accordée aux colonies.

Toutes ces offres, il faut bien le dire, étaient inacceptables pour l'Angleterre; elle objectait avec raison que, si jamais elle était réduite à concéder l'indépendance à ses colonies révoltées, elle aurait plus d'honneur et de profit à la leur accorder d'elle-même que sous la pression de la France et de l'Espagne. Mais le rôle de médiateur allait mal à la tenace ardeur du caractère de Charles III. Aussi, avant même que l'Angleterre eût

rejeté ses propositions, l'ambassadeur espagnol eut ordre de quitter Londres (16 juin 1779), et son départ fut suivi de près par une déclaration de guerre. Dans ce manifeste, l'Espagne ne parlait que de ses griefs personnels contre l'Angleterre, qu'elle accusait d'un double projet d'invasion, contre Cadix et contre les Philippines, accusation absurde, le cabinet de Londres ayant assez d'affaires sur les bras pour n'en pas chercher de nouvelles. Mais au moment même où l'Espagne prenait de fait le parti de l'insurrection, elle ne mentionnait pas même le nom des colonies insurgées, de peur de donner à ses propres colonies un exemple dangereux. Ainsi Charles, par un coup de tête, abandonnait ce système de neutralité persistante qui avait fait la prospérité du pays sous Ferdinand VI, pour se jeter de nouveau dans les hasards d'une guerre maritime contre ce redoutable ennemi.

Du reste, l'Espagne était depuis longtemps préparée à la lutte : elle ne comptait pas moins de 70 vaisseaux de ligne, dont 32 prêts à prendre la mer. Une escadre française de 30 vaisseaux, sous les ordres de d'Orvilliers, allait sortir de Brest, et 50,000 soldats campaient sur le littoral de l'Ouest, tout prêts à envahir l'Angleterre par l'île de Wight, pendant que l'Espagne entamerait de son côté le siége de Gibraltar.

Le plan, envoyé de Paris par Aranda, ne manquait pas de grandeur ; mais pour le réaliser, la première condition, c'était la jonction des deux flottes ; car ce n'était pas trop des forces réunies des deux alliés pour tenter l'invasion de cette île que la mer et les courants de la Manche protégent encore moins que le courage de ses habitants. Le 3 juin, d'Orvilliers mit à la voile avec son escadre, assez mal équipée, et se dirigea vers le

Ferrol pour y prendre une division de huit navires de guerre. Mais ceux-ci n'étaient pas prêts, et l'amiral espagnol refusa de partir, sous prétexte de vents contraires; fatal augure pour une expédition où la première condition du succès c'était l'union entre les confédérés.

Du Ferrol, d'Orvilliers se dirigea vers Cadix, où 30 vaisseaux se rallièrent à lui, le 26 juillet seulement, et un temps précieux fut ainsi perdu, grâce à la lenteur espagnole. Au retour, la division du Ferrol se décida enfin à faire sa jonction, et les deux flottes réunies formèrent un total de 68 vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et les bâtiments légers. Depuis les jours de l'*Armada*, l'Angleterre n'avait pas vu une flotte aussi formidable la menacer de l'invasion. Mais les transports où devaient s'embarquer les troupes n'étaient pas prêts, grâce au décousu et à l'incurie de l'administration française. La terreur n'en fut pas moins profonde dans les Iles Britanniques, si bien gardées qu'elles soient par la mer. L'Angleterre, se fiant à l'inertie de l'Espagne et aux protestations de son gouvernement en faveur de la paix, n'avait fait aucuns préparatifs de défense. Toutes ses forces navales étaient alors en Amérique ou dans l'Inde, et 30 vaisseaux restaient seuls à garder cette vaste étendue de côtes. Les populations du littoral, affolées de terreur, songeaient à s'enfuir plutôt qu'à se défendre. L'Irlande enfin, toujours frémissante sous le joug anglais, avait pris les armes, moins pour repousser l'ennemi que pour conquérir son indépendance. Avec un peu de résolution et d'entente entre les deux alliés, on pouvait frapper un grand coup contre l'Angleterre désarmée.

Mais tout avorta, grâce au manque de concert entre

les coalisés, et à l'incapacité des marins espagnols, égale à leur courage, grâce enfin au scorbut qui fit dans les deux flottes d'affreux ravages. Le seul vaisseau amiral français, la *Ville-de-Paris*, perdit 280 hommes. Le ministre de la marine, Sartine, avait promis que, à la hauteur d'Ouessant, un convoi de vivres viendrait ravitailler la flotte; mais rien ne parut quand l'escadre se présenta. On n'en poursuivit pas moins sa route vers l'Angleterre, mais sans vivres et sans troupes de débarquement. Les vents se mirent de la partie, et retardèrent la marche, et le 14 août seulement, on atteignit le cap Lizard, à la pointe sud-ouest de la Grande-Bretagne.

L'expédition devait s'ouvrir par une attaque sur Portsmouth, le grand port militaire du midi de l'Angleterre; mais un ordre du ministre enjoignit à la flotte d'opérer sa descente à Falmouth, près du cap Lizard. L'ordre était inexécutable, car la rade de Falmouth n'était pas en état de recevoir une escadre aussi nombreuse. L'amiral, avant d'obéir à une consigne impossible, voulait d'abord écraser la flotte anglaise; mais celle-ci parvint à éviter un engagement, en se réfugiant dans Plymouth, avec perte d'un seul vaisseau. Enfin l'escadre franco-espagnole, à bout de vivres, et redoutant les tempêtes de l'équinoxe, fut obligée de se replier sur Ouessant, sans avoir tenté ni une bataille ni un débarquement. Là, au lieu du convoi de vivres sur lequel elle comptait, elle trouva l'ordre de rentrer à Brest, et se résigna tristement à obéir. Ainsi se termina cette expédition, entreprise avec des forces si imposantes, et où tout avorta, faute d'un plan arrêté entre les deux alliés. L'imprévoyance et le désordre étaient tels dans l'administration de la marine française que les troupes qui

devaient opérer la descente ne furent pas même embarquées.

Après cette expédition si honteusement avortée, la mésintelligence s'accrut encore entre les deux cours comme entre les deux pays. Sans avoir livré l'ombre d'une bataille, l'Espagne avait perdu 3,000 hommes, la France davantage, et chacun rejetait la faute sur son allié. La flotte française, après son retour, resta incapable d'agir pendant plusieurs mois.

Dans l'intervalle, le cabinet de Madrid, avec une activité qui ne lui était pas ordinaire, investit, par terre et par mer, Gibraltar, objet de ses éternels regrets, blessure toujours saignante infligée à l'orgueil espagnol. L'épuisement de la garnison faisait espérer la reddition de la place ; mais l'Angleterre, bientôt remise de sa terreur passagère, s'était décidée à faire face à tous ses ennemis, sur terre comme sur mer, dans le vieux monde comme dans le nouveau. Pendant que des milices s'organisaient sur toutes ses côtes, et qu'une armée sortait de terre pour défendre le sol de la patrie, sa marine, par un effort désespéré, improvisait une flotte de 22 vaisseaux, commandée par l'amiral Rodney. Le plus pressé, c'était de secourir Gibraltar, conquête aussi chère à l'orgueil anglais que douloureuse pour le patriotisme espagnol. L'activité de l'Angleterre finit par réveiller celle des deux alliés; oubliant pour un instant leurs dissensions, tous deux n'eurent plus qu'une pensée : réparer les fautes commises et le temps perdu, et tenir tête aux Anglais dans les deux mondes à la fois. Rien ne fut épargné pour remettre sur pied les deux flottes, et Aranda lui-même se rendit à Brest pour presser le départ de la flotte française.

Bientôt l'escadre coalisée, forte de 40 vaisseaux,

vint attendre dans les eaux de Brest la flotte anglaise, tandis qu'une flottille espagnole de 15 navires fermait aux Anglais l'approche de Gibraltar; mais toutes ces combinaisons échouèrent devant la merveilleuse activité de l'amiral Rodney : avant que la flotte de Brest fût prête à prendre la mer, il était déjà sur les côtes de l'Espagne, où il s'emparait d'un convoi de 15 transports, chargés de munitions et de vivres, qui lui servirent à ravitailler Gibraltar. Bientôt, le 16 janvier 1780, une division de l'escadre espagnole, sous les ordres de l'amiral Langara, se trouva aux prises avec les forces bien supérieures de l'amiral anglais. Après une lutte héroïque qui dura huit heures, et où le courage des marins espagnols compensa l'infériorité du nombre, un de leurs vaisseaux sauta en l'air, deux furent jetés à la côte, six forcés de se rendre, et quatre seulement parvinrent à gagner le large. Langara, cerné par quatre navires ennemis, soutint leur feu tant que dura l'action, et ne se rendit qu'en voyant sa flotte dispersée ou captive, et son vaisseau prêt à couler bas. Ainsi l'honneur national resta sauf, et, aux yeux de l'Espagne, une pareille défaite valait presque une victoire.

Évidemment, la marine espagnole, à elle seule, n'était pas de force à lutter contre celle de l'Angleterre, et les deux marines combinées ne se réunissaient que pour échouer dans toutes leurs entreprises. Gibraltar, bien pourvu de munitions et de vivres, était maintenant en état de résister au blocus le plus prolongé, et Rodney, après avoir frappé d'impuissance toutes les tentatives de résurrection maritime de l'Espagne, partit triomphant avec sa flotte pour les Antilles.

La terreur que l'*Armada* hispano-française avait semée sur les côtes de l'Angleterre régnait maintenant

dans les colonies espagnoles. Au lieu d'attaquer, il fallait songer à se défendre. L'amiral Solano, avec 12 vaisseaux de ligne, et plus de 60 transports, fut envoyé aux Antilles sur les traces de Rodney, pour y rallier la flotte française. Le cabinet de Versailles ayant proposé à celui de Madrid de tenter une nouvelle expédition sur les côtes d'Angleterre, Charles III, peu encouragé par le succès de la première, s'y refusa obstinément. Mais l'Espagne, après tant de revers, devait pourtant avoir son jour de bonheur. Florida Blanca, averti qu'un convoi de soixante navires marchands, en route pour les Deux-Indes, allait, sous une faible escorte, sortir des ports anglais, confia la mission de s'en emparer à l'amiral Cordova qui croisait alors dans le détroit, uni à une petite division française. La rencontre eut lieu près des Açores : les deux vaisseaux d'escorte parvinrent à s'échapper; mais le convoi tout entier, d'une valeur d'un million et demi sterling (38 millions de fr.), resta aux mains des alliés, avec quatre mille prisonniers.

L'amiral Solano, arrivé aux Antilles sans avoir rencontré Rodney, opéra sa jonction le 19 juin avec la flotte française, commandée par Guichen, qui venait de remporter sur l'escadre anglaise un avantage signalé. Les deux alliés réunis comptaient 35 vaisseaux, et les Anglais n'en avaient que 21. Leurs colonies, munies de garnisons insuffisantes, offraient une proie facile à l'ennemi. La Jamaïque, objet tout spécial des ambitions de l'Espagne, était la plus exposée; mais un sort fatal semblait s'attacher à toute expédition entreprise en commun par les deux alliés : l'entassement des troupes sur les vaisseaux, le manque de précautions, le fatalisme dans la souffrance, que les Espagnols

semblent avoir emprunté aux musulmans, amenèrent des maladies contagieuses. Une mortalité toujours croissante sévit sur toute l'escadre, et l'animosité qui régnait entre les deux nations n'en fut pas diminuée. Enfin, après bien des efforts inutiles pour arrêter les progrès du fléau, l'expédition d'Amérique avorta, comme avait avorté celle d'Angleterre. La flotte française s'en retourna à Brest, et l'espagnole à la Havane.

Dans l'intervalle, le gouverneur de la Louisiane, Galvez, envahissait la Floride de l'Ouest, occupée par les Anglais, et s'en emparait, non sans résistance, pendant que le gouverneur du Yucatan attaquait les colonies anglaises de la baie de Honduras. La guerre était partout, sur terre comme sur mer, dans le vieux monde comme dans l'ancien, sans qu'on pût dire de quel côté la fortune penchait. D'une part comme de l'autre le courage était égal, mais, des deux côtés aussi, le désordre des finances annulait tous les résultats de l'habileté des généraux et du courage des soldats. L'Espagne, il est vrai, franchement entrée dans la voie des réformes, tendait à se relever de son long abaissement; mais l'Angleterre, sous les tristes successeurs du grand Chatam, était descendue presque aussi bas que la France sous Maurepas. La corruption, qui marche toujours de front avec l'incrédulité, avait miné les ressorts des deux gouvernements. Les vieilles libertés de la Grande-Bretagne, naguère fondées sur l'esprit religieux, avaient perdu leur base la plus solide, et la France, en attendant qu'elle eût conquis les siennes, ne songeait encore qu'à démolir, et non à réédifier.

Le résultat le plus clair des deux dernières campagnes, c'était la froideur, toujours croissante, entre les

cours de Versailles et de Madrid. L'Angleterre s'en aperçut bien vite, et se hâta d'en profiter. Elle se servit, pour amorcer l'Espagne, d'un appât qui lui avait toujours réussi, la promesse de restituer Gibraltar. Le commandant de la station anglaise à Lisbonne insinua que le premier ministre anglais, lord North, ne serait pas éloigné d'acheter à ce prix la paix et l'alliance de l'Espagne. L'offre ne pouvait pas être sincère, car l'orgueil anglais était aussi enivré de la possession de Gibraltar que l'orgueil espagnol froissé de sa perte. Mais la fortune de l'Angleterre, à cette date, n'était pas au niveau de ses prétentions : aussi dans cette offre insidieuse, n'y avait-il de sérieux que le désir de désarmer l'Espagne, et de la ramener tout au moins à la neutralité. Nous ferons grâce à nos lecteurs de cette parade de négociation que Charles III et son ministre paraissent avoir prise au sérieux ; mais même en jouant cette comédie, l'Angleterre restait fidèle à son rôle, c'est-à-dire à son intérêt. En échange de Gibraltar, et pour adoucir l'amertume d'une pareille concession, elle demandait : 1° la cession de Porto-Rico, la dernière des grandes Antilles ; 2° un port, avec le terrain suffisant pour bâtir un fort dans la baie d'Oran, demande suspecte qui, sous prétexte de rendre Gibraltar à l'Espagne, tendait à lui donner un pendant de l'autre côté du détroit. Mais ce n'est pas tout encore : Porto-Rico, comme indemnité, n'était pas jugé suffisant, et l'Espagne devait encore racheter Gibraltar 50 millions de francs, et rembourser ainsi aux Anglais toutes les dépenses qu'ils avaient faites pour le défendre contre elle. On trouvera peut-être la somme un peu forte ; mais elle n'a rien d'exagéré pour quiconque a vu de ses yeux les étages superposés de batteries creusées dans le roc, qui

hérissent la montagne, de la base au sommet. On comprend le prix que l'Angleterre attache à Gibraltar en voyant ce qu'il lui a coûté!

Le seul côté sérieux de cette prétendue négociation, c'est que l'Angleterre exigeait de l'Espagne une rupture complète avec la France, et une confirmation nouvelle de l'ancien *Traité de Paris;* le cabinet de Madrid devait s'engager à ne prêter aucun secours aux colonies révoltées, et même aider à les soumettre. La restitution de Gibraltar comme la cession de Porto-Rico ne devaient avoir lieu qu'après l'entière soumission des colonies rebelles. Ajoutons enfin que ce semblant de négociations, destiné à amuser l'Espagne, avait été toléré, mais non autorisé par le cabinet de Londres, pénétré de l'impossibilité de faire accepter à un Parlement anglais la cession de Gibraltar. Mais bientôt l'ardeur fébrile que mit à cette affaire le cabinet de Madrid força le cabinet de Londres à désavouer le marin qui avait voulu trancher du diplomate. Toutefois le ministère espagnol n'en continua pas moins de négocier, dans le seul but d'inquiéter la France, et de la forcer à resserrer les nœuds de l'alliance, et ce résultat fut atteint en effet : l'amiral d'Estaing, à la tête d'une escadre, vint à Cadix protester de la ferme intention du ministère français de pousser la guerre avec une nouvelle vigueur, et de ne rien épargner pour rendre Gibraltar à l'Espagne. Ainsi le dernier résultat de ces pourparlers, où il n'y eut de réel des deux côtés que l'importance mise à la possession de Gibraltar, fut la reprise des hostilités avec une fureur nouvelle.

NEUTRALITÉ ARMÉE.

Arrêtons-nous un instant devant une des questions les plus controversées du droit des gens, celle des obligations des neutres en temps de guerre. Cette question n'a jamais existé pour l'antiquité, toujours courbée sous le joug de la force. Le moyen âge, c'est-à-dire la force brutale régularisée, et enfermée dans des cadres, ne pouvait, comme l'antiquité, reconnaître d'autre droit que celui du plus fort. Ce n'est guère que dans le siècle dernier, lors du réveil de la raison publique et des instincts de liberté, si longtemps étouffés par le pouvoir absolu, que les principes du droit des gens, établis par Grotius dans son livre immortel, *de Jure belli et pacis*, ont commencé à passer dans la pratique usuelle et dans le commerce des nations.

Dans le droit des gens, les questions les plus délicates, sans contredit, sont celles que soulève le droit maritime. Le domaine des mers, appartenant également à tous, devrait être celui de la liberté. Or ce qu'a été Rome sur la terre ferme, dans cet ancien monde où elle régnait, l'Angleterre l'est dans le nouveau, sur l'Océan qu'elle voudrait confisquer à son profit. En s'attribuant, dès qu'elle est en guerre, un droit de suprématie sur tous les navires qui s'aventurent sur cet Océan, devenu son domaine, elle a fini par avoir contre elle tous les peuples maritimes. Aussi, à la date où nous sommes arrivés, vit-elle dans un isolement hautain, sans alliés, séparée comme son île du continent où elle n'a que des rivaux et des ennemis. En prenant parti pour les colonies anglaises révoltées, la France avait joint à sa

déclaration de guerre un règlement où les droits des neutres, foulés aux pieds par l'Angleterre, étaient hautement reconnus. Voulant donner un exemple au monde, et une leçon à sa vieille ennemie, elle avait défendu à ses croiseurs et à ses corsaires d'arrêter les navires neutres à l'entrée ou à la sortie des ports ennemis, en n'exceptant que ceux qui porteraient des secours aux places assiégées, ou seraient chargés de marchandises de guerre.

L'Angleterre, irritée, et ne pouvant se venger de la France, détourna sa colère sur la Hollande, son antique rivale, la Hollande à qui elle devait, avec Guillaume III, ces libertés dont elle était si fière. Au mépris de tous les traités, foulant aux pieds les principes les plus élémentaires du droit des gens, le gouvernement anglais déclara contrebande de guerre tout objet pouvant servir à l'équipement des vaisseaux, et arrêta sur l'Océan entier, devenu le théâtre de la guerre, tout navire neutre frété pour les ports français, sans en donner d'autre avis que cette affirmation hautaine : « Tous les ports de France sont naturellement bloqués par l'Angleterre, puisque les deux États sont en guerre. »

C'en était trop, et l'Angleterre cette fois avait dépassé la mesure. Le Danemark se plaignit hautement, la Suède fit mieux, et résista. La Hollande, dans un moment de faiblesse, avait cédé aux exigences du cabinet de Londres, et renoncé à défendre les droits des neutres; la France s'en vengea par des mesures restrictives contre le commerce des Pays-Bas. La Hollande, atteinte dans les sources de sa vie nationale, finit par se rappeler que la mer appartenait à tout le monde, et brava les défenses du cabinet de Londres en faisant escorter ses navires marchands par des vaisseaux de

guerre. Mais une escadre anglaise s'empara du convoi et de son escorte, à la sortie des ports hollandais, et l'Angleterre compta un allié de moins et un ennemi de plus.

C'est alors que Florida Blanca conçut la pensée d'organiser contre les arrogantes prétentions de l'Angleterre une ligue de toutes les puissances maritimes du continent. La France étant d'avance acquise à cette alliance, c'est à la Russie qu'il s'adressa. Par l'entremise du premier ministre Panin, ennemi juré de l'Angleterre, Florida fit appel à l'amour-propre de Catherine, en l'engageant à enrôler l'Europe dans une ligue destinée à défendre les vrais principes du droit maritime, ligue qu'on décorerait du nom de *neutralité armée.* Pour atteindre son but, le ministre espagnol se servit d'un singulier moyen : maître, par le détroit, de l'unique porte de la Méditerranée, il en interdit le passage, pendant le blocus, à tous les bâtiments neutres qui auraient à bord des marchandises anglaises, et notamment à deux vaisseaux russes ; et quand la Russie réclama, ainsi que toutes les nations lésées dans leur commerce, Florida répondit, avec une implacable logique, « qu'on pouvait bien tolérer de la part de l'Espagne ce que l'on tolérait depuis si longtemps de la part de l'Angleterre. » Catherine, dont toutes les visées étaient tournées du côté de l'Orient, ménageait soigneusement le cabinet de Londres dans l'espoir d'acheter ainsi son appui ; mais peu disposée à supporter de l'Espagne ce qu'elle supportait de l'Angleterre, dans le premier emportement de sa colère, elle donna l'ordre d'armer une escadre pour châtier l'insolence espagnole. Mais Panin, qui savait la prendre par son faible, parvint à lui persuader qu'elle ferait bien plus grande figure en Europe si, se plaçant

à la tête des puissances blessées par les hautaines prétentions du ministère anglais, elle faisait prévaloir, même par la force au besoin, les vrais principes du code naval, si longtemps violés par l'Angleterre.

Le principe une fois posé, la France, l'Espagne, le Danemark et la Suède s'empressèrent d'y adhérer. La Hollande hésitait encore, malgré les outrages subis, grâce à la secrète connivence de son Stathouder Guillaume V avec le cabinet de Londres; mais l'Angleterre coupa court à ses hésitations en lui faisant la guerre, suivant son habitude, avant de la lui avoir déclarée. Elle demanda à entrer dans la ligue; mais la Russie refusa de l'y recevoir, pour la punir de ses délais, et l'Angleterre en profita pour mettre la main sur le riche héritage colonial de la Hollande, dont le déclin politique date de cette époque.

Il y avait là, dans ce principe de la *neutralité armée*, où l'Europe se faisait elle-même la gardienne de son droit, un germe fécond d'où pouvait sortir l'équilibre européen, vainement cherché jusque-là. On en revenait presque, sans s'en douter, à la *République chrétienne de Sully*, et la paix du monde pouvait naître d'une question commerciale, élargie par la notion du droit, qui féconde tout ce qu'elle touche... Mais les vues égoïstes et bornées des souverains du XVIIIe siècle ne savaient pas s'élever si haut. Chacun ne pensait qu'à soi et à son intérêt du moment, sans comprendre que les seuls intérêts durables sont ceux qui se rattachent à l'intérêt de tous. Catherine, qui n'avait qu'une pensée, ouvrir à la Russie le chemin du Bosphore, fut la première à désavouer son œuvre, et à plaisanter sur cette *neutralité armée* qu'elle appelait une *nullité armée*.

Réduites à leurs propres ressources, la France et

l'Espagne n'en résolurent pas moins de poursuivre la guerre. Dès le mois de mars, une première division de l'escadre française était partie pour les Antilles; Guichen, à la tête de la seconde, forte de dix-huit vaisseaux, mit à la voile pour Cadix, où l'attendait la flotte espagnole. Réunies, les deux escadres comptaient cinquante navires, forces bien supérieures à celles que l'Angleterre pouvait leur opposer. Deux expéditions s'organisèrent à la fois dans les deux mers : pendant que le gros de l'escadre, sous les ordres de l'amiral Cordova, se dirigeait vers la Manche, le 21 juillet, une flotte de transports, portant dix mille soldats, commandés par le duc de Crillon, cingla, sous l'escorte de deux vaisseaux de guerre et de quelques frégates, vers Minorque, devenue, sous la domination britannique, un nid de corsaires qui infestaient toute la Méditerranée.

La flotte débarqua dans l'île le 21 août. L'expédition avait été préparée avec le plus grand secret; l'Angleterre, occupée de se garder elle-même contre l'invasion, n'avait pas le temps de songer à défendre Minorque. Trois mille hommes, telles étaient toutes les forces dont disposait le gouverneur Murray. Forcé d'abandonner aux assaillants la ville et le port de Mahon, avec cent soixante canons et quantité de navires et de munitions, il se renferma dans le fort Saint-Philippe, où il opposa à l'ennemi une résistance désespérée. Ne pouvant le vaincre, on essaya de l'acheter; mais cette offre insultante fut rejetée avec indignation. En dépit des renforts qui arrivaient sans relâche de Barcelone et de Toulon, la place tenait encore à la fin de l'année. Mais les assiégeants avaient pour eux le nombre, la force et les sympathies de l'île tout entière qui supportait impatiemment le joug anglais. Cent

bouches à feu tonnaient sans relâche sur le fort et sur la garnison, décimée par la faim et par les maladies. Enfin, le 5 février, le brave gouverneur, à bout de ressources, se vit contraint à capituler. Le roi d'Espagne voulait que la garnison tout entière restât prisonnière de guerre. Mais la générosité du commandant français adoucit ces dures conditions, et le digne gouverneur fut traité par ses vainqueurs avec tous les égards dus à son courage.

C'était là pour l'Angleterre plus qu'une défaite, c'était une position perdue dans la Méditerrannée, où elle a toujours été si jalouse de prendre pied; position admirable, entre la France et l'Espagne dont elle pouvait tenir les côtes dans une sorte de blocus continu, à portée enfin de l'Afrique qu'elle pouvait surveiller, en opposant ses corsaires aux corsaires barbaresques. Pour l'Espagne, en revanche, c'était plus qu'une victoire, c'était une satisfaction accordée à l'orgueil national, blessé de voir le pavillon anglais flotter à la fois à Minorque et à Gibraltar!

Dans l'intervalle, la flotte coalisée se dirigeait vers le sud de l'Angleterre, et laissait une flotte anglaise de vingt et un vaisseaux chercher un refuge dans la rade de Torbay, où l'amiral espagnol n'osa pas la poursuivre. Les vents contraires et les maladies forcèrent bientôt les deux alliés à se séparer; les Français s'en retournèrent à Brest, les Espagnols à Cadix, après une campagne aussi honteusement avortée que les deux précédentes. Évidemment les deux natures de peuples n'étaient pas faites pour s'accoupler ensemble : le génie français, toujours porté à l'action, supportait impatiemment les lenteurs espagnoles; les deux alliés, loin de se compléter l'un l'autre, ne parvenaient qu'à se heurter, et toute entre-

prise tentée en commun était d'avance condamnée à échouer.

Redevenu maître de Minorque, en attendant Gibraltar, Charles III voulut encore tenter un coup plus hardi, en s'emparant de la Jamaïque, riche fleuron détaché par l'Angleterre de la couronne coloniale de la Castille. Mais ce n'était là qu'une partie du vaste plan conçu par les alliés : pendant qu'une flotte franco-espagnole allait achever la conquête des Antilles et en bannir le pavillon anglais, une autre escadre franco-hollandaise allait, dans les Indes de l'Est, essayer de renverser le colossal empire qu'était en train d'y fonder l'Angleterre. Quelques lignes suffisent pour résumer cette expédition des Antilles, complétement avortée, comme toutes celles que les deux peuples ont tentées ensemble. Charles III avait réuni à Saint-Dominique, pour attaquer la Jamaïque, onze vaisseaux et vingt mille soldats, commandés par Galvez, le conquérant de la Floride; mais la flotte espagnole ne put parvenir à rallier la flotte française. L'Angleterre, par un effort surhumain, dirigea de nouvelles forces vers les Antilles; l'escadre française, dans un combat malheureux, fut écrasée par Rodney, avec perte de cinq vaisseaux, et l'amiral de Grasse fut fait prisonnier avec le navire qu'il montait (12 avril). La Jamaïque fut sauvée, et la flotte espagnole s'en retourna à la Havane, sans avoir tenté même de sortir de son inaction.

Rentrons maintenant dans la Péninsule, où va éclater encore une fois l'impuissance du cabinet de Madrid, non pas à former, mais à accomplir de grands desseins. Gibraltar, depuis trois ans déjà, était soumis à un blocus opiniâtre, dont semblait se rire l'imprenable cité. On comprend ce que l'Espagne devait souffrir à voir

l'étranger camper sur son territoire, juste à ce point décisif qui domine l'entrée des deux mers et des deux continents. Chacun sentait que, tant que l'Angleterre serait maîtresse du détroit, il n'y aurait pas de paix possible entre les deux nations. Aussi ne s'étonne-t-on pas de voir l'Espagne, impuissante à atteindre son ennemi chez lui, se décider à un effort désespéré pour lui reprendre Gibraltar, tentative nouvelle qui ne devait pas être plus heureuse que toutes celles qui l'avaient précédée.

Jusqu'ici le blocus n'avait jamais été bien sérieux. La garnison, composée de sept mille vétérans, commandés par un gouverneur d'élite, résistait depuis trois ans à toutes les attaques. Réduite plus d'une fois aux plus dures extrémités, elle savait que l'Angleterre avait les yeux fixés sur elle; et en effet, en dépit du blocus et des croisières espagnoles, les secours ne lui avaient jamais manqué. En voyant son impuissance, tout autre se fût découragé; mais ni Charles III, ni l'Espagne ne savaient renoncer à une entreprise, quand l'orgueil national y était attaché. Nous voudrions faire revivre ce siége fameux sous les yeux de nos lecteurs, mais il faut pour cela lui expliquer la position de Gibraltar: qu'on se figure une montagne, l'antique Calpé, avec une ville à ses pieds, du côté de l'ouest, le tout formant une presqu'île, plus haute que large, et rattachée au continent par une étroite langue de terre. En face, sur la côte africaine, s'élève l'autre sommet, Abila, pendant de Calpé, qui semble en avoir été séparé d'hier par l'Hercule phénicien; car les couches stratifiées qui couvrent les flancs des deux monts témoignent assez qu'ils ont naguère été réunis, et que la main de l'homme ou la puissance des flots les a seule divisés. Puis, entre deux, le détroit, fleuve immense où passent, dans un éternel et rapide

courant, les flots de l'Océan qui, depuis tant de siècles, ne cessent de se déverser dans la Méditerranée, sans que le niveau de celle-ci ait augmenté d'une ligne, si même il n'a pas diminué[1].

Il s'agissait de convertir le blocus en siége, et, avec l'étrange configuration de cette forteresse naturelle, isolée au milieu des flots, l'approche de la place était pleine de difficultés. L'espace et le terrain manquaient pour établir des batteries, sur une langue de terre basse et étroite, presque au niveau de la mer, et dominée par le feu plongeant de cette montagne-forteresse, hérissée de canons de la base au sommet. Les lignes du blocus avaient été en partie détruites par une énergique sortie de la garnison; on les remplaça par une batterie de deux cents pièces de canon, occupant dans toute sa largeur la langue de terre qui joint Gibraltar à la terre ferme. Le camp établi à Saint-Roch, hors de la portée des projectiles de la place, fut plus que doublé; les tranchées furent ouvertes, et les assiégeants, avec des peines inouïes, réussirent à s'établir à deux mille mètres de l'ennemi, et à y construire une quatrième parallèle, assez forte pour braver le feu des batteries opposées. Mais ils avaient affaire à un adversaire aussi passionné dans la défense qu'eux l'étaient dans l'attaque : la nuit du 7 novembre 1781, une sortie furieuse vint bouleverser tous les travaux du siége, et faire un monceau de ruines de ces remparts, trop vite construits pour être bien solides.

Évidemment, pour lutter contre de pareils obstacles, il fallait sortir de la tactique ordinaire des siéges, et

1. C'est du moins ce que semble prouver le temple de Sérapis à Pouzzoles, près de Naples. De nombreux coquillages fossiles, apportés par les eaux, se trouvent incrustés dans les colonnes, à un mètre environ au-dessus du niveau de la mer.

demander à la science ce que la force ne pouvait pas donner. Les ingénieurs les plus habiles de la France et de l'Espagne avaient mis leurs talents et leurs inventions au service de cette difficile entreprise. Le problème était presque insoluble : il s'agissait, avec des batteries presque à fleur de terre, de résister au feu plongeant des remparts de la ville et des batteries du mont, dont tous les coups portaient, au milieu de cette masse confuse, concentrée sur un étroit espace. L'homme ici était impuissant, c'était à la science à venir à son secours. Un officier du génie français, d'Arçon, inventa les célèbres batteries flottantes dont l'histoire a tant parlé. Elles se composaient de dix vaisseaux de ligne, rasés, blindés, et revêtus de liége et de cuirs non tannés, pour amortir les coups des boulets. A l'intérieur circulaient, comme les veines dans le corps humain, des tuyaux remplis d'eau, pour éteindre au besoin l'incendie. Chaque batterie n'avait qu'un mât et une voile, et il fallait les remorquer jusqu'à la place qu'elles devaient occuper; fixées au fond de la mer par des ancres et des câbles puissants, elles avaient à la fois la solidité d'un rempart et la mobilité d'un vaisseau. Gibraltar étant situé sur le versant ouest de la montagne, et l'attaque terrestre ne pouvant se faire que par le nord, sur la langue de terre qui mène à Algésiras, les batteries flottantes et les vaisseaux pouvaient donc ouvrir leur feu sur le côté de la ville qui regarde la mer, tandis que l'attaque par terre se ferait d'un autre côté, et une double chance de succès était ainsi ouverte aux assaillants.

Les batteries flottantes étaient enfin en mesure d'agir, et l'armée, pleine de confiance, se prépara à une attaque générale par terre et par mer. Deux princes du sang de France, le comte d'Artois, qui fut depuis

Charles X, et le duc de Bourbon, étaient venus de Versailles assister au triomphe de leurs armes. L'Espagne, la France entière, les yeux fixés sur Gibraltar, escomptaient déjà leur future victoire, dont personne n'aurait osé douter. Le plan d'attaque avait été présenté au Roi et approuvé par lui. Crillon, le conquérant de Minorque, avait amené ses troupes victorieuses, et les deux armées, réunies sous ses ordres, montaient à quarante mille hommes, forces plus que suffisantes pour tout autre siége.

La flotte espagnole, forte de quarante-cinq navires, et commandée par le vieux Cordova, arriva enfin le 12 septembre, après s'être emparée, chemin faisant, d'un riche convoi anglais. Dès le lendemain, l'attaque commença sur toute la ligne, par terre et par mer à la fois. Toutes les hauteurs au-dessus d'Algésiras étaient couronnées de spectateurs, qui venaient assister à ce sanglant tournoi. Au dire de tout le monde, la victoire était assurée : comment toutes les forces de l'Espagne et d la France réunies ne viendraient-elles pas à bout de la résistance d'une place, si forte qu'elle fût, quand aucun secours humain ne pouvait arriver jusqu'à elle?

L'artillerie des tranchées ouvrit la première un feu terrible qui fut le signal du combat. Les batteries flottantes furent péniblement amenées vers la place qu'elles devaient occuper, à douze cents mètres des remparts, place que, grâce aux bas-fonds, elles n'atteignirent même pas tout à fait. Les mesures furent mal prises; un vent violent, qui s'éleva dans l'intervalle, et une mer très-forte empêchèrent l'escadre de joindre son feu à celui des batteries. Celles-ci, ayant enfin jeté l'ancre, commencèrent à vomir sur la ville et sur les remparts une pluie de bombes et de boulets; mais les projectiles, rebondis-

sant sur le roc, ne produisaient que peu d'effet. La place répondit par un feu non moins vif; quatre cents bouches à feu du plus fort calibre tonnaient en même temps; le fracas était tel qu'on l'entendait de l'autre côté du détroit, et les musulmans durent se réjouir de voir les peuples chrétiens employer à se détruire des forces qui, réunies, auraient suffi à la conquête du nord de l'Afrique.

La lutte se soutint ainsi pendant plusieurs heures, sans avantage marqué d'un côté ni de l'autre. Les batteries flottantes semblaient répondre à l'attente générale : les boulets, les bombes rebondissaient sur elles sans percer l'épaisse cuirasse dont elles étaient revêtues. Mais par malheur, la précaution de les munir d'eau à l'intérieur avait été négligée : on avait craint qu'une masse d'eau aussi forte, en circulant partout, n'altérât la qualité de la poudre, et tous les tuyaux étaient à sec, contre l'expresse volonté de l'ingénieur. Aussi, vers le soir, quelques boulets rouges ayant pénétré dans une de ces forteresses flottantes par les embrasures des canons, le feu finit par y prendre. On essaya vainement de l'éteindre, et il fallut évacuer à la hâte le nombreux équipage qui la montait. L'amiral s'empressa d'envoyer des chaloupes pour recueillir les fugitifs; mais bientôt une seconde batterie prit feu comme la première, et les canonières anglaises, voyant le feu se ralentir, s'approchèrent à demi-portée, et ouvrirent un feu violent sur les équipages qu'on essayait de sauver.

La nuit était venue; mais les flammes de l'incendie et le tir incessant des canons suffisaient pour éclairer la rade tout entière. Tout espoir de sauver les deux batteries incendiées étant perdu, le général espagnol,

Moreno, perdant la tête, donna l'ordre de les laisser brûler, et de mettre le feu aux huit autres, pour ne pas les voir tomber aux mains de l'ennemi. Malgré tous les efforts tentés pour sauver les équipages, sur cinq mille hommes, on en perdit deux mille; tous auraient péri si les Anglais, avec une humanité qui les honore, n'avaient pas recueilli, sur ces débris flottants, les malheureux dont les cris emplissaient toute la rade.

Telle est l'histoire de cette terrible journée que suivit une nuit plus terrible encore. Nous n'essayerons pas de peindre le désappointement des nombreux spectateurs qu'avait attirés ce curieux spectacle, et qui, au lieu d'une fête de triomphe se trouvaient en présence de cet affreux désastre. C'était là un triste début pour un siége sur lequel on avait fondé tant d'espérances! Seuls, les Français se seraient découragés peut-être; mais le trait saillant du caractère espagnol, c'est une persévérance que ne peut abattre aucun revers. La garnison, harassée par ce long blocus, était à bout, sinon de courage, au moins de munitions et de vivres. Les deux flottes coalisées comptaient soixante-quatorze vaisseaux; et l'Angleterre, obligée de porter tout son effort sur l'Amérique, en avait à peine trente à leur opposer. Il suffisait donc de transformer le siége en blocus, et l'imprenable cité devait finir par se rendre, car on résiste à l'ennemi, mais on ne résiste pas à la faim.

Dans les premiers jours d'octobre, la flotte anglaise, commandée par lord Howe, se montra près du cap Saint-Vincent, à la pointe sud-ouest de la Péninsule. Les vaisseaux anglais traînaient à leur suite un long convoi qui embarrassait leur marche. La flotte alliée n'avait qu'une chose à faire, c'était de repasser le détroit

pour en disputer l'entrée à l'ennemi. L'amiral espagnol préféra rester à l'ancre devant Gibraltar, pour en fermer l'accès aux renforts. Mais dans la nuit du 10 au 11 octobre, un coup de vent furieux força la flotte espagnole à quitter son mouillage, et à prendre le large. Un vaisseau de 74 fut jeté à la côte, deux autres coulés bas; deux enfin, ne pouvant plus tenir la mer, furent trop heureux de se réfugier dans Algésiras. Mais, comme s'il n'y avait eu de tempête que pour les Espagnols, on aperçut le lendemain la flotte anglaise qui, ayant passé le détroit dans l'ordre le plus parfait, croisait dans la Méditerranée, du côté de l'Afrique; et l'on apprit que quatre transports, en dépit de la tempête, avaient réussi à entrer dans Gibraltar. La flotte coalisée avait tellement souffert qu'il fut décidé, en conseil de guerre, qu'elle ne pouvait, malgré sa supériorité, se présenter devant l'ennemi avant d'avoir réparé ses avaries. Un temps précieux fut ainsi perdu, et la flotte anglaise, manœuvrant avec aisance au milieu de ces mers difficiles, parvint à faire entrer dans Gibraltar tous ses transports, sous les yeux mêmes de l'ennemi, qui ne sut ou n'osa s'y opposer.

Le châtiment, pour être mérité, n'en était que plus pénible. Les alliés, jaloux de réparer leur faute, suivirent de loin la flotte anglaise, qui venait de repasser le détroit, et la rejoignirent enfin dans les eaux de Cadix. Une victoire navale, même tardive, pouvait encore sauver l'honneur des deux nations; mais le vieil amiral avait passé l'âge où l'on sait oser et vaincre. Un engagement d'avant-garde eut lieu sans résultats sérieux. Les Anglais, faisant force de voiles, continuèrent leur marche, et les alliés les laissèrent échapper, sans un effort pour les retenir.

Pendant toute la durée de l'expédition, Charles III, en s'éveillant le matin, n'avait eu qu'une pensée : demander des nouvelles du siége. Avec l'ardeur maladive qui faisait le fond de sa nature, on devine ce qu'il dut souffrir en apprenant la honteuse issue d'une expédition, préparée à si grands frais, et où l'Espagne avait joué son va-tout! Mais, à la vivacité toute française de ses impressions, Charles unissait la ténacité espagnole : même après cet éclatant échec, il ne songea pas un instant à abandonner le siége, et l'Espagne fut de moitié avec lui dans cette obstination héroïque et insensée à la fois. Dès lors, la lice fut ouverte aux inventions les plus fantastiques pour réduire l'indomptable cité. De tous les moyens proposés, celui auquel on s'arrêta avait quelque chose d'impossible à la fois et de grandiose. Il s'agissait de pratiquer, sous le versant de la montagne qui domine la ville, une mine assez puissante pour ensevelir Gibraltar sous ses débris. Peut-être ce plan romanesque n'avait-il pour but que d'occuper l'ardente imagination du monarque, et de le consoler de ses déceptions; quoi qu'il en soit, Charles prit au sérieux ce beau projet, auquel on donna même un commencement d'exécution. Mais la cessation des hostilités et les négociations pour la paix vinrent mettre un terme à des travaux qui ne pouvaient pas aboutir. Les alliés se séparèrent, fort peu contents l'un de l'autre, et Gibraltar resta à l'Angleterre, comme une éternelle semence de haine entre ces deux peuples dont l'un ne pardonnera jamais à l'autre de lui avoir enlevé la clef de son détroit.

PAIX DE VERSAILLES.

Les seules paix durables sont celles dont tout le monde a besoin, et tel est le caractère de celle qui allait se conclure. La France, l'Angleterre surtout, étaient lasses de la guerre; l'Espagne, forcée de renoncer à reconquérir Gibraltar, espérait obtenir de la paix ce que la guerre n'avait pas su lui donner; enfin l'Amérique, avec la conscience de sa force qu'elle venait d'essayer, brûlait d'entrer dans sa vie de nation, si brillamment inaugurée par cette guerre qui venait de révéler à l'Europe son existence, et de fonder ses libertés.

Le sort des armes avait prononcé : l'Amérique était libre, et l'Angleterre elle-même, avec ce sens pratique qui la caractérise, avait accepté l'arrêt. La Chambre des Communes avait invité le gouvernement à renoncer à soumettre ses colonies rebelles, et à tourner toutes ses forces contre ses ennemis du continent. Mais il fallait une satisfaction à l'opinion irritée; lord North, qui avait le pire de tous les torts pour un ministre, celui d'être toujours malheureux, avait été sacrifié avec tous ses collègues (mars 1782). Sous le nom de lord Rockingham, chef nominal du cabinet, le pouvoir appartenait à l'illustre Fox, appuyé sur Sheridan, Burke et tous les grands noms du parti whig. Fox, nommé ministre des affaires étrangères, voulait la paix avec les États-Unis et avec la Hollande, pour pousser d'autant plus vivement la guerre contre l'Espagne et la France. Quant à l'Angleterre, convaincue, par une dure expérience, que ses colonies ne rentreraient jamais sous le joug qu'elles venaient de briser, elle voulait la paix avec tout le monde, prête à l'acheter par tous les sacrifices,

pourvu qu'on ne l'obligeât pas à rendre Gibraltar. On comprendra sa résignation en sachant ce que cette déplorable guerre lui avait coûté en sept ans, de 1775 à 1782, plus de cent millions sterling (deux milliards et demi de francs), et quatre-vingt-deux vaisseaux de guerre, quand la France et l'Espagne, à elles deux, n'en avaient perdu que quatre-vingt-quatorze.

Du reste, l'Europe entière souhaitait la paix comme l'Angleterre; dès 1779, l'Autriche et la Russie avaient offert leur médiation que le cabinet de Londres avait refusé d'accepter. Le vide laissé par la République polonaise au sein des États civilisés allait être rempli par les Etats-Unis; il y avait place pour un peuple de plus parmi ceux qui ont une histoire, et sont inscrits dans les fastes de l'humanité. Enfin, après la chute de lord North, l'Angleterre, passée des mains des tories dans celles des whigs, n'avait plus d'engagements avec son passé, et était libre de négocier au lieu de combattre. La dernière victoire de Rodney avait sauvé l'honneur du pays, et permettait au vainqueur de tendre au vaincu la branche d'olivier.

Maurepas venait de mourir, et le pouvoir, échappé à ses mains débiles, était passé dans celles de Vergennes, non moins incapable que lui. Le ministre North, avant de tomber, avait ouvert la voie à un rapprochement, en envoyant à Versailles un agent chargé de proposer, comme base des négociations, le *Traité de Paris* de 1763 et l'indépendance des États-Unis. Le nouveau ministère anglais qui, dans les rangs même de l'opposition avait conseillé la paix, était seul capable de la faire. Trouvant la négociation entamée, il la poursuivit sur les mêmes bases, partout à la fois : en Hollande, à Versailles, auprès de Franklin, l'agent accrédité des États-Unis, et

en Amérique auprès du Congrès. Mais l'heure n'était pas venue, la négociation n'était pas mûre, et partout il fut repoussé. La Hollande refusa de traiter séparément, et l'Amérique ne voulut pas séparer sa fortune de celle de la France.

Vergennes avait accepté cette base humiliante du *Traité de Paris*, et rien de bon ne pouvait sortir d'un pareil point de départ; mais la mort de lord Rockingham, la scission en deux camps du grand parti whig, et la retraite de Fox et de ses amis (fin juin 1782) vinrent donner aux négociations une direction nouvelle. Lord Shelburne, le nouveau chef du cabinet, désirait aussi sincèrement la paix; mais si l'orgueil anglais cédait sur les États-Unis, il ne voulait pas céder sur Gibraltar, et, avec l'entêtement patriotique de Charles III et l'intraitable orgueil espagnol, c'était là la pierre d'achoppement. Avec la France, il n'y avait de difficultés que sur un point : l'Angleterre, les yeux toujours tournés vers les Antilles, y avait conquis dans la dernière guerre l'île de la Dominique, entre les deux îles françaises de la Guadeloupe et de la Martinique. Le cabinet de Versailles insistait sur la restitution de cette île, que celui de Londres refusait de lui rendre, et les cartes furent un moment sur le point de se brouiller. Une rupture eût été tout à l'avantage de la France, car elle était prête, comme l'Espagne son alliée, à rentrer en campagne, et l'Angleterre ne l'était pas. D'Estaing, le plus capable de tous ses amiraux, allait avoir sous ses ordres une flotte de soixante-six vaisseaux de guerre espagnols et français, avec vingt-quatre mille soldats commandés par Lafayette. Une victoire eût changé la face des affaires, et c'était par la Jamaïque cette fois qu'on se préparait à attaquer l'Angleterre. D'Estaing était en Espagne pour y presser

le départ de l'expédition. Le cabinet de Londres, avec la guerre d'Amérique et celle de l'Inde sur les bras, était hors d'état de faire face partout au danger. Il y avait donc là pour les deux alliés une chance sérieuse de succès ; mais la France avait désappris à vaincre, en guerre comme en diplomatie. Vergennes voulait la paix à tout prix, et avait eu la maladresse de le laisser voir. La France était assez forte pour dicter la loi, et ce fut elle qui céda, en laissant la Dominique à sa rivale, aux termes du *Traité de Paris*.

Rien ne semblait donc plus entraver la conclusion de la paix, car Charles III avait renoncé, bien malgré lui, à Gibraltar, à condition de garder la Floride et Minorque. Un incident imprévu fut sur le point de tout rompre ; les Américains, révoltés de la duplicité de Vergennes, signèrent à Paris même des préliminaires de paix avec le plénipotentiaire anglais. Dèjà on parlait, dans le parlement anglais, de s'unir aux Américains pour faire la guerre aux Français ; le second Pitt, le fils de lord Chatam, qui débutait alors dans la politique, préludait, par sa haine passionnée contre la France, à cette longue hostilité qui a rempli toute sa carrière. Mais lord Shelburne, par une heureuse inspiration, arrêta son pays dans cette voie fausse où il allait entrer, car jamais l'Amérique n'eût séparé sa cause de celle de sa vieille alliée ; une clause des préliminaires signés portait expressément que les États-Unis ne traiteraient avec l'Angleterre que quand celle-ci aurait conclu la paix avec la France.

Enfin le 10 janvier 1783, jour heureux qui rendit la paix au monde, les préliminaires furent signés. L'Angleterre y reconnaissait, bien malgré elle, l'indépendance des États-Unis, et l'État nouveau, à dater

de ce jour, entrait dans le concert des peuples civilisés. Quant à la France, l'Angleterre lui restituait les îles Saint-Pierre et Miquelon, à l'entrée du golfe Saint-Laurent, avec droit de pêche sur la côte ouest de Terre-Neuve ; dans les petites Antilles, Sainte-Lucie et Tabago; dans l'Inde, Pondichéry, Karikal, Mahé et Chandernagor, seuls débris qui lui restent du vaste empire qu'elle y a un instant possédé; en Afrique, le Sénégal et l'île de Gorée. Enfin, l'Angleterre daignait permettre à la France de rouvrir et de fortifier son port de Dunkerque. En revanche, la France lui abandonnait : dans les Antilles, la Dominique, la Grenade, Saint-Christophe et Saint-Vincent; en Afrique, le fort Saint-James et le pays arrosé par la Gambie. A l'Espagne l'Angleterre cédait la Floride et Minorque que celle-ci venait de reconquérir, et l'Espagne, en retour, lui rendait les îles de Bahama ou des Lucayes, à l'est de la Floride. Enfin la Hollande, sacrifiée dans ce traité, auquel elle avait eu le tort d'accéder trop tard, rendait aux Anglais Négapatam dans l'Inde, et leur ouvrait dans ces mers le commerce des îles à épices dont elle a eu si longtemps le monopole. Ainsi, on le voit, la part de l'Angleterre dans ce traité est encore assez belle, bien qu'elle n'y dicte plus la loi, comme dans le traité de Paris en 1763. Les deux puissances sacrifiées sont la Hollande et l'Espagne, et la seule humiliation réelle pour l'Angleterre, c'est l'avénement à la vie politique de sa colonie révoltée dont elle est condamnée à faire son alliée, ne pouvant plus en faire sa vassale.

CHAPITRE III.

RÉVOLTE DU PÉROU.
TRAITÉ AVEC LES PUISSANCES BARBARESQUES.
MORT DE CHARLES III. SON CARACTÈRE.
SES RÉFORMES.

1780-88.

Les peuples sont solidaires entre eux plus qu'ils ne le pensent. Ainsi, la longue et sanglante guerre qui enfanta la République des États-Unis n'était pas encore terminée que déjà le contre-coup s'en était fait sentir à l'autre extrémité du continent américain. Charles III, chez qui la réflexion venait toujours trop tard, n'avait pas tardé à s'apercevoir de la faute qu'il avait commise en encourageant la rébellion des colonies anglaises, comme pour inviter les siennes à les suivre dans cette voie. Dès 1780, deux ans après la guerre de l'indépendance, un souffle d'insurrection avait déjà passé sur les colonies espagnoles dans les deux vice-royautés du Pérou et de Buenos-Ayres. Aussi, tout en déclarant la guerre à l'Angleterre, sa vieille ennemie, Charles avait-il évité d'envoyer, comme la France, ses troupes combattre à côté des rebelles américains qui donnaient au monde colonial un si dangereux exemple. Il avait même différé aussi longtemps que possible de reconnaître la

nouvelle république, pour laquelle il ne se sentait aucune sympathie; et souvent on l'entendait se vanter avec une satisfaction un peu puérile de n'avoir jamais conclu de traité avec elle, comme si déclarer la guerre à l'Angleterre, ce n'était pas se proclamer l'allié des États-Unis.

De toutes les possessions de l'Espagne dans le nouveau monde, une des plus reculées et des dernières conquises était le Pérou. Séparé de la métropole par l'Atlantique d'abord, et par toute l'épaisseur de ce continent qu'aujourd'hui même on n'ose pas traverser, l'immense espace de mer qu'il fallait franchir pour arriver à Lima, en doublant le cap Horn, était déjà pour le Pérou un encouragement à la révolte. Le joug, d'ailleurs, pour être plus distant, n'en était que plus lourd : déjà plus d'une fois, depuis la conquête, les exactions et la dureté des autorités espagnoles au Pérou avaient poussé à bout la patience des Indiens, condamnés de père en fils au dur labeur des mines; mais ce qui avait toujours manqué à l'insurrection, c'était un chef, et cette fois un rare concours de circonstances allait lui en donner un.

Avant la conquête espagnole, le Pérou était fier d'avoir un passé national, et de posséder une histoire. Le règne des anciens Incas, les *fils du Soleil*, avait laissé de profonds souvenirs dans l'âme de ces populations, à qui l'Espagne n'avait fait connaître de la civilisation que ses vices et ses souffrances. Aussi un respect superstitieux entourait-il les descendants de ces rares familles qui se vantaient d'avoir dans leurs veines quelques gouttes du sang royal des Incas. Une famille Ampueros, de Lima, se faisait gloire de descendre à la fois, par les hommes, d'un des compagnons de Pizarre, et, par les femmes, de la race des Incas, double titre, un

peu contradictoire, qui semblait l'appeler à régner sur le Pérou. Les monarques espagnols, avec un rare mélange d'imprudence et de loyauté, avaient reconnu dans cette famille, convertie au christianisme, les descendants des souverains du pays, et les honoraient du titre de *cousins*. Chaque nouveau gouverneur, en arrivant au Pérou, leur rendait un hommage public, qui redoublait encore la vénération des natifs pour ces rejetons de leurs anciens Rois. Ainsi l'Espagne elle-même se chargeait d'encourager les idées d'émancipation qui fermentaient dans toutes les têtes, et de désigner des chefs à la révolte à venir.

Cette illustre famille avait alors pour chef don José Gabriel Condorcanqui, plus connu sous le nom de Tupac-Aymaro, qui rappelait sa descendance de l'Inca du même nom, décapité en 1578, nom deux fois cher aux Péruviens, comme celui d'un de leurs Rois indigènes, et d'une victime de la cruelle politique de l'Espagne. Le jeune héritier des Incas avait reçu une éducation digne de son rang dans le collége de Lima. De vastes ambitions couvaient dans cette âme ardente, aigrie par le refus du gouvernement de lui reconnaître le titre de marquis d'Oropesa, porté par ses ancêtres. Entouré de l'affection et du respect des Indiens qui pressentaient en lui leur vengeur, il ne lui manquait qu'un prétexte pour lever le drapeau de l'insurrection, et ce prétexte fut bientôt trouvé.

Un recensement des natifs avait été ordonné ; c'était d'ordinaire le prélude d'un nouvel impôt, à ajouter à tous ceux qui pesaient déjà sur le pays. Un prêtre espagnol, ayant osé prendre parti pour les Indiens, fut jeté en prison par le corrégidor. Une vive fermentation régnait dans la province de Tinta. Tupac-Aymaro ayant

invité le corrégidor à dîner, le fit jeter en prison, et pendre six jours après sur la place de la ville. Puis, donnant hardiment le signal de la rébellion, il se proclama lui-même le successeur des anciens Incas, et le libérateur du Pérou. Il appela aux armes tous les Indiens, les métis, les créoles; on assure même que des Espagnols, établis au Pérou, répondirent à son appel, tant l'impatience du joug de la métropole était vive chez ces colons qui, en changeant de ciel, avaient aussi changé de patrie!

Bientôt, à la tête de deux cents miliciens et de ses partisans dont le nombre grossissait tous les jours, Tupac-Aymaro put tenir la campagne. Une victoire, remportée sur un détachement de troupes royales, porta à plus de dix mille le chiffre de ses soldats, à qui la haine des Espagnols tenait lieu de science de la guerre. Dès lors, il n'hésita pas à ceindre son front du diadème impérial des Incas, tout en joignant quelques symboles chrétiens aux souvenirs nationaux du *culte du Soleil*, ménagement habile auquel il dut de n'avoir pas le clergé contre lui. C'est ainsi qu'il parvint à exercer sur ses compatriotes fascinés un double empire, spirituel et temporel à la fois. On prétend même qu'un jésuite était son premier ministre, et le fait n'a rien d'invraisemblable, les disciples de Loyola ayant toujours, dans l'intérêt de leur popularité, ménagé les indigènes, et n'ayant jamais connu d'autre souverain que le Pape, et d'autre patrie que leur Ordre.

Peu à peu l'insurrection se répandit dans les provinces voisines, et le libérateur du Pérou se trouva à la tête de soixante mille hommes, dont vingt mille armés à l'européenne. Le cabinet de Madrid, avec une guerre maritime sur les bras, était hors d'état d'envoyer

à l'autre bout du monde des forces suffisantes pour lutter contre la révolte, et celle-ci, gagnant de proche en proche, comme une tache d'huile, prenait peu à peu les proportions d'une révolution. Déjà elle s'étendait depuis la frontière du Paraguay, au sud du Brésil, jusqu'à la Nouvelle-Grenade et au Mexique lui-même. Les vieilles conquêtes des Cortès et des Pizarre étaient ainsi menacées dans les deux Amériques à la fois; trois siècles de tyrannie pouvaient être vengés par un jour de révolte! Il suffisait que l'Angleterre prît parti contre l'Espagne pour ses colonies insurgées, et leur émancipation, devenue inévitable après celle des États-Unis, pouvait être avancée d'un demi-siècle.

Mais l'heure n'était pas venue, et le libérateur du Pérou, il faut bien le dire, ne semble pas avoir été à la hauteur de sa tâche. Cependant, à la tête de ses meilleures troupes, il osa se présenter devant Cuzco, l'antique capitale des Incas; mais la garnison, appuyée sur les négociants espagnols de la ville, opposa aux rebelles une résistance désespérée, et les força à se replier sur Tinto, le point de départ de l'insurrection. Là le nouvel Inca, avec son armée improvisée, plus faite pour piller que pour se battre, allait rencontrer un ennemi plus sérieux. Le maréchal don José del Valle, pour faire face à l'ennemi, avait joint aux vétérans qu'il commandait les Indiens auxiliaires qui, par peur ou par calcul, étaient restés fidèles au drapeau espagnol. Le 9 mars, il se mit en route. Après une marche des plus laborieuses, à travers un pays montagneux et désert, l'armée royale se trouva en face de dix mille insurgés, commandés par l'Inca en personne. Mais les Indiens, race sans énergie, déshabitués de la guerre depuis des siècles, savaient haïr mieux qu'ils ne savaient combattre; une charge

vigoureuse suffit pour les mettre en déroute; leur chef ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Valle, avec une activité qu'on admire chez un Espagnol, se mit à la poursuite de l'Inca fugitif, et ne tarda pas à le faire prisonnier avec sa femme, ses deux fils et plusieurs de ses parents.

Le moteur, le chef de la rébellion, une fois enfermé dans Cuzco, il semblait que la guerre n'avait plus de raison d'être; mais l'Inca avait un frère et deux neveux, moins capables que lui, mais plus féroces. Dès lors la guerre prit un caractère d'extermination qu'elle n'avait pas eu jusque-là : si les rebelles s'emparaient d'une ville ou d'un village, quiconque n'était pas Indien était mis à mort sans pitié. Dans une église, plus de cent prêtres furent massacrés, avec un millier de personmes, sans distinction d'âge ni de sexe. Ailleurs, un prêtre fut égorgé au pied de l'autel, avec le saint sacrement dans ses mains... Pour qu'une race aussi douce, aussi soumise que les Indiens en vienne à ces sanglantes représailles, il faut que, pendant de longues générations, un joug bien dur ait pesé sur elle; aux horreurs mêmes qu'elle commet, on peut mesurer tout ce qu'elle a souffert!

A ces cruautés sans excuse, comment répondit l'autorité espagnole? Par des cruautés égales, commises de sang-froid, au nom de ce même pouvoir royal qui s'était toujours montré le zélé protecteur des Indiens. Tupac-Aymaro fut mis à mort sur la place de Cuzco, le 18 mai, avec des raffinements de barbarie que des sauvages n'auraient pas inventés; après qu'on lui eut coupé la langue, il fut écartelé, et les chevaux n'étant pas assez forts pour accomplir leur tâche, il fallut diviser avec le fer les membres qui ne voulaient pas se disjoindre. La femme du supplicié et ses deux fils furent

aussi mis à mort. Enfin, par une recherche de cruauté plus odieuse encore, son plus jeune fils, âgé de dix ans, fut condamné à assister au supplice de ses parents, au pied même du gibet où ils étaient attachés. Ajoutons à ces hideux détails un trait plus touchant : tel était le dévouement des Indiens pour celui qui personnifiait en lui toutes les aspirations du pays, que, malgré la terreur que leur inspiraient les Espagnols, en voyant marcher au supplice le dernier de leurs Incas, tous se prosternèrent devant lui, et lui rendirent ce suprême hommage au péril de leur vie.

Et cependant, malgré toutes ces rigueurs, l'insurrection était loin d'être réprimée. Le frère de Tupac, don Diego, avait encore sous ses ordres une armée. En Bolivie, sur la frontière sud du Pérou, un sacristain de village, Tupac-Catari, jaloux du succès éphémère de l'héritier des Incas, assiégea, à la tête de dix mille Indiens, la ville de la Paz, et rançonna le pays entier. Mais ces bandes indisciplinées ne pouvaient pas résister longtemps aux forces de l'autorité, et avant la fin de l'année, le frère du défunt Inca ayant fait sa soumission, et Tupac-Catari ayant été pris et exécuté, on put considérer la rébellion comme terminée. Quelques troubles, il est vrai, éclatèrent encore plus tard ; don Diego, à qui l'on avait laissé la liberté, fut rejeté en prison, et finit par mourir dans les tortures, comme son frère, sans que sa complicité avec les rebelles eût été bien prouvée.

Ainsi se termina cette redoutable insurrection qui coûta la vie à plus de cent mille hommes, tant Indiens qu'Espagnols. Elle fut causée, de l'aveu même des historiens castillans, par l'insatiable rapacité des employés de l'État qui, loin de tout contrôle, ne voyaient dans les Indiens qu'une proie livrée à leur avidité. La

leçon, du moins, a-t-elle profité à l'Espagne ? Hélas ! non, puisqu'on voit, quarante ans plus tard, l'esprit de rébellion qui, depuis la révolte du Pérou, ne s'est jamais éteint dans l'Amérique espagnole, courir d'un bout à l'autre des deux continents, et affranchir successivement d'un joug abhorré le Mexique, le Pérou et jusqu'au Brésil; car en fait de colonisation, l'Espagne et le Portugal ont toujours été solidaires, et les mêmes fautes ont amené les mêmes résultats. Tout s'enchaîne, en effet, dans l'histoire des peuples comme dans celle des individus : il y a, comme on le verra bientôt, un lien étroit entre cette insurrection avortée et celle qui a donné, de 1820 à 1824, l'indépendance à toutes les colonies espagnoles. S'il y avait eu, dans le successeur des Incas, quelque chose d'un Washington ou d'un Guillaume d'Orange, si les Indiens avaient été une race persistante et dure, comme les *Puritains* qui ont fondé les États-Unis, l'Amérique du Sud aurait pu marcher, un demi-siècle plus tôt, sur les traces de son aînée. Mais les germes de mort qui ont de tout temps pesé sur l'Espagne, et entravé chez elle tout progrès, ont pesé plus lourdement encore sur ses colonies. L'anarchie, qui y alterne constamment avec la dictature, y a étouffé toute semence de liberté vraie, et la superstition ou la libre pensée y ont remplacé la foi. Aussi l'Espagne reste-t-elle responsable, devant Dieu et devant l'histoire, de ces riches colonies dont elle pouvait faire autant de nations, et dont elle n'a fait que des esclaves, qui portent encore, même émancipés, l'empreinte de leurs fers.

TRAITÉ DE PAIX AVEC LA TURQUIE ET LES PUISSANCES BARBARESQUES.

1782-86.

Nous avons plus d'une fois exprimé dans cette histoire le sentiment de honte et de douleur que nous fait éprouver la présence des Turcs dans notre Europe civilisée et chrétienne, qu'ils souillent de leur incurable barbarie. Nos pères sentaient cette honte plus vivement que nous, car les croisades n'ont pas eu d'autre but que de refouler les Turcs vers l'Asie, et de leur enlever le tombeau du Sauveur et le berceau du christianisme. Au point de vue politique, les croisades furent peut-être une faute, mais une faute glorieuse, et le sentiment qui les dicta n'en reste pas moins noble et grand. Après la conquête de Constantinople par Mahomet II, en 1453, le danger devient encore plus grave : les plus belles parties de notre continent, la plus riche portion de l'héritage de la Rome impériale ont passé sous le joug de ces sauvages conquérants, et leur sont soumises encore à l'heure qu'il est.

Quant à l'Espagne, livrée tout entière, dès le début du VIIIe siècle, à la conquête arabe, sans l'héroïque et patient courage de ses habitants, sans cette croisade de huit siècles où elle reconquit pas à pas son propre sol, elle restait à jamais musulmane. L'Espagne une fois soumise à cette brutale conquête, l'Italie à son tour était menacée. Tout le sud et l'est de la Méditerranée, toute cette riche et belle côte d'Afrique, conquise naguère à la civilisation par la Phénicie et la Grèce, appartenait à l'Islam, à cette religion sensuelle et féroce à la fois, qui

ne sait conquérir les âmes que le sabre à la main. On peut donc dire avec vérité que l'Espagne, en résistant avec cette ténacité sans exemple à la domination des Arabes, a sauvé l'Europe du joug musulman; car dans le même siècle où l'Empire ottoman, nomade jusque-là, s'établit à demeure dans l'est de l'Europe, nous voyons l'Espagne sceller son indépendance par la prise de Grenade en 1490, date glorieuse qui est aussi celle de la découverte du nouveau monde [1].

Et cependant, le croirait-on? à la fin du dernier siècle, l'Espagne subissait encore le contre-coup lointain de la conquête arabe dans le joug honteux que faisaient peser sur sa marine, sur son commerce, et jusque sur ses côtes, les insultes et les dévastations des puissances barbaresques. Placée en face de tous ces petits États musulmans de la côte d'Afrique, comme une avant-garde de l'Europe, pour réprimer leurs brigandages, elle n'avait pas compris ses devoirs, ou n'avait pas su les remplir. Sans doute on ne voyait plus, comme au XVII[e] siècle, trente mille Espagnols, captifs dans la seule Régence d'Alger, languir dans ses prisons ou ramer sur ses galères; ce qui, à mille piastres par tête, imposait à l'Espagne, pour les racheter, un tribut de trente millions de piastres ou 150 millions de francs. Sans doute elle n'en était plus réduite, comme nous l'avoue en rougissant Campomanès (*Appendice*, t. III, p. 373), à déguiser sous un pavillon étranger la nationalité de ses vaisseaux

1. Ces lignes, qui répondaient, nous le pensons du moins, au sentiment général des peuples chrétiens sur les sectateurs de l'Islam, ont été écrites avant le début de la guerre actuelle (1877); nous croyons devoir les laisser telles qu'elles sont, bien que l'opinion de l'Europe ait un peu changé, en voyant les Russes commettre, au nom du Christianisme, les mêmes cruautés que les Turcs au nom de l'Islam, et voiler sous un masque religieux des ambitions purement politiques.

pour commercer sur ses propres côtes; mais la rive de la Péninsule qui regarde l'Afrique était en grande partie déserte, et c'est à peine si l'on osait s'établir sur ce littoral sans cesse balayé par les incursions des pirates.

Le cœur de Charles III et celui de son ministre souffraient depuis longtemps d'un pareil état de choses : affranchir la Péninsule de cet humiliant tribut, en hommes et en argent, devint une idée fixe pour ces deux nobles cœurs, bien faits pour se comprendre. La force avait été essayée bien des fois; mais mal dirigée, elle était toujours restée impuissante. Charles voulut recourir aux négociations, avec la force derrière elles pour les appuyer, car c'est ainsi qu'il faut traiter avec des barbares! Déjà l'Espagne avait préludé à cette œuvre difficile par un traité spécial avec le Maroc, conclu en 1779, au moment où elle avait besoin de toutes ses forces pour les tourner contre Gibraltar. Cette fois, elle essaya de négocier avec Alger, le plus redoutable nid de pirates de toute la côte; mais la Régence refusa de traiter avec un prince chrétien, sans l'agrément du Sultan, son suzerain, et la négociation fut transférée d'Alger à Constantinople.

Le croirait-on? le plus grand obstacle que l'on y rencontra, ce fut la jalousie des puissances chrétiennes, engagées dans le commerce du Levant, et qui craignaient la concurrence de l'Espagne sur ce marché dont elle avait été bannie si longtemps. La France elle-même, tremblant de voir échapper à Marseille le sceptre des mers de l'Orient, n'épargna rien pour les fermer à sa vieille alliée. Mais, malgré toutes ces entraves, la négociation finit par aboutir. La Porte, en guerre alors avec la Russie, avait tout intérêt à diminuer le nombre de ses ennemis. Un traité, politique et commercial à la fois, autorisa la cour de Madrid à avoir un représentant à

Constantinople, et des consuls dans tous les ports de l'Empire. Les sujets espagnols en Turquie devaient y être traités sur le pied des États les plus favorisés, comme les sujets turcs sur le territoire espagnol. Enfin les esclaves devaient être échangés entre les deux pays. Ce traité fut signé en décembre 1782 : un ambassadeur, envoyé à Madrid, y fut reçu avec les mêmes honneurs que ceux des puissances chrétiennes du continent.

En traitant directement avec la Porte, Charles avait espéré que l'exemple du suzerain serait imité par les vassaux ; mais les puissances barbaresques, Alger, Tunis, Tripoli, avaient leurs intérêts à part, distincts de ceux de l'Empire ottoman. Le trafic des esclaves chrétiens était trop avantageux pour qu'ils prissent ainsi leur parti d'y renoncer. Aussi, malgré les loyaux efforts du Sultan pour leur faire imiter son exemple, le Dey d'Alger et les deux Beys de Tunis et de Tripoli, animés d'un saint zèle pour la loi de Mahomet, refusèrent-ils de traiter avec un prince chrétien. Mais Charles n'était pas homme à renoncer aussi vite à un dessein mûri depuis longtemps ; ce qu'il ne pouvait obtenir de la douceur, il résolut de le demander à la force, et le plan d'une seconde expédition contre Alger, malgré l'insuccès trop mérité de la première, fut aussitôt arrêté. Les chevaliers de Malte, vieux ennemis de l'Islam, s'enrolèrent dans cette croisade, que l'Espagne salua avec enthousiasme. Une flotte de six vaisseaux de ligne, douze frégates et nombre de bâtiments légers mit à la voile ; mais retardée par les vents contraires, elle n'arriva devant Alger que vers la fin de juillet 1784.

Un temps précieux avait été perdu ; les Algériens le mirent à profit pour préparer leur défense. Des troupes,

des vaisseaux furent réunis, et des batteries dressées partout pour empêcher l'approche de la flotte ennemie. Les Espagnols, arrivés trop tard, comme toujours, durent se contenter de bombarder de loin la ville, dont leurs bombes atteignaient à peine les dernières maisons. Charles-Quint, en 1541, n'avait pas été heureux devant Alger; mais au moins il avait lutté, et risqué sa vie en même temps que sa flotte et son armée. Mais cette fois, ni l'armée ni la flotte n'eurent l'honneur de combattre. Après quinze jours passés devant Alger, l'escadre, ne voyant aucune chance de débarquer les troupes qu'elle portait, se résigna à repartir comme elle était venue, sous prétexte des tempêtes de l'équinoxe, encore distant de six semaines. Ainsi se termina l'expédition la plus honteusement avortée qu'on rencontre dans les annales de la Péninsule.

Mais Charles III, habitué aux revers, n'était pas homme à se décourager pour si peu. Avec cette persévérance qui caractérise à la fois le peuple et le monarque, il résolut de recommencer l'expédition l'année suivante, appuyé sur le Portugal, intéressé comme lui à s'affranchir du joug des pirates barbaresques. L'expédition eut lieu avec le même succès que la précédente, et Charles, qu'aucun revers ne pouvait abattre, en préparait déjà une troisième, quand les pressantes instances du Grand Seigneur et de l'Empereur du Maroc décidèrent enfin la Régence à traiter. L'or de l'Espagne acheva l'œuvre de sa diplomatie, et, le 14 juin 1786, un traité de commerce et de paix fut signé avec la Régence d'Alger. Tripoli, depuis deux ans déjà, en avait donné l'exemple, bientôt suivi par Tunis. Ainsi l'Espagne, le dernier et plus irréconciliable des ennemis de l'Islam, se trouva en paix avec tous les États barbaresques; ses côtes, si longtemps

dévastées, se sentirent enfin à l'abri de l'invasion, et la Péninsule, délivrée de toute crainte du côté de l'Afrique, put se retourner vers l'Europe pour faire face aux attaques des chrétiens.

Florida Blanca, dans le compte rendu de son administration, triomphe, au nom de l'Espagne et au sien, « de ce traité, conclu avec les infidèles, qui a ouvert l'Orient au pavillon espagnol, inconnu jusque-là dans ces mers; qui a donné à sa marine marchande une impulsion nouvelle, mis un terme aux déprédations des pirates, et aux tributs en argent et en esclaves, levés par eux sur les côtes de la Péninsule, presque désertes sur une étendue de deux cents lieues. » Mais n'oublions pas, comme le rappelle Bourgoin (*Tableau de l'Espagne moderne*, t. II, p. 155), que ce ministre qui se vantait, dans la *Gazette de la Cour*, « d'apprendre à l'Europe comment il fallait traiter avec ces barbares, et de donner un grand exemple aux puissances chrétiennes qui avaient la lâcheté de se faire leurs tributaires », ne rougit pas de leur acheter la paix au prix de 4 millions de francs

Ajoutons que, depuis lors, la paix de l'Espagne avec ces pirates couronnés n'a pas été sérieusement troublée, malgré quelques démêlés avec Alger qui, un demi-siècle plus tard, devait passer sous le joug de la France, et affranchir à jamais l'Europe du tribut qu'elle payait à l'Afrique musulmane. Aussi l'Espagne a-t-elle compris dès lors qu'elle n'avait plus d'intérêt à posséder sur la rive africaine d'autre pied-à-terre que Ceuta, la seconde porte du détroit, et nous la verrons, cinq ans plus tard, renoncer d'elle-même à la possession d'Oran, source éternelle de querelle avec la Régence d'Alger, destinée elle-même à disparaître bientôt devant la conquête chrétienne.

TRAITÉ DE PARIS AVEC LE PORTUGAL.

A dater du traité de Versailles, un changement remarquable semble s'être opéré dans la politique du monarque espagnol. Cette nature inquiète et passionnée, toujours prête à se laisser entraîner aux résolutions les plus extrêmes, et à jeter son pays dans des guerres sans motif et sans but, semble s'être calmée tout d'un coup : un esprit de conciliation et de paix préside aux dernières années de ce règne agité. Les réformes intérieures, dont l'Espagne a toujours eu besoin, y prennent le pas sur la politique d'aventure. En ferons-nous honneur au Roi ou au ministre? A tous les deux probablement, puisque nous les trouvons d'accord pour marcher dans cette voie.

Nous avons vu l'heureuse influence exercée, depuis la mort de Pombal, par la Reine douairière de Portugal, sœur de Charles III, sur les relations des deux pays, toujours si tendues, et le traité de commerce et d'alliance conclu entre eux en 1778. Après la mort de la Reine, Charles sentit le besoin de resserrer encore ses liens avec le Portugal, qu'il fallait choisir d'avoir pour allié ou pour ennemi. Une double union fut arrêtée entre les deux familles royales : la fille aînée du Prince des Asturies fut mariée à l'héritier présomptif du trône des Bragance, et le troisième fils de l'infant don Gabriel épousa une princesse portugaise. Ce double mariage, en rapprochant les deux couronnes, réconcilia le Portugal avec la France, admise bientôt par un traité spécial à jouir dans ce pays des avantages commerciaux réservés jusque-là à l'Angleterre.

De la paix de Versailles à la mort de Charles III,

les événements extérieurs font défaut dans l'histoire de la Péninsule. La vie s'est concentrée au dedans, sur les réformes qui seront l'objet d'un chapitre spécial. L'Espagne, si mêlée, sous son aventureux monarque, au mouvement européen, tend de nouveau à se replier sur elle-même, comme sous Ferdinand VI. L'Europe, pour elle, se résume en trois peuples, la France et le Portugal, ses voisins immédiats, et l'Angleterre, qui touche à tout par sa marine. Abattue un instant sous l'humiliante nécessité de reconnaître l'indépendance de ses colonies rebelles, celle-ci commence à se relever de son abattement. Sous l'habile impulsion du second Pitt, elle s'occupe de remettre l'ordre dans ses finances, d'amortir sa dette, de relever sa marine, et se prépare ainsi des destinées nouvelles, grâce aux puissantes ressources de son industrie, dont le monde est maintenant tributaire. La France, au contraire, fière d'avoir dicté la loi à sa vieille rivale, s'efforce de reprendre en Europe le rang qu'elle y a perdu depuis la mort de Louis XIV. Elle y est même parvenue dans une certaine mesure; et, si elle eût sérieusement songé à combler l'abîme de ses finances, si le pouvoir royal, aux mains d'un prince plus intelligent, avait su faire à ce pouvoir nouveau qui s'appelle l'opinion les concessions indispensables, et au tiers état sa part dans le gouvernement du pays, bien des malheurs pouvaient être évités, bien des pages sanglantes déchirées de ses annales...

Mais tout en repoussant, de l'histoire des peuples comme de celle des individus, la doctrine fausse et immorale du fatalisme, nous croyons fermement, pour toute faute commise, à un châtiment dès ici-bas, surtout pour les peuples, qui n'ont pas d'autre vie que celle-ci. Le despotisme insolent de Louis XIV, les turpitudes de

la Régence, le règne immonde de Louis XV, appelaient une expiation, devenue inévitable, et c'est aux dépens de l'honnête et faible héritier de cette monarchie déchue que la réaction devait s'accomplir.

L'Espagne avait donc à choisir encore une fois entre ces deux alliances qui s'offraient à elle, la France et l'Angleterre; et Charles ne pouvait pas hésiter, car ses affections étaient toutes du côté de la France. Mais, dans l'intervalle, de graves changements avaient eu lieu en Europe : Marie-Thérèse était morte en 1780, laissant le pouvoir à son fils et à son associé Joseph II, novateur imprudent dont la politique aventureuse et brouillonne était peu faite pour relever la fortune de l'Autriche. Enfin la mort de Frédéric II de Prusse, en 1786, venait de changer plus profondément encore la face des affaires. La France perdait en lui un allié plus utile que sûr, et son successeur, Frédéric-Guillaume II, s'était empressé d'abandonner la politique de son oncle, et de rompre avec la France pour se donner à l'Angleterre. La position de Charles devenait donc difficile, et le choix embarrassant : s'allier avec l'une des deux puissances, c'était s'engager, dans un temps donné, à faire la guerre à l'autre, car tout marchait vers une rupture. Mais Charles, cette fois, sut résister aux entraînements de son cœur, et au lieu de prendre parti pour la France, c'est-à-dire contre l'Angleterre, il réussit, par des efforts persévérants, à rapprocher l'un de l'autre ces deux grands peuples dont l'union suffit pour assurer la paix du monde. Grâce à son active médiation, après bien des tentatives manquées, un traité fut signé, le 17 octobre 1787, et les deux États s'engagèrent à mettre leurs armées de terre et de mer sur un pied de paix, et à vider à l'amiable leurs différends.

De pareils engagements, nous le savons, n'engagent pas à grand'chose; mais il faut savoir gré au monarque espagnol de ses loyaux efforts pour ramener la paix dans cette Europe si troublée, à qui un confus pressentiment semblait faire entrevoir les graves événements de la fin du siècle. Tout en négociant, Charles n'oublia pas de faire valoir à Londres les justes revendications de l'Espagne sur Gibraltar. Inutile d'ajouter que ses réclamations restèrent sans effet. Tout ce qu'il y gagna, ce fut de terminer à l'amiable sa vieille querelle avec l'Angleterre sur ses établissements dans la baie de Honduras, et de mettre enfin un terme à l'active contrebande que les Anglais faisaient de là avec les colonies espagnoles.

Jusqu'ici, dans les relations de Charles III avec la France, les liens du sang l'ont emporté sur les obligations de la couronne, et le Bourbon a fait tort au monarque. Nous l'avons blâmé hautement d'en agir ainsi, ses premiers devoirs étant pour le peuple sur lequel Dieu l'a appelé à régner. Nous l'allons voir maintenant changer de conduite, et nous n'aurons qu'à le louer de ne s'être pas laissé entraîner avec l'Espagne dans le sentier périlleux où la France s'apprête à entrer.

Nous voici arrivés à la veille du plus grand événement du siècle, la Révolution française. Arrrêtons-nous un instant pour l'étudier, non pas en elle-même, mais dans son influence au dehors, et surtout en Espagne. Ce qui distingue cette révolution de toutes les autres, c'est que tout le monde, dès longtemps, la jugeait inévitable, et qu'avant d'être un fait, elle était une nécessité. C'est le peuple qui l'a faite, mais ce sont les rois qui l'ont amenée, et le plus innocent de tous a payé pour les coupables, ce qui n'empêche pas les ordres privilégiés, la noblesse et le clergé, d'avoir aussi leur

part de responsabilité dans ce triste passé. Quant au Tiers-État qui, suivant l'énergique formule de Sieyès, après avoir été *rien* pendant tant de siècles, est devenu *tout* en un jour, la transition était trop brusque, et les têtes, pour y résister, n'étaient pas assez fortes. Pour un peuple habitué, comme la France, à passer d'un extrême à l'autre sans jamais s'arrêter au milieu, la seule réaction possible contre le despotisme, c'était l'anarchie, la seule contre l'aristocratie, c'était le nivellement, la seule contre les abus de la religion, c'était l'incrédulité !

Peut-être l'heure n'est-elle pas venue, pour un Français surtout, de juger avec une complète impartialité cette grande Révolution, où le bien se mêle si constamment au mal qu'il est difficile de la juger de sang-froid, et que, après plus de quatre-vingts ans, elle est encore loin d'avoir donné ses derniers résultats. Les autres révolutions n'intéressent d'ordinaire que les peuples qui les font; elles ont une date, des frontières : seule la Révolution française n'en a pas, elle est de tous les pays comme de tous les temps, elle est *la Révolution!* D'un bout du monde à l'autre, elle a toujours eu, et aura toujours contre elle les rois et les classes privilégiées; partout, en revanche, elle a pour elle le *peuple,* en prenant ce mot dans son sens le plus large, et en y comprenant, avec la bourgeoisie, tout ce qui vit de droit commun, et non de priviléges.

Entre les généreuses illusions de 89 et les crimes de 93, on demandera peut-être ce qui reste debout de cette époque trop fameuse, et quels fruits elle a portés pour le bonheur du peuple qui l'a faite. A cela nous répondrons : Pour la juger en dernier ressort, il faut encore attendre quelques années. Pour la France comme pour l'Europe,

la Révolution de 89 n'a pas dit son dernier mot; si la France, comme nous l'espérons, réussit enfin, après tant de tentatives avortées, à asseoir ses libertés sur une base solide; si la République lui donne enfin ce que la Monarchie n'a pas su ou n'a pas voulu lui donner, l'ordre uni à la liberté, la Révolution française, nous n'hésitons pas à le dire, est appelée à faire le tour du monde.

Mais même aujourd'hui, après ses égarements, après les deux dictatures et les deux restaurations qu'elle a coûtées à la France, elle reste encore une grande date dans l'histoire de l'humanité. Les titres de noblesse des peuples avaient été perdus dans l'Europe presque entière : la Révolution de 89 les a retrouvés, et après elle, ils ne se perdront plus! Quant à ses fautes, à ses crimes surtout, nous ne songeons ni à les nier, ni à les défendre. Mais de toutes ses erreurs, la plus grave à nos yeux, c'est de n'avoir pas compris que tout édifice politique doit, s'il veut durer, reposer sur des croyances; c'est d'avoir imputé au christianisme les torts de ses ministres, et cru faire à l'*Être suprême* la part assez belle en votant son existence par assis et levé. Regardons autour de nous : pourquoi l'Angleterre, la Suède, la Hollande, la Suisse, les États-Unis sont-ils devenus libres, pourquoi surtout le sont-ils restés? Parce que, chez eux, la liberté avait la foi à sa base, parce que le respect de la loi divine leur a enseigné le respect de la loi humaine; parce que, enfin, quand la Révolution en France ne parlait au peuple que de ses droits, l'Évangile leur a parlé de leurs devoirs : or c'est à cette école-là que se forment les peuples vraiment libres!

Bien que Charles ne fût pas destiné à être témoin de la Révolution française, il avait assez de perspicacité

pour la voir venir, et trop de préventions contre elle pour se laisser glisser sur cette pente dangereuse. En vrai monarque absolu, il ne pouvait faire autrement que de la détester, même avant qu'elle ne fût née; il savait démêler les signes des temps, et redoutait les entraînements du *pacte de famille*, et la solidarité qu'il imposait à l'Espagne avec un pays décidé à courir d'auss étranges aventures. Le cabinet de Versailles, en voyan Charles se refroidir pour son alliance, ne négligea rien pour l'entraîner dans une campagne nouvelle contre l'Angleterre. On l'invita à accéder à un projet de quadruple alliance avec la Russie, l'Autriche et la France, et pour le décider on lui offrit, dans le démembremen de l'empire turc que rêvait déjà la Russie, quelques lambeaux de l'héritage pour constituer un royaume à l'un de ses petits-fils.

Mais Charles, dans toute cette affaire, se conduisit avec plus de bon sens qu'on n'était habitué à en attendre de lui. En voyant se creuser, chaque jour plus profond, ce gouffre où les finances de la France devaient bientôt s'engloutir, il fut amené à faire, sur la situation de l'Espagne, un triste retour. La guerre d'Amérique, bien que terminée, pesait encore sur le trésor espagnol. Depuis quatre ans, les déficits toujours croissants entamaient les revenus publics. Aussi, bien loin de se laisser séduire par cette offre dérisoire d'une couronne pour son petit-fils, Charles insista sur l'excitation dangereuse que tous ces projets de partage entretenaient en Europe, et sur les querelles prêtes à éclater entre les prétendus alliés, si l'héritage venait brusquement à s'ouvrir. A ses yeux, le péril le plus grand, c'était de laisser la marine russe prendre pied dans la Méditerranée, mer close qui appartenait aux puissances limitrophes, et où une puis-

sance du Nord, plus asiatique qu'européenne, n'avait rien à voir. Il déclara sa ferme résolution de maintenir son alliance avec le Sultan, gage de sécurité et de paix avec l'Afrique musulmane. Il se plaignit des intrigues de la cour de Vienne, qui cherchait à entraîner son fils, le roi des Deux-Siciles, dans une alliance nuisible aux intérêts de son père, et à se faire concéder par lui un port sur la côte sud de l'Italie. Enfin, toujours extrême dans ses résolutions, Charles, non content de se refuser à entrer dans la quadruple alliance, proposa à l'Angleterre, sa vieille ennemie, de s'unir à lui pour bannir les Russes de la Méditerranée.

En conclurons-nous que Charles fût décidé à rompre avec la France pour se jeter dans les bras de l'Angleterre? Non! tous ses vieux sentiments d'affection pour les Bourbons vivaient encore dans son cœur; mais le *pacte de-famille* n'était plus pour lui qu'une affaire de sentiment où la politique n'avait rien à faire. C'était à la maison de Bourbon qu'il se sentait lié, mais non pas à la France, pays de libres-penseurs et de casse-cous politiques, toujours prêts à compromettre leurs alliés, et qui, pour échapper à la banqueroute et à la Révolution, n'avaient plus qu'une ressource, lancer l'Europe dans une guerre générale Un mot de Florida Blanca résume l'opinion de son maître et la sienne : « On devrait élever un mur d'airain sur toutes les frontières de la France, pour se préserver de la contagion de ses principes. »

Rientôt les relations les plus amicales s'établirent entre les deux cabinets de Londres et de Madrid, en même temps qu'on se refroidissait avec celui de Versailles. « L'Espagne et l'Angleterre, disait encore Florida, sont dans une position vraiment digne d'envie : sans embarras ni troubles au dedans, sans menaces

d'agression et sans désir d'agrandissement au dehors, il est de leur intérêt de maintenir la paix sur le continent. » Ainsi Charles avait attendu la fin de sa vie pour comprendre la seule politique qui convînt à son pays : au dehors la neutralité armée; au dedans la paix et les réformes. Ces sages maximes, adoptées par Ferdinand VI, avaient assuré le repos de ce règne modeste, où l'Espagne avait trouvé la paix et le bonheur en renonçant à faire parler d'elle. Plût au ciel que Charles III, en héritant du trône de son frère, eût aussi hérité de sa politique, l'Espagne n'y aurait pas perdu en gloire, et y aurait gagné en sécurité et en bonheur!

Du moment où les destinées de l'Espagne se séparent de celles de la France, le règne de Charles III est fini; la vie ne se trahit plus au dehors que par de pacifiques réformes qui assainissent le corps social, et le purgent doucement sans l'agiter. Du reste, le moment du repos approchait pour le monarque, âgé de soixante-treize ans; Florida, son fidèle ministre, n'en comptait encore que cinquante-huit; mais, grâce à des excès de travail, continués sans relâche pendant de longues années, sa santé détruite lui faisait une loi du repos. Vainement il avait supplié son maître de lui permettre de se retirer, l'opiniâtre monarque s'y était toujours refusé; sans parler de son affection, si bien placée cette fois, Charles était avant tout l'esclave de l'habitude; de tous les changements, celui qu'il redoutait le plus, c'était un changement de ministres. La chasse étant son unique passion, aurait-il pu consacrer des jours entiers à son exercice favori s'il n'avait pas eu un ministre, digne de confiance, sur qui il pût se décharger de tous les soins du pouvoir?

Florida avait un ennemi, c'était son prédécesseur

Aranda, qui n'avait jamais pu lui pardonner de l'avoir remplacé. Rappelé de son ambassade de Paris, où il affectait une liberté d'allures qu'un ministre, son supérieur, ne pouvait pas tolérer, il était revenu vivre à Madrid, où son unique occupation, c'était de contrecarrer toutes les mesures du premier ministre. Les réformes de Florida, même les mieux motivées, froissaient toujours quelques intérêts, tout prêts à se liguer contre lui. Et puis, sa rude franchise, son indomptable loyauté lui avaient fait bien des ennemis. L'exercice du pouvoir, malgré la constante faveur du monarque, lui devenait chaque jour plus difficile, et ses instances plus vives pour le quitter. Mais Charles lui répondait par ces paroles qui honorent autant le ministre que le Roi qui les a prononcées : « Vous ne voudrez pas, je l'espère, me laisser seul au déclin de ma vie ; restez, je vous en prie, afin que je puisse vous léguer, avec ma couronne, à mon successeur. » Mais des paroles ne suffisaient pas; Charles y joignit des actes, et éloigna de Madrid tous les ennemis du premier ministre, afin que, maître du terrain, il pût continuer plus librement son œuvre de réforme.

C'est alors que, sentant la fin du règne approcher, et sachant que si Charles le léguait à son successeur, le legs pourrait bien n'être pas accepté, Florida crut devoir rédiger, pour son Roi et pour son pays, le compte rendu de son administration. Bien des apologies de ce genre ont été publiées par des ministres tombés; mais d'ordinaire elles avaient pour but de faire rentrer leurs auteurs au pouvoir; Florida, lui, n'a qu'un but en écrivant, c'est d'en sortir! Aussi son plaidoyer est-il empreint d'un cachet irrécusable de droiture et de sincérité. On y sent l'honnête homme méconnu qu'on force à

dire de lui la vérité, quand même la dire c'est faire son éloge. La conclusion, ce sont les plus loyales instances qu'un ministre ait jamais faites à son maître pour le prier de se passer de lui. Nous n'en citerons que les dernières lignes : « Consentez à ma retraite, Sire, je vous en conjure, au nom des services que je vous ai rendus, au nom de l'amour que je porterai jusqu'à mon dernier soupir à votre auguste personne, et surtout pour l'amour de notre Sauveur, que je prie instamment de conserver vos jours pendant de longues et heureuses années. »

Ces vœux si ardents ne devaient pas être exaucés : Florida eut beau insister pour obtenir sa retraite, ce fut son maître qui fut retiré avant lui, mais non sans l'avoir comblé, jusqu'à la fin de sa vie, de ses royales faveurs. Charles jusque-là, grâce au constant exercice qu'il prenait, n'avait guère senti le poids de l'âge ; mais cette forte constitution qui bravait la fatigue et les intempéries de l'air, se trouva sans ressort contre les souffrances de l'âme, plus difficiles à supporter que celles du corps. Déjà la mort d'une épouse chérie avait porté à Charles un coup dont il avait eu bien de la peine à se relever; mais, heureux du bonheur de ses enfants, il oubliait, au sein de leur vie de famille, le vide qui s'était fait dans son cœur. De tous ses enfants, celui qu'il avait toujours préféré était son quatrième fils, don Gabriel, doué des plus rares facultés, et marié à une infante de Portugal. Mais celle-ci, atteinte de la petite vérole, mourut au bout de quelques jours, et son mari, en lui prodiguant les soins les plus tendres, gagna sa maladie, et la suivit de près au tombeau (23 novembre).

C'en était plus que Charles n'en pouvait endurer :

cette âme si tendre, si féminine, avait été atteinte dans sa dernière et sa plus vive affection; la vie désormais n'avait plus de charmes pour lui. Ne pouvant se consoler, il essaya de s'étourdir : c'est à la chasse et à ses exercices les plus violents qu'il demande la distraction qu'il lui fallait à tout prix; mais l'âme n'était pas assez forte pour aider le corps à supporter tant d'épreuves; une fièvre inflammatoire attaqua ses poumons, et il fut enlevé en peu de jours, un mois à peine après la mort de son fils. Il était âgé de soixante-treize ans, et en avait régné vingt-huit en Italie et vingt-neuf en Espagne.

Tout roi qui meurt a droit à une oraison funèbre; mais celle de Charles III est vraiment bien difficile à faire. L'impression qui résulte de ce règne long et agité est tellement contradictoire que, si l'on compare sa politique du dehors à celle du dedans, il semble qu'on raconte l'histoire de deux rois différents; car tout, ou presque tout, est à louer dans cette seconde page du règne, et tout est à blâmer dans la première. Ici les vertus mêmes de Charles ont tourné contre lui : les affections de famille, si respectables chez l'homme privé, n'ont pour le monarque que des entraînements dangereux. Dans ses relations avec les puissances étrangères, ce ne sont pas les intérêts de l'Espagne qu'il consulte, ce sont ceux de la race des Bourbons; ce n'est plus lui, c'est son cousin Louis XV, c'est Choiseul, son ministre, qui règnent sur la Péninsule, pour la lancer dans une guerre insensée contre l'Angleterre.

Rapprochons un instant par la pensée le règne de Charles III de celui de Philippe V; oublions celui de Ferdinand VI qui les sépare, en tranchant si fortement sur eux, et nous verrons se réaliser sous les deux règnes ce mot de Louis XIV : « Il n'y a plus de Pyrénées! »

Seulement Philippe avait une excuse pour inféoder l'Espagne à la France : c'est de la main de son aïeul qu'il tenait sa couronne, et c'est à lui qu'il devait en faire hommage. Mais après la mort de Louis, le lien de vasselage est brisé, l'Espagne recouvre son indépendance; elle a trouvé sa ligne politique dans cette neutralité courageuse que Ferdinand a su garder, entre l'Angleterre et la France qui se disputaient son alliance. Certes il y avait là pour Charles un exemple utile à suivre, et s'il avait su profiter de la leçon, il eût évité la honte du traité de Paris, et la faute plus grave encore du traité de Versailles.

Quel était, à cette dernière date, le grand intérêt de la Péninsule? la conservation de ses colonies! L'ère des conquêtes était passée depuis longtemps; mais l'Espagne, bannie de l'Europe, avait encore tout un monde colonial pour y régner à son aise. En s'alliant de nouveau à la France contre l'Angleterre, la faute de Charles était donc double : il renonçait à cette neutralité qui seule pouvait faire le salut de la Péninsule, et il compromettait la sûreté de ses colonies en soutenant la rébellion de celles de l'Angleterre. Chez un prince animé d'un désir aussi sincère de faire le bien de ses sujets, on a peine à comprendre un aveuglement pareil. En effet, sur quoi s'est fondée en Espagne la popularité de Philippe V? sur son ardent désir de s'affranchir du joug de son aïeul, et de rendre l'indépendance à ses sujets comme à lui. Né Français, il s'était fait Espagnol pour régner sur l'Espagne, et elle lui en savait un gré infini. Charles III, au contraire, Espagnol de naissance comme de caractère, s'est fait Français de propos délibéré, au moins dans sa politique étrangère, et voilà ce que l'histoire lui reproche à bon droit, et ce

que ses sujets, tout en le chérissant, ont eu peine à lui pardonner.

Et cependant, Charles aimait sincèrement ce peuple sur qui la Providence l'avait appelé à régner; mais quand ses affections de famille se sont trouvées en lutte avec ses devoirs de roi et son affection pour ses sujets, c'est la famille qui l'a emporté, et les Bourbons ont pu croire qu'ils avaient encore un de leurs membres sur le trône de la Péninsule. C'est là le vice capital de ce règne qui, envisagé au dedans, eût été un des plus bienfaisants, sinon des plus glorieux, mais qui n'a été au dehors qu'une longue série de fautes, aggravées par cette tenacité fatale, trait saillant du caractère de ce roi qui ne sut jamais ni reconnaître une erreur, ni la réparer.

Cependant, dans les dernières années de son règne, nous avons vu Charles III séparer enfin sa politique de celle de la France, et faire rentrer l'Espagne sur ce terrain de la neutralité qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Pour le faire rompre avec la France, il n'a pas fallu moins que la Révolution française, qu'un roi absolu ne pouvait pas goûter. Pendant les deux dernières années de son règne, Charles est devenu vraiment un monarque espagnol; mais qu'est-ce que deux ans sur vingt-neuf? Et puis, l'heure de l'affranchissement n'est pas venue pour l'Espagne; elle a beau faire pour échapper au joug de la France, elle est unie à elle par un lien indissoluble, sa situation géographique. Aussi la voyons-nous, depuis Philippe V jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant près de deux siècles, passer, dans ses rapports avec la France, par des alternatives continuelles de dépendance et de révolte, et subir son ascendant, même en la combattant. Son affranchissement réel ne date que du jour où, entrée à son tour dans la carrière des peuples

libres, elle n'appartient plus qu'à elle-même, et reste l'alliée de la France sans être sa vassale.

Mais, avant comme après Charles III, la question coloniale demeure toujours la question vitale pour l'avenir du pays. La guerre des États-Unis l'a posée pour l'Espagne, et elle ne sera résolue que quarante ans plus tard, par l'émancipation des colonies espagnoles; mais elle reste toujours pendante pour tous les États qui ont des colonies. Bon gré, mal gré, il faut que tous s'habituent à cette idée qu'ils ne les possèdent qu'à condition de les perdre un jour; qu'il faut par conséquent les préparer tout doucement à la liberté, afin que, quand l'heure en sera venue, la séparation puisse s'opérer à l'amiable. Les sanglantes révoltes de l'Inde contre le joug anglais, et de l'Algérie contre celui de la France, témoignent en faveur de notre thèse. Toutes les fois que, dans une colonie, il y a le germe d'une nation, il faut que le germe se développe, que cette nation aboutisse, et ne passe par la tutelle que pour arriver à l'émancipation; c'est là une vérité que tous les peuples colonisateurs ne devraient jamais perdre de vue, en songeant un peu plus à leurs devoirs, et un peu moins à leurs droits, avec ces peuples mineurs dont Dieu leur a confié l'enfance, mais dont l'âge mûr ne leur appartient pas.

Nous avons vu dans Charles III le monarque; voyons maintenant l'homme privé, l'époux, le père de famille, et ici, bien que nous ayons beaucoup plus à louer, nous trouverons encore plus d'une ombre au tableau. Au point de vue de la fidélité conjugale, même envers la femme qu'il a perdue, nous ne connaissons pas de vie plus pure, plus exempte de ces faiblesses qu'on pardonne si volontiers aux grands de la terre,

et pourtant, elles sont chez eux plus coupables que chez d'autres, car l'exemple en est d'autant plus dangereux qu'il descend de plus haut. Nous ne connaissons pas non plus de fin plus touchante : Coxe (t. V, p. 398), nous le peint sur son lit de mort, où il vient d'accomplir les devoirs de sa religion, entouré de ses enfants éplorés, les invitant à rester unis entre eux, et attachés à la foi de leurs pères; à l'héritier du trône il recommande ses frères qui seront aussi ses sujets, le suppliant de ne consulter en toutes choses que l'intérêt du peuple que Dieu a confié à ses soins. Enfin il le presse de garder dans ses conseils Florida Blanca, comme un ministre actif et éclairé à qui l'Espagne doit tant de réformes utiles.

Doué par la nature d'une mémoire étonnante, d'un esprit prompt, d'une parole facile, nul doute qu'il n'y eût chez Charles III l'étoffe d'un monarque distingué. Le sol était riche, mais c'est la culture qui a manqué. Élevé, comme tous ses frères, sous la tutelle du clergé, la foi pour lui s'est réduite à de puériles superstitions, à de vaines formules; elle a rétréci l'esprit qu'elle aurait dû élargir. Lui qui, sur le trône de Naples, ne se lassait pas d'étudier les intérêts du pays où Dieu l'avait appelé à régner, une fois rentré dans son pays natal, sur le trône de la Péninsule, il s'habitue peu à peu à sacrifier le devoir au plaisir, et la chasse devient la grande affaire de sa vie. Bizarre composé d'entêtement et de faiblesse, ce roi qui tient tête à ses ministres, et craint par-dessus tout d'avoir l'air d'être mené par eux, ce roi rebelle au joug de Rome se plie, comme un petit enfant, à celui de son confesseur, et se laisse dicter par lui ses aversions comme ses préférences. Despote affectueux au sein de sa famille, il impose à tous ses enfants

la même pureté de mœurs qu'il a gardée pendant son long veuvage, après avoir perdu la seule femme qu'il ait jamais aimée.

Nous n'épuiserons jamais tous les contrastes qui se heurtent dans cet esprit étroit et tenace, dans ce cœur tendre et bon, mais que l'entêtement, greffé sur la passion, peut rendre inflexible et cruel, même envers les siens. Nous en citerons quelques traits, curieux et tristes en même temps : devant cette passion insensée de la chasse, à laquelle il avait fini par consacrer toutes ses journées, il n'y avait plus de devoirs, plus d'affections de famille, comme nous le verrons tout à l'heure. Une forte portion des revenus de la couronne y était consacrée : des milliers de paysans, enrôlés à grands frais, étaient chargés d'amener les cerfs et les loups sous le fusil du Nemrod couronné. Des terrains immenses étaient condamnés à la stérilité afin de nourrir le gibier, et une armée de gardes veillait à sa conservation.

Un pauvre paysan des environs de Madrid s'était oublié jusqu'à ramasser, dans un de ces bois consacrés à Diane, quelques glands destinés à nourrir sa famille. Un garde le surprend avec six glands dans sa poche. Le criminel est amené devant le Roi, qui s'est réservé les jugements de ce genre. Le croira-t-on? le tendre et doux Charles III fut inexorable : le crime était patent, avoué, le coupable fut condamné à passer dans les prisons de Ceuta autant d'années qu'il avait volé de glands, et l'arrêt fut exécuté : le malheureux, laissant sa famille mourir de faim, passa six ans dans les cachots du *Priside*. Il en sortit la rage dans le cœur, à moitié fou, et n'ayant qu'une idée : se venger du garde qui l'avait fait condamner. Il l'assassina en effet, et mourut sur l'échafaud. Voilà jusqu'où une passion aveugle

pour la chasse a pu entraîner le meilleur et le plus compâtissant de tous les rois !

Autre anecdote, non moins caractéristique : un d ses fils allait mourir; mais l'heure de la chasse avait sonné, il fallait partir, et rien au monde n'aurait pu y faire manquer le ponctuel monarque. « Il se remettra certainement », dit Charles, en prenant son fusil, et il part... A son retour, on lui apprend que son fils est mort, et il répond, avec le calme d'une conscience satisfaite, comme s'il avait accompli un devoir : « Eh bien, puisque l'on n'y peut rien, il faut en prendre son parti. »

Un pareil caractère ne se juge pas, il se raconte, et nous laissons à nos lecteurs le soin de conclure. Pour achever de faire connaître Charles III, encore une anecdocte empruntée à sa vie privée. Un de ses frères, qu'il aimait tendrement, l'infant don Luis, avait été nommé en 1737, à l'âge de dix ans, cardinal et archevêque de Tolède, par une de ces lâches complaisances du Saint-Siége que l'histoire ne saurait assez flétrir. En 1754, le jeune prélat, par un scrupule qui l'honore, se sentant incapable de garder la loi du célibat, que sa vocation lui imposait, donna sa démission de toutes ses dignités, et rentra dans la vie civile. Charles une fois monté sur le trône, l'infant manifesta le désir de se marier; mais le Roi éludant toujours sa demande, l'infant, en dépit de ses scrupules, se laissa aller à quelques faiblesses que son frère, inflexible sur l'article des mœurs, lui reprocha sévèrement. L'infant répondit, non sans raison, que si on l'avait laissé se marier, comme il le demandait depuis longtemps, ces écarts qu'on lui reprochait n'auraient pas eu lieu. Charles, repris à son tour dans sa conscience, consentit enfin au

mariage, mais à condition que son frère n'épouserait pas une princesse du sang royal. L'infortuné don Luis avait jeté les yeux sur une des filles de Charles III, et la jeune princesse, sa nièce, désirait vivement cette union. Mais le Roi fut inexorable, et l'infant s'étant déclaré prêt à épouser la femme que le Roi choisirait pour lui, celui-ci désigna à son choix une jeune personne d'une famille noble, mais non de sang royal. Le mariage eut lieu, et plusieurs enfants naquirent de cette union qui dérogeait à tous les précédents établis pour le mariage des princes du sang.

Il est temps d'expliquer le motif des persistants refus du monarque : on se souvient qu'en 1713, la Loi Salique, inconnue en Espagne, y avait été introduite par Philippe V. Les Cortès, en la sanctionnant, y avaient ajouté cette clause, « que tout prince appelé à la couronne devait être né en Espagne ». Or tous les enfants de Charles III étant nés à Naples, on comprend que don Luis, marié en Espagne à une femme de son rang, aurait pu un jour faire valoir avec succès les droits de ses enfants, nés dans la Péninsule, contre ceux des enfants de son frère, nés sur la terre étrangère; mais, une fois marié à une personne d'un rang inférieur au sien, ses enfants n'étaient plus, comme leur mère, que de simples particuliers, inaptes à succéder au trône. Tel est le calcul, peu généreux, qui dicta l'étrange conduite de Charles III envers un frère qu'il aimait. Celui-ci lui ayant, sur son lit de mort, recommandé ses enfants, le Roi promit d'en avoir soin, et tint parole : le fils fut fait plus tard, comme son père, cardinal et archevêque de Tolède; les deux filles, destinées au cloître dès leur naissance, prirent le voile longtemps avant l'âge de savoir ce qu'elles faisaient. On

voit que Charles, esclave, dans ses relations avec la France, de ses affections de famille, savait au besoin les immoler à la politique dans sa vie privée.

« Charles, nous dit Coxe (t. V, p. 404), était d'une taille moyenne, d'une constitution forte, presque athlétique ; son teint, naturellement pâle, s'était bronzé par l'exercice continu et l'action du grand air. Le trait le plus saillant de la figure, c'était la longueur du nez et des sourcils. Mais ce qui distinguait surtout sa physionomie, c'était la douce expression de son regard. Son sourire et son abord étaient tellement séduisants qu'on le désignait, vers la fin de sa vie, sous le nom du *bon vieux roi.* »

De son mariage avec Amélie de Saxe, son épouse unique et bien-aimée, Charles, encore plus prolifique que son père, eut treize enfants. L'aîné, exclu de la succession au trône pour cause d'imbécillité, mourut en 1777. Le second, né en 1747, régna après son père sous le nom de Charles IV ; c'est le règne le plus désastreux dont l'Espagne ait gardé la mémoire. Puis vient Ferdinand, roi des Deux-Siciles, né en 1750, mort en 1823 ; Gabriel, le préféré de Charles, dont la mort entraîna celle de son père; enfin une fille, Maria Luisa, mariée au Grand-Duc de Toscane, Léopold, depuis Empereur. Tous les autres enfants, sauf une fille contrefaite, moururent avant leur père.

RÉFORMES INTÉRIEURES.

La vie de Charles III n'est qu'une longue contradiction entre l'homme privé et le souverain, entre son administration au dedans, et sa politique au dehors.

Charles est, avant tout, un ami des réformes; à ce titre, il a besoin de la paix, et son règne cependant, sauf les deux ou trois dernières années, n'est qu'une bataille continue. Deux guerres successives contre l'Angleterre le remplissent presque en entier, toutes deux entreprises sans nécessité, et pour faire plaisir à la France. L'une se termine par les désastres et les hontes du traité de Paris, l'autre est couronnée par le succès; mais ce succès même est une disgrâce, car prêter son appui à la révolte des colonies anglaises, c'est inviter celles de l'Espagne à en faire autant, et encourager leur rébellion à venir.

Les réformes, pour Charles III, ne sont pas un obstacle à la guerre, et la guerre n'arrête pas les réformes. Ce double effort, soutenu pendant tout un règne, devient bien lourd à supporter pour un peuple comme l'Espagne, qui n'a de ressort que pour les grandes luttes où sont en jeu son existence et son honneur national. Un accroissement continu de la marine et de l'armée, hors de toute proportion avec les forces réelles du pays, coïncide mal avec de pacifiques réformes qui ont besoin, pour réussir, de ne pas être interrompues, et qui, dans un pays où tout est à créer, coûtent longtemps au trésor avant de lui rien rapporter.

Quelques chiffres feront mieux comprendre notre pensée : tout est en progrès sous ce règne novateur où le ministère appartient à la libre pensée, le pays à l'inquisition et au clergé, et où le monarque se partage entre les deux influences. Pendant toute la durée du règne, la population s'accroît constamment; l'armée et surtout la marine prennent un développement inouï, et les recettes du trésor augmentent chaque année, en

même temps que ses dépenses. Commençons par la population, car c'est toujours là, en fait d'économie politique, la base et le point de départ de tout calcul. Ustaritz, au début du siècle, sous Philippe V, ne l'évaluait qu'à 7 millions et demi d'habitants, chiffre bien éloigné des 40 millions qui l'habitaient, dit-on, du temps des Romains. En 1768, elle avait déjà augmenté de 2 millions, et vingt ans plus tard, à la mort de Charles III, elle atteignait presque 11 millions. Sans doute, le progrès n'est pas le même partout; la Catalogne et Valence, favorisées par le voisinage de la mer, par l'abondance des eaux et la fertilité du sol, sont les deux provinces qui croissent le plus rapidement en population et en richesse, Valence par l'agriculture, et la Catalogne par l'industrie. Contraste étrange! elles sont à la fois les plus peuplées de la Péninsule, et celles qui envoient à ses colonies le plus fort contingent, preuve sans réplique que ce n'est pas l'émigration qui a dépeuplé l'Espagne, mais l'absence de routes, les impôts excessifs et mal répartis, et la paresse de ses habitants.

Comme toujours, l'accroissement du revenu public suit celui de la population. En 1760, au début du règne, la recette totale du trésor était à peine évaluée à 100 millions de francs. En 1778, elle était presque doublée, et s'élevait à 194. Enfin, trois ans après la mort de Charles, grâce à l'impulsion féconde donnée par lui, elle avait dépassé 200 millions. Mais à mesure que s'accroissent les recettes, les dépenses augmentent aussi, dans une proportion bien plus rapide, et rien ne paraîtra plus naturel si l'on songe, d'un côté, à toutes les dépenses *productives*, routes, ponts, canaux, manufactures établies aux frais de l'État, semailles fécondes qui devaient rapporter un jour bien plus qu'elles n'avaient

coûté; de l'autre, aux dépenses *improductives*, nécessitées par ces deux fatales guerres. Sous ce double fardeau, le trésor, malgré l'accroissement réel de ses ressources, devait finir par plier. Et cependant, on voit Charles III, dès le début de son règne, s'efforcer, non sans succès, d'amortir la dette publique. En 1760, elle montait, suivant Canga Arguellès, à un milliard de réaux (260 millions de francs), et vers la fin du règne, elle se trouve réduite des neuf dixièmes, c'est-à-dire à 25 millions de francs, chiffre un peu suspect, que nous sommes réduit à citer sans pouvoir le vérifier.

Quant à l'armée, au point de vue matériel comme au point de vue moral, personne ne contestera qu'elle ait beaucoup gagné sous Charles III. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, sous le règne pacifique de Ferdinand VI, l'esprit militaire commençait à s'éteindre, quand le règne agité de son frère vint à propos pour le réveiller. L'Espagne, en se faisant le satellite d'une puissance aussi belliqueuse que la France, était condamnée, malgré elle, à partager sa vie d'aventures. Elle retrouva donc, sous Charles III, quelque chose de son ardeur martiale, un instant ranimée sous Philippe V. Mais l'ère des conquêtes était passée, et tout en rendant justice au patient courage des soldats espagnols, le succès, il faut le dire, ne répondit pas souvent à leurs efforts. Et puis, quand une puissance continentale, hérissée de côtes comme l'Espagne, fait la guerre à une puissance navale comme l'Angleterre, quand elle a, en outre, des colonies sur tous les points du globe, c'est sur mer, avant tout, que la lutte doit avoir lieu. C'est donc de la marine surtout qu'il faut nous occuper ici, tout en rendant justice aux efforts de Charles III pour ressusciter l'esprit militaire que les

monarques autrichiens avaient laissé s'éteindre dans l'armée. Des écoles furent créées dans les provinces pour les diverses armes, et surtout pour l'artillerie. Des fonderies de canons, des fabriques de poudre furent établies, et la Péninsule cessa d'être, pour tout ce qui tenait à la guerre, tributaire de l'étranger. Mais ce qui manqua toujours à l'armée espagnole, ce furent les manœuvres militaires et les fortes concentrations de troupes sur un point donné, seul moyen d'entretenir, au sein de la paix, l'esprit de la guerre. Du reste, une des idées fixes de Charles III, c'était d'éviter à tout prix ces grandes réunions de soldats, dangereuses, suivant lui, pour les mœurs; et l'esprit militaire y perdit plus que les mœurs n'y gagnèrent.

Nous arrivons enfin à la résurrection de la marine espagnole, un des plus beaux titres de gloire de Charles III, gloire qui nous toucherait davantage si ce développement de la puissance maritime de l'Espagne avait servi à protéger l'expansion de son commerce, et l'échange des produits de son industrie nationale avec ceux de ses colonies. Des deux marines, qui existent nécessairement dans tout État que l'Océan invite au commerce, la plus importante à nos yeux, c'est la marine marchande. Or, celle-ci, à vrai dire, n'a jamais existé dans la Péninsule. Son seul commerce avec ses colonies, c'est l'or et l'argent que lui apportent chaque année ses galions. Pour les protéger et les amener en sûreté dans ses ports, il fallait une marine militaire, qui souvent même ne suffisait pas à sa tâche. Quant aux produits industriels, dont le Mexique et le Pérou avaient besoin en échange de leurs trésors, la contrebande étrangère se chargeait de les leur apporter. De là le développement forcé de la marine militaire sous un règne de guerre

continue, où elle devait à la fois escorter les galions et protéger les colonies, double tâche dont elle s'acquittait avec plus de courage que de succès.

Voici maintenant quelques chiffres officiels sur ses progrès toujours croissants pendant le règne de Charles III : en 1761, après le honteux traité de Paris et la guerre désastreuse qui l'avait précédé, la puissance navale de l'Espagne était réduite à trente-sept vaisseaux de guerre et trente frégates. En 1770, tout est changé, et elle présente un total de cinquante-huit vaisseaux, de cent douze à cinquante-huit canons, et vingt-deux frégates, sans compter les bâtiments légers, en tout cent deux navires de tout rang. En 1774, le progrès continue; on compte soixante-quatre vaisseaux de ligne, dont huit à trois ponts, vingt-six frégates et trente-sept avisos ou chébecs. Enfin en 1778, apogée de la force maritime de l'Espagne, elle possède soixante-sept vaisseaux et trente-deux frégates. Canga Arguellès évalue à vingt millions de francs seulement la dépense annuelle de la flotte, chiffre qui paraît bien minime, comparé à de tels efforts.

Dans notre chapitre sur les colonies espagnoles nous avons traité à fond du commerce extérieur de l'Espagne. Il se réduit, on le sait, à quelques rares échanges avec ses colonies, habituées à tout donner à la métropole, et à n'en rien recevoir. Ce qui prouve la pauvreté de sa marine marchande et du commerce extérieur qu'elle représente, c'est que, à côté des chiffres que nous venons de fournir sur la marine militaire, et de ses progrès sous Charles III, nous n'avons pu trouver sur la marine marchande aucune donnée précise. Décidément, il y a ici un vice inhérent à la nature du peuple et à ses habitudes, vice qui se trahit dans toutes ses

entreprises, frappées d'un égal insuccès. Autrement, comment expliquer que l'Espagne n'ait pas su tirer un meilleur parti de ses belles colonies, mine bien autrement précieuse que tout l'or et l'argent qu'elle en a recueilli?

Mais; en conscience, l'Espagne pouvait-elle donner à ses colonies ce qui lui manquait à elle-même? L'industrie, qui n'a jamais pu prendre racine sur ce sol rebelle, malgré les sincères efforts des princes de la maison de Bourbon, pouvait-elle s'implañter par décret royal au Mexique et au Pérou? Le commerce au dehors n'a-t-il pas pour point de départ l'industrie au dedans? Pour vendre ne faut-il pas produire, et les denrées premières ne décuplent-elles pas de valeur quand elles ont passé par les mains fécondes de l'industrie qui change en or tout ce qu'elle touche? Enfin, peut-il exister un vrai développement industriel, toujours spontané et libre, chez une nation où les manufactures ne naissent que par ordre d'en haut, et ne savent vivre qu'aux dépens de l'État, obligé de se faire industriel pour encourager l'industrie?

Tout se tient dans l'histoire des peuples comme dans leur vie sociale : l'Espagne est un ensemble où tout s'enchaîne et se lie, où les torts sont le plus souvent des malheurs, et les vices des lacunes; où tout s'explique enfin par deux institutions qui, de tout temps, ont été le fléau du peuple espagnol, l'inquisition et le pouvoir absolu. Il semble que ces deux despotismes, greffés l'un sur l'autre, aient pris à tâche d'anéantir tous les dons que la Providence a faits à ce peuple, si richement doué par elle, au physique comme au moral. Leur suppression même, et elle ne date que de nos jours, n'a pu détruire le mal qu'ils ont fait, ni

ôter au peuple espagnol ce cachet de sombre méfiance qui pèse encore sur une race si longtemps asservie que, même affranchie, elle a peine à se croire libre.

Ainsi tous les efforts de Charles III pour réveiller la puissance productrice de la Péninsule étaient d'avance frappés de stérilité. Avant de songer à civiliser ses colonies, c'était l'Espagne même qu'il fallait gagner à la cause de la civilisation et du progrès. Et qu'attendre d'un monarque qui, entré de son propre élan dans cette noble carrière, s'arrêtait à chaque pas pour consulter son confesseur, en recevant tour à tour sa consigne d'un ministre philosophe et d'un moine ignare et fanatique? Aussi, si nous passons en revue ici les réformes de Charles III, c'est pour rendre hommage à ses loyales intentions, quand même les résultats n'ont pas toujours répondu à ses efforts. D'ailleurs, ce règne honnête et impuissant, le dernier où l'Espagne ait vécu de sa vie propre, va faire place à une ère de hontes et de désastres, où le pays cessera de s'appartenir à lui-même pour subir le joug de l'étranger, jusqu'au jour où un héroïque effort lui rendra son indépendance. C'est à l'Espagne du passé que nous disons adieu en étudiant le règne de Charles III, et il faut lui savoir gré moins de ce qu'il a fait que de ce qu'il a voulu faire.

Chez les peuples asservis en politique, la liberté commerciale ne peut pas exister, car elle est en contradiction avec le principe même d'un gouvernement absolu. Aussi faut-il savoir gré à Florida Blanca et à son maître d'avoir, en 1765, proclamé la liberté absolue du commerce des blés, et la libre entrée des grains venus du dehors. Des dépôts de blé furent établis dans cinq mille communes de cette Péninsule, exposée, malgré sa fertilité, à de fréquentes disettes par la diffi-

culté des communications, et les absurdes restrictions imposées aux échanges entre les provinces, isolées l'une de l'autre comme des pays étrangers. Des monts-de-piété furent institués dans toutes les villes importantes, pour venir en aide aux cultivateurs, et leur procurer de l'argent en échange de leurs denrées, ou des grains pour leurs semailles. Mais comme tout en Espagne est contradiction, et que, quand on y a fait un pas en avant, il faut toujours en reculer deux, au moment où on établissait la liberté du commerce des grains, tous les produits de l'industrie étrangère étaient frappés de droits exorbitants, sous prétexte d'encourager la production nationale. La contrebande, il est vrai, se chargeait de rétablir l'équilibre, en inondant l'Espagne et ses colonies d'un flot incessant de marchandises prohibées qui frappaient de mort les manufactures indigènes, créées à grands frais par l'État.

Ce que nous pouvons louer sans restriction, ce sont les efforts persévérants du Roi pour doter le pays de routes et de canaux. Sans doute Charles, toujours animé des meilleures intentions, n'avait pas attendu Florida pour sentir le pressant besoin de ces voies de communication qui ont toujours manqué à la Péninsule ; mais le ministre seul sut apporter dans cette vaste entreprise l'esprit de suite et la volonté persistante sans laquelle on ne fait rien. Les canaux, utiles ailleurs, sont indispensables dans un pays où, l'eau manquant presque partout, l'agriculture profite, au moins autant que le commerce, de ces sources d'irrigation, créées par l'homme pour compléter l'œuvre du Créateur. Le *canal impérial* d'Aragon, commencé sous Charles-Quint, s'il eût été complétement exécuté, était une de ces entreprises qui honorent le règne où elles sont accomplies.

Sa destination, c'était d'unir l'Océan à la Méditerranée, comme le fait en France le *canal du midi*. La Providence avait préparé l'œuvre en amenant la source de l'Èbre à quelques lieues de l'Océan, au pied des monts de la Biscaye; il ne s'agissait donc que de rendre le fleuve navigable dans la première partie de son cours, la plus montueuse et la plus difficile à aplanir. Charles-Quint avait exécuté la partie la moins laborieuse de la tâche en établissant un canal, parallèle au cours de l'Èbre, depuis Tudela en Navarre jusqu'à dix lieues au-dessous de Saragosse, sur un parcours de vingt-sept lieues seulement. Les difficultés cependant n'avaient pas manqué; car il avait fallu traverser la montagne de Torrera par une tranchée à ciel ouvert de 13 mètres de profondeur, et passer sur la vallée du Rio Zabon par un aqueduc long de 1,500 mètres; mais la faible partie de l'œuvre alors exécutée avait suffi pour répandre, par un système d'irrigations bien dirigées, la fertilité sur toute la partie de l'Aragon qu'elle traversait. Ainsi des terrains fertiles qui, faute d'eau pour les arroser, se vendaient auparavant sept piastres l'acre, étaient montés à 250, et l'Aragon qui, en fait de blés, suffisait à peine autrefois à sa propre consommation, était maintenant, dans les temps de disette, en état de nourrir la Castille. D'autres canaux furent encore entrepris, et l'on poursuivit ceux qui étaient commencés; mais sous les règnes suivants, les malheurs de l'Espagne firent abandonner tous ces utiles travaux, et l'œuvre du relèvement matériel du pays, si bien entamée par Charles III, a été entravée comme celle de son relèvement moral, réservé dans l'avenir à ces deux forces dont l'une s'appuie si volontiers sur l'autre, l'Évangile et la liberté !

Mais si le peuple espagnol, par le fond même de sa

nature, se refuse à toute innovation, si les réformes matérielles y sont difficiles, que dirons-nous des réformes morales? Ainsi Charles III, toujours combattu entre ses instincts de réformateur et son aveugle soumission au joug du confessionnal, avait osé songer à réformer l'éducation nationale, une des plaies les plus profondes de l'Espagne. L'œuvre fut entreprise, avec une résolution qu'il eût fallu soutenir, par Roda, un de ces ministres amis du progrès qui, pendant tout le règne, partagent avec le confesseur la faveur du monarque. Le point de départ de la réforme, ce fut l'expulsion des Jésuites qui, en Espagne comme dans tous les pays catholiques, étaient les maîtres de l'éducation, et tenaient ainsi la jeunesse, c'est-à-dire l'avenir dans leurs mains. Après les Jésuites, Charles, encouragé par ce coup hardi, supprima d'un coup six des *colegios mayores* (colléges supérieurs) du royaume. Ces colléges, forts de leur richesse et de leur antiquité, étaient des centres d'éducation aristocratiques et cléricaux, seule voie ouverte pour arriver à toutes les hautes fonctions de la magistrature et de l'Église.

Mais pour que la réforme fût complète, il fallait la faire monter des colléges aux universités, où régnait encore, dans sa pédante majesté, la scolastique du moyen âge, une des vieilles bases de la domination du clergé. L'enseignement, remis aux mains de moines ignorants, étrangers aux choses de la vie, était bon, tout au plus, à faire des prêtres, mais non des hommes et des citoyens.

Au premier rang de ces universités, trônait celle de Salamanque, leur *reine*, comme elle s'intitulait elle-même, et le *boulevard de la chrétienté*. Ici, ce n'était plus aux Jésuites, mais au clergé régulier, le plus

fanatique des deux, qu'il fallait s'attaquer, dans sa forteresse la plus inexpugnable. Aussi est-ce à l'université même que le Conseil de Castille, en 1771, dut demander la permission de la réformer. On l'invita poliment à se charger elle-même des changements à faire dans son enseignement, pour l'adapter à l'esprit nouveau dont l'aurore, un peu attardée, se levait enfin sur l'Espagne. Mais le docte corps répondit en plaidant la cause d'Aristote et du *Péripatétisme* contre Newton et Descartes, et celle des lettres contre les sciences, que le clergé a toujours repoussées, comme suspectes d'hérésie et de libre-pensée. « *Non erit in te Deus recens, neque adorabis Deum alienum,* » telle fut la devise adoptée par l'université, dans le plan de soi-disant réforme qu'elle présenta au Conseil de Castille, et le *Deus recens alienus,* c'étaient les nouvelles méthodes et l'esprit des temps nouveaux. Dans ce plan, rien n'était changé que l'apparence, et tous les efforts du ministre se brisèrent contre le vieil esprit scolastique et clérical, retranché, comme derrière un dernier rempart, dans l'université de Salamanque. Les méthodes et les livres nouveaux furent repoussés comme des ennemis, et l'esprit monacal, représenté à la cour par le père Eleta, continua à régner sur les universités comme sur la conscience du monarque.

Cependant, en dehors des universités, l'étude des sciences, et surtout celle de la médecine et de l'histoire naturelle, ne laissa pas de faire des progrès sous ce règne, auquel il n'a manqué, pour relever l'Espagne de sa longue défaillance, que d'oser se décider entre le passé et l'avenir. Des expéditions scientifiques allèrent explorer l'Amérique espagnole, et l'impulsion, partie de Madrid, se fit sentir jusqu'aux extrémités de ce

monde colonial, qui embrassait une moitié du globe! Des jardins botaniques furent créés à Mexico, à Manille et aux Canaries, et les splendides produits de la flore des tropiques vinrent enrichir celle de l'Europe, plus sobre et plus bornée, et où, dans le plan du Créateur, le beau semble avoir été sacrifié à l'utile.

Avec un autre prince que Charles III, moins partagé que lui entre deux influences opposées, l'esprit de réforme, avec le trône pour point de départ, aurait pu lancer l'Espagne dans les voies du progrès; pour être effective et durable, la réforme aurait dû envahir à la fois tous les domaines, et partir de l'enfant pour embrasser l'homme tout entier; mais du moment où on laissait l'éducation aux mains du clergé, tout demeurait frappé de mort, et la réforme resta incomplète comme le caractère du prince qui l'avait entamée. Et cependant, les esprits initiateurs et hardis ne manquaient pas en Espagne à cette date : ainsi l'économie politique, science nouvelle qui, de l'Angleterre où elle était née, avait bientôt pris racine en France, fut importée en Espagne par Campomanès, l'homme le plus éminent de ce règne, comme écrivain encore plus que comme homme d'État. Dès 1765, nous le voyons, en qualité de *Fiscal* (procureur général) du Conseil de Castille, débuter par un trait d'audace dans la carrière des réformes, en s'attaquant au droit de main morte du clergé, la cause peut-être la plus active de la ruine de l'Espagne. Son traité sur la *Regalìa de Amortizacion* (le droit qu'a la couronne de disposer des biens de main morte) est l'œuvre à la fois d'un esprit éclairé et d'un grand citoyen : il établit, l'histoire à la main, non-seulement le droit, mais le fait que, depuis l'établissement du christianisme en Espagne, et du temps même de la monarchie gothique, l'auto-

rité civile est toujours intervenue pour empêcher la fortune immobilière du pays de passer tout entière aux mains du clergé, déjà maître par l'éducation des forces intellectuelles. Aussi réclame-t-il pour la couronne, au nom de la justice, au nom de l'intérêt public qu'elle représente, le droit de disposer des propriétés de l'Église pour les affecter aux besoins de l'État. Il établit victorieusement le tort que font à l'agriculture et à la fortune nationale ces immenses possessions, enlevées d'assaut le plus souvent sur le lit des mourants à leurs héritiers naturels; possessions si bien nommées de main morte, car elles ne rapportent rien, ni à l'État auquel elles ne payent aucun droit, ni à leurs détenteurs tonsurés ou mitrés qui ne savent en tirer qu'un mince revenu; lèpre rongeuse qui s'étend sur toute la Péninsule, en desséchant toutes ses forces vives, et en frappant de mort tout ce qu'il y a en elle de séve et de ressort. Inutile d'ajouter que Charles III, toujours sous l'empire de son confesseur, et du clergé que celui-ci représentait, n'osa pas mettre en pratique ces idées hardies que, par une étrange contradiction, il n'était pas fâché de voir se répandre dans la Péninsule.

Dans cette guerre courageuse déclarée à tous les abus, le champion du progrès ne pouvait pas oublier les majorats et les substitutions, autre source d'appauvrissement et de ruine pour l'Espagne, où la propriété tend sans cesse à se concentrer dans un petit nombre de mains, et à tarir ainsi la source de la richesse publique, au lieu de l'éparpiller en poussière féconde sur toute la face du pays. S'attaquer à la fois à la noblesse et au clergé, les deux dominateurs de l'Espagne, les deux rivaux de la royauté, c'était une entreprise bien hardie, surtout sous un Roi comme

Charles III qui, des deux jougs, avait gardé le plus pesant, celui de l'Église; mais dans les rangs de la noblesse, partagée, comme le monarque, entre les idées nouvelles et les habitudes du passé, Campomanès comptait des partisans et des amis, tandis qu'il n'avait que des ennemis au sein du clergé.

En 1774, enhardi par le succès de ses premiers écrits, il commença, en faveur de l'*Éducation populaire*, une véritable croisade, en publiant une série d'écrits, destinés à éclairer l'Espagne sur ses véritables intérêts, et à plaider auprès d'elle la cause du travail et de l'industrie auxquels elle est, hélas! restée trop étrangère. N'osant disputer l'enfant aux écoles du clergé, il s'adressait à l'homme fait pour éclairer son ignorance et combattre ses préjugés. Dans ces écrits, l'auteur s'attache à mettre à la portée du peuple les notions les plus usuelles de l'agriculture et de l'économie politique, science qu'il faut faire descendre au niveau des plus humbles, au lieu de la tenir dans des régions trop élevées. Il passe en revue les divers métiers, ainsi que les vices et les lacunes de l'apprentissage, et lutte contre les préjugés populaires qui repoussent, on ne sait pourquoi, certains métiers pour en adopter d'autres. Il faut rendre justice à Charles III, ces utiles écrits furent pour lui l'objet d'une constante faveur, imprimés par son ordre, et adressés, pour être répandus dans le peuple, à toutes les autorités du royaume; l'auteur devint l'âme de ses Conseils, en tout ce qui tenait à l'administration intérieure. Heureuse l'Espagne, si ses affaires étrangères avaient été conduites avec autant de sagesse et de mesure, et si le Roi avait pris conseil d'hommes comme Campomanès, au lieu de ne le prendre que de lui-même, de son confesseur et de ses affections de famille!

Ainsi qu'on devait s'y attendre, cet homme deux fois illustre, comme écrivain et comme ministre, finit par être dénoncé à l'Inquisition comme suspect de libre pensée, c'est-à-dire d'hérésie. Mais ses livres ne renfermant aucune proposition décidément hérétique, on n'osa pas le citer à comparaître devant le Saint-Office ; on se borna à l'inviter à assister à l'*auto-da-fé* à huis clos de don Pablo Olavide, pour l'avertir du sort qui l'attendait, s'il ne mettait un frein aux libres allures de sa plume et de sa pensée. Quant au Roi, bien que sa faveur soit restée acquise jusqu'à la fin à ces deux hommes d'État éminents, Campomanès et Florida Blanca, on peut discerner en lui, pendant les dernières années de sa vie, une certaine méfiance et un refroidissement marqué pour la cause des réformes, si chaudement épousée par lui dans tout le cours de son règne. La cause en est facile à comprendre : Charles sentait la faute qu'il avait commise en appuyant la révolte des colonies anglaises, et la faute, plus grave encore, d'avoir enchaîné la politique de l'Espagne à celle de la France, à la veille des graves événements que chacun commençait à prévoir. Placé si près du foyer de l'incendie, et craignant de l'aider à franchir les Pyrénées pour gagner la Péninsule, il s'arrêta brusquement dans la carrière des réformes, de peur de les voir, comme chez ses voisins, se changer en révolution.

Et cependant, Charles avait tort de se défier de son pays, car jamais peuple ne fut plus attaché, non-seulement à son Roi, qui le méritait si bien, mais à ses rois alors même qu'ils ne le méritaient pas. Pour lui la religion et la monarchie sont deux idées, ou plutôt deux cultes qui ne se séparent pas l'un de l'autre. Quand même l'esprit des temps nouveaux souffle de France sur la

Péninsule, elle reste toujours dévouée à ces deux pouvoirs qui, pour elle, représentent Dieu sur la terre, le Roi et le clergé; et depuis qu'elle a laissé périr ses vieilles libertés pour fonder l'unité nationale, quand elle s'est donné un joug ou qu'elle l'a accepté, elle ne sait plus le briser.

CHAPITRE IV.

CHARLES IV.—MINISTÈRES DE FLORIDA BLANCA, D'ARANDA ET DE GODOY. GUERRE CONTRE LA FRANCE.—PAÌX DE BALE.

1788 A 1795.

Le nouveau Roi était âgé de quarante ans lorsqu'il monta sur le trône. Comprimé depuis l'enfance sous le despotisme affectueux de son père, élevé par des prêtres, habitué à plier à la fois sous le joug paternel et sous celui du confesseur, Charles IV, malgré ses quarante ans, n'était pas encore parvenu à âge d'homme. Le ressort de la volonté semblait brisé chez lui avant d'avoir été tendu. En s'asseyant sur le trône, il y apportait des intentions droites, des mœurs pures, la bonté d'un enfant, mais aussi l'indécision et la faiblesse d'une nature faite pour obéir, et non pour commander. Vōué à une éternelle minorité, à peine affranchi de la tutelle paternelle, il en avait déjà subi une autre : c'était celle de sa femme, Marie-Louise de Parme, dont le règne devait être si fatal à l'Espagne et à son époux.

Et cependant, le peuple espagnol a tellement besoin de se passionner pour ses rois que, prêtant à son souverain toutes les qualités qu'il aurait dû avoir, il s'empressa de saluer, avec une confiance pleine d'espoir, l'avenir du nouveau règne. D'ailleurs, le ministre

auquel on devait les derniers succès et les plus sages réformes du règne précédent, Florida Blanca, légué par Charles III à son fils, restait à la tête des affaires, et c'est sous cette sage direction que le nouveau Roi allait débuter dans sa carrière. La juste popularité dont jouissait le ministre s'étendit au monarque. En voyant le même pilote rester au timon de l'État, chacun crut de bonne foi que le fils allait continuer le père, sans songer que ce sont les bons rois qui font les bons ministres en sachant les choisir.

Les premières mesures prises par le gouvernement vinrent confirmer ce favorable augure. Comme Charles III, son fils débuta par remettre aux contribuables pauvres les impôts arriérés, par abaisser le prix du pain, et reconnaître, en attendant qu'il pût les payer, les dettes contractées par son père et par son aïeul. Sa popularité s'affermit par quelques sages décrets, destinés à arrêter l'extension de cette lèpre de la mainmorte qui dévorait le royaume, et à contenir dans de justes bornes l'abus des majorats et des biens substitués, lèpre non moins rongeuse que l'autre. On accorda au commerce, pour l'encourager, la libre entrée des céréales, et on réprima sévèrement le monopole, mauvaise herbe qui croît d'elle-même à l'ombre du pouvoir absolu. Des expéditions scientifiques furent dirigées vers le nouveau monde, encore trop peu connu, car l'Espagne, sous ce rapport, était toujours demeurée en arrière des autres puissances maritimes. Enfin les débuts de ce règne, qui devait si mal finir, furent aussi heureux que possible; n'eût été le voisinage de la France, source constante d'inquiétudes pour ses voisins, tout semblait promettre au Roi comme au pays les destinées les plus prospères.

Chez un peuple où les formes de la liberté avaient survécu à sa réalité, il fallait, selon l'antique usage, convoquer les Cortès pour leur faire reconnaître leur souverain. Elles se rassemblèrent le 23 septembre sous la présidence de l'illustre Campomanès. L'assemblée ne se composait que d'une centaine de membres, chiffre fort inférieur à celui qu'elle comptait autrefois. Mais, quoique les temps fussent bien changés, quoique l'antique pouvoir des Cortès eût fait place à un vain cérémonial, les représentants du pays reprirent un moment la conscience de leur droit en se sentant réunis. Leur session, qui dura trois mois, ne se borna pas à enregistrer l'avénement d'un monarque, et quelques questions importantes furent soumises à leur discussion.

La plus grave, ce fut l'abolition de l'*Auto acordado* de Philippe V, c'est-à-dire de la Loi Salique, importée par lui en Espagne où elle ne fut jamais populaire, car on s'y souvenait avec orgueil du grand règne d'Ysabel *la Catholique*. Un fait nous révélera l'état de dépendance de ces Cortès qui avaient eu un instant l'envie de se prendre au sérieux : elles durent prêter serment au Roi de ne rien révéler au public du secret de leurs délibérations. L'engagement fut tenu, et la suppression de la Loi Salique votée à l'unanimité, tant l'idée de résistance à la couronne ou d'empiétement sur ses droits était au fond loin de la pensée dès Cortès comme de celle du pays.

Charles avait deux motifs pour désirer étendre aux femmes le droit de succession au trône : le premier, c'était son ardent désir, qui est aussi celui de tout monarque espagnol, de réunir à sa couronne ce riche fleuron du Portugal qui en a été détaché. Cette pensée

avait dicté au feu Roi le mariage d'une de ses filles avec le prince de Brésil, héritier présomptif de la couronne des Bragance, et d'un de ses fils avec une infante portugaise. En effet, la Loi Salique une fois supprimée, le fils aîné de la princesse de Brésil, infante d'Espagne, aurait pu un jour, si Charles IV était mort sans enfants mâles, s'asseoir sur les deux trônes à la fois, et fonder sur une base solide l'unité ibérique, brisée depuis si longtemps.

Voici maintenant le second motif de Charles IV: une des conditions mises par l'*Auto acordado* de Philippe V à la succession à la couronne, c'est que, pour être appelé à la porter, il fallait être né et élevé en Espagne. Or Charles était né à Naples, et bien que reconnu pour héritier présomptif, du vivant de son père, son droit à la couronne pouvait toujours lui être contesté tant que la Loi Salique ne serait pas abolie. Il avait donc un intérêt direct à remettre les choses sur l'ancien pied, et l'Espagne le désirant comme lui, l'unanimité du vote des Cortès suffit pour le prouver. Cependant, le décret d'abolition une fois voté, Charles s'abstint de le publier, par ménagement pour la France qu'il craignait d'irriter, en lui laissant voir que le descendant de Philippe V, même assis sur le trône de la Castille, n'avait pas renoncé à ses vieilles prétentions sur celui de la France ; car les Cortès, en discutant la loi de succession, avaient fait cette réserve expresse : « Qu'elles n'entendaient nullement se prononcer sur la valeur de la renonciation de Philippe V. »

Nous en avons dit assez pour prouver que les Cortès, longtemps réduites à un rôle de nullité telle que parfois, durant tout un règne, on ne daignait pas les convoquer, sortirent un instant de cette nullité au début du règne de Charles IV, pour mettre la main aux affaires publi-

ques. Sans doute leur action fut bien courte, et bien vite effacée; mais elles préludaient ainsi, sans s'en douter, au rôle plus sérieux qu'elles devaient jouer dans le siècle suivant.

Charles IV, et surtout son ministre, après avoir tiré des représentants du pays tout ce qu'on attendait d'eux, l'abolition de la Loi Salique, se hâtèrent de les dissoudre, de peur que l'envie ne leur vînt de se prendre au sérieux. On les congédia poliment, comme des suppliants dont on accueille les requêtes, en se réservant de choisir le moment où on daignera leur répondre. L'exemple de la France était là pour réveiller chez les rois le sentiment de leur commun danger, et leur rappeler qu'ils avaient tous le même ennemi à combattre. Mais la leçon s'adressait aussi aux peuples : la France leur avait parlé de leurs droits, et cette parole, qu'ils entendaient pour la première fois, ne devait pas rester sans échos.

Le règne nouveau commençait donc sous d'heureux auspices; l'Espagne, soustraite aux influences du dehors, aurait pu, sous un Roi plein de bonnes intentions et sous un ministre éclairé, suivre paisiblement sa carrière de réformes. Mais un point noir se montrait à l'horizon, et faisait pressentir l'orage. Par un seul côté, maintenant, l'Espagne touchait à l'Europe, depuis qu'elle avait perdu ses postes avancés aux Pays-Bas et en Italie, et ce côté, c'était la France! Son seul voisin, c'était ce peuple, inquiet, agité, toujours prêt à déborder sur ses voisins, avide de toutes les conquêtes, par les idées aussi bien que par les armes. La Révolution française, saluée à son aurore par tant d'espérances si tristement déçues, venait d'ouvrir son orageuse carrière. Le seul lien qui rattachât l'Espagne au continent menaçait de

se rompre; les vieux rapports de parenté et d'affection subsistaient toujours entre les deux familles royales; mais les deux peuples, qui n'avaient jamais été bien unis, se sentaient plus séparés que jamais; un antagonisme passionné allait s'établir entre deux nations destinées à vivre désormais sur deux principes opposés, les droits du pays et ceux du pouvoir absolu.

Mais ce qui contribua surtout à creuser un abîme entre les deux peuples, dont l'un ne peut mettre le pied sur le continent sans la permission de l'autre, ce fut la hauteur imprudente du ministre espagnol envers la nouvelle monarchie constitutionnelle qui allait bientôt se changer en république. Comme tous les réformateurs, Florida Blanca avait besoin d'être libre dans ses allures, et n'avait jamais compris d'autre forme de gouvernement que le despotisme. Pour lui, en France comme en Espagne, il n'y avait pas de nation, il n'y avait qu'un Roi et des sujets, et tout empiétement sur le terrain sacré de la monarchie absolue lui semblait un sacrilége. Dans la cause de Louis XVI, il voyait celle de tous les rois, menacés dans leurs droits les plus essentiels par cette Révolution française, subversive de tout ordre et de toute autorité. Déjà, vers la fin du règne précédent, nous avons vu Florida, à la seule menace de l'orage qui grondait au delà des Pyrénées, s'arrêter tout court dans sa carrière de réformes; mais cette fois, l'heure du combat était venue; il ne craignit donc pas d'entrer en lutte, sur le terrain de la diplomatie en attendant celui des armes, avec cette France orgueilleuse qui, émancipée d'hier, jetait déjà son défi à toutes les vieilles monarchies.

Les relations de ces deux pays, voisins et si longtemps alliés, étaient alors des plus étranges : une affec-

tion héréditaire attachait l'une à l'autre les deux familles royales, unies par les liens du sang et par la communauté d'intérêts. Mais en revanche, le Roi et surtout le ministre espagnols laissaient éclater en toute occasion leur haine mêlée de peur contre l'assemblée nationale et les principes de la Révolution. De là les contradictions les plus bizarres dans l'attitude de l'Espagne envers la France : ainsi, en 1790, une mésintelligence grave avait éclaté entre les deux cabinets de Londres et de Madrid, et la guerre apparaissait déjà à l'horizon. Charles IV n'hésita point à se prévaloir du *pacte de famille* pour réclamer l'appui de son bien-aimé cousin Louis XVI dont il prenait encore la royauté au sérieux. Louis s'empressa de promettre quinze vaisseaux pour aider son allié à faire face aux redoutables armements de l'Angleterre. Mais pour que la promesse fût valable, il fallait qu'elle fût ratifiée par l'assemblée nationale. Celle-ci, emportée par sa haine contre l'Angleterre, n'hésita pas à accepter le legs du *pacte de famille*, qu'on aurait pu croire enterré avec le roi qui l'avait signé. Elle doubla le nombre de vaisseaux offert par le Roi, et traita le peuple espagnol en allié et en frère. Il suffisait qu'il fût l'ennemi de l'Angleterre pour être l'ami de la France. Mais bientôt l'horizon s'éclaircit, les menaces de guerre s'évanouirent ; l'Angleterre se prit à réfléchir avant de se mettre à la fois, dans des temps aussi sérieux, la France et l'Espagne sur les bras, et Florida, oubliant bien vite la bonne volonté de l'assemblée, se laissa aller contre elle à toutes ses rancunes.

Dès lors, la France et l'assemblée qui la personnifiait n'eurent pas d'ennemi plus acharné que le ministre espagnol. Ainsi on le voit tour à tour se liguer avec l'Empereur Léopold pour dicter au peuple français la

mesure de réformes dont il doit se contenter; avec les cabinets du Nord pour forcer l'assemblée à détruire elle-même son œuvre, et à rétablir la monarchie absolue, telle qu'elle existait avant la Révolution. Enfin il essaye de réconcilier le Grand Turc avec l'Impératrice Catherine, afin de permettre à la Russie de s'unir aux autres monarchies du continent pour mettre une digue aux débordements du torrent révolutionnaire.

Mais dans l'intervalle, les événements avaient marché : après la fuite du Roi et son arrestation à Varennes, la position était devenue plus tranchée. La royauté était morte; mais le roi vivait encore, et une démarche imprudente pouvait compromettre cette vie si menacée. Florida le sentit, et refusa d'associer l'Espagne à une tentative contre-révolutionnaire qui s'organisait dans le midi de la France. Mais en même temps, il fit remettre à l'assemblée nationale une lettre, adressée en réalité à la France plutôt qu'à elle. Il y insistait sur la nécessité de mettre la royauté à l'abri des attentats populaires que ni l'assemblée, ni aucune autre autorité n'avait la force de réprimer. Il rappelait les liens étroits de parenté et d'affection qui unissaient les deux races royales, et plaidait la cause du roi fugitif, prisonnier dans son palais, d'un ton qui ressemblait à la menace plus qu'à la prière. L'ambassadeur espagnol à Paris, effrayé du ton de cette lettre, en avait adouci les passages les plus blessants; mais l'assemblée, offensée dans sa dignité, n'y répondit que par un dédaigneux ordre du jour, et la brèche se creusa, plus profonde que jamais, entre ces deux gouvernements dont les principes étaient si opposés.

N'osant encore déclarer la guerre à la France, l'imprudent ministre la déclara du moins aux Français

sur son propre terrain : un décret ordonna à tous les étrangers domiciliés en Espagne de prêter serment à la foi catholique, au monarque et aux lois du pays, et de renoncer à leur nationalité pour prendre le titre d'Espagnols. Cette mesure tyrannique, dirigée en apparence contre tous les étrangers, l'était de fait contre les Français seulement, établis dans la Péninsule au nombre de 13,000. L'assemblée ne s'y trompa pas, et sut, dès lors, qu'elle avait dans le ministre espagnol un ennemi déclaré.

Avec l'ambassadeur de France, Florida ne se gêna pas pour laisser voir toute sa pensée. Les extraits suivants feront apprécier le tact et la mesure de ses notes diplomatiques : l'ambassadeur ayant annoncé au cabinet de Madrid que le Roi avait accepté « librement et spontanément » la constitution votée par les représentants du pays : « Comment la chose serait-elle possible, répondit Florida, à Paris, au milieu d'une assemblée justement suspecte, et d'un peuple habitué à insulter la dignité royale? — Qu'est-ce que cette prétendue acceptation du monarque, sinon une victoire remportée par des sujets sur leur Roi, qu'ils forcent non-seulement à subir la loi qu'on lui dicte, mais à s'en montrer satisfait, et à baiser ses fers, comme un esclave, pour apaiser son maître irrité? Et l'assemblée elle-même, peut-elle se croire libre, au milieu d'une populace égarée qui pèse sur elle pour lui dicter ses décrets? »

Le croira-t-on? le ministre avait la naïveté de demander pour Louis XVI le droit de s'établir dans quelque ville de la frontière, ou sur un territoire neutre, pour négocier de là avec l'assemblée, et il ajoutait : « Penser que les puissances n'ont pas droit de se mêler

de cette question, sous prétexte qu'elle touche aux affaires intérieures de la France, est une grave erreur; si elles se décident à faire la guerre à la France et à l'assemblée qui la gouverne, cette guerre ne sera pas moins légitime que celle qu'on fait à des malfaiteurs ou à des assassins. » Et en effet, en 1790, une tentative de meurtre avait été dirigée contre le ministre espagnol par un Français qui le blessa à l'épaule. L'assassin avait péri sur l'échafaud, sans faire aucune révélation; mais chacun avait vu en lui un émissaire des clubs de Paris, furieux de l'hostilité persistante de Florida contre les principes de la Révolution.

Les Pyrénées étaient souvent franchies par des émissaires français chargés de répandre dans la Péninsule les doctrines révolutionnaires. Florida, poussé à bout, prit enfin le parti d'établir sur la frontière un cordon sanitaire, destiné à protéger l'Espagne contre cette propagande incendiaire. Sous ce prétexte, il put rassembler sur toute la ligne des Pyrénées un corps de troupes assez nombreux pour tenir la France en respect, prêter la main aux complots antirévolutionnaires du midi, et, en cas d'invasion des puissances du nord, opérer dans le sud une diversion utile, en complétant ainsi le blocus de la France.

Mais ce qui blessait par-dessus tout le gouvernement révolutionnaire, c'était l'obstination du ministre espagnol à regarder Louis XVI comme un prisonnier, insulté par ses geôliers, et non comme un monarque, jouissant de la liberté de ses actes et de ses mouvements. La blessure était profonde pour l'orgueil de cette assemblée, devenue la vraie souveraine du pays, et qui n'avait détrôné son Roi que pour prendre sa place. Aussi un nouvel ambassadeur français, M. de Bourgoin, étant

arrivé à Madrid, une guerre sourde s'ouvrit contre le premier ministre. Le représentant de la France, agissant sans relâche sur le faible esprit du monarque, n'eut pas de peine à lui démontrer la faute commise par Florida, en poussant ainsi à bout la redoutable assemblée qui tenait en main les destinées de la France. Tous les ennemis du ministre, Aranda à leur tête, saisirent cette occasion pour ruiner son crédit dans l'esprit de son maître, tâche facile, car la faiblesse est toujours méfiante. Florida finit par succomber sous cette ligue où les ennemis du dedans s'unissaient à celui du dehors. Au service d'un monarque absolu, les titres passés sont bien vites oubliés devant le caprice ou l'intérêt du moment. Charles IV, incapable d'apprécier les torts de son ministre, aurait pu du moins se souvenir de ses services, et respecter en lui le legs de son père mourant; mais destiné à porter le joug tant que durerait sa vie, toute son ambition pour le moment, c'était de changer de maître. De tous les adversaires du ministre, le plus redoutable, c'était la Reine Marie-Louise, dont l'intimité toujours croissante avec un jeune et beau garde du corps, nommé Godoy, commençait à attirer les regards du public et la censure du ministre.

Charles n'était pas homme à résister longtemps à cette ligue des intérêts et des amours-propres froissés contre l'homme éminent dont l'Espagne, moins ingrate que son Roi, n'avait pas oublié les glorieux services. En février 1792, Florida apprit tout d'un coup sa destitution, que rien ne lui avait fait pressentir, et quitta le pouvoir qu'il avait exercé si longtemps, au grand profit du trône et du pays. Mais comme, à cette cour étrange, aucun ministre ne tombait du pouvoir sans être menacé

dans sa fortune ou dans sa liberté, le Roi ne rougit pas de faire jeter en prison l'illustre homme d'État, en attendant l'instruction de son procès. Dès lors, la haine de ses ennemis s'acharna sans pitié sur le ministre déchu: on l'accusa d'abus d'autorité, et même de malversations dans le maniement des fonds publics. Du fond de sa prison, à Pampelune, Florida dirigea sa défense avec son énergie et sa vigeur accoutumées. C'est alors qu'il publia son éloquente apologie des actes de son administration, document précieux pour l'histoire, malgré son optimisme obligé. L'opinion publique, qui était pour lui au fond, n'osa pas protester; mais il faut tout dire : Florida avait blessé l'orgueil castillan en cédant aux Maures, par un récent traité, Mazalquivir et Oran, dernières conquêtes du cardinal Ximenez en Afrique, où l'Espagne a bien assez de posséder Ceuta.

Enfin, après un long et laborieux procès, qui eut en Espagne un grand retentissement, le ministre sortit de prison, gracié par le Roi, honteux peut-être de son ingratitude, et alla finir ses jours à Murcie, sa ville natale. Nous le verrons sortir encore une fois de sa retraite en 1810, pour présider les Cortès extraordinaires qui jouèrent un instant en Espagne le même rôle qu'en France, pour aboutir également au pouvoir absolu.

Le 28 février, le comte d'Aranda avait été nommé premier ministre; l'influence de la Reine et de son favori ne fut pas étrangère à cette nomination, car déjà rien à la cour ne se faisait sans eux. Godoy, dont l'heure n'était pas venue, jugea à propos de se faire garder la place par un ennemi de Florida Blanca, assez âgé toutefois pour ne pas l'occuper trop longtemps. Comme pour répondre à ce désir, Aranda ne voulut

pas accepter le titre définitif, mais seulement l'intérim de ses fonctions. Le nouveau chef du cabinet rentrait au pouvoir avec une grande expérience des affaires et une haute autorité. Sa longue ambassade à Paris, ses liaisons avec les philosophes qui avaient préparé la Révolution le rendaient plus propre que tout autre à opérer un rapprochement entre les deux peuples, et à faire oublier les imprudentes hauteurs de son devancier.

La situation politique était alors des plus tendues; après la mort de l'Empereur Léopold, frère de Marie-Antoinette, son fils François II l'avait remplacé sur le trône, et il eût été difficile de deviner la ligne qu'allait suivre un prince jeune, sans expérience, sans talent, monté à vingt-quatre ans sur un des premiers trônes de l'Europe. Toutes les puissances, les yeux fixés sur la France, étudiaient avec anxiété la marche des événements, et s'apprêtaient à intervenir quand l'heure en serait venue. La cour d'Espagne, plus intéressée qu'aucune autre au dénoûment de ce terrible drame, cherchait, pour sauver la vie du malheureux Louis XVI, à effacer toute trace des mésintelligences passées, en rejetant tous les torts sur les préventions haineuses de Florida contre l'assemblée.

Cette tactique réussit : le gouvernement Français, menacé par les cabinets du Nord, sentit le besoin de ménager la seule puissance qui fût à craindre au midi. Les avances du ministre espagnol furent donc bien accueillies; M. de Bourgoin, qui avait dû quitter Madrid, y revint avec une lettre où Louis XVI témoignait à son parent de sa libre et franche adhésion à la constitution qu'il venait de jurer, et insistait sur la nécessité de maintenir la paix en Europe pour que la

France pût marcher vers ses nouvelles destinées. Il invitait donc le cabinet de Madrid à concourir avec lui au maintien de cette paix si nécessaire, et en appelait à la vieille affection du *Roi Catholique* et à l'intérêt commun des deux nations. Cet appel fut entendu : les frontières s'ouvrirent aux voyageurs des deux pays, et la cocarde tricolore put, pour la première fois, franchir librement les Pyrénées. Mais, dans l'intervalle, les événements marchaient d'un pas si rapide que la diplomatie avait peine à les suivre. Les deux fatales journées du 20 juin et du 10 août vinrent faire disparaître le fantôme de royauté qui subsistait encore. La Prusse et l'Autriche, n'ayant plus de ménagements à garder, déclarèrent aussitôt la guerre à la France. Celle-ci riposta en abolissant chez elle la royauté, et en entamant le procès du Roi prisonnier au Temple, et rompit ainsi à la face du monde avec toutes les monarchies, en se déclarant leur mortelle ennemie.

Qu'allait faire l'Espagne, après cette brutale réponse du gouvernement français à toutes ses avances? Charles IV, attaché comme son père à la famille royale de France, était navré des affronts et des hontes qui pesaient sur l'infortuné Louis XVI. Aranda lui-même, dont les liaisons avec les Encyclopédistes français blessaient le double culte du peuple espagnol pour la religion et pour la monarchie, se sentait chaque jour plus séparé de ses anciens amis. L'ambassadeur de France, qui avait cessé toute relation avec le cabinet de Madrid, somma l'Espagne de choisir entre la paix et la guerre, et de faire connaître son choix. Le 24 août, Aranda rassembla le Conseil d'État, et lui posa les questions suivantes :

« L'heure est venue de prendre un parti sur la con-

duite à tenir avec la République française. Faut-il nous unir à l'Autriche, à la Prusse et à la Sardaigne, rassembler contre la France toutes les forces vives du continent, et lui faire sentir que sa perte est inévitable si elle continue à menacer ainsi le repos de tous les États? Devons-nous craindre que l'Angleterre, restée neutre jusqu'ici, profite de notre rupture avec la France et des embarras que la guerre nous causera pour attaquer nos possessions d'outremer?

« Le *Roi Catholique*, en tolérant l'abolition de la royauté en France, *doit-il abdiquer son droit éventuel de succession à la couronne de France?* (préoccupation bien étrange, on l'avouera, dans un pareil moment, quand les autres puissances, qui n'ont pas les mêmes motifs pour rompre, ont déjà déclaré la guerre à la République).

« Si l'Espagne se décide à imiter leur exemple, ne faudrait-il pas s'entendre avec les cours de Vienne, Berlin, Saint-Pétersbourg, Stockholm et le Piémont pour attaquer ensemble la France par tous les côtés à la fois, et presser le cabinet de Londres d'aider le *Roi Catholique*, l'allié et le parent le plus proche du Roi de France à protéger la vie de l'infortuné monarque?

« Enfin, si l'on se décidait pour la guerre, ne serait-il pas sage d'en retarder la déclaration jusqu'à ce que l'on soit prêt à agir? On y gagnerait de voir venir les événements, l'Espagne étant trop séparée des armées alliées pour pouvoir agir de concert avec elles. »

Le Conseil d'État, saisi de la question, n'hésita pas à la trancher en faveur de la guerre. Le ministre, fort de son adhésion, fit passer une note à tous les ambassadeurs espagnols près des cours étrangères pour leur faire part de cette grave résolution. Il dressa pour Charles IV

un plan d'attaque contre la France : une première expédition devait être dirigée, par la Navarre et le Guipuzcoa, sur Bayonne et le bassin de la Garonne; une seconde devait partir de la Catalogne pour occuper le Roussillon, puis le Languedoc et la Provence, pour donner la main aux Piémontais qui l'envahiraient par le sud-est.

Mais la France agissait, pendant que l'Espagne se préparait à agir, et les pages sanglantes de cette redoutable histoire se déroulaient l'une après l'autre. Les préparatifs militaires du cabinet de Madrid attirèrent l'attention du parti exalté qui dominait en France. Le massacre des prisonniers en septembre fut la réponse des Jacobins aux attaques des monarques coalisés, et le défi hautain jeté à quiconque voudrait arrêter la marche de la Révolution. La position de Louis devenait chaque jour plus précaire; après avoir craint pour sa couronne, il fallait maintenant trembler pour sa vie. La République se préparait à écraser tous ses ennemis, au dedans comme au dehors, et préludait par de sanglantes exécutions au régime de la *Terreur*. En attendant les attaques du midi, ses armes triomphaient au nord : le duc de Brunswick, malgré ses menaçantes proclamations, avait été acculé à une retraite honteuse. Louis, au fond de sa prison du Temple, se préparait à comparaître devant ses sujets, devenus ses juges. En face d'une situation pareille, Aranda recula; certes, ni le courage ni la décision ne lui manquaient, mais une question pour lui dominait toutes les autres, c'était le danger qui menaçait la vie du malheureux monarque. De nouvelles instructions furent envoyées au consul d'Espagne, qui faisait à Paris fonctions d'ambassadeur, car toute relation officielle était suspendue entre les deux peuples. D'alliance ou d'amitié, il ne pouvait en être

question avec un pareil gouvernement; mais la neutralité de l'Espagne devait avoir du prix aux yeux d'un pouvoir qui avait déjà, sans elle, assez d'ennemis sur les bras.

Le ministre des affaires étrangères, Lebrun, se montra donc disposé à traiter : l'Espagne ne voulait qu'une chose, sauver à tout prix la vie du Roi de France; mais la Convention exigeait avant tout que le cabinet de Madrid reconnût la République; sur toute autre base que celle-là il était impossible de s'entendre. Or pour Charles IV, reconnaître la République, c'était sanctionner la chute des Bourbons et la spoliation d'un prince de sa famille; c'était trahir ses affections et ses intérêts les plus chers, et déshonorer l'Espagne en la faisant complice d'une usurpation qu'elle aurait dû punir.

Voilà ce qu'Aranda essaya en vain de faire comprendre à M. de Bourgoing; celui-ci, sous la pression du redoutable pouvoir qu'il représentait, devenait chaque jour plus hautain et plus exigeant. Il insistait sur les millions d'habitants que comptait la France, et les cent milliers de baïonnettes qu'elle pouvait mettre sur pied, sur cette force exubérante qui ne tarderait pas à franchir ses frontières pour se répandre au dehors. Poussé à bout par ces menaces déguisées, le ministre espagnol, malgré ses cheveux blancs, s'emporta jusqu'à répondre que « si le sol sacré de la patrie était envahi, lui, le plus ancien officier de l'armée, il ne demanderait à son Roi qu'un tambour pour aller de ville en ville battre le rappel, et l'on verrait alors qu'une nation généreuse dont on viole le territoire a toujours assez de soldats pour le défendre, même contre le plus formidable ennemi. »

Mais dans l'intervalle, Charles IV avait fait ses réflexions, et le désir de sauver la vie de Louis XVI l'emporta sur toute autre considération : il se décida à garder avec la France une stricte neutralité. D'ailleurs rien n'était prêt pour la guerre, et une armée ne s'improvise pas, surtout en Espagne, où tout se fait lentement et à grands frais.

En attendant, l'heure de la retraite avait sonné pour Aranda comme pour Florida Blanca. Ni sa personne ni ses principes n'avaient jamais été agréables au Roi qui, en digne fils de Charles III, ne pouvait lui pardonner ses liaisons avec les philosophes, et la chute des Jésuites dont il avait pris sur lui tout l'odieux. Un soir, le ministre fut mandé au palais, et là, avec ces expressions flatteuses dont un souverain n'est jamais avare avec un ministre qu'il congédie, le Roi, qui avait reçu sa consigne, lui notifia que, vu son âge avancé, il était bon qu'il se reposât du fardeau des affaires publiques. La Reine, avec son empire absolu sur le faible esprit de son époux, n'avait pas eu de peine à lui persuader qu'il fallait en finir avec les vieux conseillers du règne précédent, attardés dans les voies du passé et remettre les rênes de l'État dans des mains plus jeunes et plus vigoureuses. On se débarrassa donc du vieux ministre dont on était fatigué, et on lui fit même un pont d'or pour se retirer, en lui conservant la présidence du Conseil d'État et tous ses traitements jusqu'à la fin de ses jours.

Il est temps de nous occuper enfin du successeur d'Aranda, de l'homme si tristement célèbre à qui doit être imputée la ruine de ses souverains et celle de son pays. Don Manuel Godoy était né à Badajoz en 1767, d'une famille noble, mais pauvre. Son éducation avait été loin d'être brillante, bien qu'il se moque dans ses Mémoires

de ceux qui l'accusaient de ne savoir ni lire ni écrire. A dix-sept ans, il entra dans les gardes du corps où servait déjà son frère aîné; ce fut là le premier degré de l'échelle qu'il allait si rapidement monter. Sa jolie figure attira sur lui l'attention de la Reine. Dès lors sa fortune fut assurée, avec cette Italienne avide de plaisir et indifférente au scandale, dont la faveur entraînait nécessairement celle du Roi, habitué à ne voir que par ses yeux, et à ne rien décider sans elle.

Mais si Marie-Louise régnait à la cour et sur le faible monarque, son empire finissait avec les murs du palais. L'Espagne, habituée à respecter ses Reines et à les aimer, se sentait soulevée de honte et de dégoût, en voyant celle-ci étaler aux yeux du pays ses relations adultères, et entasser sur la tête de son amant les marques toujours croissantes de la faveur royale. Ainsi, en peu d'années, on l'avait vu nommer tour à tour adjudant général des gardes du corps, brigadier des armées royales, maréchal de camp, gentilhomme de la chambre, grand-croix de l'ordre de Charles III, Conseiller d'État, Grand d'Espagne et duc de la Alcudia, etc. Le rôle du Roi, sanctionnant de son approbation complaisante cette liaison, devenue un scandale national, ajoutait encore à ce soulèvement de la conscience publique, chez un peuple qui a besoin de croire à ses souverains, et de se passionner pour eux. Mais l'indignation fut portée à son comble quand on vit le dernier des ministres de Charles III, respectable par son âge autant que par ses services, cassé aux gages comme un laquais, et remplacé par l'inepte idole que la cour devait maintenant adorer.

La Reine depuis longtemps songeait à faire de son amant un premier ministre, faute de pouvoir en faire un Roi; elle avait essayé de le former à la science des

affaires, en le faisant assister aux entretiens de Charles avec ses ministres et aux discussions du conseil d'État; mais en attendant que l'écolier passât maître, l'orgueil castillan se sentait blessé au vif de voir, à la place d'un ministre octogénaire, blanchi dans le maniement des affaires de l'État, un imberbe officier qui se trouvait, un beau matin, savoir la science du gouvernement sans l'avoir apprise. Il y avait là comme un défi jeté à l'Espagne, et la pudeur publique en était vivement froissée. Certes la cour des derniers monarques autrichiens avait vu bien des scandales, mais jamais étalés avec une pareille effronterie. Enfin, depuis trois règnes, les descendants de Louis XIV, il faut leur rendre cette justice, avaient donné à la cour et au pays l'exemple de la chasteté conjugale, fidèlement suivi par leurs épouses, et le pays avait applaudi à ces nobles exemples, même en ne les suivant pas.

La tâche du nouveau ministre était loin d'être facile : la science de l'homme d'État le plus expérimenté aurait eu peine à faire face aux événements qui marchaient en France d'un pas trop rapide. Le procès de l'infortuné Louis XVI était commencé, et sa vie ne tenait plus qu'à un fil. La grande, l'unique question pour Charles IV, c'était de le sauver. Godoy, au lieu de la neutralité soutenue par Aranda, proposa d'offrir à la France la médiation du cabinet de Madrid entre elle et les puissances du Nord : la base des négociations devait être l'abdication de Louis et des otages livrés en garantie de sa bonne foi. Un crédit illimité fut ouvert au représentant de l'Espagne à Paris pour acheter des voix parmi les juges. Mais tout fut inutile : une lettre du ministre espagnol à la Convention fut repoussée par l'ordre du jour. « La France, dit un membre, ne peut traiter

qu'avec les puissances qui ont reconnu la République. » Danton tonna contre l'audace du gouvernement espagnol, et la lecture de la lettre ne s'acheva même pas. Les membres qui avaient tendu la main aux subsides de l'Espagne furent les premiers à voter la mort du Roi. Enfin, au dernier moment, le chargé d'affaires castillan ayant encore tenté d'intercéder en faveur du royal accusé, Danton, irrité, proposa, pour ce seul fait, de déclarer la guerre à l'Espagne, pour la punir d'oser se mêler des affaires de la République.

Nous n'avons pas à raconter ici la Révolution française, mais seulement son contre-coup dans la Péninsule. La mort du Roi, le 21 janvier, vint couper court aux négociations. L'Espagne entière, à cette nouvelle, se souleva d'indignation et d'horreur. Ce n'était plus de neutralité à présent, c'était de guerre à outrance qu'il s'agissait, avec un pays qui envoyait mourir sur l'échafaud le meilleur et le plus honnête de ses Rois. Godoy lui-même, peu susceptible pourtant en fait d'honneur national, s'écria en apprenant la fatale nouvelle : « Aujourd'hui, un traité de paix avec la France serait une infamie! Ce serait nous rendre complices d'un crime qui soulève l'Espagne comme le monde entier! » Seul, Aranda resta fidèle à son système de neutralité, et à cette morale utilitaire dont la politique anglaise est le type achevé. Il adressa au Roi un long mémoire sur les dangers d'une guerre à laquelle l'Espagne n'était pas préparée; mais la neutralité n'était qu'un rêve dans l'état des choses et des esprits, en Espagne comme en France. Le lendemain de l'exécution du Roi, le ministre des affaires étrangères avait ordonné à tous ses agents de déclarer la guerre à tout État qui refuserait de reconnaître la République ou de traiter avec elle. C'est ainsi

que la Révolution jetait son défi à l'Europe, et attaquait pour ne pas être attaquée. Ce n'était plus avec les rois, c'était avec les peuples qu'elle voulait traiter. Quant à l'Espagne, la neutralité et le désarmement des deux côtés, tel fut l'*ultimatum* que Bourgoing offrit à Godoy, tout en réservant à la France le droit de tenir garnison dans les places fortes de la frontière. « La guerre, dit-il en terminant, est inévitable si l'Espagne ne désarme. — Eh bien! répliqua le duc, si la guerre a lieu, nous aurons le bon droit de notre côté » ; et sur ce, l'ambassadeur français demanda ses passe-ports, et quitta la Péninsule.

La Convention envoya la première sa déclaration de guerre, rédigée par Barrère dans le style de l'époque : « Les intrigues de la cour de Saint-James, y disait-on, ont triomphé à Madrid. Le nonce du pape a aiguisé les poignards du fanatisme dans les États du *Roi Catholique*. Il faut que les Bourbons disparaissent de ce trône usurpé par eux, grâce à l'or et au sang de nos pères. » L'Espagne, le 23 mars, répondit par une déclaration de guerre ferme et modérée tout ensemble. Un décret royal bannit de la Péninsule, dans un délai de trois jours, tous les Français qui n'y avaient pas élu domicile. Du reste, cette guerre, qu'Aranda lui-même n'aurait pu éviter, était déjà populaire en Espagne avant d'avoir été déclarée; les gazettes étaient pleines d'offres et de dons volontaires; mais la Convention ayant une fois pris sur elle l'odieux de la rupture, ce fut un élan d'enthousiasme digne de lutter avec celui de la France [1].

1. Nous citerons, d'après le général Foy, quelques exemples de ces offres et de ces dons spontanés : « Le Général des Franciscains offrit de marcher à la tête de 10,000 moines. Le duc d'Albe et d'autres seigneurs voulurent lever 10,000 hommes à leurs frais. Les Catalans offrirent 50,000

Le clergé et la noblesse, qui possédaient à eux deux presque toute la fortune immobilière de l'Espagne, dans un pays dénué de commerce et d'industrie, donnèrent leurs biens, et les pauvres leur vie, n'ayant rien autre à donner ! Ce qu'ailleurs il faut acheter, armes, vêtements, munitions, chevaux, tout fut le produit de dons volontaires. Les mères elles-mêmes, au lieu de retenir leurs enfants, les offraient en sacrifice sur l'autel de la patrie. Dans ce généreux essor du patriotisme espagnol on pressentait déjà l'héroïque élan de 1808, où l'Espagne, envahie par l'étranger, devait se soulever tout entière pour le rejeter de son sein ; peut-être même le mouvement de 1793 fut-il plus beau encore que l'autre, parce qu'il fut plus désintéressé.

Mais pour bien comprendre toute l'audace du parti que l'Espagne allait prendre, sous le plus faible de tous les rois et le plus incapable de tous les ministres, il faut se bien rendre compte de l'état de dépérissement où se trouvait alors son armée. Entre la guerre et les réformes, le règne de Charles III avait coûté bien cher à l'Espagne, et la guerre une fois terminée, c'était surtout sur l'armée qu'avaient porté les économies. Croirait-on qu'un pays comme la Péninsule, aussi étendu que la France, quoique moins peuplé, ne comptait, à la mort de Charles III, que trente-six mille soldats ? Le fait serait incroyable s'il ne s'expliquait par cette longue guerre avec l'Angleterre où l'armée n'était presque qu'un objet

soldats ; le chapitre de Tolède 25 millions de réaux (plus de 4 millions de francs).

« Les dons gratuits de la France, offerts à l'Assemblée nationale en 1790, ne s'élevèrent, au dire du même auteur, qu'à 5 millions de francs ; ceux de l'Angleterre, en 1793, à 45 ; ceux de l'Espagne à 73. Le nation voulait, le gouvernement lui manqua. » (*Hist. de la guerre de la Péninsule*, tome II, page 177.)

de luxe, et où tout l'effort se portait du côté de la marine. Aussi la flotte, bien loin de diminuer comme l'armée, était-elle montée jusqu'à quatre-vingts vaisseaux de ligne, sans compter les frégates. Par malheur, cette flotte gigantesque était devenue à peu près inutile depuis la paix avec l'Angleterre; pour mettre à la raison ce peuple français qui voulait se passer de Dieu et de Roi en même temps, ce n'était pas de vaisseaux, c'était de soldats que l'Espagne avait besoin.

Mais ce qu'une nation veut, d'une forte et unanime volonté, finit toujours par se faire. L'Espagne voulut avoir une armée, et cette armée sortit de terre à son appel; personne n'eut besoin d'être désigné par le sort, parce que tous voulaient servir la patrie. Trois corps d'armée furent formés; le premier occupa la Navarre, le deuxième l'Aragon, et le troisième la Catalogne, sous les ordres du brave Ricardos, dont la courte carrière devait briller d'un si vif éclat. Depuis que l'Espagne avait perdu toutes ses possessions du continent, elle ne connaissait plus que la guerre défensive; et l'orgueil national fut flatté de ce changement de rôle, surtout contre un ennemi comme la France. De ces trois armées, les deux premières étaient destinées à garder la Péninsule contre l'invasion; mais la troisième, sous Ricardos, avait à jouer un rôle plus hardi. Son objectif, c'était d'entamer la France à l'est des Pyrénées, là où elles s'abaissent peu à peu vers la mer. Une flotte espagnole devait seconder ses mouvements, et appuyer, sur tout le littoral du Midi, l'hostilité armée des populations contre le joug de la Convention.

Ce plan était hardi, mais les moyens d'exécution étaient loin de répondre à l'audace de la pensée. Pour envahir ce pays qui fut si souvent la terreur de l'Europe,

Ricardos n'avait à sa disposition que vingt-quatre mille hommes; presque tous, il est vrai, étaient des vétérans, l'élite de l'armée. Chose inouïe! les Espagnols, cette fois, furent prêts avant les Français. Le 15 août, Ricardos franchissait la frontière, et marchait, avec quelques mille hommes seulement, à la conquête du Roussillon. Les Français, ne sachant où se porterait l'attaque, avaient éparpillé leurs forces tout le long de la frontière; Ricardos, franchissant les deux vallées parallèles du Tech et de la Tet, qui descendent des Pyrénées vers la mer, tourne l'ennemi au lieu de le combattre, et se dirige vers Perpignan. Bientôt des renforts portent à dix-huit mille hommes sa petite armée; il gagne à Masdeu sa première bataille contre un ennemi supérieur en forces, et sème la terreur dans toute la Cerdagne française.

Si Ricardos avait marché droit sur Perpignan, les portes de cette ville se fussent ouvertes devant lui; mais il perdit un temps précieux à assiéger Bellegarde et quelques forts de la frontière, que la prise de Perpignan eût fait tomber dans ses mains. L'été tout entier fut employé à ces conquêtes peu sérieuses ; une attaque des Espagnols contre l'armée française, qui comptait à peine douze mille recrues, fut repoussée avec un héroïque courage. Le 22 septembre, les Français, ayant rassemblé toutes leurs forces, marchent, sous le général Dagobert, à la rencontre de l'ennemi. Le combat s'engage à Truillas, presque sous les murs de Perpignan; après une lutte acharnée où le courage est égal des deux parts, les Français sont forcés à la retraite, en laissant sur le champ de bataille 6,000 cadavres, tandis que les Espagnols n'en ont perdu que le tiers. Douze mille prisonniers, seize drapeaux et tout un parc d'ar-

tillerie restent aux mains du vainqueur. Enfin, le 7 novembre, une colonne de dix mille Français est encore taillée en pièces par Ricardos, qui s'empare des deux places importantes de Port-Vendres et de Collioure, et prend ses quartiers d'hiver sur le territoire ennemi. Ainsi se termina la campagne, à l'honneur de l'armée espagnole et de son habile général, auquel on ne peut reprocher qu'une chose, c'est de n'avoir pas tenté de donner la main aux royalistes du Midi, tout prêts à se soulever. C'était, du reste, le seul point du territoire où la République n'eût pas été victorieuse, dans cet effort gigantesque qu'elle dut faire pour tenir tête à l'Europe coalisée.

C'est un étrange spectacle que celui que présente la France à cette date fatale de 1793, sous ce régime si bien nommé *la Terreur !* Au dedans, plus de lois, plus de frein pour les passions déchaînées; le Roi est mort sur l'échafaud, et la Reine va l'y suivre; les nobles n'échappent à la guillotine que par l'exil, les prêtres reçoivent du pouvoir leur consigne religieuse et civile, et le culte de la *Raison* a remplacé celui de Dieu. Le Peuple-Roi meurt de faim, riches et pauvres font la queue ensemble à la porte des boulangers ; l'or et l'argent ont disparu, et l'on ne trouve à leur place qu'un papier discrédité dont personne ne veut plus. Dans les provinces, que voyons-nous ? La moitié de la France révoltée contre l'autre, et surtout contre Paris; le midi tout entier, de Bordeaux à Toulon, de Lyon à Marseille, en pleine insurrection, arborant ici le drapeau de la monarchie, là celui du fédéralisme ; l'Europe enfin, coalisée contre l'ennemi commun des peuples et des rois, envahissant le territoire français par le nord, l'est et le midi à la fois, tandis que les flottes de l'Angleterre s'emparent d'un de nos deux grands

ports militaires, et bloquent tous les autres : voilà la France en 93!

Mais en même temps, qui pourrait refuser son admiration à cet héroïque effort, sans exemple dans l'histoire, à cette levée en masse d'une nation qui, mise au ban de l'Europe, traquée comme la bête fauve dans son repaire, fait face à tous ses ennemis à la fois, et puise dans le danger même l'énergie nécessaire pour le surmonter; qui, frappant du pied le sol, en fait sortir quatorze armées, et met en ligne un million de soldats; qui commande à ses généraux la victoire sous peine de mort, et en est obéie; qui étouffe sous le sang et les ruines la révolte de Lyon, bat presque en même temps les Anglais à Hondschoote, les Allemands à Wattignies, rejette les Piémontais de l'autre côté des Alpes, les Autrichiens et les Prussiens au delà des lignes de Wissembourg; noie dans le sang la révolte vendéenne, la plus dangereuse de toutes, parce que la Vendée croit à Dieu et au Roi comme la France à la liberté; et qui enfin, à défaut de flotte, improvise une armée pour reprendre aux Anglais Toulon, qui a trahi la France en se donnant à eux?

L'histoire, qui finit toujours par arriver à la vérité pourvu qu'elle laisse aux passions le temps de se calmer, l'histoire a fait déjà, sous la plume de son plus éminent interprète, deux parts dans la Révolution française : au dedans, tout en tenant compte d'un passé qui appelait ces sévères représailles, elle a flétri d'un blâme mérité l'arbitraire et la tyrannie décorés du beau nom de *Salut public*, les proscriptions en masse, et la *Terreur* érigée en système de gouvernement. Mais au dehors, dans la lutte de la France contre l'Europe en armes, lutte de géants où elle combat, non plus pour la

domination, mais pour la vie, où le courage du soldat demande grâce pour les fautes du citoyen, devant cet héroïque mépris de la mort qui rappelle les plus beaux jours de l'antiquité, on se sent désarmé : on voudrait blâmer encore, et l'on ne sait qu'admirer. Pourquoi faut-il, hélas ! que tant de généreux dévouements aient porté si peu de fruits, que la France n'ait su trouver de refuge contre l'anarchie que dans le despotisme, et qu'elle se soit crue obligée de conquérir l'Europe pour n'être pas conquise par elle ?

Un dernier triomphe restait à remporter : c'était de reprendre Toulon sur les Anglais, et l'année ne finit pas sans voir ce nouveau succès des armes françaises. Une division de la flotte espagnole était allée rejoindre à Toulon la flotte anglaise, et seize mille Sardes et Napolitains avaient renforcé la garnison de la ville. Ce n'était donc plus l'Angleterre seulement, c'était l'Europe entière que la République allait avoir à combattre. Mais la Convention, victorieuse à Lyon et en Vendée, ne pouvait pas s'arrêter dans sa sanglante carrière; sous peine de mourir, il fallait vaincre, et le siége de Toulon fut décidé.

Le meilleur auxiliaire de la Convention, ce furent les fautes de l'amiral anglais, qui rejeta avec une hauteur imprudente la proposition d'appeler dans Toulon, à titre de Régent du royaume, le comte de Provence, qui fut depuis Louis XVIII. Nous ne raconterons pas ce siége mémorable qui n'appartient pas à cette histoire. C'est là, on le sait, que se révéla pour la première fois à la France le prodigieux génie militaire de cet officier d'artillerie qui allait devenir pendant vingt ans l'arbitre de ses destinées, et la lancer dans ces voies périlleuses où une gloire passagère devait s'acheter au prix de tant de désastres.

On sait comment finit le siége de Toulon : les Anglais, en se retirant, n'eurent qu'une pensée : faire à la France le plus de mal possible, et ruiner une marine rivale. Le 18 et le 19 décembre, ils commencèrent par approvisionner leurs vaisseaux aux dépens de l'arsenal ; puis, avant de s'éloigner, ils y mirent le feu, ainsi qu'à vingt vaisseaux français qui y étaient restés bloqués pendant le siége. « L'évacuation se fit si vite, raconte l'illustre historien de la Révolution française, que deux mille Espagnols restés hors des murs ne se sauvèrent que par miracle. La vue de ces vaisseaux enflammés au milieu de la rade excita le désespoir des malheureux habitants, et l'indignation des républicains qui voyaient brûler l'escadre sans pouvoir la sauver. Plus de vingt mille hommes, femmes, vieillards, enfants, portant ce qu'ils avaient de plus précieux, vinrent sur les quais, tendant les mains vers les escadres, et implorant un asile. C'étaient toutes les familles qui, à Aix, à Marseille, à Toulon, s'étaient compromises dans le mouvement antirévolutionnaire. Pas une chaloupe anglaise ne se montra pour secourir ces Français imprudents qui avaient mis leur confiance dans l'étranger, et lui avaient livré le premier port de leur patrie. L'amiral espagnol Langara, plus humain, reçut sur son escadre tous les réfugiés qu'elle put contenir. L'amiral Hood n'osa pas résister à cet exemple, et aux imprécations qu'on vomissait contre lui. Il ordonna à son tour, mais fort tard, de recevoir les Toulonnais... » (T. VI, p. 56 de la 3[e] édition.)

L'historien Lafuente, qui enregistre avec bonheur ce touchant hommage rendu à son pays, ajoute que, voulant donner aux Anglais une leçon de courage et de charité, les Espagnols sortirent les derniers du port,

sans laisser à terre ni un soldat, ni un malade, ni un blessé. L'escadre se dirigea vers Mayorque, où elle débarqua les réfugiés Toulonnais. Ainsi finit ce dernier épisode de la campagne de 1793, plus glorieux pour l'Espagne que pour l'Angleterre; dans ce pacte inégal entre les deux alliés, l'un eut tout l'honneur et l'autre tout le profit. Aussi le cabinet de Londres, décidé à continuer une lutte où toutes les chances étaient pour lui, n'épargna-t-il rien pour réchauffer le zèle des États du Nord, découragés de leur impuissance à entamer le territoire de la France.

Quant à l'Espagne, ses succès lui avaient coûté bien cher, et ne devaient guère lui servir. Ses finances étaient épuisées, et les soldats même commençaient à lui manquer. Aussi, quand la question de paix ou de guerre fut portée devant le Conseil d'État, Aranda put-il soutenir, avec une grande force de vérité, « que les puissances du Nord et l'Angleterre avaient seules intérêt à continuer la lutte, leur but avoué étant de démembrer la France, qui n'a pas de frontière de ce côté; que l'Espagne, au contraire, séparée de la France par les Pyrénées, n'avait rien à gagner à poursuivre la guerre, et qu'après avoir payé sa dette à la famille de ses Rois, en essayant de sauver des vies si précieuses, elle devait songer à l'équilibre européen, que compromettrait le démembrement de la France. »

Ricardos et les généraux, appelés à cette séance du Conseil, furent naturellement d'un avis opposé; cette série inespérée de victoires avait tourné toutes les têtes; d'un bout de la Péninsule à l'autre, la guerre était plus populaire que jamais. Abandonné à lui-même, le Roi n'aurait peut-être pas été éloigné de la paix; mais le duc de la Alcudia, nommé récemment généralissime des

armées du royaume, tout en affirmant qu'il voulait aussi la paix, soutint que le moment n'en était pas venu. Enfin l'ivresse causée par quelques victoires à un pays déshabitué de vaincre, et la haine que l'Espagne portait aux Jacobins l'emportèrent sur les conseils de la prudence : la guerre fut votée presque à l'unanimité. Aranda, coupable d'avoir soutenu son opinion avec trop de chaleur, et échangé avec le favori quelques mots trop vifs, fut exilé à Jaen; tous ses papiers furent saisis, et on lui intenta un procès criminel; car en Espagne, tout ministre disgracié est au moins un suspect, quand il n'est pas un coupable. On l'enferma dans l'Alhambra de Grenade; mais l'année suivante, le Roi et le favori, embarrassés de cet étrange procès, saisirent l'occasion du mariage du Prince des Asturies pour rendre la liberté à Aranda, et l'exiler dans une de ses propriétés où il mourut trois ans plus tard.

En attendant qu'un gouvernement régulier permît de traiter avec la France, tout se prépara pour une campagne nouvelle. Mais les années se suivent et ne se ressemblent pas : l'Espagne ne manque pas, certes, de persévérance et de courage, mais elle manque de ressources et de savoir-faire. L'armée était affaiblie par ses victoires même; pour comble de malheur, une maladie aiguë emporta le général auquel elle devait tous ses succès. O'Reilly, qui devait remplacer Ricardos, mourut aussi brusquement que lui, et leur successeur, le comte de la Union, vint s'établir dans les Pyrénées orientales. Mais deux généraux enlevés coup sur coup, c'était plus qu'il n'en fallait pour démoraliser une armée espagnole. Pendant ce temps, les Jacobins, sentant le pouvoir prêt à leur échapper, soulevaient la France entière avec cette puissance d'agitation dont ils avaient le secret. La lutte

recommença bientôt sur toute la ligne des Pyrénées.

L'armée castillane, presque toute composée de recrues, ne comptait guère que 60,000 hommes, disséminés sur cette vaste frontière qu'il fallait défendre sur tous les points; mais, comme il n'existe guère, sur cette longue muraille des Pyrénées, que quatre routes qui la traversent, il était facile de prévoir que les deux attaques les plus sérieuses se porteraient sur l'est, où la France avait une revanche à prendre, et sur l'ouest, où s'ouvrait la route de Madrid. La Union, officier brave et dévoué, mais peu fait pour commander en chef, s'établit avec 35,000 hommes dans la vallée du Tech, à quelques lieues de Perpignan. Au début de mai, Dugommier, à la tête de l'armée française, gagnant les Espagnols de vitesse, s'empara des hauteurs qui dominaient leur camp, et parvint à les couper de Bellegarde et de tous leurs points d'appui sur le territoire français. Il ne leur restait plus qu'à repasser les Pyrénées, ce qu'ils firent en désordre, laissant derrière eux leur artillerie avec un millier de prisonniers, et leurs éphémères conquêtes retombèrent bientôt aux mains de l'ennemi.

Deux mois plus tard, le général espagnol, jaloux de réparer la honte de cette campagne avortée, résolut de tenter une attaque sur toute la ligne. Mais grâce à des renforts reçus à temps, les Français eurent encore l'avantage, et vinrent assiéger Bellegarde. La garnison, après une héroïque résistance, finit par se rendre, ayant perdu tout espoir d'être secourue. Le reste de la campagne ne fut plus qu'une suite d'échecs pour l'armée espagnole qui, reculant toujours, se replia sur Figuières, où les Français la suivirent, en pénétrant à leur tour sur le territoire ennemi. Là elle se fondit, comme la neige de ses monts, dans une série de combats meur-

triers où elle fut constamment battue. Dans un de ces engagements, les deux généraux, espagnol et français, égaux en valeur, mais non pas en talent, restèrent tous deux sur le champ de bataille. Dugommier fut remplacé par Pérignon, et la Union par le marquis de las Amarillas. Enfin, le 20 novembre, une dernière victoire, remportée par les Français, entraîna la chute de Figuières, la clef de la Péninsule de ce côté de la frontière. La garnison, forte de 10,000 hommes, avec des provisions pour six mois, se rendit sans coup férir, et l'Espagne se trouva ouverte à l'invasion sur son point le plus vulnérable. Ainsi se termina cette triste campagne; on eût dit que Ricardos avait emporté avec lui la fortune des armes espagnoles.

L'élan de la victoire était maintenant du côté de la France, et son bonheur la suivait partout. Aux Pyrénées occidentales, une armée française de 60,000 hommes, s'avançant de Bayonne sur la route qui mène à Victoria et à Madrid, s'empara de Fuenterabia. Une suite de combats toujours heureux lui livra tour à tour la vallée de Bastan, le port de San Sebastian et Tolosa, capitale du Guipuzcoa, une des trois provinces basques. Ces rapides succès de l'armée française étaient dus à la politique de la Convention autant qu'au courage de ses soldats : elle avait promis sous main aux Guipuzcoains d'ériger leur province en république indépendante, et comme le patriotisme des Basques a toujours été local, séparatiste, et nullement espagnol, les Guipuzcoains s'étaient laissé prendre au piége, et avaient livré leurs places fortes à leurs nouveaux alliés.

Mais quand les représentants du pays voulurent prendre au mot les promesses de la Convention, et s'assembler sous l'arbre traditionnel de Quetaria, pour

se constituer en république sous la protection de leur sœur aînée, la République française, le *Représentant du Peuple*, qui suivait l'armée, les fit saisir et juger comme rebelles. Un instant l'armée française, ivre de ses succès, fut en marche sur Pampelune, capitale de la Navarre. Déjà elle se voyait maîtresse du cours de l'Èbre, et débouchant sur Saragosse pour aller donner la main aux conquérants de Figuières; mais la Péninsule a de tout temps été un piége qui se referme sur ceux qui s'aventurent à y entrer, et depuis Roncevaux jusqu'à nos jours, elle a rarement porté bonheur à l'invasion étrangère. L'hiver approchait, et le général français, en dépit de tous ses succès, agit sagement en allant prendre ses quartiers d'hiver aux portes de la France, à Saint-Jean-Pied-de-Port et dans la vallée de Bastan.

L'hiver n'avait pas interrompu les hostilités, et la campagne de 1795 ne fit que continuer celle de 1794. Mais l'armée française de l'ouest était décimée par une terrible épidémie, et sa veine de succès fut bien vite épuisée. Les Espagnols gardèrent toutes leurs positions, et les Français furent rarement heureux dans les attaques qu'ils tentèrent de ce côté. A l'est des Pyrénées, le seul avantage qu'ils obtinrent, ce fut la prise de Rosas qui se rendit après trois mois de siége.

De part et d'autre les hostilités languissaient, et le fait s'explique par les changements graves qui s'étaient accomplis dans la politique de la France. Le 9 thermidor (27 juillet 1794), le régime de la Terreur, usé, discrédité, venait de succomber sous ses propres excès. Robespierre avait péri à son tour sur l'échafaud où il avait fait monter l'un après l'autre tous les partis qui embarrassaient sa marche. On pouvait maintenant traiter avec la France : la Convention avait triomphé de la

Commune, et un gouvernement régulier allait se dresser sur toutes ces ruines. L'Espagne, épuisée par son double effort aux deux extrémités des Pyrénées, soupirait après la paix; la France, de son côté, avait tout intérêt à détacher de la ligue des Rois du Nord la seule puissance qu'elle eût à redouter au midi. La coalition elle-même était ébranlée, et déjà plusieurs États s'en étaient détachés. Des négociations pour la paix s'étaient ouvertes à Bâle, et le 5 avril, la Prusse avait déjà signé son traité de paix. Tous les efforts des agents secrets de la Convention pour révolutionner la Péninsule avaient échoué, en dépit des germes républicains entretenus par les *fueros* dans les provinces basques; l'Espagne ne voulait décidément se passer ni de Dieu ni de Roi!

Mais tout en négociant, on se battait encore, et le sang coulait à flots dans des combats inutiles, comme celui de Pontos (24 juin), où plus de 20,000 hommes étaient en ligne de chaque côté, et où les Espagnols obtinrent l'avantage. Encouragés par ce succès, ils essayèrent de reprendre Rosas, dont la perte humiliait l'orgueil national. De ce côté des Pyrénées, la fortune de la guerre était passée dans le camp espagnol; mais il n'en était pas de même à l'ouest : là Moncey, à la tête de forces supérieures, avait ramené la victoire sous les drapeaux de la France, et contraint partout l'ennemi à reculer. Pour défendre Pampelune, point de mire de tous les efforts des Français, les Espagnols avaient dû dégarnir l'Alava et la Biscaye, ce qui entraîna la chute de Bilbao et de Victoria. La Péninsule était ouverte, et les Français pénétrèrent même jusqu'à Miranda de Ebro, d'où ils furent, il est vrai, chassés au bout de quelques heures, et refoulés vers Victoria.

Enfin le traité de paix, conclu à Bâle le 22 juillet,

vint couper court à ces hostilités posthumes qui avaient fait verser inutilement tant de sang. On n'était pas d'abord parvenu à s'entendre ; la France élevait très-haut ses prétentions, et voulait garder jusqu'à la paix générale ses conquêtes dans la Péninsule. Mais le cabinet de Madrid fut intraitable, et ne voulut à aucun prix aliéner l'intégrité de son territoire. Il intervint aussi, avec une sollicitude qui l'honore, en faveur des deux orphelins royaux qui languissaient dans les prisons du Temple, et insista, mais sans succès, pour qu'on les remît entre ses mains. Enfin, après de longs débats, la paix fut conclue sur deux bases, la restitution de toutes les places que les Français occupaient dans la Péninsule, et la cession à la France de la partie espagnole de Saint-Domingue. Or cette île était alors dans un tel état d'anarchie que l'Espagne, en abandonnant ses droits sur elle, n'avait rien à regretter ni à perdre. A cette date, d'ailleurs, il n'y avait encore aucune haine entre les deux peuples, si longtemps alliés comme les familles de leurs Rois. La France, loin de souhaiter l'abaissement de l'Espagne, voyait en elle une nation sœur qui, ne touchant à l'Europe que par elle, devait être de moitié dans tous ses dangers, et n'avoir d'autres ennemis que les siens.

La nouvelle de la conclusion de la paix répandit dans les deux pays une joie sincère. La France, rentrée maintenant dans les voies régulières où marchent les nations, avait cessé d'être une menace pour tous les peuples. Nul ne se doutait alors que bientôt, sous le drapeau du despotisme, elle allait être plus dangereuse encore pour tous ses voisins que sous celui de la liberté.

Personne, du reste, n'avait signé cette paix si désirée

avec plus de bonheur que Charles IV. Il en avait coûté beaucoup à ce cœur faible et tendre de désavouer toute la politique de son père en faisant la guerre à la France, sa vieille et fidèle alliée. Aussi fut-ce avec un vrai bonheur qu'il rentra dans les voies du *pacte de famille*, et se laissa réconcilier avec cet ennemi qu'il n'avait pas pu apprendre à haïr. Mais celui qui gagna le plus au traité de Bâle, ce fut Godoy; car le Roi ne manqua pas de lui en attribuer tout l'honneur, et l'en récompensa par le titre de *Prince de la Paix*, honneur inusité à la cour de Madrid où le titre de Prince ne se donnait qu'aux descendants de têtes couronnées.

CHAPITRE V.

PREMIER MINISTÈRE DU PRINCE DE LA PAIX. ALLIANCE DE L'ESPAGNE ET DE LA FRANCE.

1795 A 1799.

Il était temps pour l'Espagne que la paix se conclût, car pendant ces trois années de guerre, le ressort avait été tendu jusqu'à se briser. Le crédit public, déjà miné par les guerres presque continues du règne précédent, s'était encore affaissé depuis les tristes débuts du règne actuel, et l'Espagne marchait du même pas vers la révolution et vers la banqueroute.

Nous disons la révolution, et ce mot étonnera peut-être chez un peuple aussi fidèle au culte du passé! Mais la France, dans sa guerre avec la Péninsule, avait eu recours à toutes les armes, et ses doctrines avaient franchi les Pyrénées en même temps que ses armées. Des sociétés secrètes s'étaient formées dans plusieurs villes d'Espagne, et jusque dans les couvents, parmi les moines, démocratie de l'Église. Déjà, dans des *Conventions* au petit pied, on agitait la question : « La République transpyrénéenne sera-t-elle fédéraliste ou unitaire? » Et les clubs de Paris, de qui venait le mot d'ordre, conseillaient à leurs frères d'Espagne la forme fédérative comme la plus appropriée au génie de leur

race. Quand le drapeau français, en 1795, avait flotté un instant sur les bords de l'Èbre, les clubistes de Burgos s'apprêtaient déjà à aller saluer leurs frères; Madrid même n'avait pas été à l'abri de la contagion : le bonnet rouge et la cocarde tricolore n'avaient pas craint de se montrer au théâtre, et, chose incroyable! c'étaient des jeunes gens et des dames de la plus haute noblesse qui arboraient ces emblèmes de la démocratie.

Ces symptômes révolutionnaires étaient-ils bien sérieux? Nous ne le pensons pas. La mode, la fatigue du joug de l'inquisition et du clergé, la soif de nouveautés dans un pays où tout, depuis des siècles, se traîne dans la même ornière, mais par-dessus tout la haine du favori, égaraient les âmes les plus généreuses et les plus ardentes. Au fond, l'Espagne était toujours monarchique, et elle allait bientôt le prouver; mais le pire ennemi qu'y eût la royauté, c'était elle-même! Avec un Roi comme Charles IV, avec une Reine éhontée, étalant à la face du pays les scandales de sa vie privée, imposant pour premier ministre à l'Espagne et à son Roi l'objet de son impudique amour, s'étonnera-t-on de voir passer sous le drapeau républicain ces transfuges de la monarchie qui, du reste, ne devaient pas s'y arrêter longtemps?

L'état financier de la Péninsule était pire encore que son état moral : Charles IV, jaloux d'éviter à ses sujets des charges nouvelles, s'était lancé follement dans la carrière des emprunts. Dans une seule année, 1794, on en avait contracté trois, le premier de 80, le second de 90 millions de francs. Quant au troisième, au risque de créer avec les finances du règne précédent une dangereuse solidarité, on avait renouvelé les titres d'un vieil emprunt, contracté sous Charles III, et doublé sous le

règne nouveau. Le clergé, déjà taxé, sur ses immenses revenus, à la modique somme de sept millions et demi de francs, s'était vu imposer, au profit du monarque, par le Pape, son vrai souverain, un subside extraordinaire de 9 millions de francs, sans parler des revenus de tous les bénéfices vacants, attribués à la couronne pour toute la durée de la guerre.

Mais toutes ces ressources exceptionnelles, ajoutées aux revenus réguliers de l'État, étaient loin de suffire aux dépenses toujours croissantes de la marine et de l'armée. En mars 1795, une nouvelle émission de *valès* royaux avait encore augmenté la dette publique de 150 millions de francs. Et cependant, en dépit de ces ressources, plus fictives que réelles, car ces emprunts n'avaient pas même rendu la moitié de leur valeur nominale; en dépit des impôts nouveaux qu'il avait fallu établir, un déficit sans cesse croissant pesait sur le trésor. Le mécontentement était général, surtout dans les classes élevées sur qui portait le poids des impôts. L'irritation publique se tourna non pas contre le Roi, qu'on savait n'être pas responsable, mais contre la Reine et le favori, à qui le peuple imputait toutes ses souffrances. Ses richesses, le faste qu'il étalait, les faveurs dont on le comblait chaque jour insultaient encore à la misère publique.

Nous essayerons d'être juste envers cet homme, qui porte devant l'histoire la responsabilité de la ruine de son pays. Sans avoir jamais été, comme Florida Blanca, un libre-penseur et un progressiste décidé, le Prince de la Paix n'était pas ennemi du progrès. L'inquisition, tant qu'il resta au pouvoir, fut contenue dans de justes limites; et cependant les doctrines révolutionnaires, qui commençaient à se répandre dans la Péninsule, appe-

laient sur leurs adeptes les rigueurs du Saint-Office. On trouve même, sur tout l'ensemble de ce triste règne, un cachet de tolérance et de largeur qu'on ne peut pas, en conscience, attribuer à Charles IV, et qui ne peut appartenir qu'à Godoy. Ainsi Olavide, que nous avons vu payé par l'exil et la persécution de sa belle œuvre de colonisation dans la *Sierra Morena*, vit se rouvrir pour lui les portes de sa patrie, et revint y finir paisiblement ses jours. La cause d'un professeur de l'Université de Salamanque, suspect d'hérésie, fut évoquée du tribunal du Saint-Office devant le Conseil d'État. Un décret royal établit même qu'aucun prévenu, riche ou pauvre, noble ou vilain, ne pourrait être traduit devant le pieux tribunal sans le consentement du Roi. Le décret fut rendu, c'est tout ce que nous pouvons dire, à l'honneur du Roi et de son ministre; mais est-il besoin d'ajouter qu'il ne fut pas exécuté?

Après ce rapide coup d'œil sur l'administration intérieure, revenons à la politique étrangère, plus triste encore, s'il est possible. Le Prince de la Paix n'aimait pas la France, mais il aimait encore moins l'Angleterre; et il fallait choisir entre les deux alliances, car de neutralité il ne pouvait en être question. L'Espagne sortait d'une guerre avec la Grande-Bretagne qui ne lui avait pas réussi; fallait-il s'allier à l'ennemi de la veille pour entamer une lutte nouvelle avec un ancien allié? Telle était la question posée, et ni le ministre ni l'Espagne ne pouvaient hésiter. Le représentant de l'Espagne au congrès de Bâle, Iriarte, fut envoyé à Paris pour conclure avec la France un traité d'alliance, avant que de nouvelles offenses de l'Angleterre forçassent le cabinet de Madrid à lui déclarer la guerre. En effet, les griefs ne manquaient pas, grâce à la politique arbitraire et

violente du cabinet anglais, habitué à compter pour rien les traités quand son intérêt était en jeu. Ainsi, Pitt s'opposait à la cession à la France de la partie espagnole de Saint-Domingue. L'Espagne avait donc tout intérêt à conclure son alliance avec le Directoire, dans la prévision d'une guerre qui ne pouvait manquer d'éclater.

Les dispositions de la France ne pouvaient être douteuses : le Directoire trouvait dans Charles un allié utile, le seul qui pût l'aider à lutter sur les mers contre l'arrogante suprématie de l'Angleterre. Ce n'était pas des soldats, c'était des flottes de l'Espagne que la France avait besoin. Ses ports, semés, comme ses colonies, sur tous les points du globe, et sa Péninsule baignée par les deux mers offraient aux corsaires français des points de relâche précieux pour y déposer leurs prises; et si une seule des deux marines n'était pas de force à lutter contre la reine des mers, toutes deux réunies pouvaient au moins essayer le combat.

Aussi le Directoire n'épargnait-il rien pour entretenir les bonnes dispositions du cabinet de Madrid, et réveiller ses vieilles haines contre l'Angleterre. Il lui rappelait le mauvais vouloir persistant de cette puissance, aussi douteuse alliée qu'implacable ennemie; la conduite arbitraire et perfide de l'amiral Hood à Toulon, le pavillon espagnol partout insulté par les navires anglais, et cette guerre incessante de fraude et de contrebande livrée par le commerce britannique à l'industrie de la Péninsule. Enfin, grief plus sérieux encore, Pitt avait invité un certain Miranda, une des hautes influences coloniales, à venir traiter avec lui de l'émancipation des colonies espagnoles, et c'était là une de ces injures que l'Espagne ne pouvait pas pardonner.

Avec de pareilles dispositions des deux parts, on ne pouvait pas tarder à s'entendre. Mais s'agissait-il de conclure une simple alliance entre deux nations dont chacune garderait ses intérêts distincts de ceux de l'autre? Ou bien allait-on ressusciter ce *pacte de famille* qui avait uni les deux peuples par le même lien de parenté que leurs Rois, et rivé l'Espagne à la fortune de la France? Mais, dans ce dernier cas, l'Espagne craignait de se voir, comme sous Charles III, forcée de rompre avec toutes les puissances armées contre la France. C'était là la seule difficulté réelle dans la conclusion de ce traité, également désiré des deux parts. Enfin l'Espagne obtint, à force d'instances, l'insertion de la clause suivante dans ce nouveau *pacte de famille :* « La Grande-Bretagne étant la seule puissance de qui l'Espagne ait reçu des offenses directes, le présent traité n'entraînera la guerre que contre elle seule, et le gouvernement espagnol gardera la neutralité avec toutes les autres puissances maintenant en guerre avec la France. »

Cette grave difficulté une fois levée, tout le reste devenait facile. Le vieux pacte conclu entre les deux branches de la maison de Bourbon ressuscitait, par un rapprochement bizarre, entre la République française et le dernier descendant de Louis XIV sur le trône de la Castille. Un traité d'alliance offensive et défensive *perpétuelle* (mot dont la diplomatie ferait bien de ne pas abuser) fut signé à Saint-Ildefonse, le 18 août 1796, et l'Espagne, en satellite docile, se trouva encore une fois entraînée dans l'orbite de la France. Certes, aucun des deux gouvernements ne soupçonnait alors que tous deux, république et monarchie, étaient destinés à disparaître bientôt devant l'épée d'un soldat heureux.

On a beaucoup reproché ce traité au Prince de la Paix : on l'a accusé d'avoir recommencé la faute de Charles III en livrant l'Espagne, pieds et poings liés, à la domination du Directoire; mais il faut être juste, même avec un Godoy : la situation une fois donnée, Charles IV n'avait guère autre chose à faire qu'à lier sa fortune à celle de la France. C'était déjà beaucoup d'avoir obtenu de ne pas épouser toutes ses querelles avec le reste du continent; et quant à l'Angleterre, l'Espagne avait appris à ses dépens que, tant qu'elle aurait une marine et des colonies, il n'y aurait pour elle ni paix ni alliance possibles avec la Grande-Bretagne, son éternelle rivale. Qu'avait donc à faire Godoy, porté plutôt par sa nature à l'indolence, et pressé de jouir en paix de sa merveilleuse fortune? Le plus pressé pour lui, n'était-ce pas d'accepter l'alliance que la force des choses l'obligeait à subir, d'ouvrir à l'Espagne, par une liaison étroite avec la France, l'accès du continent, et de tenter enfin, en unissant les deux marines alliées à celle de la Hollande, d'affranchir l'Europe du joug insolent de la marine anglaise?

Il faut en convenir pourtant : depuis sa nouvelle alliance, l'Espagne a cessé de s'appartenir à elle-même; elle est redevenue, comme au temps de Louis XIV, la vassale de la France. Mais ici, ce ne sont pas les individus qu'il faut accuser, c'est la situation qui les domine : c'est la position géographique de l'Espagne, reléguée sur le seuil de l'Europe où elle ne peut entrer qu'avec la permission de sa voisine. Sans doute, au XVI[e] siècle, elle a su franchir sa barrière des Pyrénées, pour déborder sur le monde; mais elle a rencontré dans son chemin la France d'abord, puis l'Angleterre, et, emprisonnée dans sa péninsule dont elle ne peut plus sortir,

dépouillée de toutes ses possessions sur le continent, elle expie par son isolement et sa soumission à la France la peur qu'elle a faite à l'Europe aux jours de sa puissance.

Mais laissons de côté les théories; la parole est aux événements qui vont se précipiter, et entraîner l'Espagne plus loin qu'elle ne voudrait aller. En effet, à peine le traité d'alliance était-il signé que sept vaisseaux de guerre français venaient rallier à Cadix l'escadre espagnole, commandée par Solano, et allaient ravager les îles de Miquelon et de Saint-Pierre, à l'entrée du golfe Saint-Laurent, en semant la terreur sur toutes les côtes du Canada. Plus de cent navires anglais de commerce étaient pris ou coulés à fond. Surpris par cette attaque imprévue, inquiet d'ailleurs des prodigieux succès de la France en Allemagne, en Hollande et en Italie, où l'étoile naissante de Napoléon montait de plus en plus sur l'horizon, le cabinet de Londres envoya lord Malmesbury à Paris pour conjurer l'orage. Mais les négociations échouèrent, grâce aux exigences hautaines du cabinet anglais, et la guerre se ralluma avec une nouvelle furie.

La mort de l'impératrice Catherine II vint encore aggraver la situation, déjà mauvaise pour l'Angleterre. Paul VI ne se montra nullement disposé à continuer la politique de sa mère, et refusa le contingent de cent vingt mille hommes que la Russie apportait à la coalition. La Prusse persista dans son système de neutralité, et l'Autriche resta seule fidèle à l'alliance anglaise, dans cette lutte où les armées de la France étaient plus habituées à vaincre que ses vaisseaux. Une flotte espagnole alla croiser sur les côtes de l'Italie, afin d'appuyer les opérations de l'armée et la série de victoires qui mettait

aux pieds du général Bonaparte tous les petits princes italiens. La flotte anglaise était sortie de la Méditerranée; le Directoire, voulant pousser jusqu'au bout sa veine de succès, pressait l'Espagne d'envoyer une escadre forcer l'entrée du Tage, et chasser les Anglais du Portugal, leur point d'appui commercial, politique et militaire à la fois. Mais un pareil coup d'audace était au-dessus de la portée du Prince de la Paix. Les deux familles royales de Madrid et de Lisbonne étaient unies par des liens trop étroits pour que Charles IV se décidât à rompre ainsi tous les traités, sans l'ombre même d'un prétexte. Sa flotte, composée de vingt-cinq navires, sous les ordres de l'amiral Cordova, vint pourtant croiser sur les côtes du Portugal. Le 14 février 1797, elle rencontra près du cap Saint-Vincent la flotte anglaise, forte de quinze navires seulement, et commandée par l'amiral Jarvis. Grâce aux habiles manœuvres des Anglais, les Espagnols ne purent mettre en ligne que dix-sept vaisseaux. Le résultat final fut pour eux une défaite complète, avec perte de quatre navires; un cinquième, la *Santa Trinidad,* fort de cent quarante canons, resta complétement démantelé, et la supériorité de la marine anglaise resta mieux établie que jamais.

Un Conseil de guerre destitua l'amiral Cordova, dont l'incapacité avait éclaté à tous les yeux; l'amiral anglais, au contraire, reçut le titre de pair d'Angleterre et de comte de Saint-Vincent. Presque à la même date, une flotte espagnole laissait enlever sous ses yeux par les Anglais l'île de la Trinité, défendue par une garnison bien pourvue de vivres et de munitions. L'amiral, pour réparer sa faute, ne trouva d'autre moyen que de brûler ses vaisseaux, de peur de les laisser tomber aux mains de l'ennemi. Un pareil début, dans une guerre maritime,

n'était pas encourageant; mais l'Espagne est aguerrie aux revers, et ne se décourage jamais, leçon que la France aurait besoin d'apprendre d'elle!

Sur le continent américain, l'Espagne fut plus heureuse, et sut au moins se défendre, si elle ne savait pas attaquer. Une conspiration tramée à Caraccas, au nord de l'Amérique du Sud, pour livrer la ville aux Anglais, fut déjouée par la vigilance des autorités. Une attaque tentée par ceux-ci sur Guatimala, dans l'Amérique centrale, fut repoussée avec de grandes pertes. Une escadre anglaise, envoyée contre les Philippines, dans les mers de l'Inde, fut frappée d'impuissance par les énergiques mesures préparées pour la recevoir. Enfin l'Angleterre, dont on ne saurait trop admirer l'omniprésence et l'activité, dirigea sur Porto Rico, dans les grandes Antilles, une nouvelle flotte avec dix mille soldats qui, débarqués sur les côtes de l'île, y livrèrent pendant quinze jours une série de combats. La lutte finit par la retraite des Anglais qui laissèrent dans l'île deux mille hommes tués ou prisonniers, avec toute leur artillerie. L'Amérique espagnole, on le voit, suffisait à se défendre, sans le secours de la mère patrie. C'est ainsi qu'elle s'essayait à l'indépendance, qu'elle allait bientôt conquérir, pour en faire un si triste usage!

Mais la lutte n'avait pas lieu seulement dans ces parages lointains où le beau rôle n'était pas pour l'Angleterre. Un homme encore peu connu, le contre-amiral Nelson, qui avait commandé l'arrière-garde au combat de Saint-Vincent, grandissait pour la gloire de son pays et la ruine des deux marines coalisées. Le cabinet de Madrid, jaloux de réparer le désastre de Saint-Vincent, avait confié la direction de sa flotte à l'amiral Mazarredo, le plus capable de tous ses marins.

Des efforts surhumains avaient été faits à Cadix pour remettre sur pied une flotte nouvelle avec les débris de l'ancienne. Tous les ports de la Péninsule y avaient envoyé leur contingent. Avant la fin de juin, vingt-trois vaisseaux de ligne, cinq frégates et vingt-quatre chaloupes canonnières se trouvaient réunis. Bien en prit à l'Espagne d'être prête, car dès les premiers jours de juillet, on vit apparaître la flotte anglaise qui, sous les ordres de Nelson, venait tenter le bombardement de Cadix. L'escadre espagnole, mouillée sous la protection des batteries des forts, ouvrit sur les Anglais un feu terrible. Les canonnières organisées par Mazarredo rendirent d'éminents services. Les marins, les soldats, les habitants luttèrent de dévouement. Pendant sept jours et sept nuits la lutte ne s'arrêta pas un instant. Nelson lui-même, bon juge en fait de courage, rendit justice à cette héroïque résistance, sur laquelle il n'avait pas compté. Après avoir échoué dans son double projet de s'emparer de la ville et de l'escadre, il se vit enfin forcé à la retraite, et la honte du cap Saint-Vincent se trouva ainsi effacée. Une page glorieuse fut ajoutée aux annales maritimes de l'Espagne qui, sur le terrain de la défense, avait retrouvé toutes ses forces.

Mais l'Angleterre, peu habituée à s'abattre sous les revers, se hâta de renouveler sur un autre point la tentative manquée à Cadix. Nelson, dans cet audacieux coup de main, avait révélé sa puissance, et bientôt, avec quatre vaisseaux de ligne et autant de frégates, il se dirigea sur Santa-Cruz de Ténériffe, la plus grande des Canaries. Dans la nuit du 24 juillet, des chaloupes canonnières débarquent un millier de soldats d'élite qui, Nelson à leur tête, essayent de surprendre la ville. Mais le canon des forts réveille la cité endormie ; le

tocsin sonne dans toutes les églises, et les batteries ouvrent un feu si bien nourri que plusieurs chaloupes sont coulées à fond avec leurs équipages. Nelson, avec une persistance indomptée, n'en attaque pas moins la ville par le port, tandis qu'un second détachement essaye de pénétrer jusqu'à la grande place. Mais partout les assaillants rencontrent une résistance désespérée, et Nelson finit par se retirer, en laissant la moitié de ses soldats sur le pavé, après avoir perdu lui-même un bras dans la mêlée.

La fortune, on le voit, sans se prononcer pour l'Espagne, n'était pas non plus pour l'Angleterre, qui voyait tous ses alliés l'abandonner l'un après l'autre. Après la Prusse et la Hollande, l'Autriche, menacée d'une invasion par le vainqueur de l'Italie, venait de signer avec lui les préliminaires de Leoben. L'Angleterre restait seule pour soutenir la lutte contre la France et l'Espagne, les deux seules puissances capables de lui disputer l'empire des mers. Pitt, malgré sa haine persévérante contre la France, se vit enfin forcé de songer à la paix, ou tout au moins à une trêve qui permît aux Anglais de réparer leurs forces. Des conférences s'ouvrirent à Lille entre le Directoire et le cabinet de Londres. L'Espagne ne demandait qu'à s'y joindre, mais ses prétentions étaient si excessives que la France, craignant qu'elles ne fissent échouer les négociations, refusa d'admettre les envoyés espagnols. Ceux-ci, en effet, ne réclamaient rien moins que la restitution de Gibraltar, de la Trinité et des territoires usurpés dans la baie de Nootka, avec droit de pêche sur le banc de Terre-Neuve, et enfin la cession de la Jamaïque comme compensation des dommages soufferts pendant la guerre.

Ces prétentions, que l'Espagne eût à peine osé

mettre en avant à l'époque la plus florissante du dernier règne, ne furent pas même mentionnées dans le congrès. La France, occupée de ses seuls intérêts, ne songea pas un instant à ceux de son alliée. Pour elle, elle demanda la restitution des vaisseaux pris à Toulon, et celle des colonies qu'on lui avait enlevées ; enfin elle insista pour que les monarques anglais renonçassent à porter le titre de Roi de France, insulte amère pour un pays qui venait d'abolir la royauté ! L'Angleterre offrit pour les vaisseaux une indemnité de 12 millions qui fut acceptée ; elle consentit à rendre à la France toutes ses colonies, et à renoncer même à toute prétention sur Saint-Domingue ; mais voyant le Directoire faire si bon marché de son alliée, elle se refusa à rendre aux Espagnols la Trinité et Gibraltar, celle de toutes ses conquêtes à laquelle elle tenait le plus, et aux Hollandais Trinquemale et le cap de Bonne-Espérance. On reconnaît ici la politique de la Grande-Bretagne, et cependant, sa position ne l'autorisait guère à le prendre de si haut avec ses ennemis, car nous avons vu tous ses alliés lui échapper l'un après l'autre. Un seul lui restait : c'était le Portugal ; mais pendant qu'on négociait à Lille, la flotte espagnole, à Cadix, n'attendait qu'un coup de vent qui la débarrassât de la croisière anglaise pour aller à Brest rallier l'escadre française et celle de la Hollande, et cette triple menace d'invasion exerçait une pression muette sur l'Angleterre et sur les négociations commencées.

La même menace pesait sur le Portugal, à qui l'alliance anglaise pouvait coûter, un jour ou l'autre, l'indépendance qui est la vie d'une nation. En même temps qu'à Lille, la France négociait à Lisbonne, et, appuyée sur l'Espagne, elle ne tarda pas à y dicter la

loi; sous cette double pression, la cour de Lisbonne finit par céder: sans rompre avec son ancien allié, elle signa avec la France un traité où elle s'engageait à ne recevoir jamais dans ses ports plus de six bâtiments de guerre appartenant aux deux puissances belligérantes. Si la France n'y gagna pas un allié, l'Angleterre en perdit un que l'habitude et l'intérêt enchaînaient à elle. Elle y perdit aussi la station si belle et si commode du Tage pour ses vaisseaux. Quant à l'Espagne, la neutralité seule du Portugal était pour elle une conquête de haut prix, et le Prince de la Paix s'en réjouit à bon droit comme d'une victoire.

Cependant l'Angleterre s'était résignée à quelques concessions, et jamais on n'avait été aussi près de s'entendre quand le coup d'État du 18 fructidor, en rendant l'ascendant au parti républicain, vint exercer une influence fâcheuse sur les conférences de Lille. Le Directoire, se sentant soutenu par l'opinion, se montra plus exigeant; il se rappela même cette fois qu'il avait des alliés, et plaida la cause de l'Espagne et de la Hollande en même temps que la sienne. L'Angleterre, habituée à dicter la loi, et non à la subir, se révolta contre la pression qu'on voulait exercer sur elle. Lord Malmesbury, qui avait sincèrement travaillé à la paix, perdant tout espoir de l'obtenir, demanda à regret ses passe-ports, et les négociations furent rompues. Enfin le 18 octobre, la paix de Campo-Formio ayant été signée avec l'Autriche, la France, réconciliée avec toutes les puissances du continent, demeura libre de tourner toutes ses forces contre le seul ennemi qui lui restât. L'armée, qui venait de mettre l'Autriche à la raison, prit dès lors le nom significatif d'*armée d'Angleterre*. L'Europe attendait, dans ce silence de terreur qui précède l'orage, les

événements prêts à éclater. L'Irlande frémissante se préparait à la revolte, tandis que l'Angleterre, avec son énergie accoutumée, s'apprêtait à faire face à l'invasion et à la guerre civile qui la menaçaient à la fois.

Mais l'orage qui grondait se détourna de la Grande-Bretagne pour aller fondre... sur l'Égypte, qui ne s'y attendait guère. Le jeune conquérant de l'Italie, dont la raison n'avait pas encore cédé à l'ivresse du succès, comprit bien vite qu'on ne pouvait attendre d'une invasion en Angleterre que des triomphes passagers, peut-être des revers, mais jamais une conquête durable. L'Égypte, au contraire, pour parler son langage, « était le point intermédiaire entre l'Inde et l'Europe; c'était là qu'il fallait s'établir pour dominer la Méditerranée, et en faire un *lac français;* pour ruiner dans l'Orient l'influence de l'Angleterre, en attendant qu'on pût aller l'attaquer dans la plus riche de ses colonies; enfin pour relever l'empire turc de sa déchéance, ou recueillir la meilleure part de ses dépouilles. »

Nous n'avons pas à raconter ici l'expédition d'Égypte, ni à faire, dans les projets du conquérant, la part du roman et celle de l'histoire. L'Égypte était pour lui le chemin du trône de France beaucoup plus que celui de l'Inde, et la route la plus longue est celle qui l'a conduit le plus vite au but. Mais ce grave événement touche à l'histoire d'Espagne par l'influence qu'il a exercée sur ses destinées et sur le triste gouvernement qui était alors à sa tête. L'Espagne, à cette époque, a cessé d'être une nation indépendante; elle n'est plus qu'une annexe de la France. Ce n'est pas Charles IV, c'est le Directoire qui règne et qui gouverne à Madrid plus encore qu'à Paris. La République est encore debout, mais sous ce nom usé qui a perdu son prestige, sous ce

gouvernement d'avocats auquel la France rougit d'obéir, elle pressent déjà, dans les victoires de son libérateur, la monarchie qui va renaître. Chacun sent confusément que Bonaparte, en triomphant de l'Europe coalisée, a fait les affaires de la royauté en même temps que les siennes, et que c'est elle qui se chargera d'acquitter la dette du pays envers son sauveur.

Mais en même temps les folles espérances des royalistes se sont ranimées; les complots les plus insensés fermentent dans les têtes de ce parti qui, vivant dans le passé, n'a jamais rien compris au présent, où il faut vivre; ce parti qu'on est forcé de respecter dans ses erreurs même, parce qu'elles sont des illusions et non pas des calculs, et qui rêve à la fois deux restaurations, rivales l'une de l'autre, celle du trône et celle de l'autel! Le fils et l'héritier de l'infortuné Louis XVI a cessé de vivre, et les frères de Louis, à des titres divers, inspirent peu de confiance. Veut-on avoir la mesure de la niaise crédulité du cabinet de Madrid? Des intrigants de bas étage parvinrent à persuader au Prince de la Paix que la France soupirait après le retour des Bourbons, et qu'un infant de la branche espagnole pouvait seul ressusciter cette vieille monarchie. L'affaire en resta là; mais le Directoire, informé de ce rêve ridicule, pesa de tout son poids sur Charles IV pour le forcer de renvoyer son imprudent ministre.

Le crédit de l'indigne favori semblait alors à son apogée. Il venait d'épouser la fille de l'infant don Luis, l'oncle du roi, et se trouvait ainsi allié à la famille royale. Mais ce n'est pas tout : Bonaparte songeait, pour s'assurer la possession de l'Égypte, à s'emparer de l'île de Malte et de son admirable port, relâche précieuse pour ses flottes sur le chemin de l'Orient. Mais si

déchu que fût cet ordre qui se survivait à lui-même, et n'avait plus de raison d'être, il fallait un prétexte pour le mettre à la porte de son île. Le Directoire pensa à se décharger sur Charles IV de l'odieux de l'entreprise, et l'engagea à s'emparer de Malte pour le compte de l'Espagne, en réservant à son favori la Grande Maîtrise de l'Ordre qui allait bientôt vaquer. L'île de Malte, des mains de Charles IV, serait bientôt passée dans celles de la France; mais le Prince de la Paix tenait avant tout à rester premier ministre; et, soupçonnant, non sans motif, que cette offre suspecte avait pour but de l'éloigner des affaires, il éluda la proposition.

Cependant la République française, dans sa haine contre les rois qui lui avaient déclaré la guerre, s'efforçait de réagir sur l'Europe en la façonnant à son image. Chaque jour voyait surgir une République nouvelle, comme la Batave en 1795, comme la Cisalpine en 1797, aux dépens de l'Autriche, de Venise et des petits princes italiens; et enfin la République romaine, en 1798, aux dépens du pape Pie VI qui, chassé de ses États par une armée française, allait montrer d'avance à son successeur le chemin de l'exil. Charles IV, pressé par le Directoire de donner asile au pontife fugitif, lui offrit pour refuge l'île de Mayorque, mais la mort du pontife vint couper court aux négociations.

La position du Prince de la Paix devenait chaque jour plus difficile : odieux à l'Espagne, suspect à la France, il était mollement soutenu par la Reine, que blessaient ses dédains affectés et ses infidélités qu'il ne prenait pas la peine de lui cacher. Sur le Roi seul il avait gardé son empire, fondé sur l'habitude plus encore que sur l'affection; mais la France et l'Espagne réclaaient son éloignement des affaires, et c'est à la France

seule que céda Charles IV, en vrai Bourbon, peu habitué à consulter l'opinion du peuple qu'il gouvernait. Le 28 mars, un décret royal notifia au Prince sa démission, conçue dans les termes les plus flatteurs pour lui. Un nuage plane encore sur les causes de cette retraite temporaire du ministre, que l'Espagne devait bientôt voir revenir aux affaires, mieux affermi que jamais. Mais sans chercher dans des intrigues de cour la cause de sa chute, il faut se rappeler que le Directoire avait contre Godoy deux de ces griefs qui ne se pardonnent pas : c'était d'avoir, au début de son ministère, enrôlé l'Espagne dans la coalition des puissances du Nord contre la République, et d'avoir souffert qu'une correspondance active eût lieu entre Charles et les princes français émigrés, ses parents les plus chers. L'alliance de l'Espagne avec la France n'avait donc été qu'un pis-aller, car l'affection du monarque et celle du peuple étaient ailleurs. Aussi l'ambassadeur de France à Madrid travaillait-il ouvertement à la chute du prince ; il avait même remis au Roi une lettre du Directoire qui demandait son renvoi. Ainsi s'explique par la pression du dehors, bien plus que par les intrigues du dedans, l'éloignement momentané de cet homme qui, attaché à ses souverains comme leur mauvais génie, devait garder devant l'histoire la responsabilité de leur ruine et de celle de son pays.

Après la retraite de Godoy, la seule inspiration du règne de Charles IV, c'est la peur. Plus il redoute la République française, et plus il rampe à ses genoux. Toutes ses préférences, toutes ses tendresses sont pour elle ; c'est elle qui dicte le choix de ses ministres, et celui de Saavedra, le successeur de Godoy. La double spoliation du pape Pie VI et du Prince de Parme, frère du Roi d'Espagne, chassé de ses États par une armée

française, sans que l'indemnité promise, la Corse et la Sardaigne, lui eût été accordée, avait atteint au cœur le malheureux Charles IV, aussi dévoué au Saint-Siége qu'à sa famille. La France désormais devait peser sur lui comme un cauchemar, et lui ôter toute liberté d'action, toute initiative. On peut dès lors discerner dans la marche du gouvernement espagnol deux courants opposés : c'est la France qui règne à Madrid, et dirige la politique étrangère du cabinet ; mais dans l'administration intérieure, les idées françaises sont sévèrement proscrites. Au fond, entre les deux alliés, il y a divorce complet dans la manière de voir et de sentir. Ainsi, au dedans, le goût des réformes, que Charles IV avait hérité de son père, l'abandonne tout d'un coup ; les améliorations commencées s'arrêtent brusquement. L'inquisition, dont la puissance avait souffert sous Godoy un temps d'arrêt, redevient l'auxiliaire obligé de la royauté, qu'elle ne sert qu'à condition de la dominer. Mais en même temps l'Espagne, tout en détestant la République, ne se permet pas d'autre alliance ; ses flottes, ses armées ne se meuvent que sur un signe du Directoire ; les membres même du cabinet ne sont nommés qu'avec son agrément. Les émigrés français, nombreux en Espagne, où on les avait accueillis comme des frères, en sont sévèrement expulsés, sans en excepter le duc d'Havré, Grand d'Espagne, chargé de représenter à Madrid les intérêts du futur Roi Louis XVIII. Azara, naguère ambassadeur de l'Espagne à Rome, est envoyé à Paris, où, partisan décidé des idées républicaines, il ne tarde pas à gagner le cœur du Directoire, et à rendre à son gouvernement d'éminents services.

La première affaire dont il fut chargé, ce fut de négocier la paix entre la France et le Portugal, et de détour-

ner de ce pays la menace de guerre que la France faisait sans cesse peser sur lui, pour le punir de son alliance obstinée avec l'Angleterre. La négociation, un moment suspendue, fut reprise par Azara, à qui le cabinet de Madrid avait ouvert un crédit d'un million de francs, et plus s'il le fallait, pour acheter des voix dans le Directoire. Mais les intrigues du cabinet de Londres firent échouer la négociation, et le Portugal demeura vassal de l'Angleterre comme l'Espagne l'était de la France.

Ce qui résulta de cette tentative avortée de paix, ce fut une reprise plus active des hostilités. L'Angleterre, menacée à la fois d'une invasion en Irlande, et dans son empire de l'Inde, où Napoléon marchait par l'Égypte, en prenant, il est vrai, le chemin le plus long, fit face au danger avec une énergie qu'on ne saurait trop admirer. Pendant que Nelson anéantissait à Aboukir (10 août), la flotte qui avait transporté l'armée française en Égypte, une autre escadre anglo-portugaise allait bloquer Malte, et ne pouvant encore la reprendre aux Français, essayait au moins d'en rendre la conquête inutile. Enfin une troisième escadre partait de Gibraltar avec 7,000 hommes de débarquement pour attaquer Minorque, objet des regrets de l'Angleterre. Depuis que l'Espagne l'avait reconquise, ses fortifications n'avaient jamais été réparées, et la garnison, beaucoup trop faible, était incapable de la défendre. Le 10 novembre, Minorque retomba aux mains des Anglais, et, comme Gibraltar leur donnait la clef de la Méditerranée, Minorque leur assura cette position unique qui commande à la fois le midi de la France et l'est de la Péninsule.

Une revanche éclatante contre l'Angleterre s'offrait au Directoire. Pendant que Bonaparte, plus pressé de

parler aux imaginations, et de préparer sa future grandeur, que de servir les vrais intérêts de son pays, tournait tout son effort du côté de l'Égypte, au risque de livrer la France à une coalition nouvelle, une occasion s'offrit d'attaquer l'Angleterre sur son propre terrain, et de lui montrer, comme Annibal aux Romains, que ses plus grands ennemis étaient à ses portes. La rébellion irlandaise, préparée par les intrigues de la France, venait d'éclater. En entamant cette lutte inégale où, seule, elle devait être vaincue, l'Irlande, passionnée pour le catholicisme, devait compter sur l'Espagne, comme, en sa qualité d'ennemie de l'Angleterre, elle devait compter sur la France. Une invasion, tentée à ce moment propice par une flotte franco-espagnole, qui aurait jeté 10,000 hommes seulement sur les côtes de l'Irlande, aurait eu grande chance de succès, puisque, abandonnée à elle-même, la rébellion irlandaise put encore résister si longtemps. Mais le Directoire, tout entier au souci que lui causait l'expédition d'Égypte et la fortune grandissante de Bonaparte, n'était pas prêt à agir, bien qu'il en sentît la nécessité. Il donna des ordres qui ne furent pas exécutés; l'expédition qui se préparait à Brest ne put mettre à la voile, faute de fonds pour la payer. Une division seulement sortit de Rochefort, et jeta 1,500 hommes en Irlande, sous les ordres du général Humbert. Mais rien n'était prêt, là non plus, pour les recevoir; au bout d'un mois de lutte, général et soldats furent forcés de se rendre, et ainsi fut perdue cette occasion unique qui ne devait plus revenir.

Une petite flotte espagnole, envoyée du Ferrol avec 3,000 hommes de débarquement, sous les ordres du général O'Farril, Irlandais au service de l'Espagne, pour se joindre à la grande expédition d'Irlande, ne put

arriver qu'à Rochefort, où elle resta longtemps bloquée par une croisière anglaise; et elle dut s'estimer trop heureuse de pouvoir retourner au Ferrol. Quant aux Irlandais, abandonnés à eux-mêmes, ils finirent par succomber, malgré des efforts surhumains, sous l'écrasante supériorité du nombre. Ainsi fut perdue la seule chance sérieuse que, depuis la conquête normande, la France ait jamais eue d'entamer cette redoutable position insulaire, d'où, retranchée comme dans un fort, et gardée par la mer sa sujette, l'Angleterre pèse sur le continent tout entier.

Le Directoire, du reste, semait partout des haines contre lui. Ainsi, le Roi de Naples, Ferdinand IV, le digne frère de Charles IV, poussé à bout par les insultes de la nouvelle République romaine, sa voisine, ne respirait que vengeance contre la République française, mère de toutes les autres, et ennemie jurée de tous les rois. Enhardi par l'absence de Bonaparte, sans même attendre les secours de l'Autriche et de la Russie, Ferdinand, avec une audace étourdie, risqua un coup de tête qui devait lui coûter sa couronne. Nous ne raconterons pas cette folle expédition contre Rome, et cette conquête d'un jour qu'il paya de son trône (février 1799). Remarquons seulement que les deux frères, Rois tous deux, l'un d'Espagne, l'autre de Naples, servaient ainsi sous deux drapeaux opposés : Charles IV sous celui de la France, dont il s'était fait l'humble serviteur, et Ferdinand sous celui de l'Angleterre, l'âme de la coalition. Ajoutons que Charles, toujours porté aux illusions, se flatta un instant, à l'instigation d'Aranda, qui avait l'oreille du Directoire, d'asseoir un de ses fils sur le trône de Naples à la place de son frère, pour qui il n'avait jamais eu une bien vive tendresse.

Inutile d'ajouter que le gouvernement français ne prit pas un instant au sérieux ce rêve de l'honnête monarque, et l'Italie resta dotée d'une république de plus, en attendant que l'arbitre des destinées de la Péninsule vint changer cette république d'un jour en une monarchie qui ne devait guère durer davantage.

Mentionnons, pour mémoire seulement, la chute de la monarchie piémontaise, exilée du continent italien avec Charles-Emmanuel, pour se réfugier dans son île de Sardaigne. Le Directoire, cette fois, ne la remplaça pas par une république, et se contenta d'administrer le Piémont comme un département français. Peut-être avait-il assez des six rejetons qui avaient germé déjà à l'ombre de la grande République française, et que nous mentionnerons ici dans leur ordre de naissance : la Batave, la Cisalpine, la Ligurienne, l'Helvétique, la Romaine et la Parthénopéenne !

La seconde coalition, qui se reformait en ce moment contre la France, n'épargna rien pour enrôler l'Espagne dans sa croisade qui, malgré l'éclat de ses débuts, ne devait pas être plus heureuse que l'autre. Mais Charles résista à toutes ces avances, avec l'opiniâtreté qui, chez lui, s'alliait avec la faiblesse ; et l'on ne peut pas l'en blâmer, car sa position était bien difficile, entre l'Angleterre, dont les flottes tenaient la Péninsule dans un continuel blocus, et la France, toujours prête, au premier malentendu, à frapper d'interdit sa frontière, et à fermer sur elle la porte de l'Europe. Entre deux maux, il fallait donc choisir le moindre, et se donner à un maître dont, à force de docilité, on pouvait s'assurer la faveur. Un autre, Charles III par exemple, l'aurait fait avec plus de dignité ; mais dans l'état où se trouvait l'Europe, partagée en deux camps, la neutralité n'était

qu'un rêve, car, pour rester neutre dans de pareils litiges, il faut être assez fort pour tenir tête aux deux partis à la fois.

Charles IV ne manqua pas de faire savoir au Directoire les offres que lui faisaient les coalisés, espérant se faire de son refus un mérite auprès de son impérieux allié; mais les exigences de ce dernier croissaient avec les concessions du docile monarque. Les escadres espagnoles ne se mouvaient plus que sur un ordre venu de Paris, et il fallait y envoyer le tableau exact du nombre et de la force des vaisseaux que l'on avait sur pied. A chaque expédition avortée que méditait le Directoire, il fallait se ruiner en préparatifs, presque toujours inutiles. Veut-on avoir une idée de la façon dont les cinq Rois du Luxembourg traitaient leur vassal couronné, condamné à servir tous leurs plans, sans qu'on daignât même les lui faire connaître? La flotte de Cadix, commandée par Mazarredo, reçut l'ordre de se tenir prête à prendre la mer quand Brueys et la flotte française, qui allait quitter Brest, auraient opéré leur jonction avec elle. La dépêche française laissait entendre que le but de l'expédition était de reprendre Minorque, et aucune entreprise ne pouvait être mieux venue de l'Espagne et de son Roi; mais Azara, toujours aux aguets, découvrit par hasard que la vraie destination de l'escadre était pour l'Égypte, où elle devait seconder les opérations de l'armée française. Grâce au crédit dont il jouissait auprès du Directoire, il parvint à les détourner de leur aventureux projet, en les engageant à diriger l'expédition sur l'Italie ou sur Minorque, pendant que tout l'effort de l'Angleterre était tourné vers Égypte.

Au mois de mai, Brueys partit de Brest avec son escadre; mais le mauvais temps l'empêcha de s'unir à

celle de Mazarredo, à Cadix, et elle poursuivit seule sa route pour Toulon. L'escadre anglaise, qui bloquait Cadix, apprenant le passage des navires français, quitta son blocus pour les poursuivre, et Mazarredo, libre de ses mouvements, se posta avec ses vaisseaux dans le détroit pour en défendre le passage à tout navire ennemi. Mais ayant reçu l'ordre de croiser dans la Méditerranée, il quitta à regret cette position avantageuse, et deux flottes anglaises purent franchir librement le détroit. Enfin, l'escadre espagnole, battue par une horrible tempête, dut se réfugier à Carthagène, avec ses navires tellement désemparés que, de longtemps, ils ne purent reprendre la mer. Enfin, les deux flottes, après s'être manquées si souvent, finirent par opérer leur jonction : Brueys, en revenant de Toulon, eut le bonheur d'échapper à l'escadre de lord Saint-Vincent ; Mazarredo, ayant enfin réparé ses navires, quarante vaisseaux, sans compter les frégates, se trouvèrent réunis, et l'on put croire qu'ils allaient tenter quelque grande entreprise. Mais la mésintelligence régnait entre les deux amiraux, et ce n'était pas là un gage de succès. Le cabinet de Madrid insistait toujours pour un coup de main sur Minorque ; mais le Directoire s'y refusa absolument, et les deux escadres, suivant les ordres reçus, finirent par se diriger sur Brest. Ainsi se termina cette étrange campagne navale, où pas un coup de canon ne fut tiré, et où les deux adversaires semblaient s'éviter au lieu de se chercher.

Sur terre, l'Espagne n'était pas plus heureuse : le czar Paul Ier, voyant Charles IV si dévoué à la France, venait de lui déclarer la guerre (15 juillet) ; or l'Espagne, ayant tourné toutes ses forces du côté de la mer, n'avait plus d'armée pour se défendre. Ainsi, de son

alliance avec la France, le malheureux Charles IV n'avait retiré que des déboires et des charges nouvelles. L'Espagne n'aspirait qu'à être en paix avec toute l'Europe, et elle héritait de tous les ennemis qu'attirait sur elle sa remuante voisine. Le joug du Directoire, contre lequel elle se débattait en vain, devenait chaque jour plus pesant. Charles IV n'avait à Paris qu'un appui, c'était Azara! Il s'en priva volontairement : l'ambassadeur, brouillé avec le premier ministre espagnol, Urquijo, reçut sa révocation au moment même où ses se rvicesétaient le plus utiles, et où Bonaparte, qui le tenait en grande estime, venait de revenir d'Égypte (8 octobre 1799).

La mémorable victoire de Masséna à Zurich vint enfin mettre un terme aux succès des Russes en Italie. La France respira, et se sentit à l'abri des attaques du dehors. Mais ce n'était point assez : il lui fallait aussi un *Sauveur* au dedans, et, peu habituée à se sauver elle-même, elle était prête à acheter son salut au prix de toutes ses libertés. Nous n'avons pas à raconter ici le 18 Brumaire. Presque tous les peuples, même les plus libres, ont une de ces tristes pages dans leur histoire, et la France en a eu deux; les Cromwell et les Napoléon se rencontrent plus souvent que les Guillaume d'Orange! La conséquence naturelle de l'expédition d'Égypte, c'était le 18 Brumaire. Un peuple qui va courir aussi loin après la gloire, sur la foi d'un aventurier de génie, ne peut pas tenir beaucoup à sa liberté, et la seule monnaie dont on puisse payer de pareils services, c'est la dictature. Nous verrons, dans le chapitre suivant, si l'Espagne, délivrée du joug du Directoire pour subir celui de Bonaparte, devait beaucoup gagner au change.

LIVRE XLVI

CHAPITRE PREMIER.

L'ESPAGNE ET LE PREMIER CONSUL, PAIX D'AMIENS. SECOND MINISTÈRE DU PRINCE DE LA PAIX.

1800 A 1802.

Après le 18 Brumaire, une question reste posée : l'Espagne a-t-elle gagné, l'Espagne a-t-elle perdu à ce changement si grave dans la fortune de la France? Question difficile, que les événements trancheront bientôt, en nous montrant dans Bonaparte, pour le faible gouvernement de Madrid, un voisin plus dangereux et un maître plus dur encore que le Directoire. Charles IV, en voyant poindre sous le Consulat l'Empire prêt à naître, s'était réjoui d'échapper à la tyrannie tracassière des cinq despotes du Luxembourg. Dans les naïves illusions de sa foi monarchique, il avait cru que le jeune conquérant de l'Italie et de l'Égypte travaillait au rétablissement de la royauté déchue, et que bientôt il couronnerait sa glorieuse mission en ramenant les Bourbons sur le trône. Aussi tous ses vœux étaient-ils

pour le sauveur de la France, le futur restaurateur de la monarchie légitime, et il avait salué avec bonheur l'avénement du Premier Consul, en protestant de son inviolable fidélité à l'alliance déjà conclue avec le Directoire.

Bonaparte, voulant mettre à l'épreuve le dévouement de son allié, se hâta de lui demander une division de son armée pour renforcer la garnison de Malte, et une escadre, avec quelques troupes de débarquement, pour l'Égypte, où il espérait se maintenir encore. Mais Charles, si dévoué qu'il fût à son nouvel allié, était avant tout gouverné par la peur. Or, à Malte, il craignait l'Angleterre, et en Égypte la Turquie, qui pourrait se venger sur ses possessions d'Afrique. Sans repousser ouvertement les deux requêtes du Premier Consul, il se montra donc peu disposé à les satisfaire. Bonaparte, qui s'attendait peu à cette résistance, témoigna très-haut son mécontentement, en attribuant ce refus, non pas au Roi, mais au premier ministre Urquijo, plus ami de la Révolution que du Premier Consul. Le chef du cabinet de Madrid, effrayé de la responsabilité qui allait peser sur lui, se hâta d'accéder à ces désirs qui ressemblaient à des ordres : il envoya quelques navires prendre dans les ports de France des troupes pour les conduire en Égypte ; il ouvrit au gouvernement français un crédit de 9 à 10 millions de francs, et à ce prix, la bonne intelligence se rétablit entre les deux cabinets.

Bientôt la victoire de Marengo (14 juin) et les succès de Moreau sur le Danube vinrent affermir la domination de la France en Italie et en Allemagne, et asseoir sur une base plus solide encore l'influence du Premier Consul. Dès lors toute résistance dut plier devant cette volonté toute-puissante. Bonaparte venait de s'allier

avec le czar Paul Ier de Russie, dont il avait gagné l'affection en lui renvoyant, sans rançon, dix mille de ses soldats prisonniers, et en lui offrant la souveraineté de l'île de Malte, où Paul voulait rétablir l'Ordre défunt, et s'en déclarer le Grand Maître. La France maintenant était en paix avec tout le monde, sauf l'Angleterre, à laquelle il faut ajouter l'Autriche et le Portugal ses alliés. Mais la mer restait aux Anglais, et toutes les puissances maritimes se sentaient blessées à la fois dans leur orgueil et dans leurs intérêts par la tyrannie qu'exerçait, sous prétexte du droit de visite, l'impérieuse reine de l'Océan.

Quant à l'Espagne, depuis sa rupture avec le cabinet de Londres, une barrière infranchissable la séparait de ses colonies, obligées de se défendre elles-mêmes contre les attaques de l'Angleterre. Presque tout rapport avait cessé entre la métropole et ses possessions d'outre-mer. C'était à peine si de loin en loin le pavillon espagnol osait se montrer dans ces mers lointaines, où celui de la Grande-Bretagne avait seul le droit de flotter. Ne pouvant lutter contre la supériorité reconnue de la marine anglaise, l'Espagne n'avait donc rien de mieux à faire que de rattacher sa fortune à celle de la France, et de mettre à sa disposition ses vaisseaux et ses armées; car elle était trop faible pour se défendre seule, et, avec le Premier Consul, on ne pouvait pas songer à la neutralité.

Bonaparte, de son côté, avait bientôt deviné comment il fallait s'y prendre pour dominer le faible monarque et ceux qui le gouvernaient : mêlant habilement les caresses aux menaces, et pressentant le retour au pouvoir du Prince de la Paix, il crut devoir flatter l'amour-propre du futur ministre en lui envoyant un présent d'armes magnifiques. Charles IV, avec une jalousie

d'enfant, ayant témoigné le désir d'en avoir de pareilles, le Premier Consul s'empressa de le satisfaire, et Charles, ravi, lui envoya les seize plus beaux chevaux de l'Andalousie. Mais Bonaparte trouva bientôt un moyen plus sûr de gagner le cœur du crédule monarque : connaissant toute sa tendresse pour le duc de Parme, frère de la Reine, il envoya à Madrid son confident Berthier offrir de sa part de céder au duc, en échange de son petit État, dont la France avait besoin, la Toscane et les Légations, avec le titre de Roi d'Étrurie, offre splendide qui devait combler de joie Charles IV, et surtout la Reine, dont la fille avait épousé le fils du duc de Parme.

Mais le Premier Consul n'était pas habitué à donner rien pour rien : en échange de cette royauté nominale, vain décor de théâtre, il demandait à l'Espagne : 1° la cession de la Louisiane, comme une fiche de consolation, dans le cas où il viendrait à perdre l'Égypte ; 2° une armée et une flotte pour forcer le Portugal à faire la paix avec la République, et à rompre avec l'Angleterre. Mais telle était l'infatuation des souverains espagnols que, ravis de voir un Roi de plus dans leur famille, ils acceptèrent sans murmurer ces dures conditions, et se hâtèrent de mettre sur pied une armée de 50,000 hommes pour faire la loi au Portugal, en se bornant à demander qu'on réduisît à 5 les 10 navires qu'on exigeait d'eux.

Un second traité de Saint-Ildefonse (1er octobre) vint confirmer celui de 1796, et river les destinées de l'Espagne à celles de la France. En attendant l'heure d'agir contre le Portugal, quinze vaisseaux espagnols restaient, depuis un an déjà, enfermés à Brest avec la flotte française. Les deux escadres réunies formaient le

total peu imposant de quarante vaisseaux de ligne, sans compter les bâtiments légers ; car Bonaparte voulait avoir sous la main toutes les forces navales de la France et de la Péninsule, pour les jeter, à un moment donné, sur le point qu'il faudrait attaquer. L'amiral Mazarredo, ambassadeur d'Espagne à Paris, était loin d'être d'accord avec le Premier Consul sur l'usage à faire de cette modeste escadre. Bonaparte voulait, quand elle pourrait échapper au blocus anglais, l'envoyer recueillir tous les vaisseaux disponibles dans les ports de France et de la Péninsule, pour se diriger ensuite sur l'Égypte; Mazarredo, de son côté, ne pensait qu'à Minorque, et proposait, en attendant, pour centre de toutes les opérations navales, Cadix, à portée des deux mers et à l'entrée du détroit, dont l'Espagne, même après la perte de Gibraltar, se sentait encore la gardienne.

Avec des points de vue aussi opposés, il était difficile de s'entendre. L'Angleterre, enhardie par l'inaction des deux alliés, tenta en août contre le Ferrol une attaque, heureusement déjouée par l'activité et le courage des autorités locales. Les Anglais, déconcertés, furent forcés de se retirer avec des pertes énormes. Irrités de leur défaite, ils s'en vengèrent en allant attaquer Cadix, alors dévastée par la fièvre jaune. Leur escadre comptait jusqu'à cent quarante-huit vaisseaux de guerre ou de transport et vingt mille soldats. Mais en dépit de cette énorme supériorité de forces, en dépit de la maladie et de ses ravages, les habitants de Cadix, unis aux marins du port et à la garnison, se montrèrent si résolus que l'ennemi dut se retirer, sans avoir même tenté un débarquement.

Dans la Méditerranée, l'Angleterre était plus heureuse : elle venait de s'emparer de Malte, après un siége

long et laborieux. Alors, mais un peu tard, Bonaparte se repentit de n'avoir pas suivi les conseils de Mazarredo, et pris Cadix pour centre de ses opérations navales et comme l'amiral-ambassadeur insistait, en menaçant de retourner à Cadix avec la flotte de Brest, le Premier Consul, irrité de voir la cour de Madrid se permettre d'avoir une volonté à elle, fit retomber sa colère sur le premier ministre Urquijo, son ennemi personnel. Il envoya à Madrid, pour réprimer ces velléités d'indépendance, son frère Lucien. Le résultat fut le renvoi d'Urquijo, bientôt suivi de celui de Mazarredo, dont le seul tort était d'avoir vu plus juste que tout le monde. Du ministère, Urquijo passa sans transition à la prison, retraite ordinaire des ministres espagnols disgraciés. Le nouveau Pape, Pie VII, uni par des liens étroits à l'Espagne, devenue, à défaut de la France, « la fille aînée de l'Église », contribua puissamment à la chute d'Urquijo, coupable de penchant pour les idées nouvelles. »

On s'attendait à voir le Prince de la Paix remplacer le ministre déchu; mais Godoy, ne jugeant pas l'heure venue, préféra la réalité du pouvoir à son apparence, et fit nommer premier ministre son parent et sa créature, Cevallos (13 décembre); mais bientôt la paix de Lunéville, conclue le 9 février 1801 entre la France et l'Autriche, vint changer encore la situation politique du continent. L'Autriche, la dernière alliée qui restât à l'Angleterre (nous ne comptons pas le Portugal, vassal sous le nom d'allié), après avoir résisté longtemps aux exigences du Premier Consul, dut plier à la fin sous la série de victoires que couronna celle de Hohenlinden. Toutes les puissances du Nord, la Russie, la Prusse, la Suède et le Danemark s'unirent contre l'Angleterre, devenue la commune ennemie. Ainsi se termina la seconde coali-

tion qui, sans le génie de Bonaparte, aurait, comme la première, mis la France à deux doigts de sa perte. Le Premier Consul, devenu l'arbitre de l'Europe, se vit à la fois maître de la rive gauche du Rhin et de l'Italie presque entière; car l'Autriche, rejetée sur la rive gauche de l'Adige, avait cessé d'y dicter la loi, et les républiques cisalpine et ligurienne attendaient, comme la France, que le nom menteur de république disparût pour faire place à celui de royauté, le seul qui répondît à la réalité.

Comme tous les gens qui ont peu d'idées, Charles tenait beaucoup aux siennes. Faire de son beau-frère un Roi d'Étrurie était devenu une idée fixe pour la Reine et pour lui. Aussi n'hésitèrent-ils pas à sacrifier à ce beau rêve les plus chers intérêts du pays. On convint donc que, en échange de cette couronne si précaire, le duc de Parme ferait abandon à la république cisalpine, c'est-à-dire à la France, de son petit État, et l'Espagne de l'île d'Elbe et de la Louisiane, plus six vaisseaux de guerre qu'elle mettrait au service du Premier Consul. Telles furent les bases du traité d'Aranjuez (13 février), qui vint sceller l'asservissement de la Péninsule.

Et maintenant, veut-on savoir au vrai dans quel état ce trouvait ce malheureux pays? La fièvre jaune désolait toujours l'Andalousie; toutes les villes du midi, jusqu'à la Sierra Morena, en étaient infectées. Le trésor était vide; le pays épuisé, à bout d'hommes et de vaisseaux, se trouvait seul en face de son impuissance et de sa pénurie. Des luttes entre les droits rivaux de la papauté et de l'épiscopat venaient encore aigrir les esprits par des querelles dignes du Bas-Empire. L'inquisition, un instant comprimée, commençait à ressaisir

son pouvoir. La persécution se déchaînait de nouveau contre tout ce qui tendait à sortir des vieilles ornières, ou à empiéter sur les droits du Pape et du clergé. Il semblait que l'Espagne, condamnée à penser, à agir et à vouloir par la volonté d'un autre, ne pût pas descendre plus bas, et cependant la Providence lui réservait des épreuves plus pénibles encore!

Comme, en toutes choses, il fallait se conformer aux désirs du Premier Consul, sur un simple vœu exprimé par lui, Azara avait été rétabli dans son ambassade de Paris, où personne, du reste, ne pouvait être mieux placé que lui ; car il jouissait d'un crédit réel auprès de Bonaparte et de Talleyrand, ministre des affaires étrangères. Une affaire de famille restait à régler : le duc de Parme, attaché à son petit duché, où il régnait depuis 1765, demandait à le conserver jusqu'à la fin de ses jours, et à faire passer la couronne d'Étrurie sur la tête de son fils. Le Premier Consul, qui avait d'autres vues, repoussa d'abord cette combinaison; mais comme il fallait payer à la famille royale de Madrid toutes ses complaisances, Bonaparte se résigna enfin à laisser à Parme jusqu'à sa mort le vieux duc, et à faire régner à sa place en Étrurie son fils Louis, gendre et neveu du Roi d'Espagne. Ce jeune homme, maladif, incapable, élevé comme on élevait les infants, était un digne représentant de la branche espagnole des Bourbons, où, sauf chez Charles III, l'incapacité a toujours été héréditaire; mais pourvu qu'il sût obéir, Bonaparte n'en demandait pas davantage à un préfet d'Étrurie. Jugeant utile à ses plans de montrer encore une fois des Rois à la France, si triste qu'en fût l'échantillon, il invita le couple royal à passer par Paris en allant prendre possession de ses nouveaux États. Pendant un mois que dura le séjour

de ces hôtes couronnés, ce ne furent que fêtes et festins, et le Premier Consul put ainsi essayer sur l'opinion l'effet de ces pompes royales dont la France ne demandait qu'à reprendre la tradition.

Par le traité d'Aranjuez, toutes les forces de la Péninsule avaient été mises à la disposition du Premier Consul. Le Prince de la Paix, généralissime des armées espagnoles, devait commander celle qui allait envahir le Portugal. Quant aux forces navales coalisées, elles devaient se partager entre quatre expéditions : la première devait se diriger sur le Brésil et sur l'Inde, et la seconde menacer l'Irlande; la troisième était destinée à reconquérir la Trinité, et à venger l'injure de l'Espagne et de son Roi. Enfin la quatrième escadre devait croiser dans la Méditerranée, en combinant ses mouvements avec ceux d'une flotte russe pour attirer dans cette mer les vaisseaux anglais, et assurer ainsi aux alliés la liberté d'agir dans l'Océan. Hâtons-nous d'ajouter que, de toutes ces expéditions projetées, aucune ne se réalisa, le Premier Consul n'ayant sur mer que deux projets sérieux, secourir l'Égypte, et envahir l'Angleterre!

Mais avant d'atteindre celle-ci, il fallait lui faire face sur son élément, où elle est invincible, et où elle allait faire sentir sa force aux deux puissances coalisées. Le 12 juillet, cinq vaisseaux de guerre et une frégate espagnols, sortis de Cadix pour aller au secours de l'escadre française, serrée de près par la flotte anglaise dans la rade d'Algésiraz, furent attaqués en route et de nuit par une division ennemie. Dans l'obscurité, deux vaisseaux espagnols s'abordèrent sans se reconnaître, et se livrèrent un combat si terrible que tous deux finirent par prendre feu, et sauter en l'air; sur 2,000 hommes, c'est à peine s'il en resta 200 en vie. Un troisième se

rendit à l'ennemi, et le jour en se levant éclaira ce désastre, sans exemple dans les fastes de la marine. Or, en hommes comme en navires, ces pertes étaient irréparables : le trésor, épuisé, devait aux marins de l'escadre dix-huit mois de solde. Le Pactole américain avait cessé de couler, ou était arrêté en route avant d'atteindre la Péninsule, et les exigences du Premier Consul semblaient croître avec les désastres de son allié.

Du reste, en politique comme en guerre, l'Angleterre ne reculait devant aucun moyen d'atteindre ses ennemis : ainsi deux vaisseaux de guerre désarmés étaient à l'ancre dans le port de Barcelone; une escadre anglaise, qui croisait près de là, s'empare d'une galiote suédoise, quoique la Suède fût alors en paix avec la Grande-Bretagne. Sous ce pavillon neutre, on laisse approcher sans défiance la galiote, chargée de matelots anglais bien armés, qui s'emparent sans combat des deux vaisseaux, et les emmènent à la vue de la population consternée. L'indignation fut profonde en Suède et chez toutes les puissances maritimes, et cet odieux guet-apens souleva contre la politique anglaise des haines qu'elle devait plus tard rencontrer dans son chemin.

Mais si la mer était à l'Angleterre, la terre était au Premier Consul, et une nouvelle expédition, imposée par lui à l'Espagne, allait lui faire plus durement encore sentir sa dépendance. On a vu quelle énergique résistance Charles IV avait toujours opposée à l'idée de faire la guerre au Portugal. Mais sa résistance dut plier devant l'inflexible volonté du Premier Consul. Un traité, dicté au faible monarque par Lucien Bonaparte, le força à déclarer la guerre, le 27 février, à son gendre Jean VI, Régent de Portugal, pour l'obliger à rompre avec l'An-

gleterre, et à se jeter avec l'Espagne dans les bras de la France. Une armée espagnole de 60,000 hommes s'était formée sur la frontière, sous les ordres du Prince de la Paix. Un corps auxiliaire de 15,000 Français, commandés par le général Leclerc, beau-frère du Premier Consul, vint s'établir à Ciudad Rodrigo, plutôt pour surveiller l'armée espagnole que pour prendre à la guerre une part active. Cette armée était divisée en trois corps, l'un en Galice, l'autre en Andalousie, le troisième et le plus fort en Estrémadure. Le Prince, qui avait pris au sérieux son titre de généralissime, avait assis son quartier général à Badajoz. Le Portugal n'avait à opposer à cette double agression que 40,000 hommes, et avec une telle inégalité de forces, la lutte ne pouvait être ni longue, ni sérieuse. Le 20 mai, l'armée espagnole entra en Portugal : Olivenza et Jurumeña se rendirent à la première sommation. La rencontre d'Arronches, où les Portugais s'enfuirent avant de s'être battus, ne mérite pas l'honneur d'être appelée une bataille. Quelques autres places fortes se rendirent à la suite de ces faciles succès, et bientôt il ne resta plus dans tout l'Alentejo qu'Elvas qui ne vît pas flotter sur ses murs le drapeau espagnol.

Déjà l'armée d'invasion s'apprêtait à passer le Tage quand le cabinet de Lisbonne, se reconnaissant pour vaincu, demanda à traiter de la paix. La guerre, à vrai dire, n'avait jamais existé que de nom; les paysans même ne voulaient pas prendre les Espagnols pour des ennemis, et s'empressaient de les recevoir sous leurs toits. Quant aux deux armées, elles semblaient n'avoir qu'une pensée, celle d'éviter l'effusion du sang. L'armée française, qui n'était venue que pour forcer les Espagnols à entrer en campagne, ne sortit pas de ses can-

tonnements. Des deux côtés, du reste, on n'avait jamais voulu la guerre, même en la faisant, et l'Espagne avait obéi à sa consigne. Les deux cours n'eurent donc pas de peine à s'entendre, et, dès le 6 juin, la paix était signée à Badajoz, après une campagne de trois semaines. Lucien assista aux négociations, et conclut aussi pour la France un traité séparé avec le Portugal. Olivenza resta à l'Espagne qui restitua toutes ses autres conquêtes, et garantit au Régent la possession intégrale de ses États. Charles IV se hâta de ratifier cette paix, sur laquelle il craignait de voir s'abattre le *veto* du Premier Consul; et jaloux d'assister au triomphe de son bien-aimé favori, le couple royal vint prendre possession d'Olivenza, et féliciter son armée victorieuse. Godoy qui, dans ce semblant de campagne, paraît avoir eu à cœur de justifier son surnom de Prince de la Paix, se crut de bonne foi le premier des généraux passés, présents et futurs; la Reine, malgré ses cinquante ans, se fit promener en palanquin, tenant à la main un bouquet d'oranges, cueilli sur les glacis d'Elvas, devant l'armée indignée de voir étaler au grand jour les hontes de cette royauté qu'elle avait la faiblesse d'aimer encore! Un nom, infligé par le mépris public, resta à ce simulacre de guerre : on l'appela « la Guerre des oranges ».

Les craintes de Charles n'étaient que trop fondées: Bonaparte, qui n'avait qu'une pensée, celle de soustraire le Portugal à l'influence de l'Angleterre, vit du plus mauvais œil ce traité où l'Espagne n'avait songé qu'à elle; car aucune garantie n'y était stipulée contre la domination anglaise qui, depuis le traité de Méthuen, pesait si lourdement sur le Portugal. Cette paix égoïste, où la France et ses intérêts étaient laissés de côté, ne faisait pas le compte du Premier Consul. Ce qu'il voulait,

c'était l'occupation permanente du pays par une garnison hispano-française jusqu'à la paix générale, et l'exclusion absolue de l'Angleterre qui, par le Portugal, aurait toujours un pied dans la Péninsule. Il refusa même de ratifier le traité conclu par son frère au nom de la France, et laissa éclater sa colère, dont il se faisait dans ses négociations une arme de combat. Il alla jusqu'à demander à Azara « si ses maîtres étaient déjà las de régner, pour oser ainsi jouer leur couronne en le provoquant à la guerre ? » Mais le Prince de la Paix, à qui ses victoires avaient monté à la tête, répondit avec une hauteur qui seyait mal à un gouvernement aussi avili. Le Premier Consul ne répliqua rien, mais chaque jour on vit de nouveaux corps de troupes françaises franchir la frontière, comme si c'était la Péninsule, et non le Portugal, qu'ils voulaient occuper.

Alors, pour la première fois, de sinistres pressentiments traversèrent l'esprit des deux souverains et de leur triste favori. Mais la pacifique influence d'Azara parvint à apaiser la colère de Bonaparte, peu habitué à rencontrer une volonté qui osât se heurter avec la sienne ; il finit par autoriser Lucien à conclure aussi la paix avec le Portugal, au prix d'un subside de guerre de vingt-cinq millions de francs, plus dix millions versés dans la caisse du Premier Consul, et les troupes françaises, que l'Espagne laissait mourir de faim, pour les dégoûter de tenir garnison chez elle, repassèrent enfin la frontière.

A cette époque agitée de l'histoire où s'écroulent les trônes, où s'effondrent les vieilles races royales, sous les secousses réitérées que la France imprime au continent, mentionnons en passant la mort du czar Paul I[er] de Russie, victime d'une conspiration de sérail, tramée

par une noblesse fatiguée du joug de ce maniaque couronné. L'avénement de son fils Alexandre, gagné d'avance à la cause de la civilisation et du progrès, était un gage de plus donné à la paix de l'Europe, et l'Espagne fut la première à en recueillir les fruits. Quand Paul Ier avait déclaré la guerre à Charles IV, aucun motif sérieux de rupture n'existait entre les deux pays, trop éloignés pour jamais se heurter. Aussi la paix fut-elle bientôt conclue à Paris entre Azara et l'ambassadeur russe, le 4 octobre. Avec le nouveau règne, on eût dit qu'un souffle pacifique passait sur l'Europe, lasse de cette lutte sans relâche qui durait depuis plus de dix ans. Les deux cours de Londres et de Pétersbourg, si longtemps séparées, tendirent à se rapprocher; l'embargo mis dans les ports russes sur les vaisseaux anglais fut levé; le droit de visite, source éternelle de querelles, fut réglé et limité, et, grâce à des concessions mutuelles, on finit par se rapprocher.

L'Angleterre elle-même n'échappa point à cette sainte contagion de la paix. Sa politique agressive et violente, qui croyait tout justifier au nom de l'intérêt public, s'était longtemps personnifiée dans un homme, William Pitt, l'ennemi personnel de la France et du Premier Consul. Mais dès qu'il s'agissait de traiter de la paix, Pitt n'avait plus rien à faire au pouvoir; il fut remplacé par le pacifique Addington. Georges III lui-même était las du joug de Pitt, et son admiration sincère pour Bonaparte le faisait incliner vers un rapprochement. Les premières ouvertures de paix faites par l'Angleterre furent accueillies par le Premier Consul; mais irrité contre l'Espagne qui, en traitant avec le Portugal, n'avait songé qu'à elle, Bonaparte s'en vengea en négligeant dans la négociation les intérêts de son

alliée, et en autorisant l'Angleterre à garder l'île de la Trinité.

Les préliminaires furent enfin signés à Londres, le 1er octobre. Les deux nations s'engageaient à restituer leurs conquêtes; seulement l'Angleterre gardait la Trinité, appartenant à l'Espagne, et Ceylan aux Hollandais; le Premier Consul, on le voit, faisait bon marché de ses alliés, et achetait la paix à leurs dépens. L'Égypte était rendue au Sultan, et Malte à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Les Anglais devaient évacuer l'île d'Elbe, les Français Naples et l'État Romain. Ainsi les dépens se partageaient entre les plaideurs, et comme après la plupart des guerres, chacun pouvait se demander ce qu'il y avait gagné. Ces préliminaires, gage d'une paix après laquelle soupirait l'Europe, furent accueillis partout avec des transports de folle joie. Le peuple anglais, le seul peut-être qui eût gagné quelque chose à la guerre, dépassa de beaucoup la France dans ses démonstrations. On détela les chevaux de l'ambassadeur de France, Otto, et l'on traîna sa voiture jusqu'à l'hôtel du ministre anglais. Dans les rues de Londres et dans tous les cabarets on criait : « Vive la France et le Premier Consul! » et sur toutes les voitures publiques se lisaient ces mots écrits en grosses lettres : « Paix avec la France! »

La paix était à l'ordre du jour de l'Europe et du monde. Chaque jour voyait éclore un nouveau traité, et la France tendait successivement la main à toutes les puissances du continent. Le 8 octobre vit sceller la paix avec la Russie et avec son nouveau souverain. Puis vint le tour du Sultan et des Régences de Tunis et d'Alger. Une seule puissance fut sacrifiée, dans cette réconciliation universelle, ce fut l'Espagne. Pour faire aussi bon

marché de ses intérêts et de son honneur, on s'était caché d'elle avec soin; mais Azara, toujours aux aguets, eut bientôt vent de la négociation : il réclama énergiquement, au nom de son souverain, mais ce fut en vain! Représentant de l'Espagne au Congrès qui s'assembla à Amiens, en février, pour arrêter le traité définitif, il y renouvela ses protestations, toujours en vain! Tout ce qu'il put obtenir, ce fut qu'on laissât le vieux duc de Parme en possession de son ancien duché jusqu'à sa mort, qui eut lieu l'année suivante. Cette concession insignifiante apaisa un peu les regrets de l'honnête Charles IV, plus préoccupé des intérêts de sa famille que de ceux de son pays.

La paix définitive fut signée à Amiens, le 23 mars 1802, à la grande joie de l'Europe, lasse de ces dix ans de guerre, sans résultats pour le bonheur des peuples ou pour leur liberté. Mais le repos et les loisirs de la paix n'entraient pas dans les plans du Premier Consul; à peine le traité était-il signé qu'il se mit à préparer une expédition à Saint-Domingue, révoltée contre la France. Il somma l'Espagne, avec sa hauteur ordinaire, de joindre à son expédition 6,000 hommes de troupes et cinq vaisseaux. Charles refusa les soldats, et finit, non sans résistance, par donner les vaisseaux. Ainsi le traité d'Amiens, s'il affranchit la Péninsule de la tyrannie maritime de la Grande-Bretagne, ne fit que rendre plus étroite sa dépendance de la France, devenue l'arbitre du continent, pacifié par elle et à son profit.

La paix d'Amiens n'est pas une solution, c'est seulement une pause, un temps d'arrêt pour les événements qui marchent si vite depuis quelques années qu'on a besoin de reprendre haleine. Nous nous arrêterons donc un instant pour jeter un coup d'œil, non sur l'histoire

intérieure, il n'y en a pas sous ce règne décoloré, mais sur les intrigues de cour et les commérages officiels qui en tiennent lieu. Mais avant de nous occuper du théâtre, un mot sur les trois principaux acteurs, le Roi, la Reine et le favori. Leurs portraits ont déjà été tracés par une main de maître, celle de l'illustre historien du *Consulat et de l'Empire*.

« Le Roi Charles IV était un honnête homme, point dur et brusque comme Louis XVI, plus agréable de sa personne, mais moins instruit, et d'une faiblesse encore plus grande. Il se levait fort matin pour entendre plusieurs messes, et descendre ensuite dans ses ateliers où, mêlé à des tourneurs et des armuriers, dépouillé comme eux de ses habits, il travaillait à des ouvrages de toute espèce. De son atelier il passait dans ses écuries, pour assister aux soins donnés à ses chevaux, et se livrait, avec ses palefreniers, à d'incroyables familiarités. Il prenait ensuite un repas solitaire auquel la Reine et ses enfants même n'étaient pas admis, et consacrait l'autre moitié de la journée à la chasse, sa passion dominante. Puis il rentrait au palais, donnait un quart d'heure aux affaires, une demi-heure à la signature des actes résolus par la Reine et ses ministres, et se livrait au plaisir du jeu, ou sommeillait jusqu'au dernier repas, suivi du coucher, toujours fixé à la même heure. Telle était sa vie, sans que jamais rien y fût changé, excepté dans la semaine sainte. Du reste honnête, fidèle à sa parole, doux, humain, religieux, d'une chasteté exemplaire, il n'avait d'autre part aux scandales de sa cour, aux fautes de son gouvernement, que de les laisser commettre, sans les voir, sans y croire, pendant la durée d'un long règne.

« A côté de lui, la Reine, sœur du duc de Parme,

et comme lui élève de Condillac, menait une vie toute différente. Elle avait près de cinquante ans, et certains restes de beauté qu'elle cherchait à perpétuer par des soins infinis. Entendant, comme le Roi, la messe tous les jours, elle employait à sa correspondance, surtout avec le Prince de la Paix, le temps que Charles IV consacrait à ses ateliers et à ses écuries. Elle mandait au Prince les affaires de la cour et de l'État, et en recevait le récit des puérilités ou des scandales de Madrid. Puis elle donnait une heure à ses enfants et une autre aux soins du gouvernement. Pas un acte, pas une nomination, pas une grâce n'allaient à la signature royale avant de lui avoir été soumis. Le ministre qui y eût manqué eût succombé sur-le-champ. Elle prenait seule, comme le Roi, son repas du milieu du jour; le reste de l'après-midi était consacré aux réceptions dont elle s'acquittait avec beaucoup de grâce, et au Prince de la Paix...

« On sait que ce prince n'était plus ministre à l'époque dont nous parlons, mais il n'en était pas moins la première autorité du royaume. Ce personnage singulier, incapable, ignorant, léger, mais de belle apparence, comme il faut l'être pour réussir dans une cour corrompue, dominateur arrogant de la Reine Louise, régnait depuis vingt ans sur cette âme vide et frivole. Ennuyé de sa haute faveur, il la partageait volontiers avec d'obscurs favoris, se livrait à mille désordres qu'il racontait à son esclave couronnée, se plaisait à la désespérer par ses récits, la maltraitait même, disait-on, de la façon la plus grossière; et cependant, il conservait un empire absolu sur cette princesse qui ne savait pas lui résister, qui ne pouvait pas vivre heureuse si elle ne l'avait pas vu tous les jours. Rien ne se faisait en Espagne que par sa volonté. Il disposait de toutes les ressources de l'État,

et il avait chez lui des sommes énormes en numéraire, tandis que le trésor vivait d'un papier-monnaie discrédité, réduit à moitié de sa valeur.

« On sait que le Prince avait épousé une parente de la famille royale. Un enfant était né de cette union. Le Roi et la Reine, voulant le tenir eux-mêmes sur les fonts baptismaux, avaient procédé avec le cérémonial en usage pour le baptême des infants. Les plus grands seigneurs s'étaient vus contraints à faire le service qu'on aurait exigé d'eux s'il se fût agi d'un rejeton de la royauté. On avait donné à cet enfant dans les langes tous les Ordres de la couronne. Le Grand Inquisiteur avait officié dans la cérémonie. Il est vrai que l'indignation était montée au comble, et que chaque Espagnol s'était cru personnellement outragé par cet odieux scandale. »

Voilà donc où l'Espagne en est descendue, sous cette race abâtardie des Bourbons qui, à force de mêler par des mariages son sang appauvri, se transmet, de génération en génération, les mêmes infirmités physiques et morales! Partout, du reste, en Europe, avec des Rois en démence comme Paul Ier de Russie, Marie Ire de Portugal, et George III en Angleterre, ou des rois-enfants, tenus en lisière par leurs femmes, comme Ferdinand IV de Naples et Charles IV d'Espagne, la royauté fait en ce moment bien triste figure. Le principe monarchique, même aux yeux de ses plus dévoués partisans, semble atteint de caducité et d'impuissance. Quel contraste avec la France, si pleine de séve et d'avenir, sous la tutelle du jeune conquérant qui, sur ce terrain de transition entre la monarchie et la république, s'est fait en quelques années l'arbitre de ses destinées et de celles du continent!

Pour compléter le tableau de cette cour corrompue de Madrid, un portrait nous resterait à tracer, c'est celui de l'héritier présomptif, qui sera un jour Ferdinand VII. Mais l'heure n'est pas venue : le Prince n'a que dix-sept ans, et dans ce caractère qui n'est pas encore formé, un seul trait est déjà saillant, c'est sa haine contre le favori. Écarté de la cour, sevré de l'amour de sa mère par Godoy qui redoute en lui un maître à venir, Ferdinand a appris à haïr ses parents avant de les avoir connus. Sombre et dissimulé, il s'essaye avant l'âge au rôle de conspirateur, prêt à s'allier contre sa famille au souverain étranger qui règne sur elle et sur l'Espagne. Godoy, exploitant avec art sur le faible esprit du Roi la peur qui le gouverne, lui a persuadé que son fils n'aspire qu'à le remplacer sur le trône, et désire sa fin qu'il n'aura pas même la patience d'attendre. De là des divisions, des troubles sans fin dans cette déplorable famille où la discorde est entrée avec l'adultère; car tout vice porte avec lui son châtiment, surtout sur un trône où l'exemple du mal, descendu de si haut, n'en est que plus contagieux.

Et maintenant, voyons ce qui se passe dans cette triste cour où les deux pouvoirs, monarchique et clérical, se liguent ensemble contre la France, à laquelle ils sont forcés d'obéir, tout en la détestant. Quand deux principes sont en lutte, chacun d'eux a besoin de se personnifier dans un homme qui l'exagère d'ordinaire en le représentant. Ainsi l'ex-ministre Urquijo avait apporté aux affaires cet esprit novateur et ce besoin passionné de réformes, traditionnel depuis le dernier règne parmi les ministres espagnols. Caballero, au contraire, son collègue au ministère, et qui y était resté après lui, représentait le vieil esprit de routine espagnol

dans son étroitesse et sa ténacité. Ennemi de tout ce qui était nouveau, en hommes comme en idées, son seul mérite aux yeux du Roi était sa haine de la France et de ses libertés, surtout celle de la pensée. Voici le portrait que trace de lui le Prince de la Paix dans ses Mémoires : « Ignoble de figure, la taille courte et épaisse, adonné au vin (vice que l'Espagne ne pardonne pas, parce qu'il lui est étranger), l'esprit aussi épais que le corps, borgne d'un œil et n'y voyant guère de l'autre, mais l'oreille toujours aux aguets, la porte par laquelle il entra au pouvoir fut l'espionnage, porte qui ne se ferme jamais dans le palais des rois. Peu ami des prêtres, il usait du clergé comme d'un instrument, pour servir son inimitié naturelle contre les sciences et les lettres, et de l'Inquisition comme d'un appui pour la royauté dont elle usurpait les droits, sous prétexte de la servir. »

La haine qui a dicté ce portrait pourrait le rendre suspect; mais Muriel, dans ses mémoires manuscrits sur le règne de Charles IV, le peint sous des couleurs encore plus noires. Avec le crédit sans bornes de Godoy auprès de son maître, on s'étonne qu'il n'ait pas obtenu le renvoi de Caballero; mais celui-ci avait, pour le soutenir, la faveur de la Reine dont il favorisait les désordres. Tel est sans doute le motif qui décida la rentrée du Prince de la Paix aux affaires, comme ministre sans portefeuille, et président du Conseil.

Vers cette époque une maladie grave mit en péril les jours du Roi, et fit juger sa mort prochaine. Mais comme cette maladie ne dura que trois jours, il est difficile de croire avec Muriel que la Reine et le Prince de la Paix aient arraché au Roi un testament qui leur conférait la Régence jusqu'à ce que l'héritier du trône, alors âgé de dix-sept ans, fût en état de gouverner par lui-

même. Azara, informé des faits, en aurait fait part au Premier Consul, aussi mal disposé que lui pour Godoy, et Bonaparte aurait fait écrire aux partisans du Prince des Asturies qu'il allait faire rassembler près de la frontière une armée de 50,000 hommes pour soutenir ses droits; mais la prompte guérison du Roi fit avorter tout ces beaux projets, auxquels, pour notre part, nous n'ajoutons aucune foi.

Les événements, pour un peuple, ce sont les guerres et les traités de paix ; pour une cour ce sont les mariages; nous ne parlerons que pour mémoire d'un projet avorté d'union entre le Prince des Asturies et la fille de l'Électeur de Saxe; mais, vers cette époque, un projet étrange paraît avoir traversé le cerveau du dictateur de la France: pressentant déjà sur son front, sacré par la victoire, la couronne qui l'allait ceindre, Bonaparte était dès lors prêt à sacrifier son épouse, Joséphine, à ses projets ambitieux. Pour s'ouvrir le chemin du trône, il aurait voulu s'unir à une des familles royales inféodées par lui à la France. Parmi ces races vassales auxquelles il croyait faire trop d'honneur en s'alliant à elles, l'Espagne se trouvait au premier rang. Aussi, sans se laisser arrêter par les préventions trop fondées qui existaient en France contre les Bourbons, sans songer un instant à la blessure qu'il allait infliger, dans l'âme de Charles IV, à l'orgueil du sang royal, il résolut de lui demander la main de l'infante Marie-Isabelle, sans que la pensée même d'un refus possible vînt traverser son cerveau.

Lucien, alors à Madrid, fut chargé de sonder le terrain, et de préparer les voies à cette union, négociation délicate dont il se tira avec habileté, en insinuant au Prince de la Paix que la jeune princesse, encore presque un enfant, pourrait un jour être un lien entre les

deux pays. « Mon frère, ajouta-t-il, est déjà à lui seul une puissance ; un jour pourra venir où l'on sollicitera sa main de tous les côtés ; mais sa politique sera toujours de considérer l'Espagne comme l'alliée naturelle et la compagne de la France. » Le Prince, embarrassé de cette confidence, éluda l'offre par quelques paroles évasives, sans paraître en comprendre toute la portée. Déjà, du reste, lors de la réception faite à Paris aux souverains d'Étrurie, quelques mots sur ce sujet avaient été lancés, comme un ballon d'essai, par le Premier Consul.

« On se défie de moi, avait-il dit à Azara, parce que j'exerce une grande influence sur les destinées de l'Europe, mais je sais distinguer entre amis et ennemis. La puissance de la France est une force pour l'Espagne. Une alliance illimitée entre les deux pays nous ferait maîtres exclusifs de la politique européenne... Oh ! si l'Espagne savait, si je pouvais lui dire tous les projets qui me passent par la tête pour son bien et pour celui de la France ! »

Charles IV, bien vite informé de ce qui se tramait à Paris, sentit son sang de Roi bouillir dans ses veines à l'idée de ce mariage roturier qu'on osait imposer à une descendante des Bourbons. Résolu d'éviter à tout prix un pareil scandale, il ne trouva qu'un moyen, ce fut de marier sur-le-champ la jeune infante, avant que le Premier Consul se fût décidé à demander formellement sa main. Un fiancé se trouvait tout prêt, sans sortir de la famille, c'était l'héritier de la couronne de Naples. Le mariage fut aussitôt décidé, ainsi que celui du Prince des Asturies avec la princesse Maria-Antonia, sœur du prince napolitain. La nouvelle de cette double union arrêta tout court les velléités matrimoniales du Premier

Consul qui, frustré dans ses espérances, dut cacher son désappointement. Les deux noces se célébrèrent à la fois à Aranjuez, le 14 avril 1802, et les deux branches des Bourbons, resserrant encore leurs liens, crurent, dans leur faiblesse, se fortifier en s'appuyant l'une sur l'autre.

Tels sont les seuls événements qui, pendant ces deux années si vides, tiennent à l'Espagne lieu d'histoire. Quant au peuple, de plus en plus effacé de la scène, jusqu'au jour où il y reparaîtra pour l'occuper à lui seul, ce n'est que par une émeute avortée que Charles IV va apprendre qu'il y a encore en Espagne une opinion publique, et un peuple qui se souvient encore par moments d'avoir été libre. Voici l'origine des troubles de Valence : le ministre de la guerre avait ordonné dans le royaume de Valence la levée de six corps de milices provinciales, pareilles à celles de Castille. Or un des *fueros* les plus chers à Valence, comme aux autres royaumes de l'antique couronne d'Aragon, c'était leur exemption de service. La noblesse de la province, qui voyait pour elle dans cette innovation tout un avenir de titres et de grades, lui était plutôt favorable; mais le peuple, qui devait seul en supporter toutes les charges, se prononça ouvertement contre elle. Des tentatives de soulèvement, réprimées par la force, aboutirent à des luttes déplorables où le sang coula des deux côtés. On s'émut, on s'effraya, on s'irrita surtout à la cour de Madrid, et déjà, la peur grossissant le danger, on voyait la population s'armer en masse, l'émeute se changer en insurrection, et les Valenciens tendre la main à leurs frères d'Aragon et de Catalogne pour arracher au pouvoir la restitution de leurs antiques *fueros*. Déjà l'esprit de réaction, qui garde toujours les avenues du trône, conseil-

lait au Roi les mesures les plus sévères, pour noyer l'insurrection dans le sang.

Mais le cœur de Charles IV répugnait aux mesures de rigueur; père encore plus que Roi, il aimait mieux pardonner que punir. Soit bonté, soit faiblesse, il ne se sentit pas le courage d'entrer en lutte avec ses sujets, et de régner par la terreur sur ceux que l'amour n'avait pas pu vaincre. Le Prince de la Paix, disons-le à son honneur, le soutint dans cette voie. Seul parmi tous les ministres, il appuya l'avis du monarque. Toute opposition dut se taire devant ces deux avis prépondérants. Le décret qui ordonnait la levée de la milice dans le royaume de Valence fut rapporté, et l'on s'engagea même à ne jamais en établir ni dans ce royaume, ni dans un autre. Les rebelles avaient obtenu ce qu'ils voulaient, l'insurrection s'apaisa comme par enchantement; et pour parler avec le Prince de la Paix, « ce qu'une armée nombreuse aurait eu peine à obtenir par les voies de rigueur, une feuille de papier l'opéra en un moment comme par miracle ». Mais ni le Roi ni le ministre ne s'aperçurent que, en faisant ainsi plier la volonté du monarque devant celle des sujets, on entrait dans une voie dangereuse, où une première concession devait en entraîner bien d'autres.

Du reste, ce n'est pas seulement en Espagne que les choses se passent ainsi; il en est de même dans tout le midi du continent, chez ces *races latines* où la royauté semblait avoir jeté ses plus fortes racines. Délaissée peu à peu par ses plus fervents adorateurs, elle n'a pas même conscience du terrain qu'elle perd tous les jours; on s'étonne, au début de ce siècle qui a ouvert au monde des destinées nouvelles, de la voir ainsi se suicider elle-même, et s'abîmer comme à plaisir dans sa nullité ou

dans ses vices. Quel spectacle nous offrent ces trois familles des Bourbons, assises sur trois des plus beaux trônes de l'Europe, la France, l'Espagne et Naples? Il y a dix ans que le Bourbon français, le plus honnête, le plus malheureux des trois, vient de monter sur l'échafaud, victime des torts de ses ancêtres bien plus que des siens. Pour les Bourbons de Naples et de Madrid, l'heure de l'expiation n'est pas encore venue, mais elle viendra bientôt, et, comme toujours, ce sont les peuples qui payeront pour les fautes de leurs rois. On dirait qu'une fatalité vengeresse pèse sur ces races déchues qui ont joué naguère un si grand rôle dans l'histoire, et dont la responsabilité se mesure aux dons qu'elles ont reçus, et au triste usage qu'elles en ont fait.

Quant à la France, après dix ans d'égarements et de faux pas, qu'il faut pardonner à un peuple mis en possession de la liberté avant d'avoir appris à en faire usage, un avenir meilleur semble s'ouvrir pour elle, sous les auspices du grand capitaine, devenu l'arbitre de ses destinées et de celles de l'Europe. Aussi comprenons-nous son enthousiasme, légitime à cette date, et ces rêves de dictature européenne dont la France du Consulat aimait à se bercer; mais depuis lors, quatre-vingts ans se sont écoulés; nous savons aujourd'hui, par une triste expérience, quelles sanglantes réactions, quels châtiments mérités et prévus l'attendent, dans cette carrière de conquêtes où elle vient de débuter avec tant d'éclat. Cet avenir d'humiliations et de désastres, qu'elle ne soupçonnait guère alors, est aujourd'hui un fait accompli. Elle a vu, dans ses heures d'épreuves, se révéler le hideux égoïsme qui est au fond la seule inspiration du génie de Napoléon; elle a appris à ses dépens de quel prix les conquérants font payer leurs

services aux peuples qu'ils se vantent d'avoir sauvés. La leçon a été payée bien cher; que du moins elle lui profite, et que ce passé douloureux ne se recommence pas!

Quant à l'Espagne, ce que nous admirons en elle, c'est la foi opiniâtre de ce peuple qui ne se lasse pas de croire à la royauté, quand il ne peut plus croire à ses Rois. L'Espagne, à vrai dire, depuis la mort de Philippe V, n'a plus été gouvernée que de nom; ce ne sont pas les Louis XIII, ce sont les Richelieu qui lui ont manqué. Qu'en est-il résulté? Que ce vaste assemblage d'États, la plus lourde domination qui, depuis Rome, ait pesé sur le monde, a sans cesse été se resserrant, s'amoindrissant, et perdant l'un après l'autre tous ses postes avancés sur le continent. Et maintenant, enchaînée à la France par une dépendance que ses souverains se transmettent de règne en règne, comme un legs pieux, elle a cessé d'appartenir à elle-même et à ses Rois. Sans avoir passé, comme sa remuante voisine, par toutes les formes possibles de gouvernement, elle est de moitié dans tous ses dangers, sans l'être dans une seule de ses gloires. Elle a essayé de secouer le joug sans y réussir, tout juste assez pour l'aggraver, et mieux sentir son impuissance. Et aujourd'hui, il lui faut marcher, après la France, sur les pas du dur conquérant qui l'entraîne à sa suite sur cette pente dangereuse...

Et pourtant, elle s'arrêtera tout court, le jour où Napoléon, pour asseoir sur le trône de Charles-Quint un de ses frères, voudra lui ravir ses Rois, qu'elle aime encore tout en les méprisant. Alors elle se retrouvera elle-même, l'Espagne, l'héroïque nation, le peuple de la résistance, qui a mis huit siècles à briser le joug des Arabes, et à qui il n'a fallu que six ans pour briser celui

de la France! Nous aurons bientôt à raconter cette lutte glorieuse, une des plus opiniâtres, des plus sanglantes auxquelles le monde ait jamais assisté, lutte héroïque qui sera le couronnement de cette histoire, car qu'aurions-nous à raconter après? Lutte d'autant plus grande qu'elle est impersonnelle, et que c'est une nation tout entière, soulevée pour la plus sainte de toutes les causes, qui combat pied à pied pour reconquérir son indépendance, qu'elle se hâtera d'aliéner dans les mains de son Roi légitime, sans se demander même s'il est digne du dépôt qu'elle veut lui confier.

CHAPITRE II.

NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE.
GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. — TRAFALGAR.

1802 A 1805.

Pendant la triste période que nous avons à traverser, il n'y a plus d'histoire d'Espagne, elle s'est fondue dans celle de la France. On dirait que les deux peuples sont maintenant soudés l'un à l'autre; mais la vie est d'un seul côté, et l'impulsion part de la France pour arriver à l'Espagne, toujours passive. Parfois, il est vrai, celle-ci se révolte sous le joug, mais elle finit toujours par le subir. Marine, armée, trésors, elle a tout sacrifié au dur conquérant qui l'exploite sans pitié. Y a-t-il gagné autant que l'Espagne y a perdu? Il est permis d'en douter quand on voit le rôle terne et effacé que joue la Péninsule dans ces grands événements, et le faible appoint qu'elle apporte aux vastes projets du Premier Consul.

Napoléon touche maintenant au but qu'il poursuit avec tant de persévérance et d'habileté; s'il ne l'a pas atteint, il sait du moins qu'il ne peut plus le manquer; s'il n'est pas encore Empereur, il est Consul à vie, et bien qu'il fasse à Cambacérès et à Lebrun l'honneur de partager avec eux ce Consulat viager, chacun sait qu'il a en eux des subordonnés, et non pas des collègues. Déjà

même, à compte sur sa royauté à venir, il a changé son nom de Bonaparte pour celui de Napoléon; on fête son jour de naissance comme celui d'un Roi, on veut même lui conférer le droit de désigner son successeur, et le nom seul de monarchie manque à cette République bâtarde qui se résume tout entière en lui.

A dater de cette époque, les relations de l'Espagne avec la France deviennent chaque jour plus fausses et plus difficiles. Toute cordialité a disparu des rapports entre les deux gouvernements. Charles IV a perdu ce culte d'admiration qu'il rendait au Premier Consul. Il obéit encore, mais à regret, et non sans protester contre des exigences toujours plus hautaines. La paix n'est guère plus sincère entre les deux alliés qu'entre eux et l'Angleterre, leur commune ennemie. La paix d'Amiens n'est qu'une trêve, dont on profite pour recharger ses armes avant de recommencer le combat. Entre ces deux grands pays, la France et l'Angleterre, rivaux quand ils ne sont pas ennemis, une guerre de plume et de gazettes a remplacé celle des champs de bataille, et l'Europe, après avoir respiré un instant, se prépare à recommencer la lutte.

Que font pendant ce temps Charles IV et sa digne compagne? Ils célèbrent à Barcelone les noces du Prince des Asturies et de l'Infante Isabelle avec un Prince et une Princesse de Naples, et insultent par la splendeur de ces fêtes à la misère du pays (4 octobre). Mais bientôt, la mort du vieux duc de Parme vient encore compliquer la situation : aux termes du traité d'Amiens, le duché de Parme, à la mort du duc, devait être réuni à la République cisalpine, manière honnête de le confisquer au profit de la France. Charles IV, toujours avide d'agrandissements pour sa famille, se hasarda à

exprimer au Premier Consul son désir de voir le duché de Parme grossir le maigre apanage de son gendre, le Roi d'Étrurie. Talleyrand, au nom de son maître, répondit que Parme appartenait à la France, et que, si le Roi d'Espagne voulait absolument en gratifier ses enfants, il aurait à l'acheter par l'abandon de la Floride et de Pensacola qui compléterait pour la France la possession de la Louisiane. Mais l'ambassadeur espagnol se révolta à cette seule pensée, et Parme resta aux mains du Premier Consul, comme un appât à faire briller aux yeux du Pape et du Roi de Piémont, pour les indemniser de leurs pertes. Charles, irrité de ce refus, s'en vengea en interdisant aux produits des fabriques françaises l'entrée de ses États.

Les relations des deux pays n'étaient donc rien moins qu'amicales, et Napoléon, en face d'une rupture imminente avec l'Angleterre, aurait dû ménager davantage un allié dont il allait avoir besoin. L'écueil où devait se briser la paix d'Amiens, c'était Malte : le cabinet de Londres, au mépris de tous les traités, ne voulait pas renoncer à cette étape si commode sur le chemin de l'Égypte et de l'Inde. Napoléon, irrité de rencontrer toujours l'Angleterre dans son chemin, envoya à son ambassadeur à Londres une de ces dépêches foudroyantes, éclats de colère calculée dont il savait se faire une arme dans les négociations. Elle nous donne la mesure de cette ambition qu'aucune digue bientôt ne pourra plus contenir, et qui va déborder sur le continent : « Si la guerre vient à éclater, disait Napoléon, ce sera l'Angleterre qui nous aura obligés à conquérir l'Europe. Le Premier Consul n'a que trente-trois ans. Il n'a encore détruit que des États de deuxième ordre; qui sait ce qu'il lui faudrait de temps, s'il y était

forcé, pour changer la face de l'Europe, et ressusciter l'empire d'Occident? » Et deux mois plus tard, il disait encore à l'ambassadeur anglais : « Chaque vent qui se lève d'Angleterre ne m'apporte que haine et outrages. Voulez-vous ou ne voulez-vous pas exécuter le traité d'Amiens? Voulez-vous la paix? il faut évacuer Alexandrie et Malte... Pour moi, mon parti est pris : j'aime mieux vous voir en possession des hauteurs de Montmartre que de Malte ! » Paroles prophétiques, chargées, comme un vent d'orage, de tout un avenir de fautes et de désastres !

Mais revenons à l'Espagne dont l'histoire paraît bien mesquine à côté de tous ces grands événements. Napoléon, en se préparant à la guerre avec la Grande-Bretagne, avait compris qu'il ne pouvait pas plus garder la Louisiane qu'il n'avait gardé l'Égypte. L'Angleterre étant maîtresse de la mer comme lui du continent, tout ce qu'il pouvait faire, c'était de lui en fermer l'entrée, sauf à se voir fermer par elle l'Océan, son domaine. Dès lors, toute colonie nouvelle devenait pour lui un embarras ou un danger; il avait bien assez des anciennes à défendre! Aussi eut-il bientôt trouvé un acquéreur pour la Louisiane; ce ne fut pas l'Espagne, qui en avait naguère possédé la moitié, et n'avait pas su la garder; ce furent les États-Unis, dont elle devait compléter le magnifique ensemble, en leur donnant les bouches du Mississipi et son delta, le plus fertile du monde. Il la leur vendit quatre-vingts millions, sans songer un instant que la France s'était engagée, en prenant possession de la Louisiane, à ne jamais la céder qu'à l'Espagne. Azara, au nom de son maître, eut beau protester contre cette violation de la foi jurée, et contre l'occupation de Parme et de son duché, ces

protestations impuissantes ne furent pas écoutées; Napoléon avait ses buts, et il y marchait en foulant tout aux pieds, les droits comme les intérêts de ses alliés!

Enfin, le 12 mai 1803, la paix d'Amiens, cette joie trop courte donnée au monde, fut solennellement rompue, par suite du refus de l'Angleterre de rendre Malte aux chevaliers de l'Ordre. Les deux ambassadeurs, en quittant leurs postes respectifs, se rencontrèrent à Douvres, et se quittèrent après avoir échangé ensemble de sincères regrets, en présence d'une foule attristée comme eux. « Dans ce moment solennel, dit l'historien du Consulat, les deux nations semblaient se dire adieu, pour ne plus se revoir qu'après une effroyable guerre et le bouleversement du monde. »

Mais avant de rompre avec l'Angleterre, il eût fallu pouvoir compter sur l'Espagne. Or Napoléon voyait dans le Prince de la Paix un traître qui n'attendait que l'occasion pour déserter son alliance; et en cela, il ne se trompait pas; mais il oubliait ses propres torts pour ne se souvenir que de ceux de son allié. Au fond, le cabinet de Madrid n'avait plus qu'une pensée : ce n'était pas de trahir la France, mais de rester neutre dans sa lutte avec l'Angleterre. Déjà même, cette neutralité existait de fait, car, dans les eaux d'Algésiraz, des bâtiments français, d'une valeur de trois millions de francs, avaient été saisis par des navires anglais, sans opposition de la part des autorités espagnoles. Une flotte anglaise s'était même établie à la Corogne, et y restait sous prétexte de quarantaine; mais Napoléon, voulant punir la défection de son allié, et tenir l'Espagne en respect, établit à Bayonne un de ces redoutables camps qu'il semait sur ses frontières, comme une menace suspendue sur la tête de ses ennemis.

Azara, l'ambassadeur espagnol, ayant hasardé quelques mots sur l'impérieux besoin qu'avait l'Espagne de garder la neutralité, le Premier Consul, prenant sur-le-champ son parti, répondit qu'aux termes du traité de Saint-Ildefonse, il avait droit d'exiger du cabinet de Madrid quinze vaisseaux, six frégates, quatre corvettes et vingt-quatre mille soldats; mais que, voulant donner au Roi son allié une preuve d'affection, il consentirait à le voir rester neutre s'il échangeait ses secours en nature contre un subside en argent, et s'il accordait l'entrée libre de la Péninsule aux produits des fabriques françaises. Le Prince de la Paix essaya d'éluder la proposition en offrant la médiation de l'Espagne pour arranger la querelle entre la France et l'Angleterre; mais Napoléon coupa court à tous ces faux-fuyants en adressant au favori une note énergique : « Voulez-vous, oui ou non, lui demanda-t-il, remplir les obligations que vous imposent les traités? Choisissez donc ou de prendre une part active à la guerre, ou de payer au Premier Consul un subside mensuel de six millions de francs, plus vingt-quatre pour les quatre mois déjà écoulés depuis la rupture avec le cabinet anglais. Il faut en finir, et si les traités ne sont pas exécutés, les troupes du camp de Bayonne recevront l'ordre d'entrer sur-le-champ dans la Péninsule. »

Nous abrégeons le récit de cette guerre diplomatique qui se termina, comme toujours, aux dépens du cabinet de Madrid, forcé d'en passer par toutes les volontés du Premier Consul. Un traité de neutralité fut signé à Paris, le 22 octobre, et, comme le dit fort bien un historien espagnol, « l'Espagne acheta, au prix d'une série d'humiliations et de sacrifices, une neutralité qui ne pouvait être que nominale; car, en alimentant aux dé-

pens de son trésor, déjà si obéré, la guerre que la France allait faire, elle suscitait forcément contre elle les ressentiments de l'Angleterre, et devait tôt ou tard être entraînée à prendre part à la guerrre. » (Lafuente, t. XXII, p. 415.) Du reste, si les choses n'en vinrent pas à une rupture complète entre Charles IV et son allié, c'est à Azara seul qu'il faut en faire honneur; mais ce fut le dernier service que l'illustre homme d'État rendit à son pays; brisé par ces dernières luttes, il insista tellement pour obtenir sa retraite que Charles, à son grand regret, finit par la lui accorder. Un mois après, il expirait à Paris, sa main dans la main du Premier Consul qui, jusqu'à ses derniers moments, le traita moins en ambassadeur qu'en ami (16 janvier 1804).

Veut-on savoir l'état financier de l'Espagne, au moment où elle allait acheter si cher cette neutralité qui devait si vite aboutir à la guerre? A l'épuisement de son trésor il faut ajouter une disette, née d'une série de mauvaises récoltes, et aggravée par les spéculations des accapareurs. Des troubles avaient éclaté sur plusieurs points; le peuple, écrasé par des impôts exagérés, refusait de les acquitter. La cour de Madrid était devenue un foyer de discordes, depuis la lutte intestine qui avait éclaté entre le Prince de la Paix et l'héritier de la couronne. L'empire de Godoy sur la Reine était plus absolu que jamais, et l'exaspération des deux souverains contre leur fils était telle qu'on pouvait craindre de les voir se porter contre lui à quelque extrémité.

L'Angleterre n'était pas encore entrée franchement dans la carrière des hostilités, et l'Espagne pouvait encore faire semblant de rester neutre; mais bientôt le pacifique Addington fut remplacé par Pitt, l'ennemi personnel de la France et du Premier Consul, et l'Es-

pagne essaya en vain de s'abriter derrière le fragile rempart de sa neutralité. Le hautain ministre l'accusa de payer à la France un subside plus fort que celui qu'elle avait promis, tandis qu'en réalité l'épuisement de ses finances ne lui permettait que de faibles à-compte. Il réclama pour son pays une indemnité équivalente, et sur le refus du cabinet de Madrid, il étala arrogamment la liste de ses griefs : il se plaignit des armements de l'Espagne dans ses colonies, et lui reprocha de recevoir dans ses ports les corsaires français, et de les y laisser vendre leurs prises. Tous ces griefs étaient fondés ; mais il ne faut pas oublier que, l'Espagne étant neutre, ses ports étaient ouverts aux navires des deux nations qui jouissaient des mêmes avantages. Enfin il osa exiger du faible monarque la garantie que la France n'attaquerait pas le Portugal, et Charles IV refusa de céder à des exigences qui dépassaient de si loin les limites de la neutralité; car, avec un voisin tel que Napoléon, que signifiaient toutes les garanties, et quelle puissance de répression le triste cabinet de Madrid pouvait-il exercer sur lui?

C'est alors que Pitt, ce Napoléon britannique, habitué comme l'autre à fouler tout aux pieds pour arriver à son but, avant d'avoir déclaré la guerre à l'Espagne, commença par la faire, en donnant l'ordre à ses croiseurs de courir sus aux navires espagnols, partout où ils les trouveraient, et de s'en emparer ou de les couler à fond. Le 5 octobre, quatre frégates espagnoles, venant de Buenos-Ayres et de Lima, chargées de quatre millions de piastres (vingt et un millions de francs), furent assaillies par des corsaires anglais. L'une des frégates, ayant pris feu, sauta en l'air avec tout son chargement; les autres, après une héroïque défense, furent obligées de se rendre. Aux réclamations de l'Espagne on répon-

dit « qu'on les garderait tant que le cabinet de Madrid n'aurait pas donné des explications satisfaisantes sur ses armements, et justifié de sa neutralité.

A la nouvelle d'un pareil attentat contre le droit des gens, l'Europe entière se souleva, et dans le sort de l'Espagne chacune des puissances maritimes put pressentir le sien. La seule réponse possible à cette inique agression, c'était la guerre, et Charles IV n'hésita pas à la déclarer, le 12 décembre 1804. On arrêta tous les sujets anglais établis dans la Péninsule, on mit le séquestre sur leurs propriétés. Le Prince de la Paix publia un appel à la nation et à l'armée. Le cabinet de Londres y répondit, le 11 janvier 1805, par une déclaration de guerre, tandis que l'ambassadeur espagnol à Paris signait avec le ministre de la marine Decrès un traité d'alliance offensive. L'Espagne, libérée par l'attaque de l'Angleterre du subside qu'elle payait à la France, s'engageait à mettre à son service trente-deux vaisseaux de ligne ou de transport, sans compter les frégates, avec trente mille soldats. Un pareil contingent était certes bien au-dessus des forces de l'Espagne : au lieu des trente-deux vaisseaux promis, à peine aurait-elle pu en armer vingt-quatre, et les matelots manquaient comme les vivres, les munitions et les agrès. La France, de son côté, grâce aux efforts incessants de Napoléon pour relever sa marine, pouvait mettre à flot soixante navires de guerre, outre les frégates; enfin la Hollande devait en armer huit, ce qui portait à quatre-vingt-douze les forces totales des confédérés, appelés à lutter contre quatre-vingt-neuf vaisseaux anglais, parfaitement équipés et armés.

En exigeant ainsi de l'Espagne des sacrifices au-dessus de ses forces, Napoléon ne s'abusait pas sur son

incurable faiblesse; mais il avait besoin d'elle pour frapper un grand coup au début de la guerre, et il s'efforçait de la piquer d'honneur. Junot, alors de passage à Madrid pour se rendre au Portugal, s'efforça de faire comprendre au Prince de la Paix « le beau rôle qu'il pourrait jouer s'il réveillait enfin la Péninsule de sa torpeur. L'Espagne n'avait qu'à s'unir franchement à la France, et ce serait assez de ces deux grands peuples pour dicter la loi au continent! Quant à la Reine, maîtresse de fait du gouvernement, sous un Roi qui ne régnait que de nom, elle était responsable aux yeux de l'Europe du mal qui se faisait comme du bien qui ne se faisait pas... » Est-il besoin d'ajouter que cet appel ne fut pas entendu? Ces deux âmes avilies, si bien faites l'une pour l'autre, n'étaient pas dignes de le comprendre.

Dans l'intervalle, de graves événements se passaient en France, et le contre-coup devait s'en faire sentir en Espagne. Le Premier Consul, déjà las d'un pouvoir partagé, avait senti le besoin de fonder, pour lui d'abord, et ensuite pour la France, quelque chose de plus durable que cette souveraineté viagère. Les complots des royalistes, au lieu d'ébranler sa puissance, l'avaient plutôt affermie. Chacun avait senti le danger d'asseoir les destinées d'une nation sur une vie sans cesse menacée par le poignard des assassins. Ce qu'on voulait avant tout, c'étaient des garanties de durée. La République avait fait son temps, la France en était fatiguée, et avait hâte de redemander à la monarchie héréditaire ce que la République n'avait pu lui donner.

La France, même aujourd'hui, n'est pas assez de sang-froid pour juger l'Empire; elle est encore trop près du mal qu'il lui a fait. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que la fondation d'une dynastie nouvelle, marchant de

pair, dès son début, avec les plus vieilles races royales, a été un piége pour Napoléon et un malheur pour la France. Sans doute, après lui avoir rendu l'ordre, la sécurité, la paix, en échange de la liberté dont elle ne se souciait guère, le vainqueur de Marengo avait bien des titres à sa reconnaissance; il avait le droit incontestable de la gouverner tant qu'il vivrait, droit fondé sur la libre et unanime volonté du pays. Mais l'hérédité, bonne tout au plus, avec ses fictions, pour ces vieilles races royales qui ne comptent pas avec le temps, n'est qu'un danger de plus pour ces enfants gâtés de la fortune et du génie, ivres du sentiment de leur force, que surexcite encore l'idée de se perpétuer dans leurs successeurs. Ce fut donc pour la France un jour néfaste que celui où Napoléon échangea son titre de Premier Consul pour celui d'Empereur, qui réveillait dans tous les esprits, et surtout dans le sien, le vieux rêve de l'*Empire d'Occident;* pouvoir sans limites comme sans frein, qui permettait au nouvel élu de confondre dans le même avenir la grandeur de sa famille avec celle du pays.

A la vue de la religion, mêlant ses pompes à celles de l'Empire, du vicaire de Jésus-Christ venant lui-même à Paris poser sur son front plébéien la couronne que Charlemagne avait dû aller chercher à Rome; en asseyant ses frères ou ses lieutenants sur tous les trônes de l'Europe, et en s'unissant par le mariage à l'une des plus vieilles souches du continent, Napoléon ne devait-il pas croire à la perpétuité de sa race, assise sur tant de trônes qu'il faudrait renverser avec le sien? Oui, tous les entraînements, tranchons le mot, toutes les folies du despote couronné datent du jour où il a voulu échanger le rôle modeste et grand d'un Guillaume d'Orange ou d'un Washington contre celui d'un Jules

César. Tous les désastres de l'Empire datent de l'heure fatale où il a commencé; tous sont contenus en germe dans ce brevet de toute-puissance, que la France à genoux décerne à son sauveur, en lui faisant litière de toutes ses libertés.

La main de la Providence reste souvent cachée dans l'histoire, mais elle finit toujours par s'y montrer. Ainsi, l'aveugle admiration, la servilité passionnée de la France expliquent, sans les justifier, les fautes du maître qu'elle s'est donné. Impuissante à se conduire elle-même, elle a abdiqué entre ses mains, en renonçant à ces libertés dont elle ne sait pas faire usage. Mais comme la suprême justice veut que toutes les fautes soient punies, même ici-bas, et que celles des nations ne peuvent l'être que dans cette vie, quel sera le dernier mot de cet Empire, inauguré avec tant d'éclat?... La France payera de deux invasions et du sang d'un million de ses enfants l'ambition effrénée de celui qu'elle a poussé elle-même à franchir toutes les bornes, à fouler aux pieds tous les droits; et Napoléon à Sainte-Hélène s'efforcera de désarmer les justes sévérités de l'histoire en affirmant, non sans vérité, que, même dans ses erreurs, il a toujours eu la France pour complice.

Le César parvenu, dans l'enivrement de sa nouvelle puissance, ne s'était pas aperçu qu'il inquiétait l'Europe en lançant la France avec lui dans sa carrière de conquêtes, et qu'il s'aliénait peu à peu toutes les alliances sur lesquelles il aurait pu compter. Il avait beau parler de son désir d'assurer la paix du continent, et tendre au Roi d'Angleterre la branche d'olivier, personne n'était dupe de cette parade de modération; les actes se chargeaient de démentir les paroles. Les cent cinquante mille hommes du camp de Boulogne étaient toujours là,

entassés sur cette rive, comme une menace permanente contre l'Angleterre. Les flottes de la France, dispersées à tous les bouts du monde, depuis les Antilles jusqu'à Cadix, devaient, à un moment donné, se réunir dans la Manche, pour disperser les croisières anglaises, et donner enfin à l'armée de Boulogne le signal de l'invasion.

Mais l'homme que Napoléon avait placé à la tête de toutes ses forces navales, Villeneuve, n'était pas à la hauteur de sa mission; il doutait trop de la fortune pour obtenir jamais ses faveurs. Écrasé sous l'énormité de sa tâche, il se sentait vaincu d'avance. La flotte devait manquer au rendez-vous fixé par l'Empereur, à ses forces de terre et de mer, pour envahir l'Angleterre, et ce retard put seul l'empêcher de lancer sur elle cet immense armement. On a révoqué en doute le sérieux de ce projet de descente; mais l'immensité même des préparatifs de Napoléon, ses études incessantes sur le plus sûr moyen de traverser le détroit, enfin ses éclats de colère contre l'infortuné Villeneuve et contre les éléments, moins prompts que la France à lui obéir, tout cela ne prouve-t-il pas que ce projet était sérieux, au moins dans sa pensée? L'Angleterre du moins l'avait pris pour tel, si l'on en juge par l'effort gigantesque qu'elle fit pour le déjouer.

Mais si le nouvel Empereur avait un œil sur la Grande-Bretagne, il en avait un autre sur le continent, et là, la première de ses préoccupations, c'était l'Italie. Chacun, en voyant disparaître ce nom menteur de *République Française,* s'était dit que celui de *République Cisalpine* ne tarderait pas à le suivre. L'Italie, à compte sur l'unité qui a toujours été son rêve, appelait de tous ses vœux la monarchie, que Napoléon ne demandait pas mieux que de lui donner. Il offrit à son frère Joseph

cette souveraineté vassale que celui-ci refusa, sous le prétexte assez étrange que, les deux États devant être séparés, il ne voulait pas renoncer à ses droits éventuels au trône de France. C'est alors que Napoléon se décida à ceindre lui-même, à côté de sa couronne impériale, cette seconde couronne qui aurait suffi à une ambition ordinaire. Puis, avec cette soudaineté de décision qui le caractérise, il part pour l'Italie, pour y poser lui-même sur son front la couronne de fer des rois Lombards, conservée dans le trésor de Monza.

Mais le nouveau César n'était pas venu en Italie seulement pour assister à des fêtes, son voyage avait un but plus sérieux : c'était d'incorporer à l'Empire français la République de Gênes. Resserrée entre la République Cisalpine, qui par ses douanes lui fermait la péninsule, et les croisières anglaises qui lui fermaient la mer, la cité des Doges se trouvait dans la plus fausse position du monde. En la réunissant à l'Empire, Napoléon ne vit qu'une chose, un port de plus pour lui sur la Méditerranée; mais il ne vit pas, dans son ambition à courte vue, les armes qu'il allait donner contre lui aux puissances du continent, surtout à l'Autriche qui, malgré tant de sévères leçons, regardait toujours l'Italie comme son domaine, et voyait une atteinte à ses droits dans chaque lambeau qu'on en détachait. Enfin la création du duché de Lucques pour la princesse Elisa Bacciochi, sœur aînée de Napoléon, acheva d'alarmer tous les rois. Déjà, avec un pressentiment trop bien fondé, ils se demandaient s'il ne faudrait pas bientôt au nouveau César un trône pour chacun de ses frères; déjà même Naples se sentait menacé, et peut-être faut-il faire remonter jusqu'à cette époque le projet, réalisé plus tard, de chasser les Bourbons des deux trônes qu'ils occupaient encore.

L'Autriche dès lors commença ses armements, en essayant de les cacher. La Prusse elle-même, oubliant sa politique cauteleuse et ses ménagements pour les deux partis, prêta l'oreille aux avances de la Russie, occupée en ce moment d'organiser une alliance de médiation, destinée en réalité à mettre au ban de l'Europe celui qui en troublait le repos. L'Angleterre qui attisait toutes ces haines, et était au fond de toutes ces intrigues, parvint à convertir le rêve mystique d'Alexandre en une coalition nouvelle contre la France. Bientôt le continent tout entier, moins l'Espagne, se trouva réuni contre la France, et se prépara à engager la lutte, avec cinq cent mille hommes, dont l'Autriche, à elle seule, avait fourni la moitié.

Devant l'Europe ainsi coalisée, qu'avait à faire Napoléon? Seul, ou ce qui est la même chose, avec l'Espagne pour alliée, il se sentait de force à tenir tête à l'Europe tout entière; mais il fallait d'abord en finir avec l'Angleterre. Pendant que les alliés perdaient un temps précieux à se décider à lui déclarer la guerre, il se préparait, avec cette rapidité d'allures qui déconcertait tous ses ennemis, à jeter tout d'un coup les cent cinquante mille hommes du camp de Boulogne sur la Grande-Bretagne, pour l'écraser sous cette invasion à laquelle elle avait fini par ne plus croire; puis à se retourner ensuite contre l'Europe, en attaquant un à un tous les coalisés, sans leur donner le temps de se reconnaître. Mais l'entreprise était au-dessus des forces d'un homme, fût-ce même du plus grand génie militaire qui ait existé depuis Jules César; car il fallait lutter avec les éléments, qui n'ont jamais obéi à personne, avcc l'infériorité de ses vaisseaux et de ses marins, comparés à ceux de l'Angleterre, et par-dessus tout avec le découragement et les

irrésolutions de Villeneuve, qui sentait déjà peser sur lui sa défaite à venir.

On se demandera peut-être en lisant ces pages : mais dans tout ceci, où est l'histoire d'Espagne? Hélas! il n'y en a pas, et ne pouvant l'inventer, nous sommes forcé de résumer celle de la France qui lui en tient lieu. L'Espagne, depuis le règne de Charles IV et du Prince de la Paix, a cessé d'exister par elle-même. Ce grand peuple, si plein naguère d'initiative et de mouvement, ne vit plus que d'emprunt, dans le domaine des faits comme dans celui des idées. C'est de la France qu'il reçoit sa consigne comme il en a reçu ses rois, et il en sera ainsi jusqu'au jour où ce noble peuple, se retrouvant lui-même, s'affranchira, par une lutte héroïque, du joug de l'étranger, pour se livrer ensuite pieds et poings liés, dans sa foi aveugle au principe monarchique, au despotisme le plus ignoble qui ait jamais pesé sur un pays. Mais avant d'arriver à la Guerre de l'Indépendance, la dernière et la plus grande date de cette histoire, il nous reste encore une page douloureuse à raconter, c'est Trafalgar; les gloires d'Austerlitz et d'Iéna, qui en ont consolé la France, n'existeront pas pour l'Espagne, et ne lui serviront qu'à river ses fers.

TRAFALGAR.

Avant de raconter cette page lugubre des deux histoires de France et d'Espagne, qui n'en font qu'une en ce moment, un mot encore sur Villeneuve, chargé de la lourde responsabilité de commander l'escadre coalisée qui devait se mesurer avec Nelson. L'amiral avait obtenu

ce poste de confiance sur la parole du ministre de la marine, Decrès, qui avait répondu de lui à Napoléon. Par son courage, par ses talents, Villeneuve n'était pas indigne de ce poste élevé; mais ce qui manquait chez lui, c'était le caractère qui, en guerre comme en politique, importe plus que le talent. L'idée de se mesurer avec Nelson, le premier homme de mer que possédât l'Angleterre, était déjà assez redoutable; mais une chose dont Villeneuve avait plus peur que de Nelson, c'était la colère de son maître! Napoléon comptait sur lui pour rompre les croisières anglaises devant Brest, pour affranchir ses flottes captives, et ouvrir enfin aux troupes du camp de Boulogne le chemin de l'Angleterre. Le courage personnel de l'amiral étant hors de doute, sa répugnance à jouer sur un coup de dés le sort des deux flottes s'explique par sa conscience de leur infériorité. Les navires espagnols surtout, radoubés et gréés à la hâte, n'ayant pas tenu la mer depuis des années, et incapables de garder leur place dans une ligne de bataille, étaient plutôt un embarras qu'une force. Les matelots, ramassés au hasard sur les quais de Cadix, ignoraient le service maritime, et n'avaient que du courage, sans expérience et sans discipline. Quoique fort au-dessus des marins espagnols, les matelots français, condamnés à l'inaction par un éternel blocus, commençaient aussi à se déshabituer de la mer; et c'était avec une pareille escadre qu'il fallait affronter l'élite des flottes anglaises, commandée par Nelson!

Le 30 mars, Villeneuve était parti de Toulon avec onze vaisseaux et six frégates pour aller rallier à Cadix la flotte espagnole, commandée par Gravina. Parvenu à échapper à Nelson qui croisait alors dans ces mers, au lieu de se diriger droit sur Brest, pour obéir aux ordres

de l'Empereur, la route qu'il prit pour s'y rendre, ce fut la Martinique, où il avait donné rendez-vous à une portion de la flotte espagnole qui n'avait pu le rejoindre à temps. Au fond, il n'avait qu'une pensée : éviter Nelson, comme Nelson n'en avait qu'une : rejoindre Villeneuve. Nous ne suivrons pas la flotte coalisée dans ces mers lointaines, où Nelson était venu la poursuivre, sans pouvoir l'atteindre; mais ramené dans les eaux de l'Europe par un ordre précis de l'Empereur qui lui commandait de venir débloquer la flotte de Gantheaume, prisonnière dans Brest, Villeneuve se trouvait le 22 juillet à cinquante lieues au large du cap Finistère, en Galice, lorsqu'il rencontra une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Calder. Celui-ci n'avait que quinze vaisseaux à opposer aux vingt navires et seize frégates des alliés. Avec un chef plus résolu, la victoire était assurée; mais Villeneuve perdit à hésiter le temps qu'il eût fallu employer à combattre. La bataille ne s'engagea qu'après trois heures du soir : Gravina, qui commandait l'avant-garde, emporté par son ardeur, et ayant le vent pour lui, attaqua, sans attendre les ordres du commandant en chef, le vaisseau amiral ennemi, et démantela complétement un vaisseau à trois ponts, qui essaya de le secourir. Mais une brume épaisse enveloppa bientôt les combattants; Villeneuve qui, en face du danger, retrouvait toujours son énergie, donna des ordres qui, à cause de l'obscurité, ne purent être obéis. Deux vaisseaux espagnols, poussés par le vent au milieu de la flotte ennemie, furent forcés de se rendre, après une héroïque défense. Villeneuve, au lieu d'essayer de les reprendre, refusa, malgré les instances de ses officiers, d'engager un nouveau combat où l'avantage eût été pour lui. Le lendemain, les Anglais, occupés à répa-

rer leurs avaries, étaient encore en vue. L'indignation était profonde à bord des alliés; le général Lauriston, aide de camp de l'Empereur, placé près de Villeneuve pour le stimuler et le surveiller à la fois, insistait pour une revanche; l'amiral s'y refusa longtemps, et quand il s'y décida enfin, les Anglais étaient trop loin pour qu'on pût les rejoindre. Tel fut ce combat, honorable après tout pour les deux flottes alliées, mais non pas pour leur chef, et où tout œil clairvoyant pouvait lire un prélude de Trafalgar.

Avant de sortir de la Corogne, où il avait relâché après sa rencontre avec Calder, Villeneuve avait reçu de l'Empereur un ordre plus formel encore de se diriger sur Brest, et de *se faire détruire*, lui et sa flotte, s'il le fallait, pour rompre cette chaîne de fer de la croisière anglaise. Mais, en apprenant la jonction, devant Brest, de Nelson avec Cornwallis et Calder, et la réunion des trois flottes, qu'il fallait affronter avec des vaisseaux mal équipés, mal montés, et dont une portion même était à peine en état de tenir la mer, Villeneuve rceula devant une pareille responsabilité. Au risque de provoquer la foudroyante colère de l'Empereur, il se dirigea vers Cadix, sourd aux instances, aux menaces même de Lauriston, placé à son bord pour y installer avec lui la volonté du maître.

Le 20 août, Villeneuve, poursuivi par son idée fixe d'éviter Nelson, était devant Cadix où il allait bientôt retrouver l'ennemi qu'il fuyait. Dans sa prudence exagérée, il n'osa pas attaquer, malgré l'immense supériorité de ses forces, la faible escadrille qui croisait devant ce port, et lui donna le temps de s'échapper. Villeneuve, il faut le dire, n'était plus lui-même, paralysé par la peur qu'il avait, non de la mort, mais de cette redou-

table colère que sa désobéissance allait déchaîner sur lui.

Pendant ce temps, que faisait Napoléon? Il était là, sur la plage de Boulogne, attendant, avec une fiévreuse impatience, l'arrivée de cette flotte sans laquelle il ne pouvait rien faire. Jour après jour, il faisait répéter à ses troupes, aussi impatientes que lui de partir, les détails compliqués d'un embarquement, toujours inutile! Sur toute la côte de l'Océan, depuis le fond de la Hollande jusqu'en Normandie, tout était prêt; chacun à bord avait sa place marquée, les bâtiments, tout chargés, n'attendaient que le signal de lever l'ancre, et Villeneuve n'arrivait pas! Aussi, après des alternatives de confiance et de découragement qui avaient duré plus d'un mois, quand arriva la fatale nouvelle : « La flotte coalisée a fait voile vers Cadix au lieu de Brest, » nous renonçons à peindre le désappointement, l'irritation, la fureur du despote, habitué à voir tout plier devant lui. Ainsi tous ses plans se trouvaient dérangés, tous ses préparatifs inutiles, toutes ses dépenses perdues! L'élite de ses armées était restée oisive pendant plus d'un an sur cette plage maudite; la coalition du Nord avait eu le temps de reprendre courage, et l'Autriche de s'armer, pendant qu'il menaçait l'Angleterre sans oser la frapper! Il fallait donc renoncer à un rêve si longtemps caressé; il fallait s'incliner devant la nécessité, plus forte que toutes les combinaisons du génie, reconnaître qu'il y avait au monde quelque chose d'impossible, même pour un Napoléon, et donner à l'orgueil des Anglais le triomphe de l'entendre avouer, devant l'Europe qui battait des mains, que l'Angleterre dans son île ne peut pas même être attaquée!

Mais Napoléon n'était pas homme à consumer son temps en stériles regrets : après avoir exhalé sa fureur

contre Villeneuve en écrivant à Decrès : « C'est un *misérable* qu'il faut chasser ignominieusement, et qui sacrifierait tout pour sauver sa peau, » son parti est bientôt pris : délivrant enfin son armée de sa longue inaction, il s'apprête à la jeter sur l'Autriche, et à commencer cette immortelle campagne qui doit aboutir à Ulm et à Austerlitz, mais aussi à Trafalgar!

Il fallait pourtant utiliser cette escadre, si imprudemment détournée de sa destination; il fallait laisser à sa tête l'amiral qui avait osé désobéir, en attendant l'heure de lui retirer son commandement, et de le punir comme il le méritait. Le 14 septembre, l'Empereur envoie à Villeneuve l'ordre de quitter Cadix, de rallier en passant quelques vaisseaux espagnols à Carthagène, de se diriger sur Naples, puis sur Malte pour y disperser les croisières anglaises, et de rentrer enfin à Toulon. S'il rencontre en route une escadre anglaise, il a l'ordre « d'attaquer sans hésiter, lorsque l'ennemi sera inférieur en forces, et d'avoir avec lui une affaire décisive. »

Le lendemain, 15 septembre, nouvelle lettre de l'Empereur à Decrès : « Il faut envoyer à Villeneuve un nouveau courrier, afin de rendre plus impératif l'ordre parti de la veille. » Et en même temps, comme pour tenir une épée suspendue sur sa tête : « Votre ami, écrit-il encore au ministre de la marine, sera probablement *trop lâche* pour sortir de Cadix; expédiez-y l'amiral Rosily qui prendra le commandement de l'escadre, et que Villeneuve vienne à Paris rendre compte de sa conduite. »

Une fois les choses venues à ce point, l'infortuné n'avait plus qu'un parti à prendre, c'était d'obéir, dût-il lui en coûter sa perte et celle de son escadre, afin de

montrer à Napoléon que ses craintes n'étaient pas lâcheté, mais prudence, et que s'il ne savait pas vaincre, il savait au moins mourir ! Mais ne voulant pas porter seul le poids d'une responsabilité pareille, il assembla en conseil de guerre les officiers supérieurs des deux nations, et leur soumit cette question : « L'escadre est-elle capable de tenir tête à une escadre anglaise, de force presque égale, et commandée par Nelson ? » La réponse fut unanime : « Non ! la plupart des vaisseaux sont mal gréés et mal armés ; une partie de leurs équipages, surtout sur les vaisseaux espagnols, manque de pratique de la mer, et n'entend rien au service de l'artillerie. » Villeneuve se hâta d'expédier à Paris le procès-verbal de la séance, et quoique sûr de courir à une perte certaine, lui et son escadre, en apprenant que celui qui venait le remplacer était déjà à Madrid, il n'hésita pas à marcher à la rencontre de Nelson.

La flotte des deux alliés, composée de trente-trois vaisseaux, cinq frégates et deux bricks, avait complété son armement aux dépens des arsenaux de Cadix ; mais ce n'était pas le matériel seulement, c'étaient aussi les hommes qu'il eût fallu changer, et une escadre s'improvise encore moins qu'une armée ! La flotte anglaise avait aussi compté trente-quatre vaisseaux, sans parler des frégates ; mais Nelson, sûr de vaincre, même avec des forces inférieures, n'avait pas craint d'envoyer sept de ses bâtiments se ravitailler à Gibraltar. D'ailleurs, le nombre des bouches à feu étant égal des deux côtés, c'en était assez pour rétablir l'équilibre. Et puis, les hommes aussi bien que les vaisseaux, éprouvés par des croisières sans relâche, avaient fait de l'Océan leur patrie, et n'auraient pas craint de tenir tête à des forces bien supérieures.

Nelson, informé par ses croiseurs de tous les mouvements de Villeneuve, s'attendait à une lutte, et n'avait rien oublié pour la rendre décisive. Rompant avec les traditions de la vieille tactique navale, au lieu de ranger son escadre sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi, il l'avait divisée en deux colonnes, l'une commandée par lui, l'autre par Collingwood, son ami. Son plan, c'était de rompre la ligne française sur deux points, au centre et à l'arrière-garde, et de la mettre ainsi entre deux feux, en lui fermant l'entrée de Cadix. Ses instructions, données à tous les capitaines de vaisseaux, se résumaient dans cette noble et fière consigne : « Les commandants qui, dans le combat, ne pourront apercevoir les signaux de l'amiral, ne sauraient mal faire s'ils placent leur vaisseau bord à bord avec un vaisseau ennemi. »

Enfin, le 19 octobre, la première division de la flotte alliée, sous les ordres du contre-amiral Magon, sortit de Cadix, et jeta l'ancre hors de la rade, en chassant devant elle un vaisseau et quelques frégates ennemies. Le lendemain, Villeneuve avec le reste de la flotte sortit à son tour, et se dirigea vers le sud, à la rencontre de la flotte anglaise qui croisait à l'entrée du détroit. Nelson en fit autant de son côté, et le 21 au matin, les deux escadres, encore séparées par quelques lieues, purent se mesurer l'une l'autre, et compter leurs vaisseaux. Les Anglais avaient tout pour eux, jusqu'au vent, qui soufflait de l'ouest, faible et incertain. La veille au soir, Villeneuve avait rangé sa flotte en bataille, sur une seule ligne. L'avant-garde était commandée par l'espagnol Gravina, l'arrière-garde par Dumanoir, et le centre par Villeneuve.

Nelson commença par courir une bordée à l'ouest,

pour revenir ensuite, avec le vent en poupe, fondre sur la longue ligne de l'ennemi. Mais Villeneuve, devinant le plan de son adversaire qui voulait, en attaquant son arrière-garde, lui couper sa retraite, donna à l'escadre entière l'ordre de virer de bord, et au lieu de marcher au sud vers Gibraltar, de se diriger au nord vers Cadix; l'avant-garde devint ainsi l'arrière-garde, et *vice versâ*. Mais la ligne de bataille, grâce à ce brusque déplacement, demeura mal tracée, et des vides dangereux se formèrent sur plusieurs points, à cause de l'inégalité de marche des bâtiments. Enfin, vers onze heures du matin, les deux divisions de la flotte anglaise, les amiraux en tête, arrivèrent à portée de canon, en menaçant sur deux points la ligne de l'ennemi. La supériorité de nombre des alliés, trente-trois vaisseaux contre vingt-sept, était pour eux un embarras au lieu d'être une force, car la portion de la ligne que les Anglais n'attaqueraient pas, c'est-à-dire l'avant-garde, allait rester inutile, sans oser quitter son poste, pour se porter sur les points menacés; c'était une faute, et elle allait bientôt être punie.

Cette scène imposante se passait à quatre lieues du cap Trafalgar, sur la côte ouest de la Péninsule, là où elle aboutit à la pointe de Tarifa, son extrémité sud. A dix lieues au nord se trouvait Cadix, refuge tout prêt pour la flotte alliée, et à quinze lieues au sud Gibraltar, point d'appui de la flotte anglaise, sur la limite des deux mers. En tête des deux colonnes d'attaque s'avançaient, voiles déployées, les deux amiraux, Nelson sur le *Victory*, Collingwood sur le *Royal Sovereign*, tous deux fort en avant de leur division, comme pour témoigner de leur confiance superbe en s'exposant seuls aux coups de l'ennemi. Le plan de Nelson avait été dérangé

par la brusque manœuvre de Villeneuve; il fallait renoncer à fermer à la flotte entière l'entrée de Cadix, et se contenter de la couper en trois tronçons, dont le plus avancé pourrait seul atteindre ce lieu de refuge. Collingwood, arrivé le premier sur le lieu du combat, dirige son attaque sur l'arrière-garde, et essaye de rompre la ligne entre le *Fougueux* et le *Santa Anna*, vaisseau espagnol à trois ponts. En passant derrière la poupe de ce dernier, le *Sovereign* lui lâche une bordée qui l'enfile dans sa longueur, et lui met d'un seul coup 400 hommes hors de combat. Il lâche en même temps son autre bordée sur le *Fougueux*, mais avec moins d'effet. Bientôt toute la division anglaise, au nombre de quinze vaisseaux, arrive après son chef de file, et cherche à passer entre les intervalles des navires alliés; elle y parvient sans trop de peine, car trois vaisseaux espagnols et un français ont cédé au vent, et se sont éloignés de la ligne. Mais trois vaisseaux français, le *Fougueux*, le *Pluton* et l'*Algesiraz*, monté par le contre-amiral Magon, résistent à l'attaque avec une rare énergie. Le *Prince des Asturies*, commandé par Gravina, le dernier vaisseau de la ligne dont il était naguère le premier, environné d'ennemis, tient tête à tous à la fois, et venge l'honneur du drapeau espagnol, que d'autres ont déjà compromis.

Bientôt arrive à son tour la colonne de Nelson, forte de douze vaisseaux dont plusieurs à trois ponts. Elle se dirige contre le centre des alliés qui ne compte que sept navires. Le *Victory*, dont la marche supérieure a laissé tous les autres bien loin derrière lui, se montre le premier sur le flanc de l'ennemi. Un feu terrible lui abat un mat de hune, et couvre son pont de morts et de blessés. Mais rien ne peut arrêter la marche triom-

phante du *Victory* : choisissant dans la ligne des alliés les deux adversaires les plus redoutables, le *Bucentaure*, monté par Villeneuve, et la *Santissima Trinidad*, espèce de colosse armé de cent quarante canons, il essaye de passer entre eux, par la seule force de son élan. Sur sept vaisseaux, appelés à en combattre douze, quatre, dont deux espagnols et deux français, avaient cédé au vent, et quitté leur poste, en laissant des vides déplorables dans la ligne de bataille. Mais tout fut réparé par l'héroïque dévouement des trois vaisseaux, restés en ligne. Nelson, ne pouvant séparer le *Bucentaure*, dont le beaupré s'est engagé dans la poupe de la *Trinidad*, change brusquement de plan, et passant derrière le *Bucentaure*, il le crible par la poupe de boulets et de mitraille, lui démonte ses canons, et lui met la moitié de son équipage hors de combat.

Le *Redoutable*, commandé par le brave capitaine Lucas, vient au secours de son amiral, et engage bord à bord avec le *Victory* une lutte désespérée. Mais dans l'intervalle, les onze autres vaisseaux de la division de Nelson ont rejoint leur amiral : trouvant le passage ouvert dans la ligne des alliés, l'arrière-garde aux prises avec Collingwood, l'avant-garde séparée du gros de la flotte et peu empressée de prendre part au combat, ils franchissent sans difficulté les espaces ouverts dans la ligne, et cherchent à envelopper de leurs feux le *Bucentaure* et la *Trinidad*.

Pendant ce temps, le *Redoutable* et le *Victory*, toujours bord à bord, se livraient un de ces combats désespérés où l'homme lutte d'acharnement avec les bêtes féroces. Le commandant Lucas, voyant une de ses batteries devenue inutile, place la moitié de ses matelots, armés de fusils, dans les hunes et dans les

haubans, d'où ils dirigent sur le *Victory* un feu d'autant plus meurtrier qu'il vient de plus haut. Sur l'arrière de son navire, Nelson, couvert d'un vieil uniforme qui a vu toutes ses batailles, appelait sur lui tous les regards, et semblait défier tous les coups. Déjà son secrétaire vient d'être tué à ses côtés ; vainement on l'engage à ménager une vie si précieuse, le devoir l'a cloué à cette place, et il refuse de la quitter, lorsqu'une balle, partie d'une hune du vaisseau ennemi, vient le frapper à l'épaule gauche, et pénètre de haut en bas jusque dans les reins. L'intrépide marin se sent blessé à mort, et s'affaisse sur le pont, en se soutenant sur une de ses mains : « C'en est fait, dit-il à son capitaine de pavillon, les Français en ont fini avec moi ! » On l'emporte presque sans connaissance, on l'entoure des soins les plus empressés, et chaque fois qu'il retrouve ses sens, c'est pour demander des nouvelles du combat.

Nelson mourant avait pu pressentir sa victoire ; la bataille était gagnée, du moment où les vaisseaux anglais avaient pu enfoncer la ligne des alliés. Le brave commandant du *Redoutable*, après avoir mis à bas la moitié de l'équipage du *Victory*, allait donner le signal de l'abordage quand le vaisseau anglais le *Téméraire*, accourant au secours de son amiral, vient se placer sur l'autre flanc du *Redoutable*, et le foudroyer d'une bordée de mitraille qui lui couche d'un seul coup deux cents hommes sur le pont. Un troisième ennemi, le *Neptune*, vient encore écraser de ses feux l'infortuné navire, en le prenant par la poupe, et l'héroïque Lucas, avec cinq cent vingt-deux hommes tués ou blessés sur six cent quarante, est enfin obligé de se rendre.

Au centre, le *Bucentaure*, son beaupré toujours en-

gagé dans la poupe du *Trinidad*, a perdu la liberté de se mouvoir, et essuie, sans pouvoir le rendre, le feu de onze navires anglais qui viennent l'un après l'autre lui lâcher leur bordée. Villeneuve, debout sur son gaillard d'arrière, appelle de tous ses vœux la mort qui frappe autour de lui sans vouloir l'atteindre. Bientôt le *Bucentaure*, avec son flanc droit et sa poupe démolis, ses mâts brisés, son pont semé de cadavres et de débris, devient incapable de se défendre ; Villeneuve, après avoir essayé en vain de passer sur un autre navire, tous les canots de son bord ayant été détruits, se voit en frémissant forcé de se rendre. Une chaloupe anglaise vient le conduire à bord d'un navire ennemi, où il est traité avec tous les égards dus au courage malheureux. La *Trinidad*, incapable de se défendre, a aussi amené son pavillon ; sur les sept navires du centre, trois seulement ont combattu, bientôt écrasés par le nombre ; sur les quatre autres qui avaient cédé au vent, un seul, un Français, le *Neptune*, a fait son devoir, et est revenu prendre part au combat.

Il était quatre heures et demie, et le sort de la bataille était décidé ; une partie seulement de la flotte coalisée avait été engagée : l'avant-garde tout entière, sous les ordres de Dumanoir, était restée inactive, ou n'avait essayé que trop tard, sur les signaux répétés de Villeneuve, de se mêler au combat. Des deux côtés, du reste, la mort avait fait d'affreux ravages, parmi les chefs comme parmi les soldats. L'amiral Magon venait de mourir sur son vaisseau incendié, pris à l'abordage par les Anglais. Sur le *Santa Anna*, le brave vice-amiral espagnol Alava, blessé à mort, ne s'était rendu qu'après avoir vu tous ses mâts abattus et son vaisseau rasé comme un ponton. Le *Fougueux*, avec son capi-

taine tué et quatre cents hommes morts ou blessés, avait été obligé de se rendre, et l'*Achille*, dévoré par les flammes, venait de sauter en l'air avec tous ceux qui le montaient. A l'arrière-garde, quatre vaisseaux espagnols, impropres à tout service, avaient quitté le champ de bataille pour aller se faire prendre par la division de Collingwood. Enfin l'héroïque Gravina, sur le *Prince des Asturies*, se défendit seul contre plusieurs vaisseaux; atteint par une blessure grave, dont il devait mourir plus tard, il n'en trouva pas moins l'énergie nécessaire pour remplacer Villeneuve prisonnier, et prendre le commandement de la flotte.

Il était cinq heures du soir : Gravina, voyant la bataille perdue sans retour, donna le signal de la retraite et l'ordre de se diriger sur Cadix. Sur les trente-trois vaisseaux de la flotte alliée, quinze seulement restaient disponibles; onze, dont cinq français et six espagnols, obéirent à l'ordre de Gravina; Dumanoir, avec les quatre autres, désespérant de regagner Cadix, dont le séparait la flotte ennemie, opéra sa retraite isolément pour aller se faire prendre, quelques jours après, par une croisière anglaise. Dix-sept vaisseaux espagnols et français avaient amené pavillon, et un avait sauté en l'air. Les frégates s'étaient tenues à l'écart du danger comme de l'honneur. Les alliés avaient perdu de six à sept mille hommes, tués, blessés, noyés ou prisonniers; les Anglais, plus heureux, n'avaient pas perdu un seul navire, mais presque tous avaient de graves avaries. Trois mille de leurs marins avaient péri, et de toutes ces pertes, la plus irréparable était celle de l'illustre Nelson.

Mais les deux escadres n'étaient pas au bout de leurs épreuves : pendant la nuit s'éleva une tempête terrible,

que Nelson avait prévue sur son lit de mort. Pendant que Gravina et ses onze vaisseaux, plus rapprochés de Cadix, se dirigeaient péniblement de ce côté, les Anglais, trop éloignés de Gibraltar, passèrent en pleine mer cette terrible nuit avec des bâtiments avariés, des cadres encombrés de blessés, en traînant à leur suite dix-sept navires prisonniers. Bientôt l'ouragan devint si furieux que les Anglais, forcés de veiller à leur propre salut, durent les abandonner à leur sort. Le glorieux débris de ce qui fut le *Bucentaure*, dressant à la hâte quelques mâts de rencontre sur son pont dénudé, se dirigea vers Cadix où il ne devait point arriver, car il acheva de se briser sur un écueil. L'*Algesiraz*, dépouillé de ses mâts, et n'ayant plus que deux cent soixante-dix hommes de valides, avait reçu à son bord soixante officiers et soldats anglais, chargés de surveiller les Français enfermés à fond de cale. Mais, pour faire face à la tempête, les Anglais durent appeler leurs prisonniers à leur aide. Ceux-ci, supérieurs en nombre, profitèrent de leur liberté pour changer de rôle avec leurs geôliers, en les faisant prisonniers à leur tour; puis avec quelques mâts de hune, dressés à la hâte sur les débris des mâts, ils essayèrent de se diriger vers Cadix, rendez-vous général des vaincus.

Le jour parut enfin : mais la tempête, au lieu de s'apaiser, redoublait de furie. Gravina, traînant après lui les débris mutilés de son escadre, parvient à grand'peine à rentrer dans Cadix; mais tous ses vaisseaux n'y arrivent pas avec lui. Le *Bucentaure* et l'*Indomptable* se brisent sur un écueil, appelé la *Pointe du Diamant*, à côté de l'*Algesiraz* qui, sauvé par miracle, rentre enfin à Cadix avec les premières heures du matin. Le *Redoutable*, dont la coque est criblée de boulets, vient de cou-

ler bas ; le *Fougueux* et le *Monarca*, hors d'état de manœuvrer, sont jetés à la côte et ne sont bientôt qu'un amas de débris. Ainsi s'émiette et disparaît peu à peu cette flotte, dernier effort de la France et de l'Espagne pour disputer à l'Angleterre le sceptre des mers. Les vaisseaux français, réfugiés dans Cadix, y restèrent bloqués jusqu'à l'époque du soulèvement de la Péninsule, où ils furent pris par les Espagnols qui, d'alliés, s'étaient changés en ennemis.

Les Anglais, avec leurs prises, étaient toujours en vue de Cadix, attendant que la tempête leur permît de regagner Gibraltar. Cette vue finit par inspirer au brave capitaine Cosmao, en sûreté dans la rade de Cadix, une de ces pensées héroïques qu'enfante le désespoir. L'aspect de ces navires français captifs, sous la double menace de la tempête et des canons ennemis, lui suggéra l'idée de les délivrer. Devenu à son tour commandant de ce débris d'escadre dont tous les amiraux étaient morts, mourants ou prisonniers, il répare à la hâte son vaisseau mutilé, et sort de Cadix, escorté des cinq frégates et de quatre navires espagnols et français, jaloux d'effacer la tache de leur inaction pendant le combat. Collingwood, en les voyant approcher, range aussitôt en bataille sa flotte, presque aussi maltraitée que celle des vaincus. Dans le désordre du combat qui s'apprête à recommencer, deux des vaisseaux captifs, la *Santa-Anna* et le *Neptuno*, parviennent à s'échapper, et Cosmao, évitant une lutte qu'il est hors d'état de soutenir, rentre triomphant à Cadix avec ce glorieux trophée dérobé à l'ennemi. Alors l'amiral anglais, craignant de ne pouvoir conserver le reste de ses prises, brûle ou coule à fond trois vaisseaux espagnols et un français, incapables de suivre la marche de l'escadre. Deux autres se per-

dent sur des récifs, en cherchant à s'échapper, et Collingwood rentre enfin à Gibraltar, n'ayant pu conserver que quatre de ses prises sur dix-sept.

Telle fut cette mémorable journée de Trafalgar, la dernière où les pavillons espagnols et français devaient se montrer en force sur l'Océan. C'est la seule grande page navale qu'on rencontre, depuis l'*Armada*, dans les fastes de l'Espagne, et c'est la date décisive dans l'histoire de son déclin. Après avoir perdu sa marine en un jour, il ne lui reste plus à perdre que ses colonies, qui vont bientôt lui échapper, et son existence de peuple, qu'elle ressaisira, il est vrai, par un sublime effort. Pour la France, au contraire, dans la marche triomphale de Napoléon, campant tour à tour dans toutes les capitales de l'Europe, de Vienne à Berlin, Trafalgar n'est qu'un accident fâcheux sur lequel le conquérant jette un voile, et que tant de triomphes vont faire bien vite oublier. Mais, au fond, cette défaite, trop facile à prévoir, ne doit pas être imputée à Villeneuve; elle est tout entière l'œuvre de Napoléon. Forcé, bien malgré lui, de renoncer à envahir l'Angleterre, il a voulu se mesurer avec elle sur le terrain où elle règne en souveraine, sur l'Océan! Il a été vaincu, et devait l'être, juste châtiment de cette folle présomption qui l'aveugle sur l'infériorité de ses flottes qu'il croit au niveau de ses armées. Son escadre, celle de son allié, et jusqu'à l'infortuné Villeneuve, se suicidant de sa propre main pour ne pas survivre à sa défaite, tout doit être sacrifié à cet orgueil insensé, exalté jusqu'à la folie par des succès inouïs, en attendant le châtiment dont l'heure doit bientôt venir.

Rien de plus frappant que le contraste entre la conduite des deux alliés après Trafalgar : Charles IV,

avec sa bonté toujours poussée jusqu'à la faiblesse, confond dans les mêmes récompenses ceux qui ont fui devant le danger et ceux qui lui ont fait face : il avance d'un grade tout Espagnol qui a assisté à cette sanglante journée, qu'il y ait ou non combattu. Napoléon, au contraire, ne veut pas qu'on se souvienne de Trafalgar; il ensevelit dans le même silence ceux qui ont versé leur sang pour lui, et ceux qui n'ont songé qu'à lui conserver ses vaisseaux. Point de blâme, point de récompense, l'oubli pour tous, telle est l'oraison funèbre des héros de Trafalgar.

L'Angleterre compte maintenant une page glorieuse de plus dans ses annales; mais elle a perdu Nelson, et cette perte suffit pour jeter un voile de deuil sur son triomphe. La lutte ne sera plus pour elle sur l'Océan, où personne ne lui conteste son empire; elle sera sur le continent, d'où le vainqueur d'Austerlitz va chercher à la bannir. Conduite merveilleuse de la Providence! c'est l'Espagne, maintenant l'ennemie de l'Angleterre, qui lui fournira bientôt une porte pour rentrer en Europe et un champ clos pour y combattre la France! C'est l'Espagne, traitée en pays conquis par Napoléon, et condamnée à donner gratis son or et des soldats à la France, c'est l'Espagne que Dieu a choisie pour infliger à ce féroce égoïsme le châtiment qu'il mérite! Oui, l'Espagne, appauvrie, diminuée, déchue de son rang de peuple libre à celui de vassale de l'Empire français, l'Espagne est l'écueil où va se briser cette fortune merveilleuse qui a tenu en échec pendant quinze ans tous les trônes du continent, et confondu toutes ses limites pour refaire une Europe nouvelle, façonnée dans le moule de la France! Sans la guerre de l'indépendance espagnole, Napoléon n'eût pas eu sur les bras celle de

Russie; s'il n'eût pas eu la moitié de ses forces engagées au delà des Pyrénées, une nouvelle coalition ne l'eût pas appelé à Moscou; enfin l'Europe soulevée contre lui ne fût pas venue à Paris lui infliger cette terrible revanche, qui n'est ni la dernière ni la plus cruelle de celles que les fautes de l'Empire ont déchaînées sur la France.

CHAPITRE III.

LE DRAME DE L'ESCURIAL. — TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU. EXPÉDITION DE PORTUGAL.

1806 A 1808.

Nous ne sommes encore qu'au début de ce drame compliqué, qui a commencé par l'asservissement de l'Espagne à la France, et qui finira par son émancipation. On ne recueille jamais que ce qu'on a semé; racontons d'abord les fautes; plus tard, nous verrons leurs châtiments et les fruits amers qu'elles auront produits. L'Espagne a déjà beaucoup souffert, et a beaucoup à souffrir encore; mais la faute en est moins à elle qu'à ceux qui la gouvernent, et surtout au dur conquérant qui n'a vu en elle qu'une mine à exploiter, qu'une province de plus à ajouter à son empire. Nous n'imputerons point au pauvre Charles IV la responsabilité de ces fautes dont il fut la première victime; nous la partagerons, par mesure presque égale, entre une reine dissolue, un favori incapable et corrompu, un héritier du trône à qui le malheur n'a enseigné que la haine et la fausseté; mais la plus large part sera pour l'orgueilleux despote qui, enivré de succès inouïs, a cru que tout lui était permis, et a traité tous les rois de l'Europe en

ennemis, quand ils ne voulaient pas être ses vassaux.

Napoléon, dans sa carrière toujours ascendante, touche au faîte, mais ne l'a pas encore atteint. Ce faîte, ce sera Tilsitt, le commencement de la fin, le point de départ des folies héroïques qui, de Madrid et de Moscou, finiront par le conduire à Sainte-Hélène! Après avoir monté si longtemps, bientôt il n'aura plus qu'à descendre. L'année 1805 vient de finir : à Ulm, sans livrer une bataille, il a forcé une armée autrichienne de quatre-vingt mille hommes à capituler; à Austerlitz, il a écrasé l'Autriche, et donné une sévère leçon à la Russie son alliée. Dans l'année qui s'ouvre, 1806, il va asseoir son frère Joseph sur le trône des Deux-Siciles, son frère Louis sur celui de la Hollande, en attendant qu'à Iéna et à Auerstædt, il traite la Prusse comme il a traité l'Autriche, et enlève à son souverain les deux tiers de son royaume. Sur ce faîte étourdissant, quelle tête d'homme serait assez forte pour se défendre du vertige! Celle du nouveau César n'y a pas résisté, et qui pourrait s'en étonner? Le sentiment d'un grand devoir à accomplir, seul point d'appui contre les entraînements du pouvoir, a toujours fait défaut chez Napoléon, et le génie, si puissant qu'il soit, ne peut pas y suppléer. Aux yeux de la foule, qui juge d'après l'événement, le succès suffit pour tout légitimer; mais il n'en est pas de même aux yeux de l'histoire, qui, se plaçant à distance des faits qu'elle raconte, pour donner aux passions le temps de se calmer, juge encore moins l'acte accompli que les motifs qui l'ont fait commettre.

Nous essayerons, dans ce triste débat où tout le monde a des torts à se reprocher, de faire la part de chacun, et de rester impartial, dans le blâme comme dans l'éloge. Un seul des acteurs du drame a droit à

notre sympathie, c'est le peuple espagnol, sorti plus grand de cette épreuve d'où tous les autres sont sortis diminués. Son seul tort, et qui ne le lui pardonnerait? c'est d'avoir cru à Ferdinand, que, dans son rêve patriotique, l'Espagne a transfiguré et changé en héros: généreuse illusion qu'elle devait payer, de son sang d'abord, puis de longues années de servitude, alternant, comme en France, avec la guerre civile et avec l'anarchie.

Nous sommes arrivés maintenant aux origines si confuses de la Guerre de l'Indépendance, baptême de sang où un peuple déchu avait besoin de se retremper. Au fond, le bon et faible Charles IV ressentait pour l'Empereur une admiration, disons plus, une affection sincère, troublée de temps en temps par les dures exigences du despote. Le Prince de la Paix, aucontraire, tout en rampant aux pieds du Maître qu'il fatiguait de ses basses adulations, éprouvait pour lui une aversion mêlée de peur qui n'attendait que l'occasion pour se trahir. Mais, après l'Autriche vaincue, quand ce fut le tour de la Prusse, quand l'inepte favori, aveuglé par ses rancunes, vit Napoléon engagé dans une guerre lointaine et semant partout des haines sur ses pas, Godoy crut enfin l'heure venue de jeter à son tour l'épée de l'Espagne dans la balance. Le 6 octobre, à la veille de cette victoire d'Iéna qu'il était loin de prévoir, il adressa au peuple espagnol une proclamation signée de lui. Dans cette pièce curieuse, le plus grossier manque de touche qu'un homme d'État ait jamais pu commettre, le Généralissime des armées du Roi appelait aux armes le peuple espagnol, sans désigner l'ennem contre lequel il voulait le lancer. Il invitait l'Espagne à s'unir à l'Autriche, à la Prusse et à la Russie dans une nouvelle coalition pour défendre leur indépendance, menacée par un ennemi qu'il ne nommait pas, mais que

tout le monde pouvait reconnaître. En même temps il travaillait sous main à s'assurer l'appui de l'Angleterre, toujours prête à conspirer contre la France.

A cette étrange levée de boucliers, l'Espagne, peu habituée à recevoir ses inspirations du Prince de la Paix, ne s'émut que de surprise. Tout le monde remarqua sur ce manifeste l'absence de la signature du monarque, tout le monde désigna par son nom l'ennemi que Godoy n'osait pas nommer. On ne nous dit pas ce que pensa Charles IV, si toutefois il se permit de penser quelque chose, tant étaient grandes ses illusions sur l'homme d'État que lui seul dans la Péninsule avait pris au sérieux. Quant à l'Espagne, elle ne bougea pas : l'heure du soulèvement national n'avait pas encore sonné, et ce n'était pas à la voix d'un Godoy qu'il devait s'opérer.

La proclamation du favori atteignit l'Empereur quelques jours après la bataille d'Iéna (14 octobre), et l'écrasement de la monarchie prussienne. On peut deviner ce qu'en pensa l'altier conquérant, avec quel sourire dédaigneux il accueillit cette malencontreuse adresse qui, comptant sur sa défaite, arrivait le lendemain de son triomphe. Aucune manifestation extérieure ne trahit sa pensée ; à une insulte aussi maladroite on répond par des actes, et non par des paroles. Mais Charles IV n'ayant jamais eu une pensée qui ne lui vînt de son favori, même sans avoir signé son manifeste, dut en partager la responsabilité. Pour qui connaît Napoléon et ses longues rancunes, si habilement dissimulées, il est permis de croire que la chute du Bourbon d'Espagne, pendant obligé de celle du Bourbon de Naples, fut dès lors arrêtée dans son esprit, et que cette provocation insensée lui porta le dernier coup.

Mais lorsque, en réponse à la proclamation de Godoy,

éclata comme une bombe l'étourdissante nouvelle de la bataille d'Iéna, comment peindre la confusion et le désespoir du triste favori? Perdre ainsi en un jour le fruit de tant de lâches calculs; s'aliéner l'arbitre de l'Europe, le jour même où la fortune, qui semblait avoir fait un pacte avec lui, venait de donner aux bruits répandus sur ses revers le plus éclatant démenti! En vérité, il fallait jouer de malheur pour avoir choisi un pareil moment! Le Prince de la Paix, le Roi, la Reine, l'Espagne entière se sentirent atterrés. Et pourtant il fallait, tant bien que mal, réparer la faute commise! Ordre fut donné à Izquierdo, l'agent personnel de Godoy à Paris, de courir au fond de la Prusse porter à l'Empereur les cordiales félicitations du Prince sur son nouveau triomphe. Quant au manifeste, qui s'était trompé de date, il devait l'excuser de son mieux, en affirmant que « l'ennemi anonyme, visé dans la proclamation, n'était et ne pouvait être que l'Angleterre, et que la présence d'une flotte anglaise dans le Tage avait seule motivé cet appel aux armes adressé à la Péninsule. » Les représentants de l'Espagne dans toutes les cours de l'Europe eurent ordre de publier cette explication à laquelle personne ne voulut croire. Un ambassadeur extraordinaire fut dépêché au vainqueur d'Iéna pour déposer à ses pieds ce tardif désaveu, avec les ardentes congratulations du couple royal et du favori. Le décret de Berlin qui établissait le *blocus continental*, et devait ruiner le commerce de l'Espagne, fut salué comme un bienfait par le Roi, devenu le docile sujet de l'Empire.

Mais un sacrifice qui dut coûter plus cher à son cœur, ce fut de sanctionner, lui Bourbon d'Espagne, la chute du Bourbon de Naples, et de reconnaître l'éphémère royauté du frère de Napoléon qui, après avoir remplacé Ferdinand IV sur le trône de Naples, devait bientôt remplacer

Charles IV sur celui de Madrid. Charles s'y était refusé d'abord; mais l'Empereur, en montant en voiture, avait laissé tomber ces paroles, calculées comme toutes celles qui lui échappaient : « Le Roi d'Espagne refuse de reconnaître mon frère ; son successeur le reconnaîtra. » Ces paroles furent reportées à Charles IV, et il céda; c'est ainsi, du reste, que finissaient toutes ses luttes avec l'autocrate.

L'Empereur, le plus pénétrant de tous les hommes quand la passion ne l'aveuglait pas, ne pouvait être dupe de ce maladroit désaveu. Depuis longtemps, à travers les lâches flatteries de Godoy, il avait lu dans son cœur, et senti la haine percer sous la bassesse. Mais le moment n'était pas venu de donner cours à ses ressentiments, et le vainqueur d'Iéna, versé comme ses compatriotes dans l'art de dissimuler, savait caresser un ennemi en attendant l'heure de l'écraser. D'ailleurs ses projets sur la Péninsule n'étaient pas encore arrêtés; la question du Portugal était mûre dans son esprit, et celle de l'Espagne ne l'était pas. Pour en finir avec le dernier des Bourbons, il fallait un prétexte, et la proclamation du Prince, trop indirecte et trop vite désavouée, ne pouvait pas lui en servir. Il reçut donc avec une sérénité menteuse les félicitations du Roi et les excuses du favori; il se contenta de leur infliger, comme un châtiment adouci par sa clémence, l'envoi de quinze mille soldats sur les bords de la Baltique. Ainsi le Prince de la Paix, au lieu de s'unir à la coalition nouvelle dont il avait menacé l'Empereur, fut forcé de se joindre à lui pour la combattre.

Napoléon avait coutume de mûrir longtemps ses projets avant de les arrêter : dès 1805, il avait écrit à la Reine de Naples. Marie-Caroline, que « à la première guerre qu'elle susciterait contre lui, elle et sa postérité

cesseraient de régner, et que ses enfants seraient réduits à mendier dans toutes les cours de l'Europe de quoi soutenir la vie de leurs parents » ; et la menace n'avait pas tardé à se réaliser. Or le Portugal était, plus ouvertement encore que Naples, soumis à l'influence anglaise. Le *blocus continental* devenait impossible, aussi longtemps que les Anglais auraient là une porte toujours ouverte pour entrer sur le continent. Décidé à enlever, s'il le fallait, le Portugal à ses Rois pour le soustraire à la domination britannique, Napoléon, tout en préparant une nouvelle campagne contre la Russie, méditait, pour cette même année 1807, une expédition sur les bords du Tage, et, dans cette guerre difficile, il ne pouvait se passer d'avoir l'Espagne pour alliée. De là sa clémence dédaigneuse envers le favori, en attendant l'heure du châtiment; mais tous ces ménagements n'empêchaient pas les desseins du conquérant de suivre leur cours; son énergique volonté n'en pesait que plus lourde sur la Péninsule et sur son triste gouvernement, incapable d'une résistance sérieuse.

Après la paix de Tilsitt, quand Napoléon, deux fois vainqueur d'Alexandre, réussit, par un prodige d'habileté, à se faire un allié de son ennemi de la veille, Godoy, toujours aux genoux du vainqueur, avait envoyé le duc de Frias le complimenter sur sa victoire. L'Empereur accepta les félicitations, mais signifia en même temps son immuable résolution d'en finir avec le Portugal; il somma l'Espagne d'entrer franchement dans la lice, et de lui prêter son concours pour assurer la réalité du *blocus continental*, expulser les Anglais du Portugal, et leur fermer à jamais l'entrée de la Péninsule.

Au même moment, Napoléon signifiait à l'ambassa-

deur portugais à Paris que, si le Régent ne s'engageait pas à exclure tous les résidents anglais de ses États, et à se saisir de leurs personnes et de leurs propriétés, il pouvait s'attendre, sous le plus bref délai, à voir une armée française et espagnole sous les murs de Lisbonne. Le Régent, gendre de Charles IV, prince honnête et pieux, mais incapable comme lui, qui gouvernait le Portugal sous le nom d'une Reine tombée en enfance, voyait depuis longtemps l'orage s'amasser sur sa tête : pressé par les dures exigences de Napoléon, il avait concerté avec le cabinet de Londres une exclusion simulée des Anglais de son royaume. L'Empereur le savait, et c'était pour brouiller le cabinet de Lisbonne avec celui de Londres qu'il avait exigé cette mesure inique, justifiée, autant qu'une iniquité peut en excuser une autre, par le mépris de l'Angleterre pour tous les principes du droit des gens, lors de la rupture de la paix d'Amiens.

Avec Napoléon, l'effet suivait toujours de près la menace : aussi eut-il bientôt réuni à Bayonne un corps de vingt-cinq mille soldats d'élite, avant-garde d'une expédition plus sérieuse que celle de 1801. A leur tête il plaça Junot, son premier aide de camp, ancien ambassadeur à Lisbonne, et qui connaissait bien le pays où il allait porter la guerre. Une armée de réserve se forma sur-le-champ pour remplacer celle qui allait quitter Bayonne. Au nord, le vainqueur de Friedland pouvait s'appuyer maintenant sur l'amitié du Czar et sur l'indignation générale qu'avait soulevée l'odieux attentat de l'Angleterre contre le Danemark. Au midi, il lui fallait aussi un allié; l'Espagne, dans son impuissance, avait à choisir entre ce rôle et celui d'un ennemi; les protestations du Prince de la Paix allaient être mises à une sérieuse épreuve.

Enfin, le 12 octobre, le Régent de Portugal ayant répondu par un refus à la sommation de l'Empereur, Junot reçut l'ordre de franchir les Pyrénées, et de marcher sur Lisbonne par Burgos, Salamanque, Ciudad-Rodrigo et la rive droite du Tage. L'Espagne avait promis son contingent; elle n'avait plus rien à refuser maintenant à Napoléon, et d'ailleurs un vague espoir lui disait que, dans cette conquête faite en commun, une part des dépouilles serait nécessairement pour elle. Sans doute il en coûtait à l'honnête Charles IV de conribuer ainsi à détrôner son gendre, au mépris des liens étroits qui unissaient les deux familles; mais l'Espagne soupirait depuis des siècles après l'unité, et à ce titre, toute guerre contre le Portugal y était d'avance populaire. L'Empereur, en annonçant au Roi le départ de son armée de Bayonne, lui avait tendu cette amorce : « Je m'entendrai avec Votre Majesté, lui écrivait-il, pour faire du Portugal *ce qui lui conviendra*, et, en tout cas, la suzeraineté lui en appartiendra, comme Elle a paru le désirer; » et les scrupules du digne monarque s'étaient bientôt évanouis devant une pareille promesse.

On se demandera peut-être si Napoléon avait formé, dès cette époque, le projet de faire suivre la conquête du Portugal de celle de l'Espagne, et de se débarrasser de cette triste famille dont le nom seul évoquait devant lui le fantôme d'une Restauration? Il n'est guère permis d'en douter quand on songe à sa dureté mêlée de dédain envers l'Espagne, et à la blessure profonde que le manifeste de Godoy avait dû laisser au fond de son cœur. Dans ce partage du Portugal, offert à Charles IV comme un grossier appât, peut-on voir autre chose qu'un prétexte pour ouvrir la voie à l'invasion française dans la Péninsule, en commençant par Lisbonne pour finir par

Madrid? Ainsi, les instructions de Junot lui enjoignaient de faire lever les plans des provinces espagnoles qu'il devait traverser; or, comment expliquer un pareil ordre, si ce n'est par le pressentiment que l'armée française entrerait un jour en ennemie dans ce pays qu'elle traversait en alliée?

Mais pour décider Charles IV à détrôner son gendre, encore fallait-il qu'il sût plus nettement ce que lui ou les siens devaient y gagner. De si haut que Napoléon fût habitué à le traiter, il avait besoin de s'assurer de sa coopération dans une entreprise difficile, lointaine, où la porte devait constamment rester ouverte, pour sortir comme pour entrer. L'Espagne et son Roi avaient bien des injures à oublier pour devenir les sincères alliés de la France : ainsi, dans le traité de Tilsitt, l'Empereur, pour faire reconnaître son frère comme Roi des Deux-Siciles, avait offert en indemnité aux Bourbons chassés de Naples les îles Baléares, comme si le Roi d'Espagne devait être trop heureux de voir sa couronne dépouillée d'un de ses plus beaux fleurons, pour en doter son frère dépossédé. Il fallait donc, dans cette conquête éventuelle du Portugal, faire une part à Charles IV, ou, ce qui était la même chose, à son favori. De plus, il fallait une indemnité à la Reine d'Étrurie, fille de Charles, que Napoléon venait de mettre à la porte de son semblant de royaume, décidé à ne plus souffrir de Bourbons en Italie, en attendant l'heure de les chasser de l'autre péninsule.

Ainsi s'explique ce traité de Fontainebleau, mystification solennelle, destinée à amuser l'Espagne et ses souverains, et à s'assurer leur concours. Ce traité assignait au Prince de la Paix la souveraineté d'un petit État de quatre cent mille habitants, au sud du Portugal,

sous le nom de *Principauté des Algarves*. La part de l'ex-Reine d'Étrurie était au nord, sur le Duero, et comprenait un lot d'environ huit cent mille âmes, sous le titre de *Lusitanie Septentrionale*. Les deux États devaient reconnaître la suzeraineté de l'Espagne, mais sans pouvoir jamais être réunis à sa couronne. On le voit, la part faite à Charles IV n'était pas brillante; mais Napoléon se méfiait trop de l'Espagne pour satisfaire sa vieille ambition de refaire son unité aux dépens du Portugal. Quant au Prince de la Paix, cette satisfaction, purement nominale, flattait à la fois la vanité et l'intérêt du favori qui, voyant croître chaque jour son impopularité, et l'orage s'amasser contre lui, était bien aise de s'assurer un refuge hors de l'Espagne, quand il viendrait à éclater.

Dans sa future conquête, Napoléon s'était fait sa part, aussi large qu'était mince celle de Charles IV : il se réservait les provinces de Beira, de Tras-os-Montes, et de l'Estrémadure portugaise, c'est-à-dire Lisbonne et le Tage, avec une population de deux millions d'habitants. Ces provinces devaient être gardées en dépôt par lui jusqu'à la paix, et l'on disposerait alors d'elles « au gré des hautes parties contractantes ». Mais leur possesseur, fût-ce même le Roi de Portugal, devait reconnaître la suzeraineté de l'Espagne. En échange de son diminutif de royaume, la Reine d'Étrurie abandonnait ses États d'Italie à l'Empereur des Français; celui-ci garantissait à Charles IV toutes ses possessions au sud des Pyrénées, et le reconnaissait comme *Roi des Espagnes* et *Empereur des Amériques*, innocente satisfaction donnée au puéril amour-propre du vieux Roi! Enfin les deux alliés devaient s'entendre pour se partager par moitié les vastes colonies du Portugal au delà des mers, et Charles

ne s'était même pas dit que son gendre, une fois chassé du Portugal, pourrait être heureux de trouver un asile au delà des mers.

Dans ce semblant de traité, qu'on entoura du plus profond mystère, Napoléon atteignait un double but : il exploitait la crédulité du Prince de la Paix, seul capable de prendre au sérieux sa souveraineté des Algarves, et il enchaînait l'Espagne à la fortune de la France, en attendant l'heure de disposer d'elle comme il disposait du Portugal, même avant de l'avoir conquis. Maître de toutes les forces de la Péninsule, et le crédule Godoy n'ayant plus rien à refuser à celui qui faisait de lui un souverain, l'Empereur exigea qu'une armée espagnole de vingt-six mille hommes vînt se mettre sous les ordres de Junot, commandant en chef de l'expédition. Une annexe du traité stipulait « la formation à Bayonne d'une seconde armée de quarante mille hommes, qui ne devait entrer sur le territoire espagnol qu'en cas de besoin, et *avec le consentement du Roi.* » Mais qu'aurait pensé le bon Charles IV, s'il avait lu la lettre où Napoléon recommandait à Junot d'entrer *en ami* sur le territoire portugais comme sur le territoire espagnol, en ajoutant plus loin : « *Mon parti est pris de m'emparer du Portugal.* Dans les places fortes que vous aurez dans vos mains mettez des commandants français, et vous vous assurerez de ces places. Je n'ai pas besoin de vous dire *qu'il ne faut mettre aux mains des Espagnols aucune place forte,* surtout du pays qui doit demeurer dans mes mains. » Ajoutons que ce traité dérisoire fut conclu, par l'entremise d'Izquierdo, et à l'insu des deux ambassadeurs, avec le Roi d'Espagne et le Prince de la Paix, et resta un mystère pour le cabinet de Madrid. Ce silence suffirait pour nous révéler les arrière-pensées de

l'autocrate français, qui y gagnait d'endormir l'Espagne dans une fausse sécurité, en l'empêchant de voir dans la ruine du Portugal un présage de la sienne.

Mais pendant que tout ceci se passait, pendant que l'armée de Junot traversait l'Espagne *en amie*, et que l'armée espagnole se disposait à la rejoindre, un drame plus sérieux se passait à l'Escurial. On sait les profonds ressentiments de l'héritier du trône contre le favori qui, après avoir aliéné de lui le cœur de ses parents, ne perdait pas une occasion de l'humilier, et le tenait à l'écart des affaires de l'État. Ferdinand avait alors 23 ans; plus intelligent que son père, il était loin de l'égaler en bonté et en droiture. La bassesse et la fausseté étaient les traits saillants de son caractère. Marié à une princesse de Naples, il avait trouvé chez elle une digne associée à ses rancunes contre la Reine et le Prince de la Paix. Vive, intelligente, hautaine, Maria-Antonia avait pris bientôt un ascendant marqué sur son époux, et attisait encore ses amers ressentiments. Tout d'un coup (le 20 mai 1806), cette jeune princesse, qui portait en elle un germe de phthisie, vint à mourir. Chez un peuple crédule, passionné, qui avait épousé avec ardeur la cause de l'infant opprimé, la conviction fut bien vite acquise que la Reine et le favori avaient voulu se débarrasser d'un censeur importun, et que la princesse était morte empoisonnée. Ferdinand, tendrement attaché à son épouse, partagea cette conviction, devenue pour l'Espagne un article de foi, et une barrière infranchissable de haine sépara désormais les membres de cette déplorable famille.

Ferdinand avait eu pour précepteur, et gardait pour conseiller et pour ami un homme qui exerçait sur lui la plus fâcheuse influence : c'était le chanoine Escoïquiz,

grave étourdi, intrigant maladroit, le plus dangereux de tous les guides pour un esprit faible et passionné comme celui de son élève. La France, nous voulons dire Napoléon, avait alors pour représentant à Madrid le général Beauharnais, frère du premier mari de Joséphine, âme loyale et confiante, mais esprit étroit, peu capable de comprendre, tout en les servant, les profonds desseins de son maître, qui lui avait laissé ignorer la conclusion du traité de Fontainebleau.

En arrivant à Madrid, l'ambassadeur avait eu à choisir entre la Reine et le favori d'une part, de l'autre l'héritier du trône avec la nation derrière lui. Il n'avait pas hésité, et avait pris parti pour Ferdinand. Godoy, moins aveuglé par la haine que la Reine sa complice, sentait par moments la nécessité de songer à l'avenir, et de ménager davantage celui qui devait un jour régner sur l'Espagne. La santé de Charles IV, minée par ces chagrins de famille, déclinait visiblement; un instant même on avait cru sa fin prochaine. Il n'y avait pas un instant à perdre : déjà l'Espagne frémissait d'espérance et de joie à l'idée d'échapper à un joug détesté, et de voir sur le trône son Prince bien-aimé, à qui elle prêtait toutes les vertus dont il aurait eu besoin pour la relever. Godoy, d'accord avec la Reine, sut persuader au faible monarque de faire épouser à son fils l'infante Maria-Thérésa de Bourbon, seconde fille de l'infant don Luis, et sœur de la femme du favori. Le Roi, qui n'eut jamais une volonté à lui, se prêta de bon cœur à ce plan, destiné à perpétuer le pouvoir du favori, qui serait ainsi devenu le beau-frère de son futur souverain. Mais Ferdinand, qu'on daigna consulter à la fin, après avoir disposé de lui, rejeta ce projet avec indignation : « Moi, dit-il, devenir le beau-frère de Godoy, jamais ! ce serait

un opprobre! » Ni prières, ni menaces ne purent ébranler sa résolution, car dans son refus, il sentait l'Espagne derrière lui!

La Reine et le favori, poussés à bout, changèrent alors de batteries. Ferdinand devint pour sa mère un ennemi qu'il fallait à tout prix écarter du trône. Le seul moyen c'était de le faire déclarer par son père inhabile à régner, et de le remplacer par son frère don Carlos, mesure dangereuse en face d'un pays surexcité, qui croyait en Ferdinand comme en un Messie libérateur! Godoy, dans son aveugle vanité, avait senti le besoin d'ajouter d'autres honneurs à ceux qu'il possédait déjà : Napoléon, dans sa lutte avec l'Angleterre, se plaignait sans cesse du déclin de la marine espagnole; or, le seul moyen de la ressusciter, n'était-ce pas de mettre à sa tête le génie réparateur qui avait déjà réorganisé l'armée, les finances, l'industrie, l'agriculture, en un mot, l'Espagne tout entière? Charles IV, le seul homme dans tout son royaume qui crût encore au Prince de la Paix, accueillit avec transport cette idée, et Godoy, à tous ses titres, ajouta celui de *Grand Amiral*, illustré naguère par Christophe Colomb, et par don Juan, le vainqueur de Lépante. Un palais de l'amirauté fut élevé pour lui dans le plus beau quartier de Madrid. Commandant en chef de toutes les armées espagnoles, il prit aussi sous sa garde la demeure de ses souverains, pour les préserver des complots d'un fils dénaturé, et se fit nommer *colonel général de la maison du Roi*. Décoré du titre d'*Altesse Sérénissime*, pliant sous le poids de tous ces pouvoirs qu'aucun sujet n'avait jamais réunis sur sa tête, il lui fallut encore une garde pour veiller sur cette vie si précieuse. Enfin son frère fut créé Grand d'Espagne et colonel des gardes.

Par malheur, ce projet d'écarter du trône l'héritier présomptif répugnait, par sa nature même, au secret dont il eût fallu l'entourer. Godoy, en sondant les dispositions des deux Conseils de Castille et des Indes, avait lui-même soulevé le voile, et laissé pressentir son dessein. L'héritier du trône, si annulé qu'il fût, avait pourtant un parti à la cour, et le pays tout entier était avec lui. Son ancien gouverneur, le duc de San Carlos, majordome de la maison du Roi, et le duc de l'Infantado, étaient à la tête de ce parti dont la cheville ouvrière était le chanoine Escoïquiz. Ambitieux et remuant comme le haut clergé espagnol, « tolérant pour le vice et intolérant pour l'hérésie » (tel est le jugement qu'en porte M. Thiers), le digne chanoine se flattait de jouer le rôle du Prince de la Paix sous le règne de son élève. Aussi ne négligeait-il rien pour lui ouvrir le chemin du trône que le favori cherchait à lui fermer. Déjà, en 1806, Godoy, voulant effacer le souvenir de son imprudent manifeste, avait chargé Izquierdo de sonder le terrain, et de voir si l'autocrate français daignerait accorder à Ferdinand le main d'une de ses nièces. S'il eût réussi, il réconciliait Napoléon avec l'Espagne, et réalisait un des vœux secrets du soldat couronné, celui de greffer sa race plébéienne sur une des souches les plus illustres du continent; enfin il apaisait ainsi les vieilles rancunes de Ferdinand, et s'assurait l'appui de la future Reine qu'il aurait dotée d'une couronne.

L'affaire en était restée là, et ne paraît pas même être venue à la connaissance de l'Empereur. Sans doute Izquierdo, après quelques tentatives malheureuses, avait reculé, dans cette négociation délicate, de peur de se heurter contre un refus. Mais, en ce moment, par une étrange coïncidence, les conseillers de Ferdinand, cher-

chant à affranchir le Prince de la tutelle du favori, ne trouvèrent pas d'autre moyen que de demander pour lui à l'Empereur la main d'une de ses nièces. Le remuant chanoine fut chargé de la négociation : l'ambassadeur de France passait pour hostile au Prince de la Paix ; Escoïquiz s'empressa de le voir, en grand secret, et de s'ouvrir à lui. Beauharnais, si novice qu'il fût en diplomatie, sentit le prix d'une pareille ouverture, et le parti que son maître pourrait en tirer, et il lui transmit, avec des précautions infinies, la requête de Ferdinand; mais ces négociations restèrent enveloppées d'un tel mystère que l'Empereur, fatigué de tous ces ambages, demanda des explications plus précises. Alors Ferdinand, franchissant le pas décisif, écrivit à Napoléon pour confirmer la démarche de son fondé de pouvoirs, et la renouveler en son propre nom. Voici trois lignes de sa lettre, elles peindront l'homme et le pays : « ... Il élève la voix vers le héros qui efface tous ceux qui l'ont précédé ; il implore sa protection paternelle, et le prie de lui accorder l'honneur de s'allier à la famille Impériale. »

Rien ne pouvait venir plus à propos pour les secrets desseins de Napoléon sur l'Espagne. Il avait maintenant à choisir entre deux rôles : celui de tuteur de l'infant opprimé, s'il se décidait à l'honorer de son alliance, ou celui de protecteur du Roi d'Espagne, dont le fils et l'héritier, méconnaissant l'autorité de son père, cherchait à se marier sans sa permission. Dans les deux cas, le tout-puissant César se posait en arbitre suprême de la Péninsule, et intervenait dans les intérêts les plus délicats de la famille de ses Rois. En retardant sa décision, il tenait en suspens les deux partis, et se réservait, à son heure et à sa convenance, de prononcer l'arrêt qui devait fixer leur destinée. Beauharnais fut donc chargé de

bercer le jeune prince de promesses que l'on pourrait désavouer au besoin, et de l'encourager à repousser tout autre projet d'union. Ainsi, même avant d'être monté sur le trône, Ferdinand était déjà vendu à la France. Napoléon, servi par la fortune autant que par son habileté, allait régner à la fois à Madrid sur deux générations de Rois!

Mais les événements marchent parfois plus vite que toutes les prévisions de la sagesse humaine : les négociations d'Escoïquiz avaient commencé deux mois avant la conclusion du traité de Fontainebleau, et n'avaient pas abouti encore ; les précautions obligées de l'infant et la prudence exagérée de Beauharnais peuvent seules expliquer ces lenteurs. Ainsi la lettre du Prince, datée du 11 octobre, n'avait été expédiée que le 20, pour arriver le 28 à Paris. Mais, dans l'intervalle, d'autres lettres, parties du camp opposé, étaient venues de Madrid modifier la politique de l'autocrate français.

Les conciliabules de Ferdinand avec ses amis, les longues heures passées par lui à écrire, les allées et les venues d'Escoïquiz n'avaient pu échapper aux yeux vigilants des espions qui les surveillaient. La Reine, informée de tout, parvint à persuader à son crédule époux que son fils en voulait à son trône, et peut-être à sa vie, qu'une odieuse conspiration se tramait contre lui, et qu'il fallait saisir les papiers du Prince pour en avoir la preuve. Charles ne sentit pas la portée de l'acte qu'on exigeait de lui : il ne comprit pas que, quand on en est venu à déshonorer l'héritier du trône aux yeux du pays, du moment qu'on l'a accusé, il faut le proclamer coupable. Le 27 octobre, les papiers du Prince furent saisis ; lui-même, atterré par ce coup imprévu, livra tout sans résistance. On trouva d'abord une lettre

à son père, où il essayait d'ouvrir ses yeux, volontairement fermés, en lui dénonçant toutes les turpitudes, tous les crimes du Prince de la Paix. Sans accuser directement sa mère d'une liaison adultère avec Godoy, il insistait sur le scandale de leur intimité, étalée sans pudeur aux yeux de la cour et du pays, et suppliait le Roi de mettre un terme à tous ces désordres, et d'affranchir enfin l'Espagne du joug de l'ignoble favori.

On peut juger de la fureur de la Reine en lisant ce réquisitoire, dressé par un fils contre sa mère, et où il la dénonçait, elle et son amant, à son père, à l'Espagne, au monde entier. Du reste, Ferdinand ayant gardé avec son père toutes les formes du plus profond respect, il n'y avait pas lieu à appeler sur lui la vindicte des lois. Mais d'autres papiers encore avaient été saisis : d'abord un chiffre destiné à des correspondances secrètes, puis un décret où le Prince, agissant comme s'il était déjà Roi, nommait le duc de l'Infantado capitaine général de la Nouvelle-Castille; seulement, la date avait été laissée en blanc, pour y être apposée le jour de la mort du Roi.

Il n'en fallait pas plus à la Reine pour voir là une conspiration en forme contre l'autorité et la vie du monarque. Dès lors elle pesa sans relâche sur son malheureux époux, et finit par obtenir de lui l'ordre d'arrestation du Prince. Tout ceci se passait à l'Escurial; le favori, malade des suites de ses débauches, était resté à Madrid. Charles, se prêtant avec regret au rôle qu'on lui imposait, alla lui-même demander au Prince son épée, et le constituer prisonnier dans son appartement. Après un pareil éclat, on ne pouvait plus reculer devant la publicité; les membres des Conseils furent convoqués avec les ministres, pour entendre lire l'acte où un père et un Roi, aveugle instrument d'une Reine adultère et de son amant, se portait

l'accusateur de son propre fils, pour le faire déclarer indigne de lui succéder.

Après Madrid, il fallait encore initier l'Espagne aux scandales intimes de la famille de ses rois. Charles, toujours docile, se chargea de ce soin dans une proclamation où il accusait son fils d'avoir attenté à sa vie, et le dénonçait à l'indignation de ses fidèles sujets. Puis on songea à la France et au nouveau Louis XIV qui, comme l'autre, régnait à la fois des deux côtés des Pyrénées. C'est encore à l'infortuné Charles que fut confiée cette ingrate mission. Nous citerons en entier la lettre qu'on lui dicta; elle donne une idée exacte des relations de Charles IV avec son tout-puissant suzerain.

« Monsieur mon frère,

« Dans le moment où je ne m'occupais que de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand je croyais que tous les complots de la *ci-devant Reine* de Naples étaient ensevelis avec sa fille, je vois, avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue a pénétré jusque dans mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux! Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot horrible de me détrôner, il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter à la vie de sa mère. Un attentat si affreux devait être puni avec la rigueur la plus exemplaire. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée. Un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur, et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses complices, pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un seul moment pour en instruire V. M. I. et R., en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils.

« Sur quoi, je prie Dieu, mon bon frère, qu'il veuille avoir V. M. I. et R. en sa sainte et digne garde. »

« Charles.

« 28 octobre 1807. »

Cette lettre atteignit Napoléon avant celle de Ferdinand, et il se trouva ainsi investi par tous les membres de la famille royale du droit, du devoir même de s'immiscer dans leurs démêlés les plus intimes. Devenu leur unique arbitre, il pouvait à son gré exclure du trône le Prince des Asturies, en se rangeant contre lui du côté de ses parents, ou forcer ceux-ci à le réhabiliter en lui accordant la main d'une princesse de sa famille. Enfin un dernier parti, celui qu'il préférait, c'était d'en finir avec les Bourbons d'Espagne, de se débarrasser pour jamais de cette race dégénérée en étalant leurs turpitudes aux yeux de l'Europe, comme eux-mêmes les étalaient devant leur propre pays. Mais une seule chose l'embarrassait, c'était leur servilité. Quel prétexte trouver pour sévir contre des vassaux tremblants qui rampaient à ses pieds? Que dire à l'Europe, que dire à ses Rois, tous solidaires l'un de l'autre, pour justifier la chute d'un de ces vieux trônes qu'elle s'était habituée à croire inviolables, à force de les voir durer?

Napoléon hésita longtemps, quelque habitué qu'il fût à trancher par l'épée tous les nœuds gordiens. Sans doute, à cette heure solennelle, l'avenir de l'Espagne et le sien durent lui apparaître, comme dans un rêve prophétique; il dut se voir aux prises, d'un côté avec toutes les puissances du continent, menacées dans leur existence même, et de l'autre, chose plus grave encore! avec une nation fière, rebelle au joug, même après l'avoir porté si longtemps, et qui ne plierait pas sous sa volonté de fer, comme la race amollie de Naples et des Calabres. Son bon génie, rarement écouté, essaya en vain de l'arrêter sur le bord de l'abîme; la voix de l'ambition, surexcitée par le succès, fit taire celle de la prudence. Le sort en fut jeté: l'affaire d'Espagne fut abordée, non pas fran-

chement, mais de côté, par la force abritée sous la ruse; des ordres irréfléchis furent expédiés à la hâte, et la fortune du conquérant, arrivée à son point culminant, atteignit enfin la pente où elle commença à descendre.

L'expédition de Portugal offrait à l'Empereur un prétexte commode pour voiler un de ses projets sous un autre, et occuper la Péninsule sans avoir l'air de l'envahir. Déjà, avec deux armées, l'une en formation et l'autre prête à agir, il tenait l'Espagne sous sa main; mais ce n'était point assez : il fallait se tenir prêt à faire face aux événements, quels qu'ils fussent. Le maréchal Moncey reçut l'ordre d'organiser une troisième armée qu'on intitula *corps d'observation des côtes de l'Océan*, titre spécieux et vague qui n'éveillait aucun soupçon. On la composa de jeunes soldats, qui auraient le temps de se former avant qu'elle fût appelée à agir. Ainsi Napoléon, même avant d'avoir démasqué ses projets sur la Péninsule, avait déjà besoin de trois armées pour la tenir en respect; que serait-ce donc quand il faudrait la combattre? Dans une lettre de la même date, à son frère le Roi de Naples, il se vante d'avoir sous ses ordres, depuis la Vistule jusqu'à l'Èbre, plus de huit cent mille soldats français, et près de deux cent mille alliés. Ainsi un million de soldats se mouvaient sous la seule impulsion de ce redoutable génie, prêts à se faire tuer pour lui, avec un aveugle enthousiasme, et la France, devenue sa propriété, n'avait pas même le droit de lui demander compte de tant de sang qu'il allait verser!

Mais, dans l'intervalle, une brusque péripétie de ce drame de famille venait de changer encore la situation : le Prince des Asturies, dans le silence et la solitude de sa prison, avait sondé, avec effroi, l'avenir qui l'attendait. S'exagérant la haine du favori, plus lâche que

cruel; prêtant à Charles IV, le plus débonnaire de tous les hommes, les rancunes d'un Philippe II contre son fils, dans ce sombre palais de l'Escurial, tout plein des tristes souvenirs de don Carlos, Ferdinand s'était mis à trembler pour sa vie. Il se voyait déjà condamné à mort par sentence de l'inquisition, et pour sauver une vie si précieuse, il n'hésita pas à sacrifier celle de ses meilleurs amis. Le Roi étant à la chasse, il fit demander sa mère pour implorer son pardon en rampant à ses pieds; mais la Reine qui, derrière cette entrevue, voyait poindre une réconciliation qu'elle voulait éviter à tout prix, envoya à sa place le ministre de la justice, chargé de recevoir les aveux du royal pénitent. Ferdinand, s'humiliant aux pieds du ministre comme il l'aurait fait à ceux de sa mère, avoua ses desseins criminels, et ses relations secrètes avec l'empereur des Français, en rejetant tout sur les conseils perfides qui l'avaient égaré. Avec une lâcheté sans pareille, il livra aux vengeances de la Reine et du favori les noms de ses trois conseillers, trop heureux si, au prix même de leurs têtes, il parvenait à sauver la sienne!

Les trois prévenus, avec leurs prétendus complices, furent aussitôt arrêtés et amenés à l'Escurial, où, même avant le jugement, ils furent traités en criminels, sans aucun des égards dus à leur rang. Interrogés, ils répondirent avec une fermeté qui déconcerta leurs juges. Loin de nier les conseils donnés par eux au Prince, ils s'en honorèrent comme d'un service rendu au pays, qu'ils cherchaient à affranchir d'un joug abhorré, et leur noble attitude contrasta énergiquement avec les lâches dénonciations de l'infant.

Mais dans les aveux de Ferdinand et de ses associés, ce qui frappa de terreur le favori, ce fut la demande

adressée à Napoléon. Il frémit à la seule pensée de se trouver encore une fois en lutte avec le redoutable autocrate, et de soulever contre lui cette colère qui faisait trembler les Rois. Un seul parti restait à prendre, c'était de couvrir d'un voile de pardon et d'oubli les torts de Ferdinand, et de le réconcilier avec son père, de peur de contrarier les augustes desseins de l'Empereur, s'il daignait consentir à l'union proposée. Qu'on ne s'étonne pas de la clémence de Godoy, elle n'était chez lui qu'un calcul : il savait que, dans sa prison, le Prince avait l'Espagne derrière lui. A la nouvelle de son arrestation, le pays tout entier, soulevé d'indignation et tremblant pour la vie de son Prince bien-aimé, n'avait voulu voir dans toute cette affaire qu'une trame du favori; la disgrâce de l'infant ne l'avait rendu que plus cher à ce peuple qui voyait en lui son libérateur et son vengeur à venir.

Mais quand vint à se répandre le bruit de la démarche de l'héritier du trône auprès de l'Empereur, le mur de défiance qui séparait l'Espagne de la France s'abattit tout d'un coup. En préparant l'union des deux pays et des deux dynasties, en cherchant à s'allier au héros qui occupait depuis dix ans les cent voix de la renommée, Ferdinand avait rencontré la fibre populaire : l'Espagne et la vieille race de ses rois, retrempées par un sang plus jeune, alliées à une dynastie sacrée par la victoire, allaient recommencer de nouvelles destinées. Appuyés l'un sur l'autre, à quelle hauteur de fortune ces deux grands pays ne pourraient-ils pas atteindre? Mais avant tout, il fallait secouer le joug déshonorant du Prince de la Paix, et si Ferdinand, à lui seul, n'était pas assez fort, il n'avait qu'à invoquer l'appui de son nouvel allié : les troupes françaises,

à leur retour du Portugal, n'avaient qu'à passer par Madrid; leur seule présence suffirait pour jeter bas le favori, et le père et le fils, bien vite réconciliés, travailleraient ensemble au bonheur du pays.

Avoir à la fois contre soi l'Espagne et Napoléon, c'en était trop pour Godoy! Moins aveuglé par la passion que la Reine sa complice,il parvint à lui persuader, en dépit de ses emportements, qu'il fallait pardonner, et ne pas forcer l'Espagne à choisir entre le père et le fils. La Reine céda, bien qu'à regret, et le favori, sortant de son lit, se rendit à l'Escurial, pour essayer le rôle, nouveau pour lui, de conciliateur. D'ailleurs, il venait d'apprendre la signature du traité de Fontainebleau qui comblait tous ses vœux; quels sacrifices auraient pu lui coûter pour témoigner au plus clément de tous les maîtres le dévouement de son humble serviteur? D'accord avec la Reine qui, la nécessité aidant, finit par entendre raison, Godoy se rendit auprès du Prince. Trop heureux de se sentir absous, celui-ci s'empressa d'écrire sous sa dictée deux lettres, l'une à son père et l'autre à sa mère, où, comme un enfant surpris en faute, il implorait son pardon dans les termes les plus abjects. La seule vengeance que se permit le favori, ce fut de publier ces lettres avec le pardon du monarque. En dévoilant ainsi la bassesse du Prince, il le dénonçait au mépris du pays, et s'inclinait d'avance devant l'arrêt du juge suprême qui déciderait, en dernier ressort, dans ce triste procès!

Mais du moment où l'on voulait pardonner, c'était une faute grave de ne pas envelopper tous les accusés dans le même pardon, et d'épargner le Prince pour sévir contre ses complices; les juges le sentirent, et l'Empereur ayant exprimé, avec sa hauteur accoutu-

mée, le désir que, dans la procédure, il ne fût question ni de lui, ni de son représentant à Madrid, les accusés furent absous, à la grande joie du pays, et à l'honneur du tribunal qui refusa de condamner les complices, quand le principal accusé n'avait pas même été jugé. L'Espagne ferma les yeux sur la lâcheté du Prince qu'elle idolâtrait, pour applaudir à cet heureux dénoûment, et la Reine fut, dans tout son royaume, la seule à ne pas s'en réjouir. Quant à Napoléon, tous ses torts furent oubliés : enveloppé dans l'affection passionnée que l'Espagne, sans savoir pourquoi, portait à Ferdinand, il devint, pour un moment, l'idole de ce pays qui allait, dans quelques mois, se soulever contre lui.

La nouvelle de ce brusque changement de scène atteignit l'Empereur au moment où il venait de signer l'ordre de faire partir en poste son armée de réserve. Les événements, qui marchaient d'un pas si rapide, venaient de s'arrêter tout d'un coup ; les soldats, au lieu de voyager en poste, s'acheminèrent à pied vers la frontière. Le général Dupont dut se tenir prêt à entrer en Espagne avec la seconde armée pour la fin de novembre ; peut-être alors les événements auraient-ils pris un tour nouveau, mais pour le moment, la plus sûre de toutes les politiques, c'était d'attendre. En effet, accorder à Ferdinand la main d'une princesse française, c'était renoncer à le tenir en bride, et lui décerner le prix avant qu'il eût rien fait pour le gagner. D'un autre côté, comment compter sur l'alliance d'un Roi maladif et borné, d'une Reine ardente et dissolue, d'un favori tour à tour traître et rampant? Et toujours, par la force des choses, Napoléon se sentait ramené à son premier projet : balayer de la Péninsule cette race décrépite des Bourbons, et l'effacer du livre de l'histoire, en Espagne

comme en France! Mais pour cela, il fallait un prétexte; ce n'était pas au moment où tous les membres de la famille royale faisaient assaut de bassesse avec lui qu'il pouvait dire aux Bourbons de Madrid, comme à ceux de Naples ; « Vous avez cessé de régner! »

Voici la réponse de l'Empereur à la lettre où Charles IV lui annonçait le pardon accordé à son fils; on sera frappé du respect que l'autocrate y montre pour la vérité ; « Monsieur mon frère, je dois *à la vérité* de faire connaître à Votre Majesté que je n'ai reçu aucune lettre du Prince des Asturies, et que, ni directement, ni indirectement, je n'ai jamais entendu parler de lui, de sortes *qu'il serait vrai de dire que j'ignore s'il existe;* » et il termine en prêchant à Charles l'indulgence envers son fils. Sans doute l'Empereur cherchait ici avant tout à ne pas compromettre le Prince qui s'était fié à lui; mais quand on est assez fort pour être franc, on ne doit pas s'abaisser jusqu'au mensonge. La franchise sur ses relations secrètes avec l'infant eût été plus digne, et n'eût pas compromis le Prince, puisque sa démarche auprès de Napoléon faisait alors l'entretien de toute la Péninsule.

Un des chambellans de l'Empereur, M. de Tournon, fut chargé de porter cette lettre à Madrid; il avait l'ordre d'étudier en même temps l'opinion du pays, la situation des places fortes qu'il traverserait, ainsi que les forces de l'armée espagnole et les points qu'elle occupait, mission plus militaire que diplomatique. Napoléon, après avoir ainsi préparé ses plans, en attendant la solution que les événements viendraient leur donner, partit pour l'Italie, afin de détourner de ce côté les regards de l'Europe, toujours fixés sur lui. Nous ne l'y suivrons pas, et nous rentrerons dans la Péninsule, pour résumer

rapidement l'expédition de Portugal et la chute de la maison de Bragance.

Cette race abâtardie, digne pendant de celle qui régnait sur l'Espagne, était alors représentée sur le trône par le gendre de Charles IV, Jean ou Joâo VI, qui gouvernait au nom de sa mère, atteinte de folie. Tiraillé entre les exigences de Napoléon et celles de l'Angleterre, le malheureux Régent, habitué à une vie molle et paisible, aspirait à quitter cette Europe dont un inquiet conquérant troublait sans cesse le repos, et à aller chercher au Brésil un refuge pour une royauté battue par tant d'orages. L'Empereur n'ignorait pas ce projet; aussi lui tardait-il de prévenir le départ de la famille royale, pour arrêter au passage les trésors de l'État, tout prêts à émigrer avec elle, ou pour s'emparer de tout le matériel naval et militaire du royaume, si elle avait déjà pris la fuite.

Le 17 octobre, Junot franchit la frontière, à la tête de vingt-trois mille hommes seulement, comptant sur la terreur qu'inspirait alors le titre de « soldats de Napoléon! » « La plupart avaient à peine atteint l'âge de servir, et étaient incapables de supporter les fatigues de la guerre. Mais les ordres de l'Empereur étaient absolus : « marcher vers Lisbonne, sans accorder aux soldats un jour de repos. » Toutes les étapes étaient réglées d'avance, car à force de commander aux hommes, il en était venu à croire que les éléments eux-mêmes devaient lui être soumis. Agent docile de cette volonté, impatiente de tout obstacle, Junot n'avait qu'une pensée : obéir à sa consigne, et exécuter à tout prix les instructions du maître. L'Empereur n'accordait à son armée que trente-cinq jours pour traverser, de Bayonne à Lisbonne, un pays inconnu, et franchir deux chaînes de montagnes,

les Pyrénées d'abord, puis les monts de Beira, qui séparent le bassin du Duero de celui du Tage.

Si encore des vivres et des logements avaient été préparés sur la route, dans la partie espagnole du trajet, l'armée, traversant un pays ami, et se sentant entourée de soins par une administration prévoyante, aurait supporté gaiement toutes ces fatigues. Le Prince de la Paix avait promis d'établir dans toutes les villes que traverserait l'armée des dépôts de vivres et de fourrages; mais aucune de ces promesses n'avait été tenue. Dans les rares villages qui peuplent ces déserts, des toits, des lits rongés de vermine attendaient les soldats, épuisés par une journée de marche dans des sentiers défoncés par les pluies. Par le pillage seulement, ils parvenaient à se procurer tout juste assez de vivres pour ne pas mourir de faim. Les habitants, portés d'abord à accueillir en frères les soldats français, avaient fini par ne plus voir en eux que des ennemis. En attendant l'escopette, le couteau commençait à jouer son jeu contre les écloppés, chaque jour plus nombreux. Arrivée à Salamanque, l'armée avait déjà laissé derrière elle beaucoup d'hommes incapables de la suivre. Mais ce fut bien pire quand, aux difficultés des lieux, dans les monts de Beira, vinrent se joindre les torrents gonflés par les pluies où il fallait se frayer un passage; pour nourriture des glands, des fruits sauvages, et à peine une once de pain par jour et par soldat. C'est ainsi que l'armée avançait, sous les ordres impitoyables de son général, aiguillonné lui-même par ceux de Napoléon; faisant huit à neuf lieues par jour, sous la neige ou sous la pluie, et semant sur ses pas les boiteux et les malades, avec les chevaux, les bagages, l'artillerie et les munitions.

Nous abrégeons ce triste tableau, retracé par l'historien de l'Empire avec des détails saisissants de vérité. Après un mois de souffrances inouïes, l'armée atteignit enfin Alcantara, les bords du Tage et la frontière du Portugal, laissant derrière elle près de cinq mille hommes, le cinquième de son effectif. Après un jour de repos que l'impatience de Junot lui accorda à grand'peine, elle se remit en marche, par la rive droite du Tage, presque aussi sauvage que les âpres défilés qu'elle venait de traverser. L'absence de chemins, la pluie continue, les torrents débordés, rendirent cette seconde partie du chemin plus pénible encore que la première. Les vivres manquaient en Portugal comme en Espagne, dans la plaine comme à la montagne. Lorsque enfin on arrivaà A brantès, sous un climat plus doux, l'armée se trouvait réduite à quatre ou cinq mille soldats, pâles, maigres, épuisés, plus semblables à des spectres qu'à des hommes; pieds nus, les habits déchirés, ils traînaient à grand'peine leurs fusils hors de service, leurs munitions et leurs sacs trempés par la pluie.

Mais bientôt, sous ce ciel plus clément, où les chaudes haleines du midi se faisaient déjà sentir, dans ce pays riche et plantureux, le soldat se sentit revivre; les traînards rejoignirent peu à peu leur corps, et l'armée cessa de ressembler à une troupe d'invalides ou de bandits. Junot, brûlant d'arriver à Lisbonne avant le départ de la famille royale, repartit le premier à la tête d'une avant-garde de quatre mille hommes, laissant à Abrantès le gros de son armée se reformer peu à peu, avec ordre de le rejoindre dans le plus bref délai.

Voyons maintenant ce qui se passait à Lisbonne. Les opinions y étaient fort partagées, dans le sein même

du cabinet : les uns penchaient pour la France, les autres pour l'Angleterre, mais dans les deux cas, le péril était le même; si l'on avait l'une pour alliée, il fallait avoir l'autre pour ennemie; l'alliance française fermait aux Portugais la mer et les colonies, l'alliance anglaise leur fermait le continent, condamné par l'Empereur à un éternel blocus. Enfin restait un troisième parti, le plus commode et le plus sûr, sinon le plus courageux : c'était de s'embarquer, avec la famille royale et les nobles qui viendraient la suivre dans son exil, et de s'en aller chercher au Brésil un trône moins disputé. Là du moins, sous le protectorat anglais, la race amollie des Bragance pourrait goûter ce repos qui lui était plus cher que le trône même. Entre ces trois partis le Régent hésitait encore quand il apprit qu'une armée française, dont la peur exagérait les forces, se dirigeait sur Lisbonne. Saisi de terreur, l'infortuné Régent oublia tous les liens qui l'attachaient à l'Angleterre pour ne songer qu'à Napoléon. Tremblant, comme Godoy, devant la colère du despote, il s'efforça trop tard de l'apaiser en cédant à toutes ses exigences : il déclara, pour la forme seulement, la guerre au cabinet de Londres, et s'empara de toutes les propriétés des résidents anglais; mais en même temps, il leur permit de se réfugier à bord de leurs vaisseaux, et d'emporter avec eux leurs effets les plus précieux. Des messagers furent envoyés en hâte pour arrêter la marche de l'armée française; mais ils ne purent parvenir à la joindre, parce qu'elle avait pris une autre route que celle qui va de Madrid à Lisbonne par le bassin du Tage.

Mais quand vint à éclater sur Lisbonne cette foudroyante nouvelle : les Français sont à Alcantara, puis à Abrantès, puis en marche vers la capitale, tout le

monde se sentit saisi de terreur, et personne n'osa même songer à résister. Quant au Régent, son parti fut bientôt pris : de toutes les politiques, fuir lui parut la plus sûre et la plus facile. Déjà l'ambassadeur anglais lui avait donné l'exemple en se réfugiant à bord de son escadre; mais bientôt il reparut à Lisbonne avec la nouvelle que l'Empereur des Français avait décrété la chute de la maison de Bragance. » C'en fut assez pour bannir toute hésitation de l'esprit du Régent. Il ne donna pas même une pensée à ce peuple qui l'aimait, à ce pays où ses aïeux avaient régné si longtemps. Un empire nouveau, plus vaste et moins disputé, l'attendait de l'autre côté de l'Atlantique; que lui importait maintenant le Portugal? Le conquérant était libre, au gré de son caprice, de le donner à l'Espagne, ou de le découper en morceaux, ou d'en faire un département français; le Brésil tout entier n'était-il pas là pour faire au fugitif une royauté plus belle que celle qu'il allait perdre?

Le 27 novembre, par une pluie battante, la famille royale, avec la Reine-Mère, Doña Maria [1], dont les yeux égarés regardaient sans voir et sans comprendre, quitta son palais, où elle ne devait plus rentrer de longtemps, pour s'embarquer sur la flotte portugaise, composée de huit vieux vaisseaux de guerre, trois frégates et trois

1. En quittant Lisbonne, cette noble femme, chez qui le cœur avait survécu à l'intelligence, laissa échapper un de ces mots qui, comme dit si bien M. Ferdinand Denis (PORTUGAL, p. 409, t. XXXIV de l'*Univers pittoresque*), « émeuvent les peuples et ennoblissent le malheur ». Comme si, à cette heure solennelle, elle eût senti se réveiller en elle tous les glorieux souvenirs du passé, elle voulut quitter son pays en Reine : « Pas si vite, dit-elle à ceux qui l'entraînaient, on croirait que nous fuyons! »

Son petit-fils don Pedro, alors âgé de neuf ans, demanda « si l'on ne combattrait point »? Certes, c'était là une noble leçon que la mère donnait à son fils, et l'enfant à son père; mais João, digne pendant de Charles IV, son beau-père, était-il en état de la comprendre?

bricks. La plupart des grandes familles du pays, au nombre de sept à huit mille personnes, maîtres et serviteurs, suivirent son exemple. Tous les objets précieux des palais royaux, tous les trésors de l'État et des particuliers furent embarqués à la hâte, sous la pluie, dans la boue, au milieu de cette panique qui avait saisi la ville, affolée de terreur. Quant au peuple, il était là, partagé entre l'étonnement, la crainte, la tristesse et l'indignation de se voir aussi lâchement abandonné par ses rois.

A l'embouchure du Tage, la flotte anglaise attendait celle de Portugal pour la protéger contre toute attaque; un vent violent et contraire ne permettait pas de sortir du fleuve, même avec la marée. Toute la journée du 27 s'écoula dans l'anxiété la plus pénible; mais enfin, dans l'après-midi du 28, le vent ayant changé, la flotte captive put sortir de prison. C'est ainsi que le peuple portugais vit ses souverains se séparer de lui, sans un regret, sans un adieu, pour aller chercher, au delà de l'Atlantique, une couronne éphémère que, quinze ans plus tard, ils devaient perdre, trop heureux encore de retrouver en Portugal celle qu'ils avaient quittée.

A quoi tient la destinée des empires? Un torrent débordé avait arrêté deux jours Junot et son armée, et cette circonstance, fortuite en apparence, avait suffi pour sauver la flotte fugitive et la fortune des Bragance. Mais le Régent une fois parti, il s'agissait de recueillir son héritage, d'occuper, de contenir une ville de trois cent mille âmes, avec quatre ou cinq mille hommes, épuisés par un mois de marche forcée, sans avoir même une pièce de canon à opposer à l'ennemi. C'était là, certes, une entreprise téméraire; mais qu'était la colère d'un peuple soulevé auprès de celle de Napoléon?

Qu'aurait dit le redouté César si Junot, après avoir laissé échapper le Régent, s'était arrêté avec son armée devant les murs de Lisbonne? Que serait devenu ce prestige qui entourait les invincibles légions de la France si, pour la première fois, on les avait vues reculer? Junot n'hésita pas, et comptant sur ce prestige même pour le protéger, il entra le 30 novembre avec sa poignée d'hommes, calmes, fiers et confiants, dans la capitale du Portugal.

Personne ne songea même à tenter une résistance inutile; non que le courage manquât aux Portugais, pas plus qu'aux Espagnols, mais Lisbonne se sentait blessée dans son orgueil de capitale par la honteuse défection du Régent. Les Français, d'ailleurs, se présentaient en amis, et la famille royale avait perdu tout titre à l'affection de ses sujets. Aussi les Français furent-ils reçus sans haine comme sans amour, avec les égards dus à des hôtes redoutés dont il fallait se faire bien venir. Le soir même de son arrivée, l'avant-garde fut rejointe par le reste de la première division. L'armée occupa sans résistance les forts qui dominaient la ville. L'ordre ne fut pas un instant troublé, pas une rixe ne s'éleva, pas une goutte de sang ne fut versée. Ces jeunes soldats, parés de la gloire de leurs aînés, imposèrent à cette population, prévenue d'ailleurs en leur faveur, et observèrent, dans leurs rapports avec elle, une discipline qu'ils ne devaient pas toujours garder. Les traînards rejoignirent peu à peu leurs corps; des bateaux allèrent chercher les malades et l'artillerie, restée en route, faute de chevaux, et Junot put annoncer à son maître que, si le Régent et la flotte lui avaient échappé, le Portugal était conquis sans qu'un coup de canon eût été tiré.

Les riches arsenaux de Lisbonne s'ouvrirent à l'armée pour réparer ses pertes. Les chevaux des écu-

ries royales et ceux des nobles fugitifs servirent à remonter la cavalerie. Les malades guérissaient à vue d'œil, grâce au repos, au bien-être et à la douceur du climat. Le chiffre des morts, d'abord exagéré, se trouva inférieur à mille sept cents, et Junot se revit bientôt à la tête de vingt et un mille hommes, magnifiquement équipés, heureux de leur facile victoire, et prêts à commencer une guerre plus sérieuse. Restait à décider ce que l'on ferait de l'armée portugaise, forte de vingt-cinq mille hommes, qui attendait, à quelques lieues de Lisbonne, que le vainqueur prononçât sur son sort. Junot prit le parti le plus sage, ce fut non pas de la dissoudre, il fallait ménager l'amour-propre national, mais de prodiguer les congés à ces soldats, embarrassés de leur rôle, et heureux de revoir leurs foyers. Six mille hommes seulement restèrent sous les armes, et le drapeau de la patrie put flotter encore à côté du drapeau étranger.

Ainsi réussit, grâce aux sages mesures prises par Junot, cette expédition hardie qui, moins bien conduite, eût pu coûter à la France son armée. Les Espagnols, dans l'intervalle, avaient occupé avec la même facilité les deux provinces, au sud et au nord, que le traité de Fontainebleau assignait au Prince de la Paix et à la Reine d'Étrurie. Le Portugal avait ainsi perdu son indépendance, sans avoir eu ni le temps ni la pensée de la défendre! De tous les ordres de l'État, le clergé, aussi puissant dans ce pays que dans le reste de la Péninsule, fut le premier qui se rallia au pouvoir nouveau. Le cardinal Mendoza, patriarche de Lisbonne, célébra, dans un mandement empreint de l'emphase méridionale, les louanges de « l'homme merveilleux, que les siècles passés n'avaient pu deviner, le grand Empereur que

Dieu appelait à fonder la félicité des nations ». Le grand inquisiteur, confesseur de la Reine-mère, dont on l'accusait d'avoir troublé la raison par la dureté de son joug spirituel, publia un mandement dans le même sens, et tout le clergé suivit l'impulsion donnée. Bientôt même le bruit se répandit dans Lisbonne que le Portugal, comme l'Espagne, allait être doté d'un prince de la famille impériale qui serait appelé à y régner. Une députation des membres de la Grandesse qui n'avaient pas suivi le Régent dans son exil fut envoyée à l'Empereur, pour mettre à ses pieds l'hommage de la nation portugaise. Mgr de Pradt, aumônier de Napoléon, assistait à l'audience donnée par lui à la députation, et nous en a laissé un curieux récit; nous en citerons les principaux traits :

La députation attendait l'Empereur à Bayonne. A sa tête se trouvait le comte de Lima, ancien ambassadeur du Portugal à Paris. Napoléon n'attendit pas que le Président prononçât le discours d'usage; et avec son impatience naturelle, après quelques formules de politesse, il dit aux députés : « Je ne sais pas ce que je ferai de vous; cela dépend de ce qui se passera dans le Midi. Êtes-vous d'ailleurs dans le cas de faire un peuple? Avez-vous le volume nécessaire pour cela? Vous êtes abandonnés par votre Prince; il s'est fait conduire par les Anglais au Brésil. Il a fait là une grande sottise, il s'en repentira. » Puis, en se tournant vers moi, il ajouta d'un air très-gai : « Il en est des princes comme des évêques, il faut qu'ils résident. » S'adressant ensuite au comte de Lima, il lui demanda de combien d'hommes le Portugal était peuplé, et joignant aussitôt la réponse à la demande, comme il lui arrivait souvent de le faire, et comme il arrive aux personnes qui répondent à leurs propres idées : « Deux millions? — Plus de trois, répondit le comte. — Ah! je ne le savais pas, répliqua Napoléon. Et Lisbonne, cent cinquante mille âmes? — Plus du double, répondit le comte.—Ah! je ne le savais pas »,

répondit de nouveau Napoléon. D'autres demandes et réponses furent échangées, et enfin il arriva à demander au comte de Lima : « Que voulez-vous, vous autres Portugais ? Voulez-vous être Espagnols ? » A ces mots, je vis le comte, grandissant de dix pieds, porter la main sur la garde de son épée, et d'une voix qui ébranla les voûtes, répondre : « Non ! » Les anciens héros portugais n'auraient pas mieux dit ! (De Pradt, *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne.*)

Et maintenant, après cette conversation qui nous révèle si bien le caractère de l'autocrate, et son dédain pour ces diminutifs de peuples qui n'ont pas le *volume* nécessaire pour faire une nation, comprendra-t-on que les députés qui y assistaient aient encore senti le besoin d'envoyer de Bayonne, le 27 avril 1808, une adresse à leurs concitoyens ? « Remettez, lui disent-ils, les destinées de votre pays entre les mains de l'illustre Empereur qui doit les régénérer; mais il faut pour cela vous soustraire aux influences étrangères qui vous ont dominés pendant tant d'années; l'Empereur ne peut souffrir une colonie anglaise sur le continent. » Enfin, croirait-on que cette adresse, dont les auteurs font si bon marché de la dignité et de l'indépendance de leur pays, fut reçue avec une vive satisfaction, dans les provinces encore plus qu'à Lisbonne ? Des illuminations et des feux de joie témoignèrent de l'allégresse publique et de la foi du Portugal à sa prochaine résurrection, sous les auspices de la France... mais ces naïves illusions allaient bien vite se dissiper !

Du reste, Junot, dont le cœur était loin d'être fermé aux sympathies généreuses, n'eût pas mieux demandé que de traiter avec douceur un peuple disposé à voir en lui son sauveur. Aussi, dans ses dépêches, insiste-t-il sur la nécessité de faire oublier aux Portugais, en leur allégeant les charges de la conquête, qu'ils ont cessé de s'appartenir.

Mais les ménagements et la pitié envers les vaincus étaient inconnus au dur conquérant qui ne voyait dans les peuples conquis qu'une matière à conscription et à impôts. Des ordres impitoyables vinrent bientôt changer les dispositions de Junot, et ses rapports avec le peuple conquis : « bien loin de ménager le Portugal, il fallait le punir de sa lâche soumission à l'Angleterre, et le traiter, non en allié, mais en pays conquis; il fallait le pressurer sans pitié, et le dépouiller de tout ce que les Anglais lui avaient laissé. Le seul moyen d'empêcher le retour de la dynastie proscrite, c'était d'emprisonner ou de bannir tous ses partisans, et de rompre tout lien entre la maison de Bragance et le Portugal. »

C'est ainsi que Junot fut condamné à des mesures de rigueur, que son cœur désavouait, contre un peuple, soumis sans être vaincu, et qu'une politique plus clémente aurait cherché à attacher à la France. Tout ce qui restait sur pied de l'armée portugaise fut désarmé et déporté en France, et plus de la moitié déserta en traversant l'Espagne. Tout Portugais, connu pour être attaché à la famille royale, fut impitoyablement condamné à l'exil. Mais c'était trop peu encore : le pays avait été atteint dans l'armée et dans la noblesse, les deux points d'appui de la royauté; il fallait encore le frapper dans la base même de la richesse nationale, dans la propriété foncière, puisque le commerce avait émigré avec les Anglais. Un décret impérial, daté de Milan, vint imposer aux Portugais une contribution de guerre de cent millions de francs, ajoutée à toutes celles que Junot avait déjà levées pour les besoins de son armée. Le motif allégué pour justifier cette exaction était encore plus révoltant que la mesure elle-même : pour servir, disait le décret, au rachat de toutes les propriétés, à quelque titre qu'elles

aient appartenu à des particuliers. » Ainsi ce n'était point assez pour l'Empereur d'hériter de tout ce que la royauté fugitive et ses partisans avaient laissé derrière eux, il fallait encore, comme dans les États despotiques de l'Orient, proclamer le principe que toute propriété appartient au souverain, et que, pour rester dans des mains privées, elle est obligée de se racheter. Partout les soldats furent entretenus aux dépens du pays, avec une abondance et une recherche qu'ignorent pour elles-mêmes ces sobres populations du midi. Enfin la maison de Bragance fut déclarée déchue du trône, qu'elle occupait depuis 1640, par le grand dispensateur des couronnes, en attendant qu'il lui plût de déclarer sur quel front il lui conviendrait de placer celle du Portugal.

Dans l'intervalle, Dupont, à la tête de la deuxième armée des Pyrénées, s'était déjà avancé jusqu'à Vittoria. Trois ou quatre mille hommes, destinés à renforcer l'armée de Junot, avaient même atteint Salamanque, avant que leur entrée dans la Péninsule eût été notifiée au Roi Charles IV, comme le voulait le traité. Ainsi l'Espagne s'habituait peu à peu à voir changer en grand chemin, ouvert à tout venant, ce sol que l'étranger n'a jamais impunément foulé. L'artificieux César voulait façonner insensiblement ce peuple, rebelle à tout autre joug qu'à celui de ses Rois, à la vue et au contact de soldats français qui, sous le nom d'alliés, traversaient son pays, en attendant l'heure de s'y établir. Ainsi la conquête du Portugal n'était dans sa pensée qu'un prélude à celle de l'Espagne; les deux peuples asservis devaient se laisser atteler au même joug, jusqu'au jour où ils se rencontreraient dans la même pensée de révolte, et où la Péninsule entière, de l'Èbre au Guadalquivir, n'aurait plus qu'un cri de ralliement : « Mort à l'étranger ! »

CHAPITRE IV.

LE DRAME D'ARANJUEZ.

1807 A 1808.

Rentrons maintenant dans la Péninsule, puisque l'histoire de ce malheureux pays, après avoir été, pendant plus d'un siècle, une annexe de celle de la France, va de nouveau s'en séparer pour exister par elle-même. Nous avons vu l'Espagne avilie, dégradée, descendue presque au niveau de cette cour, digne du Bas-Empire, où s'est éteint tout sentiment de pudeur et de fierté nationale; nous allons la voir se relever tout d'un coup par un sublime effort, et reconquérir pied à pied sa nationalité, en rejetant de son sein une dynastie étrangère, pour se donner tout entière à ce lâche Ferdinand, si indigne de tous les sacrifices qu'un peuple héroïque s'apprête à faire pour lui.

Mais pour comprendre le tour imprévu que vont prendre les événements, rendons-nous bien compte de la situation : les desseins de Napoléon sur l'Espagne ne sont pas encore arrêtés, mais il penche de plus en plus vers l'idée de renverser les derniers Bourbons du trône pour les remplacer par un de ses frères. La ruse, la force, tout lui sera bon pour y parvenir. Mais ces deux armes, qu'il sait si bien manier, finiront par se tourner contre lui; car le génie lui-même est impuissant à rien

fonder si c'est l'égoïsme qui l'inspire, s'il n'a pas devant lui un de ces grands et nobles buts qui n'assurent pas toujours le succès, mais qui honorent la défaite. Guillaume le Taciturne a fondé l'indépendance des Pays-Bas, et Napoléon, avec tout son génie, n'a pas pu faire durer plus que lui son éphémère dynastie sur tous les trônes où il l'avait assise. Mais qui n'aimerait mieux mourir avec Guillaume sous les coups d'un assassin que de se survivre à soi-même, comme Napoléon à Sainte-Hélène?

Voyons maintenant ce qui se passait dans la Péninsule depuis l'entrée des Français en Espagne. Les desseins du conquérant, pour des yeux clairvoyants, commençaient à percer. Tout s'unissait pour dissiper l'illusion où avait vécu jusqu'ici le crédule Charles IV : une seconde armée française franchissant les Pyrénées, et une troisième se formant sur la frontière; le Portugal confisqué tout entier, avec les deux provinces réservées à la Reine d'Étrurie et au Prince de la Paix; le silence suspect et de mauvais augure gardé sur le traité de Fontainebleau; enfin le cri d'alarme poussé par Izquierdo, envoyé à Paris pour percer ce mystère, c'en était bien assez pour remplir d'effroi le Roi, la Reine et le favori. Les terreurs du faible monarque, les emportements de la Reine, la sombre inquiétude de Godoy, tout retombait sur le malheureux Ferdinand, qui voyait reculer devant lui son seul espoir de salut, l'union avec une princesse française. Tous, du reste, sentaient confusément que c'était à Paris que leur sort allait se décider, au gré du despote silencieux qui se jouait de leur frayeur, et tenait le glaive suspendu sur leurs têtes avant de le laisser tomber.

Le résultat, calculé et prévu par Napoléon, de toutes

ces terreurs qu'il faisait passer par Izquierdo pour les envoyer à Madrid, ce fut de tourner peu à peu les regards et les pensées des vieux souverains vers cette lointaine Amérique où les Bragance avaient été chercher un asile. Déjà, même avant le départ du Régent, Godoy, dans ses heures de découragement, avait songé à fuir cette Europe toujours agitée, où vacillaient les trônes même les plus solides. Pourquoi le bon vieux Roi, qui le laissait régner sous son nom, n'irait-il pas chercher au delà des mers un empire plus vaste et moins disputé, sauf à rentrer en Europe après la chute du conquérant qui en troublait le repos [1]? Ce projet, accepté avec enthousiasme par la Reine, avait été communiqué au Roi; mais ce prince, si docile d'ordinaire, s'était, pour la première fois, montré rebelle au joug. Renoncer ainsi à ses habitudes, à ses résidences royales, à ses chasses surtout, l'unique diversion à sa triste vie, un tel sacrifice était au-dessus de ses forces. Les violences de la Reine, l'insinuante éloquence du favori, tout avait échoué contre cette force d'inertie, la seule que Charles eût jamais possédée. « Ne valait-il pas mieux se jeter dans les bras de son *magnanime ami*, le protecteur, l'appui, le sauveur de la famille royale, et obtenir de lui, à force de soumission et d'instances, la main d'une de ses filles d'adoption pour le Prince des Asturies? » Or ce mariage était pour le favori, et pour la Reine par conséquent, le pire de tous les malheurs; car il assurait le trône à leur ennemi personnel, Ferdinand, dont les longues rancunes n'attendaient pour éclater que la mort du Roi son père.

1. M. de Toreno (*Historia de la Revolucion de España*, lib. II) approuve ce projet de fuite en Amérique, et disculpe avec une rare impartialité Godoy, son auteúr. Le premier plan du favori paraît avoir été de se retirer en Andalousie, pour essayer la résistance, si elle était possible, et de fuir en Amérique si la nation ne répondait pas à l'appel de ses rois.

Par un étrange contraste, pendant que la Reine et son amant s'alarmaient du silence obstiné de l'Empereur, et de l'entrée incessante de ses soldats dans la Péninsule, le peuple se rassurait peu à peu, et s'habituait à remettre ses destinées dans les mains du héros qui avait élevé si haut la fortune de la France. Partout on entendait répéter qu'un avenir nouveau allait commencer pour l'Espagne, sous le sceptre de son bien-aimé Ferdinand, prêt à entrer, par une alliance que lui envieraient tous les rois, dans la famille de son auguste protecteur. D'avance, elle se voyait délivrée par lui du joug de l'ignoble favori, et marchant, sous la tutelle du vainqueur de l'Europe, vers ce relèvement, objet de tous ses vœux. Dès lors, tout ce que faisait Napoléon pour atteindre à ce but était d'avance justifié : ses troupes n'entraient dans la Péninsule que pour y soutenir l'élu de la nation, et fermer la plaie toujours saignante de l'orgueil national en rendant Gibraltar à l'Espagne! Un couvent pour la Reine, l'exil ou la prison pour le favori, la chasse pour amuser les loisirs du vieux Roi, délivré du fardeau de a couronne, et s'imaginant la porter encore, tel était le rêve dont se berçait le peuple espagnol; et ces soldats étrangers que, en toute autre occasion, il n'aurait vu entrer qu'avec une sombre défiance, lui apparaissaient comme des libérateurs.

Cependant les Français se rapprochaient de Madrid; l'heure était venue de prendre un parti. La cour, révoltée de l'intimité toujours plus affichée de la Reine et du favori, voyait s'éloigner peu à peu tout ce qui y restait d'honnête, tout ce qui n'était pas vendu à Godoy. Le Roi, la Reine et le Prince de la Paix paraissaient-ils en public, un morne et méprisant silence les accueillait; mais l'héritier du trône venait-il à se montrer, des

acclamations frénétiques saluaient en lui le gage d'un meilleur avenir. Dévoré d'un sombre effroi, le favori, tout en affectant la confiance en son auguste allié, s'habituait de plus en plus à l'idée d'un exil volontaire pour lui et pour la famille royale. Déjà même il avait commencé les préparatifs du départ; mais, malgré tout le secret dont il cherchait à s'entourer, les allées et les venues des gens de sa maison, les mulets chargés qui en sortaient la nuit pour se diriger vers Cadix, ne pouvaient échapper aux regards méfiants du peuple qui montait la garde autour de son palais. Tous les diamants de la couronne, disait-on, avaient été transportés sous ce toit, où s'entassaient des sommes fabuleuses; et l'idée que l'indigne favori songeait à entraîner au delà des mers le Roi, la Reine et l'héritier du trône semait dans toutes les classes de la population une irritation toujours croissante.

Charles IV, n'ayant guère d'idées à lui, tenait d'autant plus au peu qu'il en avait. Le mariage de son fils avec une des nièces du grand homme était devenu pour lui une idée fixe, à laquelle il revenait sans cesse. La Reine et son amant, voyant son obstination, finirent par se dire que, du moment où Ferdinand avait sollicité l'alliance de l'Empereur, et où le Roi approuvait sa demande, ne pas la renouveler, c'était dire clairement à l'illustre parvenu qu'on ne se souciait pas de son alliance. Enfin, si l'on voulait fuir en Amérique, mieux valait encore laisser l'Espagne aux mains de Ferdinand que dans celles de Napoléon; car, au moins, elle ne sortirait pas de la famille. Demander à Charles IV d'écrire dans ce sens à l'Empereur, c'était aller au-devant de tous ses désirs. A sa lettre, dictée par l'affection et l'admiration la plus exaltée, on lui en fit ajouter une

autre où il réclamait humblement l'exécution du traité de Fontainebleau.

Godoy, en effet, tenait à sa principauté comme à un refuge dans la disgrâce; et Charles à son titre d'*Empereur des Amériques*, hochet dont il fallait amuser ce vieil enfant couronné. Et puis, dût-on ne pas réussir, on y gagnerait au moins de sonder les intentions du maître, et de savoir enfin s'il fallait voir en lui un ami ou un ennemi. S'il accordait à Ferdinand la main d'une de ses nièces, tout était dit : l'alliance des deux pays était scellée par ce mariage, le trône restait dans la famille des Bourbons, et le couple royal, avec le bien-aimé favori, étaient libres d'aller en fonder un autre en Amérique, pour resserrer les liens des colonies avec la mère patrie, et les soustraire à un double danger, la conquête anglaise, ou la révolte!

L'Empereur était alors en Italie; il ne se pressa donc pas de répondre à cette lettre qui venait lui rappeler ses promesses et les espérances qu'elles avaient fait naître. Ainsi s'écoula décembre tout entier ; grâce à la lenteur des communications (un courrier mettait alors douze jours pour se rendre de Madrid à Paris), la cour d'Espagne fut tenue un mois en suspens, sans recevoir de réponse. L'Empereur, avant de prendre un parti, avait besoin de connaître au vrai la situation de la Péninsule; car sa pensée était constamment tournée de ce côté. Du fond de l'Italie, il combinait les forces dont il aurait besoin pour occuper l'Espagne : sans compter les trois armées qu'il avait déjà au sud des Pyrénées, il organisait encore, à Bayonne et à Perpignan, deux divisions nouvelles, destinées à se porter, l'une sur Pampelune, l'autre sur Barcelone; il envoyait à Dupont l'ordre de se diriger sur Salamanque, pour être maître des deux

routes de Madrid et du Portugal; enfin Moncey devait remplacer Dupont à Vittoria, et maintenir les communications avec la France. C'est ainsi que Napoléon, l'œil toujours tourné vers Aranjuez, attendait la crise pour en profiter, et se tenait prêt à faire face à toutes les éventualités.

Le 1er janvier 1808, l'Empereur rentrait à Paris. L'heure de prendre un parti avec l'Espagne était enfin venue. A cette grave question il n'y avait que trois solutions possibles : la première, la plus loyale, et celle par conséquent qu'il eût fallu préférer, c'était d'accorder à Ferdinand la main d'une de ses nièces, et à l'Espagne le Portugal, objet de ses éternels regrets; de jeter bas le favori, et de s'attacher ainsi le peuple espagnol par le lien de la reconnaissance, sans rien lui demander en retour. La deuxième, c'était de se faire payer par l'Espagne les mêmes concessions au prix de la rive gauche de l'Èbre, c'est-à-dire de la Catalogne, de l'Aragon, de la Navarre et de la Biscaye, et du monopole du commerce avec les colonies. La troisième enfin, on la connaît d'avance : c'était la chute des Bourbons, et une dynastie nouvelle à imposer au peuple le plus jaloux de son indépendance, le plus impatient du joug de l'étranger.

Le premier parti, Napoléon n'en voulait pas parce qu'il n'avait rien à y gagner. Quant au second, morceler un pays doué d'une nationalité aussi vivace, arracher un lambeau de l'Espagne comme on l'avait fait du Portugal, et changer ces ci-devant royaumes en autant de départements français, n'était pas certes le moyen de se les attacher. D'ailleurs, ces provinces que Napoléon voulait annexer à son empire, en annulant d'un trait de plume la barrière de montagnes qui les sépare,

étaient justement les plus jalouses de leur indépendance et les plus mal disposées pour la France. Leurs *fueros*, charte de libertés locales dans un pays de servitude, se dressaient entre elles et l'Espagne, comme les Pyrénées entre elles et la France. S'annexer ces provinces, c'était organiser sur la frontière un foyer de haines et de discordes. Enfin comment compter désormais sur l'appui de l'Espagne si on lui enlevait au nord son plus ferme rempart contre l'étranger?

Tout cela, Napoléon le sentait, aussi en revenait-il toujours au troisième parti, et le plus dangereux des trois était celui qui l'attirait le plus. Mais pour renverser une dynastie séculaire, pour froisser un peuple généreux dans ses affections les plus chères, il fallait au moins un prétexte, et ce prétexte il ne l'avait pas! Comment déclarer déchu du trône l'honnête Charles IV, au moment où il implorait à genoux son alliance, et mettait l'Espagne à ses pieds? Comment faire accepter au peuple espagnol un monarque étranger contre lequel se soulevaient d'avance tous ses instincts? Comment faire accepter à l'Europe cet abus de la force brutale, dirigée contre un allié, soumis jusqu'à la bassesse, et qui pouvait dire en toute vérité: « J'ai ruiné mon pays au service de la France, et voilà comme elle m'en récompense! » Et puis, pour conquérir l'Espagne, il fallait des soldats! or, ses armées couvraient l'Europe, de Naples à Varsovie; que pouvait-il envoyer dans la Péninsule? Des conscrits, toujours moins aguerris à mesure que l'âge de la conscription se rapprochait plus de l'enfance. Est-ce avec de pareilles recrues qu'on tiendrait tête à un peuple soulevé? Si l'alliance du Czar, son seul appui en Europe, venait à lui manquer, était-il prêt à jeter dans la lice un million d'hommes, pour

soutenir, aux deux bouts du continent, ces luttes gigantesques où s'épuiseraient les forces de la France? Enfin, les colonies espagnoles, qu'il importait de conserver à la Péninsule, n'allaient-elles pas, au premier bruit d'un changement de dynastie, proclamer leur indépendance, sous le protectorat de l'Angleterre, maîtresse de cet Océan qu'il fallait renoncer à lui disputer?

Voilà ce qu'aurait dû se dire ce profond politique, dans ces heures de méditation solitaire où, pesant, comme Dieu, les trônes dans sa balance, il les trouvait trop légers pour lui résister! Mais quand on veut jouer dans ce monde le rôle de la Providence, il faut, comme elle, régner par la justice, et non par la violence; il faut se montrer aux peuples comme un arbitre qui, placé plus haut qu'eux, sait discerner mieux qu'eux leurs véritables intérêts, et cherche à les concilier avec l'intérêt général. Mais enivré de ses longues prospérités, sourd à cette voix intérieure qui nous dit : « ceci est une faute ! » quand il est temps encore de ne pas la commettre, Napoléon touche à l'heure décisive de sa vie : il va se jeter tête baissée dans cette lutte déplorable où les victoires même seront inutiles, où les défaites ne se répareront pas; car les armées s'usent à force de vaincre, mais un peuple qui se lève tout entier pour affirmer son indépendance n'use que ceux qui le combattent, et ne peut pas plus périr que le sol qu'il défend!

Une fois fixé sur le but, il fallait aviser aux moyens : le prétexte maintenant était trouvé pour prendre en main les affaires de la Péninsule : c'était le départ de la famille royale, à condition que l'héritier du trône émigrât avec elle, et délivrât son successeur, quel qu'il fût, d'un concurrent dangereux. Pour atteindre à

ce but, il suffisait de semer l'épouvante dans ces âmes timorées, et de les décider à s'infliger cet exil qui servirait si bien les desseins du conquérant. Il fallait aussi répondre aux deux lettres de Charles IV, et le despote s'en acquitta avec son sans-façon ordinaire : à la première il répliqua que, « fort honoré de cette demande, il avait besoin de savoir, avant de l'accorder, si le Prince des Asturies, poursuivi comme criminel d'État, était rentré en grâce auprès de ses augustes parents, car personne ne voudrait s'allier à un *fils déshonoré* ». Quant au traité de Fontainebleau, il répondit que « les affaires en Portugal n'étaient pas encore assez avancées pour qu'en présence des Anglais, toujours prêts à y débarquer, on pût morceler le commandement militaire, et soulever la population en lui révélant le partage qui la menaçait ». En même temps, il renforçait les corps d'armée rassemblés sur la frontière, et préparait une réserve pour les remplacer quand ils auraient franchi les Pyrénées.

Tout était prêt, et l'heure d'agir était venue : l'ordre fut donné aux troupes de marcher sur Madrid. Deux routes mènent de Burgos à la capitale, l'une par Ségovie, l'autre par Aranda; Dupont prit la première, et Moncey la seconde. Quant à l'entrée de deux autres divisions en Navarre et en Catalogne, l'Empereur essaya de l'expliquer en annonçant à Madrid un double mouvement de ses armées sur Cadix, par la Catalogne et par l'Estremadure. Le but avoué, c'était de mettre obstacle aux projets de l'Angleterre, et d'opposer, sur tout le littoral de la Péninsule, le blocus continental au blocus maritime. Or menacer Cadix, le seul point où pût s'embarquer la famille royale, c'était lui mettre l'épée dans les reins pour activer sa fuite, en face de ces armées

qui, de tous les points de la frontière, convergeaient toutes vers ce même but. Le doute n'était plus possible : marcher vers Cadix, c'était pousser cette race infortunée sur le chemin qui menait à l'exil !

Après les réponses évasives de l'Empereur aux deux lettres de Charles IV, on peut se figurer l'effet de ce menaçant envoi de troupes qui enveloppait peu à peu toute la Péninsule. Une flotte française stationnait à Cadix, et faisait flotter le drapeau tricolore à deux pas de Gibraltar. Une armée française occupait le Portugal que l'Espagne s'était flattée un instant de voir rentrer sous sa loi; et toujours ce silence plus effrayant que toutes les paroles, toujours ce mystère dont le muet conquérant aimait à s'envelopper! Une tristesse mêlée d'effroi régnait à Aranjuez, où la Cour était venue s'établir, sans oser passer par Madrid, tant la Reine et son amant redoutaient les regards du peuple chez qui l'inquiétude se changeait peu à peu en irritation. Le seul refuge, pour eux, c'était l'exil; mais la difficulté était de le faire accepter au vieux Roi, dont il fallait déranger la vie routinière, et à Ferdinand, peu soucieux de se livrer aux mains sans pitié de sa mère et de Godoy.

Cependant la résolution était si grave, si désespérée, qu'avant d'y recourir, la Reine et son amant voulurent tenter un dernier effort pour faire tomber ce masque de bronze dont s'enveloppait Napoléon. Charles IV dut lui écrire encore une fois, pour lui exprimer l'inquiétude que causait à l'Espagne ce flot incessant de soldats que la France y versait. Il lui rappelait, avec la candeur d'un enfant, toutes les preuves d'affection qu'il lui avait données, tous les sacrifices faits par lui à l'alliance française : sa marine, réduite à quelques vaisseaux que les Anglais retenaient prisonniers dans ses ports, ses

armées dispersées en Portugal, en Italie, et jusqu'en Pologne, pour obéir aux ordres de l'Empereur. En retour de tant de sacrifices, que demandait-il? une seule chose : connaître les desseins de son auguste allié, car ils ne pouvaient pas être hostiles à l'Espagne, qui se ruinait à son service depuis plusieurs générations de rois.

Acculé ainsi dans ses derniers retranchements, Napoléon, hors d'état de répondre, se décida à agir : à ses troupes, disséminées sur tous les points de la Péninsule, il fallait un centre pour s'y rallier, et un général en chef pour donner l'unité à leurs mouvements; le centre, ce fut Madrid, d'où il voulait chasser par la terreur la famille royale, et le général en chef, ce fut Murat. Pour s'assurer, au nord, la paix et l'alliance du Czar, sans laquelle il ne pouvait rien au midi, il poussa Alexandre à s'emparer de la Finlande, et lui promit de fermer les yeux sur les conquêtes qu'il pourrait faire aux dépens de la Turquie, la vieille alliée de la France. Un plan de partage de cet empire, toujours vacillant sans se décider à crouler, fut même arrêté entre la Russie, l'Autriche et la France, qui eut l'imprudence d'accepter la Grèce et l'Égypte pour son lot dans ce chimérique partage; mais il fallait acheter à tout prix l'amitié du Czar, et lui abandonner la Turquie pour qu'il livrât l'Espagne en échange.

Revenons aux armées françaises et à celui qui allait réunir leur faisceau épars, pour le concentrer à Madrid; Murat, beau-frère de l'Empereur, avait bien le droit de rêver pour lui une de ces couronnes que l'autocrate semait si libéralement autour de lui. Général heureux et brillant, ayant pris part à toutes les guerres de l'Empire, agissant sur les soldats par ses airs et ses costumes

de théâtre; honoré de l'alliance du maître, et devenu membre de sa famille, il avait vu passer devant lui bien des trônes, sans pouvoir en saisir un au passage. Son ambition s'était reportée sur l'Espagne, où il se voyait déjà changeant son titre de général pour celui de Roi. Plus d'une fois, Napoléon avait laissé tomber devant son beau-frère, pour stimuler son zèle, quelques-uns de ces mots à double sens qu'il désavouait plus tard, et Murat, en travaillant à renverser le dernier des Bourbons, était autorisé à croire qu'il travaillait pour lui-même.

Voici les instructions données au nouveau commandant en chef: placer, dès les premiers jours de mars, son quartier général à Burgos, où se trouvait Moncey; diriger ensuite toutes ses forces vers Madrid, Moncey par Aranda et Somo-Sierra, Dupont par Ségovie, et se rendre maître ainsi des deux passages du Guadarrama; attendre, avant de s'approcher de Madrid, les ordres de Paris; assurer ses derrières en s'emparant de Saint-Sébastien, de Pampelune, et des forts de Barcelone: imposer aux troupes une discipline sévère, et faire usiller les pillards. Quant à la partie politique de la mission de Murat, elle consistait surtout dans le silence; défense de répondre aux lettres du Prince de la Paix, et de prononcer le nom du Roi ou de son ministre; traiter le peuple espagnol en frère et en allié, et promettre à la Biscaye le maintien de ses *fueros;* enfin éluder toute explication sur l'entrée des troupes françaises dans la Péninsule, mais répéter partout: « Elles n'y viennent que pour le bien de l'Espagne, que l'Empereur a presque aussi à cœur que celui de la France. » Voulant ne rien coûter au peuple espagnol, auquel il ne demandait que le trône de ses rois, Napoléon avait fait amasser à

Bayonne d'immenses provisions de vivres et de biscuit, précaution utile dans un pays où les bras manquent à la culture, et où la sobriété va jusqu'à l'abstinence. Enfin, tout en se réservant de venir sur les lieux, si sa présence était nécessaire, il y envoyait, comme pour annoncer sa visite, une partie de sa garde impériale, habituée à ne le quitter jamais.

La diplomatie avait aussi son rôle à jouer dans cette ténébreuse affaire : Beauharnais reçut pour consigne d'avoir l'air de tout ignorer, ce qui lui était facile, puisqu'il ne savait rien; de ne s'engager avec personne, et de se tenir à l'écart de tous les partis; si on lui demandait où se dirigeaient les troupes, mentionner vaguement Cadix et Gibraltar, où les Anglais concentraient des forces imposantes; enfin, si on l'interrogeait sur l'Empereur, parler de son mécontentement, sans en dire le motif, et le montrer de loin comme un sphinx menaçant qui seul pouvait donner le mot de l'énigme.

Ainsi la terreur était toujours l'arme que le rusé despote tenait suspendue sur la tête de la famille royale. Mais avant de lancer ses troupes sur Madrid pour la décider à fuir, il lui restait encore un ressort à faire agir. Izquierdo était toujours à Paris, faisant passer à Madrid les terreurs dont on remplissait son âme. Il voyait rarement l'Empereur, muet pour lui comme pour tout le monde, et jouant le rôle d'un offensé sans vouloir dire la cause de son offense. Il s'en dédommageait avec Talleyrand qui, penchant vers le second parti, comme Napoléon vers le troisième, voulait la rive gauche de l'Èbre en échange du Portugal. Un projet d'alliance offensive et défensive avait même été concerté sur ces bases entre Izquierdo et le subtil diplomate, et lancé en Espagne comme un ballon d'essai. Napoléon, voulant

frapper un dernier coup, et semer la terreur à la cour de Madrid, fit chasser brusquement de Paris l'homme d'affaires de Godoy, comme pour rompre toutes relations avec une cour corrompue et perfide.

Ce n'est pas tout: il fallait répondre à la lettre où Charles IV suppliait son auguste allié de s'expliquer sur ses intentions à l'égard de l'Espagne, sans oser lui reparler de l'alliance de Ferdinand avec sa famille. Sait-on à quel lâche expédient s'abaisse le victorieux Empereur? Il fait un crime au pauvre Roi de ce silence même qui n'est que de la peur. « V. M. m'a demandé la main d'une princesse française, lui dit-il; j'ai répondu que j'y consentais (ceci est faux; ce consentement ne fut jamais que conditionnel, et rejeté dans un vague lointain) V. M. ne me parle plus de ce mariage; tout cela laisse dans l'obscurité bien des objets importants pour l'intérêt de mes peuples. J'attends de son amitié d'être éclairé sur mes doutes. » Dans ce peu de lignes on a Napoléon tout entier, avec ce mélange de dureté et d'hypocrisie qui caractérise toutes ses relations avec la cour d'Espagne. Toujours grand par le génie, il est ici descendu bien bas par le caractère, et joue, comme le tigre, avec sa proie avant de la dévorer.

M. de Tournon fut encore chargé de cette lettre avec mission d'observer la conduite des troupes françaises et l'attitude du peuple espagnol, dans cette étrange situation où l'ennemi de l'Espagne c'était son gouvernement, et où ses alliés et ses libérateurs c'étaient des soldats étrangers! Le 15 mars, il devait être de retour à Burgos pour y attendre l'arrivée de l'Empereur. Après avoir mené si longtemps les affaires de la Péninsule du fond de la Pologne ou de l'Italie, Napoléon sentait le besoin de venir enfin lui-même juger de la situation, et

diriger les événements, au lieu de se laisser diriger par eux.

Mais à force de débattre avec lui-même ce plan qu'il croyait arrêté, l'exil de la famille royale au delà des mers, un inconvénient grave de ce départ se présenta à sa pensée : chasser les Bourbons espagnols en Amérique, c'était rompre à jamais les liens qui attachaient les colonies à la mère-patrie. De deux choses l'une : ou cette vieille race, transplantée sur un sol étranger, y prendrait racine, et y fonderait un empire, rival et ennemi de celui de Madrid, ou bien les colons, fatigués du joug de la métropole, proclameraient leur indépendance ; mais dans les deux cas, toutes relations étaient rompues entre elles et la France, et cette mine féconde ne serait plus exploitée que par l'Angleterre. Pour parer à ce danger trop réel, voici l'expédient dont s'avisa l'Empereur : Il écrivit à l'amiral Rosily, toujours bloqué dans Cadix avec une division navale française, « de se placer avec ses vaisseaux de manière à empêcher le départ de la famille royale, si elle voulait *imiter la folie* de la cour de Lisbonne ».

Murat, docile à ses instructions, était entré en Espagne le 10 mars. Les provinces basques, ne voyant en lui qu'un ennemi du favori, et dans ses soldats que des libérateurs, les accueillirent avec enthousiasme. A Vitoria, l'armée ayant fait mine de payer les vivres préparés pour elle, les autorités répondirent fièrement « qu'on recevait les Français en amis, et que l'hospitalité espagnole ne se payait pas. » Jamais campagne n'avait débuté sous de meilleurs auspices. Les soldats observaient la plus sévère discipline, et toutes les portes, tous les cœurs s'ouvraient devant eux. Murat, dans ses illusions naïves, voyait déjà la route de Madrid et celle du trône ouvertes devant lui. Mais quand l'armée eut passé l'Èbre ; quand, au lieu des

vertes collines de la Biscaye, elle ne vit plus devant elle que les plateaux désolés de la Vieille-Castille, avec quelques rares villages épars dans cet aride désert, alors la vraie Espagne, dans sa triste nudité, se révéla à elle pour la première fois. Les hommes avaient changé comme la nature : une race plus âpre et plus fière que les Basques regardait l'étranger avec une sombre méfiance, prête, à la moindre injure, à se changer en hostilité.

L'armée, à Burgos, fut encore bien reçue, mais dans la ville mieux que dans les villages. Une chose, aux yeux des Espagnols, diminuait son prestige : les soldats de l'Empire étaient trop jeunes, trop peu aguerris ; les fatigues de la marche pesaient déjà sur eux, en attendant celles de la guerre. C'étaient les *Cadets* de la Grande-Armée, et l'on avait peine à placer sur ces jeunes fronts un reflet de la gloire de leurs aînés. La gale, endémique en Espagne chez les classes inférieures, faisait dans leurs rangs d'affreux ravages. Cependant l'armée avançait, bien reçue en somme par les habitants qui, faciles aux illusions, n'attendaient de l'intervention française rien de moins que la conquête de Gibraltar, la chute du favori, et, pour Ferdinand, la main d'une princesse française. Godoy, voulant gagner les bonnes grâces de Murat, de qui le rapprochait une certaine conformité de nature, lui faisait par écrit toute espèce d'avances ; mais ses lettres demeuraient sans réponse. L'ambition avait enseigné la prudence à Murat, qui resta muet avec lui comme avec tous ceux qui l'interrogeaient sur les projets de son maître. Ce silence lui coûtait, car il eût aimé à se parer de sa mission auprès des Espagnols, et à se frayer ainsi le chemin du trône. Mais, tout en se taisant, il harcelait l'Empereur de questions sur ses desseins, qu'il avait besoin de connaître, disait-il, pour les exécuter ; mais

celui-ci restait muet avec son beau-frère comme avec les Espagnols.

A défaut d'explications, l'autocrate donnait des ordres, et il fallait qu'ils fussent obéis. Voici ceux qu'il envoyait à Murat, le 16 mars : « Diriger toutes ses troupes sur Madrid, en répandant le bruit qu'elles marchaient d'après un plan concerté entre les deux souverains; arriver à Madrid le 22 ou 23, demander à y reposer son armée avant de continuer sa marche, et *enfoncer les portes* si elles se fermaient devant lui. Si la cour restait à Madrid, rassurer le Roi et la famille royale, et annoncer la prochaine arrivée de l'Empereur, *pour arranger les affaires;* si la cour s'était enfuie à Séville, l'y laisser tranquille, et même *lui témoigner de bons sentiments*. Enfin, si elle se retirait à Cadix, Rosily se chargerait d'empêcher son départ pour l'Amérique. »

Le plan d'occupation de Pampelune et des forts de Barcelone fut exécuté avec ce mélange de ruse et d'audace qui caractérisait la politique impériale. Nulle part les Français ne rencontrèrent de résistance; l'heure n'était pas venue, la mesure n'était pas comble; mais bien des yeux, longtemps fermés, commençaient à s'ouvrir. *Ce sont là de vilaines missions*, disait le loyal Darmagnac, en s'emparant par une ruse de guerre de la citadelle de Pampelune; or que devaient en penser les Espagnols, quand elles étaient jugées ainsi par ceux-là mêmes qui les exécutaient?

La question d'une alliance de famille entre les deux dynasties était devenue plus problématique que jamais. Une fille de Lucien, qu'on croyait destinée à Ferdinand, avait été renvoyée de la cour, pour s'être montrée, ainsi que son père, peu docile aux projets du despote, qui voulait être obéi de sa famille comme de ses sujets. Une

nièce de l'Impératrice, adoptée par Napoléon, venait d'épouser le prince d'Aremberg. Ainsi ce mariage, dont le rêve consolait l'Espagne de toutes ses misères, reculait devant Ferdinand au lieu de se rapprocher de lui; la triste vérité apparaissait peu à peu à ses yeux comme à ceux du pays. Le clergé espagnol qui, jusqu'ici, n'avait voulu voir dans l'Empereur que le restaurateur des autels abattus, aliéné par ses démêlés avec le saint-siége, commençait à voir en lui un ennemi, et pouvait, à un moment donné, soulever contre lui le pays tout entier. Quant à la Reine et à son amant, ils n'avaient plus qu'une pensée, celle de fuir, et de mettre l'Atlantique entre eux et le despote, qui commençait à jeter le masque. Mais le bon Charles IV, toujours confiant dans la loyauté de son illustre allié, ne pouvait se résigner à renoncer ainsi à ses chasses et à ses châteaux royaux; tout ce que la Reine et Godoy purent obtenir de lui, ce fut qu'il consentît à se retirer à Séville.

Quant à Ferdinand, révolté à la seule pensée de cette fuite en Amérique, qui le livrerait à la merci de ses deux mortels ennemis, l'idée d'une retraite à Séville ne lui souriait pas davantage. Voyant dans Napoléon l'arbitre de sa destinée, tout son désir c'était d'échapper, grâce à lui, à l'odieuse domination du favori. Son oncle, l'infant don Antonio, repoussait comme lui l'idée de fuir devant les Français, quand on espérait d'eux la régénération de l'Espagne et la délivrance d'un joug abhorré. Le Conseil de Castille s'était prononcé dans le même sens, ainsi que le ministre de la justice, Caballero, lâche courtisan de la force et du succès. Cependant l'armée française s'approchait de Madrid à marches forcées; la Reine et Godoy, bien décidés à ne pas l'attendre, commencèrent les préparatifs du départ, fixé au 17 mars.

Ferdinand, cependant, répétait à qui voulait l'entendre : « Je ne partirai pas, je ne veux pas partir! » Le Prince de la Paix raconte, dans un passage assez suspect de ses *Mémoires*, qu'il y eut plusieurs entrevues entre le père et le fils : Charles insista sur la nécessité, pour la famille royale, de paraître unie, afin de donner confiance au pays, et de l'encourager à résister à Napoléon. Un instant même, d'après le conseil de Godoy, Charles aurait eu l'idée de laisser son fils à Madrid, avec pouvoir de choisir les ministres qui lui plairaient, à l'exclusion d'Escoïquiz et de l'Infantado. A cette offre, le Prince aurait répondu par mille protestations de dévouement, en répétant qu'il était prêt à suivre au bout du monde ses parents bien-aimés. Tout paraissait donc arrangé; mais de secrètes influences agirent sur l'infant, qui changea d'avis, et se montra de nouveau résolu à ne pas partir.

L'effet produit sur la population de Madrid par la nouvelle du prochain départ de la famille de ses rois dépassa tout ce qu'on pouvait attendre. Cette lâche désertion d'un monarque, abandonnant son poste de combat, et renonçant à un trône, faute d'énergie pour le défendre, rappelait la fuite des Bragance, et l'Espagne finit par envelopper les deux races royales dans le même mépris. Un mot du Roi, mais un mot parti du cœur, un appel à ce peuple enthousiaste eût suffi pour le lancer contre l'étranger, surtout s'il eût vu à sa tête son favori à lui, le Prince des Asturies; mais le départ trop évident du Roi, de la Reine et de Godoy, traînant à leur suite l'héritier du trône prisonnier, excita dans tous les rangs de la société les ressentiments les plus amers. L'Espagne se sentit abandonnée par ses rois, et, forcée de choisir entre eux et l'étranger, elle était prête à se

donner à ce dernier, mais à une seule condition : c'est qu'il prît en main la cause de son Prince bien-aimé contre l'abject favori ! Qu'on se figure une armée désertée par ses chefs au moment de la bataille, un peuple loyal et dévoué trahi par ses rois, au moment où il ne demandait qu'à mourir pour eux, et l'on aura une idée des passions qui fermentaient dans l'ardente population de Madrid, surveillant d'un œil inquiet les apprêts de cette fuite où elle ne voyait qu'une trahison : « Si Godoy et sa maîtresse, se disait-on, ont si peur des Français, c'est que ceux-ci sont favorables à la cause de l'infant, et alors les ennemis du Prince de la Paix sont les amis de Ferdinand et les sauveurs de la patrie ! »

Le départ une fois décidé, restait à l'exécuter, et la chose n'était rien moins que facile, en face d'un peuple soupçonneux, irrité, qui avait perdu tout respect pour ses rois en se voyant abandonné par eux. L'armée française pouvait se montrer d'un instant à l'autre, et il fallait la gagner de vitesse. Le premier soin du favori fut d'envoyer à Cadix l'ordre de tenir cinq frégates prêtes à prendre la mer, et de rappeler toutes les troupes que l'Espagne avait encore en Portugal. Que lui importait, au moment où l'Amérique entière allait s'ouvrir devant lui, cette souveraineté bâtarde qu'il avait rêvée dans les Algarves ? La division espagnole qui occupait l'Alentejo reçut l'ordre de se diriger sur Séville pour protéger le départ de la famille royale. Mais ces troupes, loin d'être une protection pour Godoy, ne devaient être qu'un danger de plus ; pour tout bon Espagnol, l'ennemi public, l'ennemi national, ce n'étaient pas les Français, c'était le favori !

Le 13 mars, la cour était à Aranjuez, et le départ était arrêté pour le 17. Des relais étaicnt préparés sur

toute la route jusqu'à Séville, et la maison militaire du Roi devait se rendre à Aranjuez pour assurer sa retraite. Mais une profonde irritation régnait dans cette troupe d'élite, surtout chez les gardes du corps, les anciens camarades de Godoy. Du reste, l'esprit de révolte était partout : de graves symptômes d'insubordination s'étaient manifestés jusqu'au sein du cabinet. Le ministre de la justice, sommé par Godoy de concourir aux préparatifs de départ, s'y était refusé en disant au Prince : « Je n'ai d'ordres à recevoir que du Roi. » Une scène très-vive avait eu lieu, et le favori avait pu sentir, même sous le toit de son maître, que son règne était fini.

L'exaspération était plus vive encore chez les habitants d'Aranjuez ; habitués à s'enrichir du voisinage de la cour, ils ne pouvaient se faire à l'idée de la voir partir pour ne plus revenir. Nuit et jour ils montaient la garde à la porte du château, bien décidés à n'en laisser sortir personne, surtout leur bien-aimé Ferdinand. Ce départ, qu'il fallait empêcher à tout prix, était pour lui pire qu'une abdication, c'était un suicide ! Une fois en route, loin du sol natal et du palais de ses pères, il se livrait pieds et poings liés au favori, et n'avait à attendre de lui ni pitié ni merci !

Le mercredi 16 mars, l'agitation était telle aux portes du château que Charles IV, automate docile sous les mains qui le faisaient mouvoir, fut chargé de la calmer par une proclamation où il désavouait tout projet de départ, et promettait de ne pas quitter Aranjuez. Le mensonge était flagrant, et ne pouvait tromper personne; mais c'est ainsi que l'on gouverne en Espagne, et même ailleurs ! L'art de conduire les hommes, n'est-ce pas celui de les tromper? Cette proclamation, où l'honnête monarque, toujours de bonne foi, même quand il men-

tait, promettait avec une sincère affection à ses sujets de ne jamais les quitter, ramena le calme pour quelques instants. Le peuple, s'assemblant en foule sous les fenêtres du palais, demanda à grands cris à voir ses souverains, et les salua de ses acclamations frénétiques : « Vive le Roi! meure le Prince de la Paix! »

Le 17 au matin arrivèrent encore de nouveaux éléments de troubles; c'était la garnison de Madrid et la portion la plus remuante de sa population qui, instruite des projets de départ de ses souverains, venait s'en assurer par ses propres yeux, et au besoin, s'y opposer. L'irritation s'accrut encore quand on vit les voitures chargées dans les cours du château et les chevaux prêts à atteler. La foule était énorme autour de la résidence royale et de celle du Prince de la Paix. La journée toutefois s'écoula sans orage, mais vers minuit, une dame voilée sort de chez le Prince, au bras d'un officier, et escortée par un peloton de hussards de la garde du favori. Le peuple, dont l'affluence n'a pas cessé, même avec la nuit, croit reconnaître la maîtresse de Godoy, Josepha Tudo, et refuse de la laisser passer. Les hussards veulent lui ouvrir un passage, mais les gardes du corps, mêlés à la foule, l'excitent et la soutiennent, et elle résiste obstinément. Un coup de feu est tiré, on ne sait ni d'où ni comment, et ce coup est le signal d'une lutte acharnée. Les gardes du corps chargent les hussards à coups de sabre, les gardes wallones et espagnoles viennent à leur tour se jeter dans la mêlée, et prêtent à l'insurrection leur appui. Bientôt la foule accourt sous les fenêtres du Roi, et le force à paraître, en demandant à grands cris la tête du Prince de la Paix. Puis elle se porte en masse vers son hôtel, et s'arrête un instant

devant sa porte, effrayée de sa propre audace, et hésitant sur ce qu'elle doit faire.

A ce moment un autre coup de fusil part de l'intérieur du palais; c'en est assez pour déchaîner les passions populaires, un instant suspendues. Les portes sont enfoncées, une multitude furieuse se rue dans les appartements. Les meubles, les statues, les tableaux sont détruits. Le peuple cherche partout sa victime, jusque dans les réduits les plus secrets; mais il ne rencontre que l'épouse du Prince, victime innocénte, sacrifiée à l'ignoble parvenu dont un caprice de la Reine a presque fait un Roi. Il l'entoure de ses respects, la porte en triomphe dans un carrosse de la cour, et la traîne jusqu'au palais royal où elle reprend sa place sous le toit de ses aïeux. A défaut du Prince, qu'on ne peut trouver nulle part, le peuple exaspéré se venge sur sa somptueuse demeure : rien n'est épargné, mais rien n'est détourné non plus, sous peine de mort. Le jour, qui vient à paraître, met seul un terme à cette scène de dévastation.

Le Roi, la Reine, éperdus, hors d'eux-mêmes, redemandent à grands cris leur cher Emmanuel, tandis que es regards triomphants de leur fils trahissent sa joie maligne de la chute de son rival. Bientôt les ennemis du favori, ses amis même, et la Reine la première, s'efforcent de persuader au Roi que le seul moyen de calmer la fureur du peuple et de sauver cette vie si précieuse, c'est de déclarer Godoy déchu de tous ses titres et emplois. Charles, toujours docile, obéit à regret; un décret royal retire au favori toutes les dignités dont le poids l'écrasait, et les jette en holocauste aux passions populaires.

Il faut renoncer à décrire la folle joie, la délirante

ivresse du peuple, à Aranjuez d'abord, puis à Madrid, puis dans l'Espagne tout entière, quand vint à se répandre la nouvelle de la chute du favori. Une seule chose manquait à ce triomphe, c'était la tête de Godoy, car l'Espagne moderne, comme la vieille Rome, a besoin de mêler du sang à ses fêtes; les *auto-da-fé* et les combats de taureaux ont laissé sur elle une empreinte qui ne s'effacera pas. Beauharnais, bientôt informé, accourt à Aranjuez pour féliciter le Prince des Asturies, et rassurer le Roi en lui promettant les sympathies de son auguste maître et l'appui de ses armées.

Que faisait, pendant ce temps, le triste favori? Caché dans le coin le plus obscur des combles de son palais, enroulé dans une natte qui le dérobait à tous les regards, mais en lui interdisant tout mouvement, il resta trente-six mortelles heures à savourer ce lent supplice, plus cruel peut-être que tous ceux qu'une populace en délire aurait pu lui infliger. Quelles furent ses réflexions pendant cette longue agonie? Quel regard ne dut-il pas jeter sur sa vie passée, sur ce peuple que Dieu lui avait confié pour le relever, et qu'il avait ainsi ruiné, abaissé presque à son niveau! Enfin, le 19 au matin, vaincu par la souffrance et par la faim, il se hasarde en tremblant à sortir de sa cachette; bientôt aperçu par un garde wallon, qu'il essaye en vain d'acheter, il est dénoncé, livré à la rage de ses ennemis. Mais après une longue nuit de recherches et d'attente, la foule s'était dispersée ou cherchait ailleurs sa victime. Quelques gardes du corps, saisis de pitié pour leur ancien compagnon d'armes, l'entourent de leurs chevaux comme d'un rempart, et se dirigent avec lui vers leur quartier. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de défendre sa vie en exposant la leur; mais les insultes, la boue, les

pierres ne cessent, pendant ce pénible trajet, de pleuvoir sur l'infortuné Godoy. Enfin il arrive à la caserne, meurtri, défiguré, un œil presque arraché par une pierre, la cuisse percée d'un coup de couteau, les pieds broyés par les fers des chevaux, et le lit où on jette cet homme qui a passé sa vie dans le palais des rois, c'est la paille d'une écurie!

Le Roi, la Reine surtout, en apprenant que leur « cher Emmanuel » était enfin découvert, n'eurent plus qu'une pensée, ce fut de le sauver. La Reine, oubliant ses longues rancunes contre son fils, se jeta presque à ses genoux pour lui demander la vie de Godoy; Ferdinand céda, surtout aux instances de son père, et courut vers la caserne que la foule commençait déjà à assiéger. Le peuple irrité s'apaisa tout d'abord en voyant son idole, et un mot de sa bouche suffit pour le disperser. Ferdinand, jouant la magnanimité, cacha sa joie haineuse en voyant son ennemi terrassé : « Je te promets, lui dit-il, d'oublier tous tes torts, et de te faire grâce. — Es-tu déjà Roi, pour faire grâce? dit le favori, à qui la haine rendit un moment son énergie. — Non! répondit Ferdinand; je ne le suis pas, mais je le serai bientôt! »

Il fallait tenir la promesse de l'infant, plus facile à faire qu'à réaliser; il fallait arracher sa victime à une populace déchaînée. Charles, pour sauver son favori, aurait donné sa couronne, et la Reine sa vie! Après en avoir délibéré avec le Conseil des ministres, heureux comme le peuple, comme l'armée, comme l'Espagne entière, d'être affranchis de ce joug détesté, on décida d'envoyer Godoy à Grenade, en se servant des relais préparés pour le départ du Roi. Un carrosse de la cour fut amené devant la caserne; mais avant même que le fugitif eût osé y monter, le peuple ameuté se jeta sur la

voiture et la mit en pièces, après avoir dételé les mules; le favori dut rester bloqué dans sa prison, saisissante ironie de la Providence, qui lui assignait pour théâtre de son châtiment le lieu même où avait commencé sa fortune!

Une seule voie restait ouverte à Charles pour sauver son bien-aimé Emmanuel : c'était de s'immoler lui-même, et d'abdiquer en faveur du fils qu'il détestait, pour sauver le favori qu'il aimait plus que son trône, plus que sa vie! Pour la première fois, Charles eut une pensée à lui; il en fit part à la Reine qui, s'oubliant elle-même pour ne songer qu'à son amant, approuva le projet de son époux. Le décret, rédigé à la hâte, portait que « le monarque, âgé, infirme et pliant sous le poids de ses chagrins, abdiquait en faveur de son fils, et réclamait pour lui l'obéissance de ses fidèles sujets ». Du reste, pas un mot n'était prononcé, pas une condition posée à Ferdinand pour protéger la vie du favori. Ce décret, publié sur-le-champ, alla semer la joie jusqu'aux extrémités du royaume. Partout ce fut un transport, un délire : on s'embrassait sans se connaître, on se félicitait d'être délivré d'un joug abhorré; on entrevoyait pour l'Espagne une longue série de prospérités, sous un jeune prince, élevé à l'école du malheur, qui lui aurait sans doute enseigné l'art de régner.

L'abdication de Charles IV, l'avénement de Ferdinand VII manquaient du sceau de la légalité; il aurait fallu les Cortès pour autoriser d'aussi graves changements, mais personne n'eut le temps d'y songer; l'ivresse de la joie publique couvrit et légitima tout ce qui s'était fait. Pour la première fois depuis bien des années, l'Espagne fut unanime dans un seul sentiment : l'adhésion passionnée à son nouveau souverain.

Quant à Ferdinand, il fallait son inexpérience pour prendre au sérieux cette couronne, arrachée par l'émeute à son père, à quelques lieues d'une armée étrangère en marche vers sa capitale, et sans le consentement de l'orgueilleux suzerain qui seul pouvait lui octroyer la permission de régner. Déjà la cour tout entière, délaissant son vieux Roi pour se tourner vers le soleil levant, venait ramper aux pieds de son nouveau monarque. Celui-ci accueillit leurs hommages en homme qui avait conscience de son droit. Il garda provisoirement les ministres de son père, mais il se hâta de faire commencer le procès de Godoy, et de rappeler de leur exil le duc del Infantado et Escoïquiz, en nommant le premier capitaine de ses gardes et président du Conseil de Castille.

Mais le plus pressé c'était de s'occuper de l'armée française qui se dirigeait sur Madrid à marches forcées, et de l'Empereur, sans lequel il n'y avait rien de fait, car c'était à Paris que se décidait maintenant le sort de la Péninsule. Une bassesse de plus ne coûtait rien à Ferdinand; aussi le premier acte de son règne fut-il de dépêcher vers Napoléon trois des plus grands seigneurs de la cour, pour mettre à ses pieds la couronne qu'il venait de ceindre, et renouveler ses instances pour obtenir la main d'une princesse impériale. Le duc del Parque fut envoyé à Murat pour régler l'entrée de l'armée française à Madrid. Quant à l'Espagne, volontairement aveuglée, comme son Roi, sur les dangers de la situation, elle prit au sérieux avec lui cette royauté éphémère, et respirant un instant entre deux servitudes, elle attendit l'étranger comme on attend un libérateur!

Arrêtons-nous un instant devant tous ces événements, si pressés, si rapides que l'histoire a peine à les

suivre. Entre un roi annulé, une reine impudique et un favori justement accablé sous le mépris public, sur qui peut se porter l'intérêt? Sera-ce sur ce lâche Ferdinand, tour à tour haineux et rampant avec ses ennemis, et à genoux devant le despote qui, voilé dans son lointain mystérieux, comme la fatalité antique, conduit les événements en ayant l'air de les suivre? Non; le héros de cette histoire, s'il y en a un, c'est le peuple espagnol qui seul a conservé, en face d'une cour avilie, la sainte tradition de la pudeur publique. Oui, nous aimons, malgré ses emportements passionnés, ce pauvre peuple, égaré mais loyal, qui ne peut se décider ni à mépriser, ni à haïr ses souverains, et qui voudrait les relever, lui, au niveau de ce glorieux passé dont il rêve obstinément le retour. Depuis Philippe V, tout lui est venu de la France : ses rois d'abord, ses guerres toujours malheureuses, puis les réformes incomplètes qui, sous Charles III, ont un moment rendu l'essor à l'industrie nationale. Et cependant, qui n'admirerait les instincts généreux, le sens pratique de ce peuple qui a su résister aux entraînements de la France? Il avait comme elle sa révolution à faire, pour s'affranchir d'un double joug, celui du pouvoir absolu et celui du clergé; mais en voyant l'infortuné Louis XVI expier sur l'échafaud les fautes de ses devanciers, l'Espagne s'est arrêtée tout court dans sa carrière de réformes; les erreurs de la France lui ont enseigné la sagesse. Plutôt que de toucher à ce vieux trône vermoulu, qu'elle respecte sans vouloir juger celui qui y est assis, elle a ajourné sa révolution, dans l'espoir que ses rois se chargeraient de la faire. Elle a renoncé, pour le moment du moins, à ces libertés qu'elle rêvait, en voyant le triste usage qu'en avait fait la France. Mais

les nobles instincts qui, tôt ou tard, font les peuples libres, ne sont pas éteints chez elle ; ils se réveilleront bientôt quand il lui faudra défendre contre l'étranger l'arche deux fois sainte à laquelle on ne doit pas toucher : l'indépendance nationale et le trône de ses rois !

CHAPITRE V.

LE DRAME DE BAYONNE.

1808.

Revenons à Murat et à son armée, que nous avons laissée franchissant les deux cols du Guadarrama, pour descendre vers Madrid dont elle n'est plus qu'à une ou deux journées de marche. L'idée sur laquelle lui et Napoléon en étaient restés, c'est que la famille royale, en apprenant l'approche des Français, allait s'enfuir vers Séville. Mais comment peindre la surprise et le désappointement de l'illustre *condottiere* en apprenant les événements si imprévus d'Aranjuez, l'insurrection du peuple, la chute du Prince de la Paix, et surtout l'abdication de Charles IV en faveur de son fils? Ainsi tous ces plans, si savamment combinés par l'Empereur, se trouvaient brusquement dérangés : au lieu d'un vieux Roi, cassé par l'âge et par le chagrin, on allait se trouver en face d'un jeune prince, le premier qui, depuis des générations de rois, ne tînt pas sa couronne de la France, et ne fût pas condamné à régner, comme son père, sous le bon plaisir de Napoléon; en face aussi d'un peuple déchaîné, docile jusque-là à ses rois, mais qui, fier de sa victoire sur le favori, s'enhardirait peut-être jusqu'à briser tous ses jougs à la fois. Pendant les quinze jours nécessaires pour écrire à Paris, et recevoir

une réponse, Murat allait tenir dans ses mains les destinées de l'Espagne, son futur royaume. Devait-il poursuivre sa route ou s'arrêter en chemin? Telle était la question qui se posait devant lui, à cette heure solennelle où il fallait tenir tête à la fois à un peuple soulevé et à la colère du Maître, s'il venait à se tromper.

L'ordre de l'Empereur, d'entrer dans Madrid sans délai, était précis et n'admettait aucune excuse; la capitale, d'ailleurs, était dégarnie de troupes, car il ne s'y trouvait que des régiments suisses, embarrassés comme le sont toujours des soldats étrangers au milieu d'un peuple en révolution. Une circonstance imprévue acheva de décider Murat : les luttes sanglantes d'Aranjuez avaient eu leur contre-coup à Madrid. Dans la folle ivresse qu'y causa l'abdication du vieux Roi et la chute du favori, le peuple madrilègne, jaloux des exploits du peuple d'Aranjuez, s'empressa de piller les hôtels de la famille et des amis du Prince de la Paix. Du pillage au meurtre il n'y a qu'un pas, surtout chez ces races du midi, toujours altérées de sang; mais les fugitifs, accueillis sous le toit de Beauharnais, qu'on savait dévoué à la cause de Ferdinand, y trouvèrent un refuge inviolable, comme en terre de France. Ces désordres, prolongés pendant toute la journée du 20 mars, vinrent encore hâter la marche de Murat, sûr d'aller au-devant des intentions de son maître, s'il arrêtait par la seule présence de ses troupes l'agitation populaire, et protégeait la vie et les propriétés de la famille de Godoy. Partout, du reste, la population, croyant voir dans les Français des alliés et des défenseurs de son jeune Roi, les accueillait en amis, comme si l'alliance des deux familles de souverains était déjà un fait accompli.

Mais les événements de Madrid devaient avoir aussi

leur contre-coup à Aranjuez : le 21, arriva à Murat une lettre de la Reine d'Étrurie, une de ses anciennes relations d'Italie; elle lui peignait, dans les termes les plus vifs, l'effroi, la désolation du couple royal, et le suppliait de venir ranimer le courage du vieux Roi, et aviser au salut de la famille entière. Murat essaya de faire comprendre à la jeune Reine qu'un général ne quitte pas son armée en face d'une ville insurgée; il lui envoya son confident le plus intime, M. de Monthyon, pour arrêter avec les conseillers du Roi les moyens de rétablir l'ordre dans Madrid. Monthyon, arrivé le 22 à Aranjuez, y trouva les vieux souverains plus occupés du salut de leur cher Godoy que de leur propre sûreté. Ses biens confisqués par décret du nouveau Roi, sa vie menacée par sentence des tribunaux, s'il échappait à la rage populaire, c'en était bien assez pour justifier leur effroi. Ajoutez que Ferdinand, ne se trouvant pas encore assez vengé par la chute du favori, avait fait signifier à ses parents qu'ils eussent à se retirer à Badajoz, pour y vivre dans la retraite, au fond de cette province perdue où la protection de leur *auguste ami* ne pourrait pas les atteindre.

En voyant arriver M. de Monthyon, le couple royal se hâta de lui demander à genoux la vie de Godoy et la protection de son illustre maître. L'envoyé de Murat promit tout, et de très-bonne foi, car l'Empereur, qui avait pris l'Espagne et son Roi sous sa tutelle, ne pouvait pas voir de sang-froid un peuple déchaîné mettre ses caprices à la place des lois. Dans cette entrevue, le Roi déchu exprima son tardif regret d'avoir abdiqué en faveur d'un fils dénaturé, qui l'atteignait dans une vie plus précieuse pour lui que sa propre vie. Ce regret, rapporté à Murat, ouvrit devant lui des perspectives nou-

velles. Il n'avait pu voir sans une profonde douleur le brusque changement de scène qui, en asseyant Ferdinand sur le trône, avait coupé court à tous ses rêves de royauté. Mais en voyant ses regrets partagés par la famille royale, en songeant à l'amer désappointement de l'Empereur quand il apprendrait l'abdication du vieux Roi et l'avénement de son fils, une idée lumineuse jaillit de ce cerveau échauffé par l'ambition : puisque Charles regrettait tant sa couronne, pourquoi ne protesterait-il pas contre la violence qui la lui avait arrachée? Dès lors, lui, Murat, par le seul fait de cette protestation, était dispensé de reconnaître Ferdinand, et n'avait plus qu'à attendre la décision du Maître, qui seul avait droit de disposer de cette couronne que personne, sans lui, ne pouvait ni déposer ni ceindre!

Il n'y avait pas un instant à perdre, il fallait que la question fût tranchée avant que l'armée française eût franchi les portes de Madrid. M. de Monthyon retourna à Aranjuez pour persuader au Roi déchu de changer ses regrets à huis clos en une protestation formelle qu'il enverrait à l'Empereur. Murat, nous l'avons dit, n'avait pas été mis dans la confidence des secrets desseins de son maître, qui se méfiait de son étourderie; mais il en savait assez pour croire, et en ceci il avait raison, que l'avénement de Ferdinand était une espèce de révolte contre le protectorat de la France, et que, par conséquent, la protestation du vieux Roi serait, en tout cas, favorable aux desseins de Napoléon, puisqu'elle remettrait tout en question. Mais en attendant que Charles, c'est-à-dire que la Reine, qui pensait et voulait pour lui depuis l'absence de Godoy, le décidât à protester, il fallait occuper Madrid, y faire rentrer le peuple dans l'ordre, et forcer Ferdinand à s'arrêter sur les

marches du trône, tant que l'arbitre suprême n'aurait pas décidé à qui il devait appartenir.

Le 22 au soir, l'armée française atteignit les hauteurs qui dominent la capitale, et Murat s'apprêta à y entrer le lendemain. Ferdinand, dévoré d'inquiétude, avait envoyé le duc del Parque souhaiter la bienvenue à ces hôtes redoutés. Murat l'avait reçu en Roi plutôt qu'en général : « A l'Empereur seul, lui avait-il dit, appartient le droit de reconnaître Ferdinand comme Roi, et en attendant, je ne pourrai lui donner d'autre titre que celui de Prince des Asturies. » Force fut à l'envoyé du jeune Roi de se soumettre à cette décision, si blessante pour son maître, et de combiner avec le général français l'entrée de ses troupes dans Madrid.

Cette entrée, redoutée et désirée à la fois par les Espagnols, eut lieu le lendemain, 23 mars. Une proclamation royale invita les habitants à accueillir les Français en frères, et malgré la méfiance qui commençait à se glisser dans les cœurs, le programme officiel fut rempli. Le peuple n'avait pas assez d'yeux pour contempler cette garde impériale dont les exploits merveilleux remplissaient alors l'Europe. A côté de ces cuirassiers géants ou de ces grenadiers légendaires, les frêles conscrits de dix-huit ans, épuisés par les marches forcées, passèrent inaperçus, en s'abritant derrière la gloire de leurs aînés. Le général en chef, revêtu de son plus beau costume, appelait sur lui tous les regards; en saluant avec une orgueilleuse condescendance ses futurs sujets, Murat semblait prendre un à-compte sur sa royauté à venir. Tout se passa du reste dans le plus grand ordre : les Français, surtout leur chef et la garde impériale, furent salués par des acclamations unanimes. Le représentant armé de la France établit son quartier

général dans l'hôtel du Prince de la Paix, à côté de l'immense palais carré que l'Espagne a élevé à ses Rois. Toutes les autorités vinrent offrir leurs hommages au fondé de pouvoir de Napoléon, le seul vrai Roi de l'Espagne jusqu'à ce qu'il eût daigné lui en donner un, et Murat les reçut avec une grâce hautaine qui tenait à la fois du monarque et du soldat.

Une fois dans Madrid, sa première pensée fut pour les vieux souverains : il leur envoya une garde pour les protéger, et s'opposa résolûment à leur départ pour Badajoz, car il avait sur eux d'autres desseins, et leur présence à Madrid était nécessaire aux intérêts de son maître. Il trouva le chemin de leur cœur en prenant sous sa protection l'infortuné Godoy : Ferdinand avait donné l'ordre de le conduire à Madrid chargé de chaînes, pour y comparaître devant un tribunal décidé d'avance à le condamner; Murat craignant que la vue du Prince n'amenât dans la capitale de nouveaux désordres, ne craignit pas d'opposer son autorité à celle du Roi, en retenant quelques jours le Prince dans un village voisin. Quant au vieux Roi et à sa digne compagne, ils n'avaient rien à refuser à un homme qui leur rendait leur « cher Emmanuel ». Ils signèrent donc, après quelque hésitation, la protestation que Murat leur demandait; mais elle fut gardée secrète jusqu'à ce qu'on connût la pensée de l'Empereur. Beauharnais fut chargé de voir le jeune Roi, et d'obtenir de lui qu'il arrêtât la marche des troupes rappelées de Portugal, et s'abstînt de rentrer à Madrid et de prendre possession de la couronne jusqu'à ce qu'il y fût autorisé par l'Empereur.

Ferdinand céda sur-le-champ à la première requête; quant à la seconde, Beauharnais ne jugea pas à propos de la lui transmettre; mais, en l'absence d'ordres

directs du Maître, il eut aussi la prétention de jouer son jeu dans cet imbroglio si compliqué. Il essaya de persuader à Ferdinand que le moyen assuré de gagner les bonnes grâces de Napoléon, c'était d'aller au-devant de lui jusqu'à Burgos ou Vittoria, car il ne pourrait manquer de le rencontrer en chemin. Ferdinand n'était pas très-éloigné de cet avis, mais il tenait avant tout à se montrer à ses nouveaux sujets, et à prendre l'avis de ses deux conseillers intimes, encore absents, Escoïquiz et l'Infantado. Il ajourna donc sa décision, et, le 24, il fit son entrée à cheval dans sa capitale, sans troupes et presque sans escorte. Dès qu'on l'aperçut, ce fut une ivresse, un délire! De tous les balcons, les femmes lui jetaient des baisers et des fleurs; les hommes, dans les transports d'une folle joie, étendaient leurs manteaux sous les pieds de son cheval, et brandissaient en l'air leurs couteaux, en jurant « de le venger de tous ses ennemis, quels qu'ils fussent », c'est-à-dire, même des Français, au besoin! Contraste saisissant que celui de ces deux entrées successives dans Madrid, à un jour de distance, de la force et du droit, du conquérant représenté par ses armées, et du Roi légitime qui attendait de lui la permission de régner! Le peuple avait beau chercher à s'étourdir dans sa folle ivresse, une vague inquiétude régnait au fond des cœurs : chacun sentait confusément le danger d'enfermer dans les mêmes murs deux principes opposés, la souveraineté nationale et une domination étrangère! Les autorités publiques vinrent saluer le jeune Roi, installé dans le palais de ses pères, comme elles avaient salué Murat dans celui du Prince de la Paix; mais à cette fête de famille manquaient les deux représentants de la France, le général en chef et l'ambassadeur de Napoléon, et leur absence, trop signi-

cative, jeta un voile de tristesse sur cette journée où l'Espagne enivrée cherchait à se voiler à elle-même sa dépendance.

L'Empereur, à Paris, avait été successivement informé de tous ces événements qui se précipitaient l'un sur l'autre : la chute du favori, l'abdication du vieux Roi, l'avénement du nouveau, et enfin la protestation, encore secrète, que Charles IV lui mettait en main, comme une arme pour annuler au besoin tout ce qui avait été fait. Ainsi tous ses plans se trouvaient dérangés, mais pour être remplacés par d'autres, prêts à sortir de ce cerveau fécond. La nouvelle de la révolution d'Aranjuez et de l'abdication du monarque inspira à l'Empereur la même pensée qu'à Murat : s'appuyer sur le père contre le fils, et les mettre tous deux aux prises pour les annuler l'un par l'autre; imposer au vieux Roi, pour quelques mois encore, le fardeau d'une royauté nominale, et s'en faire un prétexte pour ne pas reconnaître celle du fils, en l'empêchant ainsi de prendre racine dans les affections populaires, tel était le plan, simple et naturel, que les événements avaient suggéré en même temps à Napoléon et à Murat. Beauharnais, de son côté, était venu y ajouter une combinaison nouvelle, en suggérant à Ferdinand l'idée d'aller trouver l'Empereur, et de le prendre pour arbitre dans ce procès de famille : idée lumineuse et féconde, qui seule pouvait amener la solution de la crise; car à tout prix, il fallait tirer Ferdinand de l'Espagne, où lui seul prêtait un corps aux ressentiments populaires. Si une fois, en faisant jouer les deux grands ressorts de l'ambition et de la peur, on parvenait à lui faire franchir les Pyrénées, tout alors devenait facile : Charles, reconnu pour seul Roi, ne tarderait pas à céder sa couronne à Napoléon, en

échange d'une retraite opulente en France ou en Italie, avec sa femme et son bien-aimé Godoy. Quant à Ferdinand, une fois hors de la Péninsule, qu'importeraient ses ressentiments ou ses regrets? L'important, c'était de ne jamais l'y laisser rentrer, et d'ôter à un peuple mécontent le seul chef autour duquel il pût se rallier.

Du reste, en fait de rouerie politique, Napoléon avait des leçons à donner, et non à recevoir. Ainsi nous trouvons déjà, dans ses lettres du 8 au 16 mars, la preuve qu'il avait d'avance pressenti l'expédient qu'on lui suggérait : « Rassurez tout le monde, écrit-il à Murat, tenez la balance égale entre tous les partis; je veux rester *l'ami de l'Espagne*, mais être en état de surmonter sa résistance par la force. Dites aux Espagnols que j'arrive, que j'ai les meilleures intentions pour leur pays. *Envoyez-moi les Princes à Burgos et à Bayonne*, si vous en entrevoyez la possibilité. » Et le 27, il lui écrit encore : « Vous devez empêcher qu'il ne soit fait aucun mal au Roi, à la Reine et au Prince de la Paix. *Jusqu'à ce que le nouveau Roi soit reconnu, faites comme si l'ancien régnait toujours* [1], et attendez mes ordres. » Ainsi, à mesure que les événements se dessinent, Napo-

« La Reine d'Étrurie avait arrangé une entrevue de Ferdinand avec Murat. Ce dernier était chez elle avec quelques-uns de ses officiers. On annonce le Roi d'Espagne : les officiers se retirent par respect; le Grand-Duc reste, bien décidé à ne pas faire un pas d'où l'on pût arguer qu'il reconnaissait Ferdinand pour Roi. Celui-ci, surpris de la réserve de Murat, s'arrête et n'ouvre pas la bouche. La Reine, voulant les forcer à se parler, les laisse tête à tête, et se met à son piano dans la pièce voisine. Après quelques instants de silence et d'embarras, Ferdinand se rapproche machinalement de sa sœur, Murat ne bouge, et comme ils n'étaient venus ni l'un ni l'autre pour entendre de la musique, tous deux s'en vont sans avoir échangé une parole.

» Le grand Duc de Berg commença à faire des visites au Roi Charles IV et à la Reine après le départ de Ferdinand pour Bayonne. »

(Le général Foy. *Guerre de la Péninsule,* t. III, p. 140.)

léon s'affermit dans ses desseins, ébauchés depuis si longtemps ; car nous le voyons, à la même date, le 27 mars, écrire à son frère Louis, qu'il a fait Roi de Hollande : « *J'ai résolu* de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas... Répondez-moi catégoriquement : si je vous nomme Roi d'Espagne, l'agréerez-vous ? Puis-je compter sur vous ? *Ne parlez à qui que ce soit* de l'objet de cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour que l'on avoue y avoir pensé. »

Au milieu de ces événements qui marchent d'un pas si rapide, arrêtons-nous un instant pour étudier une des phases les plus curieuses de la pensée du conquérant sur la question espagnole. Emporté par cet irrésistible élan qui pousse les conquérants à marcher vers leur but, en foulant aux pieds tous les obstacles et tous les scrupules, Napoléon n'était pas sans avoir pesé les difficultés et les dangers de son entreprise. A ces heures trop rares où la passion se tait pour laisser parler la prudence, ou lorsque les événements refusaient de se plier à ses desseins, cet esprit si sagace, si pénétrant, dut plus d'une fois s'arrêter tout court, et se demander comment il sortirait de cette voie sans issue.

Or, un de ces moments solennels venait d'arriver : le 28 et le 29 mars, l'Empereur n'avait pas reçu de lettre de Murat ; tout occupé de son entrée dans Madrid, celui-ci n'avait pas eu le temps de lui écrire. Cette absence de nouvelles, si pénible quand de grands événements se passent à distance, fit rentrer Napoléon en lui-même ; pour la première fois peut-être, la vérité lui apparut : il contempla la question espagnole, non plus à travers les fausses couleurs dont la revêtait son ambition, mais dans sa triste, son effrayante réalité.

A ce moment même revenait d'Espagne un homme honoré de la confiance de l'Empereur, et qui la méritait, car il savait rendre compte, à lui et aux autres, de ce qu'il avait vu; cet homme, c'était M. de Tournon. Le sagace chambellan, que la passion n'égarait pas comme son maître, jugeait cette redoutable question d'un point de vue tout différent : eux ne voyaient que le but, lui songeait aux difficultés du chemin. Il connaissait le peuple espagnol, et pressentait en lui une force de résistance que ne soupçonnaient pas des soldats de profession, habitués à ne tenir compte que des armées régulières, et qui n'avaient jamais eu affaire à un peuple soulevé, dans une guerre nationale. Déjà, dans l'ardeur de sa conviction d'honnête homme et de patriote, après avoir bravé les railleries de Murat et de son état-major, il avait écrit à Napoléon pour essayer de l'arrêter sur le bord de l'abîme.

Tournon ne pouvait arriver dans un moment plus propice : à défaut de nouvelles de Madrid, il apportait de précieux renseignements sur les provinces et sur l'esprit public dans la Péninsule. C'était mieux que des nouvelles, c'était un système complet, différent de celui du Maître! Au lieu d'obéir les yeux fermés, comme des soldats à leur consigne, ou comme tous ces valets titrés dont s'entourait le despote, il osait penser par lui-même, et contrarier l'Empereur pour mieux le servir. L'entrée de Murat et de son armée dans Madrid, accomplie ou manquée à cette heure sans que l'on en sût rien à Paris, préoccupait vivement l'Empereur; il redoutait le contact de ses vieux soldats, habitués à se poser partout en maîtres, avec cette ardente population qui n'avait jamais obéi qu'à ses rois. Il écouta donc avec attention, avec intérêt même l'honnête chambellan qui le suppliait, « de ne

prendre aucun parti définitif avant d'avoir vu l'Espagne de ses propres yeux; de ne point s'en rapporter à des militaires, braves mais étourdis, ne rêvant que batailles et couronnes; car on éprouverait en Espagne de cruels mécomptes, et peut-être d'affreux malheurs ».

C'est sous le coup de ces impressions, qui répondaient à ses pressentiments secrets, toujours écartés, mais revenant toujours, que Napoléon écrivit la lettre suivante. Nous la citons en entier, malgré sa longueur, car elle est l'unique pièce du procès, et le lecteur ici a besoin de juger par lui-même :

Monsieur le grand-duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 19 mars a singulièrement compliqué les événements; je reste dans une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 29 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

Le Prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi l'*usurpation* de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible.

Le Prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires pour le chef d'une nation; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux, et d'en-

flammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables, il en est d'autres que vous sentirez.

L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras : elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes de Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais.

La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être le pays de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, sont le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

Dans l'intérêt de mon Empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre? Irai-je à Madrid? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait Roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien : la Reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement, lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre...

Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre...

Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le

peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le Prince de la Paix doit avoir, dans les emplois publics, des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux Roi, qui pourrait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux Roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire: Vous ne m'engagerez à une entrevue, en Espagne, avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme Roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le Roi, la Reine et le Prince Godoy; vous exigerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne vous sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même.

Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que, si la France doit intervenir dans les affaires de l'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés; vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement; qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est trouvée engagée, la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au concordat que j'ai signé avec le Pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre et la paix à l'intérieur, la considération et la puissance à l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche. Je puis attendre à Bayonne, je puis passer les Pyrénées, et me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition... Qu'aucun projet personnel ne vous occupe, et ne dirige votre conduite; cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi. Vous allez trop vite dans vos instructions du 14; la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide; à cause de l'événement du 19 mars, il y a des changements à faire. Vous donnerez de nouvelles dispositions; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères. J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère : point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards; l'on respectera principalement les églises et les couvents.

L'armée évitera toute rencontre, soit avec les corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements; il ne faut pas que, d'aucun côté, il soit brûlé une amorce.

Laissez Solano dépasser Badajoz; faites-le observer; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider de la destinée de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

Vous m'enverrez deux estafettes par jour; en cas d'événements majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance. Vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon, qui vous porte cette dépêche; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, etc.

Signé : NAPOLÉON.

(Thiers, *Histoire de l'Empire*, édition in-4°, t. I, p. 631.)

Ce qui frappe au premier abord dans cette remarquable lettre, ce que la réflexion ne fait que confirmer, c'est son absolue contradiction avec toutes les lettres de Napoléon à Murat, avec les ordres qu'il lui a donnés, avec les délais fixés pour son entrée à Madrid. Écrire

insi, ce n'est pas seulement désavouer Murat, c'est se désavouer soi-même! Ce premier point a été établi par M. Thiers avec une netteté, une vigueur d'argumentation qui ne laissent rien à désirer. Il met également hors de tout débat l'authenticité de la lettre, qu'on ne peut pas révoquer en doute quand une fois on connaît le style de Napoléon. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que, plus on étudie ce curieux document, et plus on est frappé de quelque chose de solennel, de guindé, qui contraste vivement avec l'allure impérieuse et dégagée du style de l'autocrate. Évidemment, cette lettre n'a pas été écrite pour être envoyée à Murat, car celui-ci, si exact d'ordinaire, n'en fait pas mention dans sa correspondance; et certes, malgré toute sa docilité, il n'eût pas pu accepter sans mot dire ce blâme immérité, ce désaveu complet de sa politique, fidèlement calquée sur les ordres de l'Empereur. Non, Napoléon ici n'écrit pas pour ses contemporains, qui ne verront pas cette lettre, publiée pour la première fois dans le *Mémorial de Sainte-Hélène;* il écrit pour la postérité, plus facile à tromper parce qu'elle voit les choses de plus loin; il pose pour l'histoire, et se drape devant elle dans sa sagesse d'emprunt qui, par malheur, n'est pas destinée à durer.

L'illustre historien du *Consulat et de l'Empire*, fasciné par son ardente admiration pour le héros de son histoire, voit, dans ce démenti d'un jour donné à toute sa politique avec l'Espagne, « une inconséquence pleine de génie, et comme une lumière surnaturelle qui lui révèle l'avenir. » (Tome I, in-4° p. 632.) D'un autre côté, M. Lanfrey (*Histoire de Napoléon*, tome V, p. 270), emporté par sa haine non moins ardente contre le despote, voit dans cette lettre un « faux historique et une fourberie de Scapin ». Le lecteur choisira entre les opi-

nions des deux historiens, habitués à se contredire, et peut-être trouvera-t-il la vérité entre les deux extrêmes. Mais pour nous, après un consciencieux examen de la question, tout en admettant l'authenticité de cette lettre, nous ne pouvons pas croire un seul moment à la bonne foi de son auteur.

Ébranlé un instant par Tournon dans sa manière d'envisager la question espagnole, Napoléon a voulu se réserver pour l'avenir un moyen, si l'affaire tournait mal, d'en rejeter tout le tort sur son lieutenant; il a voulu prouver, par un document irréfutable, que, pour une heure, du moins, il avait opposé la politique de la sagesse à la politique d'aventures où Murat se jetait tête baissée. Du reste, cette lettre, que son auteur lui-même semble avoir désavouée, en ne l'envoyant pas à son adresse, n'a été publiée que bien des années après sa date; elle demeure donc en réalité nulle et non avenue pour l'histoire. La longue série de lettres échangées entre l'Empereur et son beau-frère, avant et après celle-ci, est là pour réfuter ce démenti d'une heure donné à toute sa politique espagnole. Le lendemain même, Napoléon, en apprenant la facile entrée des Français à Madrid, reprend sa confiance en son étoile, et approuve hautement la conduite de Murat, qui n'a fait, après tout, qu'exécuter ses ordres. Donc, pour résumer en deux mots notre opinion sur ce point controversé, nous ne voyons dans cette lettre qu'un calcul de Napoléon pour se justifier aux dépens de « son étourdi de lieutenant », et mentir à la postérité qui, nous l'espérons bien, ne se laissera pas prendre au piége. Averti par son fidèle serviteur, le despote s'est arrêté un instant; il a vu l'abîme où il courait, et il a reculé devant lui ! Mais « l'abîme attire », et du moment où il sait son armée à Madrid et Ferdinand presque

décidé à venir à Bayonne, il n'y a plus dans son esprit trace d'hésitation ; il se précipite en aveugle sur la pente qui le mène à sa ruine.

Nous connaissons maintenant Napoléon tout entier; nous venons de sonder ces abîmes de ruse et de perfidie que le monde décore du nom d'habileté politique. Les hommes, aux yeux de l'artificieux despote, ne sont que des instruments, plus ou moins bien dressés, qu'il jette de côté quand il cesse d'en avoir besoin. Ainsi, pour effrayer l'Espagne et pour la contenir, il s'est servi de son beau-frère, si bien approprié à ce rôle semi-théâtral, semi-militaire, où il fallait à la fois montrer sa force, et éviter de s'en servir. Mais pour réaliser la portion la plus subtile de ce plan, dont la profondeur inspire à la fois l'admiration et le dégoût, à côté du soldat il fallait le diplomate; il fallait un autre instrument que Murat, trop intéressé dans la question pour y jouer un rôle neutre et docile. Cet instrument fut bientôt trouvé, car Napoléon en avait pour toutes ses tâches, et savait toujours les mettre à leur place. Ce fut Savary, esprit souple et délié, comme il en faut aux conquérants dans leur œuvre multiple où, à côté de la force, il y a toujours place pour la ruse. Savary revenait alors de la Russie où il s'était employé, avec une rare souplesse, à raffermir l'alliance, un peu chancelante, de Napoléon avec le Czar, qu'alarmaient les visées sur l'Espagne de son *auguste ami*. Mais un esprit aussi délié avait besoin de tout savoir pour être prêt à faire face à tout; l'Empereur lui confia donc tous ses desseins sur la Péninsule, et le chargea de les révéler à Murat, qui les avait servis jusqu'ici sans les comprendre. Les instructions de Savary pouvaient se résumer en deux mots : ne reconnaître d'autre autorité que celle du vieux Roi, et attirer Ferdi-

nand à Bayonne, pour vider son litige avec son père devant l'arbitre suprême qui déciderait de leur sort.

Non content d'envoyer Savary à Madrid, l'Empereur y expédie aussi son fidèle Tournon, avec mission de voir, et de rendre compte de ce qu'il aura vu. Mais ce n'est point assez encore; il sent le besoin d'assister de plus près à cette partie décisive qui va se jouer à son profit. Le 8 avril, il part pour Bordeaux, tout prêt à se rendre de là à Bayonne, et à franchir même les Pyrénées, quand l'heure en sera venue.

Mis au courant par Savary des intentions secrètes de l'Empereur, Murat eut la joie de voir qu'il les avait devancées, et que ses inspirations se rencontraient avec les desseins de son maître. La marche qu'on lui traçait, c'était justement celle qu'il avait suivie; il n'avait donc qu'à la continuer. Le nœud de la politique impériale, le but de tous ses efforts, c'était d'attirer Ferdinand à Bayonne, où ses parents, inquiets de cette entrevue, ne tarderaient pas à le suivre. Le moyen pratique, c'était d'engager Ferdinand à venir à la rencontre de l'Empereur jusqu'à Vitoria, et au besoin jusqu'à Bayonne, si l'illustre visiteur tardait trop à venir. Ferdinand, du reste, depuis son avénement, n'avait qu'une pensée: se concilier les bonnes grâces de Napoléon! Après les trois Grands d'Espagne qu'il avait envoyés lui porter l'hommage de son vassal couronné, il lui avait encore dépêché son oncle, l'infant don Carlos, pour sonder ses intentions, et s'efforcer de faire reconnaître par lui sa précaire royauté, et d'obtenir la main d'une de ses nièces.

Il faut le reconnaître, jamais position n'avait été plus difficile que celle du nouveau Roi. Ignorant absolument les desseins du Maître, sans la permission duquel il ne pouvait régner, traité de Prince des Asturies par Murat

qui refusait obstinément de le reconnaître pour Roi, il voyait grossir chaque jour ce flot de soldals que la France versait dans la Péninsule. Jamais souverain espagnol ne s'était trouvé ainsi prisonnier dans son propre palais, gardé à vue par des soldats étrangers, et attendant d'un suzerain distant et muet la permission de porter la couronne que lui avaient décernée ses sujets. Dans cette situation désespérée, il n'avait plus que deux partis à prendre : s'enfuir, mais où et comment? Les projets de fuite de son père ne lui avaient-ils pas coûté sa couronne? Ne serait-ce pas donner à l'Empereur le prétexte qu'il cherchait pour rompre avec lui? L'autre parti, celui que Beauharnais, dans sa candide loyauté, ne cessait de lui conseiller, c'était de se jeter dans les bras de Napoléon, dont l'âme était trop grande pour ne pas être touchée d'une si généreuse confiance.

L'arrivée de Savary à Madrid contribua encore à faire pencher Ferdinand de ce côté. L'envoyé de Napoléon n'avait qu'un mot d'ordre : expédier Ferdinand à Bayonne; ne songeant pas, comme Murat, à le remplacer sur le trône, il se sentait plus libre d'agir. Il commença par gagner le cœur de Ferdinand en le reconnaissant pour Roi, et en le complimentant comme tel au nom de l'Empereur. « Tout ce que mon maître désire, lui dit-il, c'est de savoir si les sentiments de Votre Majesté sont aussi favorables à la France que ceux du roi Charles IV, et dans ce cas, il est tout disposé à reconnaître vos droits à la couronne; mais le plus sûr moyen d'y parvenir, c'est une entrevue avec l'Empereur, entrevue d'autant plus facile à réaliser que Sa Majesté Impériale est déjà en route pour Madrid, et que vous vous rencontrerez certainement avec elle dans le chemin. »

Savary, qui avait pris à Madrid le premier rôle, en reléguant Murat dans l'ombre, prodigua les mêmes séductions aux deux conseillers du nouveau Roi, et ceux-ci ne furent pas plus difficiles à gagner que leur souverain. Sur ces entrefaites arriva à Madrid le semblant de traité ébauché à Paris par Izquierdo et Talleyrand, et qui attribuait à la France la rive gauche de l'Èbre, en échange du Portugal, avec le libre commerce des colonies espagnoles. Ce traité, tout menaçant qu'il fût pour l'Espagne, vint encore confirmer Escoïquiz et le duc del Infantado dans leur aveugle confiance. A ces conditions, écrivait Izquierdo au Prince de la Paix, sans se douter que sa lettre serait ouverte par Ferdinand, l'Empereur donnerait au *Roi des Espagnes* le titre d'*Empereur des Amériques,* reconnaîtrait le Prince des Asturies comme héritier présomptif de la couronne, et lui accorderait en mariage une princesse française. » Ses deux conseillers une fois gagnés, le jeune Roi ne pouvait pas résister longtemps ; on s'enivra d'illusions et de folles espérances, on se flatta, dans une entrevue amicale, de désarmer les exigences de l'autocrate, et surtout d'échapper à cette cession des provinces de l'Èbre dont l'idée seule eût soulevé tous les cœurs espagnols. On écarta tous les côtés sombres de la situation pour ne voir que ses côtés riants ; et c'est ainsi, dans ce conseil privé, dont les ministres même étaient exclus, que fut arrêté ce fatal voyage auquel le sort de la monarchie était attaché. Quant à l'idée que l'illustre Empereur, qui régnait déjà, par lui ou par ses frères, sur la moitié de l'Europe, songeât encore à mettre la main sur la couronne de Castille, elle ne paraît pas être entrée un instant dans ces étroits cerveaux. L'Espagne, après tout, n'avait pas été vaincue, comme la Prusse à Iéna et l'Autriche à

Austerlitz, et le César victorieux avait laissé ces deux souverains sur leur trône. Si l'Espagne s'était battue, c'était à côté de la France, pour perdre avec elle sa marine à Trafalgar, et elle avait droit de compter sur la reconnaissance de sa vieille alliée. Il fallait donc partir sans hésiter, non pas pour Bayonne, mais pour Burgos ou Vitoria, où arriverait bientôt l'Empereur. Enfin une autre raison, plus puissante encore, conseillait ce départ : si Ferdinand ne partait pas, ses parents, informés déjà de ses projets de voyage, ne manqueraient pas de partir à sa place, pour aller plaider eux-mêmes, et peut-être gagner leur cause auprès de l'Empereur.

Mais ce n'était pas assez de décider le voyage, il fallait le faire accepter au peuple de Madrid. Ce vieil orgueil castillan, que tant de malheurs n'avaient pas abattu, se révoltait à l'idée de voir le Roi de l'Espagne et des Indes aller mendier auprès d'un souverain étranger l'investiture de sa couronne. La méfiance, instinct natif chez un peuple élevé à l'école de l'Inquisition, commençait à se réveiller dans les cœurs. Aussi, quand se répandit dans Madrid le bruit du prochain départ du jeune Roi, ce peuple, facile aux émotions violentes, était tout prêt à prendre les armes pour s'y opposer. Mais une proclamation royale, lancée à propos, vint apaiser l'agitation populaire ; Ferdinand y disait à ses fidèles sujets que, « Napoléon se rendant à Madrid pour y resserrer son alliance avec l'Espagne, le Roi ne pouvait se dispenser d'aller au-devant d'un hôte aussi illustre », et la tempête se calma comme par enchantement.

Prophète sans le savoir, le peuple s'était jeté en travers du chemin pour empêcher Ferdinand de marcher au-devant de sa destinée ; mais cette voix tutélaire n'avait point été écoutée ! Rien ne s'opposait plus au départ qui

fut arrêté pour le 10 avril. Savary s'offrit à accompagner le jeune Roi dans ce voyage, où le cœur pouvait bien lui manquer, au moment de comparaître devant l'arbitre de sa destinée. Le pas décisif à franchir pour Ferdinand c'était de quitter, pour se rendre à Bayonne, le territoire espagnol, et toute l'autorité, toute la souplesse d'un Savary ne seraient pas de trop dans un pareil moment. Avant de quitter Madrid, le jeune Roi crut devoir une dernière visite à ses vieux parents, toujours à Aranjuez, dans le secret espoir d'obtenir d'eux pour leur auguste allié une lettre où, acceptant les faits accomplis, ils se résigneraient à voir leur fils leur succéder de leur vivant. Mais cet espoir fut trompé : après une réception plus que froide, surtout de la part de sa mère, Ferdinand dut les quitter en n'emportant que leurs malédictions. Une junte de gouvernement fut installée pendant l'absence du monarque, qui devait être de peu de durée ; cette junte se composait de l'infant don Antonio, son oncle, des ministres de la guerre, de la justice et des finances, tenus d'en référer au Roi dans tous les cas graves, et de ne rien décider que d'accord avec le Conseil de Castille. Le Roi emmenait avec lui, avant tout, ses deux conseillers intimes, Escoïquiz et l'Infantado, puis le ministre d'État Cevallos, le duc de San Carlos, et les Grands d'Espagne qui composaient sa maison, cortége bien lourd pour une royauté ruinée qui voulait garder le faste des anciens jours.

Enfin le 10 avril, Ferdinand et sa royale escorte se mirent en route, laissant derrière eux Madrid tourmenté, comme son Roi, de sombres pressentiments. Mais le sort en était jeté : une fois dans la voie de l'obéissance, il fallait y marcher jusqu'au bout. Comme il était facile de le prévoir, le Roi à peine parti, les vieux souverains,

craignant de le voir s'emparer de l'esprit de l'Empereur, pour le prévenir contre eux, et annuler l'effet de la protestation du vieux Roi, voulurent à toute force partir aussi pour Burgos, afin d'y arriver en même temps que lui. L'Espagne d'ailleurs, ivre d'amour pour son jeune souverain, leur était devenue odieuse, et du moment où ils ne pouvaient plus y régner, le coin le plus reculé de la France, sous la tutelle du puissant Empereur, leur serait plus cher que tous leurs palais! La Reine d'Étrurie, leur fille, ennemie mortelle de son frère, voulut les accompagner, pour plaider auprès de l'autocrate les droits de son jeune fils, frustré deux fois de l'héritage maternel, en Italie et en Portugal.

Mais pour risquer une pareille démarche il fallait la permission de l'Empereur, car rien en Espagne ne se faisait sans lui. Murat, enchanté de cette décision qui allait mettre la famille entière dans les mains de son maître, s'empressa de lui en faire part, sûr d'avance de sa réponse, et cachant mal la joie que lui causait cette nouvelle. Ainsi, par une sorte de fascination, tous les membres de cette malheureuse lignée, saisis de vertige, se précipitaient tête baissée dans le piége, et l'un servait d'amorce pour y attirer les autres!

Cependant Ferdinand poursuivait son voyage avec la lenteur solennelle, si chère aux monarques castillans. Le 12, il était à Burgos : inutile de dire qu'il n'y trouva pas Napoléon; il s'en consola en recevant sur sa route les hommages empressés des populations, heureuses de saluer leur jeune Roi, mais inquiètes et froissées dans leur orgueil de le voir se livrer ainsi aux mains d'un souverain étranger, et implorer de lui la permission de régner. Pressé de voir l'Empereur, et de devancer auprès de lui ses parents, Ferdinand dévora sans mot dire cette

première déception, et poursuivit sa route jusqu'à Vitoria. Un instant toutefois, avant de quitter Burgos, saisi d'une sorte de pressentiment, il chancela dans sa résolution; mais Savary, pesant sur lui du poids de la volonté du Maître, parvint à le rassurer, et Ferdinand, les yeux obstinément fermés, marcha au-devant de sa destinée.

Le 13 avril, on arriva à Vitoria; mais là, en apprenant que l'Empereur n'était pas même venu au-devant de lui jusqu'à Bayonne, Ferdinand sentit, non pas sa dignité, mais sa méfiance lui revenir. Il y avait dans l'air, dans l'attitude des populations, effrayées de voir leur Roi bien-aimé prêt à franchir la frontière, quelque chose qui lui disait : « Ne va pas plus loin ! » Le chef des douanes de la ligue de l'Èbre lui offrait le dévouement et les bras de deux mille douaniers pour le délivrer des mains des Français. Un officier de marine, don Miguel de Alava, voulait le faire échapper de son palais sous le costume d'un muletier, et le duc de Mahon se chargeait d'assurer sa fuite en Aragon. La méfiance, les craintes de ses sujets légitimaient les siennes, et Ferdinand refusa résolûment de faire un pas de plus. Savary lui-même y perdit ses frais d'éloquence, et finit par partir pour Bayonne, où venait d'arriver l'Empereur, afin de décider avec lui ce qu'il y avait à faire; car, après avoir ainsi amené le gibier à la porte du piége, on ne pouvait pas lui permettre de s'échapper.

Pour excuser son refus de se rendre à Bayonne, Ferdinand avait écrit à Napoléon, le jour même de son arrivée à Vitoria, en lui rappelant toutes les preuves de dévouement qu'il lui avait données, en le suppliant de rompre enfin son menaçant silence, et de le reconnaître pour Roi. Bientôt Savary revint à Vitoria avec une lettre

de son maître, vrai chef-d'œuvre de perfide habileté: l'Empereur commence par rappeler au jeune Roi « l'intérêt qu'il lui a toujours porté », et s'en fait un titre pour lui parler « *avec franchise et loyauté* ». « Je ne suis point juge, ajoute-t-il, de ce qui s'est passé à Aranjuez, mais il est toujours dangereux d'accoutumer les peuples à répandre le sang, et à se faire justice eux-mêmes. » Puis, après avoir intercédé en faveur du Prince de la Paix, dont il avait conseillé le renvoi à *son auguste ami* Charles IV, il insiste sur « l'éclat fâcheux que causerait ce procès, sur le danger de déshonorer aux yeux du pays la famille de ses rois, en initiant à leurs secrets une multitude jalouse et malveillante. Votre Altesse Royale n'a d'autres droits à la couronne, ose-t-il insinuer, *que ceux que lui a transmis sa mère* », allusion blessante, même pour un fils comme Ferdinand, aux scandales de la vie privée de la Reine ! Il le presse ensuite de se rendre à Bayonne, car il a besoin de causer avec lui. « Et alors, ajoute-t-il, je le dis à V. A. R. et *au monde entier*, si l'abdication du Roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'émeute d'Aranjuez, je reconnais V. A. R. comme Roi d'Espagne ». Puis enfin vient le dernier argument, le plus puissant de tous auprès de Ferdinand, le mariage avec une princesse impériale, objet de tous ses vœux. Oubliant qu'il lui a fait suggérer par Beauharnais la première idée de cette union, il lui rappelle, avec une hypocrite douceur, que « toute démarche d'un prince héréditaire auprès d'un souverain étranger est *criminelle* », ce qui ne l'empêche pas d'ajouter : « Je tiens le mariage d'une princesse française avec V. A. R. pour conforme aux intérêts de *mes peuples*, car il m'attachera par de nouveaux liens à une nation dont je n'ai eu qu'à

me louer depuis que je suis sur le trône. » (16 avril.)

Mais le complément de cette lettre, et son commentaire le plus éloquent, c'était l'ordre suivant envoyé à Bessières : « Si le Prince des Asturies vient à Bayonne, c'est bien; s'il rétrograde sur Burgos, vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne, et vous publierez la protestation du vieux Roi! » Ainsi la force, on le voit, était toute prête à venir au secours de la ruse; si l'une échouait, l'autre était là pour la remplacer.

Mais pour vaincre la résistance du jeune Roi, Savary avait encore une bataille à livrer : un ancien premier ministre de Charles IV, Urquijo, supplanté en 1802 par le Prince de la Paix, était sorti de sa retraite pour venir saluer au passage son nouveau maître. Soulevé, comme tout loyal Espagnol, à la seule pensée de ce voyage, il essaya, avec l'éloquence du bon sens et du cœur, de l'arrêter au bord du précipice où il allait se jeter, tête baissée. Il reprocha durement aux aveugles conseillers du Roi, Escoïquiz et l'Infantado, les Godoy du nouveau règne, de mettre la monarchie castillane aux pieds du soldat parvenu qui régnait sur la France; de dégrader à la fois l'Espagne et son Roi, en l'envoyant, hors du sol de la patrie, qu'un monarque espagnol ne devrait jamais quitter, mendier près d'un souverain étranger la permission de régner. Avec une vue vraiment prophétique de l'avenir, il les rendit responsables des fatales conséquences de cette entrevue sur la terre étrangère, qui pourrait devenir pour lui la terre d'exil; car, entre le père et le fils, Napoléon, au lieu de choisir, les condamnerait tous les deux, le père comme incapable de régner, le fils comme ayant usurpé un trône auquel il n'avait pas droit. — Et comme le duc del Infantado se récriait en disant : « Vous calomniez un héros!

— Vous ne connaissez pas les héros, reprit Urquijo; lisez Plutarque, et vous verrez que la plupart n'ont élevé leur grandeur que sur des monceaux de cadavres!»

Aux arguments du digne ministre, les favoris du nouveau règne ne répondirent que par des railleries. Urquijo, indigné, se retira, ne voulant pas autoriser de sa présence une démarche qu'il blâmait. Savary n'eut pas de peine à triompher des derniers scrupules de Ferdinand et, le 19 avril, au matin, l'aveugle monarque, convaincu que sa présence dissiperait tous les nuages, et que l'Empereur, après une heure d'entretien, n'hésiterait pas à le reconnaître pour Roi, et à faire de lui un membre de sa famille, se mit en route pour Bayonne.

Au moment où le Roi allait partir, la populace, ameutée autour de sa voiture, en coupa les traits, et s'opposa à son départ. Mais le duc del Infantado, aimé du peuple à cause de son dévouement au jeune Roi, se jeta au milieu de la foule, et parvint à l'apaiser en affirmant que, si Ferdinand se rendait à Bayonne, c'était pour en revenir au bout de quelques jours avec son titre de Roi reconnu, et son alliance resserrée avec la France. Le peuple céda, moins par conviction que par amour pour Ferdinand, et le vit partir avec une pitié mêlée de mépris pour son aveuglement et sa faiblesse; car il y a dans les masses une sorte d'instinct confus qui leur révèle l'avenir, et que les hommes d'État devraient consulter plus souvent.

Après avoir couché à Irun, le Roi arriva au bord de la Bidassoa, modeste rivière de onze lieues de parcours, qui sert de frontière aux deux royaumes, et qu'ont rendue célèbre tant d'entrevues royales et de mariages princiers. Que se passa-t-il, à ce moment solennel, dans l'âme de l'inepte monarque? Nul ne le sait; dans

le vide, l'histoire n'a rien à sonder ! Ferdinand franchit la limite fatale, et, parti Roi de la rive gauche, il se sentit déchu et exilé en atteignant l'autre, quand il n'y aperçut, venus à sa rencontre, que les trois Grands d'Espagne qu'il avait envoyés complimenter l'Empereur. Il les trouva sous une impression de terreur, qu'il partagea bientôt en apprenant que Napoléon, dans un de ses épanchements calculés, leur avait dit que « l'ère des Bourbons était finie, et qu'ils devaient cesser de régner en Espagne comme en France et à Naples ». La vérité apparut enfin à ses yeux si longtemps aveuglés, mais il était trop tard pour reculer; le piége s'était refermé, et ne devait plus rendre sa proie.

Aux portes de Bayonne seulement, le monarque déchu trouva Berthier et Duroc, envoyés pour le recevoir, non comme Roi, mais comme Prince des Asturies. Tous deux le conduisirent à la modeste demeure qui l'attendait, au lieu des palais qu'il avait toujours habités. A peine y était-il installé qu'arriva l'Empereur; il embrassa cordialement Ferdinand, en le saluant du nom d'Altesse, et après une courte conversation, d'où la politique fut soigneusement bannie, l'illustre visiteur se retira, en invitant son hôte à venir, avec toute son escorte, dîner à son château de Marac où le conduisirent les voitures de la cour. Là le Prince fut reçu par l'Empereur avec la même cordialité apparente, et la même froideur réelle, qui révélait le plan bien arrêté de ne pas dire un mot qui pût trahir sa pensée. Mais cette heure ne fut pas perdue pour Napoléon; il la passa à étudier son nouvel hôte, tâche difficile, car Ferdinand, peu doué du côté de l'intelligence, unissait à une forte dose de méfiance une dose égale de taciturnité.

L'Empereur avait arrêté ses plans sur les Bourbons

d'Espagne; mais eût-il hésité encore, cette heure passée avec leur héritier aurait suffi pour l'affermir dans sa résolution. En face de cette nullité ombrageuse, de ce farouche et sombre silence qui voilait le vide de la pensée, le dédaigneux despote fut saisi de dégoût, et résolut de laisser à Savary le soin de communiquer au Prince l'arrêt qui fixait sa destinée. Puis il chercha, parmi les conseillers du Roi, celui auquel il daignerait faire connaître lui-même ses augustes volontés, et en expliquer les motifs. Son choix s'arrêta sur Escoïquiz, le plus capable de le comprendre et le plus facile à duper, car c'était celui qui avait le plus d'amour-propre; il le retint donc auprès de lui, en congédiant Ferdinand et sa suite, sous prétexte de les laisser reposer de la fatigue du voyage.

Pour gagner le cœur du digne chanoine, il suffisait de le flatter, et le vainqueur d'Austerlitz ne rougit pas de s'abaisser jusque-là. On se demande, en vérité, à quoi bon tant de détours, tant de diplomatie; comment celui qui dispose de la moitié des trônes de l'Europe, pour les distribuer comme des grades dans son armée, sent le besoin de séduire ceux qu'il s'apprête à spolier. Mais une chose qu'il ne faut point perdre de vue, c'est que Napoléon pose sans cesse, pour les contemporains comme pour la postérité. Il lui importe donc de faire entrer dans l'étroit cerveau de Ferdinand, à l'aide du seul homme qui ait sur lui une influence durable, l'explication qu'il daignera donner de ses desseins sur l'Espagne; de bien établir que c'est uniquement pour assurer l'avenir de ce pays, si dévoué à la France, qu'il veut lui donner pour Roi un de ses frères. Nous essayerons de résumer ce mémorable entretien que l'histoire n'a pas dédaigné de recueillir.

Toutes les armes sont bonnes pour le rusé despote, même la franchise, et c'est par elle qu'il débute. Après quelques compliments au chanoine, qu'il traite d'esprit supérieur, dégagé des préjugés du vulgaire, et à qui on peut dire toute la vérité : « Les Bourbons ont fait leur temps, en Espagne comme ailleurs, lui dit-il brusquement, il faut qu'ils cèdent la place à une race moins usée. Depuis plusieurs années déjà, je m'aperçois des trahisons de la famille royale de Madrid. Je n'en ai rien fait paraître, préoccupé que j'étais des affaires du nord; mais je suis libre maintenant de m'occuper du midi. J'ai besoin de l'Espagne pour me servir contre l'Angleterre, et l'Espagne a besoin de moi pour lui rendre sa grandeur. Le Roi Charles IV est un vieil imbécile; son fils, non moins médiocre, est en revanche moins loyal. Sous cette race incapable et usée, l'Espagne ne reprendra jamais son rang parmi les nations. »

Épouvanté de cette révélation imprévue, mais flatté en même temps des compliments et de la familiarité du despote, qui s'arrêtait par moments pour lui pincer l'oreille, comme à un confident ou un ami, le chanoine confondu essaya de balbutier quelques mots sur « les sacrifices que l'Espagne avait faits pour la France, sur la docilité du jeune Roi qui, s'il avait l'honneur d'entrer dans la famille de son auguste allié, lui appartiendrait tout entier, et ne penserait, n'agirait plus que par lui. — Non, non! mon cher chanoine, répliqua le grand homme, avec un abandon étudié, vous avez trop d'esprit pour croire à l'efficacité des mariages sur la politique des rois. Je ne peux plus me fier à aucun des Bourbons, quand même ils entreraient dans ma famille. Je n'ai trouvé chez eux que perfidie et fausse amitié.

Quelle femme d'ailleurs pourrait jamais prendre un ascendant sur ce prince taciturne et vulgaire, dont tout l'esprit, s'il en a, consiste dans l'art de dissimuler? Non! je suis un homme politique, un fondateur de dynastie; où mon char passe, il faut qu'on se range si on ne veut pas être écrasé. Je n'ai pas le goût du mal, il m'en coûte de le faire, mais il faut que j'arrive à mes fins. Mon parti est pris, j'ai besoin de la couronne d'Espagne, il faut donc que je l'ôte à votre Prince; j'y suis décidé depuis Tilsitt, et suis d'accord sur ce point avec l'Empereur de Russie. Mais, j'aurai soin de le dédommager en lui donnant celle de l'Étrurie, où il sera plus heureux, plus tranquille que dans votre Péninsule, travaillée par l'esprit de révolution, et qui a besoin d'une main plus ferme pour la conduire. L'Europe approuvera mon choix, et l'Espagne elle-même finira par y applaudir. La populace se soulèvera peut-être sur quelques points, mais on la réprimera bien, car *j'aurai pour moi les moines*, et, j'en ai fait l'expérience, les pays où il y a beaucoup de moines sont faciles à soumettre », axiome étrange qu'une triste expérience allait bientôt démentir!

L'infortuné chanoine essaya en vain d'ébranler l'inflexible résolution de l'autocrate. Jetant sur l'avenir un regard de prophète, il osa même lui prédire la résistance désespérée que l'Espagne ne manquerait pas de lui opposer, et l'appui qu'elle trouverait auprès de l'Angleterre; la perte infaillible des colonies espagnoles qui, séparées de leur métropole, proclameraient leur indépendance, pour devenir, de fait, vassales de la Grande-Bretagne et tributaires de son commerce... Tout fut inutile; le conquérant était lancé sur sa voie, et même en lui montrant le précipice au bout, on ne pou-

vait plus l'arrêter. « Mauvaise politique! monsieur le chanoine, répliqua Napoléon; vous me condamneriez vous-même si je laissais échapper cette occasion unique de pousser mon système jusqu'au bout. Vos Bourbons ne m'ont servi qu'à contre-cœur, toujours prêts à me trahir. Sur le trône de Charles IV, un de mes frères me servira mieux. Quoi que vous en disiez, mon parti est pris; il faut que cette révolution s'accomplisse. L'Espagne n'y perdra pas un seul village; *j'ai pris mes précautions pour lui conserver ses colonies.* Quant à votre Prince, je le dédommagerai, s'il se soumet à la force des choses... Retournez près de lui, et disposez-le à devenir Roi d'Étrurie, s'il veut être Roi quelque part; car vous pouvez lui affirmer qu'il ne le sera plus en Espagane. » Et sur cette conclusion, Napoléon, ayant récité son rôle jusqu'à la fin, laissa le chanoine interdit sonder pour la première fois la profondeur de l'abîme où il avait entraîné son maître.

Pendant que se jouait cette comédie officielle, destinée à tromper la postérité bien plus encore que le pauvre chanoine, Savary, en quelques paroles, brèves et sèches, notifiait au malheureux Ferdinand les résolutions de l'Empereur, du ton dont un juge lit au condamné sa sentence. Il le laissa ensuite, terrassé sous ce coup qu'il aurait dû prévoir, échanger ses douleurs avec ses confidents, aussi accablés que lui, et leur reprocher leur aveugle confiance. Nous abrégeons le récit des longues négociations qui se poursuivirent encore pendant plusieurs jours. Disons seulement que Ferdinand, trop tard réveillé au sentiment de la dignité royale, se décida enfin à répondre par un refus à l'offre insultante du trône d'Étrurie, pour remplacer celui de Charles-Quint!

Irrité de cette résistance imprévue, l'Empereur en conclut que, pour vaincre l'obstination du fils, il fallait la présence du père, afin d'annuler les deux prétendants l'un par l'autre. Murat reçut donc l'ordre de hâter le départ des vieux souverains, et d'obtenir, même par la force, la délivrance du Prince de la Paix. Le couple royal, inquiet de la présence de Ferdinand à Bayonne, ne demandait qu'à aller le rejoindre, pour opposer les droits du Roi légitime aux intrigues d'un usurpateur. Mais le favori, toujours prisonnier, était gardé à vue par un peuple irrité qui craignait qu'on ne lui dérobât sa victime. La junte de gouvernement, à genoux devant l'opinion, avait donné les ordres les plus sévères pour empêcher la délivrance du prisonnier. Mais l'Empereur avait besoin du Prince pour agir sur les vieux souverains, qui n'auraient plus rien à refuser au libérateur de leur cher Emmanuel! Après avoir indiqué à Murat, avec sa merveilleuse lucidité, toutes les précautions à prendre contre un mouvement populaire, il lui donna l'ordre de faire partir le Prince de la Paix. Or, Murat était prêt à tout risquer pour obéir à son maître, et chacun le savait dans Madrid. Le peuple aurait résisté, sûr même d'être vaincu, tant était vive la haine contre le favori; mais la junte, sur l'assurance donnée par Murat que l'Espagne serait à jamais délivrée de Godoy, et que l'Empereur ne demandait que sa vie, donna l'ordre de le livrer, et elle fut obéie.

Napoléon triomphait : la fermeté unie à la ruse l'avait dispensé de recourir à la force. L'insurrection, qu'il prévoyait sans la craindre, était ajournée, mais non pas pour longtemps! Le malheureux Godoy arriva en présence de Murat, son libérateur, dans un état à faire pitié, même à un ennemi! La barbe longue, les vête-

ments en lambeaux, ses blessures à peine fermées, ses bras, ses jambes portant encore la trace de ses chaînes. Murat, dont le cœur n'était pas fermé, comme celui de son maître, à tout sentiment humain, fut saisi de compassion en voyant devant lui, semblable à un échappé du bagne, cet homme qui, né dans la pauvreté, avait régné sur l'Espagne, et vécu Roi, sans en avoir le titre, dans le palais de ses souverains! Il combla l'ex-favori d'attentions et de soins, le fit vêtir de ses propres habits, et le fit partir sur-le-champ pour Bayonne sous escorte, car l'émeute, contenue à grand'peine, pouvait éclater à chaque instant.

Godoy une fois sauvé, Charles et sa digne compagne n'eurent plus qu'une pensée : aller le retrouver à Bayonne. Tous les tristes souvenirs d'Aranjuez étaient oubliés, toutes les amertumes de l'exil comptées pour rien ; ils allaient revoir sain et sauf leur cher Emmanuel, sous l'aile tutélaire du puissant Empereur qui l'avait délivré! Ils se mirent donc en route le 24 mars, et le peuple les vit partir sans un regret, sans une marque de sympathie. Sur toute leur route, parcourue avec la lenteur majestueuse des monarques espagnols, si quelques sentiments d'affection se réveillaient encore dans les cœurs pour le bon vieux Charles IV, ils étaient bientôt étouffés sous le mépris qu'inspirait son indigne moitié. Ainsi se succédaient l'un après l'autre sur la route de l'exil les représentants de cette race déchue, punie par l'indifférence et le mépris publics du mal qu'elle avait fait, ou laissé faire, au peuple que Dieu lui avait confié! L'honnête et faible monarque, en franchissant les Pyrénées, dut jeter un dernier et triste regard sur un pays qu'il ne devait plus revoir. Il avait voulu son bonheur, et il le léguait à son successeur, avili,

ruiné, ayant perdu sa foi à ses Rois, qu'il aimait encore, si indignes qu'il fussent de son amour. Et maintenant, un souverain étranger, après avoir cité à sa barre ces deux générations de monarques, allait décider, d'après les convenances de sa politique, du sort de la monarchie de Charles-Quint!

Mais une dernière pièce du procès restait à produire devant l'Europe attentive qui, les yeux attachés sur Bayonne, regardait, avec une curiosité inquiète, l'œuvre de spoliation prête à s'accomplir : c'était la protestation de Charles IV. Napoléon l'avait tenue en réserve, comme le coup de grâce pour cette royauté avilie, qu'il fallait laisser consommer sa ruine de sa propre main. La junte et le Conseil de Castille, abandonnés à eux-mêmes, entre la pression du dictateur et celle de l'opinion, reculaient devant cette grave responsabilité. Mais il fallut céder aux exigences de Murat : on publia la protestation *au nom du Roi,* encore inconnu, que l'arbitre suprême désignerait à l'obéissance de l'Espagne. En d'autres termes, c'était la vacance du trône que l'on prononçait, car Charles IV, en protestant contre l'avénement de son fils, et en retirant sa propre abdication, invalidait les droits de Ferdinand sans rétablir les siens. L'Espagne, du reste, ne s'y méprit pas : elle sentit la portée de cet acte qui renversait du trône un Roi qu'elle aimait, sans y rasseoir celui qu'elle en avait vu descendre sans un regret. Elle se sentit vendue à Napoléon par ses Rois, qui allaient en appeler de sa sentence à celle d'un monarque étranger. Ainsi s'amassaient dans le cœur d'une nation généreuse ces sourdes rancunes qui allaient bientôt éclater en révolte; car on détrône un roi, mais on ne dépossède pas longtemps un peuple du premier de ses droits, celui de choisir le maître auquel il veut se donner.

Avant de suivre notre histoire à Bayonne, où elle émigre avec ses Rois, un mot encore sur Murat et sur sa petite cour d'aides de camp qui, partageant ses folles illusions, saluaient d'avance en lui le souverain que l'Empereur allait donner à l'Espagne. Murat se croyait de bonne foi maître de la Péninsule, parce que ses souverains l'avaient abandonnée, et il ne l'était pas même de Madrid, où ses soldats, isolés, n'osaient pas s'aventurer. Déjà, dans les villages des environs, la guerre au couteau avait commencé, en attendant l'escopette. Aux portes de la ville, un officier français avait été poignardé par un curé. Ailleurs, un homme du peuple s'était rué, le couteau à la main, sur trois soldats français, en avait tué deux et blessé le troisième; arrêté sur-le-champ, il s'était vanté d'avoir fait ce beau coup sous l'inspiration de la Vierge. Sans doute le châtiment suivait de près l'offense; mais ces faits isolés, se répétant chaque jour, révélaient l'esprit qui animait les masses populaires. En dépit des proclamations de la junte qui, rampant bassement aux pieds du plus fort, « recommandait les soldats de l'auguste allié de l'Espagne à l'affectueuse hospitalité des habitants », les Français campaient dans Madrid comme dans une ville ennemie, entourés de précautions, et toujours à la veille d'une révolte.

Voilà où en étaient la capitale et l'Espagne tout entière, au moment où ses Rois allaient se disputer, devant un monarque étranger, cette couronne qui leur échappait! Passons avec eux les Pyrénées, pour les suivre à Bayonne où ce nœud compliqué va enfin se dénouer. Parti avant ses vieux souverains, le Prince de la Paix y était arrivé avant eux. Il tardait à l'Empereur de voir cet homme, qui avait tenu dans ses mains le sort d'un grand peuple, et qui, déjà atteint par la vin-

dicte publique, devait avoir, pour dernier châtiment, sa place dans l'histoire! Il suffit à l'Empereur de quelques instants de conversation pour apprécier à toute sa valeur ce favori de l'aveugle fortune. Mais il avait besoin de lui, et ne voulait briser l'instrument qu'après s'en être servi. Il rassura donc, avec une compassion hautaine, ce cœur pusillanime; il alla au-devant du plus ardent de tous ses vœux en lui promettant de faire descendre d'un trône usurpé son mortel ennemi. « Quant au vieux Roi, ajouta Napoléon, las de régner sur un peuple qui ne voulait plus de lui, qu'avait-il de mieux à faire que de céder à son fidèle allié cette couronne si précaire, pour passer le reste de ses jours, avec sa femme et leur bien-aimé favori, dans une retraite opulente et douce, loin du tracas des cours et du bruit des affaires? Pour les y décider, il comptait sur Godoy, qui userait de son ascendant sur eux pour les amener à cette résolution, la seule sage, la seule qui pût assurer leur repos et l'avenir de l'Espagne, qu'il était temps de confier à des mains plus fermes et plus habiles. » Godoy, brisé par le malheur, et peu soucieux de revoir ce pays où il avait tant souffert, promit sans hésiter tout ce qu'on attendait de lui, sûr de n'être pas désavoué par le Roi et la Reine qui, dégoûtés du trône et de la vie, n'avaient plus qu'une pensée, celle de se venger de leur fils.

Le 30 avril, Charles IV et Marie-Louise arrivèrent à Bayonne où ils furent reçus avec tous les honneurs royaux. Les troupes étaient sous les armes, les autorités civiles et militaires vinrent au-devant d'eux, dernière satisfaction accordée à l'innocent amour-propre du vieux Roi. Bientôt arriva l'Empereur, et Charles IV, tout ému, se jeta en pleurant dans ses bras. Le couple royal, installé dans le palais du gouvernement, y reçut

les hommages empressés des Espagnols qui, chassés de leur pays par le vent de la tempête, se trouvaient à Bayonne. Un baise-main officiel leur rappela pour la dernière fois les pompes de leur royauté déchue. Ferdinand assistait à cette cérémonie, et quand elle fut terminée, il s'apprêtait à suivre ses parents dans leur appartement : « Malheureux, s'écria Charles, qui avait eu peine à se contenir quand il avait vu son fils s'incliner devant lui et devant sa mère, pour leur baiser la main ; malheureux, n'as-tu pas assez déshonoré mes cheveux blancs? Respecte du moins mon repos! » et Ferdinand dut s'éloigner, cachant sa confusion et sa rage sous une feinte attitude de respect.

Une lettre de l'Empereur à Talleyrand nous a conservé, en termes peu dignes de l'histoire qu'on voit ici en déshabillé, ses impressions sur cette triste famille : « Le Roi Charles est un brave homme, il a l'air franc et bon. La Reine a son cœur et son histoire sur sa physionomie, c'est vous en dire assez. Le Prince de la Paix *a l'air d'un taureau*. Il est bon qu'on le décharge de toute imputation mensongère, mais *il faut le laisser couvert d'une légère teinte de mépris*... Quant au Prince des Asturies, il est *très-bête, très-méchant*, très-ennemi de la France. » Le portrait est fidèle, quoique peu flatté, mais ce n'est pas à Napoléon qu'il appartenait de le tracer ; on ne doit pas traîner dans la boue ceux dont on hérite.

Nous n'essayerons pas de peindre la joie délirante du vieux couple en revoyant leur cher Emmanuel. Leurs humiliations, leurs souffrances, le trône même qu'ils avaient perdu, tout fut oublié ; Godoy leur restait, que leur importait tout le reste? Le favori, fidèle à sa promesse, leur exposa les désirs de l'Empereur, et pour eux

comme pour lui, ces désirs étaient des lois! Vieux, fatigués, battus sous les coups du sort, qu'était pour eux une couronne? tout ce qu'ils demandaient, c'était qu'elle ne passât pas à leur fils.

Le lendemain, l'Empereur les fit inviter à dîner à son château de Marar, où ils furent conduits dans les voitures de la cour. Prodigue pour leur vieillesse d'égards qui ne l'engageaient à rien, il vint les recevoir jusque sur le perron, et comme le bon vieux monarque avait quelque peine à descendre de voiture : « Appuyez-vous sur moi, lui dit-il, j'aurai de la force pour deux. — J'y compte bien », répondit le Roi, parole significative qui résume toute son histoire! On allait se mettre à table quand Charles s'aperçut qu'il manquait un convive : « Où donc est Emmanuel? » s'écria-t-il, et pour satisfaire ce dernier désir du vieux Roi, on alla chercher le favori, que Napoléon n'avait pas daigné inviter.

Mais il fallait traduire en actes officiels les volontés du despote : en présence de l'Empereur et à sa requête, Charles somma son fils de lui rendre la couronne que la violence lui avait enlevée. Ferdinand voulait se justifier; mais son père, sa mère surtout, éclatèrent en reproches furieux, et Charles, se soulevant avec effort de son siége, leva même, dit-on, sa canne sur son fils. Ferdinand se retira, sans prononcer une parole, sombre, pâle, et cachant mal la rage qui le dévorait. Le lendemain matin, il envoya sa renonciation à Charles IV; mais en y mettant les conditions suivantes : « 1° S'il renonçait à la couronne que l'Espagne lui avait décernée, ce n'était que pour la rendre à son père; 2° cette restitution, pour être valable, devait être libre; elle ne pouvait être faite à Bayonne, mais à Madrid, avec la sanction du pays, représenté par ses Cortès; 3° le Roi Charles IV,

en rentrant à Madrid, ne devait pas y amener avec lui les personnes qui s'étaient justement attiré la haine du pays; 4° enfin, en cas que le Roi Charles IV ne voulût pas régner par lui-même, lui, Ferdinand, régnerait au nom de son père *ou au sien*, personne autre que lui n'ayant droit de le représenter ».

Comme on peut le penser, ces conditions ne furent pas acceptées par Charles, qui se souciait bien moins de régner que d'enlever la couronne à son fils. Une phrase de sa longue réplique la résume tout entière, et trahit la main de Napoléon, qui doit avoir revu ou dicté cette lettre : « Tout doit se faire pour le peuple, et rien par lui. Je suis Roi par droit de ma naissance, mon abdication est le résultat de la violence; je n'ai donc rien à recevoir de vous, et je ne puis consentir à aucune réunion de Cortès, nouvelle et sotte suggestion des hommes sans expérience qui vous entourent. » La réplique de Ferdinand, datée du 4 mai, montre chez lui un sentiment plus net de la situation : « Je prie Votre Majesté de se pénétrer bien de la position actuelle des choses : il s'agit d'exclure pour jamais du trône d'Espagne notre dynastie, pour lui substituer la dynastie impériale de France. Or cela ne peut se faire qu'avec le consentement exprès de tous ceux qui peuvent avoir droit à la couronne, et avec celui de la nation, réunie en Cortès, dans un milieu sûr et libre; car, dans un pays étranger, nul ne pourrait croire que nous avons agi en toute liberté, et c'en serait assez pour annuler tout ce que nous pourrions faire. »

Cette curieuse correspondance nous a été conservée par le comte de Toreno, dans sa belle *Histoire de la Révolution espagnole* (t. I, p. 69 à 81 des appendices). Nous ne ferons ici qu'une seule remarque : Ferdinand,

pour valider sa renonciation, propose de rassembler les Cortès; son père s'y oppose résolûment, et Ferdinand revient encore à la charge. Est-ce à dire pour cela que le fils ait pour la représentation nationale moins d'aversion que le père? On verra plus tard ce qu'il en faut croire; mais évidemment les Cortès, dans la pensée de Ferdinand, ne sont ici qu'un expédient temporaire, qu'un bâton à jeter dans les roues du char de l'autocrate, sauf à l'écarter bien vite après s'en être servi.

Napoléon, impatienté de toutes ces lenteurs, s'avisa d'un moyen ingénieux de hâter le dénoûment : maître absolu, par le Prince de la Paix, de toutes les volontés du vieux Roi, il fit signer à Charles IV un acte où il se déclarait seul Roi légitime de l'Espagne, et, dans l'impuissance d'exercer son autorité par lui-même, nommait le grand-duc de Berg son lieutenant, en lui confiant tous ses pouvoirs, civils et militaires. C'était une transition habile pour faire passer la couronne, de la race des Bourbons, dans celle des Bonaparte, et Charles ne la reprenait un instant que pour la céder à Napoléon. Le seul inconvénient de cette mesure, c'était d'entretenir les illusions de Murat, en le plaçant ainsi sur les marches de ce trône où il ne devait pas s'asseoir. Mais l'Empereur ne s'en inquiétait guère, et il lui envoya l'ordre de faire partir de Madrid les membres de la famille royale qui s'y trouvaient encore, savoir l'infant don Antonio et la Reine d'Étrurie.

Bientôt arriva à Bayonne la nouvelle de l'insurrection de Madrid du 2 mai, si vite réprimée par Murat, et dont nous ajournons le récit au chapitre suivant. Dans cet événement, trop facile à prévoir, d'autres n'auraient vu qu'un salutaire avertissement de ne pas faire un pas de plus sur un terrain miné; Napoléon n'y vit

que le prétexte dont il avait besoin pour brusquer le dénoûment, et arriver à ses fins. Jouant la colère, arme favorite de sa diplomatie, il se rendit chez les vieux souverains, qu'il effraya de son irritation, exagérée à dessein. Il accusa leur fils, non sans raison, d'être l'auteur de l'insurrection de Madrid. Mandé encore une fois devant ses parents et devant l'arbitre de sa destinée, Ferdinand comparut, pâle et troublé : « Voilà donc ton ouvrage, misérable! lui cria Charles; le sang de nos soldats a coulé; celui des soldats de mon allié, de *mon ami*, le grand Napoléon, a coulé aussi! Que ferait l'Espagne si nous avions à faire à un vainqueur moins généreux? Tu as déchaîné le peuple, et personne n'en est plus maître! Rends cette couronne, trop pesante pour toi, et donne-la à celui qui est seul capable de la porter. »

Après le Roi, ce fut le tour de la Reine qui apostropha son fils dans les termes les plus outrageants, en lui reprochant d'avoir cherché à détrôner son père, et à assassiner sa mère; et pendant que Ferdinand restait devant elle, immobile et muet, les yeux fixés en terre, comme insensible à tout ce qu'on lui disait, poussée à bout par ce silence obstiné sous lequel la haine se cachait, elle se jeta sur lui pour le frapper, en épuisant sur lui tout son vocabulaire de menaces et d'injures. L'Empereur, saisi de dégoût, sentit la nécessité de mettre un terme à cette scène rebutante, dont les spectateurs devenaient les complices. D'un ton calme et impérieux, qui contrastait avec l'emportement des autres, il déclara à Ferdinand que si, le soir même, il n'avait pas restitué à son père la couronne usurpée sur lui, il serait traité en fils rebelle, et jugé comme ayant conspiré pour enlever le trône à son souverain légitime. Puis il se retira, enveloppant dans un même mépris ces deux générations de rois,

sans se dire que le plus coupable de tous, c'était celui qui avait attisé toutes ces haines, pour les faire servir à ses desseins.

Du reste, Napoléon se jugeait lui-même, car la conscience a aussi ses heures où elle fait entendre sa voix, quand les passions se taisent, et lui laissent reprendre ses droits. C'est ce qu'attestent quelques paroles de lui, où, sous prétexte de se justifier, il prononce son arrêt : « Ce que je fais ici, d'un certain point de vue, *n'est pas bien, je le sais;* mais la politique *veut* que je ne laisse pas sur mes derrières, si près de Paris, une dynastie ennemie de la mienne. »

Le Prince de la Paix, tout médiocre qu'il fût, était encore, au dire de Napoléon, le seul avec lequel on pût discuter une affaire. Aussi est-ce entre lui et l'Empereur que furent arrêtées les conditions du marché avec Charles IV, et Escoïquiz régla celles du marché avec Ferdinand. Étrange destinée des deux favoris ! après avoir compromis par leurs fautes la couronne de leurs maîtres, l'un sous un règne de vingt ans, l'autre sous un règne de trente jours, ce sont eux qui devaient se charger de la faire tomber de leurs fronts, et de partager avec le rusé despote la responsabilité de ce crime, qui fut aussi une *faute,* comme disait Fouché, en parlant de la mort du duc d'Enghien !

Voyons d'abord à quel prix le vieux Roi vendait sa couronne à un souverain étranger qui ne daignait pas même la garder pour lui ! Ce prix, c'était la cession viagère du château et de la forêt de Compiègne, et la cession à perpétuité du château de Chambord, avec une liste civile de sept millions et demi de francs. Deux conditions seulement étaient mises par lui à sa renonciation : l'intégrité du sol de la Péninsule et de ses colonies, et

le maintien de la religion catholique, à l'exclusion de toute autre. Quant à Ferdinand, sur son refus opiniâtre d'accepter la couronne d'Étrurie, et de renoncer à tout droit sur celle d'Espagne, on lui garantissait en toute propriété le château de Navarre, avec un million de revenu. Une pension de quatre cent mille francs était assurée à chacun des infants, qui renonçaient aussi à tout droit éventuel à la succession au trône. Dix millions de revenu viager, tel était donc le modeste prix auquel allait se vendre la couronne de Charles-Quint ! Si l'Espagne avait accepté comme ses rois ce honteux marché, la pension eût été sans doute plus exactement payée; mais l'histoire doit enregistrer ici un fait, peu honorable pour l'autocrate : au bout de trois mois, Ferdinand était déjà en instance pour obtenir les deux premiers mois de sa pension, et c'est en septembre seulement que le vieux Roi put toucher son arriéré de juillet. Dix millions pour acheter l'Espagne et ses colonies! certes, ce n'était pas trop cher, eussent-ils même été exactement payés; mais quelques mots écrits par l'Empereur à Mollien le 8 mai nous disent toute sa pensée : « Ces dix millions doivent être remboursés par l'Espagne, responsable de l'entretien de ses rois, même quand ils cessent d'y régner. » Ainsi toujours et partout, la fourberie unie à la violence; ces deux mots résument toute la politique de Napoléon avec l'Espagne!

Charles IV avait, de bonne foi, et sans trop de regrets, accepté le marché. La Reine et le favori n'avaient qu'une pensée : ils étaient vengés, ils avaient écarté Ferdinand du trône! Quant au triste héritier de ce trône vacant, égaré par d'ineptes conseillers, il se voyait dépouillé de cette couronne qu'il n'avait portée un jour que pour la perdre à jamais. Sa morne attitude,

son silence obstiné, troublaient la joie secrète du conquérant : c'était le seul point noir dans son radieux horizon. Aussi écrivait-il à Talleyrand, tenu un peu à l'écart de cette entreprise, et que nous allons voir reparaître sur la scène pour y jouer un rôle peu flatteur : « Le Prince des Asturies inspire peu d'intérêt; il *est bête*, au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quelque chose qu'on lui dise, il n'y répond pas; qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments, il ne change jamais de visage, son caractère se dépeint par un mot : c'est un *sournois*. »

Le marché conclu, le plus pressé pour l'Empereur c'était de se débarrasser de ses hôtes découronnés, pour s'occuper de sa nouvelle conquête. Le digne archichancelier, Cambacérès, dont le blâme silencieux avai plus d'une fois importuné son maître, fut chargé d'accueillir à Fontainebleau les vieux souverains, en attendant que Compiègne fût prêt à les recevoir. Ferdinand et les infants devaient être provisoirement internés au château de Valençay, donné par l'Empereur à Talleyrand. Une lettre écrite à ce dernier nous révélera quelques détails intimes de la politique impériale : « Je désire que les princes y soient reçus sans éclat extérieur, mais *honnêtement et avec intérêt*, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous aviez à Valençay un théâtre, et que vous y fissiez venir quelques comédiens, il n'y aurait pas de mal. Vous pourriez y amener Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq dames; *si le Prince s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, surtout si on était sûr d'elle*. Je désire qu'il soit *amusé et occupé*. La farouche politique voudrait qu'on le mît dans quelque château fort, mais comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il a promis de ne

rien faire sans mon ordre, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne, en *l'environnant de plaisirs et de surveillance*. D'ici à juin, les affaires d'Espagne auront pris une tournure, et je verrai alors le parti que je prendrai. Quant à vous, *cette mission est assez honorable :* recevoir chez vous trois illustres personnages *pour les amuser* est tout à fait *dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang.* »

Nous demandons pardon de ces détails qui sont aussi de l'histoire ; la faute n'en est point à nous, mais au grand homme qui la fait descendre si bas. Nous venons de voir le tout-puissant Empereur se ravaler au niveau de celui dont il a fait son jouet en même temps que sa victime ; mais il était réservé à Ferdinand de descendre plus bas encore. Cédant à un premier mouvement de rancune, d'autant plus violent qu'il fallait le dissimuler, furieux de se voir ainsi joué et spolié à la fois par celui qu'il croyait son *ami*, il avait secrètement envoyé à la junte l'ordre de convoquer les Cortès, et de soulever la nation contre l'usurpateur ; mais à peine l'ordre était-il parti que la crainte de compromettre sa position en France, et d'y perdre le prix auquel il avait vendu sa couronne, l'emporta dans cette âme dégradée sur le désir de se venger. Peut-être même craignait-il pour sa vie, ou tout au moins pour sa liberté, car il se hâta d'expédier à la junte un contre-ordre, et de lui interdire toute mesure qui pût alarmer ou irriter l'Empereur. Mais il lui fallut descendre plus bas encore : dans une proclamation au peuple espagnol, qu'il fit signer aux trois infants, déportés avec lui à Bayonne, Ferdinand, « vu la promesse faite par S. M. l'Empereur de conserver *l'indépendance absolue* et l'intégrité de la monarchie espagnole, et de maintenir l'unité de la reli-

gion catholique, délie ses ci-devant sujets de toutes leurs obligations envers lui, et les exhorte à se tenir paisibles, en espérant leur bonheur de la sagesse et de la puissance de l'empereur Napoléon. » (Général Foy, *Guerre de la Péninsule*, t. III, p. 405.) Enfin, sur la route même de Valençay, il a le courage d'écrire à l'Empereur pour implorer encore une fois de lui la main d'une de ses nièces, demande que l'orgueilleux César dut accueillir avec un dédaigneux sourire.

Le trône d'Espagne était vacant, il fallait décider qui serait appelé à l'occuper. A défaut de Louis, qui avait refusé, un homme semblait désigné pour y monter : c'était Murat. Par ses qualités, par ses défauts même, il convenait au peuple espagnol qui l'eût peut-être plus facilement accepté. Il désirait ardemment ce trône, et il eût tout fait pour le mériter. Et puis il était là, sur les lieux, prêt à réprimer partout, avec une main de fer, comme il l'avait fait à Madrid, l'insurrection prête à éclater ; mais bien qu'allié à la famille impériale, il n'appartenait pas par la naissance à cette auguste race, et Napoléon tenait à avoir un de ses frères sur ce trône, dont il voulait faire un point d'appui pour le sien. Parmi eux, nous ne dirons pas celui qu'il aimait le mieux, car les César et les Napoléon n'ont jamais aimé qu'eux-mêmes, mais celui sur lequel il comptait le plus était Joseph, qu'il avait fait roi de Naples, en attendant mieux.

A l'inverse de Murat, Joseph, par les défauts comme par les qualités, était l'homme le moins propre à régner sur des Espagnols. Il était bon, honnête, sensé, dévoué à son frère, mais faible, mou, peu fait pour l'action et pour la lutte, capable tout au plus de s'asseoir sur un trône déjà conquis, mais non de le conquérir. Aux yeux

de Napoléon, qui avait déjà tous les préjugés des vieilles races, comme l'aîné de ses frères, il devait être couronné le premier; mais il avait un tort grave, celui d'être absent, au fond de l'Italie, trop loin de sa nouvelle couronne. Deplus, il était déjà Roi, et l'on ne quitte pas un peuple dont on a conquis l'affection comme une sentinelle qu'on relève quitte sa guérite. Enfin il ne connaissait pas l'Espagne, dont Murat venait de faire un long et dur apprentissage. Mais Napoléon, comme tous les hommes de génie, croyait avant tout en lui-même et en l'infaillibilité de ses décisions. Ses frères étaient faits pour lui obéir, et pour le servir; Murat n'était pour lui qu'un étranger, et en ôtant à l'Italie, pour le donner à l'Espagne, celui de ses frères dont il faisait le plus de cas, il croyait faire bien assez pour elle.

Voici dans quels termes l'Empereur annonça à Joseph sa décision souveraine : « Le Roi Charles me cède ses droits à la couronne d'Espagne; c'est à vous que je la destine. Le royaume de Naples n'est pas ce qu'est l'Espagne. C'est onze millions d'habitants, cinquante millions de revenu et la possession de toutes les Amériques. Cette couronne vous place à Madrid, à trois journées de la France; Naples est le bout du monde. Je désire donc qu'après avoir reçu cette lettre, vous laissiez la régence à qui vous voudrez, le commandement des troupes au maréchal Jourdan, et que vous partiez par Bayonne, pour le plus court chemin... Gardez le secret, on ne s'en doutera que trop. »

La consigne une fois donnée à Joseph, restait une tâche pénible à remplir, une blessure mortelle à infliger au plus vulnérable de tous les amours-propres, celui de Murat! Il fallait lui annoncer que ce trône qu'il avait rêvé, préparé, presque conquis, ne serait pas pour lui!

Napoléon le fit avec son sans-façon et sa dureté ordinaires : il écrivit à son beau-frère pour lui notifier sa résolution comme un fait accompli, et pour le dédommager, il lui laissa le choix entre les deux couronnes de Naples et du Portugal. Mais, tout en ayant l'air de le laisser choisir, il lui conseillait la première, et ses conseils étaient toujours des ordres. « En joignant à Naples la Sicile, qu'il faudrait disputer aux Anglais, il s'assurerait ainsi un empire de six millions d'habitants. Mais avant de partir pour son futur royaume, il fallait d'abord remettre l'Espagne à celui à qui elle devait appartenir; il fallait concentrer dans ses mains tous les pouvoirs, civils et militaires, et préparer les voies au futur monarque, en faisant exprimer à la junte et aux conseils le vœu d'avoir Joseph pour roi. »

Qu'on se mette un instant à la place de Murat, en face d'une lettre pareille, si peu attendue, si peu méritée! Lui, le vainqueur de l'insurrection de Madrid, lui que Français et Espagnols désignaient déjà comme l'héritier de Charles IV, voir un autre hériter du fruit de ses travaux, et s'asseoir sur ce trône sans avoir rien fait pour le gagner!... Aussi sa santé fut-elle gravement atteinte par ce coup imprévu qui coupait court à toutes ses illusions. Qu'était à ses yeux la couronne de Naples auprès de celle de l'Espagne qu'il avait tenue dans ses mains, et faite presque sienne à force de la convoiter?

Mais avec un maître comme Napoléon, il s'agissait d'obéir et non de discuter, et Murat obéit. Nous raconterons bientôt ce qui se passait à Madrid pendant que se jouait le drame de Bayonne. Un mot seulement sur les fausses idées que se faisait à propos de l'Espagne Napoléon, si sagace pourtant quand la passion ne

troublait pas cette vue toujours nette des hommes et des choses. Voici ce qu'il écrivait le 6 mai : « Le plus gros de la besogne est fait; quelques agitations pourront avoir lieu, mais la bonne leçon qui vient d'être donnée à Madrid, celle qu'a reçue Burgos, doivent décider promptement les choses. » Le 14, il écrivait encore : « *L'opinion de l'Espagne se ploie selon mon désir*. La tranquillité est rétablie partout, et *il paraît* qu'elle ne sera troublée nulle part. » Enfin, le 16, à Talleyrand : « Les affaires d'Espagne vont bien, *et vont être entièrement terminées*. » Était-il de bonne foi en écrivant ces lignes? Pour l'honneur de sa perspicacité, nous voudrions en douter; mais ces assertions sont trop répétées pour n'être pas sincères. Il a hésité auparavant, il n'hésite plus, depuis qu'il a vu de près la famille royale; mais derrière ces rois avilis, qu'il méprise à si bon droit, il n'a pas vu une nation, prête à prendre dans le conflit la place désertée par ses rois! Dans toutes les guerres qu'il a promenées à travers l'Europe, il n'a rencontré que des souverains, mais il n'a pas encore eu affaire à un peuple, descendu tout entier dans la lice, et prêt à venger ses droits foulés aux pieds! Il est le plus grand tacticien, le plus irrésistible conquérant des temps modernes, comme César des temps anciens; mais les Espagnols vont lui enseigner une guerre qu'il ne connaît pas, ni ses soldats non plus, la guerre sans tactique, la guerre des sauvages, telle que le désespoir l'enseigne à un peuple qui ne sait pas se battre, mais qui sait mourir pour son indépendance et pour ses rois; car ces deux religions-là, dans la Péninsule, ne se séparent jamais, et les Espagnols, toujours divisés, ne savent se réunir que contre l'étranger!

LIVRE XLVII

CHAPITRE PREMIER.

INSURRECTION DE MADRID. — AVÉNEMENT DE JOSEPH. — SOULÈVEMENT DE L'ESPAGNE.

1808.

Nous rentrons enfin en Espagne avec notre histoire, qui bientôt n'aura plus à en sortir. Le peuple espagnol, après avoir si longtemps débordé sur l'Europe et sur le monde, est enfin rentré dans sa Péninsule pour ne la plus quitter. Là, retranché comme dans un fort où il se sent inexpugnable, il y attend l'étranger pour défendre contre lui les deux seuls biens qui lui restent, le sol de la patrie et son indépendance. Les intrigues de cour et de palais ont pris fin; l'Espagne, si longtemps effacée derrière les querelles de ses rois, asservie tour à tour aux caprices d'un favori et au joug de l'étranger, va se retrouver elle-même; son histoire recommence, et jamais elle n'aura été aussi grande qu'au moment où elle semble toucher à sa fin!

On se rappelle dans quel état nous avons laiss Madrid et sa population frémissante, à grand'peine con-

tenue par la présence d'une armée française, et par la main de fer de Murat. Le départ pour Bayonne des deux Rois, mandés à comparaître devant leur suzerain, avait porté au comble l'irritation populaire. Elle s'accrut encore à l'arrivée d'une lettre, écrite par Charles IV sous la dictée de l'Empereur, et contenant l'ordre d'envoyer à Bayonne le reste des membres de la famille royale. La junte de gouvernement, combattue entre son dévouement à ses rois et la crainte de donner au pays le signal de la guerre civile, prit d'abord une attitude de résistance, puis hésita, puis recula, et finit par céder. Le 2 mai, au matin, le départ devait avoir lieu ; mais le peuple s'amasse en foule sur la place du palais, décidé à empêcher ce départ, même par la force. A la populace de Madrid s'est jointe une masse de paysans des environs, race énergique qui, loin de la corruption des villes, a gardé plus fervent au fond des âmes le culte de la patrie et de la royauté, les deux passions du peuple espagnol !

On laisse paisiblement monter en voiture la Reine d'Étrurie, suspecte à l'Espagne à cause de ses relations avec Murat en Italie. Mais deux voitures attendaient encore don Antonio, frère du Roi, et le jeune infant don Francisco. Le bruit se répand que ce dernier pleure à chaudes larmes, et ne veut pas partir ; une commotion électrique traverse la foule : « Il ne faut pas qu'il parte ! » s'écrie-t-on de toutes parts. La haine, la rage mal contenue, fermentent dans tous les cœurs, et n'attendent qu'un prétexte pour éclater. Tout d'un coup apparaît un aide de camp de Murat, venu de sa part pour assister au départ de la Reine d'Étrurie. A la vue d'un uniforme français, les passions de la populace s'exaltent, on se précipite sur le malheureux aide de

camp, et on allait le massacrer, si un peloton de grenadiers qui, des fenêtres du palais, avait vu le danger, n'était venu le délivrer. Mais la lutte est engagée; quelques coups de fusil, partis on ne sait d'où, donnent à la foule le signal qu'elle attendait. L'insurrection, concentrée d'abord sur la place, se répand dans la ville entière. Partout où des officiers, où des soldats isolés se montrent dans les rues, un peuple furieux se jette sur eux, et les massacre avec la férocité de bêtes fauves acharnées sur leur proie. Quelques-uns sont sauvés par l'humanité des bourgeois, étrangers aux sauvages instincts de ce peuple primitif, toujours porté vers l'excès, dans le mal comme dans le bien.

Murat, prêt à tout événement, et décidé dès longtemps à donner à la populace de Madrid une de ces leçons qu'on n'oublie pas, ordonne à ses troupes d'occuper les principales places et le débouché de toutes les grandes rues, que balayent bientôt dans toute leur longueur des décharges d'artillerie. La lutte se concentre sur la place du palais, où la foule s'était portée en masse. Les lanciers polonais, les cavaliers de la garde, les mameluks surtout, objet pour le peuple espagnol d'une terreur superstitieuse qui date de la guerre sainte, arrivent par toutes les avenues, et chargent à coups de sabre la foule épouvantée, sans autres armes que le couteau national, et quelques vieux fusils dérobés dans les arsenaux. Le peuple résiste pourtant, avec cet instinct de la défense que la race espagnole possède à un si haut degré. Mais la lutte, trop inégale, ne pouvait pas durer; les deux ou trois mille soldats espagnols, épars dans cette grande ville, sont consignés dans leurs casernes, et voient en frémissant massacrer leurs compatriotes, sans pouvoir les défendre. A

l'arsenal seulement, une compagnie d'artillerie livre au peuple les canons dont elle a la garde, et combat à ses côtés. Sur ce point seulement, la résistance est sérieuse; partout ailleurs, ce n'est pas un combat, mais un massacre. Au bout de deux heures, tout était terminé, et l'ordre régnait dans Madrid avec la terreur. Deux ministres, membres de la junte, accompagnés d'un général français, firent cesser le combat sur tous les points. La junte, se faisant auprès de Murat un mérite de sa neutralité, obtint de lui une promesse d'amnistie; on va voir comment la promesse fut tenue.

L'émeute était réprimée, mais Murat voulait un exemple, pour imprimer à Madrid et à l'Espagne entière une terreur salutaire. Un Conseil de guerre vint faire succéder les exécutions de sang-froid aux massacres, qu'excuse du moins la chaleur du combat. Tout commençait à rentrer dans l'ordre; les insurgés, confiants dans les assurances de la junte, étaient rentrés chez eux, lorsque le bruit de la fusillade qui recommence vient tirer Madrid de sa stupeur. Cette fois ce n'est plus un combat, ce sont des exécutions en masse sur des insurgés que le Conseil de guerre a fait arrêter dans leurs demeures pour les livrer aux bourreaux. Mais ici laissons parler un historien espagnol, Toreno, témoin oculaire et acteur dans ces horribles scènes : « Après vingt ans, écrit-il, mes cheveux se dressent encore sur ma tête quand je me rappelle cette triste nuit, dont le silence n'était interrompu que par les cris des victimes et le bruit de la fusillade et du canon... Murat s'est vanté d'avoir, ce jour-là, donné l'Espagne à l'Empereur, et humilié l'orgueil castillan; mais ce jour fut aussi le point de départ du soulèvement de la Péninsule. Les habitants des provinces, attirés à Madrid par l'avénement de Ferdi-

nand VII, rapportèrent chez eux la fatale nouvelle, et y soulevèrent la haine et l'exécration publiques contre le joug sans pitié de l'étranger. Certes, Murat ne se doutait guère alors que, quelques années plus tard, il devait être à son tour appréhendé au corps, comme les malheureuses victimes du 2 mai, et fusillé sans autre forme de procès, laissant au monde un saisissant exemple du châtiment réservé à ceux qui croient pouvoir fouler impunément aux pieds les droits de la justice et de l'humanité.

Pour agir avec cette froide cruauté, Murat avait dû faire taire les sentiments d'humanité auxquels son cœur n'était point étranger; mais il se flattait d'assurer ainsi la soumission de l'Espagne et l'avenir de la royauté nouvelle. Maître de la situation, il en usa avec sa décision et son activité ordinaires. Croyant l'Espagne domptée comme Madrid, il se hâta d'expédier à Bayonne la Reine d'Étrurie et son fils, détrôné avant d'avoir régné, avec les deux infants, le jeune et le vieux, don Antonio, lâche courtisan de la force triomphante, qui disait à Murat, le soir même de ses exécutions : « Enfin, on ne nous dira plus que des paysans armés de couteaux peuvent venir à bout de troupes régulières! » Investi par Charles IV du titre de lieutenant général du royaume et de président de la junte, Murat se fit reconnaître comme tel, en réclamant tous les pouvoirs de la royauté dont le titre seul lui manquait. Il s'installa, devant la capitale indignée, dans le palais de ses rois, et avec sa jactance habituelle, exaltée par le succès, il écrivit à l'Empereur : « L'Espagne, dans cette journée du 2 mai, a épuisé toute sa force de résistance; elle ne demande plus qu'à obéir. On n'a qu'à désigner le Roi destiné à régner sur elle, et il régnera

sans obstacle. » Or ce Roi, c'était lui, dans sa pensée et dans celle des flatteurs qui lui représentaient l'Espagne comme prête à se donner à lui.

Nous avons vu à Bayonne le contre-coup de l'insurrection de Madrid ; nous allons voir maintenant le contre-coup des événements de Bayonne à Madrid et dans la Péninsule. Un mot encore, avant d'entamer ce récit, sur les mesures prises par l'Empereur pour installer en Espagne le Roi dont il venait de la doter. Enivré de sa facile victoire, heureux d'avoir vu le père et le fils, le couteau sur la gorge, souscrire à ce honteux marché, Napoléon voyait déjà l'Espagne, résignée comme ses souverains, accepter de sa main, comme un bienfait du ciel, le monarque qu'il voudrait bien lui donner. Sans doute il y aurait bien çà et là quelques timides essais de résistance; mais la sanglante leçon de Madrid suffisait pour apprendre au peuple espagnol à obéir. Et puis sa vieille garde, ses invincibles soldats d'Iéna et d'Austerlitzs, seraient là bientôt pour écraser la révolte, et déraciner au fond des cœurs toute pensée d'insurrection.

En attendant, il fallait proclamer le nouveau Roi, et donner à son avénement un semblant de consécration légale et d'adhésion populaire. Mais la junte n'était-elle pas là pour exprimer le vœu unanime du pays qui appelait Joseph à régner sur lui? Il suffisait de peser sur elle afin que, par un acte solennel, elle fît de la volonté du despote la volonté de l'Espagne, et proclamât Joseph Roi. Murat, qui venait de recevoir la lettre de l'Empereur, était à peine remis de sa douloureuse surprise quand il reçut l'ordre de travailler à placer sur la tête d'un autre cette couronne qu'il avait rêvée pour lui. Le cœur brisé, atteint à la fois dans son ambition, dans son

amour-propre, dans sa foi en Napoléon, il obéit à regret, en se rattachant, comme à une dernière planche de salut, à l'espoir que Joseph, heureux et chéri à Naples, refuserait d'échanger cette couronne, si légère à porter, contre les périlleux hasards de la royauté espagnole.

Séductions, menaces, diplomatie armée du sabre, Murat eut recours à tous les moyens pour agir sur la junte, dévouée au fond du cœur à la cause de Ferdinand. La junte résista avec mollesse, éluda sans oser refuser, et finit par céder, en se déclarant prête à accepter, de la main de César, le souverain qu'il lui plairait de choisir. Mais ce n'était pas assez pour Napoléon, il lui fallait un vœu explicite en faveur de son frère. Il fit donc peser sur la junte une pression nouvelle, sans pouvoir obtenir d'elle un engagement plus précis. Les deux Conseils de Castille et des Indes, après bien des hésitations et des refus déguisés, se laissèrent arracher la déclaration que « dans le cas où LL. MM. Charles IV et Ferdinand VII auraient définitivement renoncé à la couronne, le souverain qu'ils croyaient le plus capable de faire le bonheur de l'Espagne était Joseph Bonaparte qui régnait avec tant de sagesse à Naples. » La municipalité de Madrid se prononça dans le même sens, ainsi que le cardinal-primat de l'Espagne, le seul membre de la famille royale qui se trouvât encore dans la Péninsule.

Mais l'adhésion si incomplète de la junte et des deux Conseils ne suffisait pas; pour asseoir sur le trône une dynastie nouvelle, héritière des Bourbons, et comme eux imposée par la France, il fallait au moins un simulacre de représentation nationale; Napoléon lui-même n'avait pas craint de l'invoquer pour lui, en convoquant à Lyon les députés de la Cisalpine, pour leur faire sanctionner ses usurpations en Italie. Il convoqua donc à

Bayonne, pour le 15 juin, une junte extraordinaire, composée de la junte de gouvernement, des deux Conseils, et de représentants de tous les grands corps de l'État, de la grandesse, de l'armée, du clergé, de l'Inquisition, des Universités et du haut commerce de la Péninsule et de ses colonies. En agissant ainsi, il avait l'air de déférer à la volonté de l'Espagne, tout en lui imposant la sienne, et redoutant un refus de Joseph, il lui mettait la couronne sur le front, même avant qu'il ne l'eût acceptée.

Un mot encore sur un plan de réorganisation administrative et financière dont Napoléon voulait doter l'Espagne, comme *don de joyeux avénement* de son nouveau Roi. Curieux de sonder le chaos de l'administration espagnole, il se fit adresser par chacun des ministres le tableau détaillé des charges et des ressources de son département. Des inspecteurs devaient être envoyés dans tous les régiments, des ingénieurs dans tous les ports de mer, afin de donner une impulsion nouvelle à l'armée, à la marine surtout, qu'il voulait ressusciter, au risque de lui préparer un nouveau Trafalgar; car dans ses heures d'illusions, il songeait à recommencer la lutte sur mer avec l'Angleterre, et rêvait déjà une expédition nouvelle en Égypte et jusque dans l'Inde. En demandant à Murat ces renseignements, si difficiles à obtenir de la paresse et de l'orgueil espagnols : « Il me les faut, lui écrivait-il, pour apprendre à la postérité dans quelle situation j'ai trouvé la monarchie espagnole. » Et il ne se doutait pas qu'au moment même où il écrivait ces lignes, cette Espagne qu'il croyait tenir dans sa main allait lui échapper pour jamais.

Ce qui manquait surtout à ce pays, où, depuis trois siècles, le Mexique et le Pérou versent en vain leurs trésors, c'était l'argent! Aussi Napoléon se décida-t-il à

lui faire avancer par la Banque de France vingt-cinq millions de francs. Le gage de cet emprunt, c'étaient les diamants de la couronne que Charles IV s'était engagé à laisser à Madrid, mais dont la vieille Reine avait pris les plus beaux. Quant à l'armée, moins redoutable par le nombre que par l'esprit qui l'animait, il prit la sage précaution de la disperser dans tous les coins de la Péninsule. La plus forte portion fut établie au camp de San-Roque, près de Gibraltar, pour y surveiller l'invasion anglaise. Le reste devait se répartir entre le Portugal, les Baléares, les Présides africains et le Ferrol, où il comptait organiser une expédition pour les colonies; car, dans ce plan immense, ce n'était pas l'Europe seulement, c'était le monde qu'il voulait embrasser!

Cependant on approchait de l'époque fixée pour cette parodie de Cortès, que pouvait seul prendre au sérieux celui qui l'avait ordonnée. Sur cent cinquante députés que l'on espérait réunir, la moitié à peine avait répondu à l'appel, les uns par intérêt, les autres par un patriotisme égaré qui attendait de l'étranger cette régénération que l'Espagne n'avait pas su se donner. Mai touchait à sa fin; l'insurrection, si brutalement réprimée à Madrid, n'avait pas encore gagné les provinces, mais le feu couvait partout sous la cendre, et n'attendait qu'un souffle pour éclater. Trois provinces surtout étaient suspectes : les Asturies, antique berceau de la nationalité espagnole; l'Aragon, refuge des libertés de la Péninsule, quand elles eurent péri en Castille; enfin l'Andalousie, qui, séparée de la France par toute l'épaisseur de la Péninsule, semblait le centre indiqué pour un soulèvement national. Ces trois provinces s'étaient refusées à envoyer des députés aux prétendues Cortès de

Bayonne, et l'autocrate avait été réduit à nommer lui-même leurs représentants.

Par malheur, le seul homme qui eût la main assez ferme pour comprimer l'insurrection naissante, Murat, poussé à bout par les exigences sans mesure du despote, venait d'être atteint d'une fièvre pernicieuse, et sa vie était en danger. La population de Madrid, superstitieuse jusque dans ses haines, voyait la main de Dieu dans la maladie qui frappait son bourreau.

Habitué à voir tout plier devant sa volonté, Napoléon, depuis trois semaines, attendait avec une impatience fiévreuse la réponse de Joseph, dont un refus eût dérangé tous ses plans. Mais celui-ci, indolent et facile jusqu'à la faiblesse, n'était pas homme à lutter contre cette volonté de fer, qui ne l'avait fait Roi que pour avoir un sujet sur le trône de la Castille. Il accepta enfin, non sans regret, en s'annonçant à Bayonne pour le 7 juin. La veille de son arrivée, l'Empereur se décida à notifier à l'Espagne le choix qu'il avait fait de son frère pour régner sur elle. Un décret impérial, appuyé sur les notes de la junte et des Conseils, proclama Joseph Roi de l'Espagne et des Indes, en lui garantissant l'intégrité de ses États d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Le lendemain Joseph arriva, et l'Empereur, qui mêlait le calcul à tout, même à ses affections de famille, alla au-devant de ce frère qu'il voulait honorer aux yeux des deux pays que ce choix devait réconcilier.

Un combat douloureux se passait en ce moment dans l'âme de Joseph : sans doute il n'était pas insensible à cette perspective grandiose qui s'ouvrait devant lui, à ce sceptre de Charles-Quint qui, placé dans sa main débile, allait le faire régner, au moins de nom, sur les quatre parties du monde ; mais moins gâté par

la fortune que son frère, à côté des éblouissements de la grandeur, il en voyait aussi les dangers; forcé, bien malgré lui, d'échanger une couronne contre une autre, il se demandait d'avance ce qu'il allait y gagner. Mais il était trop tard maintenant pour se repentir : une fois entré dans la voie, il fallait y marcher, sans regarder en arrière. Dès son arrivée à Bayonne, l'Empereur lui présenta les membres de la junte et des Conseils. L'impression produite sur eux par Joseph fut, en somme, favorable. Joseph avait alors quarante ans; ses traits étaient gracieux, ses manières élégantes. L'aîné de la famille, sans en être le chef, tout en ressemblant à son frère par les traits du visage, il en différait par l'expression; Napoléon avait pour lui le prestige du génie, Joseph l'attrait de la bonté, avec une certaine grâce naïve qui lui gagnait les cœurs. Sensible aux jouissances délicates des lettres et des arts, il l'était encore plus aux attraits du beau sexe, faiblesse que l'Espagne pardonne volontiers à ses Rois! Dans sa jeunesse, à l'âge où il ne se doutait guère qu'il dût un jour s'asseoir sur un trône, il avait été sincèrement républicain; mais le frère de Napoléon ne pouvait pas le rester, c'était déjà beaucoup de l'avoir été un instant! Les Espagnols, qui voulaient se donner à lui, et qui avaient besoin d'une excuse, même à leurs propres yeux, la trouvaient dans la séduction que ses manières exerçaient sur eux, heureux de pouvoir se justifier aux yeux de leur pays en lui vantant son nouveau monarque; car, après tous ceux qu'elle avait subis depuis deux cents ans, l'Espagne n'avait pas le droit d'être difficile.

Restait à jouer cette comédie de Cortès, destinée à tromper l'Europe, sinon l'Espagne, qui savait à quoi s'en tenir sur le sérieux de cette démonstration. Il faut

le dire à l'honneur de ce généreux pays, la manifestation nationale, décrétée par un despote étranger, avait complétement échoué : avec toutes ses séductions, Napoléon n'avait pu réunir à Bayonne que quelques-uns des nobles qui y avaient suivi les deux Rois, les membres de la junte et des Conseils, et quelques hauts fonctionnaires, jaloux de conserver leurs emplois. Quant aux députés, ils brillaient surtout par leur absence, et l'on devine de quel poids devait peser sur l'Espagne une pareille assemblée, dans l'état d'irritation où se trouvaient les esprits. Le 15 juin, les soi-disant Cortès se réunirent dans une salle de l'évêché. Quelques discours d'apparat, aussi vides que flatteurs, y saluèrent l'aurore du nouveau règne et la main puissante qui en avait doté la Péninsule. On lut le décret impérial, appuyé sur le prétendu vœu du peuple espagnol. Puis les députés présents se rendirent auprès de leur souverain pour lui offrir leurs hommages, au nom du peuple absent et des députés réfractaires qu'on se chargeait de faire parler. Enfin leur dernière visite fut pour l'Empereur qu'ils allèrent remercier d'avoir daigné prendre en main les destinées de la Péninsule.

Les jours suivants, pour occuper les loisirs de ce semblant de Cortès, on lut, et l'on discuta même, avec une certaine liberté d'opinions, une constitution, modelée sur celle de la France impériale. Elle sanctionnait, sous le nom d'*alliance offensive et défensive,* le vasselage déguisé que, depuis un siècle déjà, la France faisait peser sur la couronne de Castille. Elle réglait ensuite la succession de la couronne, transmissible de mâle en mâle, par ordre de primogéniture; en cas d'extinction de la dynastie nouvelle, elle devait faire retour de Joseph à Louis, et de Louis à Jérôme. Dans aucun cas, la

Péninsule ne pouvait être réunie à l'Empire français, et les deux couronnes devaient rester indépendantes l'une de l'autre.

L'Empereur avait trouvé dans son Sénat un instrument de despotisme si docile et si commode qu'il ne pouvait pas se dispenser d'en doter la royauté espagnole. Là principale attribution du nouveau Sénat était de veiller sur les libertés publiques, tâche dont s'acquittait si bien celui de France! Inutile d'ajouter que ses membres étaient nommés par le Roi.

La France ayant un *Corps législatif*, l'Espagne devait avoir ses Cortès, dont le nom et le souvenir y étaient redevenus si populaires; mais elles n'étaient pas plus menaçantes pour le pouvoir royal d'un côté des Pyrénées que de l'autre. Cette assemblée, futur rempart des libertés espagnoles, se composait d'un *banc du clergé*, formé de 25 prélats, désignés par le Roi, d'un *banc de la noblesse*, où siégeaient 25 Grands d'Espagne, aussi nommés par lui; puis de 62 députés, élus par les provinces ou par les colonies; de 30 représentants des grandes villes, de 15 notables commerçants, choisis par leurs pairs, et de 15 lettrés, élus par les Universités. Cette assemblée, plus aristocratique que plébéienne, et où la royauté, appuyée sur ses deux soutiens naturels, les ordres privilégiés, avait beau jeu pour intimider ou pour corrompre, devait se réunir *au moins tous les trois ans*, pour discuter les lois, et fixer le budget triennal.

Un Conseil d'État, modelé sur celui de la France, devait donner la haute impulsion à l'administration du royaume. Enfin le Conseil de Castille, que le législateur suprême n'avait pas osé supprimer, changeait de nom et de fonctions pour devenir, sous le titre, peu espagnol, de

Cour de Cassation, le couronnement de la magistrature nationale, déclarée inamovible.

La Constitution de Bayonne est la dernière scène de cette parodie de gouvernement parlementaire, que des événements plus sérieux vont bientôt faire oublier. Mais il fallait encore présenter le nouveau monarque à ses sujets : une séance royale eut lieu le 7 juillet; le roi prêta serment, sur l'Évangile, à la Constitution qui était censée son ouvrage, et les députés répétèrent tous ce serment après lui. Joseph, dans une harangue solennelle, exprima avec bonheur les sentiments d'affection qu'il éprouvait réellement pour ses nouveaux sujets. Puis l'on se rendit en corps auprès de l'Empereur, qui n'avait pas voulu gêner de sa présence la libre expansion des vœux et de l'amour du peuple espagnol pour son Roi. Ajoutons enfin à tous ces hommages celui de l'armée de la Romana qui, du fond de la Baltique, saluait, par l'organe de son chef, le nouveau monarque, et qui, quelques mois plus tard, devait prendre à l'insurrection une part si active.

On aura la mesure du respect de soi-même et de la dignité de caractère de Ferdinand, en apprenant qu'il écrivit à Joseph pour le féliciter d'avoir quitté le trône de Naples, afin de s'asseoir sur celui d'Espagne, pays dont il était appelé, par le choix de son frère et par ses hautes qualités, à faire le bonheur. Et comme si cette lettre ne suffisait pas, il en fit écrire une autre, dans le même sens, par les Espagnols qui composaient sa petite cour. Il est difficile, on en conviendra, de plaindre un roi dépossédé qui rampe aussi lâchement devant son spoliateur!

Les nouvelles de la Péninsule devenaient chaque jour plus mauvaises; une sombre inquiétude régnait

dans les esprits, une sourde agitation se trahissait partout. Au moment d'exécuter un plan si longtemps médité, Napoléon n'était certes pas un homme à reculer; mais sa perspicacité, un instant en défaut, lui révélait plus clairement chaque jour les difficultés, les dangers de sa folle entreprise. Cependant l'heure du départ avait sonné pour Joseph : il fallait montrer à l'Espagne son Roi, et surtout le lui faire accepter, par force, sinon par amour ! Le 9 juillet, Joseph se mit en route, avec une armée pour escorte, vers cette patrie nouvelle dont il ne connaissait ni la langue ni les mœurs, pour y conquérir, à coups de canon, le cœur de ses sujets. Napoléon conduisit son frère jusqu'à la frontière, en lui promettant de veiller sur lui avec un soin paternel, et de le soutenir de toutes les forces de son Empire.

On croit rêver, en vérité, en voyant ces pompes officielles et cette parade de gouvernement représentatif qui sont comme la parodie de l'histoire, à côté de la triste réalité qui va bientôt venir. Nous n'avons point de parti pris contre Napoléon; nous rendons pleine justice à son génie militaire et administratif; nous reconnaissons hautement les services qu'il a rendus à la France en la tirant du sanglant chaos de sa Révolution; mais on se demande, en vérité, à quoi servent ces dons miraculeux que Dieu fait à quelques êtres privilégiés, quand ces dons ne sont pas consacrés au bonheur de l'humanité. Qu'on passe en revue dans Plutarque tous les grands hommes de l'antiquité; qu'on fasse le même travail sur les personnages les plus illustres de l'histoire moderne : combien en trouvera-t-on qui aient vécu pour les autres, et non pour eux-mêmes? L'égoïsme, tel est le mobile unique de toutes leurs actions, la lèpre qui souille la plupart de ces noms immortels, plantés

dans l'histoire comme des jalons pour tracer à l'humanité sa voie. Et où la conduisent-ils, en définitive, à travers le sang et les ruines? au triomphe brutal de la force, toujours suivi de ces réactions vengeresses qui trahissent la main de la Providence, au milieu du libre jeu des volontés humaines.

SOULÈVEMENT DE L'ESPAGNE.

Nous arrivons à une de ces époques décisives qui sont comme les relais de l'histoire, quand elle reprend sa marche, un instant suspendue, pour commencer une ère nouvelle. L'Espagne va s'affranchir de son vasselage envers la France, qui dure déjà depuis près d'un siècle. Ce joug, elle le subissait à regret sous ses Rois, Français d'origine, mais Espagnols de cœur, et ceux-ci avaient au moins pour excuse leur parenté avec les Bourbons, souche de ces deux dynasties sœurs dont les destinées ont été si diverses. Mais sous l'illustre parvenu qui, du droit du génie et des services rendus, est monté sur le trône de France, les choses ont bien changé de face : l'Espagne, entraînée par l'habitude et par de vieilles affections de famille, s'est encore donnée tout entière à la France ; elle a mis, avec l'oubli de soi-même le plus complet, ses trésors, ses armées, ses flottes au service de son suzerain. On sait comment il l'en a payée : sa marine a péri à Trafalgar dans le naufrage de la marine française ; ses armées, exilées en Portugal ou sur les bords de la Baltique, ont cessé de lui appartenir, mais elle n'a pas tout perdu, car il lui reste ses Rois ! Dans ses naïves illusions, elle prête au fils les vertus qu'elle

n'a pas trouvées chez le père, et caresse déjà le rêve de sa régénération sous un jeune Roi qu'elle aime sans savoir pourquoi, dans l'espoir qu'il lui fera oublier les hontes et les malheurs du règne précédent.

Et voilà que, tout d'un coup, retentit d'un bout à l'autre de la Péninsule cette fatale nouvelle : l'Espagne n'a plus de Roi ! Le père, le fils, pris en même temps au même piége, ont été forcés, le couteau sur la gorge, de renoncer à leur couronne, et de vendre au despote, l'un son passé, l'autre son avenir. Dans ce honteux marché, l'Espagne, dont on dispose, n'a pas même été consultée. Un membre de cette dynastie de hasard, qui fait souche de rois sur tout le continent, a été appelé par son chef suprême à régner sur la Péninsule, et celle-ci n'a plus qu'à subir à genoux son arrêt. Qu'on se figure, sur un peuple généreux, habitué à se réfugier dans son passé pour y vivre de souvenirs, l'effet de ces deux nouvelles, arrivées en même temps : l'insurrection de Madrid, étouffée dans le sang, et l'abdication forcée de ses souverains, tous deux en route vers l'exil, tandis qu'un étranger, avec une armée pour escorte, vient prendre leur place à Madrid dans le palais de ses Rois !

Certes, il fallait bien mal connaître le peuple espagnol pour croire qu'il se courberait sans protester devant les faits accomplis, et Napoléon, cette fois, n'avait pas fait preuve de sa perspicacité ordinaire. Au lieu des rapports mensongers de ses lieutenants, l'histoire était là pour lui dire ce qu'a toujours fait, ce que fera toujours l'Espagne en pareil cas : résister sans espoir, sans plan arrêté, mais résister jusqu'à la mort ! Pour un pays placé en dehors de l'Europe, l'étranger, c'est toujours l'ennemi, et le peuple espagnol a de tout temps été le peuple de la résistance ! Conquis tour à tour par les

Romains, les Goths, les Vandales, jamais il n'a accepté la domination de l'étranger, même en la subissant. Et d'ailleurs, à ces dates reculées, la nation n'est pas faite encore ; il faudra la conquête musulmane, et cette lutte de huit siècles, inaugurée par Pelayo, dans les monts des Asturies, pour tremper de fer cette race énergique et tenace, qui puise à deux sources, la religion et l'amour de la patrie, ce génie de la résistance contre lequel finira par se briser toute la puissance de Napoléon.

Mais ce qui imprime un cachet tout spécial à la guerre de l'Indépendance, la plus grande page, sans contredit, de toute cette histoire, c'est l'unité merveilleuse et la soudaineté de cette insurrection qui, en huit jours, du 22 au 30 mai, met les armes à la main à un peuple entier, se levant comme un seul homme, d'un bout de sa Péninsule à l'autre, sous la commotion électrique qui l'a frappé ! N'oublions pas que ce peuple se trouve en ce moment sans Roi, sans gouvernement, presque sans armée ; que chaque ville se soulève, sans savoir si les villes voisines imiteront son exemple, et déclare, à ses risques et périls, la guerre à ce tout-puissant Empereur que suffiront à peine à vaincre les forces de l'Europe réunie. Jamais mouvement national ne fut si rapide, si unanime et si décousu à la fois. Personne ne compte sur aucun appui, ni du dedans, ni du dehors, mais sur Dieu et sur lui-même ! Chacun s'insurge, à lui seul pour ainsi dire, de son propre mouvement, et en agissant ainsi, il a le sentiment qu'il personnifie l'Espagne tout entière. Les femmes même s'associent à cet élan si vraiment populaire, et là où les hommes hésitent et reculent, elles prennent leur place pour leur montrer le chemin.

Un autre caractère de ce soulèvement instantané,

universel, dont l'histoire n'offre pas un second exemple, c'est que toutes les classes de la société y prennent part, les nobles, les riches, les savants comme les ignorants et les pauvres, céux-ci pourtant, comme on doit s'y attendre, avec plus d'entraînement que les premiers, car ils n'ont que leur vie à risquer. Les prêtres, les moines surtout, se mêlent à ce mouvement pour le conduire; car la religion se mêle à tout chez ce peuple étrange, et le parti qui a les prêtres pour lui, dans la guerre civile comme dans la guerre étrangère, a pour lui les forces vives du pays[1]. Mais malheur à ceux qui veulent rester neutres, ou courber la tête sous la loi de l'étranger! Ils sont massacrés sans pitié, souvent même sans motif, sur un simple soupçon. Il suffit que, par prudence ou par timidité, ils refusent de s'unir à l'élan national; dès lors ils sont suspects, et tout suspect est d'avance condamné au tribunal du peuple, juge et bourreau à la fois. En Espagne, d'ailleurs, la vie n'a pas de valeur, on n'épargne ni la sienne, ni celle d'autrui, et dans chaque ville qui se soulève, le sang des Espagnols coule avant celui des Français.

Essayons maintenant de mettre, dans ces événements presque simultanés, un ordre qu'ils ne comportent guère; suivons, dans sa course foudroyante, la traînée de poudre à mesure qu'elle s'enflamme. La

1. L'extrait suivant d'une proclamation de la junte de Valladolid, citée par le général Foy (t. III, p. 196), fera connaître mieux que toutes les paroles ce double caractère, semi-politique, semi-religieux de l'insurrection espagnole : « Rappelons-nous que si la perfidie a emmené notre Roi prisonnier, nous avions plus noblement appris à un Roi de France le chemin de Madrid. Aux armes!... Celui que vous combattez est un impie! Il a relevé le temple des Juifs, dépouillé le Pape de ses domaines, dispersé le Sacré Collége!... Vous combattez pour votre Roi, votre religion et pour la vie à venir. Implorez le secours de l'Immaculée conception; la Sainte Mère de Dieu ne vous abandonnera pas dans une si juste cause. »

province des Asturies, dernier refuge de la nationalité espagnole, en face de la conquête romaine comme de la conquête arabe, devait encore avoir l'honneur de donner la première le signal de la guerre sainte. A Oviédo, sa capitale, la nouvelle de l'insurrection de Madrid et de sa sauvage répression avait semé la haine et la rage dans tous les cœurs. Déjà le 9 mai, sur ce terrain préparé pour l'explosion, la junte provinciale, espèce de Cortès locales qui ne se réunissaient que tous les trois ans, avait décrété, aux applaudissements du peuple, la désobéissance aux ordres de Murat, l'exécuteur des hautes œuvres de l'autocrate français. Le président de la junte, marquis de Santa Cruz, avait même déclaré tout haut que, « partout où il verrait un homme se lever contre Napoléon, il prendrait un fusil pour marcher à côté de lui. »

Enfin, le 24 mai, arrive la nouvelle des abdications de Bayonne, et la mine, dès longtemps chargée, éclate sur-le-champ. A minuit, Oviédo est réveillée par le bruit du tocsin qui appelle aux armes, avec les habitants de la ville, les paysans du voisinage; car dans la Péninsule, l'habitant des campagnes forme un peuple à part, qui a ses passions, ses préjugés à lui, et garde intactes, loin de la corruption des villes, sa foi politique comme sa foi religieuse, ces deux gages de son relèvement à venir! Les Asturies, cette Vendée espagnole, animée comme l'autre d'un double fanatisme, ennemie jurée de toute innovation et de l'étranger qui l'apporte, n'a plus qu'une âme pour sentir l'injure faite à son pays, et qu'une voix pour s'écrier : « Il faut la venger! » Tout le monde est d'accord pour défendre le trône et l'autel, à la fois menacés. Le peuple des campagnes fraternise avec celui de la ville. On dépose toutes les autorités et

l'on transfère leurs pouvoirs à la junte qui a conquis par son vote toute la confiance du pays. Son premier acte est de proclamer la nullité des deux abdications royales, ainsi que l'indépendance de l'Espagne, et cette pauvre petite province, cachée dans ses montagnes où le pied d'un conquérant n'a jamais pénétré, déclare à elle toute seule la guerre au vainqueur de l'Europe. Cent mille fusils sont distribués au peuple, ou réservés pour armer les provinces voisines, qui suivront le noble exemple donné par les Asturies. Le clergé, les grands propriétaires, s'associent à cet élan par des dons patriotiques où le pauvre apporte aussi son offrande.

Mais on va voir que le sens politique ne manque pas à ces ardentes populations, que la vie municipale a préparées pour la liberté. Leur ivresse patriotique ne les aveugle pas sur leur faiblesse ; si elles n'ont pas d'alliés, elles savent où elles pourront en trouver : en s'adressant à la vieille ennemie de la France, elles sont sûres de n'être pas repoussées; il suffit de prendre parti contre Napoléon pour pouvoir compter sur l'appui de l'Angleterre. Deux députés, dont l'un sera plus tard l'historien Toreno, sont envoyés à Londres, et trouvent auprès du ministère Canning l'accueil le plus favorable. L'illustre homme d'État comprend bien vite le parti qu'on peut tirer de cette insurrection; car, appuyée par l'Angleterre, elle peut arrêter tout le progrès des armes françaises en Espagne. Le cabinet de Londres qui, avec le Portugal, a perdu son point d'appui dans la Péninsule, cherchait une porte pour y rentrer; il l'a trouvée dans les Asturies, sur cette étroite lisière de côtes, si bien gardée contre l'invasion, et où ses flottes pourront débarquer impunément. Aussi promet-il sans hésiter à cette courageuse petite province, qui a osé arborer la

première le drapeau de l'insurrection, de l'argent et des armes, en attendant les flottes et les soldats qui ne tarderont pas à venir. Quinze cents Espagnols, pris en 1804, en pleine paix, sur quatre frégates saisies par les Anglais, languissaient sur les pontons de Portsmouth; on les habille, on les arme, et on les fait partir pour la Corogne avec cinquante mille fusils et seize millions de réaux (quatre millions de francs), qui sont versés dans la caisse de l'insurrection de la Galice. Du reste, les patriotes espagnols ne demandent que des armes et des munitions; « quant aux hommes, disent-ils, on n'en manquera jamais dans notre pays! »

Un dernier trait achèvera de peindre l'insurrection d'Oviédo, la seule peut-être dans toute l'Espagne qui n'ait pas été tachée de sang: cinq suspects avaient été arrêtés, le gouverneur de la province, accusé, non pas d'être hostile à l'insurrection, mais de la trouver imprudente, deux commissaires envoyés par la junte de Madrid, et par Murat, son président, pour faire une enquête sur le vote de la junte provinciale du 9 mai, et deux colonels qui n'avaient pas voulu se joindre à leurs régiments, pour prendre part au soulèvement. L'autorité, pour protéger leur vie, se hâte de les jeter en prison; le peuple en furie les en arrache, et les attache à des arbres pour les fusiller. Mais un digne prêtre, le chanoine Ahumada, membre du clergé régulier qui, au milieu de ces passions déchaînées, a donné plus d'un exemple de charité chrétienne, a l'heureuse idée de se jeter, le Saint-Sacrement à la main, entre les victimes et les bourreaux; le peuple s'arrête, saisi de respect, il renonce en frémissant à sa vengeance, devant Dieu lui-même qui vient lui arracher sa proie, et l'insurrection d'Oviédo reste ainsi pure de tout excès.

Carthagène dispute à Oviédo l'honneur d'avoir donné à la Péninsule le signal qu'elle attendait; car, si dès le 9 mai la junte des Asturies a osé déclarer la guerre à la France, Carthagène, le 22 mai, deux jours avant Oviédo, avait déjà arboré le drapeau de la révolte. Une petite flotte, humble débris de la grandeur maritime de l'Espagne, venait de sortir de ce port pour se rendre aux Baléares, et de là en France, où elle devait se mettre aux ordres de l'Empereur. L'arrivée de l'amiral Salcedo, chargé de la conduire à Toulon, et la nouvelle des abdications de Bayonne soulèvent à la fois toutes les passions populaires; les autorités suspectes sont destituées, contre-ordre est envoyé à la flotte à Port-Mahon, et l'arsenal livre aux insurgés un immense amas d'armes et de munitions. Murcie s'empresse de suivre l'exemple de Carthagène, et la province entière est bientôt sur pied avec une flotte et une armée. Ainsi, à deux jours de distance, aux deux extrémités de la Péninsule, la révolte a éclaté en même temps, sans concert possible entre ces deux populations qui s'ignorent aussi complétement que si elles n'appartenaient pas à la même patrie.

Nous venons d'étudier, au nord et au midi, les deux points de départ de l'insurrection; nous allons la voir se répandre maintenant sur toute la surface de la Péninsule, et pas un de ses recoins, même les plus reculés, ne restera en dehors de ce grand mouvement national. Et d'abord, sur cette côte étroite qui s'étend au pied des Pyrénées, de Bayonne au cap Finistère, et forme comme une Espagne à part, séparée de l'autre par sa barrière de monts, la Galice, la plus catholique des provinces de l'Espagne, la Galice, qui porte une hostie et un calice dans ses armes, est la première à répondre à l'appel parti des Asturies. La Corogne, position mari-

time et militaire d'une haute importance, à cette pointe extrême de la Péninsule où, grâce à l'Océan, elle est plus près de l'Angleterre que de la France, devient le centre national de l'insurrection. L'occasion qu'elle choisit pour éclater, c'est la fête de saint Ferdinand. Les autorités, contenant à grand'peine la population frémissante, voulaient l'empêcher de fêter ce saint, devenu tout d'un coup presque aussi populaire que le jeune Roi auquel il avait donné son nom. Mais enfin, le 30 mai, une junte est proclamée, et la guerre déclarée à la France; les fusils de l'arsenal sont distribués aux insurgés, dans la ville et dans les campagnes. La contagion gagne bientôt, avec le Ferrol, la Galice tout entière. Les troupes rappelées du Portugal prennent parti pour l'insurrection, et les volontaires, accourant en foule, trouvent dans leurs rangs des cadres prêts à les recevoir.

Mais, par malheur, ce noble élan d'enthousiasme est souillé par l'assassinat du capitaine général Filangieri qui, après quelques hésitations, bien permises à un étranger, s'était loyalement rallié à la cause de sa patrie d'adoption. Enfin la révolte de Santander achève de fermer à l'invasion tout ce littoral, semé de ports où l'Angleterre va trouver un facile accès.

Dans les vastes plaines de Léon et de la Castille Vieille, la rébellion, si elle y eût éclaté tout d'abord, eût été bien vite étouffée sous le sabre des cavaliers français; mais appuyée sur les districts montagneux du nord, où elle trouvera toujours un asile, elle n'hésite plus à descendre vers la plaine. Bientôt elle a gagné Léon, puis Valladolid, à quelques lieues de Bessières et d'une division française. Le capitaine général la Cuesta hésitait à se rallier à la cause nationale; mais une potence, dressée en face de son hôtel, met fin à ses irrésolutions. Ségovie, à

quelques lieues de l'Escurial, occupée par les Français, s'insurge, avec cette imprudence généreuse qui ôte aux Espagnols jusqu'à la conscience du danger, et tout le nord-ouest de la Péninsule est en armes contre la France.

L'Andalousie, grâce à la distance, se trouvait dans une situation plus favorable encore. La France, n'ayant plus de marine, ou en ayant une pour ne pas s'en servir, était sans liens avec tous ces beaux ports du midi et de l'est, Cadix, Malaga, Carthagène, Alicante et Valence. Séville qui, sans être un port, touche à la mer par son large fleuve, et réunit les avantages d'une cité terrestre à ceux d'une cité maritime, Séville, reine de l'Andalousie, rivale de Madrid par sa richesse agricole et commerciale, se sentait appelée à devenir le centre de l'insurrection dans le midi. Aussi, dès le 26, à la nouvelle des abdications, la révolte, qui couvait depuis longtemps, éclate à l'instant même : on crée une *junte supérieure d'Espagne et des Indes*, titre ambitieux, que légitime la position de Séville, la vraie capitale de l'Espagne, depuis que Madrid s'est courbée sous le joug de l'étranger.

Le peuple, armé aux dépens des arsenaux, était maître de la ville. Cette race andalouse, si mobile, si différente des graves populations du nord, se livrait à des transports d'enthousiasme : victorieuse avant d'avoir combattu, elle voyait déjà les Français balayés de la Péninsule, et Séville à la tête du mouvement national. Mais le peuple espagnol a besoin de voir du sang se mêler à ses fêtes : la municipalité s'était rendue suspecte en essayant de contenir l'enthousiasme populaire, et son chef, le comte del Aquila, paya de sa vie sa tiédeur pour la cause de l'insurrection.

La guerre est déclarée à la France, et des commissaires

envoyés dans toute l'Andalousie pour y proclamer l'autorité de la junte, et la levée en masse de tous les habitants, depuis seize jusqu'à quarante-cinq ans. On jure de ne déposer les armes que quand l'Empereur aura rétabli Ferdinand sur le trône ; enfin la junte, s'inspirant de l'esprit démocratique qui régnait dans la ville, décide que, aussitôt la guerre terminée, les Cortès seront convoquées, pour donner à l'Espagne, avec les réformes dont elle a besoin, une constitution plus sérieuse que celle de Bayonne.

Cordoue, Grenade, Malaga, Jaen, Badajoz, Cadix, suivent avec transport l'impulsion de Séville. Cadix surtout, rivale de Séville pour le commerce des colonies, était d'avance gagnée à la cause nationale ; mais la population, exaltée, était contenue à grand'peine par le capitaine général Solano. Estimé de tous, du peuple comme de l'armée, pour ses longs services et la noblesse de son caractère, il ose protester auprès de la junte contre une insurrection qui, sans gouvernement, sans armée, sans appui au dehors, se prépare à lutter contre toutes les forces de la France. Sa courageuse franchise finit par lui coûter la vie. Le consulat de France est pillé, le consul forcé de se réfugier à bord de l'escadre de Rosily, enfermée depuis trois ans dans le port de Cadix. La populace, irritée de voir le drapeau français flotter encore dans ses murs, demande à grands cris qu'on s'empare de l'escadre. Une sommation est envoyée au digne amiral, qui se déclare prêt à défendre à outrance l'honneur de son pavillon ; mais des vaisseaux espagnols, mêlés aux français, rendaient pour le moment toute attaque impossible de la part des batteries des forts, sous peine d'incendier tous les bâtiments du port, et force est au peuple gaditain d'ajourner sa vengeance.

Ajoutons qu'ici, à l'inverse d'Oviédo, ce fut l'Angleterre qui proposa la première son appui aux insurgés de Cadix. Le gouverneur de Gibraltar se hâta de leur offrir des armes, des munitions, et même une division de cinq mille hommes qui arrivait de Sicile. Mais les insurgés refusèrent, peu soucieux d'introduire dans leur port une armée et une flotte anglaises, au risque de donner dans Cadix un pendant à Gibraltar, et l'histoire, en conscience, ne peut pas leur donner tort.

Le camp de San Roque, près d'Algésiraz, réunissait une petite armée espagnole de 8 à 9,000 hommes, sous les ordres du général Castaños, destiné à jouer un grand rôle dans la guerre de l'indépendance. Blâmant au fond du cœur l'insurrection, qu'il jugeait sans avenir, la mort de Solano lui enseigna la prudence, et il reconnut l'autorité de la junte de Séville, qui le nomma commandant de toutes les troupes de la province. Le poste de capitaine général fut confié à Thomas de Morla, lâche intrigant, toujours à genoux devant la force et le succès. Enfin trois régiments suisses, en garnison dans les villes du midi, furent concentrés à Grenade, sous les ordres de Reding, leur compatriote.

Ainsi toute l'Andalousie, avec l'Estrémadure, était gagnée à la cause de l'insurrection ; le midi tout entier était, comme le nord, en armes contre la France. Par malheur, presque partout, dans tous ces mouvements populaires, la liberté naissante avait reçu son baptême de sang : à Malaga, à Grenade, à Jaen, un vice-consul français et bon nombre d'Espagnols, suspects de trahison ou de tiédeur pour le nouvel ordre de choses, avaient été massacrés. Mais nous allons voir à Valence la vindicte populaire prendre des proportions plus effrayantes. Cette ville importante, qui domine l'est de

la Péninsule comme Séville le midi, devait avoir aussi son insurrection, née d'elle-même, sur son propre sol, sans attendre une impulsion étrangère. Le signal fut donné par l'arrivée du courrier qui apportait la nouvelle des abdications. Un orateur populaire lut à la foule assemblée la *Gazette de Madrid*, et la déchira en morceaux aux cris de : « A bas les Français ! Vive Ferdinand VII ! » Il n'en fallut pas plus pour déchaîner cette ardente population, toujours prête pour l'émeute. Un moine franciscain, le père Rico, fut choisi par le peuple pour servir d'interprète à sa volonté souveraine. La création d'une junte insurrectionnelle fut votée d'enthousiasme, et imposée aux autorités.

Mais nulle part ce magnifique élan, qu'on voudrait pouvoir admirer sans restriction, ne fut souillé de plus de crimes et taché de plus de sang qu'à Valence. La faute n'en est pas au chef que le peuple s'était choisi ; car, dans cette position difficile, le père Rico, comme on le verra bientôt, resta fidèle aux principes de la charité chrétienne. Mais le nouveau capitaine général, comte de Cerbellon, n'inspirait qu'une médiocre confiance. Les autorités, annulées de fait par la junte, écrivirent à Madrid pour demander du secours contre les rebelles. Mais le courrier fut arrêté, et les dépêches, lues devant le peuple, semèrent dans ses rangs l'irritation et la méfiance. Vainement la fille du comte de Cerbellon, avec un courage au-dessus de son sexe, se jeta sur ces dépêches qu'elle mit en pièces, aux yeux du peuple étonné. Celui-ci, saisi de respect, comme il le sera toujours devant tout acte d'héroïsme, s'arrêta tout court, et parut se calmer, mais le coup était porté ; il fallait du sang pour assouvir la fureur populaire, et un colonel qui, dans une émeute, avait ordonné à ses milices de

faire feu sur le peuple, fut sa première victime ; il fut massacré, malgré tous les efforts du père Rico pour le sauver.

La populace avait goûté le sang, et réclamait d'autres victimes. Un jésuite, le chanoine Calvo, était jaloux de l'ascendant du franciscain Rico ; les deux Ordres d'ailleurs, ont de tout temps été rivaux. Tandis que tous les gens honnêtes, en se ralliant à la cause de l'insurrection, cherchaient à contenir les instincts sanguinaires du peuple valencien, Calvo ne négligea rien pour les surexciter. Trois à quatre cents Français, hommes femmes et enfants, établis à Valence, avaient cherché un refuge dans la citadelle, gardée seulement par quelques invalides. Calvo, s'adressant à la fois aux deux passions d'une populace espagnole, la superstition et la cruauté, n'eut pas de peine à lui persuader que l'holocauste e plus agréable à Dieu serait le sang de ces Français impies qui ne croyaient ni à Dieu ni à saint Ferdinand.

Mais avant tout, il fallait les faire sortir de la citadelle. Le misérable, faisant cacher sa bande d'assassins près d'une porte dérobée qui ouvrait sur la mer, pénétra seul dans la citadelle. Avec une douceur hypocrite, il parvint à persuader aux Français que, s'ils restaient enfermés dans ces murailles, ils seraient tous égorgés ; que le plus sûr pour eux c'était de s'enfuir par l'issue qu'il leur avait ménagée, et que là des bâtiments les attendaient pour les conduire en France. Égarés par la peur, ils se laissèrent persuader, et cette porte fatale s'était à peine refermée sur eux que les meurtriers, sortant de leur cachette, les massacrèrent sans pitié. Mais le courage finit par manquer aux bourreaux : fatigués de carnage, ils demandèrent grâce pour une soixantaine de victimes qui restaient à immoler. Le féroce chanoine feignit de se rendre à leurs prières, et emme-

nant avec lui les soixante survivants, il les livra plus loin à une bande fraîche d'assassins qui achevèrent l'horrible hécatombe.

En récompense de cet exploit, Calvo, aux acclamations de la populace, et au grand scandale de tous les honnêtes gens, fut nommé membre de la junte. Pour y faire son entrée, il fit égorger devant lui huit Français qui restaient encore vivants. La terreur régnait dans la ville, scindée en deux camps : la noblesse et la bourgeoisie d'un côté, et la populace de l'autre, altérée de sang et de pillage. Mais le digne père Rico, un instant obligé de se cacher, sort de sa retraite, et se présente devant la junte, effrayée de ce débordement des passions populaires. Là il plaide avec chaleur les droits de la justice, de l'humanité et de cette noble cause de l'indépendance nationale qu'il faut garder pure de tout excès. Il attaque en face l'hypocrite chanoine qui a lancé le peuple dans cette voie; il le démasque, le confond, obtient son arrestation, bientôt suivie de son supplice, ordonné par la junte, et tout ce qu'il y a d'honnête dans Valence ne tarde pas à reprendre courage.

Toute la côte est de la Péninsule suivit avec enthousiasme l'exemple de Valence. Quant à Barcelone, rivale de Madrid par la population, et de Cadix par le négoce, elle n'avait pas besoin pour se soulever d'une impulsion du dehors; la nouvelle des abdications aurait suffi! Mais le général Duhesme, avec douze mille Français, occupait la citadelle et le fort de Montjuich, et menaçait d'incendier la ville si un seul coup de canon était tiré. Barcelone resta aux Français, mais la province tout entière protesta, les armes à la main, contre la soumission de sa capitale.

Restait l'Aragon, antique berceau des libertés espa-

gnoles, et sa digne capitale, Saragosse, qui devait jouer dans cette guerre un rôle si glorieux. Le 24 mai, à la même date qu'Oviédo, Saragosse était déjà sous les armes, et l'Aragon, quoique touchant de si près à la Navarre, sans cesse traversée par les armées de la France, n'hésita pas un instant à se soulever contre sa redoutable voisine. Le capitaine général, plus timide que malintentionné, fut destitué, mais on épargna sa vie. Une junte fut créée, et le commandement suprême confié par le peuple à un Italien, Joseph Palafox de Melzi, nom destiné à devenir célèbre dans la guerre de l'indépendance. La vie de Palafox tient du roman autant que de l'histoire : à peine âgé de 28 ans, neveu du chancelier du royaume d'Italie, jeune, beau, intelligent, et servant, comme Godoy, dans les gardes du corps, il eut le courage de refuser les faveurs de l'impudique Reine dont sa bonne mine avait attiré les regards. Dévoué comme tous ses compagnons d'armes à la cause de Ferdinand, celui-ci l'avait chargé de la périlleuse mission de donner à Saragosse, sa patrie, le signal de la résistance. Froidement accueilli par les autorités qui, là comme partout, craignaient de se compromettre, près du peuple, au contraire, il avait trouvé un accueil enthousiaste. Aussi, quand l'insurrection éclata, est-ce sur lui que Saragosse jeta les yeux pour lui confier le commandement en chef qu'il n'accepta qu'à regret, avec le sentiment de son insuffisance.

Après avoir ordonné une levée en masse où s'enrôla la province, ou plutôt le royaume tout entier, le nouveau capitaine général, voulant donner à l'insurrection une sanction légale, convoqua les Cortès d'Aragon, exhumant ainsi de son tombeau la représentation nationale, morte depuis Philippe II avec les libertés du pays.

Les Cortès ressuscitées se rassemblèrent à Saragosse, le 9 juin, au nombre de trente-quatre membres seulement, représentant les quatre ordres de l'État. Elles confirmèrent l'élection de Palafox, et approuvèrent tous ses actes; puis, de leur propre mouvement, elles jugèrent bon de se séparer, en choisissant dans leur sein une junte de six membres qui, d'accord avec le capitaine général, devait pourvoir à la défense commune. La popularité toujours croissante de Palafox, l'énergie, l'activité, dont il donnait chaque jour des preuves, expliquent cette abstention des Cortès qui, en face du voisinage de la France et de ses armées, sentaient le besoin de l'unité dans le commandement. « Exposé le premier au péril, dit Toreno (t. I, p. 270), l'Aragon avait besoin d'un bras vigoureux pour le défendre, et ce bras, il l'avait trouvé dans Palafox, avec une tête pour le diriger. »

Grâce à ces mesures vigoureuses, à cet accord entre le peuple et le chef qu'il s'était donné, l'insurrection s'étendit bientôt de Saragosse jusqu'à la Navarre, à cinq ou six lieues seulement d'une division française qui l'occupait. Ainsi, en huit jours, l'insurrection avait couru sur toute la surface de l'Espagne, partout où les armes de la France n'avaient pas pénétré, et le soulèvement avait été unanime. Il s'était même étendu hors de la Péninsule; les îles Baléares, séparées d'elle par la mer, qui les mettait à l'abri de la conquête française, s'étaient bien vite associées à cet héroïque mouvement. Outre la flotte qui y mouillait, elles comptaient encore dix mille hommes de troupes régulières, et pouvaient, en cas de revers, offrir aux vaincus un refuge. Les Canaries elles-mêmes, malgré les deux cents lieues qui les séparent de l'Espagne, n'échappèrent pas à l'impulsion commune. Enfin, si l'on excepte Madrid, Barce-

lone, la Navarre et les points occupés par les troupes impériales, la Péninsule entière se leva d'un même élan, et l'on chercherait en vain dans l'histoire un autre exemple d'un soulèvement aussi rapide, aussi peu concerté et aussi unanime.

L'affranchissement de l'Espagne devait entraîner aussi celui du Portugal, moins spontané, moins héroïque peut-être, mais non moins menaçant pour l'œuvre de la conquête. Le traitement infligé au Portugal avait été bien plus sévère que celui de l'Espagne, car son existence comme nation avait été supprimée par un décret du despote. Mais à la première secousse, toute cette œuvre éphémère s'écroula d'elle-même. Le rappel des troupes espagnoles campées à Oporto rendit aux habitants leur liberté d'action : tout le nord du royaume s'insurgea sur-le-champ, et le général français Quesnel fut fait prisonnier avec tous ses soldats, mais sans essuyer de mauvais traitements. Une autre division espagnole se trouvait à Lisbonne; mais Junot, craignant de sa part un soulèvement qui pouvait être contagieux, la fit désarmer, et enfermer dans des pontons sur le Tage. Trois régiments espagnols, après un court engagement avec les Français, parvinrent à regagner la frontière. D'Oporto, la révolte gagna bientôt Coïmbre, puis Beira, les Algarves et tout le midi du royaume, où l'invasion française n'avait pu pénétrer. L'Espagne d'un côté, l'Angleterre de l'autre, se hâtèrent de seconder ce mouvement. Le Portugal une fois acquis à la cause de l'indépendance, la situation de Junot à Lisbonne devint plus difficile encore que celle de Murat à Madrid, car il avait dans l'Angleterre un ennemi de plus à combattre, et l'Océan lui était fermé, tandis que toute l'épaisseur de l'Espagne le séparait de la France.

A distance de ces événements et des passions qu'ils ont déchaînées, nous pouvons, aujourd'hui seulement, les juger de sang-froid; mais le soulèvement de la Péninsule restera toujours une grande date dans l'histoire. Dans ce vaste mouvement, nous retrouvons partout les mêmes caractères : indécision et crainte dans les classes supérieures, qui finissent pourtant par s'y rallier; élan fougueux et unanime dans les classes inférieures qui s'y rattachent tout d'abord; car, voulez-vous savoir ce que pense une nation? ce n'est pas à ses sommités, c'est à sa base, c'est-à-dire au peuple qu'il faut le demander. On a prétendu que c'étaient les menées de l'Angleterre qui avaient provoqué l'insurrection de la Péninsule. Nous ne nous arrêterons pas à réfuter ce non-sens; le simple récit des faits suffit pour le démentir. Si jamais soulèvement fut spontané, s'il eut sa racine dans le sol national, c'est à coup sûr celui-là; un peuple aussi prime-sautier que le peuple espagnol ne se serait pas laissé dicter par l'étranger ce qu'il devait sentir.

On a affirmé aussi, avec plus de vraisemblance, que ce soulèvement était l'œuvre du clergé, des moines surtout; mais il n'en est rien, et nous sommes heureux d'être d'accord sur ce point avec l'historien Toreno. Peuple eux-mêmes, les moines n'ont fait que sentir avec le peuple, et agir en commun avec lui. Quant au clergé, nous sommes loin de nier son empire, qui s'étend partout dans la Péninsule, et sur toutes les classes; mais ce qui nous frappe, c'est que ce même clergé, avant les événements de Bayonne, était plutôt favorable à Napoléon, le restaurateur des autels en France; le clergé, sur ce point, pensait comme la nation tout entière. L'Espagne, depuis un siècle, était unie à la France par des liens si étroits, qu'elle a dû faire vio-

lence à tous ses instincts pour se brouiller avec sa vieille alliée. L'alliance date du jour où la France lui a donné un Roi, accepté, sinon choisi par elle, et qui s'est fait Espagnol en partageant tous ses dangers. Louis XIV a régné en Espagne sous le nom de Philippe V; Napoléon n'a pas voulu y régner sous le nom de Ferdinand VII, en le faisant entrer dans sa famille par un mariage qui eût scellé l'alliance entre les deux pays... On sait ce qu'il en a coûté à la France et à lui, et cette faute, la plus grave de son règne, il est allé l'expier à Sainte-Hélène !

C'est l'histoire de l'Espagne que nous écrivons ici, ce n'est ni un panégyrique, ni un réquisitoire. Aussi n'avons-nous pas dissimulé les taches de sang, trop nombreuses, hélas ! qui souillent ce beau mouvement national. Mais nous dirons avec Lafuente, le plus récent de ses historiens : « S'étonnera-t-on que, au milieu d'un pareil bouleversement, quand tous les freins étaient brisés, toutes les passions déchaînées, des crimes odieux aient été commis ? Existe-t-il une secousse de ce genre où l'on n'ait à déplorer de semblables excès, et ces sanglantes tragédies n'ont-elles pas pour pendant et pour excuse les innombrables scènes de sang et d'horreur de la Révolution française ? Ici, à part les massacres de Valence, dirigés par l'infernal génie de Calvo, mais châtiés avec une promptitude et une rigueur bien rares en pareil cas, tous les autres ont été des crimes isolés, qu'il faut toujours déplorer, toujours flétrir, mais qui ne se rattachent pas à un système, et qui ne suffisent pas pour ternir l'éclat de notre grande Révolution ! » (*Hist. de España*, t. XXIII, p. 405.)

CHAPITRE II.

CAPITULATION DE BAYLEN. — PREMIER SIÉGE DE SARAGOSSE.

JUIN ET JUILLET 1808.

Nous venons de voir éclater l'insurrection ; voyons maintenant les forces dont le conquérant dispose pour la réprimer. Et d'abord, n'oublions pas qu'on ne sait rien à Bayonne de ce qui se passe dans l'est ou dans le midi de la Péninsule. Les révoltes, presque simultanées, d'Oviédo, de la Vieille-Castille et de l'Aragon, n'y ont été connues qu'avec sept ou huit jours de date ; on peut juger par là du temps qu'il faudra pour y faire arriver celles de Cadix, de Séville, de Carthagène et de Valence. Ces graves événements, que la prudence la plus vulgaire pouvait prévoir, auraient dû faire ouvrir les yeux à Napoléon, si ses idées sur la Péninsule n'avaient pas été arrêtées d'avance ; mais il n'est pas pour cela pris au dépourvu, et se prépare à tenir tête à la révolte avec sa fermeté et sa promptitude ordinaires. Son tort, c'est de ne pas comprendre que si, à portée de ses armes et presque sous sa main, des populations désarmées n'hésitent pas à se soulever, l'élan doit être bien plus irrésistible encore là où ses armes n'ont pas pénétré, c'est-à-dire dans les deux tiers de la Péninsule. Il a donc à faire face, non plus à quelques insurrections

isolées, faciles à prévoir comme à réprimer, mais à un soulèvement universel des forces vives du pays; et alors, comment ses bataillons, dispersés sur tant de points divers, et maintenant à grand'peine leurs communications avec la France, résisteront-ils à ce mouvement dont le centre est partout, et dont la circonférence embrasse l'Espagne entière?

Un fait explique, sans l'atténuer, cette erreur qui doit lui coûter si cher : habitué à faire la guerre à des armées régulières, le conquérant ne s'est pas encore trouvé face à face avec un peuple insurgé, et ce qu'il prend pour une émeute, c'est une révolution! Ne voyant devant lui que quelques débris épars de l'armée espagnole, déshabitués de la guerre, annulés par les volontaires qui s'y mêlent, il ne comprend ni l'unité ni la grandeur de ce mouvement où l'armée s'efface devant la nation qui va prendre sa place. « Quelques coups de fusil, se dit-il, auront bientôt raison de ces rassemblements, et la vue seule des vieilles moustaches de ma garde suffira pour les dissiper! » Et puis, avec ses idées de centralisation exagérée, après avoir fait de Paris la tête et le cœur de la France, après avoir promené tour à tour ses armées victorieuses dans toutes les capitales de l'Europe, parce que ses troupes campent à Madrid, il croit que l'Espagne est à lui; mais elle va lui montrer bientôt qu'elle n'appartient qu'à elle-même et à son Roi!

Toutefois, les erreurs mêmes de ce prodigieux génie ne lui ôtaient ni son activité ni sa prompte et ferme décision. A la première nouvelle de la prise d'armes des Asturies et de l'Aragon, il sentit le besoin de fortifier et de lier l'une à l'autre les positions qu'il occupait déjà : des trois corps d'armée qu'il destinait à agir, le

plus avancé au midi était celui du général Dupont, chargé de s'emparer d'abord de Séville, la reine de l'Andalousie, puis de Cadix, la seconde clef du détroit et la route de Gibraltar. Or, pour lutter contre l'invasion anglaise, menaçante de tout temps, inévitable aujourd'hui, Dupont n'avait pas vingt mille hommes. Son premier soin, avant de s'enfoncer dans le midi, devait donc être d'assurer ses communications avec Madrid. Dans ce but, il avait divisé en trois corps sa petite armée : l'arrière-garde était à l'Escurial, le centre à Aranjuez, et l'avant-garde à Tolède.

Derrière Dupont, qui occupait alors le bassin du Tage, se trouvait le maréchal Moncey, avec douze régiments. Sa mission c'était de maintenir les communications de Bayonne, point central d'où partaient tous les ordres, avec Madrid et avec Dupont. Un troisième corps d'armée, sous les ordres du maréchal Bessières, se tenait à Burgos, en arrière de Moncey, comme une réserve destinée à se porter sur les points les plus menacés. Enfin Pampelune et Barcelone étaient occupées par des garnisons françaises. Mais toutes ces forces qui, réunies, s'élevaient à peine à cent mille hommes, devenaient presque dérisoires en face d'un soulèvement qui embrassait toute la Péninsule.

L'Empereur, sans connaître encore toute l'étendue du danger, avait compris du moins l'insuffisance de ses ressources. Par son ordre, cinq régiments d'infanterie et un de cavalerie polonaise venaient d'arriver à Bayonne, avec deux bataillons de la garde impériale. De nombreux détachements de réservistes, à peine en âge de porter les armes, arrivaient chaque jour pour combler les vides de l'armée ; et avec ces renforts, qu'il croyait suffisants, Napoléon se flattait de faire face aux dangers

de la situation. On connaît l'étrange configuration de la péninsule hispanique, traversée, de l'est à l'ouest, par cinq chaînes de montagnes (*sierras*) presque parallèles, et séparées par cinq grands fleuves dont un seul, l'Èbre, se verse dans la Méditerranée. Les bassins de ces fleuves, seules voies praticables dans un pays aussi accidenté, acquièrent donc naturellement une haute importance stratégique. Le bassin de l'Èbre, le plus rapproché de la France, était celui qu'il importait le plus d'occuper; or, l'insurrection de Logroño à l'ouest, et celle de Saragosse à l'est, menaçaient de le fermer par les deux bouts, tandis que le mur des Pyrénées se dressait entre la France et ses armées. Il fallait prendre un parti sur-le-champ, et Napoléon n'était pas homme à hésiter. Il lance aussitôt sur Logroño Verdier, à la tête de dix-huit cents hommes, avec ordre de mettre tout à feu et à sang, si les insurgés ne se dispersent pas devant lui. Sur Saragosse, il dirige Lefebvre Desnouettes, avec quatre mille hommes et six bouches à feu; mais sentant lui-même l'insuffisance de cette poignée de soldats pour une tâche pareille, il ordonne à Verdier, quand il en aura fini avec Logroño, de prendre en passant quatre mille hommes de la garnison de Madrid, puis de marcher sur Saragosse, et d'en commencer le siége. Une députation de la junte centrale devait en outre précéder les troupes, pour essayer de la persuasion avant de recourir à la force. Enfin comme Madrid, le point de départ de l'insurrection, n'était contenu qu'à grand'peine par sa nombreuse garnison; comme Murat, toujours malade d'ambition rentrée, ne suffisait plus à sa tâche, Napoléon fit partir Savary, non pour prendre sa place, mais pour tout diriger sous son nom.

L'insurrection étant partout, il eût fallu partout en-

voyer des renforts; et avec le peu de ressources dont on disposait, renforcer un point c'était en affaiblir un autre. Ainsi le général Frère, avec l'arrière-garde de Dupont, fut détaché sur Ségovie, et diminua d'autant des forces déjà insuffisantes pour la conquête de l'Andalousie.

Pour tenir tête à l'insurrection de Valence, dont la rumeur lointaine était enfin arrivée jusqu'à Bayonne, Napoléon ordonna à Moncey de conduire à Valence une de ses divisions, en y joignant un corps auxiliaire espagnol, comme si, en face d'un soulèvement national, un seul soldat de l'Espagne eût voulu combattre contre son pays! Duhesme, qui occupait Barcelone, reçut l'ordre de diriger sur Valence, par Tarragone et Tortose, une partie de ses forces, pour attaquer l'insurrection par le littoral, pendant que Moncey la prendrait à revers, pour la mettre ainsi entre deux feux. Mais aux yeux de l'Empereur, le centre stratégique, c'était la Castille Vieille, pays montagneux, fertile et pauvre à la fois, qui commande les deux bassins de l'Èbre et du Duero, et que traverse la route de Bayonne à Madrid, le nœud de la situation! Là, il rêvait déjà une de ces victoires foudroyantes qui couronnaient d'ordinaire ses merveilleuses campagnes, et il réservait à Bessières l'honneur de la gagner.

Revenons maintenant à l'Andalousie où, malgré sa prédilection pour la Castille Vieille, Napoléon n'avait pas oublié Cadix et la flotte française prisonnière. Aussi, aux premières nouvelles de l'insurrection, Dupont, qui attendait l'ordre de se replier sur Madrid, avait-il reçu celui de marcher sur Séville, avec son avant-garde seulement, et, tout en sentant le danger et l'insuffisance de ses forces, il avait obéi. Toutefois l'Empereur avait songé à lui envoyer des renforts: d'abord un corps de

cavalerie, inutile à Madrid, puis un détachement de marins de la garde, troupe admirable, aussi propre au service de terre qu'à celui de la mer, la France l'a vu dans ses récents désastres ! Napoléon qui, au fond du cœur, n'avait pas renoncé à disputer à l'Angleterre l'empire de l'Océan, destinait ces marins à monter deux vaisseaux construits pour lui à Cadix, tant il avait de peine à comprendre que l'Espagne était perdue pour lui ! Il comptait aussi, pour grossir la faible armée de Dupont, sur deux régiments suisses, cantonnés près de Tolède, et sur trois autres épars dans l'est et le midi, ressource fort problématique, car des Suisses, habitués au service de l'Espagne, voudraient-ils se tourner contre elle au moment où son indépendance était menacée ? Toutes ces forces, réunies à la première division de Dupont, devaient s'élever à vingt mille hommes, chiffre plus que suffisant, dans la pensée de Napoléon, pour conquérir l'Andalousie et repousser les Anglais ! Les deux autres divisions de Dupont resteraient à l'Escurial et à Tolède, tandis que deux des divisions de Moncey garderaient la capitale.

Au début de cette guerre perfide, éparse comme l'insurrection sur toute la surface de la Péninsule, et qui rappelle si peu la redoutable unité des campagnes de Napoléon, tout l'effort de l'historien doit tendre à ne pas éparpiller l'attention du lecteur, mais à la concentrer sur les faits les plus importants. Ce n'est pas l'histoire militaire, c'est l'histoire politique de l'Espagne que nous écrivons; nous admirons, sans chercher à l'imiter, la consciencieuse exactitude de l'illustre historien du *Consulat et de l'Empire*, et cette merveilleuse intelligence de la stratégie qui lui fait retracer en détail les mouvements de chaque corps et ses moindres engagements

avec l'ennemi. Pour nous, notre plan est différent; nous ne retracerons avec quelques détails que les grandes pages, trop rares par malheur, de cette guerre décousue, dont l'intérêt est dans l'ensemble, et non dans les détails.

Enfin, nous sera-t-il permis d'ajouter que c'est pour un Français une tâche pénible de raconter la guerre de la Péninsule? car, chaque fois qu'il s'agit de juger la querelle au point de vue du droit, c'est toujours contre son pays qu'il doit se prononcer. Si c'est Napoléon qui l'a provoquée, la France, en lui obéissant, s'est faite sa complice, et n'a pas même osé protester contre une entreprise qu'elle blâmait. Les soldats du despote, en exécutant ses ordres, les ont souvent dépassés, et aux cruautés des Espagnols, ils ont répondu par des cruautés pareilles, plus odieuses peut-être, parce qu'elles étaient commises de sang-froid. Aussi, la seule conclusion à tirer de tout ceci, c'est une malédiction solennelle sur la guerre, non pas sur ceux qui la font, victimes de cette obéissance passive qui est la première vertu du soldat, mais sur ceux qui l'ordonnent, sur les conquérants, en un mot, qu'ils aient nom Alexandre, César, ou Napoléon!

Suivons maintenant la marche des événements d'un pas aussi rapide qu'eux : Verdier, après avoir passé l'Èbre, trouve les insurgés massés devant Logroño, au nombre de deux ou trois mille, mal armés, mal commandés, et qui s'enfuient à la première décharge. A la prière de l'évêque, dont ils ont fait, malgré lui, un général, la ville est épargnée, et se rachète du pillage par une contribution de guerre. Même résultat à Ségovie : le général Frère, trouvant la ville barricadée, l'emporte d'assaut, grâce à l'élan de ses soldats qui, fiers d'avoir

mis les Espagnols en fuite, croient déjà voir la guerre terminée dans quelques semaines. Les insurgés de Ségovie, après s'être vengés de leur défaite en massacrant un de leurs chefs, se replient en désordre sur Valladolid. Là, le général la Cuesta, forcé par eux d'aller affronter en rase campagne, avec des bandes indisciplinées, les vieux soldats de l'Empire, va se poster au pont de Cabezon, sur la Pisuerga, pour y attendre les Français. Le général Lasalle, à la tête de quelques milliers de fantassins et d'un millier de chevaux, après avoir brûlé Torquemada, coupable d'avoir essayé de se défendre, et pris Palencia qui ne fit aucune résistance, arrive le 12 juin en face de l'ennemi qui compte environ cinq mille volontaires, une centaine de gardes du corps, et deux cents hommes de cavalerie. Après une lutte assez sérieuse, le pont est emporté, et la cavalerie française, sabrant sans pitié les fuyards, s'empare de Valladolid qui n'essaye pas de résister. La ville est épargnée, encore à la prière de l'évêque, mais elle doit se racheter par une forte contribution de guerre.

Mentionnons en passant une expédition hardie, dirigée de Palencia contre Santander par le général Merle, à travers les Pyrénées, dont les Espagnols essayent en vain de lui disputer le passage ; ce port important, sur la côte nord de l'Espagne, demeure au pouvoir des Français. Rentrons maintenant dans la vallée de l'Èbre, dont la possession avait pour eux une bien autre importance, car elle renfermait les deux provinces les plus rebelles à tout joug, national ou étranger, l'Aragon et la Catalogne. Le général Lefebvre, parti de Saragosse le 6 juin, s'empare de Tudela, après avoir tué aux insurgés quatre cents hommes et en avoir perdu deux. A Mollen, il rencontre encore dix mille paysans et deux régiments

espagnols, commandés par le frère de Palafox : il les disperse dès la première attaque, et jette sur les fuyards ses lanciers polonais qui en massacrent un millier. Ce semblant de bataille, qui n'avait pas duré une heure, ne coûta aux Français que vingt hommes. Mais ces succès, si peu disputés, cachaient pour eux un piége : en voyant les insurgés, même les troupes régulières, fuir partout devant eux, ces soldats novices se crurent invincibles comme leurs aînés, et finirent par concevoir pour cet ennemi, si prompt à lâcher pied, mais pour revenir plus tard, un mépris qui devait leur coûter cher !

Le 15 juin, Lefebvre arriva devant Saragosse. L'armée, emportée par son élan, s'attendait à enlever la ville de vive force, mais tous les fuyards s'y étaient donné rendez-vous. Il s'agissait, avec quatre mille hommes, de prendre d'assaut une ville de cinquante mille habitants, et de battre en brèche, avec six pièces de quatre, ses vieux remparts défendus par des troupes régulières et par une nuée de paysans en armes. Ces soldats improvisés, inhabiles à l'attaque, mais admirables pour la défense, avaient trouvé là le point d'appui qu'il leur fallait : derrière un pan de mur ou une masure crénelée, chacun d'eux allait devenir un héros, et la victoire, si peu disputée en rase campagne, allait ici se faire acheter plus cher. Enfin, au lieu du vieux la Cuesta, brisé par l'âge et par les revers, l'insurrection à Saragosse avait trouvé dans Palafox un chef jeune, actif, décidé, croyant à sa cause comme à une seconde religion, et donnant à toutes ces forces, concentrées dans la ville, l'unité et la direction qui leur manquaient.

La vraie guerre de l'indépendance allait enfin commencer, et son début devait dater de Saragosse ! C'est ce que comprit le général français, et il faut lui en savoir

gré : sentant l'insuffisance de ses moyens pour attaquer, mais ne voulant pas faire à l'ennemi l'honneur de reculer devant lui, il résolut de garder sa position sur les hauteurs, à gauche de la ville et du fleuve, en attendant des renforts qu'il fit instamment demander au quartier général.

On sent la difficulté de suivre sur les points les plus opposés de la Péninsule cette guerre d'embuscades, où les grandes batailles sont impossibles, car l'attaque y est éparse comme la résistance. Les forces de l'assaillant s'usent, par ses victoires mêmes, dans une foule de combats de détail, et un peuple, même vaincu, durera toujours plus qu'une armée. Le plan de l'invasion était tout tracé : agir au moyen de corps échelonnés, tous liés les uns aux autres, écraser l'insurrection partout où elle se présenterait, et viser surtout aux chefs-lieux de province; s'appuyer, pour base d'opérations, sur la France et sur les Pyrénées, de Pampelune à Barcelone; faire de Madrid le centre du gouvernement et de la conquête, et pousser enfin une pointe en Andalousie, en commandant, par leurs centres les plus importants, les cinq grands bassins où se résume toute la vie de la Péninsule.

Dans le plan de Napoléon, les troupes qui occupaient Barcelone auraient dû donner la main à celles qui opéraient dans l'Aragon; mais les plans qu'on rédige à l'avance dans un cabinet diffèrent grandement de ceux qu'on forme sur les lieux, en s'inspirant des circonstances. En Aragon, les Français, chaque fois qu'ils avaient rencontré l'ennemi, en avaient eu bon marché, et maîtres de la province entière, c'était devant sa capitale qu'ils avaient dû s'arrêter. En Catalogne, au contraire, Barcelone seule était à eux, mais leur empire

finissait avec les murs de la ville, tout le reste de la province appartenait à l'insurrection. Aussi Duhesme, avec ses douze mille hommes, avait-il assez à faire de contenir cette vaste cité, impatiente du joug, et qui, sans les canons de ses forts braqués sur elle, aurait bien vite chassé l'étranger de son sein. Mais on va voir le danger des ordres donnés de loin, par un maître auquel on n'ose désobéir, à des lieutenants placés sur le théâtre de l'action, et qui seuls peuvent juger ce qu'il convient de faire. Nous avons vu l'ordre envoyé à Duhesme de diriger sur Valence une de ses divisions, pour s'y rencontrer avec Moncey. Dès le 4 juin, cette division était partie, commandée par le général Chabran, et la faible garnison de Barcelone restait isolée, au milieu de cette vaste cité, connue, comme Saragosse, par le caractère inquiet et agressif de ses habitants.

Grâce à sa modération, Chabran avait remis l'ordre dans Tarragone, et rallié un régiment suisse prêt à se joindre aux insurgés. Mais Barcelone, enhardie par le départ d'une partie de sa garnison, cachait de moins en moins ses instincts de rébellion. Le foyer de l'insurrection de Catalogne, c'était le fameux couvent de Montserrat, à dix lieues à l'ouest de Barcelone. Le Llobregat, qui coule au pied du couvent et au midi de la ville, servait de rempart aux insurgés qui, maîtres du cours de cette rivière, séparaient ainsi de son centre le corps de Chabran, et bloquaient Duhesme dans Barcelone. Justement inquiet, ce dernier envoya une colonne débusquer les insurgés du Montserrat. Ceux-ci la laissèrent passer tranquillement le Llobregat, et s'enfoncer dans ces dangereux défilés. Puis tout d'un coup le tocsin sonne dans tous les villages : de toutes les régions de la montagne pleut sur les Français une grêle de

balles; les ponts, minés d'avance, s'écroulent sous le poids de leur artillerie; l'expédition, découragée, est trop heureuse de rentrer à Barcelone le 7 juin, après des pertes sérieuses, et les soldats ont compris, pour la première fois, à quels invisibles ennemis ils vont avoir affaire.

Revenons maintenant en Andalousie, pour y suivre jusqu'à son triste dénoûment l'expédition du général Dupont, page douloureuse que la France voudrait retrancher de ses annales! Au lieu des vingt mille hommes sur lesquels il comptait, il n'avait pu en réunir que douze à treize mille. Les trois régiments suisses de l'est et du midi avaient pris parti pour l'insurrection, et les deux qui marchaient avec l'armée avaient bonne envie de suivre leur exemple. Une division, que Kellermann devait amener d'Elvas en Portugal, trouvant tous les chemins fermés, avait manqué à l'appel; et cependant Dupont, craignant par-dessus tout de désobéir à un maître redouté, n'hésita pas à se mettre en marche.

Dans cet étrange pays, envahi de tout temps et toujours fatal à l'invasion, le piége, ouvert pour entrer, ne se referme que quand on veut sortir. La petite armée française traversa donc sans difficulté la Manche, province pauvre et peu habitée. On la laissa paisiblement franchir les âpres défilés de la Sierra-Morena qu'il eût été si facile de défendre, et le 3 juin, elle atteignit Baylen, lieu de sinistre mémoire, dans la riche vallée du Guadalquivir. Là seulement, Dupont apprit ce qu'il soupçonnait déjà, que le midi était en feu, de Carthagène à Séville. La plus vulgaire prudence lui eût commandé, avec des forces aussi minimes, de rebrousser chemin avant que les défilés qu'il venait de franchir ne fussent occupés par l'ennemi; mais l'ordre était précis, il fallait

obéir, et marcher sur Séville, dût-il lui en coûter la vie, ou l'honneur, qui est encore plus que la vie!

Dupont continua donc sans hésiter sa marche vers l'ouest, le long du fleuve; il culbuta en passant un corps d'insurgés, au pont d'Alcolea qu'ils essayèrent en vain de défendre, et le 7 juin, à deux heures, l'armée arriva devant Cordoue; les portes étaient fermées, mais on les enfonça à coups de canon. Cette malheureuse ville, qui n'avait ni osé résister, ni consenti à se rendre, paya cher son irrésolution : elle fut pillée de fond en comble. La plupart des couvents et des églises furent saccagés. Les soldats, trouvant partout les caves pleines de ces vins brûlants du midi, dont se méfie la sobriété des habitants, y laissèrent leur humanité et leur raison, et se livrèrent aux plus déplorables excès. On a essayé d'atténuer les torts des Français à Cordoue; mais les historiens espagnols sont unanimes sur ce point, et ce qui prouve la réalité des désordres commis, c'est le profond ressentiment soulevé dans tout le midi par les excès de l'armée; sans le sac de Cordoue, le désastre de Baylen n'aurait peut-être pas eu lieu.

Le signal était donné, et l'Andalousie entière n'eut plus qu'une âme pour sentir l'injure, et pour la venger. Les défilés de la Sierra-Morena se refermèrent aussitôt derrière les Français, comme les portes d'une prison, et toute communication leur fut coupée avec Madrid, avec la France, avec le monde! Les voyageurs, les courriers, les détachements isolés, jusqu'aux blessés et aux malades furent massacrés sans pitié. Un général et deux cents hommes, laissés près d'Andujar pour fabriquer le pain de l'armée, furent égorgés avec des raffinements de cruauté dignes de cannibales. Les soldats français, poussés à bout, se vengèrent de ces atrocités en en commet-

tant de pareilles, et la lutte prit dès lors un caractère d'extermination qu'elle n'avait pas eu jusque-là; car, on ne saurait le dire assez haut : de tous les maux causés par la guerre, le pire ce ne sont pas les massacres, ce ne sont pas les ruines, ce sont les âmes qu'elle déprave. Elle prend un honnête paysan à son foyer pour en faire un meurtrier d'abord, puis ensuite un voleur, puis enfin un bourreau! Or, qui doit en être responsable, devant Dieu et devant les hommes? Est-ce l'instrument ou la main qui le dirige? Est-ce le soldat, qui ne fait qu'obéir, ou le conquérant qui le lance sur l'ennemi? Nous livrons cette question à la conscience de nos lecteurs.

Dupont passa quelques jours à Cordoue à essayer de rétablir l'ordre dans cette malheureuse cité : il força les soldats à restituer les produits de leurs rapines, non pour les rendre aux habitants, mais pour les verser dans la caisse de l'armée. En attendant, le danger de la position s'aggravait chaque jour, et Dupont le sentait! Croyant encore les communications ouvertes, il envoyait à Madrid courrier sur courrier pour presser l'envoi de ses deux autres divisions, et n'attendait que leur arrivée pour marcher en avant. Déjà dans sa confiance présomptueuse, il se voyait pacifiant l'Andalousie dans une « promenade conquérante » (le mot est de lui), enrôlant au service de Joseph, seul Roi légitime de l'Espagne, Castaños et les troupes espagnoles du camp de San Roque; délivrant la flotte française prisonnière à Cadix, et refoulant les Anglais sur Gibraltar, en attendant l'heure de le leur enlever. Les illusions du maître excusent ici celles de ses généraux; placés sur les lieux, ils devraient mieux que lui voir la vérité; mais quand même ils la verraient, auraient-ils le courage de la lui dire?

Pendant que Dupont se recueillait à Cordoue, attendant les réponses à ses lettres interceptées, l'insurrection andalouse, enhardie par son inaction, rassemblait toutes ses forces. Déjà quinze mille hommes de troupes régulières étaient réunis autour de Séville. Les volontaires accouraient en foule, et se formaient au maniement des armes. Depuis dix jours déjà Dupont était à Cordoue, et les événements marchaient autour de lui, surtout à Cadix, but principal de son voyage. Rosily avec ses six vaisseaux y était toujours prisonnier, attendant de Dupont sa délivrance, comme Dupont attendait de Madrid ses renforts. Qu'on se figure la situation d'un amiral, brave et dévoué, et de trois à quatre mille marins, héroïques débris de Trafalgar, enfermés depuis près de trois ans dans le port de Cadix, prisonniers des Espagnols, leurs alliés de la veille, aujourd'hui leurs ennemis! Cloués dans cette étroite prison, que pouvaient-ils avec leurs cinq cents canons contre les batteries des forts qui les dominaient de tous côtés? Enchaînés à leur bord, les matelots n'osaient descendre à terre où la haine et l'insulte, la captivité ou la mort les attendaient.

La situation était trop tendue pour durer : ce n'était pas le capitaine général de Morla, c'était la populace qui commandait dans Cadix, et se livrait à tous les excès. Le peuple, les marins même, oubliant leur ancienne confraternité avec les marins de l'Empire, demandaient à grands cris le désarmement de la flotte captive. Mais la chose était plus facile à dire qu'à exécuter. Les navires français, mouillés près de la ville, à l'entrée de la rade, au milieu de navires espagnols que l'on était en train d'armer, les auraient, avant de se rendre, écrasés de leurs feux. L'arsenal, la ville même

étaient placés sous les bouches de leurs canons. La force étant impossible, Morla eut recours à la ruse. Il essaya de persuader à l'amiral français d'éviter un voisinage dangereux pour les marins des deux pays, en reculant avec sa flotte au fond de la rade, et en laissant aux Espagnols le soin d'en défendre l'entrée aux Anglais. En effet, malgré les offres de service prodiguées par ceux-ci aux insurgés, les Espagnols, se souvenant de Gibraltar, et craignant, non sans raison, pour leurs établissements maritimes, avaient refusé obstinément les renforts offerts par leurs nouveaux alliés, dont l'amitié était presque aussi à craindre que l'hostilité de la France. Rosily, comptant toujours sur la prochaine arrivée de Dupont, consentit à la proposition, afin d'éviter toute collision entre les marins des deux nations. Il alla jeter l'ancre au fond de la rade intérieure, et la ville et l'arsenal se trouvèrent ainsi à l'abri de ses feux. Les navires espagnols continuèrent d'occuper l'entrée de la rade, libres de la fermer à leur gré ou de l'ouvrir aux Anglais.

Mais à peine l'escadre française était-elle établie dans son nouveau mouillage que des bombardes et des canonnières espagnoles vinrent s'installer sur les deux bords de la rade, et mettre les Français entre deux feux. Des batteries se dressèrent sur tous les points de la côte, et l'amiral comprit trop tard la faute qu'il avait commise en quittant le poste qu'il occupait; car là, du moins, il pouvait rendre à l'ennemi plus de mal qu'il n'en aurait reçu ! Les Espagnols, pressés d'en finir avec la flotte française, se hâtèrent pour la première fois, et le 7 juin, les batteries, les bombardes, les canonnières ouvrirent en même temps leurs feux. Chose étrange, et qui ne prouve pas pour l'habileté des artilleurs gadi-

tains, sur deux mille deux cents bombes lancées sur les navires français, huit seulement tombèrent à bord, en y causant fort peu de ravages. En revanche, les Français, heureux de sortir de leur longue inaction, répondirent par un feu terrible, et quinze canonnières furent coulées à fond.

Mais la lutte était trop inégale pour pouvoir durer : ce n'était pas à une flotte seulement, c'était à une ville, à un peuple entier que l'amiral avait affaire, sans parler d'une flotte anglaise toute prête à accourir pour consommer sa défaite. Sommé de se rendre, Rosily répondit fièrement que ses marins, s'il leur ordonnait d'amener leur pavillon, refuseraient de lui obéir. Toutefois, Dupont ne paraissait pas, et les Anglais, probablement, allaient venir avant lui. En attendant, les deux bords de la rade se hérissaient de batteries, et tout se préparait pour une seconde attaque, plus sérieuse que la première. Enfin, voyant les passes pour sortir de la rade partout obstruées par de vieux vaisseaux qu'on y avait coulés, l'amiral, devant le long retard de Dupont, commença à soupçonner la triste vérité. Abandonné à ses propres forces, il se sentit perdu; il avait fait le sacrifice de sa vie, mais devait-il sacrifier aussi celles de ses braves marins qu'une capitulation pouvait encore sauver? Il se remit donc à négocier; mais la junte de Séville, à qui l'on avait renvoyé la décision, ne voulut accorder que la vie sauve. Il fallut se résigner à accepter ces dures conditions, et la capitulation de Baylen eut d'avance son pendant, avant d'être accomplie. Les vaisseaux furent livrés aux Espagnols, les équipages faits prisonniers, mais leur vie du moins fut épargnée, et l'Espagne, cette fois, ne souilla pas sa victoire. Les Anglais, qu'on s'était enfin décidé à laisser débarquer,

eurent la joie d'assister à ce dernier épisode de Trafalgar, et de voir tomber aux mains de leurs anciens ennemis ce glorieux débris de la marine française.

En attendant, la position de l'infortuné Dupont devenait de plus en plus semblable à celle de Rosily, et l'issue devait en être la même. Tous les secours qu'il attendait lui avaient fait défaut : séparé du monde entier, privé de ses deux divisions, si imprudemment laissées en arrière, il voyait se resserrer sans cesse le cercle de fer qui l'entourait. De plus, l'été avançait, les vivres devenaient chaque jour plus rares. Enfermé dans Cordoue, attendant toujours des réponses à ses lettres et des renforts qui ne venaient pas, les mauvaises nouvelles, en revanche, pleuvaient sur lui comme grêle, et les Espagnols se faisaient un malin plaisir de les lui communiquer. C'est ainsi qu'il apprit successivement la formation de deux armées, l'une à Séville, l'autre à Grenade, toutes deux prêtes à marcher contre lui; la défection des trois régiments suisses, enfin le désastre de la flotte française à Cadix. Avec ses dix ou douze mille hommes, épuisés par les marches et par les combats, devait-il pousser plus loin sa pointe aventureuse, et s'enfoncer dans cette gaîne sans issue, avec la mer et les Anglais au bout? Enfin, s'il voulait rétrograder, les portes de fer de la Sierra-Morena ne se refermeraient-elles pas devant lui, après s'être ouvertes pour le laisser entrer?

Après de pénibles combats, c'est à ce dernier parti qu'il s'arrêta, car, à tout prix, il fallait renouer ses communications avec Madrid, ou périr en l'essayant! Le 17 juin, il quitta Cordoue avec un immense convoi de malades et de blessés; et encore les plus malades furent-ils laissés en arrière, sous la garde des autorités de

Cordoue, qui promirent d'en avoir soin, et qui tinrent leur parole, nous sommes heureux de le dire. A Andujar, ils trouvèrent la ville abandonnée ; les habitants s'étaient enfuis à leur approche, craignant de sanglantes représailles pour tous les cadavres mutilés que l'armée avait trouvés sur sa route. Mais les vivres ne manquaient pas, et l'on s'y arrêta quelques jours. Les fugitifs, rassurés par les promesses de Dupont et la bonne conduite des marins, à qui la garde de la ville avait été confiée, finirent par y rentrer. Toutefois, c'était une faute grave de s'établir à Andujar, et non à Baylen, la clef de ces défilés qu'il fallait franchir. Mais comme les troupes s'y arrêtèrent un mois, sans qu'aucun fait important s'y soit passé, nous les y laisserons pour jeter un coup d'œil sur la situation des Français dans le reste de la Péninsule.

Ce qu'il y avait de plus triste dans la position des divers détachements épars sur toute la surface de l'Espagne, c'était de s'ignorer l'un l'autre, et de ne communiquer qu'à grand'peine avec les deux centres, politiques et militaires, Madrid et Bayonne. Les insurgés, au contraire, d'un bout de la Péninsule à l'autre, se tenaient tous comme par un fil électrique qui faisait vibrer l'Espagne entière. Tout ce qui se passait, au nord comme au midi, était su et propagé partout, grâce aux moines, et l'on échangeait les lettres des courriers interceptés. L'Espagne, toujours si divisée, ne s'était jamais sentie aussi une que depuis qu'elle n'avait plus de gouvernement, et que sa capitale, avec la moitié de son territoire, appartenait à l'ennemi. L'insurrection était partout, et la sphère de la répression, de plus en plus impuissante, se rétrécissait chaque jour. Verdier dans Logroño, Lasalle dans Valladolid, avaient rétabli,

pour un jour, une apparence d'ordre; mais Duhesme était toujours bloqué dans Barcelone, et Lefebvre arrêté devant Saragosse. Moncey, en marche vers Valence, avait dû faire halte à Cuença, pour attendre la division Chabran; enfin Dupont, dont la position était bien autrement critique, se trouvait, au midi, entre la mer, les Anglais et les deux armées de Séville et de Grenade; et au nord, la Cuesta et Blake lui fermaient la route de Madrid.

Dans la capitale, quoique les communications avec Bayonne ne fussent pas encore fermées, la position n'était guère meilleure, ni la domination française plus assurée. Murat, à force d'instances, avait obtenu la permission de partir, en laissant ses pouvoirs aux mains de Savary, qui faisait trembler Madrid en exécutant sans pitié les ordres de son maître[1]. Mais, avec une sagacité qui manquait à Murat, Savary, placé sur les lieux, voyait plus juste que lui, et avait un mérite, rare à la cour de l'autocrate, celui d'oser dire la vérité à son maître, qui était loin de lui en savoir gré. Toujours sous l'empire de cette espèce de mirage qui lui faisait voir l'Espagne tout entière dans sa capitale, Napoléon avait donné l'ordre d'expédier à Bessières toutes les forces dont on pouvait se passer, « car, écrivait-il, en occupant Burgos, celui-ci couvrait Madrid, *et c'est là qu'est tout!*... Si Dupont éprouvait un échec, ajoutait-

1. « Si l'arrivée du Roi, écrit Savary à l'Empereur, ne pacifie pas le pays, nous aurons à soutenir une guerre régulière avec les troupes, et une guerre de brigandage avec la population. La méthode de patrouiller avec des divisions dans toutes les provinces, avant d'en avoir fini avec l'Aragon et la Catalogne, est propre à amener des échecs partiels qui donneraient de la consistance à l'insurrection... Nous perdons quatre cents hommes par mois, dans les hôpitaux seulement. » (Général Foy, t. IV, p. 34.)

Certes, Napoléon n'avait pas beaucoup de lieutenants qui osassent parler ainsi à leur maître.

il plus loin, ce serait de peu de conséquence, mais un coup porté à Bessières atteindrait le cœur de l'armée, et *donnerait le tétanos*! »

Savary, si inférieur à Napoléon pour le génie militaire, avait, en ce moment du moins, un sentiment bien plus vrai de la situation, et le danger de Dupont, la tête de colonne de l'armée française en Espagne, le préoccupait à bon droit. Appuyé sur Madrid d'un côté, sur la France de l'autre, Bessières n'avait rien à craindre, tandis que Dupont, une fois coupé de son centre, était perdu sans retour. Savary eut donc le rare courage de désobéir à son maître, et d'envoyer à Dupont les deux divisions qu'il avait laissées en arrière. Celle de Vedel qui partit la première, comptait quatre mille hommes, et devait porter à seize ou dix-sept le chiffre total des forces de Dupont, chiffre suffisant, estimait Savary, pour se maintenir en Andalousie; d'ailleurs elle devait être bientôt suivie de la division Gobert, à peu près de la même force. Ainsi Madrid allait se trouver presque dégarni de troupes, car il n'y resterait plus que deux des divisions d'infanterie de Moncey, la garde impériale et les cuirassiers; mais on comptait sur la prochaine arrivée de Joseph qui amènerait des troupes avec lui.

Notre revue de la Péninsule ne serait pas complète si nous ne disions pas un mot du Roi qu'un caprice du despote lui avait infligé. L'Espagne était loin de soupirer après son nouveau monarque, et Joseph ne pouvait se présenter devant ses sujets qu'avec une armée pour escorte. Une portion de cette armée était destinée à renforcer Bessières, une autre Dupont, et le reste à grossir la garnison de Madrid. Il fallait enfin dans la capitale une autorité plus puissante que celle de Savary, et le frère seul de l'Empereur pouvait remplacer son beau-

frère. Joseph se mit donc en route vers la fin de mai, au moment même où éclatait l'insurrection, et jamais Roi ne fut appelé à ceindre sa couronne sous des auspices plus sinistres. Outre l'escorte militaire, Napoléon lui composa un cortége politique, formé de ses nouveaux ministres, Urquijo, Azanza, O'Farril et l'intrigant Cevallos, tous légués à la nouvelle royauté par l'ancienne; car l'Espagne n'était pas assez riche en hommes d'État pour en avoir de rechange. Il y joignit quelques Espagnols, partisans du nouveau régime, les uns par calcul, les autres par un amour mal entendu de leur pays, qu'ils croyaient servir en le rattachant à la France.

Le cortége royal se composait de cent voitures, condamnées à marcher au pas des troupes qui allaient installer cette précaire royauté. Pendant ce long et pénible voyage, on peut se figurer ce qui se passait dans l'âme du triste monarque, voyant partout sur son passage, à Irun, à Tolosa, à Vitoria, l'attitude hostile des populations que la terreur seule pouvait contenir. Malgré la bienveillance empreinte sur ses traits et dans son langage, malgré son sincère désir de faire le bonheur du peuple sur lequel il était appelé à régner, on ne voyait en lui qu'une victime de son obéissance passive aux volontés de son auguste frère. Involontairement il songeait à Naples, à cette couronne si légère, si facile à porter, à cette population d'enfants qu'il suffisait d'amuser pour s'en faire aimer, et dont on n'avait pas besoin de se faire craindre. Ces pénibles impressions, Joseph les transmettait fidèlement à son frère, et la triste réalité arrivait ainsi à Napoléon de tous côtés, mais sans trouver accès auprès de lui. « Personne n'a dit jusqu'ici toute la vérité, écrit Joseph à son frère le

12 juillet; le fait est qu'il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté ceux qui font le voyage avec moi. Les autres, arrivés ici, se sont cachés, épouvantés par l'opinion unanime de leurs compatriotes. — Je n'ai pas un partisan en Espagne, écrit-il ailleurs... Il nous faut cinquante mille hommes de vieilles troupes et cinquante millions; si vous tardez, il faudra cent mille hommes et cent millions..., et cent mille échafauds en permanence, pour maintenir le Prince condamné à régner sur les Espagnols. »

Mais ce n'est pas tout : Joseph porte à peine depuis huit jours le nom de Roi, et déjà il s'est aperçu que, si quelqu'un règne en Espagne, ce n'est pas lui, mais son frère. Sa bienveillance réelle pour ses sujets, son désir de gagner leur affection, ses loyaux efforts pour réprimer les brigandages de l'armée, qui traite l'Espagne en pays conquis, tout cela n'obtient de Napoléon qu'un sourire de pitié. En dépit de toutes ses plaintes, les choses marchent de leur train accoutumé; le vrai Roi d'Espagne sera toujours à Bayonne, quand même l'autre ira trôner à Madrid. Pauvre Joseph! Lui seul dans la Péninsule a pris sa royauté au sérieux : il n'a pas même la peine de commander, car c'est son frère qui règne et gouverne à la fois. Roi, de nom seulement, il a un maître, et il n'a pas de sujets; les généraux français placés sous ses ordres reçoivent leur consigne de son frère, et non de lui!

Cependant, les illusions de l'Empereur commençaient à se dissiper, la fatale vérité se faisait jour de toutes parts; mais il était trop tard pour reculer, Joseph était lancé sur Madrid, une victoire de Bessières ou de Dupont pouvait encore tout réparer. Après avoir vainement essayé de relever le courage de son frère en lui

promettant des hommes et de l'argent, l'Empereur, fatigué de ses plaintes incessantes contre les exactions des généraux et le brigandage des troupes, finit par lui écrire : « Ne vous constituez pas l'accusateur de mes soldats, au dévouement desquels vous et moi devons ce que nous sommes. Ils ont affaire à des brigands qui les égorgent, et qu'il faut contenir par la terreur. » Et il recommande à ses généraux d'empêcher le pillage, mais d'être sans pitié pour la révolte, et de faire fusiller quiconque essayera de résister.

Le royal cortége avançait lentement, sous un ciel de feu, dans ce pays désolé qui porte encore la trace de ses huit siècles de lutte contre les infidèles. Les populations s'enfuyaient à son approche, frappées de terreur, n'osant lutter contre des forces supérieures, et le désert se faisait partout autour du nouveau Roi. Dans les villes, Joseph s'efforçait en vain de gagner les cœurs, peu disposés à se donner, et même à se vendre, surtout dans les classes inférieures. Dans toute querelle entre les habitants et les soldats, il donnait tort à ceux-ci, et n'y gagnait que de s'aliéner l'armée, sans se concilier les Espagnols. Cependant, après la victoire de Rioseco, dont nous parlerons bientôt, Savary ayant redoublé ses instances pour le presser de venir se montrer à sa capitale, Joseph hâta sa marche, et le 20 au soir, le *Roi intrus*, c'était le nom qu'on lui donnait, fit son entrée dans Madrid, à travers des rues dépeuplées, au milieu d'un silence glacial.

Les habitants avaient reçu l'ordre de décorer leurs maisons, mais bien peu y avaient obéi. Les cloches qui tintaient, par ordre, dans toutes les églises, avaient l'air de sonner, non pour une fête, mais pour des funérailles. Aux rares cris de « Vive Joseph Ier » se mêlaient par-

fois ceux de « Vive Ferdinand ! » et le Roi légitime absent protestait ainsi contre l'usurpateur. Cette entrée glaciale contrastait vivement avec celle de Ferdinand, le 24 mars de la même année, souvenir encore vivant dans tous les cœurs espagnols ! Elle rappelait aussi, triste souvenir ! l'entrée de l'archiduc Charles d'Autriche en 1710 ; comme lui, Joseph aurait pu s'écrier, en voyant ces rues abandonnées : « Suis-je dans une capitale ou dans un désert ? » Ajoutons que le nouveau Roi, encore peu versé dans la langue espagnole, avait la manie de faire des discours dans cette langue aux autorités qu'on lui présentait, et prêtait à rire à ses sujets rebelles. Aussi, partout où les Français n'étaient pas établis, des caricatures et des farces populaires livraient le Roi intrus à la risée publique, et la Péninsule n'apprenait, hélas ! ni à le respecter, ni à le craindre.

Le vide se faisait peu à peu autour du monarque, jusque dans son palais. Ses ministres eux-mêmes chancelaient dans leur fidélité, et lui déclaraient tout haut que « s'ils avaient su à quel point le pays lui était contraire, ils ne se seraient pas donnés à lui ». Le Conseil de Castille, malgré les instances, les menaces de Savary, lui refusait le serment. Le corps diplomatique et le clergé répondaient seuls à son appel, et venaient peupler un peu la solitude de sa cour ; mais ces hommages s'adressaient moins à Joseph qu'au vainqueur de l'Europe et au restaurateur des autels en France.

Et cependant la fortune, qui aime à mêler parfois les faveurs aux disgrâces, eut l'air de sourire un instant à cette royauté de parade en la gratifiant d'une victoire. Les insurgés du nord-ouest, la Galice, Léon et les Asturies, s'étaient d'abord isolés du mouvement général en se cantonnant dans leurs montagnes, et en

essayant de changer leurs volontaires en soldats; mais le bruit des difficultés que rencontraient Dupont en Andalousie, et Moncey à Valence, leur rendit la confiance, et bientôt une armée de trente mille insurgés, mêlés à des troupes régulières, revenues du Portugal, se trouva réunie sous les ordres de deux généraux. L'un était le vieux La Cuesta, jaloux de réparer son échec de Cabezon; l'autre était don Joaquin Blake, issu d'une famille anglaise catholique, réfugiée naguère en Espagne. La Cuesta, comme le plus âgé, prit le commandement en chef. Le champ de bataille, indiqué d'avance, c'étaient les plaines de la Vieille-Castille, où Bessières avait réuni toutes ses forces, montant au plus à douze mille hommes; mais c'était l'élite de l'armée, tous vieux soldats, capables de tenir tête à un nombre trois fois supérieur.

Le 14 juillet, les deux adversaires se rencontrèrent à Medina de Rioseco, à l'ouest de Palencia et de la route de Madrid; tous deux avaient un égal intérêt à s'emparer de cette route, artère qui portait l'invasion au cœur de la Péninsule. Les deux généraux espagnols étaient loin d'être unis, et leurs troupes, au lieu de se rapprocher sur le champ de bataille, se rangèrent sur deux lignes éloignées, dont l'une débordait l'autre. Bessières en profita pour attaquer la première, celle de Blake, avant que la seconde pût la secourir. L'élan de ses soldats et la rapidité de leurs manœuvres déconcertèrent la lenteur espagnole, et la ligne de Blake ne tarda pas à lâcher pied. Alors La Cuesta, chargeant à son tour, avec autant de fermeté que d'à-propos, à la tête de son corps d'armée, surprend les Français au milieu du désordre de la victoire, les force à reculer, et leur prend même une batterie. Mais le flot, qui avait cédé un instant, n'en

revient que plus puissant : Bessières charge à son tour les insurgés avec sa réserve de cavalerie, et fait plier la deuxième ligne espagnole, emportée par son élan. Celle-ci lâche pied, comme la première, et le combat se change en déroute. Ce n'est plus qu'une masse confuse qui roule en désordre sur le plateau de Medina, comme la poussière sous un vent d'orage. Napoléon, qui rêvait cette bataille depuis longtemps, et la livrait d'avance dans son cabinet, avait ordonné à Bessières de « faire un exemple », et celui-ci n'y manqua pas : il lance sur les fuyards le brillant Lassalle avec douze cents cavaliers qui, plongeant, le sabre à la main, dans cette masse de fuyards, en jettent en peu de temps quatre à cinq mille sur le carreau. Ce n'est plus une déroute seulement, c'est un massacre, une exécution militaire qui succède à la bataille. Medina, dont les habitants, trompés par les premiers récits de l'engagement, croyaient déjà à une victoire, est emportée d'assaut et livrée au pillage. Napoléon a voulu dompter l'Espagne par la terreur, et il est obéi!

Aussi triomphe-t-il sans mesure en apprenant cette victoire sur laquelle il comptait. Il faut encourager Joseph, peu satisfait de ses débuts, et il lui écrit : « Cet événement est le plus important de la guerre, et donne une couleur décisive à toutes nos affaires » ; et Joseph lui répond : « La peur ne me fait pas voir double ; depuis que je suis en Espagne, ma vie est peu de chose, et je vous l'abandonne. Je ne suis pas épouvanté de ma situation, mais elle est unique dans l'histoire : *je n'ai pas un seul partisan.* » Ainsi, on le voit, le succès même devient un piége pour le despote enivré, qu'il aveugle sur les dangers de la situation ; mieux lui vaudrait une défaite, car peut-être lui ferait-elle ouvrir

les yeux..., mais non, puisque Baylen lui-même n'y a pas réussi !

Et cependant, les leçons ne lui manquent pas, à cette heure solennelle où les fautes commencent à porter leurs fruits amers ! Nous avons laissé le maréchal Moncey en marche sur Valence, et attendant à Cuença les renforts que Chabran devait lui amener. Mais l'insurrection, partout triomphante, avait forcé ce dernier à se replier sur Barcelone, et Moncey, après huit précieux jours perdus à Cuença, s'était engagé le 17 juin dans l'épais massif de montagnes qui sépare du littoral les plateaux du centre. Les insurgés occupaient le redoutable défilé qui relie Cuença à Valence; mais le maréchal, par un vrai miracle d'habileté, parvint à les mettre entre deux feux en tournant leur position, et à s'ouvrir ainsi un passage. Le 27, l'armée, traînant après elle un millier de blessés et de malades, débouchait dans cette plaine incomparable à qui sa fertilité a fait donner le nom de *jardin* (*la huerta*), et, le même soir, elle campait sous les murs de Valence.

La ville était entourée d'un vieux mur, haut de dix pieds seulement, mais épais de trois, et trop solide pour être emporté d'un coup de main; ses portes, fortifiées à la hâte, étaient garnies de chevaux de frise. Pour les forcer, il eût fallu de la grosse artillerie, et elle manquait entièrement. Le maréchal essaya d'y suppléer par une brusque attaque sur deux de ces portes. Les soldats s'élancèrent avec leur entrain accoutumé ; mais les siéges ont leurs règles auxquelles on ne déroge pas impunément : pendant que les assaillants, au péril de leur vie, essayaient d'enlever les chevaux de frise, une grêle de balles se mit à pleuvoir sur eux, et après des pertes sérieuses, il fallut se replier sur les faubourgs.

Voilà ce que coûtait à Moncey son fatal retard de huit jours à Cuença, tandis que, en marchant tout droit sur Valence, il aurait trouvé les défilés libres et la ville encore ouverte ! Que faire avec neuf à dix mille hommes, sans artillerie de siége, en face d'une ville de soixante mille âmes, sans compter les volontaires de la province qui s'étaient tous donné rendez-vous à ce foyer d'insurrection ? L'énergie et la rapidité de décision qui avaient manqué dans l'attaque, il les mit dans la retraite : informé que Cerbellon, avec huit mille insurgés, s'apprêtait à lui fermer le passage, gêné d'ailleurs dans ses mouvements par son cortége d'invalides, il prit une route plus longue et plus sûre : passant le Xucar, près d'Alcira, au sud de Valence, il alla rejoindre la grande route d'Alicante à Madrid par Chinchilla. Dissipant, sans trop d'efforts, les faibles obstacles qu'il rencontra sur son chemin, il arriva le 6 juillet à Albacete, sans avoir laissé derrière lui ni un malade ni un blessé, et put regagner de là le bassin du Tage et la route de Madrid.

Dans cette guerre décousue qui se promène d'un bout de la Péninsule à l'autre, l'attention du lecteur est condamnée à se promener partout comme elle, sans pouvoir se fixer nulle part. Quittons donc Valence pour Saragosse, que le général Verdier va assiéger avec douze mille hommes et une puissante artillerie. Un mot d'abord sur cette Numance moderne, en qui semble se personnifier le génie de la résistance, le fond même du caractère espagnol. La ville est assise sur la rive droite de l'Èbre, et n'a qu'un faubourg sur la gauche. La forte muraille qui l'entoure est flanquée, à l'ouest, d'un château fort, naguère occupé par l'inquisition ; à l'est, d'un de ces massifs couvents espagnols qu'on prendrait

pour une forteresse, et qui a nom Saint-Joseph; au centre enfin, d'un autre couvent, celui de Santa-Engracia. L'armée française vint s'établir autour des murs, et bientôt la ville tout entière, moins le faubourg de la rive gauche, fut entourée d'ouvrages de siége et de fortes batteries.

Mais une faute avait été commise : les assaillants avaient négligé de jeter un pont sur l'Èbre; ils étaient donc sans action sur la rive gauche, et les insurgés du dehors pouvaient sans cesse, par ce faubourg, faire passer aux assiégés des renforts et des vivres. Saragosse, appuyée sur tout le nord de l'Aragon, devenait ainsi l'avant-garde et comme la tête de pont de l'insurrection, qui ne pouvait être attaquée que du côté de la Castille. Le 1er juillet, les batteries françaises ouvrirent le feu sur la ville et sur les trois fortes positions qui la dominaient. Une pluie de bombes et d'obus, tombant sur la cité, eut bientôt incendié bon nombre de maisons; mais l'énergie de la défense ne s'en ralentit pas un instant. Les batteries de la ville répondirent avec succès à celle de l'ennemi. Le feu continua toute la nuit, et le lendemain matin, plusieurs brèches ayant été pratiquées, le signal de l'assaut est donné, et les soldats s'y élancent avec leur ardeur accoutumée. Mais, lorsqu'ils veulent pénétrer dans les brèches ouvertes, un tel feu de mousqueterie vient les accueillir qu'étonnés, ils s'arrêtent, et refusent de marcher en avant. Du côté de l'est cependant, les assaillants sont plus heureux, et parviennent à s'emparer du couvent de Saint-Joseph. Une porte dès lors leur était ouverte pour entrer dans la ville, et tout l'effort du siége se porta de ce côté. Mais là se révèle encore une fois l'indomptable force de résistance de ce peuple, si habitué à souffrir que le fond

de son héroïsme, c'est toujours la patience. On peut bien résister quelques années à l'invasion française quand on a lutté huit siècles contre les Maures !

Les héroïques conscrits qui avaient emporté le couvent croyaient déjà la ville prise ; mais leur erreur se dissipa bientôt quand ils virent toutes les rues barricadées, quand de toutes les fenêtres, de tous les murs crénelés, partit une telle grêle de balles, de pierres, de projectiles de toute sorte, qu'il fallut ajourner l'assaut et laisser faire à l'artillerie ce qu'une attaque de vive force était impuissante à achever. Cette journée avait coûté cinq cents hommes aux Français, et chose plus grave encore, pour la première fois, ils avaient dû reculer, non pas devant l'ennemi, mais devant leur impuissance à l'atteindre. Trompés par leurs faciles succès, chaque fois qu'ils avaient pu le joindre, ils se sentaient dépaysés dans cette guerre de rues où la science disparaissait pour faire place au courage personnel, où chaque pas devait être disputé, chaque pouce de terrain conquis, et où toute maison devenait une forteresse, dont il fallait s'emparer par un siége en règle avant de passer à la maison voisine. Évidemment les forces de Verdier ne suffisaient pas à une pareille tâche ; Napoléon le savait, et bientôt informé de son échec devant Saragosse, il se hâta de lui envoyer deux régiments de ligne avec un renfort de grosse artillerie.

L'échec de Verdier n'avait au fond rien de grave ; c'était un essai qui n'avait pas réussi, il ne s'agissait que de recommencer, pour faire à coups de canon ce que les fusils n'avaient pas pu faire, et l'on y gagnerait d'économiser la vie des soldats, doublement précieuse sur une terre étrangère. Mais le pire résultat de cette attaque manquée, ce fut l'exaltation étrange qu'elle ins-

pira à l'orgueil espagnol. Le bruit de l'héroïque résistance de Saragosse, et des pertes des Français, fort exagérées, se répandit dans toute l'Espagne avec la rapidité de l'éclair; à dater de ce jour, on put démêler dans l'insurrection une allure plus décidée, et moins de crainte d'un ennemi qu'on avait enfin vu reculer.

Mentionnons encore, en passant, quelques événements de moindre importance, comme le sac de Cuença et de Calatayud, *exemples* commandés par l'Empereur pour imprimer à cette Espagne rebelle une terreur salutaire; puis une sortie de Duhesme qui, las de se sentir enfermé dans Barcelone, alla saccager la petite ville de Mataro, et après avoir échoué dans une attaque sur Girone, finit par rentrer dans Barcelone, centre unique de la domination française en Catalogne. Revenons maintenant à Dupont que nous avons laissé à Andujar, arrêté dès ses premiers pas sur le seuil de ce midi qu'il s'était flatté de conquérir.

Mais avant d'entamer ce récit, un mot encore sur l'idée que Napoléon se fait de la situation de ses armées dans la Péninsule! Une note, dictée par lui, contient à ce sujet de curieux détails : il est au moment de quitter Bayonne, tant il a foi dans le succès de son entreprise, et il passe en revue, dans cette note, la position et les chances de chacune des divisions de son armée : « *Il n'y a rien à craindre* du côté de Bessières, ni dans le nord de la Castille, ni dans le royaume de Léon. *Il n'y a rien à craindre* en Aragon, Saragosse tombera, un jour plustôt ou plus tard. *Il n'y a rien à craindre* en Catalogne, ni pour les communications de Burgos à Bayonne. Le seul point qui menace, c'est du côté de Dupont; mais, avec vingt-cinq mille hommes,

il a beaucoup plus qu'il ne faut pour obtenir de grands résultats... A la rigueur, avec vingt et un mille seulement, il aura pour lui plus de quatre-vingts chances sur cent. » Or, sait-on quel jour a été écrite cette note, si pleine à la fois d'illusions et d'orgueil ? Le 22 juillet, la date même de la capitulation de Baylen !

En attendant, Dupont était toujours à Andujar, et chaque jour rendait sa position plus difficile. Dans ces brûlants climats, la saison de la souffrance, ce n'est pas l'hiver, c'est l'été, et à mesure que les jours devenaient plus ardents, les vivres se faisaient plus rares. Tous les torrents, tous les ruisseaux étaient desséchés, le Guadalquivir ne roulait plus qu'une eau tiède et fangeuse. Et puis, les fièvres putrides, endémiques l'été dans le bassin du Guadalquivir, faisaient de grands ravages parmi ces jeunes soldats, habitués à vivre tour à tour de privations ou d'excès. En moins de quinze jours, il en était entré six cents à l'hôpital. En s'établissant à Andujar, le général avait commis une double faute : éloigné de sept lieues des défilés de la *Sierra* dont Baylen commande l'entrée, il prêtait le flanc aux deux armées de l'insurrection, et n'était pas maître de la route de Madrid, sa seule voie de retraite et de salut.

Et cependant la fortune, avant de se prononcer contre lui, allait lui sourire encore une fois : vers la fin de juillet, la division Vedel, si longtemps, si vainement attendue, franchit, sans trop de difficultés, les redoutables défilés de la *Sierra*, en dispersant les insurgés qui les gardaient, et déboucha dans le bassin du Guadalquivir. Vedel amenait avec lui cinq mille quatre cents hommes et douze canons; l'effectif de Dupont, grâce aux maladies, était réduit à huit mille six cents, plus

deux mille Suisses sur lesquels on ne pouvait guère compter, en tout seize mille hommes à peine, pour faire face à l'Andalousie soulevée, et à deux armées s'élevant ensemble à trente-cinq mille hommes, dont une bonne partie se composait de troupes régulières.

Mais Dupont, malgré tout le danger de sa position, se crut assuré du succès en voyant arriver, sous les ordres du général Gobert, sa troisième division, après laquelle il soupirait depuis si longtemps. L'ensemble de ses forces s'élevait maintenant à plus de vingt mille soldats, chiffre jugé suffisant par l'Empereur pour la conquête de l'Andalousie. Mais les nouveaux venus apportaient avec eux une fâcheuse nouvelle, l'échec de Moncey devant Valence. Ainsi avortait le plan de conquête de l'Andalousie par l'est en même temps que par le nord, et la jonction, rêvée par l'Empereur, des forces de Moncey avec celles de Dupont. Les ordres du Maître prescrivaient à ce dernier de ne pas pénétrer trop avant dans le bassin du Guadalquivir, mais d'empêcher à tout prix la fusion des deux armées espagnoles, et surtout de tenir libres les défilés de la *Sierra*, et la route de Madrid à Séville.

De tout cela rien ne fut fait : Dupont, général capable et dévoué, qui comptait dans sa vie plus d'une page glorieuse, et qui, dans la pensée de Napoléon, devait gagner en Andalousie son bâton de maréchal, montra dans toute cette campagne une lenteur, une indécision, qui contrastaient péniblement avec son passé militaire. Ainsi, au lieu d'avancer de quelques lieues seulement, pour se placer entre les deux armées ennemies, et empêcher leur jonction en les battant l'une après l'autre, il resta comme cloué à Andujar, attendant les événements au lieu de marcher au-devant d'eux,

et crut avoir assez fait en envoyant Vedel à Baylen garder l'entrée des défilés, et Gobert à la Carolina en surveiller la sortie.

A ces lenteurs inexcusables, les insurgés gagnèrent deux choses, le temps de s'organiser et celui de concerter leur action. Le 14 juillet seulement, l'armée de la basse Andalousie, montant à vingt mille hommes, était venue camper sur les hauteurs de la rive gauche du fleuve, en face d'Andujar; elle était commandée par Castaños, surveillé par le comte de Tilly que la junte de Séville, dans sa méfiance, avait placé auprès de lui, comme ces Représentants du Peuple que la Convention donnait pour tuteurs aux généraux de la Révolution. Dupont ayant étendu son front de bataille jusqu'à Baylen, l'ennemi fut obligé, pour lui faire face, de diviser ses forces comme lui. L'armée de Grenade, sous les ordres de Reding, vint se placer devant Baylen pour essayer de passer le fleuve, et de tourner Andujar afin de prendre Dupont entre deux feux. Castaños, le premier, tenta sur Andujar une attaque qui, suivant le succès, devait être plus ou moins sérieuse. Il ne faut pas oublier que les deux armées étaient séparées par le fleuve, et que tout l'avantage était pour les Français, appuyés sur la ville, et maîtres du cours de Guadalquivir. Castaños, avec les masses dont il disposait, força bientôt les avant-postes français à se replier sur la ville, et sur le pont fortifié qui en commandait l'entrée; mais essayer de forcer le pont, ou de traverser le fleuve, sous le feu des Français, était une entreprise trop hardie pour des soldats aussi novices. Le combat se réduisit à une canonnade, trop distante pour être bien meurtrière. Des nuées d'éclaireurs, descendus de la montagne ou ayant passé le fleuve à gué, vinrent aussi inquiéter les

Français, mais quelques charges de cavalerie suffirent pour les disperser.

La vue seule de l'ennemi avait tiré de leur abattement les Français, épuisés par la chaleur, le manque de vivres et surtout l'inaction, si contraire à leur tempérament. Mais Dupont, prévoyant pour le lendemain un engagement plus sérieux, envoya demander à Vedel si, pendant la nuit, il pourrait lui envoyer une brigade, dans le cas où l'ennemi ne se montrerait pas du côté de Baylen. Or les insurgés de Grenade, après avoir passé le fleuve à Mengibar, étaient venus tenter une attaque, mais ils avaient été repoussés avec tant de vigueur qu'ils n'avaient plus reparu; et Vedel, ne voyant personne devant lui, et entendant toujours le canon d'Andujar, n'hésita pas, dans l'emportement de son zèle, à accourir avec toute sa division au secours de son général en chef. Il laissa seulement pour garder le gué de Mengibar un détachement sous Liger-Belair, et fit dire à Gobert de quitter la Carolina pour venir occuper Baylen et la tête du défilé dont il occupait la queue.

Ici va se révéler toute la grandeur de la faute commise par Dupont en restant à Andujar, et en étendant son front de bataille sur une ligne de sept lieues. Vedel, après avoir marché toute la nuit, arriva le matin à Andujar; les soldats de Dupont accueillirent avec transport leurs compagnons d'armes, dont ils étaient séparés depuis si longtemps. Dupont lui-même oublia Baylen pour ne songer qu'à Andujar, et à sa joie de se sentir en forces pour combattre. La faute pouvait se réparer encore si, avec les seize mille hommes qu'il avait maintenant, il eût marché droit à l'ennemi, l'eût mis en déroute, ce qui en rase campagne, avec un Français contre deux Espagnols, n'était pas difficile, et s'il eût

marché de là sans perdre un instant sur Baylen et sur l'armée de Grenade. Mais il perdit cette précieuse journée à échanger une canonnade inutile avec les Espagnols qui, voyant l'ennemi renforcé, hésitaient à l'attaquer.

Or le temps que l'on perdait à Andujar, les Espagnols à Baylen le mettaient à profit. Reding, informé du départ de Vedel, et ne voyant que des forces minimes garder Mengibar et le passage du fleuve, n'hésita pas à le traverser, en forçant Liger-Belair à se replier sur Baylen. Dans l'intervalle, Gobert s'était mis en marche avec sa division, en laissant sur sa route des détachements pour occuper les points les plus importants du défilé; aussi, en arrivant à Baylen, sa division se trouvait-elle réduite à trois bataillons d'infanterie et un de cavalerie. Mais Gobert, homme d'action, plein d'entrain et de feu, n'hésite pas, après s'être uni à Liger-Belair, à attaquer les Espagnols que fait reculer, malgré leur nombre, une charge de cavalerie exécutée avec un merveilleux élan; mais, au milieu de la mêlée, une balle atteint Gobert au front, et prive sa petite armée du chef qui l'eût menée à la victoire.

Le général Dufour, son successeur, voyant ses soldats démoralisés par la mort de leur général, crut devoir se replier avec eux sur Baylen, et Mengibar, poste important qui livrait le passage du fleuve, resta au pouvoir des Espagnols. En apprenant la mort de Gobert et la retraite de sa division, l'infortuné Dupont eut enfin la conscience de sa faute, et chercha à la réparer. Le 16 au soir, il ordonne à Vedel et à sa division de se porter à marche forcée sur Baylen, et là, de se joindre à Dufour pour chasser l'ennemi de Mengibar et de la rive gauche du fleuve. En même temps, trompé par de

faux rapports, il recommande à Vedel de surveiller Baeza, point de départ d'un autre défilé, situé plus à l'est, qui conduit aussi à la Carolina. Vedel obéit, marche toute la nuit, et en arrivant à Baylen le matin, n'y trouve plus personne. Dufour, trompé par les mêmes faux rapports, était parti à minuit pour la Carolina, ne laissant à Baylen qu'un faible détachement. Ainsi, au moment où Dupont n'aurait pas eu trop de toutes ses forces pour tenir tête à l'armée de Séville, la battre, et faire face ensuite à l'armée de Grenade, il voyait ses troupes éparses sur un espace de vingt lieues, et divisées en trois corps, l'un à Andujar, l'autre à Baylen, et le troisième en marche vers la Carolina.

Ce n'est pas tout encore : grâce à la déplorable fatalité qui semble peser sur cette expédition, Vedel, trouvant Dufour parti, et le bruit partout répandu que l'armée de Reding marche par Baeza sur la Carolina, pour tourner l'armée française, et l'attaquer sur ses derrières, se lance en aveugle, le 17 au soir, sur la même voie que Dufour, et se prépare à mettre dix lieues de plus entre lui et le gros de l'armée; enfin, chose plus étrange encore, Dupont, à qui il fait part de cette belle idée, l'approuve complétement. Mengibar, Baylen, restent dégarnis, et Dupont demeure seul exposé aux attaques des deux armées que rien n'empêche plus de se rejoindre. De son côté, Vedel retrouve Dufour à Guarraman, et tous deux s'enfoncent de plus en plus dans les défilés, à la poursuite d'un ennemi qu'ils croient à la Carolina, tandis qu'il est à Mengibar.

Du côté des Français nous n'avons vu que des fautes, et les inspirations heureuses sont pour leurs ennemis. A peine Vedel a-t-il quitté Baylen, à la poursuite de quelques *guerrillas* qu'il prend pour une armée, que

Reding vient prendre sa place, et s'empare sans coup férir de Baylen, coupant ainsi le corps de Vedel qu'il sépare du gros de son armée. Maître de cette forte position qui sera la clef de toute la campagne, Reding n'est plus qu'à quelques lieues de Castaños, et cette jonction des deux armées, si redoutée de Dupont, va avoir lieu, au moment où la moitié de ses forces est hors de sa portée, et où il n'a plus que onze mille hommes à opposer à trente-cinq mille; série de fautes dont le point de départ est toujours celle de l'Empereur qui a lancé Dupont sur l'Andalousie avec des forces insuffisantes, sans soupçonner même la puissance de l'insurrection, dans ce midi où le danger s'accroît avec la distance.

En apprenant la présence de Reding à Baylen, Dupont prend une résolution qui, si elle eût été exécutée sans délai, pouvait encore tout sauver : c'est de marcher toute la nuit sur Baylen avec toutes ses forces, en dérobant à Castaños le secret de son départ. On était au 17 juillet : en partant le soir même, on pouvait encore arriver à Baylen avant Reding; mais ce n'était pas le tout de quitter Andujar, il fallait encore organiser, et emmener avec soi un immense convoi, de bagages d'abord, puis de malades et de blessés; car les laisser derrière soi, c'était les livrer aux poignards des Espagnols. Dupont différa donc son départ de vingt-quatre heures, et le sort de son armée, celui de l'Empire et de Napoléon lui-même fut peut-être décidé par ce fatal retard. Enfin, le 18 au soir, l'armée se met en route, dérobant sa marche à l'ennemi, qui reste paisiblement campé devant Andujar. Le 19 au matin, la tête de colonne vient se heurter contre les avant-postes de Reding qui, depuis la veille seulement, occupait Baylen.

Dès quatre heures du matin, le combat s'engage entre les deux avant-gardes; mais bientôt, des deux côtés, accourt le gros de l'armée, et au lieu d'un combat d'avant-postes, c'est une bataille en règle qui va se livrer.

Dupont, s'attendant toujours à être attaqué par Castaños avant d'avoir rencontré Reding, avait concentré à son arrière-garde la plus grande partie de ses forces; mais le danger est en avant, il faut y faire face, et les bataillons en marche, à mesure qu'ils arrivent, chargent avec vigueur les avant-postes ennemis, et les forcent à reculer. On atteint ainsi une petite plaine entourée de hauteurs, en avant de Baylen, et tout d'un coup, on se trouve en face de l'armée de Grenade et de Jaën, forte de dix-huit mille hommes, et rangée sur trois lignes. Une batterie de vingt-quatre canons de douze garnit son front de bataille, et ouvre aussitôt un feu terrible, qui a bientôt démonté les six pièces de quatre que les Français essayent de lui opposer. Alors, la cavalerie tente un effort désespéré : plusieurs charges brillantes font reculer les Espagnols; mais tous les efforts des Français viennent se briser contre deux lignes d'infanterie qui, appuyées sur Baylen, se dressent comme un mur d'airain, et, débordant des deux côtés leur front de bataille, menacent de les envelopper. Ils ont beau revenir plusieurs fois à la charge, chaque fois ils sont rejetés en arrière, et écrasés sous le nombre.

Il est midi, et l'on se bat depuis quatre heures du matin; la plupart des officiers supérieurs sont hors de combat; Dupont lui-même a reçu deux blessures. La chaleur est accablante; les soldats, qui ont marché toute la nuit, avec demi-ration de pain, et pas une goutte d'eau pour l'arroser, sont à bout de forces, sinon de cou-

rage. Si du moins Vedel arrivait, attiré par le bruit du canon, qui doit remplir toute la *Sierra*... Mais, hélas! rien ne se montre de ce côté, où se tournent tous les regards. Dupont, désespéré, veut tenter un dernier effort : il en appelle au dévouement de ses jeunes soldats, et ceux-ci lui répondent; ils se reforment en ligne, ayant en tête les marins de la garde, l'exemple de l'armée. Mais leurs efforts se brisent contre cette ligne immobile, toujours prête à les envelopper. L'artillerie de l'ennemi, à laquelle ils ne peuvent plus répondre, fait dans leurs rangs d'affreux ravages. Pour comble de malheur, les deux régiments suisses, voyant la fortune se tourner décidément contre les Français, passent avec elle dans le camp ennemi. Près de deux mille hommes sont morts ou blessés, et un plus grand nombre encore, abattus par une chaleur de cinquante degrés centigrades, par la faim, par la soif, jettent leurs armes, et se couchent à terre en refusant de se battre.

Il manque encore quelque chose à cette série de disgrâces : déjà les Français se sentaient impuissants à lutter contre la moitié des forces de l'ennemi, et voilà qu'ils vont les avoir toutes réunies contre eux. Le canon se fait entendre sur leurs derrières, au pont du Rumblar; c'est Castaños qui, attiré par le bruit de la bataille, accourt avec toutes ses forces pour avoir sa part de la victoire. Ainsi quelques milliers de Français, à peine en état de combattre, vont avoir à lutter contre trente-cinq mille Espagnols. Les deux armées de l'insurrection, qui se cherchaient depuis si longtemps, n'ont plus, pour se rejoindre, qu'à passer sur le corps à ce débris d'armée, trop faible pour lutter même contre un seul de ses deux ennemis. L'infortuné Dupont se sent perdu; sa seule ressource, c'est de traiter, puis-

qu'il ne peut plus combattre; traiter, idée humiliante, qu'on accepte à peine dans une place de guerre, réduite à toute extrémité, mais qu'on repousse sur un champ de bataille, où, au lieu de mourir de faim, on peut mourir sous les coups de l'ennemi!

Voilà ce qui se passe à Baylen, dans cette plaine fatale où l'honneur de la France va rester enseveli! Et maintenant, que fait Vedel, que fait cette autre moitié de l'armée française qui, en venant partager la situation désespérée de ses frères d'armes, peut encore les sauver, ou mourir du moins avec eux? Nous avons laissé Vedel quittant Baylen le 17 au soir, à la poursuite d'un ennemi imaginaire, et laissant son général en chef aux prises avec l'ennemi trop réel que lui-même va chercher partout où il n'est pas. Le 18, après une marche de nuit, il arrive à la Carolina, et là, éclairé enfin sur son erreur, il se décide à redescendre en toute hâte vers Baylen, au secours de ses frères d'armes qu'il a trahis sans s'en douter. Mais, après ces courses sans fin, ses soldats épuisés ont besoin de repos, et la soirée et la nuit du 18 leur sont accordées. C'était une faute de plus ajoutée à tant d'autres, car sous ce climat dévorant, une marche de jour est presque aussi meurtrière qu'une bataille, tandis qu'en marchant toute la nuit, on serait encore arrivé à temps à Baylen pour changer le destin de la journée.

Le matin, on perd encore un temps précieux aux préparatifs du départ, quand le canon de Baylen vient réveiller les échos de la montagne. Plus de doute, le général en chef est aux prises avec l'ennemi. Mais comment l'armée a-t-elle quitté Andujar? Comment cet ennemi que Vedel allait chercher à la Carolina se trouve-t-il à Baylen? Le devoir ici apparaît claire-

ment : il faut marcher là où le canon vous appelle; mais Vedel, toujours indécis, ne part qu'à cinq heures, sous un soleil déjà brûlant, et en colonne serrée, ce qui rend la poussière plus épaisse et la marche plus pénible. Au bout de quelques heures de route, vers midi, le bruit du canon se ralentit; le sort de la bataille est décidé, et Vedel se reprend à croire qu'il ne s'agissait que d'un combat d'avant-garde, et que tout est terminé. Dans ce moment décisif, où les minutes même sont précieuses, il donne à ses soldats deux heures pour se reposer pendant la chaleur du jour. On repart à deux heures; le tonnerre du canon a cessé de gronder; la bataille est finie, le sort de la moitié de l'armée est décidé, il s'agit de savoir maintenant ce qu'on fera de l'autre. Enfin, à cinq heures seulement, on arrive à Baylen, et le premier drapeau que l'on y voit flotter, c'est le drapeau espagnol!

Vedel ignore tout ce qui s'est fait pendant son absence, mais l'ennemi est là, il faut lui passer sur le ventre pour rejoindre ses frères d'armes, et combattre ou mourir avec eux! A ce moment, un parlementaire espagnol vient l'informer qu'une trêve est conclue avec Reding; mais Vedel refuse d'y ajouter foi, et, profitant de l'élan de ses soldats, impatients de combattre, il charge vigoureusement l'ennemi, et parvient à envelopper un bataillon qu'il fait prisonnier. La bataille va recommencer sur ce point, et peut-être, si elle eût duré, le cœur fût-il revenu aux soldats de Dupont, en voyant leurs adversaires pris entre deux feux. Mais bientôt arrive un groupe d'officiers espagnols, et avec eux un aide de camp de Dupont qui apporte à Vedel l'ordre de cesser le combat. Il obéit en frémissant, convaincu au fond du cœur que cette trêve n'est qu'une ruse

de guerre, et que le combat va reprendre bientôt.

Vedel est venu trop tard; sa présence, qui eût sauvé l'armée quelques heures plus tôt, ne fera que rendre les Espagnols plus exigeants, et la capitulation plus difficile à conclure. Mais il nous faut maintenant revenir en arrière, et raconter tout ce qui s'est passé au quartier général, et les négociations de Dupont avec l'ennemi. En voyant son chef si abattu, un homme de cœur, le général Pyré, propose à Dupont de tenter un coup de désespoir, de faire, avant l'arrivée de Castaños, une trouée sanglante dans l'armée de Reding, et de rejoindre à tout prix Vedel qui ne demande qu'à recommencer le combat; mais Dupont, ahuri, souffrant à la fois de la dyssenterie et de ses deux blessures, atteint au cœur de ce découragement, mort de l'âme qui précède parfois celle du corps, regarde sans voir, écoute sans comprendre, et refuse de prendre un parti. Mais enfin, après une lutte morale, plus douloureuse que toutes les blessures, il se résigne, sur les instances de ses généraux, à envoyer un parlementaire, M. de Villoutreys, écuyer de l'Empereur, demander à Reding une trêve de quelques heures, motivée sur la chaleur du jour et la fatigue des deux armées. Reding, tout en réservant à son général en chef, Castaños, la décision de l'affaire, consent à suspendre le feu, et l'horrible boucherie cesse dans toute l'étendue de la plaine.

Villoutreys est chargé de faire la même proposition au général La Peña, qui vient d'occuper le Rumblar avec l'avant-garde de l'armée de Séville, et à Castaños, en marche pour le rejoindre. On a eu bon marché de Reding, étranger à la haine furieuse des Espagnols contre la France, mais La Peña se montre implacable, et exige que l'armée française se rende à discrétion, si

elle veut avoir la vie sauve. Il accorde pourtant la trêve demandée, mais seulement jusqu'à ce qu'il ait pris l'avis de son général en chef. Villoutreys, poursuivant sa pénible mission, se rend auprès de Castaños, qui consent à la trêve, et se déclare prêt à traiter sur des bases équitables, quand il sera à Baylen. Villoutreys, à son retour, le 20 au matin, trouve l'armée française bivouaquant sur le champ de bataille, au milieu des morts et des blessés, sans eau, sans pain, sans autre perspective que la mort ou la prison. Dupont, désespéré, pliant sous le poids de cette affreuse responsabilité devant un maître impérieux, dont il a plus peur que de l'ennemi, revient à la charge, et envoie, pour traiter, le général du génie Marescot, alors de passage à l'armée du midi, et chargé d'une mission pour Gibraltar. Celui-ci discute encore les conditions de la trêve avec La Peña, qu'il trouve irrité ou feignant de l'être, accusant le général en chef de faire semblant de négocier pour s'échapper avec son armée, et insistant toujours pour qu'on se rende à discrétion.

Ces dures exigences sont reportées à Dupont qui, retrouvant un moment son énergie, déclare qu'il aime mieux se faire tuer avec le dernier de ses soldats que de se rendre à discrétion. Puis, espérant trouver chez d'autres cette résolution généreuse qui le relève à ses propres yeux, il réunit tous ses généraux, et leur demande s'il peut compter sur eux et sur l'armée pour tenter ce coup de désespoir, seule voie de salut qui lui reste. Mais, hélas! tous n'ont qu'une voix pour répondre que les soldats, abrutis par la soif, la fatigue et la faim, sont incapables de se battre. Le malheureux Dupont veut s'en assurer par lui-même : il parcourt les bivouacs, et trouve partout des hommes anéantis, écrasés

par trente-six heures de marche, de jeûne et de combat. Quelques-uns même jettent leurs armes à terre devant lui, en déclarant « qu'ils ont été sacrifiés, et qu'ils ne se battront pas ».

Devant le morne découragement, le désespoir même de ces jeunes soldats, si prompts d'ordinaire à faire bon marché de leur vie, Dupont sent s'évanouir son dernier reste d'espoir. Pour se battre, il faut une armée, et il n'en a plus!... Il cède à la fin, et se résigne à traiter avec Castaños, mais le cœur lui manque pour cette tâche ingrate; il confie ses pouvoirs au général Chabert, assisté de Marescot et de Villoutreys. Ceux-ci partent aussitôt, et rencontrent sur la route d'Andujar Castaños avec le comte de Tilly, membre influent de la junte de Séville, et le capitaine général de Grenade, Escalante. Castaños accueille les envoyés de Dupont avec les égards que l'on doit au courage malheureux; mais ces égards n'en font que mieux ressortir la dureté d'Escalante et les fureurs démagogiques de Tilly. Tous les efforts des Français portent sur un point : faire exclure de la capitulation les divisions Vedel et Dufour qui, n'ayant pas pris part au combat, doivent rester maîtresses de leurs actions. Castaños aurait cédé peut-être, mais les deux autres sont inflexibles : l'armée de Dupont, ayant été vaincue, doit rester prisonnière. Quant aux divisions Vedel et Dufour, elles seront ramenées en France sur des vaisseaux espagnols. De leur côté, les négociateurs français repoussent ces conditions, iniques pour ceux qui n'ont pas combattu, et déshonorantes pour tous.

Enfin, après de longs et pénibles débats, on finit par convenir que les trois divisions pourront se retirer vers Madrid; celle de Dupont rendra ses armes et ses

drapeaux, puisqu'elle a été vaincue, et les deux autres les conserveront. Certes, ces conditions n'étaient pas trop dures, et sans l'humanité de Castaños, les Français ne les auraient jamais obtenues; mais il était dit que, jusqu'au dernier moment, dans cette fatale expédition, les fautes des hommes et les rigueurs de la fortune seraient d'accord pour tout faire avorter : à l'instant où l'on s'apprête à rédiger l'accord convenu, on remet à Castaños un pli saisi sur un officier français, expédié à Dupont par Savary, le 17 juillet. Cette dépêche, écrite au moment où on ignorait encore à Madrid la victoire de Rioseco, et où l'on était sans nouvelles de l'armée d'Andalousie, portait l'empreinte de l'inquiétude et du découragement. Elle ordonnait à Dupont de ramener ses troupes vers Madrid, et de renoncer à son expédition. La lecture de cette dépêche, venue si à propos, éclaire les Espagnols sur la faute qu'ils allaient commettre en acheminant les vaincus sur Madrid où on leur prescrivait de revenir. Castaños, au moment de signer la capitulation, déclare qu'il a changé d'avis, et refuse de signer. Les Français se récrient sur ce manque de bonne foi, mais on leur montre la dépêche interceptée. Alors tout s'explique, et les négociateurs consternés comprennent qu'ils n'ont plus qu'à subir la loi du vainqueur. Le traité est enfin rédigé, mais sur des bases nouvelles, et à des conditions bien autrement sévères. La division Dupont va rendre ses armes, et rester prisonnière de guerre; celles de Dufour et de Vedel, au lieu de retourner à Madrid, devront rentrer en France par mer, sur des vaisseaux espagnols, qui feront respecter leur pavillon par les Anglais. Les soldats ne seront pas tenus de déposer leurs armes, mais on les leur ôtera pour les leur rendre au port d'embarquement, afin

d'éviter toute rixe avec les habitants. Les officiers conserveront leurs bagages, mais le sac des soldats sera visité pour voir s'ils n'emportent pas des vases sacrés, enlevés au sac de Cordoue.

Pendant qu'on négocie, Vedel, inquiet de ce qu'on va décider de lui et de son armée, envoie à Dupont le capitaine Baste, commandant des marins de la garde, homme énergique et résolu. Celui-ci propose au général de laisser là les négociations, et de tenter un dernier effort pour rejoindre Vedel, et s'échapper avec lui; mais pour cela, il faut laisser derrière soi les bagages, l'artillerie, les malades, les blessés, et jouer le salut de l'armée sur ce dernier coup de dés! De son côté, Vedel s'engage à attaquer Reding par derrière, pendant que Dupont le chargera de front. Mais celui-ci, à bout de forces et de courage, se contente d'envoyer Baste auprès des négociateurs, afin d'y plaider la cause de Vedel et de son armée. Baste trouva les envoyés de Dupont aussi résignés à céder que leur général, et indigné, désespéré à la fois, il retourne auprès de ce dernier pour lui faire part des dures conditions qu'on impose à la France. Alors Dupont, indigné à son tour, envoie Baste à Vedel pour lui porter, non pas l'ordre, mais le conseil de repartir sur-le-champ pour la Carolina, et de sauver ainsi la moitié de l'armée, sauf à aggraver le sort de l'autre. Vedel, se hâtant d'user de la liberté qu'on lui laisse, part le même soir, 20 juillet, en laissant derrière lui, après des adieux déchirants, sept ou huit cent malades ou blessés qu'il faut livrer à la vengeance des Espagnols. Le lendemain matin, on arrive à la Carolina, qu'on dépasse même pour aller d'une traite jusqu'à Santa-Helena. La moitié de l'armée pouvait être sauvée par cette résolution héroïque, et en gagnant les

Espagnols de vitesse, on évitait jusqu'aux chances d'un combat; car Reding, sous peine de perdre tout le fruit de sa victoire, ne pouvait pas, en poursuivant Vedel, laisser Castaños seul en face de Dupont.

Mais bientôt le bruit du départ de la division Vedel se répand dans les deux armées espagnoles, et y sème l'irritation et la rage. On accuse les Français d'avoir rompu la trêve et manqué à leur parole, et l'on ne parle plus que de les massacrer tous. La conclusion du traité est aussitôt suspendue, et l'on déclare aux envoyés de Dupont que, si un ordre formel de se replier sur Baylen n'est pas donné à Vedel, le traité sera annulé, et l'armée prisonnière livrée à la vengeance des Espagnols. Les négociateurs français étaient sans pouvoirs, on recourt à Dupont, on l'accable d'instances et de menaces, on le rend responsable du départ de son lieutenant, et le malheureux, pliant sous une responsabilité trop lourde pour lui, met le sceau à sa honte en envoyant à Vedel l'ordre de revenir sur ses pas.

Quand Vedel reçut cet ordre fatal qui venait l'atteindre, lui et son armée, dans leur pleine et entière liberté, pour leur faire partager la captivité de leurs compagnons d'armes, sans avoir partagé leur défaite, son premier mouvement fut de désobéir; et certes, il en avait le droit, car son chef avait lui-même approuvé sa retraite. Tous les officiers supérieurs, rassemblés en conseil de guerre, refusèrent comme lui de se soumettre à l'ordre de rappel. Mais un nouveau message du général en chef, expédié à la requête de ses vainqueurs, vint rendre Vedel responsable de toutes les conséquences, s'il refusait d'obéir à son supérieur. Ailleurs qu'en Espagne, il l'eût osé peut-être, sûr qu'on lui pardonnerait d'avoir désobéi pour sauver son armée; mais, à tout

prix, il fallait rester unis devant un ennemi pour qui toutes les armes étaient bonnes contre l'étranger. Sur vingt-trois officiers consultés, quatre seulement furent d'avis de continuer la marche; la discipline l'emporta, dans l'âme de Vedel, sur le désir de sauver, non pas sa vie, mais celle de ses soldats; le malheureux céda à la fin, comme avait cédé Dupont, mais à un sentiment plus honorable, celui du devoir, et son armée, non sans hésitation et sans douleur, finit par obéir comme lui. On revint donc sur ses pas, on refit lentement et à contre-cœur cette route désolée, où l'on marchait d'un pas si rapide quand il s'agissait d'échapper au danger, et l'armée de Vedel déboucha pour la seconde fois dans cette plaine maudite de Baylen où l'attendaient la honte et la captivité.

Vedel avait obéi, il s'agissait maintenant de faire signer Dupont. Quand on lui présenta cette fatale capitulation, il se détourna avec dégoût, et rejeta plus d'une fois la plume qu'il avait prise. Il se résigna enfin, sur les instances de son état-major; il apposa sur cette page flétrissante un nom jadis honoré, mais condamné désormais à une triste célébrité. On était au 22 juillet, et depuis le 18, aucune distribution de vivres n'avait été faite aux malheureux soldats, vaincus par la faim et la soif plus que par le fer des Espagnols. Les quelques débris de pain ou de biscuit qui restaient dans leurs sacs les avaient seuls empêchés de mourir, et l'ennemi qui les entourait avait laissé la faim combattre pour lui, sans leur faire même l'aumône d'une bouchée de pain. Huit mille hommes étaient là, entassés dans un étroit espace de deux mille quatre cents mètres carrés, au milieu de cadavres d'hommes et de chevaux, déjà décomposés par la chaleur. Il n'y avait qu'une source où

l'on pût boire, besoin plus impérieux que la faim elle-même dans ces climats brûlants; mais l'armée espagnole les en séparait, et ce n'était qu'au péril de leur vie, et sous le feu de l'ennemi, qu'ils pouvaient aller s'y désaltérer.

Castaños, fait plus tard duc de Baylen, en souvenir de la victoire remportée par Reding, honora son triomphe par son humanité et ses égards envers les vaincus. Nous citerons ses dernières paroles aux négociateurs français : « De La Cuesta, Blake et moi, nous n'étions pas d'avis de l'insurrection; nous avons cédé à un mouvement national. Mais ce mouvement est si unanime qu'il acquiert des chances de succès. Que Napoléon n'insiste pas sur une conquête impossible; qu'il ne nous oblige pas à nous jeter dans les bras des Anglais qui nous sont odieux, et dont jusqu'ici nous avons repoussé le secours. Qu'il nous rende notre Roi, et les deux nations seront à jamais réconciliées. »

Jamais victoire, on peut le dire, ne fut achetée à aussi bon marché, car les Espagnols n'avaient que deux cent quarante-trois morts et sept cents blessés. Les Français, au contraire, comptaient deux mille hommes tués, et le double hors de combat. En somme, le résultat de la bataille et de la capitulation, c'était vingt et un mille hommes perdus pour la France, sans compter les blessés! Il en restait à Dupont huit mille deux cent quarante-huit, à Vedel et Dufour neuf mille trois cent quatre-vingt treize; c'était donc un effectif de près de dix-huit mille hommes et de quarante canons que coûtaient à l'Empereur les fautes de Dupont, moins graves pourtant que celles de son maître! La division vaincue à Baylen fut la seule qui dut déposer ses armes; les deux autres les conservèrent jusqu'au jour où elles se mirent

en route vers le lieu où elles devaient s'embarquer pour la France. Les Espagnols avaient vaincu, sans beaucoup d'efforts ni de gloire, mais ils furent loin de faire de leur victoire un aussi noble usage que leur général. Partout, dans les villes comme dans les villages, les Français furent en butte aux traitements les plus odieux : les femmes, les enfants leur crachaient à la figure, et les couvraient d'ordures et de boue. Les hommes leur jetaient des pierres ou les frappaient même de leurs couteaux, et les soldats qui les escortaient durent employer la force pour protéger leur vie. Arrivés au bord de la mer, on les retint en prison, sous prétexte que les vaisseaux n'étaient pas encore prêts. Mais la junte de Séville, à l'instigation de Morla, refusa de reconnaître la capitulation, sous prétexte que, si on embarquait les vaincus de Baylen, les Anglais ne les laisseraient pas passer; prétexte mensonger, car les Anglais, ennemis acharnés des Français sur les champs de bataille, se montrèrent toujours pleins d'égards pour les vaincus, et laissèrent même passer plus tard d'autres prisonniers qu'on renvoyait en France.

Tel était contre ces malheureux l'acharnement de la haine populaire qu'on était obligé de les faire bivouaquer en plein air pour les sauver du massacre. A Lebrija, le peuple se porta en masse sur la prison où les dragons étaient enfermés, et en égorgea soixante-quinze. Si tous n'y laissèrent pas leur vie, c'est aux prêtres qu'on le doit. Disons enfin, avant de clore ce douloureux récit, que les officiers généraux ayant commis la faute de se séparer de leurs soldats, pour voyager avec leurs fourgons qui, aux termes de la capitulation, devaient être respectés, le peuple, à Puerto Santa-Maria, près de Cadix, ne put contenir sa rage. Les fourgons

furent pillés, et de l'aveu même des gazettes espagnoles, on n'y trouva que 300,000 francs; somme modeste, on en conviendra, surtout après le sac de Cordoue!

Il faut le dire, à la honte de la junte de Séville, l'armée française, en dépit des loyaux efforts de Castaños, fut retenue prisonnière de guerre jusqu'en 1814, en butte à tous les mauvais traitements et à tous les outrages. Dupont, indigné, ayant réclamé contre cette odieuse violation des traités, : » Quel droit, répondit Morla, avez-vous de réclamer en faveur d'une armée, entrée en Espagne sous le voile de l'alliance, et qui a emprisonné notre Roi et sa famille, saccagé ses palais, assassiné et volé ses sujets, ravagé ses campagnes, usurpé sa couronne?... » Excuse qui deviendra valable le jour où cet axiome sera admis dans le droit public, « qu'un crime suffit pour en justifier un autre! »

Il est curieux de comparer les jugements des historiens espagnols à ceux des Français sur cette désastreuse capitulation; c'est le seul moyen d'arriver à la vérité, et elle se trouve dans la moyenne entre des assertions opposées. Le plus impartial peut-être de tous ces écrivains, comme il en est le plus complet, et le plus digne de foi, c'est M. Thiers, qui fait la part des fautes de tout le monde, même de celles de Napoléon, le *grand coupable*, comme l'appelle Lanfrey, celui dont la faute première, *le guet-apens de Bayonne*, a enfanté toutes les autres. Toreno, tout en exaltant la gloire des vainqueurs, a de nobles paroles pour consoler les vaincus, et honorer leur courage auquel la fortune n'a pas souri: « Baylen, dit-il (t. I, p. 401), fut un jour de bonheur et de gloire pour les Espagnols, d'humiliation et de douleur pour leurs ennemis. Après avoir triomphé des armées les plus aguerries de l'Europe, il leur a fallu

déposer leurs armes devant une armée de recrues, de paysans, étrangers à la guerre, et dont la plupart n'avaient pas même d'uniforme. Les Français, il faut le reconnaître, ont lutté avec humanité et courage, ils ont obéi à la nécessité, mais sans lâcheté et sans faiblesse, et ont dû céder à leur mauvaise étoile et au courage exalté des Espagnols. »

Enfin, le général Foy à son tour, dans son *Histoire de la Guerre de la Péninsule*, tome IV, p. 109, fait acte de haute impartialité dans le passage suivant, dont s'empare à bon droit l'historien espagnol Lafuente, comme d'un hommage rendu à son pays : « Quand Napoléon apprit le désastre de Baylen, il pleura des larmes de sang sur ses aigles humiliés, et l'honneur des armes françaises entaché et souillé. Cette virginité de gloire du drapeau tricolore était donc perdue pour jamais; le prestige avait disparu, les invincibles avaient été vaincus, et par qui? par ceux en qui Napoléon n'avait jamais vu qu'un ramassis de prolétaires révoltés. Dès lors son coup d'œil, si net et si rapide, put pénétrer dans l'avenir; l'Espagne dut lui apparaître de nouveau, noble, altière, passionnée, telle qu'elle était naguère en ses temps héroïques. Elle effaça de son histoire les pages décolorées des derniers monarques autrichiens et Bourbons, pour confondre les trophées de Pavie avec ceux de Baylen. Que d'efforts, que de puissance ne faudrait-il pas désormais pour dompter une nation qui venait de sentir sa force, et qui même se l'exagérait, et quel effet sur les autres nations! L'Angleterre en délira de joie; l'Europe opprimée se retourna vers l'Espagne, d'où jaillissait tout d'un coup cette lumière qui devait éclairer le monde. »

Dans ce passage éloquent, jailli du cœur du grand

orateur, qu'on y retrouve peut-être plus que l'historien, on sent l'homme qui tient assez à la liberté pour se réjouir de son triomphe, même chez un ennemi, et qui place son patriotisme dans cette cause sainte plus encore que dans son pays. Mais si, après les éminents historiens que nous venons de citer, il faut aussi dire notre impression sur Baylen, nous la dirons sans hésitation et sans réserve : ce qui nous semble le plus triste dans ce douloureux épisode d'une grande histoire, ce n'est pas la défaite, qui peut se réparer ; c'est l'absence complète, dans la France comme dans son armée, de la notion de justice, d'équité, de droit, de peuple à peuple et de souverain à souverain. Dans cette agression si inique contre un pays, le plus fidèle allié de la France pendant tout un siècle, et contre ses Rois, Français de cœur autant que de naissance, ce qui nous frappe surtout, ce n'est pas le mépris du despote pour les principes les plus élémentaires du droit des gens, c'est l'indifférence de la France à cet égard, et le bill d'indemnité accordé d'avance à celui qui peut tout oser. Tout ce qu'on lui demande, ce n'est pas d'avoir raison, c'est d'être le plus fort, et d'avoir pour lui jusqu'au bout la fortune, qui vaut mieux que le droit! A ce prix, tout lui sera pardonné ; les mères lui donneront leurs fils pour en faire de la *chair à canon,* et la France, affolée de gloire, lui fera litière de toutes ses libertés.

Mais Baylen vient d'inaugurer une ère nouvelle, pour l'Espagne d'abord, qui s'est retrouvée comme nation, en affirmant son indépendance par une victoire, et pour Napoléon, vaincu pour la première fois par un ennemi à qui il ne faisait pas l'honneur de le craindre. Sa carrière de triomphes va s'arrêter tout court devant ce premier échec, subi par lui bien plus que par ses géné-

raux, qu'il annulle en voulant tout prévoir, tout ordonner, à deux cents lieues de distance. Lui seul doit être responsable de leurs fautes, car elles sont à lui comme leurs succès. C'est lui qui a lancé Moncey sur Valence avec huit mille hommes, et Dupont sur l'Andalousie avec douze mille ; c'est lui qui a refusé d'écouter les sages conseils de Savary quand il voulait ramener l'armée de Dupont sur Madrid; c'est lui enfin à qui la tête a tourné après l'insignifiante victoire de Rioseco, et qui a cru à la « promenade conquérante » de Dupont en Andalousie! C'est donc lui qui doit porter devant l'histoire le poids de cette défaite, qui est son ouvrage; et la désastreuse expédition de Russie, contre-coup de celle d'Espagne, achèvera bientôt l'œuvre que Baylen a commencée.

Après Baylen, Napoléon pourra vaincre encore, mais l'Espagne est perdue pour lui. Ferdinand, sacré Roi par l'affection de ses sujets, finira par remonter sur ce trône qu'il n'a su ni mériter, ni gagner; le fantôme de Roi, que les bayonnettes de la France y avaient assis, disparaîtra avec elles de ce sol où l'invasion n'a jamais pu prendre racine. Cet Empire sans limites qui, pendant dix ans, avait débordé sur l'Europe, verra à son tour les rois conjurés venir deux fois dans sa capitale venger leur commune injure; et Baylen, la pierre d'achoppement de cette fortune plus qu'humaine, est et restera la date fatale qui a inauguré son déclin.

FIN DU TREIZIÈME VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1. (Voyez page 88.)

Extraits de la correspondance de M. le marquis d'Aubeterre, ambassadeur de France à Rome, avec le duc de Choiseul.

Rome, 16 may 1767.

« Le 13, sont arrivés à Civitâ-Vecchia cinq cent soixante-dix jésuites espagnols, sur quatorze bâtiments de transport, escortés par trois chébecs de S. M. C. On n'a point voulu leur permettre de débarquer, et ils sont restés sur les bâtiments. Le Pape persiste à ne point les recevoir, quelques instances qu'ait pu faire l'ambassadeur d'Espagne....

« Tout le monde pense que la difficulté qu'on fait ici de recevoir ces religieux provient de la crainte qu'au bout de quelques années, on ne cesse le payement de leur pension.... Il y entre aussi beaucoup de mécontentement de ce ce que S. M. C., sans avoir rien dit au Pape, a disposé ainsi d'eux pour les envoyer dans ses États sans sa participation. »

Rome, 20 may.

.... « Les Jésuites sont partis furieux contre leur Général, auquel on impute, non sans fondement, la dureté avec laquelle on les a traités ici. Le Provincial espagnol, leur supérieur, a répondu au Général, qui lui faisait faire des compliments et des offres de service, qu'il les avait trompés, qu'ils ne le reconnaissaient plus pour leur supérieur, et n'en reconnaissaient

d'autre icy que l'*Assistant* d'Espagne et le Pape. Le bruit est partout répandu que, dans la dispute que cet *Assistant* a eue avec le Général, il lui a dit : « Je vous connais à présent, mais trop tard ; vous n'avez jamais pensé qu'à faire servir les jésuites étrangers d'instruments à vos vues, pour les abanner ensuite dès qu'ils ne peuvent plus vous être utiles. »

« Je trouve que les jésuites de Rome tiennent icy la même conduite qu'ils ont tenue en pareille circonstance. Ils ont brouillé cette cour avec le Portugal ; il n'a pas tenu à eux qu'il n'en ait été de même avec la France ; et ils cherchent actuellement à amener une rupture avec l'Espagne. Je leur ai toujours vu la même dureté pour leurs frères, qui ont été chassés ; ils en ont très-mal usé pour nos jésuites français qui sont venus icy, quoiqu'ils ne fussent point à leur charge, et la plupart s'en sont retournés.... Bien loin de chercher à leur éviter de mauvais traitements, il semble au contraire qu'ils cherchent à les faire naître, dans l'idée de se rendre plus intéressants, et de donner à la Société un air de persécution ; leur vanité les aveugle, et ils courent à leur perte. Ce sera un grand bonheur s'ils n'entraînent pas le Saint-Siége dans leur chute, par l'opiniâtreté avec laquelle on s'obstine à les soutenir.... »

Rome, 27 may.

« Il est arrivé à Cività-Vecchia une deuxième division de jésuites espagnols, escortée par deux frégates. On ne l'a pas laissé entrer dans le port, et elle a été obligée de mouiller à vue. Elle s'y est arrêtée pour faire des vivres et de l'eau, et elle a suivi la première. L'ex-Provincial de Castille est tombé en apoplexie, et est mort tout de suite, en apprenant qu'on ne voulait pas les recevoir.

« .... Le Pape n'a pas d'autre parti sage à prendre que de séculariser tous les jésuites ; mais il ne faut pas se flatter qu'on puisse l'y amener ; il est entouré de gens qui y sont très-opposés, et avec des scrupules on l'entraîne, sans qu'il y ait moyen de l'éclairer....

« Nos ex-jésuites français sont de grandes dupes de se tenir si attachés à leur Général. Il est certain que c'est lui qui a

empêché l'admission des jésuites espagnols; il n'est point de mauvais traitements qu'il ne leur voie essuyer avec plaisir, dès qu'il imaginera qu'il peut en résulter quelque avantage à son Ordre, et il est prêt à en sacrifier tous les individus à ce qu'il croira être le bien de sa Société. »

N° 2. (Voyez page 108.)

Sources pour l'expulsion des jésuites.

Les Jésuites, par J. Huber, professeur à Munich, traduit par Marchand. 2 vol. in-8°. Paris, 1875.

Saint-Priest, *Hist. de la chute des Jésuites au* XVIII*e siècle*. 1 vol. in-12. Paris, 1846.

François Huber, *Morale des Jésuites*. Berne. 1 vol. in-8°.

L'abbé Georgel, jésuite, *Mémoires sur la fin du* XVIII*e siècle*. Paris, 1817.

Les Provinciales, par Pascal.

Imago primi sæculi.

Crétineau-Joly, *Hist. de la Compagnie de Jésus*. 6 vol. in-8°. Paris, 1846.

Compte rendu des Constitutions des Jésuites au Parlement de Bordeaux, 1763.

Mémoires de Choiseul, de Bésenval, Bachaumont, Mme Duhausset.

Flassan, *Hist. de la diplomatie française.*

D'Alembert, *De la destruction des Jésuites*, 1763.

Coxe, *Hist. d'Espagne sous les Bourbons*. T. V.

Voltaire, *Siècle de Louis XIV* et *Histoire du Parlement de Paris*.

Le père Bouhours, jésuite, *Vie d'Ignace de Loyola*, in-12. 1680.

Gioberti, *Il Gesuita moderno.*

Mariana, *Mémoire sur les grands défauts du gouvernement des Jésuites.*

Ferrer del Rio, *Historia de Carlos III*. Madrid.

N° 3. (Voyez page 210.)

Un trait suffira pour peindre tout ce qu'avait d'étroit et de puéril la dévotion de Charles III, plus digne d'un moine au fond de son couvent que d'un Prince assis sur un des premiers trônes de l'Europe. Lors du séjour de Philippe V à Séville, Charles, encore enfant, s'était pris d'une vive affection pour un frère-lai d'un couvent de Franciscains, appelé *frère Sébastien de l'enfant Jésus,* qui jouissait dans la ville d'une grande réputation de sainteté. Celui-ci avait donné à l'infant un livre de prières, écrites de sa main, en lui prédisant qu'il serait un jour Roi d'Espagne, et que Dieu le récompenserait ainsi de sa piété précoce et de son attachement à l'Église.

L'esprit de Charles, porté à la superstition, garda un profond souvenir de ces paroles prophétiques. Le manuscrit du frère-lai lui devint si cher que, même arrivé à âge d'homme, il le portait constamment avec lui, et la nuit, le plaçait sous son chevet. Mais une fois la prédiction réalisée, et Charles assis, contre toute attente, sur le trône d'Espagne, le manuscrit devint encore bien autrement précieux aux yeux du monarque, qui n'eut plus qu'une pensée : ce fut de payer sa dette de reconnaissance au frère Sébastien en le faisant béatifier; car il était mort depuis longtemps en odeur de sainteté. D'actives démarches furent entreprises à Rome pour obtenir sa canonisation, en même temps que celle de Palafox ; mais les Jésuites, comme on l'a vu, s'opposaient à celle-ci, et le Saint-Siége procédant à cette affaire compliquée avec sa lenteur accoutumée, le ciel resta fermé pour l'humble frère-lai aussi bien que pour l'évêque.

Le seul titre écrit du défunt au brevet de Saint, c'étaient les prières qu'il avait données au monarque, et la cour de Rome, fidèle à sa jurisprudence, ne voulait procéder que pièces en main; il fallait donc que Charles, au moins pour un temps, se séparât de son trésor. Après les plus pénibles combats, après de longues et laborieuses négociations, le Roi consentit enfin, presque en pleurant, à cette séparation doulou-

reuse. Un courrier, digne de toute confiance, fut chargé du précieux manuscrit. On calcula soigneusement le temps qu'il mettrait en route, et le Sacré-Collége fut convoqué pour le jour présumé de son arrivée, afin de trancher sans délai cette importante affaire. Charles remit lui-même le saint volume aux mains du courrier, en le lui recommandant cent fois avec l'anxiété la plus touchante, et en lui enjoignant de quitter Rome avec sa précieuse charge, aussitôt que les cardinaux auraient terminé leur travail.

Le courrier une fois parti, on eût dit qu'il emportait l'âme et la vie du monarque. « L'intervalle qui s'écoula jusqu'à son retour, nous dit Muriel, à qui nous empruntons ce récit (t. V, p. 54, de *l'Espagne sous les Bourbons*, par Coxe), fut pour Charles III un véritable cauchemar, un songe pénible et douloureux. Il était sur les épines, il ne dormait pas. A peine prit-il de la nourriture pendant plusieurs jours, dès qu'il se vit privé de son cher manuscrit. Le plaisir de la chasse, que les maladies, la mort même de ses enfants n'avaient pu interrompre, fut suspendu. Il restait devant sa croisée, occupé à compter les gouttes d'eau que formait la pluie sur ses carreaux, laissant échapper de temps en temps de profonds soupirs. Affaires, plaisirs, tout fut suspendu jusqu'à ce qu'il eût reconquis le trésor qui seul pouvait le rendre à sa vie habituelle. »

Ajoutons, d'après Coxe (t. V, p. 406), que Charles, par un enfantillage difficile à comprendre, garda jusqu'à la fin de ses jours l'habitude de porter toujours, dans les poches de son habit, quelques-uns des jouets de son enfance. Certes, il faut avoir été bien enfant pour le rester ainsi toute sa vie, même sur un trône !

TABLE

DU TREIZIÈME VOLUME

LIVRE XLIV.

LIVRE XLV.

LIVRE XLVII.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.




Quantin
S. Benoit. 7.




Quantin
S. Benoit. 7. à Paris

